

LA FORMATION DE L'ARMÉE COLONIALE

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le Vendredi 5 Mars 1937, à 13 heures,

PAR

LOUIS BEAUDZA

[REDACTED]
SOUS-CHEF DE BUREAU A LA GRANDE CHANCELLERIE
DE LA LEGION D'HONNEUR

Président : M. MAUNIER, Professeur.

Suffragants

} MM. MESTRE, Professeur.

LAFERRIERE, Professeur.

Sine ira et studio.

TACITE, Annales (I, I).

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE MILITAIRE UNIVERSELLE

L. FOURNIER ET CIE

264, Boulevard Saint-Germain,

PARIS

1937

LA FORMATION
DE
L'ARMÉE COLONIALE

-:- -:- Université de Paris -- Faculté de Droit -:- -:-

LA FORMATION DE L'ARMÉE COLONIALE

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le Vendredi 5 Mars 1937, à 13 heures,

PAR

LOUIS BEAUDZA

DOCTEUR EN DROIT

SOUS-CHEF DE BUREAU A LA GRANDE CHANCELLERIE
DE LA LEGION D'HONNEUR

Président : M. MAUNIER, Professeur.

Suffragants { MM. MESTRE, Professeur.
LAFERRIERE, Professeur.

Sine ira et studio.

TACITE, Annales (I, I).

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE MILITAIRE UNIVERSELLE

L. FOURNIER ET CIE

264, Boulevard Saint-Germain,

PARIS

1939

Du même auteur,
chez le même éditeur :

LE PALAIS DE LA LÉGION D'HONNEUR



Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

Copyright 1939, by L. Fournier et Cie.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Vu :
Le Président de la Thèse,
R. MAUNIER.

Vu :
Le Doyen,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

A LA MÉMOIRE
DES OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS
DE TOUTES PROVINCES DE L'ARMÉE COLONIALE FRANÇAISE
TOMBÉS SUR LES CHAMPS DE BATAILLE
DE FRANCE ET AUX QUATRE COINS DU MONDE
POUR LA DÉFENSE ET LA GRANDEUR DE LA PATRIE
ET POUR LA GLOIRE DU DRAPEAU.

AVANT-PROPOS

L'Armée Coloniale, branche cadette de l'Armée Française, possède comme sa sœur, l'Armée Métropolitaine, une histoire aussi variée que glorieuse. Tard venue au monde, mais issue d'un tronc robuste, elle a fait souche rapidement sous le brûlant soleil des Tropiques, et ses ramifications se sont étendues sur toutes les parties du globe. Sous la protection et avec le concours fraternel de la Marine, ses troupes ont vaillamment lutté, souffert, tant sur les Océans que sur les Continents, où elles ont victorieusement combattu et répandu les bienfaits de la civilisation, partout où elles ont arboré le drapeau de la France. Pendant les hostilités de 1914-1918, elle s'est fondue dans l'Armée de la III^e République, pour défendre le sol de la Patrie, aux côtés de son aînée, et partager avec celle-ci, les lauriers de la Victoire.

Au spectacle de cette longue théorie d'hommes qui furent les pionniers de la civilisation française, le besoin de connaître vous gagne. Il semble, dès lors, qu'il soit tentant de retracer dans quelles conditions et de rechercher par quelles mains a été forgé l'instrument qui assura, à travers les siècles, la continuité de l'Empire Colonial Français.

L'Armée Métropolitaine a fait l'objet de nombreuses études. Les travaux de Boutaric, Duruy (Albert), Dussieux, Favé, Lehugeur, Sicard, Susane, Mouillard, Rousset, et de tant d'autres, ont créé une importante bibliographie à l'actif des troupes de terre. La Marine n'a rien à envier à ces dernières. En plus des travaux parus depuis le XVIII^e siècle, jusqu'à nos jours, on signale les études de Gougéard, Maissin, Fournier et Neveu, Lambert de Ste-Croix, Chevalier, Hano-taux et Martineau, de la Roncière, Claude Farrère, Tramond, Reussner.

Il n'en a pas été toujours de même pour les « Troupes Régliées des Colonies ». C'est seulement à partir du milieu du siècle dernier, que celles-ci ont commencé à bénéficier des études de Grenier, Ferradini, Ditte, Nicolas, Ned Noll, des Généraux Mangin, Azan, et, plus récemment, d'une intéressante causerie de M. le Colonel Duboin.

Mais l'esprit impérial n'a fait de réels progrès que depuis la grandiose manifestation de l'Exposition Coloniale de 1931, placée sous la direction de deux grands coloniaux : le Maréchal Lyautey et M. le Gouverneur Général Olivier.

L'action appelle la réaction. Dans une guerre où il a dépensé et épuisé ses réserves, le monde civilisé, après avoir parcouru le magnifique cycle économique libéral du XIX^e siècle, tend à rétrograder vers un mercantilisme dépassé déjà depuis le XVII^e siècle. Un protectionnisme rigoureux, auquel on était loin de s'attendre, confine les grandes nations dans leurs frontières : d'où la nécessité pour elles, du développement de leurs filiales d'outre-mer, les débouchés économiques se faisant rares.

Révéler, à un public qui s'attache de plus en plus aux questions économiques et coloniales, les commencements, les vicissitudes et le développement des unités, qui, de tout temps, assurèrent la garde des possessions d'outre-mer ; suivre la progression laborieuse d'une seconde France, prête à prendre place aux côtés de la première, tant par ses productions que par l'appoint et le loyalisme de ses forces ; exposer, enfin,

comment et pourquoi, une œuvre civilisatrice, partie des aventures des Conquistadores « Et, mêlant avec l'or des songes monstrueux » (1), a fini par donner à la France une deuxième France : la France d'Outre-Mer, tel est l'objectif que nous nous sommes assigné.

Nous avons essayé de fournir ainsi, du point de vue du Droit et de l'Histoire, une modeste contribution, une pierre à l'édifice qu'élevèrent le courage et la vaillance des devanciers. L'œuvre coloniale fut longtemps méconnue. Nous formons le vœu que nos contemporains prennent conscience des anciennes et futures destinées de l'Empire, de ses possibilités, et, surtout, du renom et de la pérennité, qu'il doit, grâce au courage des aînés, apporter à la Grande Collectivité Française, avide de labeur et d'enthousiasme, et dont les idées directrices furent constamment la générosité et la grandeur d'âme.

Si l'effort que nous avons fourni a pu projeter quelque clarté sur les origines et les transformations de cette armée, qui, au cours des trois derniers siècles, a doté la France d'un vaste Empire Colonial, nous considérerons avoir atteint notre but. Nous éprouverions même quelque satisfaction, si, à la lueur des études coloniales contemporaines, surgissait, aux yeux de la Nation tout entière, unie dans un même sentiment de fierté patriotique, la vision nette d'une France d'Outre-Mer, élément de sa force et de sa richesse, et qui lui permet de ne pas se regarder comme un facteur négligeable, ni en Europe, ni nulle part dans le Monde.

Nous adressons ici l'expression de notre vive gratitude et nos sincères remerciements à Messieurs :

Le Directeur BEAUCHESNE (Théodore), des Archives du Canada, à Paris ;

Le regretté Directeur COURTEAULT, le Secrétaire Général BOURGIN et le Conservateur AUCHEL (Robert), de la Direction des Archives Nationales ;

(1) José-Maria de Hérédia : *Les Trophées. Les Conquistadors de l'Or*, f° 178.

DE LA RONCIÈRE (*Charles*) et HUART, *Conservateurs de la Bibliothèque Nationale* ;

BRAIBANT, MILLOT et BENOIT (*Marc*), *du Service Historique de la Marine* ;

PAUL, *du Service Historique du Département de la Guerre* ;

ROUSSIER, *des Archives du Ministère des Colonies* ;

DEPREAUX (*Albert*), *des Archives de la Fondation Thiers*, et notre distingué confrère de « *la Sabretache* », qui se sont constamment appliqués, par leur exquise courtoisie, leur grande affabilité et leur extrême bienveillance, à faciliter notre tâche.

CHAPITRE PREMIER

Du principe de Souveraineté de la Métropole à l'égard des Colonies

A l'aurore du XVII^e siècle, Antoine de Montchrestien, dans son *Traité d'Economie Politique*, publié en 1615, affirmait au Roi Louis XIII, que deux chemins étaient ouverts à l'acquisition de la gloire : l'un, qui portait directement chez les Turcs et Mécréans... et l'autre, qui s'ouvrait largement aux peuples qu'il plairait au Roi d'envoyer dans le Nouveau Monde pour planter et « provigner » de Nouvelles Frances.

Il semble que l'appel du grand économiste ait été entendu, non seulement de Richelieu, mais de la phalange des Villegagnon, Samuel Champlain, Lescarbot, Jacques Cartier, le P. Marquette, Belain d'Esnambuc, Urbain de Roissey, qui donnèrent à la France, la Louisiane, les Guyanes, les Iles d'Amérique du Vent et Sous-le-Vent, le Sénégal, les Iles de France et de Bourbon, Madagascar.

Mais, il ne suffit pas de découvrir, de conquérir. Il faut organiser. La Royauté avait vraiment trop à faire à cette époque sur le Continent pour s'inquiéter de l'organisation des territoires que l'on venait de s'approprier au nom de la France. Car si Henri IV assista à l'ébauche des entreprises, ce fut Richelieu qui organisa la conquête et la résistance aux dangers extérieurs. Il fallut trouver un moyen indirect d'en assurer la conservation. Le Cardinal eut l'idée de s'inspirer des méthodes de nos rivaux d'alors, les Hollandais. Il fit coloniser au moyen de personnes morales, les Compagnies privilégiées, à qui il délégua « l'imperium » de l'Etat, les droits de Souveraineté.

On sait que les liens divers qui unissent une métropole à ses possessions forment ce que l'on est convenu d'appeler le

principe de Souveraineté. La Métropole assume certaines obligations au regard des possessions d'outre-mer. En revanche, elle leur demande certains avantages.

Richelieu fonde ou autorise les Compagnies suivantes :

1625 : Compagnie de la Nacelle de Saint-Pierre fleurdelysée ;

1626 : Compagnie de Morbihan ;

1627 : Compagnie des Cent Associés ou du Canada ;

1635 : Compagnie de l'Ile de Saint-Christophe ;

1638 : Compagnie du Cap Nord, pour la Guyane ;

1642 : Nouvelle Compagnie de l'Ile Saint-Christophe ;

1642 : Compagnie de Madagascar ou des Indes Orientales.

Nous n'allons pas énumérer les Compagnies fondées par Colbert, qui, après Fouquet, fut le successeur de Richelieu. Il nous suffira de citer les deux plus importantes :

Mai 1664 : Compagnie des Indes Occidentales ;

Août 1664 : Compagnie des Indes Orientales.

Les terres et isles conquises ou à conquérir sont données à la Compagnie « en toute propriété, seigneurie et justice », à la réserve de la foi et hommage au Roi, avec le don d'une couronne d'or à chaque avènement » (Article 4 de la Compagnie des Cent, 20 et 21 de la Compagnie des Indes).

Richelieu poursuivait deux objectifs en développant la Marine et les Etablissements d'outre-mer. Le premier était de multiplier les Colonies, de les peupler de Colons ; le second, tout en favorisant le commerce, de défendre les Colonies. En effet, la création des Colonies posait dans le même temps le principe de leur défense et protection par la métropole.

John Stuart Mill, survenant après Montchrestien et Richelieu, s'exprime ainsi dans ses *Principes d'Economie Politique* (Livre V, Chapitre XI, § 14^e) : « On peut affirmer dans l'état actuel du monde, que la fondation de Colonies est

la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays ».

Le principe de souveraineté, prévu par Richelieu, a trouvé dans Stuart Mill son théoricien. Considéré du point de vue d'un Etat établi vis-à-vis d'une puissance à naître, c'est l'attribut obligé du droit de propriété qui forme l'emprise morale et matérielle de la Métropole sur la Colonie. La Souveraineté se manifeste sous des formes diverses, dont la principale est celle du gouvernement de la Colonie. Ce n'est pas seulement le lien de fait qui unit la Métropole à sa filiale, elle forme le lien de droit qui attache l'un à l'autre les deux Pays.

Les attributs de la souveraineté sont :

1° le droit pour le Gouvernement Métropolitain de légiférer quant aux Colonies ;

2° le droit exclusif et obligation corrélatrice de défendre les Colonies ;

3° le droit de nommer les Magistrats ;

4° le droit de régler les rapports avec les Puissances Etrangères.

L'abandon de ces prérogatives consacrerait une autre manière d'être ; ce serait l'autonomie de l'établissement considéré. Le droit de souveraineté ne disparaît pas devant l'occupation étrangère : il ne peut être aboli qu'en vertu d'un traité régulier.

C'est à l'étude de la deuxième prérogative de la souveraineté que nous allons nous livrer.

Il ressort de ce que nous venons de considérer que la Royauté avait accordé le droit aux Compagnies, dès le début, de faire la paix ou la guerre dans les pays où s'étendait leur action, de lever des troupes, donc de pourvoir à la garde et à la défense des possessions coloniales. Ces troupes étaient payées par les Compagnies. Mais le pouvoir royal avait conservé un droit de regard sur les forces armées des Com-

pagnies : le Gouverneur était nommé avec l'agrément du Roi. Ces troupes relevaient des Compagnies qui les recrutaient.

La vente des Isles d'Amérique en 1663 par la Compagnie aux différents gouvernements ne changea en rien leur situation militaire. En plus des troupes de la Compagnie, tous les Colons en âge de porter les armes étaient assujettis à la discipline et à l'exercice une fois par mois.

On comprend aisément que les Compagnies chargées du recrutement, de l'administration et du commandement des troupes dans les Colonies, n'y envoyèrent qu'un minimum de soldats. Indépendamment des causes économiques qui provoquèrent la chute des Compagnies, on voit déjà percer ici une des raisons de l'autorité royale de s'immiscer dans le gouvernement des Colonies.

Le premier texte important où il est question de leur défense est la Charte du 28 Mai 1664 octroyée par Louis XIV à la Nouvelle Compagnie des Indes. L'article 13 permettait aux Directeurs la nomination des Officiers, Commandants et Commis nécessaires au service de la Compagnie. L'article 18 octroyait aux Compagnies le droit d'armer des vaisseaux pour la défense du pays avec port du pavillon blanc. L'article 30 disposait que les Compagnies pourraient signer des traités de paix ou d'alliance au nom du Roi. Enfin, le Roi promettait de défendre les Compagnies au moyen de ses armes et vaisseaux (art. 31). Le contrôle royal apparaît ici. Déjà, les pouvoirs des Compagnies sont entamés.

La prépondérance de l'autorité royale vis-à-vis des Compagnies ne fit que se développer, jusqu'au moment où Colbert jugea le moment venu de faire passer les Colonies au domaine royal (1674). Le développement des Compagnies de Colonisation n'entre pas dans le cadre de notre étude, mais le sujet est si important que nous ne pouvons passer sous silence les causes de la ruine de ces Sociétés. Sous l'Ancien Régime, tout était matière à privilège ou à monopole. Il est vrai, dira le Baron de Bielfeld, dans ses Institutions Poli-

tiques (1) « que le Commerce des Indes exige des fonds si considérables, une protection si puissante, des possessions si difficiles à acquérir et à conserver qu'il a bien fallu en faire une entreprise nationale et qui, vraisemblablement, demeurera telle à perpétuité » Montesquieu, dans l'Esprit des Loix (2), s'exprime ainsi : « Si les affaires ne sont si grandes, qu'elles soient au-dessus de la portée des particuliers, on fera encore mieux de ne point gêner par des privilèges exclusifs la liberté du Commerce. » Enfin, à maintes reprises, les Députés du Commerce s'élevèrent contre les inconvénients des privilèges et des Compagnies privilégiées. Les Compagnies étaient en contradiction avec la liberté économique, parce qu'elles interdisaient le Commerce avec l'Etranger. A cette mauvaise organisation économique s'ajoutent des causes venant d'elles-mêmes : mauvaise direction administrative, distribution de dividendes prématurés ou fictifs et, enfin, manque de capitaux et de crédit. Une dernière cause de la ruine des Compagnies et sur laquelle nous insistons, c'est l'exercice de la souveraineté qui leur fut confiée. La souveraineté entraîna de fortes dépenses d'organisation et de garnison.

D'un autre côté, il faut reconnaître que les Compagnies ont rendu de grands services à l'Etat français. Elles ont contribué grandement au développement du commerce et de la marine. Elles ont mis en valeur de nouveaux territoires et ont enrichi la Métropole au moyen de produits inconnus. Elles ont enfin introduit dans la vie nationale des éléments de bien-être et de confort.

On sait que la Compagnie de Saint-Christophe fut fondée en 1626 par Belain d'Esnambuc avec le Cardinal de Richelieu comme un des principaux actionnaires. Le 12 Février 1635, la Compagnie des Iles d'Amérique remplaçait la première. Les privilèges de cette Société furent confirmés par

(1) Pages 302, 303.

(2) Livre XX; chap. X.

l'Edit de Mars 1642, le Roi nommant le Gouverneur Général de la Compagnie, et la Compagnie les Gouverneurs particuliers de chaque île.

Mais nous avons vu que Colbert, par l'Edit de Décembre 1674, fit passer les Colonies d'Amérique dans le domaine de la Couronne. La conclusion logique de cette réforme fut que la délégation de la souveraineté accordée aux Compagnies de Colonisation fut reprise par la Royauté. Les Troupes, qui occupaient les colonies pour raison de défense et de police furent placées directement sous les ordres des Gouverneurs desdites Colonies. La partie de la souveraineté dont le pouvoir royal s'était départie, revenait ainsi au Pouvoir Central qui allait s'en servir pour opérer dans l'ordre militaire colonial, la concentration administrative que réalisèrent Louis XIV et son ministre Colbert dans l'administration métropolitaine. Ajoutons que les Colonies du Canada et des Indes furent toujours administrées jusqu'à la fin par des conseils financiers dont le siège social se trouvait à Paris. Mais, pour ces Colonies, les troupes chargées de la défense et payées par les Compagnies dépendaient directement du Roi.

CHAPITRE II.

De la nécessité d'une Armée Coloniale

Au XVIII^e siècle, le Président de Montesquieu (1) écrivait : « Le désavantage des Colonies qui perdent la liberté du commerce est visiblement compensé par la protection de la Métropole qui les défend par ses armes ou les maintient par ses lois. »

De ce jugement, il n'y aurait à modifier, présentement, que le passage relatif à la liberté du Commerce. Après le triomphe des doctrines libérales, les Colonies ont recouvré dans une mesure très large, si on se place au point de vue des XVII^e et XVIII^e siècles, la liberté du Commerce. Quant à leur défense, la Métropole assume les mêmes obligations. Il est bon d'occuper, d'acquérir, de coloniser, mais il est mieux de conserver. C'est le principe de la légitime défense qui est la raison d'être de la nécessité d'une armée coloniale pour la Monarchie. A ce premier principe viendra s'en ajouter un autre pour les temps modernes : l'armée coloniale doit constituer la charpente d'un corps d'armée supplémentaire, en cas de danger, pour la Métropole.

Les éléments coloniaux, en temps de paix, gardent les possessions coloniales. Elles y assurent le service que fait en France l'armée métropolitaine. Mais la tâche de l'armée coloniale ne se réduirait qu'à peu de chose, si elle ne devait assurer, en période de paix, les services de ronde, de patrouille et autres, qui forment le lot des unités militaires quelles qu'elles soient. Les unités coloniales concourent aux travaux d'intérêt général

(1) Montesquieu : *Esprit des Loïs*. Livre XXI, chapitre XXI.

de la colonisation à ses débuts. On voit des régiments entiers entreprendre la construction de routes, le creusement de canaux, etc... Enfin, l'armée coloniale assure la police et le bon ordre des lieux où elle se trouve stationnée. Sans les troupes réglées, que seraient devenus les Colons de la Nouvelle-France, de l'Acadie, des Iles d'Amérique, lors des incursions des Iroquois et des Caraïbes ?

En temps de guerre, les éléments coloniaux concourent avec les milices à la défense des territoires coloniaux. Et lorsqu'il y avait lieu de passer à l'offensive, c'est avec les troupes tenant garnison dans la colonie que les Chefs entreprenaient des expéditions. L'exemple vaut pour le Canada, les Iles d'Amérique, les possessions de l'Inde, où Dupleix sut utiliser intelligemment les contingents indigènes pour pallier la mauvaise volonté de la Compagnie des Indes à fournir les contingents nécessaires. La nécessité d'une armée coloniale apparaît aussi réelle au XVII^e siècle que de nos jours. Nous avons bénéficié des erreurs de nos anciens. L'organisation actuelle a simplement pratiqué la coordination et le développement des unités.

Sous le régime monarchique, les unités étaient soumises à la dispersion. Il n'était pas rare de voir le même régiment éparpillé dans deux ou trois Colonies et en France. Tel fut le cas du Régiment de Karrer, puis d'Halwyll, dont la portion centrale était stationnée à Rochefort, un détachement de la Compagnie Colonelle à l'Isle Royale et deux Compagnies en service aux Iles du Vent et à Saint-Domingue. Ordonnance du 5 février 1726 (1).

De nos jours, à moins de raison majeure, les unités sont groupées autant que possible dans leurs diverses garnisons. Nous ne voulons pas considérer ici la raison qui oblige à garder dans la Métropole les dépôts des Régiments, qui servent à la relève des régiments coloniaux.

Même avec les procédés du XVII^e siècle, la nécessité d'une Armée Coloniale formant un ensemble homogène ap-

(1) Archives Nationales. — Colonies. A.I. F^o 229.

paraît déjà aux yeux des personnalités averties. A une époque où les guerres étaient fréquentes et où la police locale était en voie d'organisation, les troupes qui tenaient garnison dans les colonies avaient non seulement comme raison d'être leur présence aux lieux où elles se trouvaient, mais devenaient nécessaires aux mêmes endroits en raison des effervescences locales ou des périls extérieurs.

L'Armée Coloniale, pour les raisons que nous venons d'énumérer, apparaît comme une des charnières de la Colonisation. Elle a permis, au moyen de la protection qu'elle assura, le défrichement des terrains à coloniser, les travaux des arts de la paix en même temps qu'elle concourait avec l'élément actif colon à la conservation du patrimoine que la hardiesse et le courage des conquérants avaient assuré à la France continentale.

CHAPITRE III

Les Débuts de l'Armée Coloniale

Les premiers occupants du Canada, des Iles d'Amérique, du Sénégal, se trouvèrent, une fois les territoires conquis, soit de vive force, soit après transaction, devant un problème important à résoudre. Il fallait vivre et faire vivre les établissements coloniaux. Mais une fois cette difficulté vaincue, il se présente celle de se défendre intérieurement et extérieurement. Le Roi de France ne tenait pas des troupes prêtes à passer la mer pour cette raison. Il fallut parer au plus pressé. On sait que Samuel Champlain, Belain d'Esnambuc, Liénard de l'Olive, Longvilliers de Poincy, Bertrand d'Ogeron et tant d'autres n'étaient pas que de hardis marins, ils étaient également Capitaines. Il fallut trouver le moyen d'organiser la défense, en attendant la protection royale. Ce furent les occupants eux-mêmes. Colons, engagés esclaves, qui servirent de premier noyau à la barrière contre les envahisseurs éventuels. L'Abbé Raynal nous dépeint la situation des cent premiers colons laissés par d'Esnambuc à la Martinique, en 1635, sous le commandement de Jean Dupont : « La crainte d'être surpris obligeait les colons de trois habitations, à se réunir toutes les nuits dans celle du milieu qu'on tenait toujours en état de défense. C'est là qu'ils dormaient sans inquiétude, sous la garde de leurs chiens et d'une sentinelle. Durant le jour, aucun d'eux ne marchait qu'avec son fusil et deux pistolets à la ceinture (1) ». Nous voyons aussi qu'à l'Ile Bourbon les premiers habitants cultivaient eux-mêmes leurs champs (2).

(1) G. Raynal : Histoire Philosophique et Politique des Etablissements et du Commerce des Européens dans les Deux Indes - 1780. Tome VII, Livre XII, F° 90.

(2) G. Azéma : *Histoire de l'Ile Bourbon* - 1862, f° 13.

Il demeure entendu que nous ne nous occuperons que des établissements définitifs et non pas des occupations partielles. C'est ainsi qu'il ne convient pas de comprendre dans notre énumération les essais du Marquis de la Roche en 1598 à l'Ile de Sable, et de Pierre du Guast, Sieur des Monts, et du Sieur de Poutrincourt à Port-Royal de l'Acadie (1605). Ces tentatives échouèrent complètement et le petit nombre de leurs membres dut se fondre avec la population autochtone. On comprend donc facilement que ces expériences ne rentrent pas dans notre étude.

Les premiers occupants coloniaux durent agir sensiblement de la même façon, qu'ils fussent en Acadie, au Canada, à la Guadeloupe, à la Martinique. L'Ile de Saint-Christophe fait exception à la règle pour la raison que les Anglais et les Français s'étant partagé le territoire, l'organisation défensive n'apparut pas tout d'abord comme une première nécessité. Ce traité de partage est du 13 Mai 1627. Comme les deux Capitaines avaient vaincu l'ennemi commun, les insulaires de l'Ile, ils signèrent un second traité pour se porter mutuellement secours en cas d'attaque des Caraïbes. Nous signalons que ce second traité est à retenir ; à notre époque moderne où en principe, la Société des Nations du Traité de Versailles a pour but d'empêcher les Guerres, on trouve ici un exemple frappant de prévention des hostilités. Une clause du contrat prévoyait, en effet, qu'en cas de guerre survenue en Europe entre les princes alliés, les deux Gouverneurs ne devaient obéir aux ordres hostiles qui leur seraient transmis qu'après s'être réciproquement avertis.

Guillaume-Thomas Raynal (Tome VII, Livre XIII, p. 274), nous informe que « les Iles françaises, de même que celles des autres nations, n'eurent dans l'origine aucune troupes réglées ». Les aventuriers qui les avaient conquises, regardaient comme un privilège de droit de se défendre eux-mêmes ; et les descendants de ces hommes intrépides se crurent assez forts pour garder leurs possessions.

L'Ile de Saint-Christophe, que nous avons citée comme faisant exception à la règle défensive, dut rentrer, elle aussi,

dans la normale, les relations des Anglais et des Français s'étant envenimées de bonne heure, ce qui a fait écrire à un vieil auteur, que les Anglais disaient : « qu'il valait mieux avoir affaire à deux diables qu'à un Français » (1). Dans toutes les colonies, une organisation défensive dut être créée de toutes pièces, pour parer et combattre toute invasion éventuelle. En Acadie et au Canada, ce furent contre les Iroquois et les Anglais, aux Antilles, contre les Caraïbes et les Anglais, à la Guyane contre les Hollandais.

Une armée Coloniale spéciale et qui bénéficie d'une mention particulière est celle des « Flibustiers » ou « Boucaniers ».

En 1630, des aventuriers s'établissent dans l'île de la Tortue et dans la partie occidentale de l'île de Saint Dominique. Ces flibustiers se livrent d'abord à une contrebande active avec les établissements espagnols. Mais ils se rendent compte rapidement que la course leur est plus profitable. C'est ainsi que ces aventuriers organisent des expéditions nombreuses, dont celles de Puerto-Cabello et de Carthagène. Parmi ces enfants perdus, on distingue Pierre le Grand, de Dieppe, qui, avec une barque de quatre canons et un équipage de vingt-huit hommes, capture un vaisseau amiral espagnol ; Michel le Basque, Nau l'Olonnais et Montbars le Languedocien, surnommé « l'Exterminateur ».

En 1641, le capitaine huguenot Levasseur est envoyé à la Tortue par le Commandeur de Poincy. Les Espagnols sont expulsés définitivement de la Tortue par les Flibustiers en 1660. Plus tard ces derniers fondaient Port-Margot, Port-de-Paix (Port-au-Prince) en 1665, Le Cap en 1671. Mais, dès 1664, d'Ogeron, qui exerce alors le commandement de la Flibuste, reconnaît le gouvernement royal de France. Celui-ci leur accorde une amnistie en 1671.

(1) P. Dutertre : Histoire des Antilles habitées par les Français, 1667, tome I^{er}.

Telle est l'origine étonnante de la colonie de Saint-Domingue (1).

On sait que Belain d'Esnambuc et son collègue de Roissey embarquèrent sur deux navires, *La Cardinale* et la *Vic-toire* cinq cent trente-deux hommes, le 24 février 1627. Ceux qui prenaient passage dans ces conditions, s'obligeaient par-devant les juges de l'Amirauté à servir leurs capitaines pendant un délai de trois ans. Le même système de colonisation fut suivi également en Angleterre. Vers la même époque, le Capitaine Waernard, Gouverneur de Saint-Christophe, ayant réclamé des secours, lord Carley, à la tête de quatre cents hommes, fut envoyé dans la nouvelle colonie.

Ces hommes, qui contractaient un engagement pour les Iles d'Amérique, furent les ancêtres de l'Armée Coloniale. Rendus sur les lieux, en Acadie, au Canada, aux Iles d'Amérique, ils avaient pour mission civile de défricher, de cultiver le petun, un peu plus tard, l'indigo et la canne à sucre. Mais, dès que les plantations prirent de l'importance et qu'il y eut lieu de craindre l'envahisseur, on établit l'armature de la défense. Les colons devinrent les Officiers, les engagés et les esclaves noirs, les soldats. C'étaient les mêmes hommes qui étaient chargés de la culture qui assuraient la défense des propriétés.

De sorte que, de bonne heure dans les colonies, avant le régime des Compagnies, on trouve un organisation créée de toutes pièces par les premiers Gouverneurs. Ce furent les Milices de la première formation. Nous reviendrons ultérieurement sur la deuxième formation des milices jouant le rôle de troupes auxiliaires, de Troupes Régliées. Mais, pour le moment, nous nous occuperons de la première manière.

Si les milices n'apparaissent sur le territoire métropolitain

(1) Raynal : Histoire Philosophique des Etablissements et du Commerce des Européens dans les Deux-Indes, 1780. Tome VIII, Livre XIII. F° 156. — Maréchal : Histoire de l'Europe et de la France - 1886. Chapitres IX, F° 344-345. — Leroy-Beaulieu : De la Colonisation chez les Peuples Modernes - 1908. Chapitre V, F° 160. — A. Girault : Principes de Colonisation et de Législation Coloniales - 1921. Tome I, F° 133.

qu'en 1688 (1), elles sont de règle aux colonies dès les premières années de l'occupation. En 1708, année de la fondation de Québec par Champlain, des Milices existent au Canada ; en 1658, année de la mort de Du Parquet à Saint-Pierre de la Martinique, quatre Compagnies, dont la Colonelle, rendent les honneurs aux funérailles (2).

Les Milices comprennent tous les propriétaires de terres ou autres, en état de porter les armes. Elles sont formées de Compagnies détachées de cinquante hommes. La première Compagnie, celle que commande le Gouverneur, se dénomme « la Compagnie Colonelle. »

Les Milices locales avaient une double mission à remplir au début de la colonisation. Elles devaient toujours se tenir prêtes à se rassembler sous les ordres de leur chef en cas de péril de l'extérieur. Elles devaient aussi assurer la défense de l'intérieur, (contre les Caraïbes aux Iles d'Amérique). Plus tard, cette deuxième mission se transformera en une troisième : celle de prévenir les soulèvements des esclaves.

On trouve à Saint-Christophe, au début, huit Compagnies de Milices, celles des Sieurs de Laguarigue, Desvergers de Sannois, Derlincourt, Dupas, Emerigon, Rossignol, de Lafont et Couvé.

Les « rolles » des Milices avaient aussi une autre signification. Lorsque Colbert prescrivait de recenser les populations des Colonies, ce fut par Compagnies, comprenant les diverses catégories de population, que l'opération eut lieu. Les archives de la Marine présentent pour la Martinique huit Compagnies : celles de MM. d'Esnambuc, de la Garenne, de Vert Pré, de Francillon, de Laubières, Desjardins, Colliours, Cul-de-Sac Marin, avec un total de 4.515 personnes dont 1.010 hommes portant armes. (Dr. Rufz de Lavison, Etudes Historiques et statistiques sur la population de la Martinique, Tome 1, page 40.)

(1) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime ; Chapitre II ; F^o 26.

(2) Sidney-Daney : Histoire de la Martinique - 1846. Tome I, F^o 149

A la question des Milices, qui se précipitaient à la rencontre de l'ennemi au bord de la mer dans les Isles et sur le Continent pour repousser l'invasion, se rattache un principe connu des autorités coloniales. C'est celui des « Cinquante pas du Roy », qu'on est convenu d'appeler de manière moderne, les Cinquante pas Géométriques.

Lors de la conquête des Colonies, le Roy se trouvait possesseur du Domaine Public. Une bande de terre devait être laissée libre en bordure de la mer. Cet espace formait une nécessité civile et répondait à un besoin stratégique. Le 3 mars 1670, un arrêt de règlement du Conseil Souverain de la Martinique fixa cette zone à cinquante pas à compter du lieu où les herbes et arbrisseaux commencent à croître, mais nous en avons l'explication dans la lettre de M. de Baas, Gouverneur Général des Iles de l'Amérique, au Secrétaire d'Etat de la Marine du 8 Février 1674 (1).

La première raison est tirée de la difficulté de l'abord ailleurs que dans les rades : une épaisseur en bois debout très épais et difficiles à percer est « d'un grand empêchement contre les descentes. »

La deuxième raison est que la zone réservée peut servir à édifier des fortifications. Elle évite une demande de dédommagement de l'habitant.

La troisième raison consiste dans la permission pour chacun de passer : droit de libre passage évitant les clôtures.

Une quatrième raison considère que les Capitaines de passage ont besoin de couper du bois.

Enfin le cinquième et dernier motif est en faveur du logement des pauvres artisans, pêcheurs, charpentiers.

Mais ces dernières ont peu de rapports avec notre sujet. Il suffit d'avoir fait valoir pour l'intelligence du lecteur les deux premières, qui constituaient, à une époque où les armes de jet n'avaient pas atteint les progrès actuels, les deux essentielles.

(1) Moreau de St-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent. 1784. Tome I, F° 272.

CHAPITRE IV.

Les Troupes à pied

Comme pour la Colonisation, il nous faut partir ici du Cardinal de Richelieu. Les Cent Compagnies destinées à tenir garnison à bord des vaisseaux forment la réalisation d'un projet du Cardinal (1622). Ces troupes se dénommaient Compagnies Ordinaires de la Mer (1), elles formaient Cent Compagnies dont le but était de tenir garnison à bord des vaisseaux royaux. C'est en 1626 que fut créé le Régiment de la Marine dont le Cardinal était le propriétaire, et qui fut doté du pavillon blanc. Ce régiment guerroyait sur les côtes de Provence, aux Iles de Lérins et dans le golfe de Gascogne.

Le Cardinal de Richelieu créa d'autres régiments, dont la durée fut courte. Tel fut le cas du Régiment du Havre (1636-1649), celui des Iles, ainsi appelé parce que cantonné aux Iles de Ré et d'Oléron (1636-1663), et enfin le Régiment des Galères, stationné en Provence. Louis XIII, sur la demande d'Henri d'Escoubleau de Sourdis, Archevêque de Bordeaux, leva le Régiment des Vaisseaux le 13 Mars 1638 : le Colonel de cette formation était le Cardinal de Richelieu. Le Régiment des Vaisseaux fut licencié le 30 Août 1643, puis reformé le 10 Mars 1644 sous le nom de Régiment des Vaisseaux-Mazarin. A cette époque, il a pour chef François de Noailles, Comte d'Agen, Gouverneur d'Auvergne et de Roussillon. En 1659, Louis de Vendôme, Duc de Mercœur, prenait le commandement du Régiment des Vaisseaux-Provence. Le 4 Septembre 1669, le Régiment s'illustra au siège de Tournay. Le roi lui conféra le titre de Royal-Marine. Les régiments du Royal-Marine, Royal-Vaisseaux et Ver-

(1) Nicolas : Livre d'Or de l'Infanterie de Marine. 1891. Lavauzelle.

mandois feront désormais partie des troupes de terre. En 1791, on retrouvera les premiers sous les matricules des II^e et 43^e Régiments de Ligne. Parmi les Troupes de Turenne pendant la campagne d'Alsace, il y avait les Régiments du Royal-Marine et le Royal-Vaisseaux.

L'Ordonnance du 20 Décembre 1669, prise à la requête de Colbert, créa deux régiments à 20 compagnies pour le service exclusif des Vaisseaux. Le premier, le Royal-Marine, conservait à Rochefort 12 Compagnies, et en détachait 8 à Brest ; le second, le régiment de l'Amiral, assurait la relève des garnisons de Brest (4 compagnies) du Havre (4 compagnies), de Dunkerque (2 compagnies), de Toulon (10 compagnies). Les officiers de ces régiments obéissaient aux Amiraux et aux Officiers de Marine des Ports ou embarqués sur les Vaisseaux. L'uniforme était gris blanc avec la veste bleue. Les soldats servaient à des titres divers ; ils se transformaient, suivant les besoins du moment, en matelots, fantassins ou bombardiers. Ces deux formations furent encore absorbées par les troupes métropolitaines, étant données les exigences du moment ; on les retrouve à la Révolution sous les matricules des 60^e et 62^e Régiments d'Infanterie de Ligne.

L'Ordonnance du 1^{er} Janvier 1685, dont le mérite revient à Seignelay, accordait aux militaires des Compagnies de la Marine un congé de quatre mois par an, avec la demi-solde. Ils formaient 6 compagnies de 50 hommes attachés aux ports de Brest, Rochefort et Toulon. La compagnie était commandée par un Lieutenant de Vaisseau, avec un Enseigne de Vaisseau comme adjoint ; comme bas officier, il y avait un sergent, tiré des ports sans caporal ni anspessade. Ces soldats en demi-solde restaient dans leurs foyers. Ils se présentaient trois ou quatre fois par an dans chaque port pour assister aux « montres et revues ». Ils étaient soumis à chaque période à trois journées d'exercice. Ces militaires devaient être embarqués sur les vaisseaux. On dut créer, pour les remplacer, des soldats-gardiens de ports, divisés également en Compagnies de 50 hommes.

Aux Colonies, jusqu'à la reprise en main par la Couronne des Iles d'Amérique (1674), les Compagnies de Co-

lonisation assuraient le recrutement des troupes. Nous croyons que les militaires des troupes de la Marine formèrent un important contingent de ces troupes avec les anciens engagés recrutés sur place. L'instruction, la discipline et l'administration y étaient nulles, pour la raison que les Compagnies administraient ces troupes en les payant le moins possible. L'unité tactique était la Compagnie dont le nombre variait de 50 à 100 hommes. Dès que Colbert put acquérir les possessions des Antilles de la Compagnie des Indes Occidentales, il révoqua le privilège de cette dernière par l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi de Décembre 1674 (1). Des militaires des régiments de la Marine furent envoyés aux colonies. Les choses changèrent. Les officiers de troupes se trouvèrent placés directement sous les ordres des Gouverneurs qui étaient Officiers Généraux de l'Armée. Le désaccord permanent qui avait existé entre les Administrateurs des Compagnies et les représentants du pouvoir royal cessa. Mais n'oublions pas que ce fut le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine qui administrera pendant longtemps les Troupes des Colonies. C'est la raison pour laquelle nous revenons aux Troupes de la Marine. Une Ordonnance du 15 Avril 1689 réorganisait les troupes de la Marine ; le texte prévoyait une Compagnie d'apprentis-canoniers, des classes de 100 hommes à Brest, Rochefort et Toulon, 6 escouades de soldats-gardiens pour chacun des ports de Brest, Le Havre de Grâce, Rochefort, Toulon, plus six autres escouades d'égale force de demi-soldes qui seraient stationnées aux abords de Brest, Rochefort et Toulon.

Les soldats-gardiens étaient destinés à l'embarquement sur les vaisseaux dont ils formaient un tiers des équipages. Leur rôle à bord consistait dans le service de la mousqueterie. Ils aidaient également aux manœuvres basses. Mais, à l'usage, les escouades de gardiens se révélèrent insuffisantes. L'ordonnance du 16 Décembre 1690 porta création de 80 compagnies franches, (88 au début de 1691). Ces compagnies, dans lesquelles furent enrégimentés les soldats-gardiens,

(1) Moreau de St-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique Sous le Vent, Tome I, F° 283.

étaient stationnées à Brest, Toulon, Rochefort, Port-Louis, La compagnie était commandée par un Lieutenant de Vaisseau, assisté de deux Enseignes. Elle était de 100 hommes avec un capitaine d'armes, 4 sergents, 8 caporaux, 2 tambours, 1 fifre, 84 soldats.

Les effectifs sont variables. De 100 hommes, les compagnies se trouvent réduites à 60, et même à 30 hommes. On peut assurer toutefois que les compagnies franches tinrent garnison aux colonies. On trouve trace de leur passage au Canada en 1746, et aux Antilles, où six premières compagnies dites « détachées de la Marine » furent expédiées le 23 Janvier 1672 (1). Avant la création des Compagnies Franches de la Marine (1690), la lettre de Louis XIV (18 Août 1676), ordonnait au Lieutenant Général, Gouverneur Général des Isles, de faire embarquer sur les vaisseaux du Vice-Amiral de France, Comte d'Estrées, les huit compagnies étant aux Isles, et ordonnait d'exciter les habitants à s'embarquer aussi (2). Il s'agissait de l'expédition de Tabago (3 mars 1677).

On peut imaginer sept grandes divisions pour l'histoire des Troupes des Colonies :

1°. — Des commencements de la Colonisation, avec les Troupes à la solde des Compagnies (1613-1763), ou époque de début ;

2°. — La période qui va de la création des Compagnies Franches de la Marine au Traité de Paris (1690-1763). Les troupes du Roi sont administrées par le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine ;

3°. — Du traité de Paris (10 Février 1763) à 1772. Les Troupes des Colonies sont formées des Régiments de la Guerre, avec incorporation des Compagnies de la Marine et des Régiments recrutés dans les Colonies, mais ne dépendent que de la Guerre ;

(1) Les Antilles françaises, par le Colonel Bayer-Peyreleau ; 1823 ; tome II ; p. 122.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions ; tome I^{er}, p. 300.

4°. — De 1772 à la Révolution (1791). Les troupes des Colonies formées des Régiments coloniaux dépendent de la Marine ;

5°. — De 1791 à 1814. Les Troupes des Colonies, constituées par des Régiments métropolitains, passent sous l'administration de la Guerre ;

6°. — De 1814 à 1900. Les unités coloniales restaurées reviennent sous l'autorité du Ministre de la Marine ;

7°. — De 1900 à la période contemporaine. Les formations coloniales sont placées sous l'autorité du Ministre de la Guerre et forment une armée à part, complètement autonome et indépendante de la Métropolitaine.

Les raisons qui motivent les passages successifs des Troupes Coloniales, soit sous l'Administration de la Marine, soit sous celle du Département de la Guerre, sont de deux sortes : l'une historique, et les autres, de circonstance.

1°. — La raison historique s'explique d'elle-même par la collaboration intime de la Marine, dont les premières troupes ont servi de noyau aux troupes des Colonies. En outre, le Département de la Marine a administré constamment sous l'ancien Régime les forces militaires des Colonies. Il était donc naturel que ces troupes revinssent sous le contrôle de la Marine ;

2°. — Les raisons de circonstance sont fournies par l'insuffisance des Troupes de la Marine, lorsqu'après le Traité de Paris (1763), on envisagea le développement de la défense des Colonies. A ce moment, on fit appel à des troupes métropolitaines, mais pour des causes tirées du climat, elles durent être rapatriées et remplacées par des Régiments recrutés, autant que possible sur place. Sous la Restauration, les Troupes de la Guerre interviennent, les événements de la Révolution ayant causé la disparition des Troupes spéciales de la Marine. Enfin, dans la période contemporaine, les Troupes Régliées des Colonies passent sous l'Administration du Département de la Guerre, en raison de la lutte entre les deux tendances, lutte qui s'affirma lors de la discussion de 1880 à 1900 des différents projets de loi. Dès lors, le passage des

Troupes Coloniales du Département de la Marine à celui de la Guerre est définitif.

La controverse est restée longtemps ouverte entre les deux Départements. Pour la Marine, on peut invoquer la tradition historique et la possession d'état. Il semble que l'union intime entre la Marine et les Colonies dérive de la nature des choses, la grandeur maritime d'un pays étant lié au développement de ses Colonies (1). En outre, c'est à la Marine que revient en cas d'hostilité, la conduite, l'approvisionnement et le rapatriement des Troupes. Il est donc juste qu'elle en ait l'administration.

En faveur du Département de la Guerre, on a fait valoir les raisons tirées du fait de l'importance des Troupes Coloniales, qui relèvent de l'armée de terre, la Marine ne pouvant pas administrer, instruire et diriger des unités au-dessus d'une certaine importance. En outre, le Département de la Marine n'a plus l'administration des Colonies. Bref, le rattachement à la Guerre ne peut qu'être favorable à des unités dont l'importance s'accroît chaque jour et dont l'organisation doit être forcément calquée sur celle de l'armée de Terre. Enfin, les Troupes des Colonies sont appelées désormais à prendre part à des expéditions où elles perdent le contact avec la Marine.

On verra plus loin que ce fut la deuxième tendance qui prit le dessus, mais on verra aussi à la lueur du progrès et de l'importance graduelle du nouveau Département des Colonies qu'une troisième tendance apparaît d'après les événements actuels : le rattachement des Troupes Coloniales à un nouveau Département Militaire, le Département de la France d'Outre-Mer.

Les Militaires des Compagnies franches de la Marine étaient recrutés parmi des jeunes gens âgés de dix-huit ans au moins, qui contractaient un engagement de huit ans. Nous ne pensons pas qu'à cette époque, il était nécessaire de subir une visite médicale. En tout cas, nous n'avons pas trouvé trace de cette formalité.

(1) A. Girault : Principes de Colonisation et de Législation Coloniale. 1922. Tome II, F° 388.

Les Compagnies Franches portaient le justaucorps de drap gris blanc, doublé de revêche bleue, garni de boutons d'étain, avec une culotte bleue de serge d'Aumale, doublée de toile, des bas de serge, une paire de souliers, deux chemises, une cravate, un chapeau bordé d'argent faux, un ceinturon façon d'élan, une épée (1). Le Roi fournissait le mousquet et l'étui à poudre. Le Capitaine percevait autant de fois Trente Livres qu'il avait amené de recrues (2).

Les Lieutenants de Vaisseau percevaient 1.000 livres par an, les enseignes, 600. Les capitaines d'armes touchaient mensuellement 25 livres, les sergents, 19 livres 10 sols, les caporaux, tambours et fifres, 13 livres 10 sols, les anspessades, 9 livres 15 sols, les soldats, 9 livres.

L'unité tactique est la Compagnie, mais avec des groupements particuliers ne ressemblant en rien à ceux des régiments de France. On aura souvent l'occasion, au cours de cette étude, de voir former et reformer des bataillons et régiments, sinon avec les mêmes troupes, du moins avec les restes des troupes précédentes. On verra que les ordonnances prévoyaient comme clause de style un certain nombre de libérations. Ces militaires devaient se présenter aux montres et revues, avant l'expiration de leur temps sous la condition de se fixer dans la Colonie. C'était là un moyen détourné de constituer avec le temps une réserve d'hommes aguerris. Il en sera question au moment où nous nous occuperons des Milices.

La hiérarchie était la suivante : Lieutenant-Général, Maréchal de Camp, Brigadier, Colonel, Lieutenant-Colonel, Major, Capitaine, Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne ou Cornette et Cadet. L'ordonnance royale du 1^{er} Septembre 1696 (3) portait l'établissement d'Enseignes aux gages de 37 livres 10 sols par mois dans les Compagnies détachées aux Colonies.

(1) Ordonnance de la Marine du 15 Avril 1689, art. III. Titre VII, Livre VII.

(2) Lambert de Sainte Croix : Histoire de l'Administration de la Marine de France (1689-1792) - 1892. 1 Vol.

(3) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent. 1784. Partie I, F^o 554.

Les Compagnies Franches étaient embarquées sur les vaisseaux pour tenir garnison dans les Colonies et pouvaient être réembarquées après suivant les besoins. Quoi qu'il en soit, en 1693, la garnison du Fort-Royal de la Martinique comprenait 20 officiers, 80 sergents et anspessades, 312 soldats.

Déjà, le 13 Septembre 1678 (1), le règlement du Roi pour le paiement des Officiers et Soldats de Marine destinés pour la garde des postes maritimes des Iles d'Amérique prévoyait 3 livres par jour, soit 90 livres par mois pour les Officiers-Commandants et 40 sols pour les Officiers subalternes. Les Compagnies sont composées de cinquante hommes avec 2 sergents, 3 caporaux, 3 anspessades, 42 soldats. Le sergent recevait 15 sols par jour, le caporal, 10 sols, l'anspessade, 8 sols et le soldat, 6 sols.

Le pain de munition était fourni en farine, provenant de la Rochelle ou d'autres ports, dans des sacs de deux cents livres de farine. Les bas-officiers et soldats supportaient, sur leurs appointements une retenue de dix-huit deniers par jour de ration. Il était envoyé par an, à chaque soldat, un justaucorps de toile grise rayée à quatre livres, deux hauts de chausses de ladite toile à deux livres pièce, deux paires de bas de ladite toile à dix sols la paire, trois chemises à trente sols pièce, deux paires de bons souliers à trois livres chacune, un chapeau bordé d'un galon à cinquante sols, trois cravates à six sols huit deniers pièce (2).

Après le Traité d'Utrecht (11 Avril 1713), la Martinique et la Guadeloupe possèdent un effectif de 500 hommes, mais l'Ordonnance du 19 Octobre 1713 réduisit les 14 compagnies de Troupes entretenues à 10 compagnies (3).

En 1725, la garnison de l'Île Royale était de six Compagnies Franches (4), celle de la Guyane, d'après M. de la Boulaye, en 1725, de 4 compagnies de 50 hommes, soit 200 hommes. Mais, auparavant, l'ordonnance du 26 Octobre 1723

(1) Moreau de St-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent. 1784. Tome I, F^o 313.

(2) Id., *Ibid*

(3) Archives Nationales : Colonies, A, 25, p. 138.

(4) Id., *Ibid.*, A. I., p. 170.

avait fait passer les compagnies de 4 à 6, soit de 200 à 300 hommes (1).

En 1728, la garnison de la Martinique se montait à 346 hommes, en 1740, à 518 hommes, en 1755, à 1.200 hommes pour la Martinique et la Guadeloupe, mais, en 1717, il n'y avait que 108 hommes à la Guadeloupe et, pour cette même colonie, 135 hommes en 1743. En 1754, les colonies de l'Océan Indien avaient une garnison de 500 hommes, sans compter les volontaires et les équipages, et, en 1763, 1.500 hommes.

Nous n'aurons garde dans la présente énumération de laisser de côté le Canada ou Nouvelle-France et l'Acadie. Ici, ce sont les efforts du Marquis de la Roche, Chauvin, Pontgravé, de Samuel de Champlain et de la Compagnie des Cent Associés qui ressortent. Plus tard, ce sont le Gouverneur Montmagny, nos alliés les Hurons, Frontenac, les pères Joliet et Marquette (1671), Cavelier de la Salle (1670). On trouve à cette époque au Canada le Régiment de Carignan-Salières (1665), qui se composait de « mille bons hommes » commandés par le Colonel H. de Chapelas, Sieur de Salières. Cette unité (2) avait été levée en Savoie, par le Prince de Carignan, passée au service de la France, elle figure au combat de la Porte Saint-Antoine (2 Juillet 1652). Plus tard, son Chef fut incapable d'en supporter les frais d'entretien, et l'offrit au Roi de France. Après une campagne avec les Autrichiens contre les Turcs, le régiment fut réorganisé et envoyé au Canada. Le régiment fut rappelé en France en 1668, mais il laissa dans le pays un certain nombre d'Officiers et de soldats, qui s'y établirent moyennant 100 livres et une concession de terrain.

A part le Régiment de Carignan-Salières, qui occupe une place à part dans la fondation du Canada, voici les troupes qui y tinrent garnison jusqu'à l'invasion anglaise. Ce sont :

1°. — Le 2° bataillon du Régiment d'Artois qui arrive à Louisbourg le 19 Juin 1755 ;

(1) Archives Nationales : Colonies A, 25. p. 142.

(2) Albert Despréaux : Les Uniformes des Troupes Coloniales, 1931, p. 8.

2°. — Le 1^{er} bataillon du Régiment d'Aunis passe à l'Ile Royale en 1751 ;

3°. — Le 2^e bataillon du Régiment du Béarn qui tient garnison à Québec, dès le 25 Juin 1755 ;

4°. — Les 2^e et 3^e bataillons du Régiment du Berry, qui sont à Québec dès le 11 Avril et 24 Juillet 1757 ;

5°. — Un détachement de 12 hommes du Régiment de Bigorre de la garnison de Québec en 1756 ;

6°. — Le 2^e bataillon du Régiment de Bourgogne passe à Louisbourg le 10 Avril et 19 Juin 1756 ;

7°. — Un détachement de 24 hommes du Régiment de Bresse fait partie de la Garnison de Québec dès le 23 Mars 1756 ;

8°. — Un détachement de 24 hommes du Régiment de Brissac débarque à Québec en 1756 et fut incorporé à d'autres unités ;

9°. — Le 2^e bataillon du Régiment de Cambis, destiné à Louisbourg, passe à Port Dauphin en Juillet 1758 ;

10°. — 24 hommes du Régiment de Flandres forment partie de la garnison de Québec le 23 Mars 1756 ;

11°. — Le régiment des Grenadiers Royaux (1). L'uniforme de ce régiment se compose d'un habit, culotte, veste bleue, parements plastrons col et doublures rouges, brandebourgs blancs sur le plastron, agréments aux boutonnières de la veste boutons d'étain ourson drap rouge, poches en travers garnies de 3 boutons d'étain et deux aux manches. Le drapeau de l'unité est formé de grenades bleues et rouges sur fond blanc, dans le 1^{er} et 4^e quartiers, fleurs de lys sur fond bleu, dans le 2^e et 3^e quartiers, écartelé de la croix blanche avec les armes de France au milieu ;

12°. — Le 2^e bataillon du régiment de Guyenne débarque à Québec les 8 Avril et 28 Juin 1755 ;

13°. — L'ordonnance royale du 12 Mai 1722 (2) ordonne l'envoi de 50 hommes du Régiment de Karrer à l'Ile Royale. Un détachement de ce régiment était à Louisbourg en

(1) Bibliothèque Nationale, Lf, 207-129.

(2) Archives Nationales : Colonies, C, 11 à 12, F^o 16 v.

1737. Le drapeau de cette unité est suisse gironné de flammes rouges, bleues, jaunes, croix blanche avec devise : « Fidelitate Honore Terra et Mari » (1). Le régiment comprend 32 Officiers, 2 bataillons à 3 compagnies, par bataillon de 158 hommes, chacune 6 drapeaux, 3 par bataillon, dont un blanc, celui du Colonel (2), semé de fleurs de lys d'or, et cinq, d'ordonnance ;

14°. — Le Deuxième Bataillon du Régiment du Languedoc passe à Québec le 4 Juillet 1755. Le drapeau de ce régiment est de couleur feuille morte et bleue, par opposition à la croix blanche ;

15°. — Le 2^e bataillon du 2^e Régiment de Ponthieu (3) (908 hommes), destiné à la descente de Chibouctou en 1746. L'uniforme de cette formation est d'un habit tout blanc, sauf les parements des manches rouges avec boutons blancs, 3 sur la manche et 3 sur les poches. Le drapeau est de couleur orangé et vert ondé en sautoir à la croix blanche droite brochant sur le tout. Ce régiment fut incorporé en 1749 au 64^e Provence ;

16°. — Le 2^e bataillon du Régiment de la Reine passe à Québec le 4 Juillet 1755 (4). L'uniforme était un habit et culotte blancs, col et parements rouges, veste bleue, pattes à écussons, boutons blancs en étain, 8 boutons sur la poche dont quatre de chaque côté, 3 sur la manche. Le chapeau est bordé d'argent avec cocarde blanche et bleue. Le drapeau est vert et noir par opposition, à la croix blanche, 4 couronnes d'or au milieu. Cette formation reçut un supplément de costume au Canada comme toutes les troupes réglées, consistant en 2 paires de chaussons, 1 paire de mitaines, 1 gilet, une demi-couverte à berceau, nippes pour souliers, 2 paires de souliers en peau de chevreuil, 1 paire de raquettes, 1 train à chiens, 1 prélat, 1 peau d'ours pour les Officiers. Il en fut aussi fourni par exception aux soldats (5).

(1) Bibliothèque Nationale, Lf, 50, 3 et 4. — Lf, 207-129.

(2) Lucien Mouillard : Les Régiments sous Louis XV, 1882.

(3) Bibliothèque Nationale : Lf, 207-129. — Lf 50-4

(4) Susane : Histoire de l'Infanterie Française, 1876.

(5) Montcalm : Journal.

17°. — Le 2^e bataillon du Royal Roussillon (1) passe à Québec le 2 Juin 1756 ;

18°. — Un détachement de 24 hommes du Régiment de Saint-Chamond passe à Québec et fut incorporé à d'autres unités (2).

19°. — Le 2^e bataillon du Régiment de la Sarre passe à Québec avec Montcalm et Lévis, le 2 juin 1756 (3). L'uniforme est composé d'un habit et culotte gris blanc, doublure et parements bleus, veste rouge, boutons de cuivre, poches en travers, trois boutons sur chaque manche, chapeau bordé d'or faux, cocarde bleue et blanche. Le drapeau est noir et rouge, par opposition à la Croix blanche ;

20°. — Le régiment de Tournaisis passe à Louisbourg en 1756 (4) ;

21°. — Un détachement de 24 hommes du Régiment de Vatan (5) passe à Québec en 1756 ;

22°. — Des éléments des régiments de Chambolle, Broglie, Poitou et d'Orléans viennent des Isles du Vent en Canada avec le Marquis de Tracy en 1666 ;

23°. — Les Chasseurs de Fischer (6) passent en Canada avec le Colonel Fischer et le Major Orbs en 1756. Cette unité se composait de chasseurs et de grenadiers. L'uniforme des Chasseurs est entièrement vert, sauf les guêtres blanches, col et épaulettes rouges. Bonnet vert avec plumet blanc, boutons de cuivre jusqu'à la ceinture seulement. Baudrier, ceinture et giberne cuir de vache jaune. L'uniforme des grenadiers est tout vert également, sauf parements, col, épaulettes rouges, guêtres noires, giberne rouge bordée jaune avec les armes du Chevalier de Fischer, 3 poissons entrecroisés surmontés d'une couronne. Bonnet ourson noir, flamme rouge avec plaque cuivre ornée d'une fleur de lys ;

(1) Bibliothèque Nationale, Lf, 562. — Lucien Mouillard : Les régiments sous Louis XV, 1882. — Etat Général des Troupes pour 1753.

(2) Susane : Histoire de l'Infanterie Française 1876.

(3) Bibliothèque Nationale, LC, 25, 154.

(4) Id., Lf, 207-129.

(5) Etat général des Troupes Françaises pour 1753.

(6) Susane-Histoire de l'Infanterie Française, 1876.

24°. — Le 2^e bataillon des Volontaires Etrangers (1) passe à Louisbourg le 28 Avril 1758. L'uniforme de cette formation comporte, avant 1760, l'habit blanc, col, veste et parements verts, chapeau galonné d'argent, cocarde rouge et bleue, boutons blancs. Le drapeau des Volontaires Etrangers est noir, avec croix de Saint-André blanche, et croix droite blanche brochant sur le tout. Le corps était formé de 3 bataillons, commandés chacun par un Lieutenant-Colonel, MM. d'Authonay, de Tirant et le Baron de Stein. Il fut incorporé à la Légion du Hainaut en 1762 ;

25°. — Le Régiment des Volontaires Royaux (2) passe à Louisbourg en 1758. Ce corps, formé en 1745, au moyen d'anciennes Compagnies franches de la Marine avait pour uniforme l'habit bleu avec parements, veste, doublure, col rouge, culotte blanche. Boutons blancs des deux côtés sur l'habit et la veste, 3 aux poches coupées en travers et trois aux manches ; bonnet de peau d'ours pour les hommes à pied. Infanterie, chapeau bordé d'argent ; les fusiliers, grenadiers et ouvriers ont le bonnet de peau d'ours. Le drapeau de cette formation est écartelé bleu à la croix blanche avec 3 fleurs de lys dans chaque carré ;

26°. — Les Compagnies franches de la Marine (3) passent en Canada à toutes les époques. En 1758, MM. de Repentigny, de Montigny et de Boishebert étaient Capitaines dans ces troupes, suivant le Journal des Campagnes de Lévis (pp. 149-151). L'uniforme des Compagnies franches de la Marine en Canada est formé de l'habit avec parements blancs, doublure bleue, petit collet blanc boutonné, boutons de cuivre plats, manches en bottes, pattes en travers, veste ; culotte et bas bleus ; chapeau bordé d'or, cocarde noire. Les capitaines d'armes ont les manches bordées d'or fin, des brandebourgs sur les manches. Les sergents portent le même costume, sans

(1) Bibliothèque Nationale, Li, 10, 23 ; Lf, 56, 2.

(2) Susane-Histoire de l'Infanterie Française, 1876. — De Montandre : Etat Militaire de la France pour 1758. — Bibliothèque Nationale, Lf, 56, 2 ; Lc, 25, 156.

(3) Bibliothèque Nationale : Lf, 50, 2. — Le père Daniel : Carte Militaire de la France. — Lf, 207, 129, Armée française.

brandebourgs. Le drapeau de l'unité est écartelé bleu et vert, à la croix blanche. Les Compagnies franches de la Marine étaient confondues souvent avec les Gardes de la Marine.

Au début, la Compagnie du Sénégal ne possède que Gorée et Saint-Louis. En Afrique Orientale, la Compagnie des Indes Orientales avait pris pied à Madagascar et à l'Île Bourbon. Ces possessions n'étaient gardées que par quelques troupes à la solde des Compagnies précitées. Pondichéry se trouvait dans le même cas.

Par lettre du 2 Novembre 1672, le Gouverneur du Canada de Frontenac sollicite du Roi l'envoi de régiments réguliers. Mais on était en pleine guerre de Hollande. Le roi répondit qu'il y avait lieu d'armer et de discipliner les Colons. Le Gouverneur décida que dans chaque paroisse ou côte, les hommes valides formeraient une Compagnie de Milices sous les ordres d'un Capitaine, qui devait s'appeler plus tard le Capitaine de Paroisse.

L'Ordonnance royale du 10 Avril 1750 (1) portait les troupes à pied « en Canada » de 28 à 30 compagnies de 50 hommes, officiers non compris. Il y avait par Compagnie : 2 sergents, 3 caporaux, 1 cadet à l'aiguillette, 1 cadet soldat, 1 tambour, 41 soldats. Cette unité était commandée par un Capitaine, auquel était adjoint 1 Lieutenant et 1 Enseigne en second. L'Ordonnance du 15 Mars 1757 (2) augmente l'effectif des Compagnies de 30 à 50 hommes; elles passent de 40 à 65 hommes. Un historien moderne nous informe que les troupes du Canada ne dépassèrent jamais 11 à 12.000 hommes (3).

L'Ordonnance du 7 Mai 1731 (4) créait un Cadet dans chacune des 38 compagnies. « Dans les Troupes de Sa Majesté en Canada, il y avait beaucoup de jeunes gentilhommes et fils d'officiers qui y servaient, et qui faisaient le service, comme les soldats, sans aucune distinction. » Le cadet-

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 21, p. 186.

(2) Id., *Ibid.*, A, 21, p. 207.

(3) Lucien Schöne : La Politique Coloniale sous Louis XV et Louis XVI. 1907. t^o 37.

(4) Archives Nationales, Colonies, A, 21, p. 212.

Gentilhomme était placé sous les ordres des bas-officiers, et commandait aux soldats. Il percevait dix sols par jour. Il portait l'uniforme de soldat avec en plus « l'éguillette » ou cordon sur l'épaule. L'habillement du cadet lui était fourni moyennant une retenue de 45 sols par mois (art. 3).

Une ordonnance du 28 janvier 1757 (1) prescrivait la formation de Quatre Nouvelles Compagnies dans chacun des seconds bataillons des Régiments de la Reine et du Languedoc, pour remplacer celles qui avaient été prises au Canada. Un second texte de la même date prescrivait l'augmentation à 50 hommes des Compagnies de chacun des seconds bataillons de la Sarre, Royal Roussillon, Guyenne et Béarn, qui sont en Canada.

Bien avant l'incorporation des Compagnies franches aux troupes de terre, des régiments métropolitains avaient été envoyés en garnison aux Colonies, témoin l'ordre du Roi au Marquis de la Jonquière, au Canada, du 10 Avril 1757 (2), qui oblige les Officiers en Canada à circuler avec les Compagnies auxquelles ils sont attachés : « on souffre que les officiers attachés auxdites compagnies restent dans les garnisons dont on leur laisse le choix ».

A la Nouvelle-Orléans, capitale de la Louisiane, une ordonnance du 5 Septembre 1714 nous apprend qu'il y avait en garnison dans la colonie quatre compagnies d'Infanterie. De plus, 11 soldats-ouvriers dans chaque compagnie percevaient une haute paye spéciale. Ces diverses spécialités se décomposaient comme suit : 1 charpentier, 1 menuisier, 2 tail-lardiers ou serruriers, 1 tonnelier, 1 armurier, 1 charron, 1 tailleur de pierre, 2 maçons. Le capitaine percevait mensuellement 90 livres, le lieutenant 60, l'enseigne 40, le sergent 19 livres 10 sols, le caporal et le tambour chacun 13 livres 10 sols, le fusilier 9 livres. Les soldats ouvriers avaient en plus 6 livres par mois, sauf le maçon qui avait 4 livres 10 sols et le tailleur de pierres, 3 livres (3).

(1) Archives Nationales, Coloniales, A, 6, p. 328-330.

(2) Id., *Ibid.*, A, 21, p. 188.

(3) Id., *Ibid.*, A, 22, p. 15.

Tous les ans, il pouvait être accordé deux congés aux deux plus anciens soldats de chaque compagnie. Ces militaires recevaient en outre une concession de terre pour s'établir. A plusieurs reprises, on trouve des textes pour recommander les congés de cette sorte. Telle est la raison de l'ordonnance du 17 Août 1734 (1), qui accorde 2 congés par an aux soldats des 13 compagnies, soit 26 congés annuels. Ce texte dispose de la même faveur au profit des soldats suisses du Régiment de Karrer, qui obtiennent 3 congés par an. Les Ordonnances suivantes des 14 Septembre 1735, 10 Septembre 1737 et 25 Septembre 1750 procèdent du même esprit. Les deux premières intéressent particulièrement les militaires des divers métiers.

Le 11 Novembre 1732 (2), la garnison de la Louisiane qui se compose de 650 hommes des Compagnies Franches, plus cent cinquante Suisses du Régiment de Karrer entretenus au service de la Marine, venait d'être relevée à 13 compagnies de 50 hommes. L'unité était, de 1 Capitaine, 1 Lieutenant, 1 Enseigne en pied, 1 Enseigne en second, 2 Sergents, 2 Caporaux, 45 Soldats, 1 Tambour. Le marquis de Beauharnais était à cette époque Gouverneur et Lieutenant Général de la Nouvelle France, et M. de Bienville, Gouverneur particulier de la Louisiane.

L'Ordonnance du 20 Septembre 1750 (3), au lieu de 13 compagnies de 50 hommes, porte le nombre à 37 de 50 hommes.

Une ordonnance du 30 Janvier 1754 (4) supprimait la 37^e Cie de la Louisiane, les officiers, bas-officiers et soldats devant être incorporés dans les autres compagnies.

Le 30 Septembre 1750, le Roy prescrivit à M. de Vaudreuil, Gouverneur Général de la Nouvelle-France, de qui dépendait le Gouverneur Particulier de la Louisiane, de faire circuler les Compagnies entre elles, pour empêcher les officiers de changer les garnisons qui leur seront distribuées.

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 22 p. 137.

(2) Id., *Ibid.*, A, 22, p. 136.

(3) Id., *Ibid.*, A, 22, p. 152.

(4) Id., *Ibid.*, A, 22, p. 154.

Après la formation des 37 Compagnies de la Louisiane, le Gouverneur fera tirer au sort pour la désignation des garnisons et veillera pour que les relèves se fassent à temps régulier, et que les officiers suivent les Compagnies (1).

La Colonie de la Louisiane, qu'administra la Compagnie des Indes jusqu'en 1731, était divisée en neuf provinces ou quartiers : 1° Nouvelle-Orléans, 2° Biloxi, 3° le Nobile, 4° Pays des Alibamons, 5° Pays des Natchez, 6° des Yafous, 7° des Natchitoches, 8° des Arkansas, 9° des Illinois. A la tête de chaque quartier, il y avait un Commandant de Quartier et un Juge. Le règlement spécial de cette Colonie est du 2 Septembre 1721. Les troupes que la compagnie y entretenait se montaient, à part celles du Roi, à 8 compagnies de 50 hommes soit 400 hommes (2).

Les officiers de troupe servant dans les Colonies où il y avait des Compagnies (Canada, Louisiane, Ile de France, Ile Bourbon, Inde) étaient pourvus de commissions de S. M. sur la présentation des Directeurs de la Compagnie des Indes. Une lettre royale du 4 Avril 1730 rappelait cette formalité (3).

Aux Isles d'Amérique, l'ordonnance royale du 23 Septembre 1683 (4) réglait le rang entre les Officiers de la Marine et ceux des Vaisseaux, en raison des froissements survenus aux Iles. Le terme Officiers de la Marine désignait les officiers commandant les soldats entretenus pour la défense des ports maritimes de l'Amérique. Il y est dit que « S. M. a ordonné et ordonne que les Enseignes, Gardes de la Marine et autres Officiers commandant lesdits soldats auront rang entre eux suivant la date de leurs brevets et commissions de Marine, sans avoir égard à l'ancienneté des Compagnies, et à l'égard de ses Vaisseaux de Guerre, S.M. veut qu'ils commandent à tous les autres Capitaines desdites Compagnies ». Il en résulta que les Officiers des Vaisseaux eurent le pas sur ceux des Troupes réglées.

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 22, p. 153.

(2) Henry Weber : La Compagnie Française des Indes, 1904, f° 461.

(3) Archives Nationales Colonies, A, 22, p. 112

(4) Id., *Ibid.*, A, 22, p. 521.

Une deuxième ordonnance rendue le même jour (23 Septembre 1683 (1)) règle la distribution des dix Compagnies de Troupes de la Marine entretenues aux Iles d'Amérique. Il devait y avoir trois compagnies en garnison au Fort-Royal de la Martinique, une autre au Fort Saint-Pierre, une autre à la Guadeloupe, à Basse-Terre, une à la Grenade, trois à Saint-Christophe. La Dixième compagnie devait être partagée en deux parties : le Capitaine et 30 soldats tenaient garnison à Marie-Galante, pendant que la deuxième partie de la Compagnie, avec le Lieutenant et 20 soldats, serait de service à l'Île Sainte-Croix.

L'Ordonnance du 15 juillet 1682 départage (2) les fonctions de Major d'avec celles de Commandant des Troupes réglées, lors d'un différend survenu entre le Major de l'Île Martinique, le Sieur Le Bègue et le Commandant des Troupes réglées du Fort-Royal de la Martinique. « Le Major devra s'occuper de ce qui a trait aux fonctions militaires éventuelles des habitants, alors que le Commandant des Troupes réglées sera chargé de faire faire l'exercice aux Troupes, de s'occuper des détails du service, sans être obligé d'en rendre compte qu'au Gouverneur Lieutenant Général pour Sa M. aux Isles d'Amérique et au Gouverneur particulier de la Martinique. »

Le 30 Avril 1681, le Roi prescrit au Comte de Blénac, Lieutenant Général et Gouverneur Général des Iles d'Amérique, de faire faire souvent l'exercice aux troupes et aux milices, d'établir les milices par compagnies et de ne pas emprisonner les habitants qui manqueraient aux exercices. « Vous tiendrez les Troupes dans l'exacte discipline en laquelle vous savez que je tiens toutes les troupes de mes armées. » L'ordre Royal du 30 Avril 1681 stipulait que les soldats mariés en France pourront faire venir un homme à leur place sans en prendre dans les Iles (3).

En 1718, la garnison de la Martinique était composée de

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 24, p. 526.

(2) Id., *Ibid.*, A, 24, p. 547.

(3) Id., *Ibid.*, A, 24, p. 560-561.

neuf compagnies détachées de la Marine, savoir, 7 en garnison au Fort-Royal, une au Fort de la Trinité, et une autre, au Fort Saint-Pierre. Ces deux dernières étaient relevées tous les trois mois (Mémoire du Roy aux Sieurs Chevalier de Feuquières, Gouverneur et Lieutenant Général aux Iles du Vent et de Silvecanne, Intendant, 5 Avril 1718) (1).

Suivant les « visites, revues des forts, bourgs, garnisons et milices du gouvernement de la Guadeloupe et estat présent » dressé à la date du 28 Juin 1739 (2) par le Gouverneur de Clieu et daté de Basse-Terre, voici la composition de la garnison de la Guadeloupe en 1739 :

Troupes

Compagnies destachées			Trois :
Piché	Officiers et Soldats	54)	
Bègue	— — —	52)	
Guerville	— — —	52)	158

Milices

Six Compagnies de Cavalerie :		
Officiers	.....	25)
Maistres	.....	282)
		307
Vingt-sept Compagnies d'Infanterie :		
Officiers	.....	124)
Portans armes	.....	2108)
		2232

Cannons - Nombre de Pièces :

de 24	.....	11)
de 18	.....	62)
de 12	.....	8) 98
de 6	.....	17)

La compagnie du Pacifique (1698-1707), qui avait pour raison d'être le commerce de la Côte Ouest de l'Amérique du Sud, et qui fut absorbée par la Compagnie des Indes, leva,

(1) Archives Colonies, C8, A24, Correspondance Générale du Pas de Feuquières.

(2) Archives Nationales, Guadeloupe, C7, A13, Correspondance Générale 1736-1739, de Larnage et de Clieu, Gouverneurs.

elle aussi, des Troupes. Une aquarelle de l'Ingénieur Duplessis, attaché à ladite compagnie, et qui représente M. de Beauchesne, Capitaine de Vaisseau Commandant le Vaisseau « Le Comte de Maurepas », fait voir un justaucorps écarlate fermé par des almarges dorées, boutons or, écharpe blanche, gants de peau de daim, chapeau uni, bottes noires (1).

Les Compagnies Franches de la Marine furent incorporées aux troupes métropolitaines, en vertu de l'Ordonnance du 20 Décembre 1762 (2), sous l'Administration du Duc de Choiseul-Stainville. Désormais, ce sont les Régiments du Roi qui sont chargés de la garde des Colonies. Les Compagnies franches de la Marine figurent à la Hougue, à Lagos, à Denain, à Dantzic, avec la phalange du Comte de Plélo (1734), à Port-Mahon avec le Maréchal de Richelieu (1756), au Canada sous le Marquis de Montcalm, et notamment aux deux batailles d'Abraham (14-28 Septembre 1760), enfin aux Indes, sous le Comte d'Aché et Lally-Tollendal.

Mais, avant de nous inquiéter des Régiments du Roi qui prennent la place des Compagnies Franches, nous devons étudier Cinq Régiments Etrangers, le premier, Suisse, les quatre autres, Irlandais, qui assurent la défense des Colonies au XVII^e et XVIII^e siècles.

Le Régiment de Karrer fut levé par son propriétaire, le Colonel de Karrer, le 15 Septembre 1719, pour le service de la Compagnie des Indes, pour tenir garnison à la Louisiane. On a vu, lorsqu'il fut question de la Colonie de la Louisiane, que les militaires de ce régiment avaient droit aux mêmes avantages que ceux des Compagnies franches, pourvu qu'ils fussent de religion catholique. Dès sa création, le régiment de Karrer fut un régiment entretenu au service de la Marine.

Une Ordonnance Royale du 5 Février 1726 (3) règle mentalement la composition du Régiment en garnison dans les colo-

(1) A. Depréaux : Les Uniformes des Troupes Coloniales de 1666 à 1875-1931.

(2) Lambert de Sainte-Croix : Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892, p. 217.

(3) Archives Nationales, Colonies, A, 1, p. 229.

nies françaises et au port de Rochefort. Ce texte indique que le régiment est au service du Roi depuis le 8 Juin 1721. Il se compose de 3 compagnies de 200 hommes y compris 1 capitaine-lieutenant, 2 lieutenants, 1 sous-lieutenant, 1 enseigne, 8 sergents pour être employés dans la Marine, servir tant dans les ports, sur les Vaisseaux que dans les Colonies. La solde était payée au Sieur Karrer par le Trésorier Général de la Marine sur le pied de 16 livres par homme et par mois, ainsi que celle des cinquante soldats surnuméraires.

L'ordonnance du 3 Août 1722 augmente les cadres du régiment de Karrer, qui devra compter en plus un sous-lieutenant en second, un enseigne en second et deux sergents. Ce texte nous prouve que déjà le régiment tenait garnison aux Colonies ; les deux compagnies en garnison aux Iles du Vent et à Saint-Domingue seront divisées en 4 demi-compagnies. La demi-compagnie sera commandée par un capitaine-lieutenant, avec 1 lieutenant, 1 enseigne, 5 sergents. Le détachement de la Compagnie Colonelle servant à l'Ile Royale comprendra 1 capitaine-lieutenant, 1 lieutenant, 1 sous-lieutenant et 4 sergents. Outre les officiers, le texte prévoit encore 1 Major, 1 Aumônier et un Tambour-Major.

Voici un état dressé par l'Intendant Blondel de Jouvancourt du 30 Avril 1727 (1), de la deuxième Compagnie des Suisses du Régiment de Karrer qui était stationnée à la Martinique en 1727.

Solde des Suisses (Mai 1727).

Estat de la Dépense qu'il faudra pour la subsistance de la seconde Compagnie du Régiment Suisse de Karrer en garnison à la Martinique pendant le mois de May mil sept cent vingt sept :

(1) Archives nationales, C8, A, 36. Correspondance Générale, Martinique, 1727, Blondel de Jouvancourt, Intendant, n° 36.

Savoir :

2 Capitaines-lieutenants à 100 l. chacun (1)	200 l.
1 Lieutenant	75
1 Lieutenant	65
2 Sous-Lieutenants à 50 l. chacun	100
1 Enseigne	47
2 Sergents à 12 s. par jour chacun	36
4 Sergents à 10 s. par jour chacun	60
4 Sergents à 9 s. par jour chacun	54
1 Cadet	12
1 Chirurgien	60
12 Caporaux à 6 s. par jour chacun	108
4 Trabans	36
5 Tambours et fifre	45
1 Prévot	9
152 Soldats fusilliers à 5 s. par jour	1.140
193 hommes effectif	2.047 l.

A déduire : les rations des farines pour Cent quatre-vingt-treize hommes à 2 l. 5 s. pour chacun.

434, 5

1.612,15

On a vu que dans la garnison de la Louisiane, figuraient 150 Suisses du Régiment de Karrer entretenu au service de la Marine.

Le 25 Septembre 1731, (2) fut renouvelée la « capitulation » du régiment suisse de Karrer ; elle fut l'œuvre de Jean Phéliepeaux de Maurepas. Le régiment sera composé de 4 Compagnies de 200 hommes, pouvant aller jusqu'à 225 hommes. Elles seront composées principalement de Suisses, Grisons, et Alliés des Cantons suisses. Il pourra cependant être engagé « des Allemands, Danois, Suédois, Polonais, des hommes du Luxembourg, du Comté de Chimay, de la pro-

(1) L'unité monétaire employée ici est l'ancienne livre tournois, qui représente un franc de notre monnaie actuelle.

(2) Archives Nationales, Colonies, A, 2, p. 124-131.

vince d'Alsace-Lorraine allemande, de la Savoye comprise dans l'évêché de Genève, et des hommes du bailliage de Gex ». Les officiers de la Compagnie Colonelle comprenaient, outre le Sieur Karrer, Colonel, un major, 1 aumônier, 2 capitaines-lieutenants, 2 sous-lieutenants, 2 enseignes. Cette compagnie comprend 12 sergents, 18 caporaux, 4 trabans, 1 tambour major, 6 tambours, 2 fifres. Le colonel du régiment et le Major seront de la religion catholique et romaine (art. 3). Il y avait par compagnie un chirurgien et un vivandier. Les hommes en surnombre cantonnaient à l'île d'Oléron, alors que la compagnie colonelle était stationnée à Rochefort. Les compagnies ou détachements se rendant aux colonies avaient droit au passage et à la subsistance gratuits sur les vaisseaux du Roi. Il était accordé également le passage et la subsistance des femmes mariées des soldats, à la condition de n'avoir pas plus de six femmes mariées pour une Compagnie de 200 hommes, quatre femmes mariées pour un détachement de 150 hommes et trois femmes mariées pour une troupe de 100 hommes. Les officiers pouvaient contracter mariage avec l'autorisation du Gouverneur Lieutenant-Général pour le Roi. Il pouvait être accordé des concessions de terre aux militaires en fin d'engagement et qui désiraient s'établir ; ceux qui se mariaient dans ces conditions avaient droit à une gratification de 100 livres par an pendant trois ans.

Une Ordonnance du 9 Octobre 1731 (1) homologua la Capitulation du 25 Septembre 1731.

Le Colonel de Karrer décéda en 1751.

La nouvelle ordonnance du 1^{er} Septembre 1752 (2) règle la composition du régiment suisse d'Hallwyl, entretenu dans les Colonies. Le régiment est à 5 Compagnies de 200 hommes, la Compagnie Colonelle pouvant en comprendre 300. A cette époque, le régiment comprend la compagnie colonelle, en résidence à Rochefort, sous les ordres du Colonel d'Hallwyl, 2 compagnies à Saint-Domingue, 1 à la Martinique, 1

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 2, p. 132.

(2) Id., *Ibid.*, A, 2, p. 269-275.

à la Louisiane. Chacune des cinq Compagnies avait droit, en outre, à un frater compris au nombre des soldats.

Le 15 Août 1755, une nouvelle ordonnance (1) permet au Colonel d'Hallwyl de porter de 300 à 360 la Compagnie-Colonelle de son Régiment entretenu au service de la Marine.

L'uniforme de ce régiment était composé d'un habit rouge avec doublure, parements et culottes bleus, une veste bleue croisée avec doubles boutons et boutonsnières blanches, un petit collet bleu, des boutons d'étain façonnés, des bas blancs et un chapeau galonné d'argent.

Le régiment de Karrer fut licencié le 1^{er} Juin 1763. Ses effectifs, pour la plupart, furent versés dans les troupes royales qui restaient en garnison aux Colonies. Cette troupe représente l'ancêtre de la Légion Etrangère actuelle par sa composition, et aussi par les services rendus à la Métropole et à la Colonisation.

Le Régiment de Lally fut levé le 1^{er} Octobre 1744 par le Marquis de Lally-Tollendal. Il commença par prendre part aux batailles de Flandres et de Berg-op-Zoom. On le trouve plus tard aux Indes, à la bataille de Goudelour. Il participe à la prise de Divicoltery, aux batailles de Madras, d'Arcate, de Pondichéry. **De retour en France, en 1762**, il est incorporé au régiment de Dillon.

Le régiment Clare-Irlandais est levé en 1690 par son Colonel, le Vicomte de Clare. En 1706, ce dernier est tué à Ramillies, mais le régiment est à Fontenoy, où il s'empare de 15 drapeaux, 2 canons. Il s'embarque quelque temps plus tard pour les Iles de France et Bourbon, où il va tenir garnison. Il en revient en 1772 pour être fondu en 1774 avec le régiment de Berwick dont il portera le nom désormais. Une ordonnance du 10 Décembre 1770 (2) fait connaître que le régiment de Clare, qui par ordonnance du 21 Décembre 1762 a été fixé à 556 hommes, sera porté à 852 hommes, par augmentation de 296 hommes, sans augmentation de hautes payes. Il sera levé à cet effet 37 hommes pour chacune des 8

(1) Archives Nationales. Colonies, A, 6, p. 200.

(2) Id., *Ibid.*, A, 17, p. 51.

compagnies de fusiliers, celle des grenadiers restant sur le pied de l'ordonnance de 1762. Chaque compagnie de fusiliers sera composée à compter du 1^{er} Janvier 1771, d'un fourrier, 4 sergents, 8 caporaux, 8 appointés, 77 fusiliers, 2 tambours.

Le régiment de Dillon prend du service en France en 1690. Il est à Crémone, à Lérída et à Fontenoy. En 1775, il participe à l'assaut de la Grenade sous le Comte de Grasse. Sur les vaisseaux de l'Amiral de Guichen, il va à Savannah. Avec le Comte de Grasse, on le trouve à Sainte-Lucie et à Tabago. Il fut de l'expédition de Saint-Eustache, de celle de Saint-Christophe et il figure à Bristome Hill. Il rentre en France en 1783, mais, en 1792, on expédie un de ses bataillons à Saint-Domingue. Ce bataillon sera incorporé par la suite dans les troupes des Antilles. Nous rappelons en passant que c'est à la famille des propriétaires de ce régiment qu'appartenu Arthur, Comte Dillon, Maréchal de Camp, Gouverneur de Tabago et Député de la Martinique aux Etats-Généraux de 1789.

Le régiment de Walsh est levé en 1661 sous le nom de Royal-Irlandais. Il est à Denain, à Fontenoy et, en 1784, à la bataille de Culloden. Sous le Comte d'Estaing, il participe à la prise de Saint-Louis du Sénégal, à la Grenade et au siège de Savannah. Sous le comte de Guichen, il combat à Tabago, où il fait prisonnier le 16^e régiment d'Infanterie Anglaise. Détaché à l'Ile St-Eustache, il passe à la Martinique en 1784. Il est alors rappelé en France. Plus tard, il se rend à l'Ile de France. En 1788, il rentre en France, mais un de ses bataillons part pour Saint-Domingue. Revenu en France, le régiment, après incorporation à l'armée des Côtes de l'Océan, devient pendant la Révolution, le 92^e Régiment de Ligne.

Régiment de Karrer. — Le drapeau de la Compagnie Colonelle est blanc, semé de fleurs de lys, avec croix blanche et la devise : « Fidelitate et honore terrâ et mari ». Les drapeaux d'ordonnance sont à flammes rouges, bleue et jaune, aux mêmes croix et devise.

En plus du régiment de Karrer qui sert aux Colonies, voici

d'après Fieffé (1), les noms des treize régiments d'Infanterie suisses qui servaient en France en 1760 : Jenner, Boccard, Reding, Castelle, Waldner, d'Arbonnier, Diesbach, Courten, Salis, de Travers, levé en 1734, de Lochmann, levé en 1752 ; d'Eptingen, offert par le Prince-Evêque de Bâle à Louis XV en 1758.

Régiment de Lally. — L'uniforme est composé d'un habit rouge, parements vert clair, doublure blanche, boutons jaunes, poches en travers garnies de trois boutons ; culotte blanche ; douze boutons sur le devant de l'habit et trois sur la manche ; veste verte garnie de chaque côté de douze boutons ; chapeau bordé d'or (2).

Régiment de Clare-Irlandais. — Cet uniforme se compose d'un habit rouge, doublure jaune ainsi que les parements en botte ; boutons d'étain de deux en deux jusqu'à la poche, qui était en travers, savoir ; douze sur le devant de l'habit, quatre aux manches et quatre aux poches, deux aux hanches ; une patte du côté des boutonsnières jusqu'à la ceinture, un petit collet et une épaulette ; la veste de tricot rouge doublée de blanc, les boutonsnières blanches des deux côtés jusqu'à la poche ; culotte blanche ; chapeau bordé d'argent.

Le drapeau de la Compagnie Colonelle est blanc, avec une couronne d'Angleterre en or dans chaque carré, et une harpe d'or au milieu de la croix blanche, ainsi qu'aux drapeaux d'ordonnance rouges et jaunes, croix rouge bordée de blanc (3).

Régiment de Dillon. — Cet uniforme se compose d'un habit et collet rouges, avec doublure blanche, douze boutons jaunes jusqu'à la poche ; parements noirs ou verts et carrés, avec trois boutons deux petites boutonsnières et petits boutons à l'ouverture de la manche en dessous ; pattes ordinaires garnies de trois boutons ; veste rouge avec un revers noir doublé

(1) Fieffé. Histoire des Troupes Etrangères au service de la France 1854. Tome I, f° 298.

(2) Id., *Ibid.*

(3) Id., *Ibid.*, f° 296.

de blanc garnie de douze boutons jusqu'à la taille ; culotte blanche ; chapeau bordé d'or.

Le drapeau de la Compagnie Colonelle est blanc, avec une couronne d'Angleterre en or dans chaque carré ; ceux d'ordonnance, rouges, noirs et croix rouge bordée de blanc (1).

Régiment de Berwick. — Créé sous ce nom en 1760, ce régiment a pour uniforme : habit et veste rouges, culotte et doublures blanches, parements et collets noirs ; doubles poches en long garnies chacune de six boutons jaunes de deux en deux, quatre sur la manche, douze de deux en deux sur un côté de l'habit, et autant sur les deux côtés de la veste : les boutonnières sont en poil de chèvre jaune, sur l'habit et la veste, d'un côté seulement ; chapeau bordé d'or.

Le drapeau de la Compagnie Colonelle est blanc ; ceux d'ordonnance à fond vert, croix rouge bordée de blanc, traverses rouges dans les quatre carrés (2).

Le Régiment de Berwick se bat à Almanza, La Marsaille, Hoshstett, Ramilies, Oudenarde, Malplaquet, Denain, au siège de Kehl (1733), à Fontenoy (1745), où il s'empare de deux drapeaux et de quinze pièces de canon ; à Culloden, à Raucoux, à Lawfeld, à Maëstricht (1748). De 1771 à 1772, il tient garnison à l'Ile de France. De 1779 à 1783, Berwick prend part à la guerre d'Amérique. En 1791, un de ses bataillons tient garnison à St-Domingue. Les vestiges de cette unité permettent la formation du 88^e Régiment d'Infanterie.

La solde des régiments irlandais était fixée comme suit : le Colonel, 13 livres 6 sols 8 deniers par jour ; le Lieutenant-Colonel, 2 livres 5 sols, outre leurs appointements de Capitaine (chacun de ces officiers étant propriétaire d'une Compagnie) ; le Major, 6 livres, 13 sols 4 deniers ; l'aide-major, 3 livres ; les deux interprètes, 5 livres chacun ; l'aumônier 2 livres ; le Chirurgien, 22 sols ainsi que le Maréchal des Logis. A la compagnie des Fusiliers de ces unités,

(1) Fieffé : Histoire des Troupes étrangères au service de la France : f° 297.

(2) Id., *Ibid.*, 1854 ; tome 1, f° 298.

les appointements sont moins élevés. Les Colonels des régiments de Berwick et de Lally n'ont que 7 livres 10 sols par jour ; le Lieutenant-Colonel, 1 livre 12 sols 6 deniers, le Major, 4 livres 11 sols 8 deniers ; l'Aide-Major, 2 livres 6 sols 8 deniers, l'aumônier et le Maréchal des Logis, 25 sols ; le Chirurgien, 1 livre ; le Prévôt, 1 livre 6 sols 8 deniers ; son Lieutenant, 13 sols 4 deniers ; le Greffier 8 sols 4 deniers ; les cinq archers et l'exécuteur de justice, 5 sols.

Régiment Irlandais de la Marine. — Le Régiment d'Infanterie Irlandaise de la Marine n'a pas servi aux Colonies. Il porte successivement les noms d'Albemarle, Fitz-Gérald, et O'Donnell. Il est à Crémone, Luzzara, Oudenarde, Malplaquet, Denain et aux sièges de Douai, Landau et Fribourg (1).

Régiment de la Marche. — Est levé en 1760 sous le nom de Königsmarck. L'uniforme de cette unité se compose d'un habit, veste, culotte et doublure bleus ; collet et parements jaune ; poches en travers ; boutons d'étain d'un côté sur l'habit et sur la veste ; boutons blanches des 2 côtés sur l'habit jusqu'à la hauteur de la poche, et des 2 côtés de la veste jusqu'en bas ; manches en botte, chapeau bordé d'argent.

Le drapeau de la Compagnie Colonelle est blanc, semé de fleurs de lys d'or, avec un soleil d'or surmonté de la devise : « Nec pluribus impar », et au-dessous, un globe terrestre bleu. Ceux d'ordonnance, présentent dans un tableau bleu d'azur, 3 grandes fleurs de lys d'or surmontées de la couronne royale, et entourées d'une branche de chêne et d'une palme d'or liées par un ruban rouge. Ce tableau est encadré dans 4 bandes ; les bandes extérieure et intérieure sont jaunes ; les deux autres, plus larges, sont partagées en carrés rouges et blancs alternés formant damier (2).

Le Régiment de La Marck figure en Catalogne (1684), à La Marsaille, Ramilies (1706), Oudenarde, Malplaquet (1709) Kehl (1733), Fribourg (1744), Oudenarde, Rau-

(1) Fieffé : Histoire des troupes étrangères au service de la France, tome I.

(2) Id., *Ibid.*, f° 293.

coux, Rossbach, Crevelt (1758), Corse (1768). Il tient garnison de 1781 à 1785 à l'Île de France et dans l'Inde ; en 1792, il est à Saint-Domingue, enfin, en 1793, il est ramené en Vendée.

Il faut arriver au Traité de Paris (10 février 1763), pour que le pouvoir central se ressaisisse, et fasse en même temps qu'un examen de conscience, un large tour d'horizon. Les fautes de la Guerre de Sept ans, et aussi celles accumulées depuis longtemps, apparaissent à la lueur des abandons qu'il nous fallut consentir. Nombre d'historiens, mal informés, ont décrété que le Traité de Paris avait marqué la décadence coloniale française. Nous sommes de ceux qui pensent le contraire. C'est parce que le Traité de Paris a existé, que la France Coloniale a repris conscience d'elle-même. Le Pouvoir central a pu se rendre compte que la défense des Colonies par les Compagnies était une impossibilité. Il fallait rechercher de nouvelles mesures pour garantir les possessions lointaines. Avec le Duc de Choiseul-Stainville, à la tête de la Guerre et de la Marine, un lent travail commença, s'affirma, travail qui allait aboutir à réaliser une armée coloniale, lorsque survint la guerre d'Amérique.

Le Ministre de la Guerre fut chargé de l'étude de la défense des Colonies. Il résolut le problème, soit en y faisant contribuer des régiments métropolitains, soit à l'aide de troupes recrutées sur les lieux.

Pour remplacer les Compagnies franches, Choiseul forma un régiment de soldats-matelots à 16 Compagnies à Dunkerque (1^{er} février 1762) au moyen de matelots étrangers et de déserteurs amnistiés. Mais cette initiative n'eut pas de suite : l'ordonnance du 19 mars 1763 prononça la dissolution du régiment des soldats-matelots.

Déjà, le régiment de Mailly était parti de Marseille pour les Antilles, le 4 mars 1747 (1). Une ordonnance du 10 novembre 1756 régla la formation pour l'Inde de 6 bataillons d'Infanterie à 9 Compagnies de 80 hommes. Les ré-

(1) Dislère : Traité de législation coloniale, 1897, 1^{re} partie, p. 79.

giments de Lally, de Lorraine et du Berry servirent de noyau à cette nouvelle formation.

Le 10 décembre 1762, on se trouve en présence du premier texte qui désigne les régiments affectés au service de la Marine et des Colonies. Sur les 165 régiments formant 161 bataillons que comptait l'Infanterie française, 23 Régiments comptant 40 bataillons furent désignés pour ce service. Ces unités conservaient leurs dépôts dans la Métropole. Ces régiments furent : le Royal-Roussillon, Beauvaisis, Rouergue, Bourgogne, Royal-Marine, Vermandois, Languedoc, Au-mont, Médoc, Vivarais, Bouillé, Royal-Comtois, Beaujolais, Provence, Boulonnais, Foix, Quercy, Angoumois, Périgord, Forez, Cambrésis, Saintonge, Tournaisis.

Une ordonnance du 25 mars 1763 (1) fixe la solde, les accessoires et les rations des Troupes prenant part au service colonial. A compter du jour de l'embarquement dans un port de France, le personnel avait droit à la moitié en sus de sa solde, plus une avance de trois mois d'appointements. L'Officier qui s'embarquait avec la troupe avait droit à une gratification de 50 livres pour lui permettre de se procurer un lit à bord (art. 2).

Des rations de soldats sont accordées par les Magasins du Roi aux Colonies sur le pied de dix sous, savoir :

au Gouverneur	20 rations	
à l'Aide Major Général d'Infan- terie	12	»
à un Brigadier	10	»
à un Colonel, non brigadier	10	»
à un Colonel ordinaire	8	»
à un Lieutenant-Colonel	6	»
à un Major	5	»
à un Aide-Major	4	»
à un Sous-Aide-Major	3	»
à un Capitaine	4	»
à un Ingénieur ordinaire	4	»

(1) Moreau de St-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique sous le Vent, Tome IV, p. 566.

à chaque Chirurgien	3	»
à chaque Aumônier	3	»
à chaque Porte-Drapeau	2	»
à l'Intendant	15	»
au Subdélégué Général	10	»
à chaque Commissaire des Guerres et de la Marine	6	»

Le soldat qui ne pouvait s'habituer au climat, était rapatrié par les paquebots de Rochefort, sur certificats médicaux délivrés par les autorités. Les casernes n'étant pas suffisantes, le soldat logeait chez l'habitant.

Mais, à l'usage, ce système se révéla avec ses nombreux inconvénients. Les militaires n'étaient pas habitués au service de la mer. Les Officiers de la Guerre et de la Marine ne pouvaient s'entendre. Enfin, le climat, les intempéries, le défaut d'hygiène, l'intempérance, agirent sur ces effectifs.

Une ordonnance du 24 septembre 1769 forma un Corps Royal d'Artillerie et d'Infanterie de Marine. Ces troupes étaient réparties en 3 brigades stationnées à Brest, Rochefort et Toulon. Chaque brigade comprenait un état-major (commandant : 1 Capitaine de Vaisseau avec, comme adjoint, un Capitaine de Vaisseau ou de Frégate, 1 Major, 2 aides-majors, 2 sous-aides-majors, 1 garçon major provenant des sergents et assimilé à un sous-lieutenant, 1 tambour-major), 8 compagnies dont 1 de bombardiers, 4 de canonniers, et 3 de fusiliers. Les Capitaines de Compagnies étaient assimilés aux Lieutenants de Vaisseau, avec, comme adjoints, deux Enseignes. La Compagnie était composée de 6 sergents, 6 caporaux et 60 à 80 hommes. Le recrutement avait lieu par voie d'engagements volontaires de trois à huit ans, renouvelables. Mais l'organisation était insuffisante (2.000 hommes). L'Ordonnance du 18 février 1772 créait le Corps Royal de la Marine, et prononçait la dissolution du Corps Royal d'Artillerie et d'Infanterie de Marine, créé en 1769. Le nouveau corps était chargé de la garde des Arsenaux. A bord, il faisait le service de l'Artillerie et de la Mousqueterie, et four-

nissait les corps de débarquement pour les expéditions coloniales.

Le Corps royal de la Marine se compose de 8 régiments, (qui prennent les noms des principaux ports), à 2 bataillons de 9 compagnies dont 1 de bombardiers, 1 de canonniers et 7 de fusiliers.

Avant de passer outre, nous fournissons la répartition des forces d'outre-mer en 1772, d'après Ned Noll (1) :

Saint-Domingue

Légion :

3	Compagnies de Grenadiers	180
3	» de canonniers	306
24	» de fusiliers	2.496
3	» de dragons	300
	(dont 90 montés)	
3	» de canonniers hollandais.	200
2	» d'ouvriers	100
Total pour Saint-Domingue		3.582

Martinique

Régiment du Périgord	856
Bouillon	856
Médoc	856
Limousin	556
Royal-Vaisseaux	556
Total	3.680

Artillerie	132
Total pour la Martinique	3.812

Guadeloupe

Régiment du Vexin (2 bataillons)	1.712
Artillerie	104
Total	1.816

(1) Ned Noll : Histoire de l'Armée Coloniale. 1896, f^{os} 18/20.

Iles de France et Bourbon

Légion :

2 compagnies de Grenadiers	120
2 compagnies de canonniers	204
16 compagnies de fusiliers	1.664
	1.988
Régiment du Royal-Comtois	1.712
de Clare	856
Bataillon de Normandie	556
d'Artois	556
2 compagnies de Canonniers	200
2 » d'ouvriers	200
Total pour l'Ile de France	6.068

Guyane

12 compagnies de troupes nationales	600
1 compagnie de canonniers	100
Total	700

Sénégal

2 compagnies de 100 hommes	200
----------------------------------	-----

St-Pierre et Miquelon

1 compagnie	50
-------------------	----

Récapitulation

Saint-Domingue	3.582
Martinique	3.812
Guadeloupe	1.816
Iles de France et Bourbon	6.058
Guyane	700
Sénégal	200
Saint-Pierre et Miquelon	50
Total	16.218

Avant la Révolution, une partie du Régiment de Bassigny était en garnison à l'Île de Sainte-Lucie, qui dépendait directement de la Martinique (1). On sait que le Gouverneur Général des Îles du Vent était chargé de fournir des garnisons aux îles voisines, telles que Sainte-Lucie, Tabago, la Grenade. Après le Traité de 1763, la Guadeloupe joua le même rôle à l'égard de la garnison de Marie-Galante.

Le Corps Royal de la Marine n'eut qu'une existence éphémère. Deux ans après, des ordonnances du 26 décembre 1774 consacrèrent la séparation de l'Infanterie et de l'Artillerie, qu'on n'avait pu fusionner. Nous voyons créer le Corps Royal d'Infanterie de la Marine, qui ressemblera par maints côtés aux anciennes Compagnies Franches de 1690. Le Corps Royal d'Infanterie de Marine comprit trois divisions, Brest (50 compagnies), Rochefort (20 compagnies), Toulon (30 compagnies). Chaque division avait à sa tête un Capitaine de Vaisseau, un Major d'Infanterie, des lieutenants de vaisseau, des enseignes ou aides-majors et sous-aides-majors, et des quartiers-maîtres trésoriers.

La compagnie était commandée par un Capitaine qui avait rang de lieutenant de vaisseau, avec comme adjoints, deux enseignes. Neuf compagnies de fusiliers et une compagnie de Grenadiers formaient la section que commandait le Capitaine le plus ancien. L'inspection des Troupes était assurée par un Officier Général de la Marine. L'effectif était d'environ 12.000 hommes. Les engagements étaient de huit ans ; quant à la prime de rengagement, elle était, la première fois, de 100 livres ou d'une haute paye de un sou par jour ; la deuxième fois, de 200 livres ou de deux sous par jour. Après vingt-quatre ans de service, les rengagés se retiraient avec la demi-solde. Le nombre de chevrons blancs portés au bras gauche indiquait le nombre de rengagements.

L'uniforme se composait d'un habit bleu foncé à parements et collets rouges, s'ouvrant sur une veste et un pantalon bleus ; les boutons étaient timbrés d'une ancre, le chapeau était bordé d'or pour les officiers, et d'étoffe jaune pour les bas officiers.

(1) Fenouard de Sainte-Croix : Statistique de la Martinique. 1882, f^{os} 189

et soldats. Les sergents portaient un large galon d'or sur l'avant-bras, les caporaux deux galons de laine rouge au-dessus des parements.

La division avait un drapeau blanc et la section un drapeau de couleur (croix blanche, parsemée de fleurs de lys, écartelée de bleu et de rouge, avec une ancre sous chaque quartier).

Aux colonies, l'ordonnance du 18 février 1772 subsiste dans la lettre et l'esprit du texte qui en est le corollaire : l'ordonnance du 18 août 1772 (1).

L'Ordonnance du 18 février 1772 prononçait la dissolution du Corps Royal d'Artillerie et d'Infanterie de Marine, créé par l'Ordonnance du 24 septembre 1769. Ce corps fut remplacé par le Corps Royal de la Marine, chargé de la garde des arsenaux, du service de mousqueterie et d'artillerie à bord et enfin de fournir des corps de débarquement lors des expéditions coloniales (2). Le 1^{er} janvier 1786, le Corps Royal de la Marine fut transformé en Corps des Canonniers-Matelots. Nous enregistrons ici une nouvelle tentative de fusion qui fit que l'Infanterie de Marine assura de nouveau le service des Arsenaux et des Vaisseaux, tout comme les anciennes Compagnies Franches.

L'Ordonnance du 18 août 1772 supprime la Légion de Saint-Domingue, les deux Compagnies d'Ouvriers, les Trois Compagnies de Dragons (art. XVIII), afin de créer pour la garde de Saint-Domingue, de la Martinique, de la Guadeloupe, quatre Régiments.

En vertu de l'Ordonnance du 18 août 1772, on créa les Régiments du Cap et du Port-au-Prince, les Régiments de la Martinique et de la Guadeloupe.

Le Régiment se compose de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont 1 de grenadiers, 8 de fusiliers. L'Etat-Major comprend un colonel, deux lieutenants-colonels, un major, un aide-major, un sous-aide-major, un quartier-maître, deux porte-drapeaux par bataillon. En outre, les régi-

(1) Archives Nationales, Colonies, A. 13, p. 22. — Moreau de St-Méry : *Lois et Constitutions*. 1784. Tome V, p. 401.

(2) Ned Noll : *Histoire de l'Armée Coloniale*, 1896, p. 22.

ments de la Martinique et de la Guadeloupe fournissaient un bataillon pour la garnison de Sainte-Lucie.

Les effectifs ne sont pas toujours au complet. La garnison, à Saint-Domingue, qui était, en 1773, de 3.041 hommes (Régiment du Cap : 1365, de Port-au-Prince : 1.378 hommes, plus 298 artilleurs), ne compte plus en 1785 que 2.246 hommes.

On distingue les grades des officiers par la richesse des épauettes. L'uniforme était de drap léger, veste et culotte de basin blanc, avec des parements et collet de soie, le chapeau bordé d'un galon uni en argent, sans plumet. Le congé absolu pouvait être accordé aux troupiers mariés légitimement, pères de trois enfants vivants.

L'Ordonnance du 1^{er} mai 1775 (1) donne une nouvelle forme aux régiments affectés au service des Colonies d'Amérique. Le bataillon est composé de 10 compagnies, 1 de grenadiers, 1 de chasseurs, 8 de fusiliers. Le bataillon est commandé par le Chef de bataillon, la compagnie par le Capitaine avec un lieutenant, un sous-lieutenant. La compagnie comprend un fourrier, 4 sergents, 8 caporaux, 8 appointés, 56 fusiliers, 2 tambours. L'article 17 stipule que les quatre régiments créés sur le pied de 2 bataillons chacun par l'ordonnance du 18 août 1772, sous la dénomination de Régiments du Cap, de Port-au-Prince, de la Martinique, de la Guadeloupe, continueraient d'exister sous ces mêmes dénominations. L'article VII prévoyait pour chaque bataillon de ces régiments deux pièces de canon à la Rostaing, avec 8 servants tirés des Compagnies de Fusiliers, et qui percevaient pour ce service un sol de haute paie. Le colonel percevait annuellement 12.000 livres, le lieutenant-colonel, 8.000 ; le Chef de bataillon 4.000, l'aide-major commissionné capitaine 2.910, l'aide-major sans commission 1.830 livres, le sous-aide-major 1.440 livres, le porte-drapeau 1.260 livres, le tambour-major 360 livres. A la compagnie de grenadiers, le capitaine percevait 3.600 livres, le même officier à celle des

(1) Moreau de St-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique Sous le Vent, 1784, Tome V, p. 560.

chasseurs et fusiliers obtenait respectivement 3.400 livres et 3.910 livres. Il en est de même pour le lieutenant, aux grenadiers : cet officier émarge pour 1.600 livres, aux chasseurs pour 1.500 livres et aux fusiliers pour 1.380 livres. Les sergents touchent aux grenadiers 333 livres, au chasseurs 324 livres, aux fusiliers 306 livres. Le caporal, au grenadiers, obtient 234 livres, aux chasseurs 225 livres, aux fusiliers, 207 livres. Le Grenadier et le tambour perçoivent 180 livres, le chasseur et le tambour 171 livres. Enfin le fusilier et le tambour touchent 153 livres chacun.

Le bas-officier ou soldat perçoit, pour le premier renouvellement d'engagement, 120 livres ou un sol de haute paye par jour, la seconde fois, 240 livres ou deux sols de haute paye par jour. Après vingt-quatre ans de services, la haute paie était de 4 sols par jour.

L'uniforme diffère suivant le régiment. Le Régiment du Cap porte le parement et collet vert de Saxe, celui de Port-au-Prince le parement et collet de drap rouge, celui de la Martinique parement et collet de drap ventre de biche, celui de la Guadeloupe, parement et collet de drap cramoisi. Chaque régiment pouvait engager pour tambour des Noirs ou Mulâtres libres. Les fourriers et sergents portaient le galon d'argent large de douze lignes, les caporaux et appointés le galon de fil blanc, large de dix lignes.

La ration pour les bas-officiers et soldats se compose de 20 onces de farine ou de 24 onces de pain frais, et de huit onces de bœuf frais ou salé. On retenait chaque mois aux troupiers 3 sols 8 deniers pour la ration fournie, et, au cas où les denrées d'Europe venaient à manquer, il y était suppléé par des vivres du pays (art. LI). Les soldats devaient être astreints aux travaux du Roi.

Le Régiment du Cap est devenu en 1791 le 106^e Régiment d'Infanterie, celui de Port-au-Prince à la même époque passe 110^e régiment d'Infanterie. Les deux régiments de la Martinique et de la Guadeloupe, fusionnés en 1792, devinrent le 109^e Régiment d'Infanterie.

L'Ordonnance du 30 juillet 1773 (1) prévoit un Régiment, dit de l'Amérique, stationné à la Guadeloupe, qui fut dissous en 1791 ; il ne comporte qu'un seul bataillon à 9 compagnies, 1 de grenadiers, 8 de fusiliers ; à Ste-Lucie, il y avait un détachement de 50 hommes du régiment de la Martinique.

Le Régiment du Cap participe au siège de Savannah, pendant la guerre d'Amérique, et à un combat naval soutenu par la frégate l'Amazone (28 juillet 1782). Quant aux régiments de la Martinique et de la Guadeloupe, on les trouve à la Dominique (1778), à Saint-Vincent, à Savannah, à la Grenade, au Morne de l'Hôpital (1779).

L'Ordonnance du 18 août 1772 (2) avait créé également les trois Régiments de l'Ile Bourbon, de l'Ile de France et de Port-Louis. Ces trois régiments étaient à quatre bataillons, chaque bataillon à neuf compagnies, dont une de grenadiers et huit de fusiliers.

Les tarifs de solde et la réglementation furent sensiblement les mêmes que pour les régiments du Cap, du Port-au-Prince, de la Martinique, et de la Guadeloupe. Pour créer lesdits régiments, on a procédé de la même manière qu'à Saint-Domingue. On y a versé la Légion de l'Ile de France et les deux compagnies d'ouvriers créées par les ordonnances des 1^{er} juillet 1766, 1^{er} novembre 1767, et 1^{er} mars 1769.

L'uniforme est semblable à celui des régiments dont il a été question, mais le Régiment de l'Ile de France porte les parements, le collet et le revers bleu de Roi, celui de l'Ile Bourbon, parement collet et revers de drap rouge, celui de Port-Louis les parements, collet et revers de drap vert de Saxe.

Les épaulettes forment la marque distinctive des Officiers. Pour le Colonel, une épaulette de chaque côté en argent ornée de franges riches à nœuds à la cordelière, et, s'il est brigadier, il y sera ajouté les autres distinctions attribuées à ce grade. Le lieutenant-colonel avait une seule épaulette de même forme à gauche. Le Major porte une épaulette, de chaque

(1) Archives Nationales, A, 14, p. 16.
Archives Nationales, Colonies, A, 18, p. 8.

côté, en argent, ornée de franges seulement, sans graines d'épinards ou nœud de cordelière. Le Capitaine et l'Aide-Major, avec commission de Capitaine, ont une épaulette en argent, ornée de franges seulement, comme celles du major. Le Lieutenant en premier porte l'épaulette, losangée de carreaux couleur des parements. La frange est mêlée d'argent et de soye. Le lieutenant en second porte l'épaulette à fond de soye couleur du parement, avec des carreaux d'argent. Le porte-drapeau, l'épaulette à fond de soye couleur du parement, liséré d'argent.

Les tambours portent la petite livrée du Roi, avec revers collet et parements de la couleur déterminée et réglée pour chaque régiment, coupe de poche et position des boutons.

Voici les appointements de l'un de ces régiments (1) (article 9 de l'ordonnance susvisée).

Etat-Major	par mois
Colonel	12.000 livres
Lieutenant-Colonel	8.000 »
Major	6.000 »
Aide-Major avec commission de Capitaine	3.000 »
» sans »	1.800 »
Sous-Aide-Major	1.600 »
Quartier-Maître	1.400 »
Porte-Drapeau	1.200 »
Tambour-Major	342 »
Compagnie de Grenadiers	
Capitaine	4.000 »
Lieutenant en 1 ^{er}	1.800 »
Lieutenant en second	1.500 »
Fourrier	360 »
chaque sergent	333 »
» caporal	234 »
» appointé	207 »
» grenadier	180 »
» tambour	180 »
Compagnie de Fusiliers	
Capitaine	3.000 »

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 18, p. 8.

Lieutenant en 1 ^{er}	1.600	»
» en second	1.400	»
Fourrier	333	»
chaque sergent	306	»
» caporal	207	»
» appointé	180	»
» fusilier	153	»
» tambour	153	»

L'Ordonnance du 21 janvier 1775 (1) supprime les régiments de Bourbon, de l'Île-de-France, de Port-Louis, pour les refondre en un seul régiment à quatre bataillons, dénommé régiment de l'Île-de-France. Chaque bataillon doit comprendre douze compagnies, une de grenadiers, une de chasseurs, dix de fusiliers. A l'article 28 de l'ordonnance, le Roi prescrit de tirer des Îles de France et de Bourbon, soixante-douze noirs esclaves jeunes, d'une taille et figure convenables et les plus propres à battre la caisse et à jouer des instruments militaires. Ces soixante-douze noirs forment le Corps des tambours du régiment de l'Île de France, sous la direction du Tambour-Major. Il y avait deux tambours par Compagnie. Ces tambours, après trente ans de bons services, obtenaient leur liberté et une concession de terre dans l'une des deux Îles. Ceux qui auront été blessés ou estropiés au service « auront les Invalides à la suite de la Compagnie des Indes et obtiendront leur liberté ». Ceux qui se conduiraient mal et se rendraient indignes du service seraient remis aux ateliers du Roi.

Les autres tambours sont répartis dans l'unité, comme fusiliers.

A partir du XVIII^e siècle, des Régiments Métropolitains sont souvent pourvus de Trompettes et de Tambours de couleur. Le premier exemple de ce genre est fourni par le noir Jean-François, qui, en 1739, contracte un engagement pour servir de trompette dans le Régiment Royal des Carabiniers. La décision royale du 24 décembre 1739 (2) stipule que cet engagement est valable.

(1) Archives Nationales : Colonies A 18, p. 48.

(2) Archives Nationales : Colonies ; f^o 256. — Code Martinique, f^o 867. — Auguste Lebeau : De la condition des gens de couleur libres sous l'ancien régime, 1903 ; f^o 35.

Archives Nationales, Colonies, A, 18, f^o 12.

L'uniforme du Régiment de l'Ile de France et Bourbon (1) était un habit de drap léger, petit lodève blanc, doublé de toile, lessivée au quart blanc, le parement fermé en dessous par trois petits boutons, un à l'épaulette, six de même à chaque côté du revers, trois gros au-dessous et trois à chaque poche, qui sera coupée en travers. La veste était de coutil bis blanc, doublée de toile lessivée, sans poches ou avec pattes marquées, garnie de dix boutons sur le devant et d'un à chaque manche. La culotte était de coutil bis blanc avec caleçon de toile séparé. Les boutons blancs étaient timbrés d'une ancre. Le chapeau était bordé de blanc, les parements, collet et revers bleu de Roi.

L'ordonnance du 30 décembre 1772 (2) ordonne la translation à l'Ile de France de la Compagnie des Invalides de Pondichéry. Cette unité était composée d'anciens soldats, blessés, estropiés, et était commandée par d'anciens officiers. La résidence de la Compagnie était à Port-Louis (Ile de France, plus tard, Ile Maurice). Les soldats de cette compagnie pouvaient être détachés sur les propriétés à la garde des batteries, etc... Ils jouissaient de leur solde, de leur uniforme. Ceux qui étaient préposés à la garde des batteries étaient dispensés des revues qui avaient lieu deux fois par an (art. 16). L'uniforme est composé d'un habit et parement bleu de Roy, veste et culotte de coutil blanc, dix boutons sur le devant de l'habit, trois à chacune des poches qui seront coupées en travers les manches fermées par trois autres petits boutons en dessus, lesdits boutons jaunes, timbrés d'une ancre, le chapeau bordé d'argent.

Une ordonnance du 30 décembre 1772 (3) porte suppression de la compagnie établie pour la garde du port de «L'Orient» et la création de deux nouvelles Compagnies, tant pour la garde dudit port que pour le dépôt des recrues des régiments des Iles de France et de Bourbon et de l'Inde. Le port de « L'Orient » était, on le sait, l'entrepôt officiel de la

(1) Archives Nationales Colonies A 18 p. 48.

(2) Id., *Ibid.*, p. 12.

(3) Archives Nationales Colonies A 18 p. 13.

Compagnie des Indes, (l'ordonnance du 1^{er} octobre 1721 avait créé une compagnie chargée de la garde de ce port). Cette unité était tirée des Troupes Royales, mais, comme presque tous les corps de troupe de l'Océan Indien, le service de la solde était assuré par la Compagnie des Indes.

L'Ordonnance du 30 juillet 1773 (1) concernant les deux compagnies chargées de la garde du port de « L'Orient », établissait un quartier-maître qui, sous les ordres du Capitaine, était chargé du détail des deux compagnies. En qualité de quartier-maître, il jouissait de la solde d'un Lieutenant en second. L'ordonnance du 3 juin 1774 (2) créa une 3^e compagnie pour la garde du port de « L'Orient ». Ce texte dote la 1^{re} compagnie d'un drapeau. Dans la suite, ces troupes passent au service du Roi, et sont successivement réorganisées les 30 décembre 1772, 31 juillet 1773, 3 juin 1774, 25 novembre 1775 et 21 juin 1779.

L'Ordonnance du 30 décembre 1772 (3) porte établissement de deux pièces de canon à la Rostaing, à la suite de chacun des régiments créés pour la garde des Iles de France et de Bourbon. Chaque pièce avait un personnel de dix hommes, un sergent, un caporal, huit soldats, qui percevaient une haute paye par jour de deux sols, un sol et six deniers pour chaque soldat. Ce personnel est exercé une fois par semaine au service du canon.

A la suite de l'Ordonnance du 21 janvier 1775 (4), qui supprime les trois régiments de l'Ile de France, Bourbon et Port-Louis, et crée le régiment de l'Ile de France et Bourbon, les officiers mis à la réforme perçurent les sommes suivantes :

Colonels	1.500 livres
Lieutenants-Colonels	1.200 »
Majors	800 »
Capitaines de grenadiers	600 »
Capitaines de fusiliers (plus de 20 ans de services)	500 »
» (plus de 15 ans de services) ..	400 »

(1) Archives Nationales Colonies, A, 18, p. 18.

(2) Id., *Ibid.*, f^o 36.

(3) Archives Nationales Colonies, A, 18, p. 16.

(4) Id., *Ibid.*, A, 18, p. 48.

» (moins de 15 ans de services) 300 »

Les officiers réformés obtiennent trois mois d'appointements à solde entière.

Les troupes stationnées en Guyane furent presque toujours, à l'effectif de moins d'une compagnie. L'ordonnance du 1^{er} octobre 1765 (1) réduit à une compagnie de 100 hommes deux compagnies établies dans « la province de Guyane ». Ce texte nous informe que les caporaux portaient trois sardines sur la manche, les anspessades, deux. Les cadets à l'aiguillette portent le costume du fusilier, avec une aiguillette tressée et ferrée sur l'épaule droite.

L'Ordonnance du 1^{er} mars 1767 (2) réduit à deux compagnies, de cent hommes chacune, la garnison de Gorée, désignée sous le nom de Volontaires d'Afrique.

L'Ordonnance du 30 décembre 1772 (3) créa le Régiment de Pondichéry, pour la garde des possessions françaises dans l'Inde. Cette unité fut composée de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont une de grenadiers, huit de fusiliers. L'Etat-Major était formé d'un colonel, d'un lieutenant-colonel, d'un major, d'un aide-major et un sous aide-major par bataillon, un quartier-maître, deux porte-drapeaux par bataillon, et un tambour-major. Le Major commandait aux capitaines.

Les appointements de l'Etat-Major étaient :

Etat-major	par an
1 Colonel	10.000 livres
1 Lieutenant-Colonel	6.000 »
1 Major	5.000 »
Aide-major avec commission de capitaine	2.400 »
Sous aide-major	1.600 »
Quartier-Maître	1.200 »
Chaque porte-drapeau	1.000 »
Tambour-major	342 »

(1) Archives Nationales Colonies, A 9 p. 68.

(2) Archives Nationales Colonies A 11 f° 41.

(3) Archives Nationales Colonies A 18 p. 14.

Compagnie de Grenadiers par an

Capitaine	3.000	livres
Lieutenant en premier	1.800	»
Lieutenant en second	1.500	»
Fourrier	360	»
Chaque sergent	333	»
» caporal	234	»
» appointé	207	»
» grenadier	180	»
» tambour	180	»

Compagnie de Fusiliers

Capitaine	2.400	»
Lieutenant en premier	1.600	»
Lieutenant en second	1.300	»
Fourrier	333	»
Chaque sergent	306	»
» caporal	207	»
» appointé	180	»
» fusilier	153	»
» tambour	153	»

L'uniforme était d'un habit de drap léger, petit lodève, doublé de toile, le parement fermé en dessous par trois petits boutons, un à l'épaulette, six de même, à chaque côté des revers, trois gros au dessous, et trois à chaque poche, qui sera coupée en travers.

Les parements, collet et revers étaient de drap couleur orangé. La veste était de toile sans poches ou pattes marquées, garnie de 10 boutons sur le devant et d'un à chaque manche. La culotte était également de toile. Les boutons sont timbrés d'une ancre. Les grenadiers, comme pour les autres régiments, se distinguent par deux épaulettes de drap de la couleur de leur parement.

Les officiers, à leur embarquement, doivent toucher une avance de solde de quatre mois.

Ce régiment fut composé avec les bas-officiers et soldats entretenus à Pondichéry et dans les autres comptoirs de l'Inde, sous le nom de Bataillon de l'Inde. Ce bataillon avait pris la suite des Volontaires de Bussy, lesquels étaient recrutés parmi les Troupes de la Compagnie des Indes qui avait obtenu de lever en 1721 pour la garde de ses possessions, et qui s'élevèrent en 1721 à 6.000 hommes et 250 officiers.

Après le Traité de Paris, une partie des troupes est réformée, l'autre partie, versée dans les nouveaux contingents.

L'ordonnance du 16 mars 1763 (1) porte réforme pour la Louisiane de 36 compagnies de troupes ordinaires et deux compagnies de Canonniers-Bombardiers. Les Lieutenants de Roi furent réformés à 1.500 livres, les Majors à 1.000 livres, les aides-majors, avec commission de capitaines, à 800 livres, les capitaines à 400 livres, les lieutenants à 300, les enseignes à 200 livres. La même ordonnance prévoyait quatre compagnies pour la défense de la Nouvelle-Orléans. Une ordonnance du 25 mars 1763 (2) réformait les Troupes en garnison aux Iles du Vent, des régiments de France devant passer en Amérique en leur lieu et place. A Saint-Domingue, l'ordonnance du 30 avril 1762 (3) crée un second bataillon à chacun des régiments du Boulonnais, Foix et Quercy, par l'incorporation des troupes détachées de la Marine. L'ordonnance du 25 mars réformait également les Etats-Majors à Saint-Domingue. Celle du 26 mars 1763 (4) réformait les troupes de Cayenne. Les dix compagnies franches de la Marine faisaient place à cent hommes de troupe formant 2 nouvelles compagnies avec 1 capitaine, 1 lieutenant et 1 enseigne.

Pour le Sénégal, au contraire, l'ordonnance du 28 avril 1763 (5) ordonne la formation de deux compagnies qui furent fournies par le Dépôt des Recrues Provinciales de Bayonne et dirigées sur Blaye. Ces troupes étaient sous les ordres de Poncet, nommé Gouverneur du Sénégal.

(1) Archives Nationales; Colonies, A 8, p. 207/209.

(2) Id., Ibid., A, 8, p. 211.

(3) Moreau de St-Méry : Lois et constitutions. Tome IV p. 454.

(4) Archives Nationales ; Colonies, A, 8, p. 215/217.

(5) Id., Ibid., A, 8, p. 235.

C'est à partir de cette époque que l'on ordonna la levée des Troupes, dites « Nationales ». Dans l'esprit du pouvoir central, les régiments métropolitains feraient corps avec les milices locales. L'ordonnance du 1^{er} mai 1764 (1) ordonne l'établissement de vingt compagnies, sous la dénomination de Troupes Nationales de la Guyane. Il en fut de même pour les Iles du Vent, Saint-Domingue et les Iles de France et Bourbon.

L'Ordonnance du 29 décembre 1769, rendue en interprétation de celles des 1^{er} octobre 1765 et 1^{er} juin 1767, concerne les Troupes Nationales de Cayenne. L'Etat-Major était formé d'un Major commandant des Troupes, d'un aide-major, d'un sous aide-major, d'un sergent-major et d'un tambour-major.

Les appointements étaient les suivants :

Major = 3.000 livres + 300 livres pour frais de bureau	3.300 livres
Aide-Major avec commission de capitaine	2.200 »
Lieutenant	1.500 »
Sous aide-major	1.200 »
Sergent-major	336 »
Tambour-major	198 »

L'uniforme, bien que décrit par l'ordonnance précitée, n'avait pas subi de changements notables. Les troupes nationales n'eurent pas une longue existence. Les vingt compagnies de Cayenne furent réduites à douze. Bientôt l'ordonnance du 10 février 1771 les réduisit à 8.

Lors de l'envoi aux Colonies des régiments de la Guerre, le tafia avait été compris dans la ration complète de l'ordonnance du 25 mars 1763. En raison de l'abus qui en fut fait, le tafia, reconnu nuisible à la santé des troupes, fut supprimé de la ration par l'ordonnance du 1^{er} juillet 1764 (2).

Le Conseil d'administration des Régiments fut fondé par la lettre, du Secrétaire d'Etat au Département de la Marine

(1) Archives Nationales ; Colonies, A, 9, p. 23.

(2) Archives Nationales ; Colonies, A, 9, p. 57.

aux Gouverneurs Lieutenants Généraux des Iles du Vent et Sous le Vent, du 20 juillet 1777 (1).

A ce moment, on voit apparaître l'Adjudant dans les Corps de Troupe (2). L'Ordonnance du Roi du 14 juillet 1779 portait création d'un adjudant pour 4 compagnies, dont la solde était de 1 livre 4 sols, et comportait une augmentation de solde pour les fourriers (fourriers de grenadiers ayant droit à 18 sols, ceux de chasseurs percevant 17 sols).

L'Ordonnance du 28 février 1784 (3) réduisait les appointements des Etats-Majors Coloniaux et supprimait le grade de Chef de Bataillon. Le Colonel passait de 12.000 à 10.000 livres, le Lieutenant-Colonel de 8.000 à 7.000 ; le Major de 5.400 à 4.800 livres. Celle du 16 décembre 1784 (4) fut plus importante encore. Les régiments du Cap, du Port-au-Prince, de l'Isle de France, de Bourbon, de Pondichéry étaient formés de deux bataillons, ceux de la Martinique et de la Guadeloupe de trois. Ce texte innovait, car, en plus de l'augmentation des bataillons, il distinguait, pour la première fois, le régime du pied de paix et celui du pied de guerre (art. III). Le tambour-major était assimilé au sergent-major et le premier tambour de chaque bataillon, recevait, en sus de sa solde, un sol de haute paie. Les articles XXXV et XXXVII édictaient pour la première fois la masse générale. Elle était de trente livres par an pour chaque bas-officier et soldat sur le pied de paix, et de trente-quatre livres sur le pied de guerre. Cette ordonnance, forme un code complet de 59 articles ; elle est l'œuvre du Secrétaire d'Etat de la Marine : Marquis de la Croix de Castries.

Il y a lieu de mentionner ici certains régiments métropolitains qui n'ont pu trouver une place dans la présente étude et qui ont combattu aux Colonies, ne serait-ce qu'en partie. Tel est le cas du Régiment d'Armagnac, qui passa à la Guadeloupe de 1775 à 1783, et qui était à Sainte-Lucie, à Savannah, à Tabago et à Saint-Christophe (1782). Pendant

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions, Tome V. p. 780.

(2) Archives Nationales Colonies A 16 f° 242.

(3) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions, Tome VI p. 441.

(4) Id., Ibid., p. 673.

cette période, le régiment de Champagne tint garnison à la Martinique. Le régiment d'Auxerrois fit des merveilles à la Dominique, à Sainte-Lucie (1778), à la Grenade (1779), à Saint-Vincent (1781), à Scarborough, à Saint-Eustache, à Saint-Martin. Le Régiment de Cambrésis fut envoyé à Saint-Domingue. Le régiment d'Aquitaine passa aux Indes de 1782 à 1783. Le Hainaut et l'Enghien passèrent à la Martinique alors que le régiment de la Marck était à l'Île de France. Le régiment d'Austrasie lutte à Négapatam, à Trinquemalé et à Goudelour. Le régiment du Forez passe au Sénégal, puis aux Indes. Le régiment du Viennois, comme celui de l'Auxerrois, faisait partie de la garnison de la Martinique, ce qui explique leur présence à la Dominique, à la Grenade, à Tabogo, et à Saint-Christophe.

L'Ordonnance du 22 mai 1778 (1) supprime le corps des Volontaires à pied-levé le 30 décembre 1772 pour le service des établissements français au-delà du Cap de Bonne-Espérance, et crée une Compagnie d'Infanterie sous le nom de Compagnie franche de Madagascar. Le corps primitif était commandé par Beniowsky, qui succomba dans sa deuxième expédition à Madagascar (1786).

C'est le 1^{er} septembre 1778 (2) que fut rendue l'Ordonnance qui réglementait le corps des Volontaires Etrangers de la Marine (3), dont le Duc de Lauzun était le Colonel-Propriétaire et Inspecteur. A la lecture des Instructions qui furent données à ce dernier, on voit que le Corps des Volontaires Etrangers de la Marine se composait d'un certain nombre de militaires étrangers, dont l'ancien corps des Volontaires du Royal Nassau (4). Il était composé de huit légions et d'une compagnie générale. La compagnie générale était de 104 hommes, officiers non compris : 4 maréchaux des logis, 1 fourrier, 1 porte-étendard, 1 maréchal-ferrant, 2 trompettes, 88 hussards, 8 brigadiers, 2 sous-lieutenants, 1 lieutenant en second, 1 capitaine. Chaque légion était formée de 8 compagnies, dont une de grenadiers, 1 de chasseurs, 2 de fusi-

(1) Archives Nationales; Colonies, A, 16, p. 200.

(2) Archives Nationales ; Colonies, A, 16, p. 206 : Comte R. de Gontaut-Biron : Le Duc de Lauzun. Paris. Plon.

(3) Moreau de St-Méry : Lois et Constitutions, Tome v, p. 833.

(4) Archives Nationales ; Colonies, A, 16, f^o 24.

liers, 1 de canonniers, 2 de hussards, 1 d'ouvriers noirs. L'Etat-Major Général du corps (art. 10) se composait du Colonel propriétaire, du Colonel Commandant, du Colonel en second, du Major Général, qui avait rang de lieutenant-colonel et commandait en l'absence des trois premiers, d'un lieutenant-colonel d'artillerie, de deux aides-majors généraux ayant rang de major, d'un quartier-maître-trésorier, de quatre adjudants, d'un chirurgien-major, d'un aumônier, d'un maître maréchal, d'un maître sellier, d'un maître tailleur et d'un tambour-major.

L'article II prévoyait un Prévôt pour la justice particulière. L'Etat-Major de chaque Légion se composait d'un Commandant, d'un aide-major, d'un porte-drapeau, d'un adjudant et d'un chirurgien-major.

Aux Colonies, le Colonel-propriétaire, avec l'agrément du Gouverneur Général, pouvait nommer provisoirement aux emplois de Capitaine, aide-major, lieutenant, quartier-maître, trésorier, porte-étendard, et porte-drapeau, qui viendraient à vaquer. Le Colonel Commandant était l'Inspecteur Général du Corps, qui fut supprimé par l'ordonnance du 14 septembre 1783 (1). On ne put former que trois légions : la première, destinée aux Antilles, fut supprimée en 1782, et l'effectif versé dans les quatre régiments des Antilles ; la deuxième, organisée à Saint-Malo, fut licenciée par la suite ; la troisième, destinée à l'Ile de France, fut fondue le 24 août 1784 avec le régiment de Pondichéry (2).

L'Ordonnance du 25 juillet 1781 (3) réunit à la fois le Dépôt des recrues des Colonies, qui se trouvait à l'Ile de Ré, le Dépôt des recrues de l'Inde et les trois compagnies d'Infanterie, affectées à la garde du « port de l'Orient », pour ne former ensemble, en ce lieu, qu'un seul et même corps sous la dénomination de Bataillon Auxiliaire des Régiments des Colonies. C'était une véritable concentration des dépôts des troupes des Colonies à Lorient à la veille de la Révolution.

(1) Moreau de St-Méry, 1784 : *Lois et Constitutions*, Tome v, p. 833.

(2) P. Dislère : *Traité de législation Coloniale*, Partie I (1897).

(3) Moreau de St-Méry, 1784 : *Lois et Constitutions*, Tome vi, p. 152.

Les Régiments de la Guerre qui passaient aux Colonies devaient être relevés tous les trois ans. Il s'ensuivit un va et vient continu qui conduisit à établir en 1777 un dépôt de recrues à l'Île de Ré, sous les ordres d'un Lieutenant-Colonel. Ce dépôt fut réuni par la suite aux compagnies du port de Lorient.

Le nouveau bataillon était à 5 compagnies dont 1 d'artillerie et 4 de fusiliers.

La compagnie d'artillerie comprenait 1 capitaine, 3 lieutenants, 1 sergent-major, 1 fourrier écrivain, 8 sergents, 16 caporaux, 2 tambours, 200 apprentis.

La compagnie d'infanterie se composait de 1 capitaine, 3 lieutenants, 1 sergent-major, 12 sergents, 34 caporaux, 2 tambours et un nombre variable de fusiliers. L'Etat-Major comprenait 1 major commandant, 2 aides-majors, 1 quartier-maître trésorier, 2 adjudants, 1 chirurgien-major, 1 tambour-major, 1 armurier.

Un rapport du 25 mars 1776 du Lieutenant-Colonel de Genlis (1), commandant du Dépôt des recrues des Colonies de l'Île de Ré, fournit des indications sur le mode de recrutement des troupes des colonies et leur embarquement. Chaque soldat rengagé était payé au prix de 85 livres. Les recrues partaient de Paris, le lieutenant général de police en assurait la conduite, mais il y avait des dépôts dans les principales villes de France. A leur arrivée à l'Île de Ré, les recrues se rendent à la visite chez le chirurgien-major. Celles qui sont admises passent chez le Commissaire de la Marine. Les hommes inaptes sont renvoyés au compte des préposés qui les ont engagés, avec deux sols par lieue. Les recrues, reconnues bonnes, sont partagées dans les quatre compagnies. Chaque recrue dispose d'une masse de 20 livres. Les hommes font peu de temps au dépôt. On procède à leur décompte, puis on leur enlève l'uniforme du dépôt en leur rendant les effets qu'ils avaient à leur arrivée, plus un sarrau, une grande culotte, 2 chemises, 1 paire de bas, 1 paire de souliers, 1 livre de

(1) Ned Noll : Histoire de l'Armée Coloniale, 1896, p. 29.

(2) Dislère : Traité de Législation Coloniale, (1897), partie I p. 80.

tabac. Ces formalités ont lieu la veille ou le jour de l'embarquement.

Pour les colonies d'Amérique, on calcule que le prix de revient d'un soldat était de 291 livres 15 sols, et de 513 livres pour celles de l'Inde et de l'Ile de France.

A l'heure où survient la Révolution, les troupes affectées au service d'outre-mer sont les suivantes :

1° Les Régiments de la Martinique et de la Guadeloupe, à trois Bataillons de 5 compagnies, soit, sur le pied de paix, 1.787 hommes ;

2° Les Régiments du Cap et de Port-au-Prince, à Saint-Domingue, semblables aux précédents ;

3° Les Régiments de Bourbon et de Pondichéry, chacun à 2 Bataillons de 5 compagnies, avec, en plus, le Régiment irlandais de Walsh ;

4° Le Bataillon de la Guyane ;

5° La compagnie de Saint-Pierre et Miquelon ;

6° Le Corps des Volontaires de Bourbon, dont nous parlerons avec les troupes auxiliaires de l'Infanterie ;

7° Le Bataillon des Cipayes de l'Inde, créé en 1743 par Dupleix ;

8° Le Bataillon Auxiliaire des Colonies, constitué par l'ordonnance du 25 juillet 1781, comprenant 5 compagnies, dont une d'artillerie. Ce Bataillon servait de dépôt pour les relèves.

9° Le Régiment d'Artillerie des Colonies.

Par le décret du 11-20 juillet 1791, les troupes des Colonies passent sous l'autorité du Ministère de la Guerre. Un second décret du 6 août 1791, complété par celui du 16 octobre de la même année, réglemente à la fois la discipline des Troupes Coloniales, en supprimant les anciens régiments coloniaux pour les remplacer par des demi-brigades. Les troupes furent de nouveau réparties en deux armes distinctes. Le décret du 14 juin 1792 supprime le Corps Royal des Canonniers-Matelots. Ce corps fut remplacé par 4 régiments d'Infanterie et 2 d'Artillerie, pour le service de la garde des ports et celui à bord des vaisseaux. Tous les régiments coloniaux, à l'exception des Volontaires de Bourbon et des Ci-

payes de l'Inde, doivent former désormais 6 régiments d'Infanterie à deux bataillons chacun, et prendre les n^{os} 106 et suivants de l'ordre général des troupes.

La Convention alla plus avant dans les mesures radicales. Elle se défait du système des garnisons permanentes. Par les décrets des 28 janvier 1794 et 9 pluviôse An II, les anciens régiments de la Marine furent supprimés et versés dans les effectifs de Volontaires Nationaux. Toutes les troupes d'Infanterie furent préposées au service des Colonies. Le 30 mai 1793, le Bataillon Auxiliaire des Colonies fut supprimé, sur le papier, disons-nous, car on a des états d'effectifs de cette unité datés du 22 avril 1793 (1).

Quoi qu'il en soit, les décrets des 14 et 23 novembre 1792 stipulèrent la formation de bataillons de gardes nationaux, pour le renforcement des garnisons coloniales. Mais nous pensons que cette mesure resta lettre morte. Le 20 Prairial An XI, il fut institué six dépôts dans les ports, pour recevoir les soldats désirant servir aux Colonies et les Conscrits déserteurs. Mais le 25 Prairial suivant, ces hommes furent versés aux troupes de ligne.

Le lecteur n'oubliera pas que nous devons marquer ici un temps d'arrêt. L'Angleterre avait, en effet, repris la maîtrise de la mer. Toutes nos colonies, après une résistance héroïque, succombèrent tour à tour. Mais, bientôt les traités du 30 mai 1814 vinrent poser la question de la garde et de la défense sérieuse des Colonies.

C'est l'Ordonnance du 8 août 1814 qui est le principal des textes édictés pour la reprise en main de la défense des possessions coloniales. Dans 4 régiments, il serait constitué des bataillons en surnombre, destinés au Service Colonial, savoir du 26^e au 62^e de ligne, un 4^e, 5^e et 6^e bataillon, au 71^e de ligne et au 5^e d'infanterie légère, un 4^e bataillon ; au 2^e et au 62^e de ligne. On avait prévu un second colonel et un major pour le commandement des nouvelles unités. Ces dernières recevaient chacune un Quartier-Maître trésorier et un chirurgien. L'administration de ces bataillons devenait distincte de celle des régiments à partir de l'embarquement. Le recrutement était assuré par des volontaires et par les troupiers dési-

(1) P. Dislère : *Traité de Législation Coloniale*, partie I, 1897, f^o 82.

gnés d'office. La tenue était l'habit veste beige avec collet, passepoils et parements bleu de roi. C'était, en somme, le Ministre de la Guerre qui accordait les troupes. Mais la Marine en avait la régie. Bientôt, l'ordonnance du 3 décembre 1823 mit la solde et l'entretien des troupes au compte du département de la Guerre, celui de la Marine prenant à sa charge les accessoires de solde et les vivres.

Mais le gouvernement de la Restauration fut en butte aux mêmes difficultés que celui de Louis XV lorsqu'il voulut faire occuper les colonies par des régiments métropolitains. On dut reconnaître le principe : à service exceptionnel, corps exceptionnel, en raison du climat.

Les Ordonnances des 7 août et 13 novembre 1822 prévoyaient la création de deux régiments d'infanterie de marine, et d'un régiment d'artillerie de marine, pour le service des vaisseaux et des arsenaux en France et aux Colonies. Les deux régiments d'Infanterie de Marine comprenaient 3 bataillons à 10 compagnies, dont une de grenadiers, une de voltigeurs, huit de fusiliers. La rivalité entre les officiers des vaisseaux et ceux de ces régiments détermina la suppression des deux régiments (ordonnance du 28 août 1827), qui furent versés aux 11^e, 12^e, 13^e d'infanterie légère. L'armée de terre assura dès lors la garde des Colonies, et la Marine ne disposa que de quelques officiers subalternes chargés d'instruire les équipages.

L'Ordonnance du 16 août 1828 désigna trois régiments d'infanterie à 24 compagnies (43^e, 51^e d'infanterie de ligne, 10^e d'infanterie légère), chargés de la relève des Troupes aux Colonies. Le recrutement était assuré par des volontaires où, à leur défaut, par des désignations d'office. Le dépôt restait en France. Lors de l'épuisement des régiments désignés, on dut recourir à d'autres unités pour la relève, c'est ainsi que les 48^e, 49^e, 45^e de ligne, les 11^e, 13^e, 15^e, 17^e légers furent affectés au service de la relève.

Aux Colonies, le commandement des troupes était exercé par l'officier général, chargé du Gouvernement, qui avait sous ses ordres le Commandant Militaire. Ce dernier exerçait le commandement des troupes de toutes armes, ainsi que

celui des Milices. Ses attributions furent très étendues, 1° du fait de la publication des ordonnances des 9 février 1827 et 22 août 1833 ; 2° en raison du partage des pouvoirs de l'Intendant de l'ancien Régime entre trois Chefs d'Administration : le Directeur de l'Intérieur, l'Ordonnateur et le Procureur Général. Enfin, le Commandant Militaire était aux Colonies l'Inspecteur Permanent des Troupes et Milices.

L'Ordonnance du 14 mai 1831 reprit l'organisation de 1822. Deux régiments d'infanterie de Marine furent formés à l'aide des 45^e, 51^e de ligne et 16^e léger, lesquels fournissaient déjà la relève des garnisons coloniales. En même temps, la loi du 14 avril 1832 (art. 25) sur l'avancement de l'armée fut déclarée applicable à l'armée de mer. De même, la circulaire ministérielle du 13 juin 1838 rendit applicable aux troupes de la Marine l'ordonnance du 16 mars 1838. Le gouvernement de Louis-Philippe venait de faire le pas décisif, tout comme le Ministre de la Croix de Castries, il venait d'opter : la défense des Colonies était placée dans les mains du Ministre de la Marine. L'ordonnance du 14 mai 1831 constitue à la fois la charte et le texte organique de l'Infanterie de Marine.

Par l'Ordonnance du 20 novembre 1838, les deux régiments furent portés à trois. Ces unités devaient tenir garnison aux colonies et dans les ports militaires. A l'occasion, ils pouvaient être embarqués sur les navires de la flotte. Le régiment était formé de 30 compagnies dont 4 de grenadiers, 4 de voltigeurs et 22 du Centre.

La répartition des compagnies était la suivante :

1 ^{er} Régiment	10 à Brest
	5 à Cherbourg
	15 à la Guadeloupe
2 ^e Régiment	5 à Brest
	10 à Rochefort
	15 à la Martinique
3 ^e Régiment	15 à Toulon
	6 à Cayenne
	3 au Sénégal
	6 à Bourbon

Les dépôts des deux premiers régiments étaient à Brest, celui du troisième à Toulon.

L'ordonnance du 1^{er} juillet 1845 réforma la tenue. Elle était composée d'une tunique et veste en drap bleu, d'un pantalon de drap gris de fer bleuté, d'un shako-képi, d'une casquette en drap bleu et d'épaulettes variant avec les couleurs des compagnies. Aux colonies, les troupes portaient le pantalon de toile blanche avec buffleteries blanches.

Après les événements de 1848, les troupes de la Marine subissent d'importantes réductions. Les trois régiments sont ramenés à 40 compagnies soit environ 12.000 hommes. Le décret du 3 mars 1848 déclara applicable aux colonies la loi du 22 mars 1831 sur l'organisation de la garde nationale et celle du 22 mars 1832 sur le recrutement de l'armée. Mais ces deux textes ne furent pas appliqués aux Colonies.

Le décret du 31 août 1854 décida la formation d'un quatrième régiment. L'infanterie de marine comprit dès lors au total 120 compagnies réparties de la façon suivante :

1^{er} Régiment 26 Compagnies

15 à Cherbourg
11 à la Martinique

2^e Régiment 34 Compagnies

19 à Brest
12 à la Guadeloupe
3 en Océanie

3^e Régiment 26 Compagnies

15 à Rochefort
11 à Cayenne

4^e Régiment 34 Compagnies

21 à Toulon
7 à la Réunion
6 au Sénégal

Le décret du 26 novembre 1869, corollaire de la loi de recrutement de 1868, réorganisa l'Infanterie de Marine qui comprenait désormais :

- 1° Un Etat-major général ;
- 2° Un corps de troupes ;

3^o Des cadres pour les corps spéciaux (fusiliers marins et troupes indigènes).

L'Infanterie de Marine était composée de 4 régiments formant 140 compagnies, disséminées ainsi qu'il suit :

1^{er} Régiment

17 à Cherbourg
5 en Cochinchine
5 à la Martinique
6 au Sénégal

2^e Régiment

21 à Brest
10 en Cochinchine
5 à la Guadeloupe

3^e Régiment

17 à Rochefort
5 en Cochinchine
4 à la Réunion
5 en Nouv.-Calédonie
1 à Taïti

4^e Régiment

21 à Toulon
11 en Cochinchine
5 à la Guyane
2 au Japon

La compagnie était en France de 100 hommes ; aux colonies, elle variait de 120 à 130 hommes. La loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée n'était applicable qu'aux troupes stationnées dans la métropole. Le décret du 10 janvier 1873 régleme la tenue. Il en fut de même en 1883 et en 1893. L'ancre, insigne des bons vieux régiments du Roy, fit place aux numéros du Régiment sur la coiffure et le col de la vareuse, mais elle subsiste au képi des officiers. Le décret du 21 juin 1875 organisa à Toulon le Dépôt des Isolés de la Marine. C'est un organe de liaison entre les régiments en service en France et les corps en garnison aux Colonies. Un décret du 26 janvier 1880 fixe le nombre des Compagnies d'Infanterie de Marine à 176, avec 100 hommes par compagnie, officiers compris.

Un arrêté ministériel du 30 mai 1881 crée un organisme nouveau : le Comité des Inspecteurs Généraux des troupes de la Marine, appelé à formuler son avis sur toutes les questions intéressant ces unités.

La réorganisation générale de l'Infanterie de Marine date du décret du 1^{er} mars 1890. Les régiments furent dédoublés. La nouvelle formation eut les n^{os} 5 à 8. Les 1^{er}, 2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e régiments sont à 3 bataillons de 4 compagnies, avec un dépôt de 2 compagnies; les 4^e et 8^e régiments sont à 4 bataillons de 4 compagnies. Les régiments d'Indochine devinrent les 9^e, 10^e et 11^e régiments d'Infanterie de Marine, les deux premiers à 3 bataillons de 4 compagnies, les 3^e à 2 bataillons de 4 compagnies. Les 6 compagnies de la Nouvelle-Calédonie devinrent le 12^e régiment. Cette unité comprit 2 bataillons à 3 compagnies. En France 8 régiments d'Infanterie de Marine formaient 4 brigades, 116 compagnies actives, 4 compagnies hors rang. Ils étaient stationnés à Cherbourg, Brest, Rochefort et Toulon.

Aux colonies, nous avons dit que les 9^e, 10^e et 11^e régiments avec 3 bataillons de 4 compagnies étaient en garnison au Tonkin, en Annam et en Cochinchine, le 12^e à la Nouvelle-Calédonie, le 13^e régiment à Madagascar, formant 3 bataillons de 4 Compagnies. En outre, il y avait :

Au Sénégal, 1 bataillon à 4 compagnies ; à la Guyane, 1 bataillon à 4 compagnies ; à la Réunion, 1 bataillon à 4 compagnies ; à la Martinique, 1 bataillon à 4 compagnies ; à la Guadeloupe, 1 détachement de 1 compagnie ; à Taïti, 1 détachement de 1 compagnie.

Une des conséquences de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée fut le droit de tout citoyen français de contracter un engagement de cinq ans dans les troupes coloniales et de percevoir une prime pendant les deux dernières années. Un décret du 5 octobre 1889 détermina le taux des primes de rengagement ainsi que celui des hautes payes accordées aux rengagés. La loi du 15 juillet 1889 dut être complétée par les décrets du 28 janvier 1890, du 7 février 1890 et celui du 21 juin 1890, qui posa les principes du rengagement jusqu'à l'âge de trente ans et augmenta les

primes de rengagement et les hautes payes. L'article 44 de la loi du 15 juillet 1889 affectait à l'armée coloniale les jeunes gens ayant tiré des numéros suivant ceux de l'Armée de Mer : les mauvais numéros. Ce procédé devint vite impopulaire. D'où la loi du 30 juillet 1893, qui, dans son article 1^{er}, pose le principe du recrutement de l'armée coloniale en ce qui regarde l'élément français, par recrutement exclusif au moyen des volontaires.

La Compagnie de Discipline de la Marine (1) était stationnée aux Saintes (Guadeloupe). Elle recevait les hommes de tous les Corps Militaires de la Marine, liés au service, réfractaires à la discipline, bien que non condamnés pour crimes ou délits (ordonnance du 21 avril 1824 — Décrets du 27 mars 1867 et 10 mars 1873).

L'Infanterie de Marine fournissait les cadres de la Compagnie de Discipline, qui recevait les hommes liés au service ayant purgé une condamnation pour délits de droit commun (Décrets du 21 mai 1860 et 30 janvier 1874). Elle était stationnée à la Martinique, au Sénégal et à Diègo-Suarez. Elle fut supprimée par décret du 26 septembre 1902. Les Compagnies disciplinaires dès lors avaient vécu. La Compagnie de discipline des Troupes coloniales, créée par le décret du 19 septembre 1903, disparut pour compter du 1^{er} janvier 1906, par décret du 20 juillet 1905, les Compagnies de discipline des troupes métropolitaines recevant les militaires des troupes coloniales.

Ceux qui ont suivi l'étude et les réalisations des lois de recrutement des 24 juillet 1872 et 15 juillet 1889 n'ont pas été sans remarquer que deux tendances semblent vouloir prédominer tour à tour ; en ce qui concerne les troupes affectées aux Colonies, dix-sept projets de loi ayant été présentés sur la matière de 1881 à 1900.

La première tendance, qui est celle du passé, voudrait le rattachement de ces forces à la Marine, d'où il résulterait que la défense coloniale reviendrait à la Marine. Telle est la raison de la proposition Cabart Denneville (J.O. Doc. Par.

(1) Fournier et Neveu : *Traité d'Administration de la Marine*, 1882. Tome 1^{er}.

Session Ordin. p. 149 et session ord. 1899 p. 5 et suivantes) et la proposition de Montfort et de la Ferronnays (J.O. Doc. Parl. Chambre Session extrad. 1895 p. 1.407).

La seconde tendance désirerait voir le rattachement pur et simple des forces coloniales au Ministère de la Guerre. Tel est le but de la proposition G. Cavaignac qui préconise la fusion des troupes d'infanterie et d'artillerie de marine et des corps Indigènes avec le 19^e corps d'armée (J.O. Doc. Parl. Chambre session ord. ; 1895, p. 1312-1380) et la proposition de Montebello (Ibid. Session extrad. 1898 p. 352).

Une troisième opinion rallie ceux qui, d'après les données de l'expérience, ne désirent ni la première manière, ni la seconde. C'est aussi celle du regretté Doyen de la Faculté de Droit de Poitiers, M. Arthur Girault. Le rattachement de l'armée coloniale à un département spécial semble devoir être la solution de l'avenir (1), avec la création d'un Ministère de la France d'Outre-Mer qui comprendrait en plus du Domaine Colonial actuel, la Tunisie, le Maroc, et peut-être l'Algérie.

C'est la deuxième opinion qui l'emporta. La loi du 7 juillet 1900 (2) décide le passage des Troupes de la Marine au Ministère de la Guerre. L'Infanterie de Marine prit dès lors le nom d'Infanterie Coloniale. L'économie de cette loi qui forme la charte des Troupes Coloniales réside dans les deux principes suivants :

1° — L'Armée Coloniale devient une armée autonome distincte de l'Armée Métropolitaine ;

2° — L'Armée Coloniale est divisée en deux portions ; la première, est stationnée en Europe et dans l'Afrique du Nord, cette fraction homogène est au compte du budget de la Guerre. La deuxième, variée, parce que comprenant les forces indigènes et auxiliaires, la légion étrangère, des tirail-

(1) Arthur Girault : Principes de Colonisation et de Législation Coloniale 1922, partie II.

(2) Paul Dislère : Traité de Législation Coloniale, 1901, partie III, n° 569 et 37.

leurs algériens de l'armée métropolitaine, stationne aux Colonies. Elle est prise en compte par le Ministre des Colonies.

Auparavant, deux décrets importants du 28 décembre 1906 (1) étaient intervenus, portant organisation, le premier de l'Infanterie Coloniale, le second de l'Artillerie Coloniale. Ces textes furent pris en exécution de l'Article 5 de la loi du 7 juillet 1900, d'après lequel la composition en hommes et en cadres, ainsi que celle des états majors particuliers, est déterminée par décret rendu sur le rapport du Ministre de la Guerre après entente avec le Ministre des Colonies. Le décret du 28 décembre 1900 élève le nombre des Bataillons d'infanterie coloniale de trente-quatre à trente-six. D'après le second décret du 28 décembre 1900, l'artillerie comprend un état-major particulier, 3 régiments à 12 batteries, un dépôt d'isolés, 5 compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale, et une compagnie d'artificiers. Un troisième décret du 28 décembre 1900 concerne le personnel de l'artillerie coloniale mis à la disposition du Ministère de la Marine.

Dans chaque colonie, le Gouverneur a sous sa haute autorité le Commandant Supérieur des Troupes qui est responsable, vis-à-vis de lui, de la préparation des opérations militaires, de leur conduite et de tout ce qui est relatif à la défense de la colonie.

Le Commandant Supérieur des Troupes correspond avec le Ministre de la Guerre, par l'intermédiaire du Gouverneur et du Ministre des Colonies (Loi du 7 juillet 1900 art. 3).

L'article 6 de la loi précitée réserve aux officiers des troupes coloniales les missions et explorations.

Le décret du 21 janvier 1901 a créé une Direction des Troupes Coloniales au Ministère de la Guerre (8^e Direction).

L'une des quatre directions posées par le Comité Consultatif de Défense des Colonies (J.O. Doc. Parl. Chambre session ord. 1903, p. 461) est que les Colonies doivent être réunies en groupes. En conséquence, les Colonies furent réparties en cinq groupes classés par ordre d'importance :

(1) Paul Dislère : Traité de Législation Coloniale, 1901, partie III, f° 37.

- 1° — Groupe de l'Indochine ;
- 2° — Groupe de l'Afrique Occidentale ;
- 3° — Groupe de l'Afrique Orientale ;
- 4° — Groupe des Antilles ;
- 5° — Groupe du Pacifique ;
- 6° — Groupe de l'Afrique Equatoriale Française, (créé par le Décret du 17 février 1909).

Dans la colonie principale, il existe un Commandant Supérieur des Troupes du Groupe et un Conseil de Défense qui centralisent tout ce qui a trait à la Défense du Groupe (Décrets des 31 octobre 1902 , 26 mai 1903 et 29 mars 1935).

Le décret du 11 juin 1901 considéra les troupes coloniales stationnées dans la Métropole comme un seul corps d'armée sans lui assigner de région territoriale.

Le décret du 19 Septembre 1903 règle la composition des forces coloniales stationnées en France. Le siège du corps d'armée est à Paris. L'Infanterie coloniale en France comprend 12 Régiments, répartis 2 par 2 en 6 brigades : Cherbourg, Brest, Rochefort, Toulon (2), Paris, qui, elles-mêmes, formaient 3 divisions (Brest, Toulon, Paris). Le même décret rattache aux régiments d'Infanterie Coloniale divers organes : le dépôt des Isolés coloniaux, une section de télégraphistes coloniaux, une section de secrétaires d'état-major et une section d'infirmiers.

Après les événements de 1914, le dernier état du droit pour les Troupes d'Infanterie coloniale est la loi du 13 juillet 1927, qui se garda bien de toucher aux principes posés par son aînée, celle du 7 juillet 1900. Toutefois, le Corps d'armée des Troupes Coloniales disparut pour faire place à un Commandement supérieur, exercé par un Officier Général.

Le Commandant Supérieur des Troupes Coloniales de la Métropole, de par le décret du 12 mai 1938, fait place, à son tour, au nouvel organe, le Chef d'Etat-Major Général des Troupes Coloniales. Il est possible d'envisager prochainement la création d'une nouvelle région de Corps d'Armée placée sous le commandement d'un Général de Division des Troupes Coloniales. Ce corps d'armée comprendrait, dès lors,

les Troupes Coloniales disséminées sur l'ensemble du territoire Métropolitain.

La loi du 13 juillet 1928 sur les cadres et effectifs de l'armée fixe ceux de l'armée coloniale à :

- 1° — Une division Coloniale blanche ;
- 2° — Deux divisions coloniales sénégalaises, avec adjonction de troupes indochinoises et malgaches ;
- 3° — Des éléments non endivisionnés.

Enfin, le décret du 26 juin 1928 fixe les cadres et effectifs des Troupes coloniales en même temps que leur organisation.

Les Officiers Généraux comprennent :

- 22 Généraux de Division ;
- 3 Intendants Généraux de 1^{re} Classe ;
- 3 Médecins Généraux Inspecteurs ;
- 38 Généraux de brigades ;
- 8 Intendants Généraux de 2^e classe ;
- 10 Médecins Généraux ;
- 1 Pharmacien Inspecteur.

Aux colonies, les effectifs de l'Infanterie Coloniale ont été variables. On trouve des troupes coloniales stationnés en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Syrie, en Chine, en Indochine, en Afrique Occidentale, en Afrique Orientale, en Afrique Equatoriale, aux Antilles, au Pacifique, aux Indes Françaises, à la Côte des Somalis, au Cameroun et au Togo. Les Commandants Supérieurs d'Indochine, de l'Afrique Occidentale, Orientale, Equatoriale sont des Officiers Généraux ; celui des Antilles, un Colonel ; celui du Pacifique, un Lieutenant-Colonel.

L'heure n'est pas encore venue de jeter un regard en arrière sur les hauts faits des Compagnies franches de la Marine, des Régiments du Cap, du Port-au-Prince, de la Martinique, de la Guadeloupe, des Iles de France et Bourbon, de l'Infanterie de Marine et de l'Infanterie Coloniale. Cette vue rétrospective ne peut trouver place qu'au Chapitre suivant, après une étude sur les Corps Auxiliaires de l'Infanterie de Marine.

CHAPITRE V

Les Corps Auxiliaires de l'Infanterie

Dans un mémoire des Intendants de l'Ancien Régime, on peut lire que « la Milice, paraît être au premier coup d'œil, la contribution la plus juste que le roi puisse exiger de ses peuples ». Les hommes de guerre renchérissent encore sur l'opinion des hommes de robe : « La Milice est un devoir auquel le citoyen n'est pas le maître de se soustraire, et, si, le roi, pour diminuer l'effet de cette obligation générale, n'exige le service militaire que de quelques-uns, tous ne sont pas moins obligés ».

D'après certains, l'origine des Milices remonterait aux gardes bourgeoises et aux francs-archers de Charles VII (1).

Si l'on veut bien s'accorder à dire que l'institution, pour la Métropole, remonte aux environs de 1448, on n'en trouve pas réellement trace avant 1688, où une vingtaine de bataillons furent détachés, à titre d'auxiliaires, en Catalogne et en Italie.

La question se pose autrement pour les Colonies.

Les Milices se sont introduites dans les Colonies Françaises au moment même de leur formation (2). On peut penser, que les Milices sont venues en même temps que les premiers occupants, ceux-ci devant se défendre constamment contre les dangers intérieurs et extérieurs. Un auteur a pu dire que le colon, aux Antilles, allait aux champs avec ses outils d'une main, et de l'autre son pistolet. (3). De même, au Canada, le

(1) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime.

(2) Renouard de Ste-Croix : Statistique de la Martinique, 1822. Tome I, F° 124.

(3) Dr. Rufz de Lavison : Etudes historiques et Statistiques sur la population de la Martinique. Carles St-Pierre Martinique, 1850, Tome I, p. 20.

laboureur, l'artisan, avaient toujours leur mousquet à portée de la main (1).

Après les naturels des pays occupés, vinrent les noirs. Chacun se défendait avec ses moyens. La première commission de Capitaine fut délivrée par la Compagnie de Saint-Christophe à un sieur de Lavallée, de la Martinique, le 5 janvier 1639, pour y commander en « l'absence du Capitaine Général et Lieutenant Général de ladite isle, sur tous les officiers militaires et gens de guerre qui sont dans ladite isle » (2).

L'origine de la Milice se trouve dans la décision de Duparquet, Capitaine Général et Sénéchal de la Martinique, de rassembler les habitants, d'arrêter qu'on établirait une garde, qui serait rétribuée avec 50 livres de petun (3).

Dès que les Colonies du Canada, des Antilles, furent dotées d'une certaine densité de population, les Milices y furent officiellement établies. Si, pour la Métropole, on peut citer la date de 1688 comme celle de la convocation des premiers miliciens, on assure que les Milices aux Colonies datent d'avant 1680. Le roi Louis XIV mande le 7 mai 1680 à M. de Blénac (4), Gouverneur et Lieutenant Général des Iles de l'Amérique : « Cependant, je veux que vous fassiez recommencer les Exercices qui se sont faits, jusqu'à présent, tous les dimanches, par les Milices et que, sans en venir à l'effet, vous fassiez craindre à ceux qui manqueraient, de les faire mettre en prison ». Le 30 avril 1681, nouvelles instructions du Pouvoir Royal au Gouverneur Lieutenant Général pour le Roi aux Isles : « Je vous recommande de tenir la main à ce que les gouverneurs fassent deux fois l'an, la revue de tous les habitants. » On peut en déduire que les Milices furent créées, en premier lieu, par des ordonnances locales. On trouve à la Guyane, une ordonnance locale du 28 octobre

(1) George Tricoche : Les Milices Françaises et Anglaises au Canada (1627-1900).

(2) Code manuscrit Martinique. Archives de la Marine.

(3) Renouard Marquis de Ste-Croix, Statistique de la Martinique 1822. Tome I, p. 40.

(4) Archives Nationales; Colonies, A, 21, f° 47; A, 24, f° 604.

1695, applicable aux Milices comme aux Compagnies Fran-ches (1).

Les Milices furent organisées d'abord en Compagnies, puis en Bataillons. On en revint finalement aux Compagnies. Nous imaginons que les premiers officiers furent les notables de la Colonie. Le pays est divisé en quartiers et paroisses. Il y a des Commandants de Quartiers et des Capitaines de Compagnies ou de Paroisses. Ces mêmes officiers remplissent les fonctions d'administrateurs de paroisses et ces attributions furent aussi dévolues au XVIII^e siècle aux Syndics de paroisses. C'étaient, en somme, des officiers municipaux en formation.

Les premières Milices Coloniales sont celles de la Colonie du Canada. La première tentative d'organisation défensive de ce pays est l'arrêté de 1627, qui requiert les habitants de la banlieue de Port Royal de se tenir prêts à seconder les troupes régulières, le cas échéant. La Milice Canadienne a pour but premier la défense du pays contre les Indiens Iroquois ; elle eut à marcher fréquemment de 1648 à 1651. Une confrérie religieuse forma une Compagnie de Milices de 63 hommes, sous le nom de Compagnie de la Très-Sainte-Vierge (2).

En 1651, on enregistre la première formation régulière des Milices de la Nouvelle-France. C'est M. d'Ailleboust. Officier de la Couronne, qui forme en escouades les colons de Québec et des Trois Rivières. Cette formation fut étendue en 1663 à Montréal. L'uniforme de la Compagnie des Trois Rivières est blanc ; celui de Québec, rouge ; celui de Montréal, une longue tunique bleue. A remarquer la Milice des soldats de la Sainte-Famille de Jésus, Marie et Joseph, levée par le Gouverneur Chomedey de Maisonneuve, à Montréal, en 1657.

L'organisation rationnelle des Milices du Canada a lieu en 1674, sous la direction du Gouverneur de Frontenac. Chaque Paroisse ou Côte, avec ses hommes valides, devait,

(1) P. Dislère : *Traité de Législation Coloniale*, 1895. Partie I, p. 89.

(2) Georges Tricoche : *Les Milices Françaises et Anglaises au Canada*, 1901, 2, f^o 9.

dorénavant, former une Compagnie de Milices, sous les ordres d'un Capitaine, choisi parmi les résidents (1). C'est le futur Capitaine de Paroisse, qui sera l'un des trois personnages de la Paroisse avec le Seigneur et le Curé. La levée en masse des Indiens, en 1687, oblige le Gouverneur Denouville à faire appel à la Milice des Paroisses. Toutefois, les Officiers de Milices reçoivent leurs commissions du Gouverneur et non du Roi.

La Milice rendra de grands services au Canada, jusqu'au moment où Dieskau, et, plus tard, Montcalm arriveront à la Nouvelle France, à la tête des troupes régulières.

C'est ainsi que les Milices de Montréal, sous les ordres du marquis de Valrenne, infligent un échec aux Anglo-Américains le 10 août 1691, à la bataille dite de la Prairie. En 1707, le Gouverneur de la Nouvelle-France, Daniel Auger de Subercane, résiste victorieusement à Port Royal aux Anglo-Américains. Mais, le 1^{er} octobre 1710, de Subercane dut capituler devant une véritable expédition venue de Boston. Une plus forte expédition anglaise (juillet 1711) échoue dans le Saint-Laurent.

À partir du règne de Louis XV, les milices, au Canada, jouent le rôle de troupes auxiliaires. L'armée régulière est représentée par des effectifs suffisants pour lui enlever la prépondérance acquise pendant la première période. En 1754, les milices de la Virginie, sous le major Washington, se heurtèrent à Great Meadows aux Milices Canadiennes, sous l'autorité de l'enseigne Coulon de Jumonville qui fut tué. Ajoutons que les miliciens capturés par les Angléterriens étaient envoyés, soit à Londres, soit à l'île de la Martinique (2).

À la rencontre de Ticonderoga, le 8 septembre 1755, le Général François de Dieskau commandait à 600 Indiens et à 680 miliciens. Mais cette formation n'est plus celle du début ; elle a davantage tendance à laisser le rôle héroïque à l'armée régulière. Le même phénomène se produira dans toutes

(1) G. Tricoche : Les Milices Françaises et Anglaises au Canada, 1901, f^o 14.

(2) Québec. Documents III, f^o 521.

les colonies où la Milice, dérangée trop souvent de ses occupations agricoles, donnera parfois des signes de lassitude.

Mais, en 1756, un nouveau chef débarque au Canada à la tête des Régiments de la Sarre et du Royal Roussillon, Louis, Joseph Grozon de Saint-Véran, Marquis de Montcalm, en compagnie de François, Gaston, Chevalier de Lévis, de Bourlamarque, Officier du Génie, et de Bougainville, Capitaine de Dragons.

Les miliciens sont habillés et armés par l'Etat ; ils perçoivent des allocations en nature. Toutefois, ceux qui étaient affectés au service des transports payés (1).

Lors de l'expédition contre le fort William Henry, en août 1757, la colonne de Montcalm, qui s'élève à 8.021 combattants, est forte de 2.946 miliciens (2).

La Milice canadienne joue un rôle important le 8 juillet 1758, à la journée de Carillon, mais la victoire est due à l'allant des régiments de la Reine, de Guyenne, Royal, Roussillon, Berry, Sarre, Béarn (2.900 fusils), plus 600 soldats des compagnies de la Marine (3). Lors de l'expédition du général Wolfe contre Québec en 1759, les milices formaient un ensemble de 10.400 hommes sur un chiffre total de 13.718 hommes (4).

Les milices canadiennes assistèrent à la bataille d'Abraham (13 septembre), où périrent Montcalm et Wolfe (5) à la capitulation de Québec (18 septembre 1756). L'armée française qui se retire à Montréal sous le commandement du Chevalier de Lévis, incorpore la milice dans l'armée régulière. On remarque que le régiment de Languedoc renferme plus de miliciens que de soldats réguliers (6). La milice canadienne

(1) G. Tricoche : Les Milices Françaises et Anglaises au Canada, 1901, f° 37.

(2) Id., Ibid., f° 41.

(3) Id., Ibid., f° 44.

(4) Id., Ibid., f° 47.

(5) La Ville de Québec a élevé, depuis, en l'honneur de Montcalm et de Wolfe, un obélisque de granit portant leurs noms sur ses deux faces avec ces mots : « Mortem virtus communem famam Historia, monumentum Posteritas dedit ». (Note de l'auteur).

(6) G. Tricoche : Les Milices Françaises et Anglaises au Canada, 1901, f° 52.

joua un rôle très honorable lors de la tentative de Lévis de reprendre Québec (28 avril 1760).

Après la capitulation de Lévis à Montréal le 8 septembre 1760, les régiments réguliers se rembarquent pour la France : le Languedoc et le Berry le 13 septembre, la Reine, la Sarre et le Béarn le 16.

Avant de clore cette étude des milices canadiennes, il convient de faire connaître que certains corps de la milice française passèrent au Canada.

Ce sont :

1° le bataillon de Fontenay-le-Comte, qui passe à Chibouctou en 1764, avec, comme Lieutenant Colonel, M. de la Barre Loubressay ;

2° le bataillon de Saumur, qui passe à Chibouctou, en 1764, avec, comme Colonel, le marquis de Lescourt.

Le costume de la milice française est tout blanc, sauf col et parements des manches bleus, boutons d'étain, poches en travers à 4 boutons les deux du milieu rapprochés, 4 également sur les parements aussi, de deux en deux. Boutons timbres n° 86 et au-dessous le n° d'ordre du Régiment. Chapeau bordé d'argent avec cocarde noire. Le drapeau est bleu et blanc, avec, au centre, les armes royales (1).

Dans les recensements de 1664 et 1671, envoyés par Pélissier, Directeur Général de la Compagnie des Indes Occidentales aux îles d'Amérique aux Directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales on relève les noms des commandants de Compagnie pour les îles de Saint-Christophe, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Ile Saint-Christophe

Compagnies des sieurs de Laguarigue, Desvergers de Sannois, du Poyet, de la Motte, Hodem, Deguerre de Courpon, Derlincourt, Dupas, Emerigou, Rossignoi, de Lafont, Couvé.

Ile Martinique

Compagnies des sieurs d'Eshambuc, La Garenne, de Vertpré, de Francillon, de Loubières, Desjardins, Collioure.

(1) Susane. Histoire de l'Infanterie française, 1876, Volume 7, f° 293.

La dernière compagnie ne figure pas sous le nom de son Capitaine, mais avec le nom du lieu : Quartier du Cul-de-Sac Marin.

Ile de la Guadeloupe

Compagnie des sieurs Beausoleil (Compagnie Colonelle), du Vieux Fort, du sieur Millet, des sieurs de la Forge et Morandière, du Petit Cul-de-Sac, de M. de Saint Amour, des quartiers Saint-Marc, Sainte-Anne, des Citronniers, de la Grande Baie et Petit Cul-de-Sac. La compagnie du Grand Cul-de-Sac était celle de M. de la Pompe, celle de l'Îlet à Goyaves était celle de M. de Praille ; compagnie de M. de Saint-Amour Pigeon.

La raison d'être des compagnies de milices, au début de leur formation, était d'assurer la sécurité intérieure de la colonie. Les Gouverneurs les appelèrent bientôt aux expéditions dans les îles voisines. C'est ainsi que les milices sous les ordres du marquis de Champigny, Gouverneur Particulier de la Martinique, s'en furent reconquérir l'île de Sainte-Lucie occupée par les Anglais (1722). Cette isle venait d'être donnée par le roi d'Angleterre à un seigneur anglais, le duc de Montaigne (1721), après avoir été la propriété du maréchal d'Estrées (Lettres patentes du mois d'août 1718 enregistrées le 7 juillet 1719). Huit cents miliciens martiniquais participent en 1740, sous le marquis d'Antin, à l'expédition de Saint-Domingue (1).

L'ordonnance du 30 septembre 1683 déclare que les habitants servant dans les milices ne sont justiciables des Commandants que pour leurs fonctions militaires (2).

En ce qui concerne le Canada, la lettre du Roi à M. Decourcelles du 15 avril 1670 (3) nous renseigne sur la volonté royale : « Il est non seulement nécessaire de penser à le bien peupler, mais même de rendre les habitants experts au maniement des armes et à la discipline militaire ; je vous

(1) Dr Ruz de Lavison. Etudes historiques sur la population de la Martinique, 1850. Partie I, p. 224.

(2) Emilien Petit. Droit public ou Gouvernement des Colonies Françaises, 1911. Partie II, Titre I, p. 248.

(3) Archives Nationales ; Colonies, A, 21, f° 47.

écris ces lignes pour vous dire que mon intention est que vous divisiez tous mes sujets habitant audit pays par compagnies ayant esgard à leur proximité ; qu'après les avoir ainsi divisez, vous établissiez des Capitaines, Lieutenants et Enseignes pour les commander ».

Les miliciens doivent pouvoir s'assembler et retourner chez eux le même jour. L'exercice avait lieu une fois « tous les deux mois, le dimanche avant la messe et le plus matin qu'il se pourra » (Ordonnance du Gouverneur Général des Îles sous le Vent du 10 août 1739) (1).

Les Compagnies entières doivent se rassembler une fois ou deux par an.

Aux Isles de France et de Bourbon, une ordonnance locale du 24 février 1718 appelle au service de la milice tous les hommes de 15 à 50 ans.

L'Ordonnance du 15 avril 1689 soumet les Milices à la discipline militaire. Celui qui, étant de faction, s'endort, est passible de la peine des galères. Quant à ceux qui provoquent en duel leurs commandants de milice, ils sont passibles de la peine de mort (2). Déjà, l'ordonnance royale du 8 août 1682 porte que les absents aux revues des milices seront punis d'amende, la première fois, et de prison, en cas de récidive (3).

Les Milices, soit en temps de guerre, soit pour les revues, faisaient corps et manœuvraient avec les Compagnies détachées de la Marine ou Troupes réglées. Il arrivait souvent que les officiers de ces dernières troupes ne s'entendaient pas avec ceux des Milices, sur les questions de préséance. Ces querelles aboutissent à l'Ordonnance Royale du 29 avril 1705 (4) sur les contestations entre ces deux corps. Le texte stipule, qu'en cas de réunion, les « troupes entretenues » auront toujours la droite (art. 1^{er}).

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions, 1784. Tome III, p. 572.

(2) Hilliard d'Auberteuil. Considérations sur l'état présent de la Colonie française de St-Domingue, 1776. Partie II, p. 156.

(3) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Partie I, p. 376.

(4) Archives Nationales ; Colonies, A, 25, f^o 66. — Emilien Petit. Droit Public ou gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Partie II. Titre I, Section II, p. 248.

Il était établi des Colonels de Milice, ayant sous leur autorité un certain nombre de Compagnies tant d'Infanterie que de Cavalerie. Les Colonels sont choisis parmi les capitaines entretenus, possesseurs d'habitations, qui avaient le plus de services, et les Capitaines de Milices les plus aisés, les plus distingués.

L'Ordonnance du 29 avril 1705 prévoit pour la Martinique, quatre Colonels, pour les quartiers du Fort Royal, du bourg St-Pierre, de la Trinité et du Cul-de-Sac Marin ; deux à la Guadeloupe, un à la Grenade, deux à Cayenne, et sept à St-Domingue, dont deux au Cap, un au Petit Goave, un dans le quartier du Sud. Ces officiers supérieurs avaient droit d'entrée aux Conseils des Généraux et pouvaient avoir sous leurs ordres des Compagnies de Cavalerie (1)

L'ordonnance royale du 3 août 1707 (2) concernait la discipline des Milices dans les Isles Françaises. Ces troupes étaient assujetties désormais aux règles de discipline applicables aux troupes entretenues de la Marine.

Enfin, à la veille d'une attaque anglaise sur la Martinique (22 mars 1692), voici un état des Milices de l'Isle, divisée alors en quatorze quartiers (3).

Compagnie du Bourg St-Pierre	630 hommes	
» du Fort Royal	331	»
» du Cul-de-Sac Marin	214	»
» du Cul-de-Sac de la Trinité.	255	»
Total	1.430	»

L'Ordonnance Royale du 3 août 1707 (4) oblige les propriétaires de terrains incultes à monter des gardes ou à fournir un homme pour chaque carré de terre de 600 pas sous peine d'amende et de prison.

(1) Renouard de Ste-Croix Statistique de la Martinique, 1822. Tome I, f° 124.

(2) Emilien Petit. Droit Public ou gouvernement des Colonies Françaises, 1771, Partie II, p. 248-250.

(3) Dessales. Histoire Générale des Antilles, 1847. Partie II, p. 133.

(4) Saintoyant. La Colonisation française sous l'Ancien Régime, 1929. Tome I, f° 231.

Les règlements du Roi, du 1^{er} octobre 1727 (1), pour les Iles du Vent et pour Saint-Domingue, du 16 juillet 1732, abrogent l'ordonnance du 29 avril 1709, suivant laquelle il avait été créé sept Régiments de Milices pour les Isles d'Amérique. Ces troupes reviennent à l'organisation par Compagnies indépendantes les unes des autres, hors le cas de rassemblement. (Ordonnance du Gouverneur Général du 20 juin 1762 (2).

Alors qu'aux Iles du Vent, les officiers de milices de couleur sont blancs, à St-Domingue, ces officiers sont noirs ou de sang mêlé. Le 3 juin 1721, une Commission de Major de nègres libres du Cap est délivrée par le Marquis de Sorel au nommé Antoine Thomany, nègre, « Mandons, porte cette Commission qui fut enregistrée au Conseil du Cap le 27 juin 1721, à M. de Pardieu, Colonel des Milices et à tous autres officiers de reconnaître ledit Thomany en ladite qualité de Major de nègres libres ».

Le 8 juillet 1776 (3) et le 11 août 1779 sont rendues par les Administrateurs de St-Domingue deux ordonnances qui accordent, la première au nommé Vincent Ollivier, nègre libre, nonagénaire et capitaine des nègres libres, la seconde au nommé Auba, nègre libre, âgé de 96 ans et aussi capitaine des nègres libres depuis 1723, une pension viagère de 600 livres.

Dans une lettre du Ministre du 26 juin 1767 à M. Saint-Mauris à la Martinique, on lit que le Roi a accordé au mulâtre libre François Savaroche, qui avait rendu des services dans la dernière guerre tant à la Guadeloupe qu'à la Martinique, une gratification de 150 livres (4).

Les Officiers, à partir du grade de Capitaine, sont munis d'une commission du Roi (Ordonnance du 16 juillet 1732

(1) Emilien Petit. Droit Public ou Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Partie II, Titre I, Section II, p. 252.

(2) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions, de l'Amérique sous le Vent. 1784. Tome IV, p. 469.

(3) Id., *Ibid.*, Tome II, f° 417 ; Tome V, f°s 120 et 902.

(4) Archives Nationales ; Colonies, Martinique, f° 260. — Code de Martinique, f° 819. — Auguste Lebeau. De la condition des Gens de couleur libres, sous l'ancien Régime. Poitiers, 1903, f° 37.

(1). Ces officiers jouissent d'une exemption de capitation, les capitaines pour 12 Noirs, les lieutenants, pour huit, les enseignes et cornettes pour six (art. 2). Il y a, à St-Domingue, douze aides-major de milice, choisis parmi les lieutenants. Les Compagnies, tant Françaises que Suisses, en cas de manœuvre avec les milices, auront toujours la droite (art. XII). Les Capitaines et Officiers de milice sont placés sous les ordres des gouverneurs particuliers et officiers majors, quant à la police des habitants. Mais ils ne sont point subordonnés aux Capitaines et Officiers des troupes entretenues. Les Capitaines et Officiers de milice ne commandent pas aux troupes entretenues (art. XIII). En temps de guerre, les officiers de troupe et de milice doivent avoir le commandement sur l'un et l'autre corps (art. XIV).

Une deuxième ordonnance royale de la même date, 16 juillet 1732, pour St-Domingue, double les cadres de Milices. Il y avait le capitaine en second, le lieutenant en second, et l'enseigne en second. Les capitaines en second prenaient rang après les capitaines de troupes entretenues ; ils commandaient alors aux lieutenants des troupes réglées.

L'Ordonnance du Gouverneur Général des Iles sous le Vent concernant les Milices du 10 août 1739, en 28 articles, est importante pour l'époque. Aucun habitant ne peut quitter son quartier sans avertir le Commandant, sous peine de huit jours de prison (art. VII). Les Compagnies de noirs et mulâtres, sont assujetties aux mêmes peines que celles des blancs, en cas d'absence aux exercices et revues. La première absence comporte une amende de 6 livres ; la deuxième du double, la troisième absence était sanctionnée par la prison (art. 28). On sait que, aux Isles d'Amérique, il existait des compagnies de milices composées de gens de couleur, dirigées par des officiers blancs (ordonnances des 1^{er} avril 1763 pour St-Domingue (art. 39) et du 1^{er} septembre 1768 pour les Iles du Vent (art. 41) (2).

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions, 1784. Tome III, p. 328.

(2) Emilien Petit. Droit Public ou Gouvernement des Colonies Françaises, 1771-1911. Tome II, f^{os} 262 et 265.

Lorsqu'il a été question précédemment de la zone des cinquante pas du Roi, nous avons expliqué que l'une des raisons pour lesquelles l'autorité avait maintenu cette limite, c'est que l'on attendait, de préférence, l'ennemi sur le rivage pour le repousser étant donnée la faible puissance des armes de jet de l'époque. On avait donc fait planter des lignes de raquettes, genre de cactus sauvages, à l'abri desquelles se tenaient les Milices, accourues en grande hâte. Une ordonnance du 13 janvier 1733, rendue par le Gouverneur Lieutenant Général de Champigny et l'Intendant d'Orgeville, des Iles du Vent, nous renseigne complètement sur ce point. Elle ordonne de reprendre la plantation des raquettes le long du rivage : « aux endroits où il n'existe ni palétuviers, ni marécages, il sera planté trois rangs de raquettes, à dix-huit pouces de distance les unes des autres, et ensuite à mesure que les tiges pousseront des rameaux, il sera planté jusqu'à douze pieds d'épaisseur, observant toujours de laisser 18 pouces d'intervalle entre chaque rang et le passage libre des cabrouets où sont les débarcadaires » (1). L'utile était joint ici à la défense, il ne fallait pas que les raquettes empêchassent le passage des charrettes qui assuraient le transport des denrées de la mer aux habitations.

Les Milices spéciales aux côtes se denommaient Milices Gardes-côtes. Elles se divisaient, suivant les ordonnances des 28 janvier 1716, 5 janvier 1757 et 14 avril 1758 (2), en compagnies de paroisses ou du guet, et en compagnies détachées, levées au sort sur la totalité des compagnies de paroisse, composées de tous ceux domiciliés dans la distance de deux lieues de la mer.

Les compagnies détachées étaient assujetties, avec les Gardes-Côtes, aux deux revues générales par an, à la revue mensuelle pour le maniement des armes et pour le remplacement et le licenciement de ceux qui ont servi alternativement et successivement pendant cinq ans. Elles étaient destinées à la

(1) Archives Nationales. Colonies A 25, f° 201.

(2) Emilien Petit. Droit Public ou Gouvernement des Colonies Françaises, 1771-1911. Partie II, Section II, f° 295.

garde des postes et des batteries, à la défense des retranchements (ordonnances des 5 juin 1757, 14 avril 1758).

Les Compagnies du Guet étaient astreintes à la garde des lieux élevés, comme vigies, en vue de faire des signaux, en cas d'approche de l'ennemi (ordonnance du 5 juin 1757).

Le 4 octobre 1761, une ordonnance du Gouverneur de la Martinique, Le Vassor de la Touche, forma les milices par Bataillons. Par la suite, on en revint à la division par Compagnies, mais auparavant le Gouverneur Comte d'Emery, par une ordonnance locale, divisa les Milices de la Martinique en huit Bataillons (1).

Les Milices de la première formation rendirent de grands services depuis le début de la colonisation et pendant la Guerre de Sept ans, où elles furent incorporées aux troupes réglées.

Le Traité de Paris signé, le Duc de Choiseul diminue les troupes réglées et licencie les milices par l'article IV de l'ordonnance du 24 mars 1763 (2).

Cette mesure fut accueillie avec beaucoup de satisfaction. Le Ministre Choiseul, dans une lettre au Chevalier de Rohan, qui venait de succéder au Comte d'Estaing, comme Gouverneur Général des Iles Sous le Vent, assurait que les habitants considéraient le service des milices en temps de paix « comme leur plus cruel fléau » (3). Mais, on eut tôt fait de rapporter la mesure. On s'aperçut, après coup, que les milices n'étaient pas seulement nécessaires pour concourir à la défense des colonies avec les troupes réglées : elles étaient la garantie de la police intérieure de la colonie, elles représentaient la force qui pouvait à tout instant être mise en action contre un soulèvement éventuel.

Mais, par contre, après l'embarquement du Gouverneur de la Varenne et de l'Intendant de Ricouart, en mai 1717, M. de Martel, Lieutenant de Roi au quartier de la Trinité,

(1) Renouard de Ste-Croix. Statistique de la Martinique, 1822. Tome I, p. 125.

(2) Hilliard d'Auberteuil. Considérations sur l'état présent de la Colonie Française de St-Domingue, 1776. Partie II, Discours III, p. 152. — Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome IV, f° 539.

(3) Daubigny. Choiseul et la France d'outre-Mer après le Traité de Paris, 1892, f° 171.

indiquait au Conseil de Marine (Lettre du 8 juin 1717, du Fort-Royal) : « Parmi tous les abus de l'Amérique, il n'y a rien de si préjudiciable que d'avoir enrégimenté les Milices, parce que, sous prétexte du service, ils font des assemblées très contraires aux intérêts du Roy. Je crois qu'il serait nécessaire, pour punir cet abus, de casser les colonels et de laisser les compagnies commandées par des capitaines comme elles étaient anciennement » (1).

M. de Martel fait allusion à Dubucq, Lieutenant-Colonel des Milices, du quartier de la Trinité.

Ce dernier avait obtenu la direction d'un mouvement ou « Gaoulé ». Cette initiative avait abouti, le 23 mai 1717, à l'embarquement pour la France, sur le navire le *Gédéon* de la Varenne et de Ricouart (2).

Dans le même temps que le Gouverneur Général Comte d'Estaing supprime les milices, il demande aux deux Conseils Supérieurs du Cap et du Port au Prince de voter « un octroi de 4.000.000 de livres » au lieu de 2.500.000, qui forme la contribution ordinaire. Les deux Conseils se réunirent en « Assemblée Nationale », pour en délibérer. Cette assemblée accorde l'octroi demandé, à condition que les milices soient abolies, l'impôt n'étant voté en 1763 que pour une période de cinq ans. L'octroi doit servir à l'entretien des Troupes et des fortifications. Ces réunions constituèrent les premières Assemblées de Notables des Colonies (15 août 1763).

Nous avons dit que, un an environ, après la suppression des Milices, des motifs puissants obligent Choiseul à revenir sur sa première décision. Ces mobiles furent au nombre de deux :

- 1° La nécessité d'avoir sous la main des miliciens exercés ;
- 2° Le besoin de faire des économies sur l'entretien des troupes royales.

En conséquence, le Roi informe le Gouverneur de Saint-Domingue le 2 janvier 1764 et les Gouverneurs Généraux du Vent le 23 janvier 1765 qu'il décide le rétablissement des

(1) Archives Nationales. Colonies, C, 8. A, 23. Correspondance Générale, 1717.

(2) Duc de St-Simon. Mémoires, Tome XIV, f° 83.

milices. Cette mesure occasionne des troubles, notamment à Saint-Domingue, où le Conseil Supérieur de Port-au-Prince refuse l'enregistrement de l'ordonnance royale. Celui du Cap déféra à l'enregistrement.

« Dans l'ensemble, les habitants, les grands blancs, étaient plutôt favorables au rétablissement des milices, qui leur assurait l'autorité dans leurs quartiers ; mais, il n'en était pas de même de la masse des petits blancs, employés à gages ou artisans, ni surtout de la population considérable des gens de couleur, à qui l'organisation nouvelle n'apportait que des charges, sans compensation » (1).

L'Ordonnance générale des Milices du 1^{er} avril 1763 (2) est élaborée par d'Estaing, en conformité des ordres du Roi ; elle fut approuvée par l'ordonnance royale du 15 janvier 1765 (3).

Ce règlement comporte plus de quatre cents articles ; c'est dire quelle est son importance.

Les colons doivent le service militaire de 16 à 50 ans. Ils sont divisés en ban et arrière-ban. Le ban est composé des flibustiers royaux et des milices, et l'arrière-ban de tous les exempts. Les flibustiers royaux se composaient de tous les marins de la colonie, même les pêcheurs. Ils sont affectés à la garde et au service des batteries de côtes.

Les propriétaires d'habitations doivent équiper un blanc par quatre-vingts noirs.

Les Isles sont partagées en paroisses ou quartiers ; Saint-Domingue forme trois provinces, celle du Nord, capitale Le Cap, celle du Sud, capitale Saint-Louis, celle de l'Ouest, capitale Port-au-Prince. Ces trois provinces sont divisées en douze divisions provinciales réparties en quarante-sept quartiers (art. XL et XLI). Les milices sont placées sous les ordres d'un Inspecteur Général. Chaque province a son inspecteur provincial, et chaque quartier a à sa tête un capitaine de milices. La

(1) G. Hanotaux et Martineau. Histoire des Colonies Françaises, 1929. Tome I, f^o 485.

(2) Emilien Petit. Droit Public ou Gouvernement des Colonies Françaises, 1771-1911. Partie II, Section II, p. 257.

(3) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions, 1784. Tome IV, p. 812-824.

police des quartiers est assurée par les commandants de quartier ; mais il leur est interdit de se mêler des affaires juridiques ou contentieuses, qui pourraient naître entre colons desdits quartiers (art. CXXVIII).

Les personnes distinguées, les Gérants et Economes des grandes habitations, peuvent se monter et fournir deux esclaves armés, appelés « Pacolets », dont l'un est à cheval, comme gendarme ; celles d'un rang inférieur, avec un seul Pacolet à cheval ou à pied, sont carabiniers ou dragons. Ceux de la première classe qui n'avaient ni cheval, ni Pacolets, étaient volontaires, et tous les autres sont grenadiers, s'ils ont un Pacolet armé, ou autrement simples fusiliers (art. 22 à 24). Les Mulâtres, Griffes et Nègres libres qui pourront se monter seront Housards, et les autres Fusiliers. Leurs officiers seront des Blancs.

Le fantassin se présente aux revues générales ou aux exercices, quand ils étaient ordonnés, avec son fusil, sa baïonnette, et douze coups à tirer ; et le dragon avec son cheval, son équipage, son sabre, ses pistolets, son fusil, sa baïonnette et vingt coups à tirer (art. 25, Ordonnance du 1^{er} avril 1763). La Compagnie d'Infanterie est commandée par un Capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant. Elle est composée de deux sergents, huit caporaux, quarante fusiliers et d'un tambour nègre ou mulâtre, lequel est aux frais du capitaine. Les officiers doivent exercer, sous les armes, l'autorité qu'exige la discipline militaire, mais il leur est recommandé néanmoins de l'adoucir par les déférences qui sont dues aux citoyens libres, qui ne servent que par zèle et par honneur, et en observant les considérations, les différents états et le genre de troupes qui composent les Milices (art. 147, Ordonnance 15 janvier 1765).

Les revues sont, en temps de paix, au nombre de quatre par an, en temps de guerre, de six, le service des Milices devant remplacer entièrement les Troupes réglées en temps de guerre. Il y a deux revues générales, en janvier et juillet (art. 24).

L'Inspecteur Général des Milices a aux Iles, les honneurs d'un Maréchal de Camp. Il en est de même pour les Colo-

nels nationaux qu'il précède. Les troupes du ban portent les armes pour lui, et les tambours se tiennent prêts à battre (articles 219 et 220). Le Commandant de quartier a les honneurs des Commandants des Places de cantonnements, les troupes du Ban sortent sans armes et bordent la haie ; il y a toujours un mulâtre ou un nègre de piquet chez lui, et il peut s'en faire suivre (art. 226). Hors de leur commandement, les officiers supérieurs, marchant à la tête des troupes, ont les mêmes honneurs que dans leur commandement (art. 228).

Les Commissaires, marchant avec le Ban, font, en campagne, les fonctions d'Ordonnateur, et ont alors une sentinelle à leur porte (art. 239). Dans les Eglises, les officiers de Milices revêtus de leur uniforme et de leurs épaulettes, ont droit aux premiers bancs après les officiers des Conseils et des Juridictions (art. 255). Tous les Miliciens en uniforme ou en épaulette, ont la première place dans l'Eglise, après leurs officiers, et reçoivent le pain bénit avant les autres habitants (art. 256). Le Commandant Inspecteur Général des Milices porte une épaulette de chaque côté, d'un galon d'or, orné de franges, avec un nœud ou rosette à chaque épaulette, formé de huit branches, composant quatre retours de galons. Ce nœud ou rosette sert d'attache à l'épaulette du côté d'en haut (art. 257). Le ban de chaque quartier est divisé en trois parties, dont une doit rester toujours dans le quartier. Le tour de chaque partie pour le service actif devant revenir tous les six mois. Les habitants ont la faculté de discipliner leurs esclaves (1).

Les membres des Conseils Supérieurs, des Juridictions criminelles et civiles, des Amirautés, des Chambres d'Agriculture, sont dispensés du service. Les Mulâtres et Noirs libres doivent le service, ils sont tenus d'armer deux miliciens, eux compris, pour une propriété de 20 noirs et un de plus par supplément de 20 noirs.

Le manquement volontaire aux revues est sanctionné par huit jours de prison.

(1) Daubigny. Choiseul et la France d'outre-mer après le Traité de Paris. 1892, f^o 175.

Le remplacement est permis, moyennant l'acquittement d'une taxe de 320 livres. Cette taxe doit servir à organiser une sorte de maréchaussée, pour faire la police et donner la chasse aux esclaves fugitifs. Un blanc peut se faire remplacer par un autre blanc ou deux mulâtres. Enfin, il est interdit de changer de quartier, surtout en temps de guerre, sans prévenir les Commissaires et Commandants de quartier (articles 403 et 404).

La première période des Milices va des débuts de la colonisation à la première suppression (24 mars 1763). L'Ordonnance du 15 janvier 1765 concerne la période régulière, car on a vu que les Milices sont assimilées aux Troupes entretenues de la Marine. L'Ordonnance royale du 3 août 1707 (1) stipule que « les Règlements faits pour la discipline des Troupes entretenues dans la marine seraient communs aux Milices des Iles Françaises de l'Amérique.

A la suite des événements et de l'embarquement du Conseil Supérieur de Port-au-Prince (7 mars 1769), la question des Milices subit un temps d'arrêt. L'ordre revenu, une ordonnance royale du 1^{er} avril 1768 en 42 articles, rétablit définitivement les Milices à Saint-Domingue (2); elle fut suivie d'une lettre du Roi au Chevalier Prince de Rohan, sur le rétablissement des Troupes Nationales (3).

Aux Isles du Vent et à la Guyane, il n'en fut pas de même. Ces pays obéirent, non sans grimaces, aux ordres royaux. Les Milices avaient été supprimées par le règlement de 1763, mais dès l'année suivante, on retrouve la Milice à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane. Elles furent rétablies dès 1765, mais ce fut l'ordonnance royale du 1^{er} septembre 1768 (4) qui en opéra le rétablissement officiel. Ce règlement prévoit également une Compagnie de Milice à l'île Sainte-Lucie. L'article XVI crée une compagnie spéciale composée uniquement de gentilshommes, dont la noblesse

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions, 1784. Tome II, p. 105.

(2) Id., *Ibid.*, Tome V, p. 173.

(3) Id., *Ibid.*, Tome V, p. 175.

(4) Emilien Petit. Droit Public ou Gouvernement des Colonies Françaises. Partie II. Section II, p. 262. — Archives Nationales. Colonies, A. 12, f^o 87.

avait été enregistrée au Conseil Supérieur, à l'exception de ceux qui serviraient dans les Milices. Cette unité spéciale, qui porte le nom de Compagnie de l'arrière-ban, doit s'assembler tous les ans, au mois de janvier, au Fort-Royal, au jour fixé par le Gouverneur Lieutenant Général. Les gentilshommes domiciliés à l'île Sainte-Lucie forment également une Compagnie, l'arrière Ban, qui se réunit une fois par an, au mois de janvier, au Carénage, à Sainte-Lucie. Les places d'Officiers ne sont accordées qu'à ceux qui ont « de la naissance et de la considération ». Les Officiers ayant servi dans les Troupes et les gentilshommes avaient la préférence (art. XVII, ordonnance 1^{er} avril 1763). Les grâces et les décorations militaires sont attribuées aux officiers de Milices comme à ceux des Troupes réglées. On exigeait, toutefois, des services de plus longue durée.

L'ordonnance du 1^{er} septembre 1768 (1) règle l'établissement des milices à la Martinique et à Sainte-Lucie, suivant les mêmes principes que pour la colonie de Saint-Domingue. La Compagnie est commandée par un Capitaine, avec comme adjoints : un Lieutenant, un Sous-Lieutenant. Elle est composée de 2 sergents, 4 caporaux, 46 fusiliers et un tambour nègre ou mulâtre, lequel est entretenu aux frais du Capitaine (art. 2).

Un certain nombre de marins et de miliciens sont préposés au service des batteries de côte.

L'uniforme des milices est composé d'un habit blanc, double vert et culotte blanche, boutons blancs, parements et revers rouges, poches en long (2).

L'article VII divisait la colonie en huit quartiers :

Premier Quartier	{	Le Fort-Royal Le Lamentin La Caze-Navire
------------------	---	--

(1) Archives Nationales. Colonies, A, 12, f^o 87.

(2) Colonel de Poyen. Les Guerres des Antilles, 1896, f^o 7.

Deuxième Quartier	{	Saint-Pierre Le Prêcheur
Troisième Quartier	{	Notre-Dame du Bon Port, dit Le Mouillage Le Carbet
Quatrième Quartier	{	La Trinité Le Gros-Morne La Tartane Sainte-Marie
Cinquième Quartier	{	Le Marin Sainte-Lucie La Rivière-Pilote Sainte-Anne
Sixième Quartier	{	La Rivière Salée Le Trou au Chat Les Trois-Islets Les Anses d'Arlets Le Diamant
Septième Quartier	{	La Basse Pointe La Grande Anse Le Macouba Le Marigot
Huitième Quartier	{	Le Vauclain Le François Le Robert Les Coulisses ou St-Esprit

Le Gouverneur Lieutenant Général est Capitaine d'une compagnie de Dragons, dont le commandement effectif était exercé par un Capitaine-Lieutenant. De même, le Commandant en second est à la tête d'une Compagnie d'Infanterie. Son autorité était exercée par un Capitaine (art. 15).

La colonie de Sainte-Lucie fournissait une Compagnie. Elle comprenait les onze quartiers suivants :

1. — Castries
2. — Ance La Raie

3. — La Soufrière
4. — Choiseul
5. — Ilet à Caret
- 6 — Vieux Fort
7. — Nicoud
8. — Praslin
9. — d'Ennery
10. — Dauphin
11. — Gros-Ilet.

Indépendamment des Milices et des Dragons, il était créée une Compagnie de Gendarmes au Fort Saint-Pierre (Ordonnance Royale du 1^{er} septembre 1768, art. XVIII) (1).

L'article XLI de la même ordonnance stipulait que les commandants de Quartier se serviraient des compagnies de Gens de couleur pour faire la chasse des nègres marrons, des déserteurs, et pour la police du quartier.

L'Ordonnance royale du 1^{er} septembre 1768 (2) rétablit les Milices à la Guadeloupe. Elles étaient réparties en trois divisions : la Guadeloupe, la Grande Terre et Marie-Galante, soit douze quartiers.

La Guadeloupe était divisée en six quartiers :

- 1°. — La Basse-Terre qui comprenait les paroisses de Basse-Terre, du bourg Saint-François et du Mont-Carmel ;
- 2°. — La Cabesterre, qui comprenait les paroisses des Trois Rivières, de la Cabesterre, de Petit Goyave et celle du Vieux Fort ;
- 3°. — La Baie Mahault, comprenant les paroisses de Baie Mahault et du Petit Cul-de-Sac ;
- 4°. — Le Grand Cul-de-Sac, comprenant les paroisses de Grand Cul-de-Sac et du Lamentin ;
- 5°. — La Pointe Noire, comprenant les paroisses Notre-Dame du Bon Port, de la Pointe Noire, de Bouillante et de Deshayes ;
- 6°. — Le Baillif comprenant les paroisses du Baillif et des Habitants.

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 11, f° 89. — Emilien Petit. Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Tome II, f° 262.

(2) Archives Nationales. Colonies, A. 11, f° 90.

La Grande Terre était divisée en cinq quartiers :

- 1°. — Les Abîmes, avec les paroisses des Abîmes, du Morne à l'Eau et du Gosier ;
- 2°. — Le quartier de Sainte-Anne, avec les paroisses de Sainte-Anne et de Saint-François ;
- 3°. — Le quartier du Moule, comprenant la paroisse du Moule ;
- 4°. — Le quartier de Port-Louis avec les paroisses de Port-Louis et de l'anse Bertrand ;
- 5°. — Le quartier de Mancenillier comprenant la paroisse de Mancenillier ;

Enfin, le quartier de Marie-Galante était réparti sur trois paroisses : celle du Grand Bourg, de la Capesterre et du Vieux Fort.

L'ordonnance du 29 juillet 1768 (1) régla le rang des Officiers de Milice aux Isles de la Martinique, Sainte-Lucie, la Guadeloupe, Marie-Galante et dépendances. Ces officiers prenaient rang du jour de la signature de leur commission par les Gouverneurs Lieutenants Généraux.

A la Guyane, une ordonnance du 1^{er} mai 1764 (2) avait décrété l'établissement de vingt compagnies, sous la dénomination de « Troupes Nationales ». Le Roi avait, en effet, décidé de faire passer aux Iles du Vent le Régiment de Saintonge destiné, primitivement, à tenir garnison à Cayenne. L'ordonnance du 10 octobre 1766 règle le rang des officiers employés dans les Troupes Nationales de la Guyane. Celle du 1^{er} juin 1766 (3) concerne l'uniforme desdites troupes. Ce texte reconnaissait que « les doublures des habits et les vestes de laine fatiguent le soldat et qu'un habillement léger est plus propre au climat que ces troupes habitent ». En conséquence, l'uniforme doit être composé d'un justaucorps de drap léger petit lodève blanc doublé de toile « lescivée » au quart blanc, parements bleus, collet et revers bleus, le parement fermé en dessous par trois petits boutons, un à l'épaulette, six de même à chaque côté des revers, trois gros au

(1) Archives Nationales. Colonies A. 12, f° 76.

(2) Id., Ibid., A. 9, f° 25.

(3) Id., Ibid., A. 11, f° 117.

dessous et trois à chaque poche, qui sera coupée en travers ; d'une veste de coutil bi-blanc doublée de toile « lescivée » sans poches ou pattes marquées, garnie de dix boutons sur le devant et d'un à chaque manche, d'une culotte de coutil blanc, avec caleçon de toile séparée, deux boutons blancs timbrés d'une ancre et d'un chapeau bordé d'un galon blanc.

Les justaucorps, vestes, culottes des officiers sont pareils à ceux du soldat, mais avec cette différence qu'ils sont faits de drap plus fin, les boutons étant argentés.

Le Major porte de chaque côté, une épaulette en tresse d'argent garnie d'une frange en effilé simple sans nœud de cordelière et jasmin. Le capitaine et l'aide-major avec commission de capitaine portent une seule épaulette, réglée comme pour le major.

Le Lieutenant porte une épaulette à fond de tresse d'argent et mosaïque de soie bleue, garnie d'une frange et de filets d'argent et de soie assortis.

Le Sous-Lieutenant porte une épaulette à fond de soie bleue avec une mosaïque en argent et frange mêlées de filets d'argent et de soie dans la proportion de l'épaulette.

Les aides-majors qui n'ont pas de commission de Capitaine, les sous-aides-majors, portaient des distinctions réglées pour les grades de Lieutenant et de Sous-Lieutenant.

Le chapeau uniforme était bordé d'un galon d'argent large de seize lignes sans lames ni clinquants ; lesdits officiers ne peuvent, sous aucun prétexte, porter des plumets à leur chapeau uniforme.

L'ordonnance du 29 décembre 1769 (1) forme le texte rendu en interprétation de celles des 1^{er} octobre 1765 et 1^{er} juin 1767 pour les Troupes Nationales de Cayenne. C'était, en somme, l'ordonnance de rétablissement des Milices à la Guyane. Ce texte ramène les vingt compagnies prévues à douze. Il prévoit, en outre, des compagnies d'artillerie, de dragons, de chasseurs de milices. Les sujets du Roi devaient le service de 15 à 55 ans, ceux de couleur de 13 à 60 ans (art. 1). Le Gouverneur commandait nominalement la première Compagnie composée de bourgeois commerçants, et

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 12, p. 41.

des principaux habitants de l'ancienne et de la nouvelle ville de Cayenne (art. 3). Ici, aussi, on avait eu recours à la division par quartiers (art. 13). La Guyane comprenait cinq quartiers :

- 1°. — L'Ile de Cayenne ;
- 2°. — Roura, à droite de Cayenne, Oyak, Caux, les rives opposées de Cayenne jusqu'à l'endroit de la branche de la Rivière qui sépare cette isle du Continent où se rencontrent les deux flots, tous les établissements qui répondent sur les criques qui se déchargent dans cette branche, l'Orapu et ses dépendances ;
- 3°. — Macouria, sur la gauche de Cayenne, les terres et établissements qui répondent aux criques et rivières, et dont les embouchures sont aux rives opposées à Cayenne, et sur la côte de la mer depuis les deux flots jusques et y compris Kourou et les dépendances de cette rivière ;
- 4°. — Oyapock, sur la droite de Cayenne, toutes les rivières qui ont issue dedans et à la mer depuis les frontières portugaises jusques et y compris Prouage (l'Aprouague), les rivières et les criques qui en dépendent ;
- 5°. — Sinnamary, sur la gauche les rivières qui se jettent dedans et à la mer, depuis celle de Coroabo dépendante de Kourou jusqu'aux frontières hollandaises.

Les Milices ne pouvaient être conduites hors de leur quartier sans un ordre exprès du Gouverneur ou de son délégué (art. 24). Elles passaient une revue par trimestre, le dimanche de préférence (art. 31). Les deux revues générales de janvier et de juillet étaient passées par le Commandant de quartier (art. 32). Les dispensés du service dans la Milice étaient tenus d'avoir chez eux deux fusils en bon état, quatre livres de poudre et douze livres de balles. Ils étaient assujettis à cet égard à l'inspection des Commandants et Officiers majors des Quartiers qui vérifiaient s'ils étaient en règle et en rendaient compte au Gouverneur (art. 36). Les rôles des gardes demeuraient affichés aux portes des Eglises, afin que chacun soit prévenu à l'avance de son tour de service (art. 40). L'uniforme des Officiers d'Infanterie de la Milice de la Guyane était composé d'un habit, veste et culotte de toile

ou coutil gris blanc ou autre étoffe de même couleur, parement, revers et collet bleu céleste, trois boutons blancs, forme plate sur la manche, cinq au revers, quatre au-dessous, chapeau bordé d'argent.

Les Commandants de quartiers avaient la faculté de se servir des Chasseurs pour la police de leurs quartiers, la chasse aux esclaves fugitifs, aux déserteurs, pour les courses et voyages, pour faire parvenir les lettres, avis et ordres, par terre et par eau, et pour tout ce qui était nécessaire au service (art. 40). Lesdits chasseurs portaient la veste ample et culotte verte, parements revers et collet noirs, boutons et bords de chapeau blanc.

Les Douze Compagnies d'Infanterie de la Guyane se répartissaient ainsi par unité : 1 Capitaine, 1 Lieutenant, 1 Sous-Lieutenant, 3 Sergents, 2 Caporaux, 2 anspessades, 2 cadets à l'aiguillette (d'au moins 14 ans), 41 Fusiliers, 1 Tambour. Il y avait en outre, 6 Fifres pour les 12 Compagnies. L'Etat Major (1) est composé d'un Major Commandant les Troupes, d'un Sous-Aide Major, (art. 2 ordonnance du 29 décembre 1769).

Les appointements sont les suivants, par an :

Au Major Commandant	3.000 livres +	300 livres
pour écritures et frais de bureau	.....	3.300 »
A l'aide Major, avec commission de capitaine	.....	2.200 »
A l'aide Major, s'il est Lieutenant	.....	1.500 »
Au Sous-Aide Major	.....	1.200 »
Au Sergent Major	.....	336 »
Au Tambour Major	.....	198 »

L'ordonnance du 10 février 1771 (2) réduit à huit les douze Compagnies de Troupes Nationales de Cayenne.

Enfin, l'ordonnance du 8 août 1775 (3) qui donne une nouvelle forme aux Troupes Nationales de Cayenne, a surtout pour but de déterminer les hautes payes tant des bas-officiers et soldats que celles des Compagnies entretenues à

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 12, p. 39.

(2) Id., Ibid., A. 13, f° 3.

(3) Id., Ibid., A. 15, f° 24.

St-Pierre et Miquelon et à Gorée, où il n'y a point de milices. Ce texte laisse sussister les huit compagnies de Cayenne. L'innovation que comporte ce texte est la suppression de deux emplois de cadets à l'aiguillette, « S.M. se réservant de les employer, soit à Cayenne, soit dans d'autres colonies. »

Aux Iles de France et de Bourbon, l'ordonnance de rétablissement des milices et celle du 1^{er} août 1768 (1). Le règlement est ici en tous points semblable à ceux que nous avons vu précédemment. Les habitants devaient le service de 15 à 55 ans. Un certain nombre de miliciens étaient détachés dans la défense des côtes. La Compagnie d'Infanterie, commandée par un Capitaine, avec un Lieutenant, un Sous-Lieutenant, se composait de deux sergents, quatre caporaux, quarante-six fusiliers dont un tambour noir ou mulâtre. lequel était aux frais du Capitaine (art. 2).

L'Ile de France (art. 6) était divisée en onze Quartiers (2) :

- 1° — de la Rivière Noire ;
- 2° — des Plaines de Wilhems ;
- 3° — de la Terre Rouge ;
- 4° — de Moka ;
- 5° — de Port-Louis ;
- 6° — de la Montagne Longue ;
- 7° — des Pamplermousses ;
- 8° — de la Rivière Basse du Rempart ;
- 9° — des Calebaces ;
- 10° — de Flacq ;
- 11° — de Port-Bourbon.

L'Ile de Bourbon était partagée en cinq Quartiers (3) :

de St-Denis	{	paroisse de St-Denis
	}	» Ste-Marie
de Ste-Suzanne	{	paroisse de Ste-Suzanne
	}	» St-André

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f° 26.

(2) Id., Ibid.,

(3) Id., Ibid.,

de St-Benoît	{	paroisse de St-Benoît
de la Rivière	{	paroisse de la Rivière Dabord
Dabord	{	» de St-Pierre
	{	» de St-Louis
de St-Paul	{	paroisse de St-Paul

Une ordonnance du 30 juillet 1773 (1) réduit, pour l'Île de France, les Quartiers de onze à huit ; les Quartiers des Calebaces et de la Montagne-Longue furent réunis à celui des Pamplemousses ; enfin, celui de la Terre-Rouge fut réuni au Quartier de Moka.

Dans chaque Quartier, il y avait un Capitaine-Commandant de Quartier choisi parmi les Capitaines d'Infanterie ou de Dragons sur une liste de trois sujets présentée au Gouverneur Lieutenant Général de S.M. (art. 7). Le Commandant de Quartier n'avait point de troupes, mais commandait à tous les Capitaines d'Infanterie ou de Dragons du Quartier ; il avait rang de Major. Il y avait, en outre, dans chaque Quartier, un Major et un aide-Major. Le Major était un Capitaine, qui remplaçait le Commandant de Quartier. L'Aide-Major était généralement un Lieutenant ; le règlement le faisait « rouler » avec les Capitaines, vu sa fonction. Il est interdit (art. 11) aux Commandants de Quartier de connaître d'aucune affaire civile qu'ils devaient renvoyer aux juges des lieux, à moins d'avoir été choisis comme arbitres. Les Membres des Conseils Supérieurs, des Juridictions Civile et Criminelle, des Amirautés, les Officiers ayant obtenu une pension de retraite au service du Roi dans les Compagnies détachées de la Marine, de l'Armée de Terre, les Chevaliers de l'Ordre Royal et Militaire de St-Louis, les gradués ayant lettres d'avocat et qui exercent, les Receveurs, Notaires, Arpenteurs, Curateurs aux successions vacantes employés au service de S.M., les Chefs et Employés du Bureau de Commerce de la Compagnie des Indes, les Médecins, Chirurgiens brevetés, les Officiers de navires marchands et les Employés desdits navires étaient exemptés du service des Milices (art. 22). Les

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 18, f° 26.

Officiers ayant servi soit dans la Marine du Roy, soit dans l'armée de Terre, soit dans le bataillon de l'Inde, et qui auront quitté ou auront été réformés sans avoir obtenu la Croix de St-Louis ou une pension de retraite, étaient tenus, s'ils n'étaient pas employés dans le corps des milices, en qualité d'officiers, de servir en celle d'officier réformé, à la suite des compagnies de leurs quartiers, dont ils faisaient choix, et étaient assujettis aux mêmes revues et services. Les officiers ayant servi dans les Troupes et le Bataillon de l'Inde, ainsi que les gentilshommes, avaient la préférence pour les emplois d'officiers dans les milices (art. 15). Une fois par trimestre, chaque Capitaine devait faire une revue particulière. Cette revue se faisait d'ordinaire le dimanche, en ayant soin d'en informer le Commandant de quartier et le Major (art. 23). En temps de paix, le Commandant de quartier passait deux revues par an, l'une au mois de Janvier, la seconde au mois de Juillet. Ces revues avaient lieu le premier dimanche du mois ou aux principales fêtes. A ces revues, on procédait à la vérification des armes et des munitions (art. 24). Immédiatement après les revues générales de Janvier et de Juillet, une revue était passée par le Gouverneur Lieutenant Général dans chaque quartier et, à son défaut, par le Commandant en second (art. 25).

Les rôles des gardes étaient affichés aux portes des Eglises. Dans les lieux, où il n'y en avait pas, le major de quartier en informait chaque habitation afin que chacun soit prévenu à l'avance de son tour de service (art. 30). Les Commandants de quartier, les Majors et les Capitaines de paroisses jouissaient des honneurs du banc et du pain bénit, ainsi que de la marche dans les cérémonies de l'Eglise (art. 33). Les gens de couleur libres et affranchis étaient astreints de 15 à 60 ans au service dans chaque quartier et divisés en Compagnies de 50 hommes (art. 34). Les Capitaines présentaient aux Commandants de quartier les bas-officiers, pris parmi les gens de couleur et noirs libres, dont ils avaient fait choix. Les officiers des Compagnies de Milices de couleur étaient blancs (art. 37-38). Les Bataillons de milice devaient être exercés au tir. Les meilleurs tireurs recevaient après le concours de tir annuel un fusil gravé avec l'inscription : « Don-

né par le Roy » (art. 40 (1)).

L'ordonnance du 26 août 1769 accorde une exemption de capitation aux gens de couleur servant dans la milice, ainsi qu'à ceux qui avaient été blessés ou qui étaient âgés de 60 ans, sans que l'exemption pût s'étendre à leurs enfants.

Avant d'en arriver à la troisième période des Milices qui atteint la Révolution, il nous faut dire un mot d'un organisme connexe aux Milices, les Etats-Majors.

Si les Milices ont pris naissance avec la Colonisation, les Etats-Majors apparaissent dès que l'institution fut assise. Dans chaque quartier ou ville importante, il y a un Etat-Major qui, au début, fait corps avec la Milice. Cet Etat-Major tendit officiellement depuis l'ordonnance du 15 avril 1763 à se placer au-dessus des Officiers des Milices. Quand on pense, en effet, qu'en 1715, l'armée régulière pour les Iles comptait vingt-six Compagnies détachées de la Marine pour 1.300 hommes et quelques Suisses, on s'aperçoit du rôle que les Etats-Majors et les Milices ont pu jouer au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. Ils furent la grande force des colonies (2).

L'Etat-Major de Quartier se composait du Commandant de Quartier, du Major et d'un Aide-Major. L'Etat-Major de Ville était également formé d'un Lieutenant de Roi, d'un Major et d'un Aide-Major. Tous ces organes constituaient une chaîne administrative qui partait du Capitaine Commandant la Paroisse pour aboutir au Gouverneur, Lieutenant Général, en passant successivement par l'aide-Major, le Major, le Commandant de quartier, le Lieutenant de Roi, le Commandant des Milices, le Commandant en second, le Gouverneur Particulier, l'Intendant, le Gouverneur Général.

C'est à l'ordonnance du 11 janvier 1765 (3), rendu par le Gouverneur Lieutenant-Général, Comte d'Estaing, que nous avons recours, pour nous indiquer les fonctions des Commandants de quartier et de tous autres officiers, sans exception.

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f^o 26.

(2) Hanotaux et Martineau. Histoire des Colonies Françaises, 1929. Tome I, p. 446.

(3) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome IV, f^o 815.

Ils sont chargés d'entretenir le bon ordre dans leurs quartiers (art. 128). Ils feront arrêter les perturbateurs du repos public ; ceux qui seront soupçonnés d'être déserteurs des Troupes de Sa Majesté, les matelots qui passeront d'un port dans un autre sans permission, les habitants faisant le commerce étranger, les malfaiteurs dont les signalements auront été envoyés par les juges, par le Gouverneur Général ou l'Intendant, les mendiants européens, de sang mêlé ou noirs, les vagabonds ou gens sans aveu ; il les feront conduire dans les prisons civiles (art. 140). Ils veilleront également aux travaux de chemins, sans s'inquiéter de la répartition. Ils ne pourront faire arrêter aucun habitant, même pour dettes (art. 145).

Les lettres patentes de Mars 1734 accordaient aux Officiers Majors servant à St-Domingue, le droit d'entrée aux Conseils Supérieurs (1).

La besogne était multiple. Tout, en effet, finissait par ressortir à la Milice, et, par suite, aux Etats-Majors. La police, la sécurité, les patrouilles, les travaux publics, l'exécution des arrêts de justice, la main forte pour les saisies, la perception des impôts, et aussi la publication des actes du gouvernement, l'exécution des enquêtes.

C'est à St-Domingue, en raison de l'étendue et des effectifs que l'institution donne le maximum de résultats. Aussi, pour les gens du XVIII^e siècle, cette colonie fut la terre classique du despotisme militaire (2). Un écrivain de l'époque, Hilliard d'Aubertheuil a écrit alors « que les gens de guerre n'ont pour objet que la puissance ; c'est elle qui fait leur gloire et leur donne en même temps l'honneur et la fortune (3) ».

Mais, à la date du 17 décembre 1777, un arrêt du Conseil d'Etat du Roi supprima l'ouvrage intitulé : « Considérations sur l'état présent de la colonie de St-Domingue, » « en raison de la sensation que l'ouvrage avait produit aux Colonies

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 27, f^o 49.

(2) Hanotaux et Martineau. Histoire des Colonies Françaises, 1929. Tome I, p. 498.

(3) Hilliard d'Aubertheuil. Considérations sur la Colonie de St-Domingue. Partie II, f^o 127.

d'Amérique, et, des imputations graves, contraires à la vérité qu'il contenait ». En conséquence, le privilège de l'imprimeur Prault, par lui cédé à Grangé, fut révoqué (1).

Si un instrument aussi perfectionné, donnait des résultats positifs, il n'en soulevait pas moins des critiques.

Les Officiers des Etats-Majors, antérieurement à 1759, n'étaient pas appointés. Mais avec les Gouverneurs Lieutenants-Généraux, ces fonctionnaires, jusques et y compris les Aides-Majors, touchaient des prébendes, par exemple, 2 % sur les bâtimens négriers, les produits de toutes les fermes qui existaient aux Colonies, dont les plus importantes étaient les fermes des Cabarets, Cafés et Boucheries, car de tout temps, le cafetier a toujours été considéré, en France et aux Colonies, comme un mal nécessaire.

Le Gouverneur Lieutenant-Général avait droit à un pour cent ; l'Intendant à un demi pour cent ; l'autre demi pour cent allait aux Gouverneurs Particuliers, etc...

L'ordonnance royale du 1^{er} décembre 1759 (2) interdit à ces fonctionnaires de bénéficier de ces prébendes, mais, en revanche, une autre ordonnance de la même date leur octroya des appointements. A l'aide de ces tarifs de solde, nous allons passer une rapide revue de ces représentants de la puissance publique à St-Domingue et aux Iles du Vent.

Pour la Colonie de St-Domingue, le règlement est du 23 juillet 1759 (3).

Au Port-au-Prince, on trouve un Gouverneur Lieutenant-Général des Isles sous le Vent (4). Pour ces appointements ceux de son Secrétaire, frais de bureau, entretien de la Compagnie de ses dix gardes, y compris le Capitaine le Lieutenant et le Cornette, frais et transport de ses hardes et provisions, et généralement pour tous ses appointements, gratifications et indemnités quelconques 150.000 livres.

Un Lieutenant de Roy	4.000 livres
Un Major de Place	3.000 »

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome V, f° 805.

(2) Archives Nationales. Colonies, A. 26, f° 96-100.

(3) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions. Tome IV, f°s 273-277.

(4) Archives Nationales. Colonies, A. 6, f°s 122-127.

Un Aide-Major de Place	2.400	»
Un Major Inspecteur des Troupes et Milices	6.000	»
Un Aide-Major des dites Troupes et Milices	3.000	»
Un Intendant desdites Isles pour ses appointements, ceux de son Secré- taire, payement de commis, frais de bureau, de quelque espèce qu'ils soient, solde des archers servant au- près dudit Intendant et généralement pour tous émoluments quelconques.	120.000	»
Un Commissaire de Marine faisant fon- ctions de Contrôleur, pour ses appoin- tements	6.000	»
Trois écrivains de Marine, pour leurs appointements à 2.400 livres chacun	7.200	»

Au Cap :

Un Gouverneur Particulier, pour ses ap- pointements, ceux de son secrétaire, logement, frais de bureaux et généra- lement pour tous émoluments à quel- que titre et pour quelque consé- quence que ce soit	12.000	»
Un Lieutenant de Roi	4.000	»
Un Major de Place	3.000	»
Un Aide-Major de Place	2.400	»
Un Major Inspecteur des Troupes et Milices	6.000	»
Un Aide-Major, Inspecteur des Troupes et Milices	3.000	»
Un Commissaire de la Marine, Ordon- nateur, pour ses appointements, paie- ment de commis, frais de bureau, entretien d'archers de la Marine servant auprès de lui et pour tous émoluments généralement quelcon- ques	15.000	»

Trois Ecrivains de la Marine à 2.400
livres chacun

7.200 »

Au Fort Dauphin :

Un Lieutenant de Roi 4.000 »

Un Major de Place 3.000 »

Un Aide-Major de Place 2.400 »

Un Ecrivain de Marine 2.400 »

Au Port de Paix :

Un Lieutenant de Roi 4.000 »

Un Aide-Major de Place 2.400 »

Un Ecrivain de la Marine 2.400 »

A Saint-Marc :

Un Gouverneur Particulier de l'Ouest
Ses appointements, ceux de son se-
crétaire, frais de bureau 12.000 »

Un Lieutenant de Roi 4.000 »

Un Major de Place 3.000 »

Un Aide-Major de Place 2.400 »

Un Ecrivain de la Marine 2.400 »

Au Petit Goave :

Un Lieutenant de Roi 4.000 »

Un Major de Place 3.000 »

Un Aide-Major de Place 2.400 »

Un Ecrivain de la Marine 2.400 »

A Léogane :

Un Lieutenant de Roi 4.000 »

Un Major de Place 3.000 »

Un Aide-Major de Place 2.400 »

Un Ecrivain de la Marine 2.400 »

Au Mirebalais :

Un Major de Place 3.000 »

A Saint-Louis :

Un Gouverneur Particulier de la partie
Sud, ses appointements, secrétaire,
frais de bureau etc... 12.000 »

Un Lieutenant de Roi	4.000	»
Un Major de Place	3.000	»
Un Aide-Major de Place	2.400	»
Un Ecrivain de la Marine, plus un Commis	4.000	»

Au Fond de l'Isle à Vache :

Un Lieutenant de Roi	4.000	»
Un Major de Place	3.000	»
Un Aide-Major de Place	2.400	»
Un Ecrivain de la Marine résidant aux Cayes	2.4000	»

A Jaquemel :

Un Major de Place	3.000	»
Un Ecrivain de la Marine	2.400	»

A la Grande Anse :

Un Major de Place	3.000	»
-------------------------	-------	---

Ces mesures devenaient exécutoires, à compter du 1^{er} janvier 1760 (ordonnance du 1^{er} décembre 1759) (1). Si nous passons aux Isles du Vent, nous y retrouverons le tarif similaire.

Au Fort Royal de la Martinique :

Un Gouverneur Lieutenant-Général des Isles du Vent, pour ses appointe- ments, son secrétaire, frais de bu- reau et entretien de la compagnie de ses dix gardes, y compris le Capi- taine, le Lieutenant et le Cornette, etc... ..	150.000	livres
Un Lieutenant de Roi	4.000	»
Un Major de Place	3.000	»
Un Aide-Major de Place	2.400	»
Un Intendant des Isles, pour ses appoin- tements, ceux de son secrétaire, paye-		

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome IV, f^o 277.

ment des commis, frais de bureau, solde des archers servant auprès de l'Intendant et généralement pour tous émoluments quelconques	120.000	»
Un Commissaire de la Marine faisant fonction de Contrôleur. Pour ses appointements et tous émoluments quelconques	6.000	»
Trois Ecrivains de la Marine à 2.400 livres chacun	7.200	»

Au Fort St-Pierre de la Martinique :

Un Lieutenant de Roi. Pour ses ap- pointements, logement et pour tous émoluments généralement quelcon- ques	8.000	»
Un Aide-Major de Place	2.400	»
Deux Ecrivains de la Marine à 2.400 livres	4.800	»

A la Trinité :

Un Lieutenant de Roi. Pour ses appoin- tements, logement et pour tous émo- luments	4.000	»
Un Aide-Major de Place. Pour ses ap- pointements, logement, etc... ..	2.400	»

Au Cul-de-Sac Marin :

Un Lieutenant de Roi. Pour ses appoin- tements, logement et pour tous émo- luments	4.000	»
Un Aide-Major de Place. Pour ses ap- pointements, logement, etc... ..	2.400	»

Un dernier article de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1759 interdit aux Officiers de percevoir aucuns autres émoluments « sous quelque prétexte et à quelque titre que ce soit que ceux qui sont réglés par icelle » (1).

(1) Archives Nationales. Colonies A. 8, f^o 58.

Il en est de même pour les autres Colonies de la Guadeloupe, St-Lucie, Tabago, la Grenade et les Iles de France et Bourbon.

L'ordre du Roi du 13 octobre 1761 (1) donne le Commandement Général des Troupes et Milices des Iles du Vent au Sieur de Sainte Croix, Maréchal de Camp de ses armées, et à son défaut, à l'Officier le plus ancien en grade.

De même, l'ordre du Roi du 13 octobre 1761 accorde le commandement des Troupes et Milices des Iles sous le Vent au Vicomte de Belzunce, Maréchal de Camp et, à son défaut, au comte de la Tour d'Auvergne, Brigadier d'Infanterie, Colonel du Régiment d'Infanterie du Boulonnais.

L'ordre royal du 18 janvier 1762 accordait le commandement général des Troupes et Milices de La Louisiane au Chevalier de Jumilhac et, en cas d'événement, au marquis de Frémur (2).

Nous savons qu'aux Iles d'Amérique, c'est l'ordonnance du 25 mars 1763 qui réforme les Etats-Majors. Les Gouverneurs Particuliers, Lieutenants de Roi, Majors, Aides-Majors, Majors Généraux, Aides-Majors et Inspecteurs des Troupes et Milices étaient supprimés. Celle du 26 mars 1763 fut applicable à Cayenne. Mais on a vu que les Milices qui devaient disparaître en 1763, reparurent dès le 20 mars 1764 sous le nom de « Troupes Nationales ». Il en fut de même des Etats-Majors, qui sont rétablis officiellement par l'ordonnance du 15 mars 1769 (3), avec cette différence, qu'à St-Domingue, il y eut tendance à l'augmentation. C'est ainsi que l'ordonnance précitée accorde aux villes des Cayes et du Môle St-Nicolas, un Major et un Aide-Major.

Les Etats-Majors devaient gouverner les Colonies jusqu'à la Révolution. Il y eut bien une légère réforme quelque temps auparavant, mais on ne toucha pas au corps lui-même. Le dernier texte concernant les Etats-Majors et les Milices avant la Révolution est l'ordonnance royale du 20 décembre

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 8, f° 60.

(2) Id., Ibid., A. 8, f° 107.

(3) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome V, f° 231.

1783 (1), qui réorganise les Etats-Majors à St-Domingue. Indépendamment du Gouverneur Lieutenant-Général, il n'y eut plus que trois Commandants en second, trois Commandants particuliers, dix Majors et quatre Aides-Majors.

Aux Iles de France et Bourbon, l'ordonnance du 30 décembre 1772 supprime les emplois de Lieutenants de Roi et autres emplois d'Etats-Major dans certains quartiers (2).

Par l'ordonnance du 1^{er} janvier 1784 (3), les Milices n'eurent d'autres Etats-Majors que celui des Troupes dont elles dépendaient. Ici, la réforme était mûre. Depuis longtemps, les Commandants de quartiers, Majors et Aides-Majors remplissaient le rôle d'officiers sans troupes. Le texte susvisé ne fit que reconnaître un état de fait, en les supprimant.

L'ordonnance du Roi du 25 novembre 1757 avait réglé l'uniforme des Etats-Majors de Place. Celui des Gouverneurs, qui, généralement, étaient des officiers généraux, fut réglementé par l'ordonnance du 1^{er} février 1744 (4). Les Officiers des Etats-Majors devaient porter des habits non croisés de couleur « bleu de Roi » doublés d'étoffe rouge bordés en or, larges de douze lignes, garnis en outre d'un galon de dix lignes de large sur les deux devants, ainsi qu'autour des poches, sur les manches et par derrière. Ceux des Lieutenants de Roi avaient un pareil bordé avec un galon de dix-huit lignes de large sur les poches et aux hanches. Les Majors portaient le bordé seulement. Ces trois différents uniformes étaient, en outre, garnis en boutonnieres de fil d'or des deux côtés jusqu'à la taille, trois sur les manches, ainsi que sur les poches et sur chaque côté par derrière. Les habits des Aides-Majors avaient pareillement des boutonnieres des deux côtés, sans bordé. Des échantillons et devis étaient annexés à l'ordonnance.

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome VI, f° 410.

(2) Archives Nationales. Colonies, A. 18, f° 15.

(3) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 90.

(4) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le vent, 1784. Tome IV, f° 212.

En dehors des Milices, il y eut d'autres corps qu'il importe de ne pas omettre, car, au dire du créateur de l'un d'eux, Gabriel de Bory, Chevalier de St-Louis, Capitaine des Vaisseaux du Roi, Gouverneur et Lieutenant Général des Isles Françaises de l'Amérique sous le Vent, cette unité était placée « pour le soulagement des Milices ». Ce fut le corps des Chasseurs de St-Domingue, créé à la date du 29 avril 1762 (1) par le Gouverneur que nous venons de citer. Il ne devait exister que pendant la Guerre de Sept ans (art. 2), et était composé de noirs et de mulâtres libres. Il rendit de bons services. Il fut approuvé par une lettre du Secrétaire de la Marine du 31 juillet 1762.

L'ordre chronologique nous obligerait à parler de l'ordonnance du 15 janvier 1765 (2) du Gouverneur Général d'Estaing portant création d'un corps de troupes légères dénommé « Première Légion de St-Domingue ». Nous préférons renvoyer l'étude de ce corps à sa place avec les Compagnies de Maréchaussée dont il fut l'auxiliaire direct.

L'ordonnance royale du 1^{er} juillet 1766 crée la Légion des Iles de France et de Bourbon (3). Elle est composée de 30 compagnies de 100 hommes non compris les Officiers. Chacune des 30 compagnies était formée, comme cadres, de un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant et composée de un fourrier, 4 sergents, 8 caporaux, 8 appointés, 8 grenadiers, 8 canonniers, 60 fusiliers dont 4 ouvriers, 2 tambours et un frater chirurgien (art. 2). L'Etat-Major de la Légion comprenait un Inspecteur commandant en chef, un Major général, 3 Majors particuliers, 3 Aides-Majors, 3 Quartiers-Maîtres, 1 Tambour-Major, 1 Chirurgien.

La Légion avait six drapeaux blancs et bleus (art. 5). Le Major général qui commandait la Légion, en l'absence de l'Inspecteur, était spécialement chargé de l'administration du corps et de ses deniers. Les engagements étaient de huit ans. Les militaires qui avaient servi sans reproches pendant quatre

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784, Tome IV, f° 453.

(2) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent. Tome IV, f° 825.

(3) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f° 2.

années pouvaient obtenir un congé, pour s'établir dans l'une ou l'autre des îles, moyennant trois conditions :

1° Que les congés n'excéderaient pas le nombre de huit ;
2° Qu'il ne leur serait concédé des terres qu'autant qu'ils auraient la faculté de les mettre en valeur ;

3° Qu'ils seraient toujours réputés soldats jusqu'à l'expiration des huit années de leur engagement. En cette qualité, ils pouvaient être rappelés à leurs Compagnies, suivant les circonstances. En tout cas, ils étaient tenus de se représenter au moins une fois l'an, pour être passés en revue, sans que pour cela ils pussent prétendre à leur solde, pendant le temps qu'ils jouiraient de la faveur du congé (art. 16).

Les militaires qui, après avoir renouvelé leur engagement, et servi pendant seize ans, désiraient se retirer chez eux, touchaient la moitié de leur solde, et il leur était délivré, tous les huit ans, un habit de l'uniforme de la Légion. Ceux qui renouvelaient un troisième engagement et servaient pendant vingt-quatre ans pouvaient se retirer chez eux avec la solde entière. Ils avaient droit, tous les six ans, à un habit uniforme de la Légion.

Les appointements étaient payés en tout temps sur le pied ci-après, en argent de France ou en piastres d'Espagne à raison de 5 livres 5 sols (art. 20).

Compagnies		Par an
A chaque	Capitaine	2.400 livres
—	Lieutenant	1.200 »
—	Sous-Lieutenant	1.000 »
—	Fourrier	333 »
—	Sergent	306 »
—	Caporal	207 »
—	Appointé	180 »
—	Grenadier	180 »
—	Canonnier	180 »
—	Fusilier et Tambour	153 »
—	Frater Chirurgien	270 »

Etat-Major		Par an
A l'Inspecteur	Commandant	16.000 livres

Au Major Général	8.000	»
A chaque Major particulier	4.000	»
— Aide-Major avec Commission de Capitaine	2.400	»
— Aide-Major sans Commission de Capitaine	1.500	»
— Quartier-Maître	1.000	»
Au Tambour-Major	342	»
Au Chirurgien-Major	1.000	»

Par contre, la solde de présence en France était payée sur le pied suivant : (1)

Compagnies	Par an
A chaque Capitaine	1.599 livres
— Lieutenant	600 »
— Sous-Lieutenant	540 »
— Sergent	204 »
— Fourrier	162 »
— Caporal	138 »
— Appointé	120 »
— Grenadier	120 »
— Canonnier	120 »
— Fusilier et Tambour	102 »
— Frater-Chirurgien	180 »

Etat-Major	Par an
Au Major	2.880 livres
A l'Aide-Major	1.599 »
Au Quartier-Maître	540 »

Les Officiers en instance d'embarquement avaient droit à une avance de solde de six mois (art. 40).

L'ordonnance du 10 octobre 1766 (2) régla le rang des Officiers des Légions de Saint-Domingue et de l'Île de

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f° 2.

(2) Id., Ibid., A. 17, f° 65.

France. Ces militaires prenaient rang d'après les dates de leurs commissions, car c'étaient pour la plupart des officiers qui avaient servi, soit dans les troupes de la Marine, soit dans les troupes de terre et qui avaient été réformés.

L'ordonnance royale du 1^{er} décembre 1766 (1) fixe la composition de la ration du soldat et la retenue qui devait être opérée sur la solde des bas officiers et soldats. La ration du soldat était composée de vingt onces de farine, huit onces de bœuf salé ou de quatre onces de lard salé, le tout au poids de marc et elle devait être fournie journellement à tous (art. 1). Il était accordé à chaque fourrier, sergent, frater chirurgien, caporal et tambour une ration et demie, pour laquelle il était retenu 3 sols 8 deniers pour chaque ration simple et 5 sols 10 deniers par ration et demie (art. 2). A défaut de tout ou partie de ces comestibles, il y était suppléé, aux Iles de France et Bourbon, par des vivres du pays. Nous avons vu que cette clause valait également pour les Iles.

L'ordonnance royale du 1^{er} novembre 1767 (2) modifia celle du 1^{er} janvier 1766. La Légion de l'Isle de France devait être désormais composée de :

3 Compagnies de Grenadiers de 60 hommes chacune ;
3 Compagnies de Canonniers de 102 hommes chacune et 24
Compagnies de Fusiliers de 104 hommes chacune, non compris les ouvriers.

La Légion avait six drapeaux, dont un blanc, avec les armes du Roy peintes et surmontées de la couronne traversée par deux ancrs et de quatre autres distribuées dans les quatre coins du drapeau parsemé de fleurs de lys d'or ; les cinq autres drapeaux traversés d'une croix blanche sur quatre quarrés bleus avec deux ancrs, croisées et nouées dans le milieu, peintes en or, quatre autres ancrs distribuées aux quatre coins parsemés de fleurs de lys (art. 5).

Un ordre du Roi du 22 février 1770 (3) révoquait l'article 7 de l'ordonnance du 1^{er} novembre 1767, qui interdisait aux officiers créoles d'obtenir des emplois d'officiers dans la Légion de l'Ile de France.

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f^o 16.

(2) Id., Ibid., A. 17, f^o 24.

(3) Id., Ibid., A. 17, f^o 40.

L'ordonnance royale du 24 août 1770 (1) confie à une des compagnies de la 3^e Division de la Légion de l'Île de France, la garde du port de l'Orient. L'article 8 prévoit à l'intention de ladite compagnie une pièce de canon à la Ros-taing et une pièce à la Suédoise pour l'exercice du canon aux anciens et nouveaux soldats.

La Légion de l'Île de France et de Bourbon fut supprimée par l'ordonnance du 18 août 1772 (2). Nous aimons à croire qu'elle ne disparut pas. Ses unités allèrent grossir les effectifs des régiments de l'Île de France et de Bourbon.

Le corps qui vient immédiatement après la Légion de l'Île de France est celui des Volontaires de Bourbon, dont l'ordonnance organique et du 1^{er} avril 1779 (3), au 1^{er} avril 1772 (4). Il fut formé de deux compagnies de 106 hommes, soit, pour la compagnie, 1 Capitaine, 1 Lieutenant, 1 Sous-Lieutenant, 1 Fourrier, 4 Sergents, 8 Caporaux, 88 Volontaires, 2 Tambours. Son Etat-Major était d'un Commandant, avec un Aide-Major, du rang de Capitaine. Les Volontaires de Bourbon assurent pour les Îles de France et de Bourbon le service que remplissait à Saint-Domingue la Légion de Saint-Domingue. Le corps était composé en majeure partie de créoles des deux Îles, à qui on accordait, comme entrée de service, une gratification de 80 livres, pour s'équiper (art. 4). Ces militaires pouvaient arrêter les esclaves fugitifs, dits mar-rons, trouvés à une distance de plus de trois lieues des propriétés de leurs maîtres, et sans autorisation. Le plus curieux, c'est qu'il était accordé à chaque Volontaire la faculté d'avoir un esclave lui appartenant (5). Ces derniers se présentaient aux montres et revues, comme leurs patrons. Ils recevaient une ration de deux livres de Mahis (maïs), par jour, qui était délivrée gratis (art. 9).

Des revues étaient passées, une fois par mois, par des Commissaires de la Marine, dans les formes prescrites par les

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f^o 43.

(2) Id., Ibid., A. 18, f^o 13.

(3) Id., Ibid., A. 16, f^o 231.

(4) G. Azéma. Histoire de l'Île Bourbon, 1862. Chapitre V, f^o 128.

(5) Id., Ibid., f^o 128.

ordonnances. Cette unité était assujettie à la discipline militaire des corps de l'Infanterie. Elle marchait toujours à la tête des détachements et compagnies séparés, avec lesquels elle se trouvait en service (art. 28). Son Inspecteur Général était le Gouverneur Lieutenant Général des Iles de France et Bourbon, ou son délégué.

Les appointements étaient les suivants (art. 10) :

Etat-Major	Par an
Au Commandant	6.000 livres
Au Capitaine Aide-Major	3.400 »
Compagnies	
A chaque Capitaine	3.400 »
— Lieutenant	1.720 »
— Sous-Lieutenant	1.460 »
— Fourrier	351 »
— Sergent	324 »
— Caporal	225 »
— Volontaire	171 »
— Tambour	207 »

Les Volontaires de Bourbon prirent part, en 1783, à l'expédition de l'Inde. Ils furent réorganisés par un arrêté local du 1^{er} août 1793. Un arrêté du Gouverneur Decaen (9 Vendémiaire An XII) (1) les licencia. Plusieurs compagnies de Chasseurs de la Réunion furent créées en 1802. Ces unités disparurent avec la prise des Iles de France et Bourbon par les Anglais (1810). Lors de la première expédition de Madagascar, un arrêté local du Gouverneur de Bourbon, du 18 février 1824, autorisa un corps de Volontaires.

On retrouve encore la trace des anciens Volontaires de Bourbon dans le fait de la souscription des engagements volontaires, tant par les jeunes Réunionnais, que les Mauriciens lors de la guerre de 1870. Une partie de ces derniers servit dans la Marine, en Cochinchine, pendant la même époque. Enfin, l'ordonnance locale du 6 juillet 1883 permet à un

(1) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 92.

corps de Volontaires de la Réunion de prendre part à la campagne de Madagascar. Ce corps disparaît le 20 mars 1886. Un nouveau bataillon créé pour la deuxième campagne, le 29 décembre 1894, fut licencié après les opérations.

Les Portugais furent les premiers des nations européennes qui eurent l'idée de se servir des Cipayes. Ils créèrent des Compagnies de 100 hommes, sous le commandement d'un Capitaine, nommé Soubedar, un enseigne, deux sergents, quatre caporaux et deux tam-tams. Il y avait un drapeau par compagnie ; l'enseigne ne le portait jamais. Les Européens qui suivirent, adoptèrent les mêmes principes.

Les Cipayes français furent levés par Martin et développés par Duplex ; ils suppléaient dans de bonnes conditions au manque de troupes métropolitaines. Ici comme ailleurs, tout comme ses plans politiques, les conceptions militaires de Duplex ont vu leur valeur vérifiée par l'expérience (1).

La Compagnie des Indes possédait des troupes particulières, complètement indépendantes de celles du Roi : elle pouvait les lever dans le Royaume ou à l'étranger. En 1740, elle avait sous les armes 22 compagnies de 300 hommes et 11 officiers, soit 6.600 hommes et 250 officiers (2). Cet effectif était réparti entre les Colonies : il y eut jusqu'à 8 compagnies en Louisiane, 5 aux Iles, 8 dans l'Inde. Le dépôt de ces troupes se trouvait à Lorient, où la compagnie obtint, par l'ordonnance du 1^{er} octobre 1721, le droit d'entretenir une compagnie de 100 hommes ; une seconde ordonnance du 20 octobre 1740 l'augmenta de 200 hommes et de 7 officiers.

Au temps de sa prospérité, la Compagnie des Indes eut sous les armes jusqu'à cinq mille Cipayes. Le corps n'avait pas d'uniforme : une longue robe de cotonnade nouée sur le côté gauche, des caleçons et une toque. En campagne, le Cipaye retroussait sa robe jusqu'à la ceinture. Un contemporain a écrit que « cela donnait au Cipaye un air élégant de danseur » (3). Ce militaire était armé du Kattary ou

(1) J. Tramond. Manuel d'Histoire Maritime de la France, 1927. Tome I, f° 389.

(2) Henry Weber. La Compagnie Française des Indes, 1904, f° 459.

(3) Albert Depréaux. Les uniformes des troupes Coloniales, 1931. f° 11.

Kautar, sorte de poignard indou, d'un sabre et d'un fusil. En garnison, il portait, en outre, un bouclier rond. Les capitaines cipayes percevaient 70 roupies par mois, ce qui, à raison de 48 sols la roupie, fait 168 livres. L'enseigne avait 24 roupies, les sergents 14, les caporaux 12, les cipayes 9 roupies et demie.

Les Cipayes furent organisés en deux bataillons à 5 compagnies, par ordonnance locale du 5 novembre 1773. En 1786, on retrouve les deux bataillons lors de la promulgation de l'ordonnance du 17 mars. Mais on en supprima un le 15 avril 1789. Napoléon I^{er} avait rêvé de donner à ce corps une organisation digne de son passé, mais sa chute vint empêcher la réalisation de ce beau projet. En 1814, ils formaient 4 compagnies. Le décret du 24 octobre 1889 réduisit les 4 compagnies à une seule, qui subsiste de nos jours. Cette compagnie est exclusivement indigène, avec un Capitaine et deux Lieutenants d'Infanterie Coloniale. Le décret du 11 mars 1901 fixe la Compagnie des Cipayes de l'Inde à 6 officiers et 160 hommes (1).

Le corps des Volontaires de Bussy (1756) est de la même époque que les Cipayes. Il formait la garde du Gouverneur de l'Inde. Cette unité disparut avec la Compagnie des Indes, en Asie (1769).

Un premier essai de corps permanent indigène, en Afrique, fut le corps des Laptots de Gorée, levé le 15 septembre 1765 (2) par Jean-Georges Le Baillif de Mesnager, Mestre de camp de cavalerie, Brigadier des armées du Roy et Gouverneur pour S. M. de la ville et île de Gorée et dépendances, pour la défense de son île. La particularité de ces Laptots résidait dans le fait commun aux autres milices coloniales du XVIII^e siècle, de la présence simultanée dans leurs rangs de blancs, de mulâtres et de noirs. Cet essai fut la première réalisation d'un corps sénégalais, pour remplacer le bataillon d'Afrique, créé le 18 avril 1763 pour le service du Sénégal et qui fut décimé par les maladies.

(1) Paul Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie III, f° 50.

(2) Albert Depréaux. Carnet de la Sabretache, N° 349. Mars 1931, f° 129.

Le corps était composé de 82 captifs, séparé en deux divisions : les blancs « mestifs » ou noirs, y était indistinctement admis. Tous les libres faisaient fonctions de sergents. Vingt gourmets chrétiens, mais captifs, remplissaient celles de caporaux. Il y avait deux tambours et 60 Laptots. Au nombre des libres, on choisissait deux chefs, deux sous-chefs, pour commander les deux divisions.

Les libres étaient habillés de bas ou giestres blanches, culotte à la française de toile blanche, ainsi qu'un habit court ou grande veste, où il y avait un collet et un parement à la Polonaise jaune et une petite veste courte et jaune, avec boutons blancs, ainsi que sur l'habit ; ils avaient un col blanc et portaient un chapeau uni, avec une cocarde blanche. Les deux chefs et sous-chefs avaient, comme distinction, un chapeau bordé d'argent.

Les Gourmets et Laptots étaient habillés d'une longue culotte à la matelote, de toile blanche ou grise et d'un gilet ou veste courte, de même étoffe, avec boutons pareils, col jaune de deux doigts de hauteur et un turban à la turque dont le fond était blanc, avec les revers jaunes et une houppe de laine jaune.

Les Gourmets, faisant fonctions de caporaux, avaient, pour distinction, un ruban jaune en croix sur la calotte du bonnet et un gilet court, d'étoffe jaune, avec boutons pareils.

Les quatre chefs étaient armés d'épées ou sabres et fusils, avec baïonnette, et gibernes unies et uniformes, et les 60 Laptots de lances de sept pieds et demi, y compris le fer, où sera attachée une banderolle jaune.

Les tambours avaient des caisses à la française, les portebaguettes et le ceinturon bleu galonnés de livrée et un sabre.

Ce corps n'eut qu'une durée éphémère ; il disparut bien avant la Révolution.

Avant d'arriver à l'époque de 1789, il reste à mentionner quatre essais du Gouverneur Général de la Guadeloupe, comte d'Arbaud (1).

(1) Colonel Boyer Peyreleau. Les Antilles Françaises, 1823. Partie II, f° 144.

Une ordonnance locale du 10 juillet 1778 forma une compagnie de 100 Mousquetaires, plus 8 Surnuméraires, ayant le grade de sous-lieutenant.

Cette unité se décomposait en 4 brigades de 25 Mousquetaires. Le Gouverneur en était le Capitaine et l'Inspecteur. Le Capitaine-Lieutenant et le Lieutenant avaient rang de Major, les brigadiers de capitaine et les sous-brigadiers de lieutenant. L'uniforme était en drap écarlate, les poches en long, doublures, parements, revers, collet, veste et culotte blancs, avec des boutons jaunes, frappés d'une croix flamboyante ; les boutonnieres, épaulettes et treffles étaient en or. Le chapeau était uni, bordé d'un velours noir et d'un panache blanc. Les Mousquetaires portaient le sabre, le pistolet et le fusil, avec la baïonnette. Cette troupe devait combattre à pied et à cheval. Son existence ne dura pas plus d'une année (1779).

Une deuxième ordonnance locale, du 8 décembre 1778, leva une compagnie dite « de privilégiés ». Elle se composait de 60 hommes, répartis en 4 brigades de 15. Les privilégiés portaient un habit de drap blanc, sans poches, avec collet vert. L'existence de cette compagnie fut encore de plus courte durée que celle de la précédente.

Le 13 mai 1779, fut formé un corps de tirailleurs destiné à aider le génie, en cas de siège. Cette unité était composée de noirs libres et d'esclaves, ces derniers, mis à la disposition par les propriétaires d'habitations. Pour eux l'uniforme était bleu, avec revers noirs.

Le 1^{er} décembre 1782, le Vicomte de Damas, Gouverneur Général de la Guadeloupe, créa une troupe d'Infanterie, dénommée les Volontaires libres de la Guadeloupe. Le bataillon était à 10 Compagnies de 54 hommes, une de grenadiers, une de chasseurs, huit de fusiliers. Les officiers étaient blancs, les sous-officiers et soldats, des hommes de couleur. L'uniforme était de drap bleu, à revers jaune, chapeau uni, à ganse blanche.

Une ordonnance royale au 30 avril 1787 (1) autorise le

(1) Archives Nationales. Colonies, f° 262. — Code Martinique, f° 721. — Auguste Lebeau. De la condition des Gens de couleur libres, sous l'Ancien Régime, 1903, f° 35. (Note)

Maréchal de Camp de Bouillé, Gouverneur et Lieutenant Général des Iles du Vent, à lever des Corps de gens de couleur aux Iles du Vent. C'est en vertu de cette autorisation que le Gouverneur de Bouillé prit, par la suite, une ordonnance pour la création d'un Bataillon de gens de couleur sous le nom de Corps de Volontaires libres de la Martinique.

A la suite des décrets du 11-20 juillet 1791, les troupes des Colonies passèrent sous l'administration de la Guerre. Le 29 septembre 1791, tous les corps spéciaux furent licenciés, à part les deux bataillons de cipayes, les volontaires de Bourbon, et, nous l'avons dit antérieurement, le bataillon auxiliaire des Colonies, dont on supprima la compagnie d'artillerie.

Mais, de même que pour les Milices, la nécessité prévaut sur la réglementation d'uniformité. Des corps spéciaux sont créés à nouveau :

1° Le Bataillon des Antilles est levé à Brest, en 1792, et devait être composé d'une compagnie d'artillerie et de 10 compagnies d'infanterie. La destination de cette formation était de recevoir des militaires de couleur. Elle fut supprimée en 1801 ;

2° Un décret du 3 Prairial, an VI (1), prévoit la réunion de tous les militaires de couleur, présents en France, en un bataillon, stationné à l'île d'Aix. Cette unité mise aux ordres de la Marine, est envoyée en l'an VII, au Sénégal et rattachée, pour ordre, au 46^e Régiment d'Infanterie, détaché dans cette colonie. On perd sa trace après la prise du Sénégal par les Anglais en 1809 ;

3° Le Ministre ordonne à la date du 28 Nivôse, an XI (2), la formation d'un corps de Chasseurs Africains, avec des noirs de la Guadeloupe et de la Martinique, présents à Brest. Nous croyons que le point de départ de cette formation est la petite phalange d'officiers et hommes de troupe, renvoyés en France par le Général Richemont, lors de l'affaire du Capitaine Général Lacrosse, à la Guadeloupe, et dont les quatre personnalités les plus marquantes sont : Pelage, Franzans, Corneille et Piaud, anciens membres du Conseil Provi-

(1) Paul Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, p. 82.

(2)

Id.,

Ibid.,

soire de la Guadeloupe (1). La formation des Chasseurs Africains comptait 6 compagnies et était affectée à l'Inde. Son embarquement, fixé au 10 Ventôse, fut contremandé par le décret ministériel du 17 Germinal, An XI. Il passa, de ce fait, sous l'autorité du Ministre de la Guerre, qui l'appela à servir en Italie, avec la Compagnie de Noirs de Mantoue. Par un arrêté consulaire du 21 Floréal, An XI, on créa le Bataillon des Pionniers Noirs, tiré des unités précédentes. En 1806, les Pionniers deviennent le Régiment Royal Africain, qui passa au service du Roi de Naples. Ce fut dans ce régiment que se distinguent le chef de bataillon Magloire Pelage, qui devait mourir chef de brigade à Vittoria (1813) et le chef d'escadrons Joseph-Hercule Damingue.

En vertu de l'article 8 du traité du 30 mai 1814 (2), « Sa Majesté Britannique s'engage à restituer à Sa Majesté Très Chrétienne les colonies, comptoirs, pêcheries et établissements de tout genre, que la France possédait au 1^{er} janvier 1792 dans les mers et sur les continents de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie, à l'exception toutefois des îles de Talago et de Sainte-Lucie, et de l'Île de France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Seycheiles. »

La Suède nous rendait la Guadeloupe (art. 9), le Portugal, la Guyane (art. 10). Tous ces établissements devaient nous être remis dans l'état où ils se trouvaient (art. 11), dans un délai de trois mois ou de six mois, suivant qu'ils étaient situés en deçà ou au delà du Cap de Bonne Espérance (art. 14). Aux termes de l'article 12, il nous était défendu de fortifier nos établissements de l'Inde, et l'article 13 reconnaissait notre droit de pêche sur la côte de Terre-Neuve.

On en revint pour ces différentes colonies au « statu quo ante » mais avec différence, c'est que nos vieilles connaissances, les Milices prirent le nom de Gardes Nationales (3).

Ce titre subsista peu de temps à la Martinique. Sous la deuxième occupation anglaise, on retrouve la Milice. On conserva néanmoins la distinction entre les compagnies de

(1) Colonel H. de Poyen. Les Guerres des Antilles, 1896, f° 249.

(2) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, 1922. Partie II, f° 1.

(3) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale. Partie I, f° 90.

blancs et de gens de couleur. A la Réunion, dès le 15 juillet 1790, un arrêté de l'assemblée locale avait changé les Milices en Garde Nationale.

A la Martinique, l'ordonnance du 1^{er} mars 1815 rétablit les Milices ; elles furent licenciées, en raison des troubles, en 1833, mais on conserva les pompiers et les dragons. Ces derniers disparurent et l'ordonnance du 15 février 1840 qui en édictait la réorganisation ne reçut pas d'exécution.

A la Guadeloupe, le général Ernouf crée une Garde Nationale le 11 juin 1803, composée de tous les habitants libres de 16 à 55 ans. Elle fut divisée en six bataillons, comprenant les 26 paroisses ou quartiers. Les Saintes, Marie Galante, la Désirade et Saint-Barthélémy réalisèrent leur garde nationale. Une ordonnance royale du 22 avril 1817 (1) remplaça le titre de Garde Nationale par celui de Milices, qui furent réorganisées par ordonnance locale du 1^{er} mars 1832. Elles cessèrent d'être convoquées en 1848. Un arrêté du 24 septembre 1857 ne put les reformer. Il ne demeura de cet essai que des compagnies de Pompiers, réorganisées le 19 mars 1880.

A la Guyane, la restauration est du 9 avril 1824, modifiée par les arrêtés des 2 février 1835 et 24 mai 1840.

Au Sénégal, l'arrêté local est du 31 janvier 1833. Ce texte est, avec des accommodements, la reproduction de la loi du 22 mars 1831, relatif à la Garde Nationale.

A St-Pierre et Miquelon, la Garde Nationale fut organisée suivant deux arrêtés locaux de 1823 et 30 juin 1865.

La Milice a vécu à la Réunion plus longtemps qu'ailleurs. Elle y fut organisée par l'ordonnance royale du 15 mai 1819, texte complété par l'arrêté local du 15 octobre 1834. Ce furent les compagnies de pompiers qui prirent la suite de la Milice (décret 19 juin 1889).

A la Nouvelle Calédonie, il exista, à Nouméa, une Garde Nationale, du 23 juin au 25 septembre 1859. Lors de l'insurrection canaque, des compagnies de volontaires furent organisées en 1878 et licenciées en 1879.

(1) Colonel Boyer Peyreleau. Les Antilles Françaises, 1823. Partie II, f^o 148.

Après les Milices locales, il importe de s'occuper des corps spéciaux, levés par le Pouvoir Central, et supprimé suivant les besoins du moment. On peut citer ici :

1° Le Régiment Colonial Etranger, créé le 16 décembre 1814, avec des Espagnols et des Portugais. Ce corps ne servit jamais aux Colonies. Il fut le 11 avril 1815 versé au 6° Régiment Etranger qui, lui-même, fut licencié le 28 octobre 1815 ;

2° Les Bataillons Coloniaux, créés par l'ordonnance du 28 septembre 1814, à Belle-Isle et à Oléron, pour servir de Compagnies de discipline. Ils furent transformés, le 1^{er} janvier 1818, en Compagnies de Discipline, qui servirent en France jusqu'au décret du 23 mai 1860, portant création des 4 compagnies disciplinaires des Colonies, appelées à servir en Nouvelle-Calédonie, aux Saintes, à la Réunion et en Corée. Ces corps furent composés de condamnés à une peine correctionnelle, à qui il restait au moins dix-huit mois de service à accomplir ;

3° Les Cipayes de l'Inde, dont il a été question plus haut ;

4° L'Ordonnance Royale du 25 novembre 1842 porta création des Spahis Sénégalais, qui fut rattaché par l'ordonnance du 21 juillet 1845 aux Spahis d'Algérie dont il forma un escadron ;

5° Les Spahis Cochinchinois créés le 23 mai 1862, licenciés le 7 mars 1870 ;

6° Les Spahis Soudanais, créés le 26 décembre 1891, portés à deux escadrons le 29 août 1893 ;

7° Les Compagnies Indigènes d'Ouvriers du Génie, créées par des arrêtés locaux, furent licenciées par l'Ordonnance du 26 janvier 1825. Ces troupes furent les cadettes des compagnies de travailleurs, formées aux Antilles en 1779.

Le décret du 4 avril 1860 régularisa la formation des Compagnies de Travailleurs. Il en organisa quatre : une à la Martinique, une à la Guadeloupe, une à la Réunion et une au Sénégal. Ces compagnies devaient, outre le service militaire, prêter la main aux travaux d'utilité publique et procurer, lors de la libération d'une partie du contingent, des

hommes exercés au travail. Deux de ces compagnies participèrent utilement à la campagne du Mexique. Le décret du 15 octobre 1866 supprima les Corps Indigènes d'Ouvriers du Génie.

8° Le Train des Equipages date de la Révolution et l'Empire. Il fut licencié par ordonnance du 26 janvier 1825. Le 2 août 1881 et le 29 août 1892 furent créés, au Sénégal, des Compagnies de Conducteurs d'Artillerie, pour les colonnes expéditionnaires ;

9° Les Tirailleurs Sénégalais. Ce corps trouve son origine dans l'emploi à Madagascar, en 1828, de deux compagnies de Yolofo, qui furent licenciées en 1845 à Sainte-Marie de Madagascar (1). Le texte organique est l'ordonnance royale du 20 novembre 1838 qui crée la première compagnie de Tirailleurs Sénégalais, rattachée à l'Infanterie de marine.

Le Général Faidherbe, Gouverneur du Sénégal, est le premier créateur des incomparables Tirailleurs et Spahis Sénégalais (2).

La Seconde Compagnie fut créée par décret du 2 décembre 1853. Celui du 21 juillet 1867 en fit un bataillon. Les décrets des 9 novembre 1859, 8 février 1863, 5 juin 1867, portèrent à 6, puis à 8 le nombre des compagnies, donnant au chef de corps le grade de Lieutenant-Colonel et prévoyant par compagnie un Lieutenant indigène, ne jouissant pas du statut d'officier, par application de la loi du 19 mai 1834. L'uniforme comprenait au début : une chéchia, un turban en toile blanche, un manteau avec capuchon, du modèle des zouaves, une veste turque en drap bleu de roi bordé de jaune, un gilet turc en drap bleu bordé de jaune, deux pantalons turcs en cotonnade bleue dite guinée, sans soutaches aux poches ; un pantalon turc en drap bleu de roi (pour les cadres européens), pantalon turc en toile blanche.

Les cadres provenaient de l'Infanterie de Marine (3)

(1) P. Dislère. *Traité de Législation Coloniale*, 1897. Partie I, f° 86.

(2) *Les Armées Françaises d'Outre-Mer. Le Service de Santé aux Colonies*, 1931, Partie III, f° 76. — J. Tramond et Reussner. *Eléments d'Histoire Maritime et Coloniale*, 1924. Tome II, f° 187.

(3) *Règlement* du 5 juin 1889.

L'unité fut réorganisée par le décret du 31 août 1884. Elle comprit dès lors 9 compagnies actives, 1 section hors rang, et des dépôts à Médine et au Gabon. La compagnie comprenait : 1 capitaine, 2 lieutenants ou sous-lieutenants européens, 1 lieutenant indigène, 9 sous-officiers, dont 3 sergents indigènes, 11 caporaux, dont 5 indigènes, 4 clairons, dont 1 indigène, 120 tirailleurs.

L'Etat-Major est de : 1 Lieutenant-Colonel Commandant, 2 chefs de Bataillon, 1 Capitaine Major, 2 Capitaines adjudants-majors, 1 Lieutenant trésorier, 1 Lieutenant d'habillement, 1 sous-Lieutenant adjoint au Trésorier.

Le recrutement est assuré par voie d'engagements volontaires, contractés pour 2, 4 ou 6 ans.

Le décret du 5 juin 1889 porte le nombre des compagnies à 10, réparties en 3 bataillons. Ce chiffre fut porté à 12 le 14 août 1890. Le nombre des compagnies suivit dès lors une progression intense, et on n'a pas oublié les campagnes du Général Mangin en faveur de l'Armée Noire. Les événements de 1914 ont converti en idée de génie (1) ce que d'aucuns considéraient comme une fâcheuse innovation. Cette formation s'est acquise une légitime réputation, que la dernière guerre ne fit qu'accroître. Ces troupes forment présentement une quinzaine de régiments dont six sont stationnés dans la Métropole. N'omettons pas de mentionner que le mérite de la création et de la progression de la valeureuse troupe des Tirailleurs Sénégalais revient à deux brillants officiers généraux, les Généraux Faidherbe et Mangin.

10° Les Tirailleurs Soudanais, créés par décret du 24 avril 1892 et portés à 4 bataillons.

11° Les Tirailleurs Haoussas, créés au Dahomey le 23 juin 1891, avec effectif d'un bataillon, réduits à une compagnie le 4 janvier 1896 ;

12° Les Tirailleurs Gabonais, créés le 6 juillet 1887, supprimés le 28 février 1891.

13° Les Tirailleurs Annamites. Le régiments est créé le 2 décembre 1879, avec 2 bataillons ; le 2 février 1885, il est porté à 3. La durée du service était de deux ans. La tenue

(1) Général Mangin. L'Armée Noire, 1910.

était composée d'une veste de flanelle bleu foncé, un pantalon de toile large, une ceinture, un salacco, comme coiffure, et des sandales comme chaussures ;

14° Les Tirailleurs Tonkinois, constitués à 4 régiments (décrets du 2 décembre 1879 et 12 mai 1884). Le décret du 26 juin 1890 les réduit à 3. Les régiments étaient à 3 bataillons ;

15° Les Chasseurs Annamites, au nombre de 4 bataillons, créés par décret du 14 mai 1886, supprimés le 2 février 1890. Dans ce corps, les cadres avaient été fournis par l'armée de terre ;

16° Les Volontaires de la Réunion, levés par un arrêté local du 6 juillet 1883, pour la campagne de Madagascar, et licenciés le 20 mars 1886 ; pour la seconde expédition, un nouveau bataillon avait été créé le 29 décembre 1894. Cette unité fut supprimée après la campagne dans les mêmes conditions que la première ;

17° Les Tirailleurs de Diégo-Suarez du Capitaine Pennequin (1) existant en fait depuis 1884, mais dont un décret du 3 mai 1892 régularisa la formation. Cette unité fut portée, suivant le décret du 23 décembre 1893, à un bataillon à 4 compagnies. Le décret du 13 janvier 1895 forma le régiment de Tirailleurs malgaches, à 3 bataillons de 4 compagnies. Il y a présentement un régiment de Tirailleurs Malgaches à Madagascar et un Régiment de Mitrailleurs Malgaches stationné dans la Métropole ;

18° La Compagnie de Soldats Noirs (2), recrutée au Sénégal, pour servir à la Guyane, avait été créée par l'ordonnance du 20 novembre 1938. Elle fut supprimée par la Décision Ministérielle du 22 septembre 1859 ;

19° Les Volontaires de la Martinique et de la Guadeloupe, levés en 1862 pour la campagne du Mexique. Cette unité, partie de Fort de France pour la Vera-Cruz, le 12 décembre 1862, fut citée à l'ordre du jour du corps expéditionnaire, lors de la prise de Puebla (8 novembre 1864). Ces Volontaires sont licenciés à la fin de la campagne du Mexique (1865).

(1) Ned Noll. Histoire de l'Armée Coloniale, 1896, f° 72.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 87.

20° Aux termes de la loi du 30 juillet 1893, (art. 1^{er}), il peut être fait appel, en cas d'expédition coloniale, à la Légion Etrangère qui relève strictement du Ministre de la Guerre. Cette unité, qui est stationnée en Algérie, comprend en premier lieu, un régiment d'Infanterie légère, puis deux régiments, le 1^{er} régiment étranger (Sidi-bel-Abbès), et le 2^e régiment étranger (Saïda), enfin, depuis 1915, le 1^{er} régiment Etranger.

La Légion Etrangère est recrutée en grande partie par voie d'engagements et de rengagements, parmi les étrangers de toutes nationalités. Les officiers proviennent partie de l'Infanterie Métropolitaine et partie d'Officiers de nationalité étrangère recrutés suivant un statut spécial.

A toutes les époques de son histoire, la France a accepté les services des volontaires étrangers, depuis ceux des Arbalétriers Gênois, en passant par les régiments de Carignan-Sallières, de Karrer, d'Hallwyl, les Volontaires Etrangers de la Marine du duc de Lauzun (1778), et le Régiment Colonial Etranger du Premier Empire.

La Légion Etrangère remonte à Louis-Philippe, qui remplace en 1831 le Régiment de Hohenlohe, dernier vestige des régiments étrangers, par un régiment d'Infanterie Légère Etranger. En 1884, on forme avec cette première unité les 2 régiments étrangers dont il a été question. Ces deux unités se distinguent successivement au Tonkin, au Dahomey, à Madagascar et au Maroc. En 1906, le drapeau du 1^{er} régiment étranger est décoré de la Croix de la Légion d'Honneur. Mais c'est durant les hostilités de 1914 que le 1^{er} régiment Etranger et ses bataillons de marche se couvrent d'une gloire impérissable qui leur vaut six citations à l'Ordre de l'armée et le droit au port des fourragères aux couleurs de la Médaille Militaire et de la Légion d'Honneur.

Avec l'énumération des corps auxiliaires de l'Infanterie prend fin la partie de cette étude consacrée aux Troupes à pied. Il nous reste à les confondre dans la même auréole glorieuse, qu'il s'agisse des compagnies franches ou détachées de la Marine, des vieux régiments du Roy, des Régiments du Cap, du Port-au-Prince, de la Martinique, de la Guadeloupe, des Milices, de l'Infanterie de Marine, de l'Infanterie Colo-

niale, des différents corps de Volontaires et Tirailleurs Sénégalais. L'épopée héroïque commence au Canada avec le régiment de Carigan Sallières. On connaît l'affreuse tragédie des Acadiens, « the removal of Acadians », l'éloignement des Acadiens (1755) ; on dut les recueillir à la Martinique (dans la région de St-Pierre, au lieu dit le Champ Flore), et en Poitou au sud de Châtellerault, sur les propriétés du marquis de Peyrusse d'Escars (1). On ne saurait trop rappeler ici le nom de Vaudreuil et la fin de Montcalm à la bataille d'Abraham, du vainqueur d'Oswego, (14 août 1756), qui attend encore sa statue.

Le Royal-Roussillon se couvrit de gloire à Carillon (1758) et à la défense de Québec (1759). On sait que si la rencontre de Ticonderoga (8 septembre 1755) (2) ne se transforma pas pour nous en victoire éclatante, ce fut en raison de l'inexpérience des Milices Canadiennes.

C'est pendant les guerres de Sept ans et de l'Indépendance américaine que la lutte se déroule, inexorable pour les Régiments du Roi et les Milices, les premiers ayant pris la place des compagnies détachées de la Marine. Les Régiments de la Martinique et de la Guadeloupe sont à la prise de la Dominique (1778), sous le marquis de Bouillé, Gouverneur Général des Iles du Vent, à St-Vincent, à Savannah, à la Grenade, au Morne de l'Hôpital (1779). Le Régiment d'Armagnac, (6^e régiment d'Infanterie), est, avec les Milices Antillaises, à Ste-Lucie (1778), à Tabago et à St-Christophe (1782), avec le régiment de l'Auxerrois. Le régiment d'Austrasie se distingue aux sièges de Négapatam, de Trinquemale et de Goudelour.

Après les Traités de 1814, l'Infanterie de Marine et les Tirailleurs Sénégalais sont au Fouta en 1833, dans le Oualo en 1843, à Grand Bassam en 1845. En 1844, ces troupes sont à la première expédition du Maroc à Mogador. L'Infanterie de Marine enlève le 28 novembre 1848, la forteresse de St-Jean d'Ulloa, au Mexique.

(1) Général Papuchon. La Colonie Acadienne du Poitou, 1908. — Martin (Ernest). Les Exilés acadiens en France au XVIII^e siècle et leur établissement en Poitou. Paris, 1936.

(2) Georges Tricoche. Les Milices Françaises et Anglaises, f^o 32.

En 1855, les Tirailleurs Sénégalais de l'Infanterie de Marine prennent part à la lutte pénible contre El Hadjomar, et, sous le commandement du Général Faidherbe, débloquent Médine le 17 juillet 1857. Sous les Amiraux Rigault de Genouilly et Charner, le Général de Vassoigne, ces troupes s'emparent de Saïgon (2 février 1859). Au cours du combat de Ki-Hoa, on eut à enregistrer la mort du Colonel Testard, commandant le régiment d'Infanterie de Marine (1). Les troupes de la Marine coopèrent avec celles de terre, en Crimée (1854-1856), à la Baltique (1854), en Grèce (1854), au Mexique (1862-1864).

En 1870, la Division Bleue du Général de Vassoigne se couvrit de gloire à Bazeilles, en résistant victorieusement à deux corps d'armée bavarois (1^{er} septembre).

Sous les murs de Paris, au plateau d'Avron, les quatre bataillons d'Infanterie de Marine (Ponsignon, Nesque, Bargonne et Darré), tinrent tête à l'envahisseur. A l'Armée de la Loire, le Général Chanzy rendit hommage aux troupes de la Marine ; à celle de l'Est, ce fut le régiment du Colonel Coquet (2), de l'Infanterie de Marine, qui échangea les dernières volées, au combat de la Cluze, avec l'ennemi. Quant au Général Faidherbe, Commandant en Chef de l'armée du Nord, ses troupes de Marine sont toujours placées en avant (Bataillon Pasquet de la Broue).

Après la paix de 1871, c'est en Afrique, que les régiments de la Marine et les Tirailleurs Sénégalais rendirent de précieux services, sous les ordres des Gentil, Moll, Dodds, Borgnis-Desbordes, Boilevé, Combes, Frey, Monteil, Galliéni, Marchand, Archinard, Humbert, Bonnier.

Au Tonkin, ce furent sous la conduite des Francis Garnier, Rivière, de Trentinian, Brière de l'Île, de Négrier, Millot.

Pendant les événements de 1914, sous des chefs éminents qui ont nom Galliéni, Marchand, Mangin, Gouraud, Claudel, Berdoulat, Blondlat, Mazillier, nous retrouvons l'Infanterie, les Tirailleurs Sénégalais, Malgaches, l'Infanterie Coloniale

(1) Ned Noll. Histoire de l'Armée Coloniale, 1896, f° 60.

(2) Id., Ibid., f° 63.

du Maroc et tant d'autres en Belgique, en Lorraine, en Champagne, dans la Somme, à l'Aisne et sous Verdun, partout où il faut porter haut et ferme la gloire du drapeau, et aussi frapper un coup décisif.

Inclinons-nous pendant quelques instants et accordons une pieuse pensée aux tertres funéraires de tous ceux qui ont jaloné la route de l'Empire Colonial Français, l'Amiral Courbet, le Général de Beylié, le Colonel Moll, Crampel, Commandant Lamy, et tous les soldats obscurs des Troupes Coloniales Françaises, qui dorment leur dernier sommeil dans toutes les parties du monde, et particulièrement sur les Champs de Bataille de 1914-1918.

Rentrées dans leurs foyers, ces troupes ont tenu garnison sur le Rhin, combattu à nouveau au Levant et au Maroc, avec la même intrépidité, le même esprit de sacrifice que leurs aïeux, les régiments détachés de la Marine et ceux du Roy. On dirait que les Troupes Coloniales, un peu plus que les autres, voudraient constamment convertir en réalité le tableau du « Rêve » de Detaille. Si un ordre religieux, célèbre au XVI^e siècle, travaillait pour la plus grande gloire de Dieu, les forces coloniales s'efforcent de réaliser la plus grande gloire du drapeau et de la Patrie. Leur consigne pourrait s'inscrire dans la stoïque devise :

« Primo avulso, non deficit alter. »

CHAPITRE VI

Les Canonniers-Bombardiers du Roy.

Les troupes à pied jouent ici le rôle de fleuve dont on remonterait le cours. Les troupes d'artillerie proviennent vraisemblablement du corps des grenadiers. Ce qui permettrait cette induction, c'est que les grenadiers pouvaient être employés comme bombardiers (1). D'autre part, nous verrons le fait se produire, dans les débuts, assez souvent. Quand on voudra créer ou augmenter les troupes d'artillerie, on ne s'adressera pas aux fusiliers, mais bien aux grenadiers.

Bien avant Louis XIV, qui organisa le corps des bombardiers, Richelieu s'était préoccupé de ceux qui servaient les canons à la mer, en les réunissant par compagnies, mais c'est Colbert qui crée les fonderies de canons à Toulon, Lyon, Rochefort, Saintes (1663) et institue à Brest, Rochefort et Toulon des écoles d'artillerie pour les canonniers de la Marine (1666).

L'ordonnance du 15 avril 1689 (2) ordonne la formation de trois compagnies d'apprentis-canonniers, stationnés à Brest, Rochefort et Toulon. En outre, deux compagnies de Bombardiers, recrutées parmi les matelots, furent établies à Brest et à Toulon.

L'ordonnance du 16 février 1692 rassemble ces unités, en leur donnant, pour la première fois, le nom d'Artillerie de la Marine. Une troisième compagnie de bombardiers fut créée, à Rochefort, par ordonnance du 10 décembre 1694. Les compagnies d'apprentis canonniers avaient un effectif de 100 hommes : elles étaient commandées par un capitaine, un

(1) Lambert de Ste-Croix. Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892. Chapitre II, f° 47.

(2) Id., Ibid., Chapitre I, f° 14.

lieutenant, un sous-lieutenant et un aide d'artillerie. Quant aux compagnies de bombardiers, elles comprenaient deux capitaines de galiote, ayant rang de capitaine et de lieutenant, 3 sergents, 6 caporaux, 1 tambour, 1 fifre et 39 soldats. Ces hommes provenaient des inscrits maritimes de 18 à 30 ans, lesquels contractaient des engagements volontaires de dix années. Leur uniforme était composé d'une culotte et d'une veste de couleur bleue, un justaucorps rouge, avec des parements bleus, et un bonnet de police gris ou un chapeau noir.

Le passage de certains éléments de ces troupes aux Colonies s'effectua vraisemblablement par des prêts, que firent les vaisseaux du Roi aux garnisons d'outre-mer. Mais la flotte ayant toujours un besoin pressant de ce personnel spécialisé, qui n'était pas toujours en excédent, on dut recourir, pour le service des pièces et celui des batteries de côte, dans les compagnies détachées de la Marine aux Colonies, à des compagnies spéciales d'Artillerie de 50 hommes, semblables à celles des Grenadiers et Fusiliers.

Quoi qu'il en soit, l'ordonnance du 20 juin 1743 établit à l'Île Royale une première compagnie de 30 Canonniers-Bombardiers, non compris les Officiers. Par le règlement du 10 avril 1750, cette unité est portée à 50 hommes. Bientôt, une troisième ordonnance du 1^{er} février 1758 (1) créa deux compagnies, à effectifs de 50 hommes, non compris les Officiers.

L'unité comprenait 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 enseigne, 2 sergents, 3 caporaux, 2 cadets, 2 tambours, 41 canonniers. Le capitaine percevait, par an 1.080 livres, le lieutenant 720, l'enseigne 600. Le premier sergent touchait, par mois, 30 livres 5 sols ; le second 21 livres 7 sols 6 deniers ; le caporal 12 livres 10 sols ; le cadet 7 livres 10 sols ; le tambour 10 livres 14 sols 6 deniers ; les 20 premiers canonniers 10 livres, 14 sols 6 deniers, les 21 autres 8 livres 1 sol 3 deniers.

L'ordonnance du 10 avril 1750 crée une première compagnie de Canonniers-Bombardiers « en Canada » (2), à effectif de 50 hommes. L'unité se composait de 1 capitaine,

(1) Archives Nationales, Colonies, A. 7, f^{os} 4 et 5

(2) Id., Ibid., A. 21, f^{os} 186-239

1 lieutenant, 1 enseigne, deux sergents, 3 caporaux, 2 tambours, 43 canonniers.

Pour la mise sur pied de cette première formation, le Gouverneur Lieutenant-Général était autorisé « à choisir indifféremment dans les compagnies de troupes en garnison dans la Colonie les sujets, qui, par leur conduite et leurs talents pour l'artillerie, paraîtraient les plus propres au service des canonniers ».

Les tarifs de solde étaient sensiblement les mêmes que ceux des bombardiers de l'Île Royale. Par mois, le capitaine percevait 90 livres, le lieutenant 60, l'enseigne 50, le premier sergent 40 livres, le second 30, les 3 caporaux 30 livres, les tambours 18 livres ; 22 canonniers étaient payés à raison de 18 livres par mois, 21 à raison de 15 livres.

Une retenue de 5 livres 5 sols devait être opérée, pour la ration, sur la solde de chaque sergent, caporal, canonnier et tambour. Une retenue était pratiquée également pour l'habillement ; elle était de 4 livres 10 sols pour le sergent, 2 livres 5 sols pour le caporal, 2 livres 6 deniers pour le tambour, 2 livres 6 deniers pour le canonnier payé à 18 livres et de 1 livre 13 sols 9 deniers pour le canonnier payé à 15 livres.

La compagnie de Bombardiers du Canada passe de 50 à 70 hommes, avec 3 sergents, 3 caporaux, 2 tambours, 62 canonniers (dont 31 à 18 livres par mois, 31 à 15 livres), suivant l'ordonnance du 14 mars 1756 (1).

Deux compagnies de canonniers-bombardiers furent créées, suivant ordonnance du 15 mars 1757 (2), au Canada. Elles comprenaient chacune : 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 enseigne en premier, 1 enseigne en second, 2 sergents, 3 caporaux, 5 cadets, 2 tambours, 38 canonniers. Elles furent constituées de la manière suivante :

1° au moyen des effectifs de la première compagnie ;

2° à l'aide d'un détachement de 20 canonniers tirés, par ordre du Roi, du Royal Artillerie pour être transporté « en Canada » ;

(1) Archives Nationales, Colonies, A. 21, f^{os} 205 et suivants.

(2) Id., Ibid., A. 21, f^{os} 208-261

3° de soldats choisis et tirés des troupes de la garnison, en vertu des instructions du Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine au Gouverneur Lieutenant-Général.

En 1757, M. de Montbéliard commandait l'artillerie en Canada. L'uniforme se composait d'un habit bleu foncé, avec parements col, doublure, veste et culotte rouge à boutons jaunes, poches en travers avec 6 boutons, guêtres blanches, avec boutons noirs, cravate noire, chapeau bordé d'or et corde noire.

Les ouvriers portent l'uniforme des artilleurs, sauf l'habit gris bleu. Le mineur porte l'uniforme des artilleurs, sauf la veste et la culotte gris bleu.

En 1728, l'habit des artilleurs seuls fut orné, par-devant, d'une bande rouge, large d'un pouce, cousue sur le bord de l'habit. Le drapeau des Compagnies de Canonniers-Bombardiers est écartelé 1 à 4 gorge de pigeon jaune vert et 2 et 3 gorge de pigeon vert rouge à la croix blanche (1).

A cette époque on constate une augmentation des tarifs de solde. Le capitaine obtient par an 1.500 livres ; le lieutenant 1.080, l'enseigne en pied 800 livres, l'enseigne en second 600 livres. Le premier sergent de chaque compagnie touche 40 livres par mois, le second 30 livres, les caporaux 20 livres, les cadets 18 livres. Chacun des tambours 18 livres, les 20 premiers canonniers 18 livres, les 18 autres, 15 livres par mois. On sait que l'ordonnance du 8 mai 1731 avait créé un certain nombre de cadets dans les troupes réglées du Canada.

Mais nous approchons de la bataille d'Abraham (14 septembre 1758) et de la mort glorieuse et héroïque du marquis de Montcalm. Comment ce dernier aurait-il pu continuer à défendre le Canada avec deux compagnies de Canonniers-Bombardiers, alors qu'il n'eut jamais, à part ses miliciens, que 7.000 hommes de troupes réglées (2), avec lesquels il parvint à vaincre des forces décuplées ? Mais le miracle ne pouvait se prolonger, et il devait succomber dans cette lutte inégale.

(1) Bibliothèque Nationale, 4, C. L. I. 23-17. — L. F. 207-129. — L. C. 25-153.

(2) J. Tramond. Manuel d'Histoire Maritime de la France, 1927, f° 407.

A Saint-Domingue, c'est une ordonnance du 22 avril 1745 (1), rendue par Charles Brunier, marquis de Larnage, Gouverneur et Lieutenant Général, et Simon-Pierre Maillart, Intendant des Iles-sous-le-Vent, qui organisa la première compagnie de Canonniers-Bombardiers, avec un effectif de 50 hommes. Elle devait faire le service des différentes batteries constantes à Saint-Domingue et de l'artillerie, qui y avait été placée.

L'ordonnance royale du 15 décembre 1745 (2) « pour l'établissement et la discipline d'une compagnie de Canonniers Bombardiers à Saint-Domingue » homologua la première décision.

Cette unité se composait de : 1 capitaine, 1 lieutenant, 2 sous-lieutenants, 4 sergents, 4 caporaux, 2 tambours, 50 canonniers bombardiers.

Lorsque la garnison prenait les armes (3), la compagnie des canonniers marchait en tête, et, dans l'ordre de bataille déployée, elle se trouvait à la droite (art. VIII). Le capitaine percevait par mois, 150 livres, le lieutenant 100, les sous-lieutenants 75, les deux premiers sergents 55 livres, les deux seconds sergents 40, les 4 caporaux 27, les 25 premiers canonniers 25, les 25 autres 20 livres chacun.

Il était fourni, tous les trois ans, aux sergents, un habit de drap bleu fin, avec des parements rouges, à doublure de serge rouge, bordé d'un double galon d'argent sur les manches, boutons d'argent sur bois, veste rouge avec boutons de même à l'habit, culotte et bas rouges, un volant de bouracan bleu uni, sans poches et un chapeau bordé d'argent. Les caporaux recevaient le même habillement, avec un galon simple sur les manches, et chacun des canonniers un habit de drap bleu commun avec des parements rouges, boutons blanc de métal d'Allemagne argentés, veste, culotte et bas rouges, un chapeau bordé d'argent faux et un volant de bouracan bleu uni.

La discipline de la compagnie n'était attribuée « qu'aux

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Partie III, f° 825.

(2) Id., Ibid., f° 840.

(3) Archives Nationales. Colonies, A. 27, f° 97.

officiers d'icelle ». La moitié de l'effectif devait tenir garnison au Cap, la seconde moitié, à l'Acul du Petit Goave. Les tambours portaient la grande livrée du Roi avec veste, culotte et bas rouges.

Une nouvelle ordonnance du 14 mars 1758, reconnaissant que la compagnie n'était pas suffisante pour remplir le service auquel elle était destinée, établit une deuxième compagnie de canonniers bombardiers, avec augmentation de la première (1).

Aux Iles du Vent, l'ordonnance du 30 avril 1747 (2) organise la première compagnie de Canonniers-Bombardiers. Les sujets composant cette première formation devaient, « par leur conduite et leurs talents pour l'artillerie, paraître les plus propres pour le service de ladite Compagnie ». Les sujets négligents à l'instruction ou aux exercices pouvaient être reversés dans les troupes ordinaires (art. 4). Les officiers, sergents, caporaux, tambours et canonniers, composant cette unité, seraient répartis entre les Iles de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Grenade, suivant les instructions du Gouverneur Lieutenant Général des Iles (art. 6).

A part l'uniforme, qui était fourni tous les trois ans aux bas-officiers, caporaux, tambours et canonniers, ces derniers recevaient deux paires de souliers, deux chemises, deux cravates, deux peignes de buis, deux livres de savon et trois « éguilles ». Chaque année, il leur était également fourni une veste, une culotte, une paire de bas, un chapeau, deux paires de souliers, deux chemises, deux cravates et les ustensiles dont est composé le petit habillement des hommes de troupe.

Les canonniers bombardiers étaient armés d'un fusil grenadier avec sa baïonnette, une giberne de cuir, un gargoussier de cuir à 27 cartouches, avec bandoulière, un pulverin de cuir bouilli, un sabre avec dragonne de laine blanche et bleue.

A la Martinique, une ordonnance locale, du 4 octobre 1761 (3), du Gouverneur Le Vassor de la Touche crée un

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 7, f° 6. A. 27, f° 113.

(2) Id., Ibid., A. 26, f° 9.

(3) Renouard de Ste-Croix. Statistique de la Martinique, 1852. Tome I, f° 125.

corps de canonniers bombardiers.

Nous ne voulons pas aller plus avant aux Colonies sans suivre la marche parallèle de la Métropole. Le Duc de Choiseul était Secrétaire d'Etat à la Guerre et à la Marine. Il crut nécessaire de pratiquer l'unification des troupes des deux départements : la Guerre absorba la Marine. Les compagnies franches d'Infanterie étant supprimées à la date du 6 novembre 1761 ; le même jour, les compagnies de canonniers et de bombardiers sont réunies au corps Royal d'Artillerie, le nombre des brigades étant porté de 6 à 9. Lors du traité de Paris (10 février 1763), la brigade de Rochefort fut supprimée. On sait que la brigade d'artillerie comprenait 8 compagnies de 100 hommes, dont une de bombardiers, 7 de canonniers. Cette réforme ne fournit que des résultats médiocres. L'ordonnance du 5 novembre 1766 rétablit quatre compagnies d'apprentis canonniers (deux à Brest, une à Rochefort, une à Toulon).

L'ordonnance du 24 septembre 1769 établit le Corps Royal d'Infanterie et d'Artillerie de la Marine, qui devint le Corps Royal de la Marine, le 8 février 1772.

Mais, revenons aux Colonies. A Saint-Domingue, l'ordonnance royale du 27 mars 1764 (1) :

1° supprime les deux compagnies de canonniers-bombardiers, attendu que, par une autre ordonnance du 30 octobre précédent, le Roi avait destiné 100 hommes du Corps Royal au service de l'artillerie de la Colonie ;

2° accorde des pensions aux officiers desdites compagnies, du jour de leur réforme, jusqu'à celui où ils pourraient être employés, de nouveau ;

3° permet d'admettre les soldats et bas-officiers de bonne volonté dans le détachement du Corps Royal, en remplacement.

Il est à peu près certain que, dans la Métropole, le Secrétaire d'Etat à la Guerre et à la Marine avait essayé certaines réformes (1763). Aux Colonies, nous en avons la preuve par

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 9, f° 13. — Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome IV, f° 720.

l'ordonnance royale du 1^{er} décembre 1768 (1). La règle de vouloir constamment l'unification ne donne pas toujours les meilleurs résultats. On l'avait vu naguère dans la Métropole ; il faut admettre que aux Colonies, les mêmes causes produisirent les mêmes effets. Dans les considérants de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1768, portant établissement de deux compagnies de la Légion aux Isles-sous-le-Vent, il est déclaré « que les canonniers bombardiers attachés aux compagnies de la Légion de sa Colonie des Isles-sous-le-Vent et destinés spécialement au service de l'artillerie, ne sont pas suffisants pour le service des places et voulant y pourvoir, etc... »

En conséquence, il sera entretenu aux Iles-sous-le-Vent de l'Amérique deux compagnies de canonniers bombardiers, composées chacune d'un capitaine, d'un capitaine en second, d'un lieutenant en premier, d'un lieutenant en second et d'un sous-lieutenant, d'un fourrier, de 8 sergents, dont 4 premiers, de 8 caporaux, 8 appointés, 8 artificiers, 32 canonniers bombardiers de la 1^{re} classe, 32 canonniers bombardiers de la 2^e classe et de 3 tambours. Il est certain qu'à la même époque, le Gouvernement général des Iles du Vent fut doté de deux compagnies similaires.

Les deux compagnies furent subordonnées à un commandant en chef, placé sous l'autorité du Gouverneur Lieutenant Général. Cet officier supérieur était chargé de l'inspection des compagnies, et de la centralisation des états de situation, qu'il devait adresser au Gouverneur Lieutenant Général.

Les appointements étaient les suivants, par mois :

Au commandant en chef, avec supplément		
d'appointement, pour tenir lieu de ration ..	10.000	livres
A chaque capitaine	4.700	»
— capitaine en second	3.300	»
— lieutenant en premier	2.280	»
— lieutenant en second	2.000	»
— sous-lieutenant	1.980	»
— fourrier	1.000	»

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 12, f° 107. — Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome V, f° 205.

A chaque premier sergent.....	900 livres
— autre sergent	600 »
— caporal	405 »
— appointé	324 »
— artificier	300 »
— premier canonnier bombardier ...	270 »
— canonnier bombardier de 2 ^e classe	216 »
— tambour	216 »

L'uniforme des deux compagnies se compose d'un justaucorps de drap bleu, doublé de serge rouge, parement et collet rouge, veste et culotte de coutil blanc, boutons jaunes, timbrés d'une ancre, et d'un chapeau, bordé de fil jaune.

Le commandant porte deux épaulettes en tresse d'or, garnies de clinquant et d'une frange, avec jasmin, sans nœud de cordelière. Le capitaine porte une épaulette, sans nœud de cordelière ni jasmin. Le lieutenant porte une épaulette à fond de tresse d'or et mosaïque de soie rouge, garnie d'une frange d'or et de soie assortie, et le sous-lieutenant, une épaulette à fond de soie rouge avec une mosaïque en or, et frange mêlée de filets d'or et de soie dans la proportion de l'épaulette.

Le chapeau uniforme était bordé d'un galon d'or, large de seize lignes, sans lames ni clinquant. Sous aucun prétexte, les officiers ne pouvaient porter de plumets à leur chapeau uniforme.

L'ordonnance du 20 avril 1771 (1) crée à Saint-Domingue une troisième compagnie de bombardiers, à l'instar des deux créées le 1^{er} décembre 1768. Ce qui accrédite l'opinion que les gouvernements militaires des Iles-sous-le-Vent et des Iles du Vent se mouvaient sur des plans parallèles, c'est l'ordonnance royale du 1^{er} octobre 1775 (2), portant création d'un sous-lieutenant (1.980 livres), dans chacune des trois compagnies de canonniers bombardiers, établies aux Isles du Vent. Donc, en 1775, la Martinique, la Guadeloupe et la Grenade possèdent leur troisième compagnie de canonniers bombardiers.

(1) Archives Nationales. Colonies. A. 13, f^o 12. — Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome V, f^o 352.

(2) Archives Nationales. Colonies, A. 15, f^o 36.

Une ordonnance royale du 28 août 1777 règle le traitement des troupes du Corps Royal de l'Artillerie, qui seront employées dans les Colonies de l'Amérique (1). Ce texte prévoit, par livres et par an, le traitement de tout le personnel d'artillerie quelconque. On commence à s'orienter vers la spécialisation. Nous n'en ferons pas le détail, nous réservant pour la deuxième ordonnance qui est de la même date. Il nous suffira d'indiquer que le Lieutenant-Colonel percevait 8.000 livres, le Chef de Brigade 5.400 livres, l'aide-major 2.500, les capitaines en premier de mineurs et d'ouvriers 3.900 et en second 2.700. La solde tout en étant unifiée, pour les Bas-officiers de toute catégorie, présentait cette différence que les techniciens obtenaient certains avantages. Les Canonniers Bombardiers et Sapeurs de 1^{re} classe perçoivent 189 livres, ceux de 2^e classe, 144, les apprentis, 126, le tambour, 189 livres. Mais, par contre, le Sergent-Major de canonniers-bombardiers, Sapeurs et Mineurs obtient 780 livres, alors que celui d'ouvriers a 960 livres, les Sergents, de part et d'autre, perçoivent 513 livres, les Caporaux touchent respectivement 324 livres et 396 livres ; de même pour les appointés 243 livres et 342 livres. Les artificiers et mineurs obtiennent 216 livres. L'ouvrier de 1^{re}, de 2^e classe et l'apprenti émargent respectivement pour 315 livres, 243 livres et 198 livres.

La seconde ordonnance est de la même date (28 août 1777) (2). Elle donne une nouvelle forme aux Six Compagnies de Canonniers Bombardiers des Isles du Vent et Sous-le-Vent de l'Amérique, assimile leur traitement à celui des troupes du Corps Royal, employées dans les mêmes Colonies. A partir de ce moment, nos anciens Canonniers-Bombardiers sont versés, donc confondus avec les nouveaux éléments du Corps Royal de l'Artillerie, passés aux Colonies. On se trouve en présence de six compagnies de Canonniers, dont trois sta-

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 19, f^o 38 — Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome V, f^{os} 794-795.

(2) Archives Nationales. Colonies, A. 19, f^o 37. — Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent, 1784. Tome V, f^{os} 795-797.

tionnées à Saint-Domingue, et trois, en garnison à la Martinique (1777).

La Compagnie, « nouvelle forme » des Canonniers Bombardiers, est commandée par un Capitaine en premier, avec adjonction d'un capitaine en second, d'un Lieutenant en premier, un Lieutenant en second, un sous-Lieutenant. Elle est composée d'un fourrier, 6 sergents, 6 caporaux, 6 appointés, 6 artificiers, 14 canonniers de 1^{re} classe, 27 canonniers de 2^e classe, 32 apprentis et 2 tambours. Les cadres sont augmentés, et on voit apparaître des catégories inconnues aux premières formations. C'est ainsi que l'on observe la création du fourrier, des artificiers et des apprentis. L'organisation se perfectionne. Au début, de grenadier, on passait canonnier bombardier ; en 1777, on forme des stagiaires.

« Les appointements et soldes » sont les suivants, par an, pour compter du 1^{er} janvier 1778 (art. 6) :

Au Capitaine en premier	3.900	livres
— en second	2.700	»
Au Lieutenant en premier	1.950	»
— en second	1.800	»
Au Sous-Lieutenant	1.800	»
Au Fourrier	780	»
A chacun des sergents	513	»
A chaque caporal	324	»
— appointé	243	»
— artificier	216	»
— canonnier de 1 ^{re} classe	189	»
— — 2 ^e classe	144	»
— apprenti	126	»
— tambour	189	»

Il y a, en plus de ces spécialistes, un certain nombre de soldats, attachés au service du canon, comme on le voit par l'ordonnance du Gouverneur Lieutenant-Général des Iles-sous-le-Vent du 1^{er} février 1773 (1) portant « qu'il sera attaché un certain nombre de soldats des régiments du Cap et de Port-au-Prince au service du canon ».

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784), Tome V, f^o 423.

Il existe une compagnie de Canonniers-Bombardiers « dans la province de Louisiane », car l'ordonnance royale du 16 mars 1763, portant réformation des Troupes de la Louisiane, prévoit 36 compagnies de troupes réglées et une compagnie de Canonniers Bombardiers (1).

L'ordonnance du 1^{er} août 1764 crée deux compagnies de Canonniers-Bombardiers, une de mineurs, et une autre d'ouvriers, pour le service de l'Artillerie à la Guyane (2). Cette formation ne fut pas de longue durée ; une nouvelle ordonnance, du 1^{er} octobre 1765 (3), réduit à une compagnie d'artillerie les deux précédentes. Grâce à ce dernier texte, nous constatons que, dans les compagnies d'artillerie de Cayenne, il y a des Cadets à l'aiguillette qui se distinguent des canonniers par l'aiguillette blanche, tressée et ferrée, qu'ils portent sur l'épaule droite.

L'ordonnance du 1^{er} juin 1767 (4) règle l'uniforme des Canonniers-Bombardiers de la Guyane. Il est formé d'un justaucorps de drap léger, petit lodève bleue, doublé de toile bleue, parements, collet et revers rouges, le parement fermé en dessous par trois petits boutons, un à l'épaulette, six de même à chaque revers, trois gros au-dessous et trois à chaque poche, qui sera coupée en travers. La veste est de coutil bleu, sans poches ou pattes marquées, garnie de dix boutons sur le devant et d'un à chaque manche. La culotte est de coutil blanc, avec caleçon de toile séparée ; les boutons jaunes sont timbrés d'une ancre, le chapeau, bordé d'un galon de fil jaune.

Les sergents portent, comme distinction, un double galon d'or large de douze lignes sur les manches. Les insignes, pour les caporaux, sont d'un double galon de fil jaune, de la largeur de dix lignes et ceux des anspessades se distinguent par un simple galon de fil jaune de dix lignes de largeur, sur les manches. Les artificiers et canonniers bombardiers portent, sur le bras gauche, un galon de fil jaune, en chevron brisé au-dessus du pli du bras.

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 8, f° 207.

(2) Id., Ibid., A. 9, f° 35.

(3) Id., Ibid., A. 9, f° 68.

(4) Id., Ibid., A. 11, f° 118.

Les habits des officiers sont semblables à ceux des canon-
niers, mais formés d'un drap plus fin, avec des boutons dorés.

L'ordonnance du 29 décembre 1769 porte à 100 hommes
la compagnie de canonniers bombardiers de Cayenne, qui ne
s'élevait jusque-là qu'à cinquante hommes (1).

Celle du 18 mai 1770 (2) augmente la solde des Bas-
officiers et soldats canonniers bombardiers, servant à Cayenne :

Au Caporal, par an	144 livres
A l'Anspessade, par an	117 »
Au Cadet à l'aiguillette, par an	144 »
Au canonnier bombardier, par an	90 »
Au tambour	126 »

L'ordonnance du 10 février 1771 (3) réduit à cinquante
hommes la compagnie de canonniers bombardiers de Cayenne.

En ce qui concerne les Iles de France et de Bourbon, le
premier texte, qui organise dans ces colonies la première com-
pagnie de Canonniers Bombardiers, est l'ordonnance du
1^{er} novembre 1766 (4). Cette unité comprend 1 capitaine,
1 lieutenant, 1 sous-lieutenant, 1 premier sergent, 2 autres ser-
gents, 3 caporaux, 3 appointés, 2 artificiers, 13 canonniers
bombardiers de 1^{re} classe, 26 de 2^e classe, 2 tambours. La
solde et les appointements sont, par an :

Au Capitaine	4.760 livres
Au Lieutenant	2.280 »
Au Sous-Lieutenant	1.980 »
Au Premier sergent	900 »
A chacun des 2 autres sergents	1.200 »
Aux 3 Caporaux	1.215 »
Aux 3 appointés	972 »
Aux 2 artificiers	600 »
Aux 13 premiers canonniers	3.510 »
Aux 26 canonniers de 2 ^e classe	5.616 »
Aux 2 tambours	432 »

(1) Archives Nationales, Colonies, A. 12 f° 40.

(2) Id., *Ibid.*, A. 13 f° 8.

(3) Id., *Ibid.*, A. 13 f° 4.

(4) Id., *Ibid.*, A. 17 f° 15.

L'ordonnance du 1^{er} août 1768 (1) ordonne la formation d'une seconde compagnie de canonniers bombardiers aux Iles de France et Bourbon. Cette formation est, en tous points, semblable à celle de l'ordonnance de 1766, ce qui nous permet de ne pas nous étendre davantage sur ses détails. Nous savons que les canonniers bombardiers sont armés d'un fusil grenadier, garni de sa baïonnette, d'une giberne de cuir à 27 cartouches, avec la bandoulière de cuir, d'un pulverin de cuir bouilli et d'un sabre, avec une dragonne de laine blanche et bleue (art. 9). Il était fourni à l'ordinaire des magasins du Roi aux deux compagnies une ration et demie et une ration simple, suivant le grade. La ration se composait de vingt onces de farine, d'une demi-livre de bœuf salé ou de six onces de lard salé, le tout poids de marc (art. 10).

L'ordonnance du 1^{er} novembre 1770 (2) porte les deux unités de 52 à 100 hommes. Quant aux Officiers, le cadre atteint sa pleine normale avec 1 capitaine en premier, 1 capitaine en second, 2 lieutenants en premier, 2 lieutenants en second, 1 fourrier, 3 premiers sergents, 3 seconds sergents, 6 caporaux, 6 appointés, 8 artificiers, 36 premiers canonniers, 36 seconds canonniers et un tambour.

Les appointements sont les suivants, par an et en argent de France :

Au Capitaine en 1 ^{er}	4.460 livres, plus supplément d'appointements pour tenir lieu de ration 300 livres, soit	4.760 livres
Au Capitaine en second	3.000 livres, plus supplément d'appointements pour tenir lieu de ration 300 livres, soit	3.300 »
A chaque Lieutenant en premier	2.080 livres, plus supplément d'appointements pour tenir lieu de ration 200 livres, soit	2.280 »
A chaque Lieutenant en second	1.800 livres, plus supplément d'appointements pour tenir lieu de ration 200 livres, soit	2.000 »
A un fourrier	.....	1.000 »

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f^o 28.

(2) Id., *Ibid.*, A. 17, f^o 47.

A chacun des 3 premiers sergents	900 livres ..	2.700	»
A chacun des 3 seconds sergents	600 livres ..	1.800	»
A chacun des 6 caporaux	405 livres	2.430	»
A chacun des 6 appointés	324 livres	1.944	»
A chacun des 8 artificiers	300 livres	2.400	»
A chacun des 36 premiers canonniers	270 livres	9.720	»
A chacun des 36 seconds canonniers	216 livres	7.776	»
A un tambour	.....	216	»

Les fourriers portent comme distinction, sur chaque manche, un double galon d'or, large de douze lignes, en chevron brisé au-dessus du pli du bras et, sur le collet, un simple galon d'or, de six lignes de largeur.

Le service des batteries de côtes de l'Ile de France est assuré par un corps d'Invalides. A la date du 1^{er} Octobre 1775, une ordonnance du Roi (1) leur accorde un supplément de ration, composé de huit onces de pain frais ou de la même quantité de riz. Ce supplément jouait lorsque le personnel invalide de la batterie n'atteignait pas le chiffre 7 ; dans le cas contraire, le personnel était remis à la ration ordinaire. Ce corps d'Invalides provenait de Pondichéry. L'ordonnance du 30 décembre 1772 (2) avait ordonné le transfert de cette unité à l'Ile de France. Ces militaires jouissaient de leur solde, de leur uniforme et étaient passés en revue tous les six mois. Leur uniforme se composait d'un habit, avec parement bleu de Roi, veste et culotte en coutil blanc, dix boutons sur le devant de l'habit, trois à chacune des poches, qui étaient coupées en travers, les manches fermées par trois autres petits boutons en dessous, lesdits boutons jaunes et timbrés d'une ancre, et chapeau bordé d'argent.

Indépendamment de la formation des Canonniers-Bombardiers, l'ordonnance royale du 30 décembre 1772 (3) accorde deux pièces de canon à la Rostaing à la suite de chacun des régiments, créés pour la garde des Iles de France et de

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 18, f^o 58.

(2) Id., *Ibid.*, A. 18, f^o 12.

(3) Id., *Ibid.*, A. 18, f^o 16.

Bourbon. Il en fut de même aux Antilles, pour les régiments du Cap, de Port-au-Prince, de la Martinique et de la Guadeloupe. On a vu plus haut que le Gouverneur Général des Iles Sous-le-Vent avait pris une ordonnance, dans ce sens, à la date du 1^{er} février 1773, avant la décision du Pouvoir Central. Un personnel spécial est attaché au service des pièces. Ce personnel est de un sergent, un caporal et 8 hommes, « des places fortes et des plus propres à ce service ». Ces militaires portent, comme marque distinctive et d'honneur, un chevron brisé sur le bras gauche, de la couleur de leurs parements et un canon au coin de chaque basque de leur habit. Une haute paye est prévue à leur intention : 2 sols par jour aux sergents, 1 sol à chaque caporal et six deniers par homme. La pièce comporte un approvisionnement de cinquante coups. Les soldats canonniers sont exercés un jour par semaine, en présence d'un officier major du Régiment. Chaque pièce a, en vue de l'exercice, 3 livres de poudre et, pour exciter l'émulation des soldats, il est accordé un prix de 3 livres par mois à chaque Régiment, « lequel sera adjugé à la fin de chaque mois à celui des canonniers qui aura le plus approché du but, S.M. se réservant d'accorder aux soldats canonniers qui se seront le plus distingués les autres récompenses, dont ils seraient susceptibles, sur le compte, qui sera rendu par le Colonel de chaque Régiment, de leur intelligence, bravoure et bonne conduite ».

Les pièces sont enfin visitées, chaque mois, par une Commission, quant au constat des dégradations et à l'entretien ou au remplacement, sur les ordres de l'Intendant de la Colonie ou de celui qui en fait les fonctions.

Les établissements français de l'Inde furent organisés comme les colonies d'Amérique et d'Afrique orientale, sous le rapport de l'Artillerie. En effet, à la date du 4 janvier 1776, (1) une ordonnance forme deux compagnies de canonniers bombardiers dans cette colonie. Il y avait, précédemment, à Pondichéry, une compagnie d'Artillerie, laquelle provenait du Corps Royal d'Artillerie et une autre, de l'ancien bataillon de l'Inde. Ces deux troupes prirent désormais

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 16, f^o 42.

le titre de Compagnies de Canonniers-Bombardiers de l'Inde. La compagnie est commandée par un capitaine, ayant, comme adjoints, 2 lieutenants en premier, 2 lieutenants en second, 2 lieutenants en troisième. Elle est formée d'un fourrier, 3 premiers sergents, 3 seconds sergents, 6 caporaux, 6 appointés, 8 artificiers, 36 premiers canonniers et 36 seconds canonniers. Les deux compagnies avaient, comme tambours, 4 Noirs « Toppas ou Caffres », les tambours européens passant canonniers bombardiers.

Les Canonniers-Bombardiers viennent de prendre, après le traité de Paris, un trop grand développement, pour que le Secrétaire d'Etat, ayant le Département de la Marine, ne pensât pas à créer une Ecole, pour cette spécialité. Tel est le but de l'ordonnance du 15 Mars 1780 (1). Elle fonde une Ecole d'Artillerie au dépôt des recrues des colonies, à l'Île de Ré. Cette formation a pour but de fournir des canonniers exercés aux compagnies de canonniers-bombardiers des Colonies, et pour le service du canon aux régiments coloniaux. Le dépôt des Colonies ne reste pas longtemps à l'Île de Ré. Il est supprimé, puis réorganisé pour être rattaché au bataillon auxiliaire des Colonies, à Lorient.

L'Ecole d'Artillerie du Dépôt de Ré est le dernier acte de cette période pour les canonniers.

Nous arrivons à un cycle nouveau, avec la Grande Ordonnance du Ministre Secrétaire d'Etat de la Marine, Maréchal de La Croix de Castries, en date du 24 octobre 1784 (2). Ce règlement remarquable a constitué une sorte de Charte de l'Artillerie aux Colonies. Il forme un corps de soixante-dix articles.

En vertu de l'article 1^{er}, les compagnies de canonniers-bombardiers, chargées du service de l'artillerie dans les colonies et dans le port de Lorient, sont supprimées. Le règlement crée, en même temps, une période transitoire pour les colonies, l'application n'en devant pas être immédiate. Quoi qu'il en soit, le Corps Royal de l'Artillerie des Colonies était

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784), Tome VI, f^o 10.

(2) Id., *Ibid.*, Tome VI, f^{os} 592-614.

appelé à remplacer les compagnies, qui devaient disparaître.

On constate, pour la première fois, que l'artillerie des Colonies comprend un tout : un Régiment (2.000 hommes) de vingt compagnies de canonniers bombardiers et deux compagnies d'ouvriers. La première formation devait s'effectuer avec un noyau de 470 hommes, pour les canonniers, 72 hommes, pour les ouvriers, tirés du Corps Royal de l'Artillerie de France. Le régiment comprend 5 brigades, désignées par les n^{os} 1 à 5, suivant l'ancienneté de leurs chefs. La Brigade était formée de quatre compagnies ; elle était commandée par un Chef de Brigade, ayant rang de major. Dans l'ordre de bataille, la première brigade avait la droite, la seconde la gauche, et ainsi de suite, en alternant, la cinquième occupant le centre. La compagnie de canonniers-bombardiers était commandée par un capitaine en premier, avec, sous son autorité, un capitaine en second, un lieutenant en premier, un lieutenant en second et un lieutenant en troisième. Ce dernier officier et la moitié des lieutenants en second pouvaient être choisis parmi les sergents, mais ils ne pouvaient prétendre qu'aux emplois d'aides-majors et à celui de Quartier Maître Trésorier.

Les compagnies étaient composées d'un sergent-major, un sergent fourrier écrivain, cinq sergents, cinq caporaux, cinq appointés, cinq artificiers, cinq canonniers-bombardiers de 1^{re} classe, vingt de 2^e classe, quarante apprentis et un tambour, formant 88 hommes. Les bas officiers, caporaux, appointés, artificiers, canonniers-bombardiers et apprentis étaient distribués en cinq escouades, commandées chacune par un sergent.

L'Etat-Major du Corps Royal de l'Artillerie est constitué par un Colonel, un Lieutenant-Colonel (dont un était Directeur de l'Arsenal des Colonies), de cinq Chefs de Brigade, un Major, trois aides-majors, un quartier maître trésorier et un tambour major. La répartition est la suivante : 1^{re} Brigade, aux Indes (Ile de France et Bourbon) ; 2^e Brigade, à la Martinique ; 3^e et 4^e Brigades stationnées en France, à Douai, sur avis des Inspecteurs Généraux Gribeauval et de Manson (1) ; 5^e Brigade à Saint-Domingue.

(1) Basset (Capitaine d'Artillerie) : « La Formation du Corps Royal de l'Artillerie aux Colonies. - Revue des Troupes Coloniales ». N° 225, Juillet-Août 1935.

Le Major était chargé de l'instruction générale et de la direction du dépôt des recrues d'artillerie à l'île de Ré. Les aides-majors s'occupaient des détails du service ; ils avaient rang de lieutenants en premier. Ils ne pouvaient prétendre à avancer au delà du grade de capitaine, étant tirés du corps des sergents. Le quartier-maître-trésorier tenait les comptes, effectuait les paiements. Il avait, lui aussi, rang de lieutenant en premier, et pouvait seulement prétendre, à titre de récompense, au grade de capitaine.

La moitié des lieutenants en second devait provenir des Elèves d'Artillerie de la Marine (art XVIII). On se souvient que la seconde moitié était recrutée parmi les sergents. Les divers grades étaient accordés sur les propositions des officiers supérieurs, d'après les suffrages des autres officiers. Les places d'appointés étaient accordées, de droit, aux plus anciens artificiers ou canonniers-bombardiers. Le Colonel, le Lieutenant-Colonel Directeur, le Major, un ou deux chefs de Brigade, le Quartier-maître Trésorier, restaient en France.

L'artillerie de Saint Domingue était commandée par un Lieutenant-Colonel ; il en était de même pour la Martinique, l'Isle de France et l'Inde. Les premiers titulaires de ces emplois furent, comme Colonel, M. de Puget ; Lieutenant-Colonel à Saint Domingue, M. de Pomeirols-Mainville, avec comme adjoint, le Chef de Brigade, Chevalier Drozain ; le Commandant de l'Artillerie à la Martinique fut le Lieutenant-Colonel de Senneville, avec, comme adjoint pour la Guadeloupe, le Chef de Brigade Chevalier de Pécault.

Par lettre du 4 décembre 1784, le Secrétaire d'Etat de la Marine indiquait au Commandant en Chef des Isles de l'Amérique-sous-le-Vent, Jean-Baptiste de Tastes de Lila-mours, Brigardier des Troupes des Colonies (1) qu'avant la promulgation de l'ordonnance du 24 octobre 1784 dans les Colonies d'Amérique il y avait décidé l'envoi d'une mission composée des Officiers sus-visés. Le Chef de la mission devait être M. de Puget, Colonel du nouveau régiment qui avait comme adjoint le Lieutenant en premier Vandernoot. Cette lettre prévoit un traitement de 12.000 livres pour le

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent », (1784). Tome IV, f^o 668.

Colonel, de 8.000 pour les Lieutenants-Colonels, de 5.000 pour les Chefs de Brigade et enfin de 2.000 livres pour le sieur Vandernoot. Les officiers devaient être assurés de rencontrer dans chaque colonie tous les secours qui pourraient leur devenir nécessaires, et surtout d'être payés de leurs appointements.

Il n'est pas utile de nous occuper ici des compagnies d'ouvriers qui feront l'objet d'un paragraphe spécial au présent chapitre. De cette unité une demi-compagnie devait rester en France sur les deux prévues à la formation.

Les troupes du Corps Royal de l'Artillerie changent de garnison tous les quatre ans, elles devaient être reçues dans les Hôpitaux militaires de France ou de la Charité aux Colonies, et y être traitées comme celles du Corps Royal de France. Les candidats aspirants ou Elèves du Corps de l'Artillerie aux Colonies, devaient être âgés de quatorze ans révolus et produire au Généalogiste du Roi les preuves de noblesse exigées des Elèves de l'Ecole Royale Militaire. Toutefois, les fils de Chevaliers de l'Ordre Royal et Militaire de St-Louis étaient dispensés de cette formalité et pouvaient joindre le certificat du Généalogiste ainsi qu'un certificat de baptême au mémoire de l'Inspecteur Général du Corps qui les proposait. Les enfants des officiers du Corps Royal de l'Artillerie pouvaient être admis à l'aspirance, dès l'âge de treize ans.

Les Officiers du Corps ne pouvaient contracter mariage sans la permission du Roy et sur le rapport favorable du Conseil d'Administration de leur Troupe, approuvé par le Gouverneur de la Colonie avant l'âge de vingt-cinq ans révolus. On sait qu'à compter de 1772, il y eut dans tous les corps des Colonies des Conseils d'Administration, présidés par les Colonels, qui contrôlaient l'administration intérieure de l'unité.

Le corps se trouvait placée sous la direction d'un Inspecteur Général, qui pouvait être choisi parmi les anciens Colonels ; mais, pour la première formation, cet officier général fut choisi parmi ceux du Corps Royal de l'Artillerie de France. L'Inspecteur Général était chargé du service, de

l'instruction des Troupes de l'Artillerie des Colonies et des constructions qui pouvaient se faire dans les arsenaux, soit en France, soit aux Colonies. Il devait inspecter tous les ans les services de l'Artillerie et l'Arsenal de construction des Colonies, vérifier la tenue du personnel et en rendre compte au Secrétaire d'Etat de la Marine. Aux Colonies, l'inspection des Troupes d'Artillerie était confiée à l'Officier qui exerçait le commandement en chef.

Nous indiquons ci-après le tableau de la solde réglée par an pour le Corps Royal de l'Artillerie en France et aux Colonies.

	En France	Aux Colonies
A l'Inspecteur, Officier Général ..	12.000 liv.	—
A l'Inspecteur, Brigadier ou Colonel	9.000 »	—
Au Colonel (frais de bureau 1.200 livres)	6.000 »	—
Traitement attaché au Commandant du Régiment	1.200 »	—
Au Lieutenant-Colonel Directeur (frais de bureau 800 liv.)	5.600 »	—
A chacun des Lieutenants-Colonel.	3.600 »	8.000 liv.
A chacun des Chefs de Brigades .	3.000 »	5.400 »
Au Major y compris son traitement	3.500 »	—
A chacun des Aides-Majors	—	2.500 »
Au Quartier Maître Trésorier ..	1.800 »	—
Au Tambour Major	400 »	—
A chacun des Capitaines en 1 ^{er} , aux 2 Capitaines en 1 ^{er} en France et à celui des Colonies	2.400 »	3.900 »
Traitement aux 2 premiers Factionnaires du Régiment et au plus anciens Capitaines d'ouvriers ..	300 »	300 »
A chacun des capitaines en second	1.500 »	2.700 »
A chacun des Lieutenants en premier	1.200 »	2.000 »

	En France	Aux Colonies
A chacun des Lieutenants en second	950 »	1.900 »
A chacun des Lieutenants en troisième	840 »	1.800 »
A chaque Sergent-Major	540 »	780 »
A chaque Sergent-Fourrier	375 »	513 »
A chaque Caporal	264 »	324 »
A chaque Appointé	210 »	243 »
A chaque Artificier	192 »	216 »
A chaque 1 ^{er} Canonnier Bombardier	174 »	189 »
A chaque second Canonnier Bombardier	141 »	144 »
A chaque Apprenti	123 »	126 »
A chaque Tambour	174 »	189 »

Les appointements pouvaient être augmentés d'un quart en temps de guerre, mais ce traitement spécial ne pouvait avoir lieu que par ordre de S.M. La ration était fournie désormais, sans aucune retenue sur la solde. Elle était par jour, aux Colonies, pour le Bas-Officier, soldat ou Tambour de vingt-quatre onces de pain frais ou de vingt onces de farine, de huit onces de bœuf frais ou salé, et dans le cas où ces comestibles manqueraient dans la Colonie, il y serait suppléé par des vivres du pays.

L'ordonnance prévoyait l'organisation de la masse (56 livres par hommes et par an), pour être employée aux recrues, à l'habillement, à l'équipement, à l'entretien, à toute espèce de réparations sans distinction, ainsi qu'à l'entretien des armes dans toutes les Compagnies du Corps. La masse était grevée des frais de capitation et des quatre deniers pour livre, tant pour les appointements des Officiers que de la solde des bas officiers et soldats. Les hommes partant aux Colonies n'avaient droit pour leur entretien qu'à dix livres sur la masse. Les gardes d'artillerie, nécessaires pour la surveillance des batteries et travaux aux Colonies devaient être recrutés parmi les Lieutenants en troisième et Sergents du Corps Royal. Il était établi à la suite du Corps un Commissaire pour y faire les fonctions attribuées aux Commissaires des Guerres et

du Corps Royal. Ces officiers étaient chargés de la vérification et du contrôle de la comptabilité du Corps Royal de l'Artillerie des Colonies.

L'uniforme des officiers et soldats du Corps était d'un habit, veste et culotte de drap bleu de roi, doublure et parements rouges, en écarlate pour les officiers, et d'un drap garance pour les soldats, la poche ordinaire, garnie de trois gros boutons, les revers de l'habit de drap bleu, garnis de sept petits boutons, les poches de trois chacune, la culotte garnie de douze petits boutons et trois gros. Les boutons étaient jaunes, timbrés d'une ancre et du n° 64, conforme au modèle approuvé.

Les Canonniers Bombardiers portent deux épaulettes rouges à franges de même couleur ; les artificiers ont les mêmes épaulettes, mais avec tige liserée de jaune. Les ouvriers ont des revers rouges à l'habit et portent deux épaulettes, fond rouge liseré de bleu avec les franges rouge et blanc.

Toutes ces épaulettes sont en laine. Le Tambour-Major et les Tambours du Corps Royal portent la livrée du Roi, ces derniers ont les mêmes épaulettes que les Canonniers Bombardiers.

Les galons des sergents sont en or, les sergents-majors portent deux contre-épaulettes de drap écarlate liserées en or, les galons des caporaux et des appointés sont d'étoffe de laine aurore, et les chevrons destinés à marquer les rengagements, en laine rouge. Le chapeau des soldats est bordé d'un galon de laine noire, celui des officiers, de velours. Le retroussis de l'habit est garni sur les devants d'une fleur de lys, et sur le derrière, d'une ancre.

Les officiers ont, suivant les grades, des épaulettes d'or avec mélange de soie. Pendant l'été, ils peuvent porter la veste et la culotte blanches. Les gardes d'Artillerie ont le même uniforme que les officiers, à l'exception du parement et du collet qui sont de velours bleu céleste. Sous les armes, les officiers endossent le hausse-col, les bottes, le baudrier en écharpe, l'épée. Ils n'ont ni fusils, ni gibernes.

Les drapeaux du Corps Royal de l'Artillerie des Colonies deviennent conformes à ceux du Corps Royal de l'Artillerie

en France, c'est-à-dire, blancs semés des fleurs de lys. Le drapeau était porté par les deux plus jeunes lieutenants en troisième du régiment.

Voici, en résumé, les dispositions que comporte l'ordonnance du 24 octobre 1784. A partir de ce moment, le Corps Royal de l'Artillerie des Colonies peut changer de nom, augmenter ou diminuer le nombre de ses régiments, le cadre reste le même, le corps ayant reçu, en gros œuvre, sa complète formation. Nous avons insisté sur ce texte, dont tout le mérite revient au Secrétaire d'Etat de la Marine de La Croix de Castries, parce qu'il constitue le dernier état du droit avant les événements de la Révolution.

Les pères des compagnies d'ouvriers d'artillerie furent : 1° le sieur Carpeau de Saussay ou de Sauzay, « ci-devant Lieutenant au régiment de Bourgogne », et 2° le sieur Colbert « ci-devant Mousquetaire de Sa Majesté à la 2^e Compagnie ».

Le règlement du Roy du 20 avril 1713 (1) enregistre l'offre dudit sieur Carpeau de Sauzay de faire passer à l'Isle de la Tortue et à la Coste de Saint-Domingue une compagnie de soixante hommes sous le nom de compagnie d'Artillerie. Cette unité doit comprendre : 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 sous-lieutenant, 2 sergents, 2 caporaux, 4 anspessades, 50 soldats, 2 tambours.

Ces soixante hommes se partagent entre diverses professions : forgeurs (forgerons), serruriers, armuriers, cloutiers, tailleurs, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, scieurs de long, charrons, menuisiers, tourneurs, tonneliers, bourreliers, boulangers. Cette compagnie est levée aux dépens du sieur La Grange, Enseigne d'Infanterie.

Le règlement définitif du Roy intervient le 18 février 1726 (2). Dans l'intervalle, le sieur Carpeau de Sauzay devient officiellement le Capitaine de la Compagnie. Le Commandant d'unité est tenu d'armer et d'habiller sa compagnie « comme la Compagnie des Bombardiers de la Marine ». La Compagnie d'ouvriers est placée sous l'autorité du Gou-

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome III, f° 363.

(2) Archives Nationales, Colonies, A. 1, f° 235. — A. 27, f° 10.

verneur Lieutenant Général. Elle est astreinte aux revues deux fois par mois et à faire l'exercice du canon les dimanches et fêtes. Les ouvriers sont logés dans « les cazernes après les Troupes du Roy ». On sait, en effet, que, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, le soldat était logé chez l'habitant, ce qui était une source d'ennuis. Les ouvriers d'artillerie sont reçus dans les hôpitaux des Frères de la Charité au même titre que les soldats du Roy, le capitaine remboursant les subsistances et les médicaments (art. VIII). La journée du travail de chaque ouvrier est évaluée à 3 livres.

La compagnie du sieur Colbert, destinée à Saint-Domingue est de soixante ouvriers y compris 2 sergents, 2 caporaux, 4 anspessades, 2 tambours. Les officiers sont au nombre de 3, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant. Le règlement royal du 28 septembre 1736 (1) qui autorise cette formation, stipule que les bas officiers et soldats, en cas de désertion sont justiciables des Conseils de Guerre.

A la Guyane Française, les compagnies d'ouvriers sont organisées par l'ordonnance du 1^{er} août 1764 qui crée deux compagnies, une de mineurs et une autre d'ouvriers (2) pour le service de l'artillerie dans cette colonie.

L'ordonnance du 20 mars 1768 (3) crée deux compagnies d'ouvriers à Saint-Domingue ; ces deux compagnies forment un total de cent hommes.

L'ordonnance du 1^{er} juillet 1767 (4) établit la première compagnie d'ouvriers à l'Île de France ; elle comprend cent hommes, non compris les officiers, soit 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 sous-lieutenant. Elle est composée de 1 fourrier, 4 sergents, 8 caporaux, 8 appointés, 2 tambours, 77 fusiliers.

La solde est, par an, la suivante :

	En France	Dans les colonies
Au capitaine	1.599 livres	2.400 livres
Au lieutenant	600 »	1.200 »
Au sous-lieutenant	540 »	1.000 »
Au fourrier	204 »	333 »

(1) Ar hives Nationales. Colonies, A. 2, f° 430.

(2) Id., *Ibid.*, A. 9, f° 35.

(3) Id., *Ibid.*, A. 11, f° 109.

(4) Id., *Ibid.*, A. 17, f° 19.

Au sergent	162 »	306 »
Au caporal	138 »	207 »
A l'appointé	120 »	180 »
Au fusilier et tambour ..	102 »	153 »

Le supplément d'appointements pour tenir lieu de ration aux officiers est, par an, de :

	Par an
Au capitaine	300 livres
Au lieutenant	200 »
Au sous-lieutenant	200 »

L'indemnité de logement, par an, est de :

	En France	Dans la colonie
Au capitaine	180 livres	270 livres
Au lieutenant	120 »	180 »
Au sous-lieutenant	120 »	180 »

Il était payé, avant l'embarquement, à chaque officier une avance de six mois de solde, et, « si la traversée était plus courte, il lui était fait une retenue sur les premiers appointements qui lui étaient dus dans la colonie ». La troupe recevait une avance de deux mois de solde.

L'ordonnance du 1^{er} mars 1769 (1) établit une seconde compagnie d'ouvriers à l'Isle de France avec les mêmes modalités que pour la première, elle était de cent hommes. Celle du 1^{er} décembre 1770 (2) modifie en partie les premières, des 1^{er} juillet 1767 et 1^{er} mars 1769. La seconde de ces ordonnances est annulée. Ce texte décide qu'au cas où le service exigerait le travail des ouvriers pendant plus de trois jours par semaine, indépendamment de la solde et de la ration, les journées des ouvriers seraient rétribuées à 20 sols, celles des ouvriers chefs à 30 sols et enfin, pour les bas officiers, 40 sols. Il était accordé des congés absolus aux bas officiers et soldats qui voudraient s'établir et se marier dans la Colonie. Ces derniers avaient, dès lors, droit à une concession de dix arpents de terre, et au concours de dix ouvriers de la compa-

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f° 27.

(2) Id., *Ibid.*, A. 17, f° 48.

gnie pour les aider pendant un mois pour former leur établissement (art. 3). Les bas-officiers et soldats ouvriers pouvaient résilier leur engagement en remboursant au Roy la somme de mille livres.

L'ordonnance du 1^{er} septembre 1778 (1) portant création d'un corps de Volontaires Etrangers de la Marine prévoyait bien une compagnie d'ouvriers parmi les huit compagnies dont se compose la Légion de l'Ile de France, mais ce corps n'eut qu'une durée éphémère. Il fut, en effet, supprimé par ordonnance du 14 septembre 1783 (2).

Nous arrivons pour les compagnies d'ouvriers à l'ordonnance du 24 octobre 1784 (3) portant création du Corps Royal de l'Artillerie des Colonies. L'article XXXV décide que les compagnies d'ouvriers seront distribuées selon les besoins du service ; une demi-compagnie restant en France, sous les ordres d'un capitaine et d'un lieutenant en premier.

En tout temps, la compagnie d'ouvriers aux Colonies doit être commandée par un capitaine en premier, un capitaine en second, un lieutenant en premier et un lieutenant en troisième, ces deux derniers officiers étant choisis parmi les sergents-majors. L'unité comprenait : un sergent-major, un sergent fourrier écrivain, cinq sergents, cinq caporaux, cinq appointés, quinze ouvriers de 1^{re} classe, quinze de 2^e classe, vingt-cinq apprentis, un tambour, en tout, soixante-treize hommes.

Des cinq sergents, deux étaient « forgeurs » ou serruriers, deux charrons et un charpentier ou menuisier ; le reste de la compagnie était formé de vingt-cinq « forgeurs », parmi lesquels huit serruriers, quatre taillandiers et quatre forgeurs ferblantiers ; vingt charrons, parmi lesquels quatre tourneurs en gros et quatre tonneliers, et de vingt charpentiers, parmi lesquels trois tourneurs et six menuisiers.

La compagnie se divise en cinq escouades, chacune d'elles était formée de cinq forgeurs, quatre charrons et quatre char-

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 16, f° 206. — Comte R. de Gontaut-Biron : « Le Duc de Lauzun », Paris, Plon, 1936, f° 76.

(2) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Partie V, f° 833.

(3) Id., *Ibid.* Partie VI, f°s 592 et suivants.

pentiers. Chaque escouade est placée sous les ordres d'un sergent.

Au Chapitre de l'Artillerie, nous avons fourni le tableau par an, de la solde en France et aux Colonies des officiers des compagnies d'ouvriers. Voici le détail des appointements des bas officiers et soldats :

	En France	Aux Colonies
A chaque sergent-major	660 livres	960 livres
— sergent ou fourrier	375 »	513 »
— caporal	327 »	396 »
— appointé	291 »	342 »
— ouvrier de 1 ^{re} classe	273 »	315 »
— ouvrier de 2 ^e classe	219 »	243 »
— apprenti	183 »	198 »
— tambour	174 »	189 »

Ce qui s'appliquait aux Canonniers Bombardiers, en tout, s'applique, *mutatis mutandis*, aux compagnies d'ouvriers, (ration, solde, masse, etc...). Nous rappelons, en ce qui concerne l'uniforme, que les soldats ouvriers portent des revers rouges à l'habit, et deux épaulettes de laine, fond rouge liseré de bleu avec les franges rouges et bleues (art. 58).

Dans les premiers temps de la défense des Colonies, vers le milieu du XVII^e siècle, les travaux de fortifications avaient été confiés aux Ingénieurs Coloniaux. L'ordonnance du 14 mars 1784 (1) supprime les Ingénieurs des Colonies et confie le service des fortifications aux Indes occidentales et orientales aux officiers du Corps Royal du génie. Le règlement institue dans chacun des trois gouvernements généraux de l'Inde, des Isles du Vent et des Isles Sous-le-Vent, un Directeur Général des fortifications (major et au-dessus) avec, par an, 12.000 livres, des Ingénieurs en chef (capitaines en premier) avec 5.000 livres, et des Ingénieurs ordinaires (lieutenants) avec 3.450 livres par an.

Les Ingénieurs ordinaires ne pouvaient être détachés aux Colonies qu'après dix années de service, non compris le temps passé à l'école de Mézières. Il était également prévu, sous les ordres des Directeurs Généraux des Fortifications, des In-

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent », (1784). Partie VI, f^{os} 449/451.

généralistes Géographes pour l'achèvement des levées des plans des Colonies. Les officiers titulaires de la Commission de capitaine percevaient 3.000 livres par an, ceux du grade de lieutenant, 2.000.

Le 1^{er} janvier 1786, les compagnies d'Infanterie et d'Artillerie de la Marine avaient été fusionnées sous le nom de Corps des Canonniers matelots répartis en 10 divisions : 6 à Brest, 2 à Rochefort, 2 à Toulon. La division était placée sous les ordres du chef d'escadre, assisté d'un major d'escadre (lieutenant-colonel). Ce dernier était assisté d'un major de division, d'un aide-major et d'un garçon major. La division comprenait 9 compagnies. Mais bientôt le décret du 14 juin 1792 supprime le Corps des Canonniers-Matelots.

Le décret des 11-20 juillet 1791 venait de faire passer les troupes de la Marine sous l'autorité du Ministre de la Guerre. Les canonniers-matelots furent remplacés par 4 régiments d'Infanterie et 2 d'Artillerie chargés d'assurer la garde des ports et le service à bord des vaisseaux. Le décret du 18 Floréal an III confie à l'Artillerie de terre le soin d'assurer le service colonial (1). C'est dire que l'Artillerie des Colonies et les compagnies d'ouvriers furent versées dans l'Artillerie de terre.

Le décret du 25 octobre 1795 réorganise l'Artillerie de Marine. Elle forme 7 demi-brigades, 3 compagnies d'ouvriers, 4 escouades d'apprentis canonniers. La demi-brigade comprend 3 bataillons de 9 compagnies de 100 hommes, composées de fusiliers et de canonniers. Cette unité est forte de 25.000 hommes.

Pour les Colonies, l'arrêté du 10 Floréal An XI avait stipulé que les bataillons d'Artillerie à pied et le 6^e Régiment d'Artillerie à cheval seraient augmentés chacun d'une compagnie. La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane recevaient 5 compagnies, les colonies d'Afrique et d'Asie, 3. Ces unités s'administrent séparément ; les corps d'origine assurent seulement la relève des troupes. La durée du séjour colonial est de quatre ans (2).

(1) P. Dislère : « Traité de Législation Coloniale » (1897). Partie I, f^o 84.

(2) Id., *Ibid.*

L'arrêté du 5 mai 1803 forme avec les 7 demi-brigades quatre régiments, les 1^{er} et 2^e, à 4 bataillons, les deux autres à 2. Ces régiments étaient casernés à Brest, Toulon, Cherbourg et Anvers.

Le décret du 4 janvier 1813 fit des quatre régiments, 26 bataillons, mis à la disposition du Ministre de la Guerre le 1^{er} février 1814. Ces troupes font partie, pendant la campagne d'Allemagne, du 6^e Corps, celui du Maréchal Marmont.

A partir de 1804, l'artillerie de la Marine est dénommée Corps Impérial d'Artillerie de Marine. L'ordonnance du 1^{er} juillet 1814 lui donne le titre de Corps Royal des Canonniers de la Marine, avec 3 régiments stationnés à Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, 5 compagnies d'ouvriers, 6 compagnies d'apprentis canonniers, 5 directions. L'inspection générale du Corps est assurée par un Lieutenant Général, assisté d'un Maréchal de Camp.

L'ordonnance du 23 mars 1815 sur le licenciement de l'armée a pour corollaire l'ordonnance du 21 février 1816 portant réorganisation et réduction du Corps Royal d'artillerie de Marine, qui doit être spécialement affecté au service de la Marine et des Colonies. Les traités de 1814-1815 viennent, en effet, de nous rendre une partie de nos Colonies et il y a lieu, de nouveau, d'en assurer la garde.

Le Corps Royal d'artillerie de Marine est formé à cette époque d'une inspection générale, de 8 bataillons (2 à Brest, Toulon et Rochefort, 1 à Lorient et Cherbourg), 5 compagnies d'ouvriers et 5 compagnies d'apprentis-canonniers (1). Mais, ce n'était qu'une solution d'attente, qui eut pourtant une durée de huit années. L'ordonnance du 8 août 1822 remplace les bataillons d'artillerie de Marine par 2 régiments à 3 bataillons d'Infanterie de Marine et 1 régiment à 24 compagnies ou Corps Royal d'Artillerie de Marine, avec les 5 compagnies d'ouvriers et les 5 compagnies d'apprentis-canonniers. La portion centrale du Régiment d'Artillerie de Marine (9 compagnies) avec le Colonel se trouve à Lorient. Le reste du régiment est disséminé entre les quatre ports militaires, et

(1) Ned. Noll. : « Histoire de l'Armée Coloniale », (1896), f° 38.

la Martinique, la Guadeloupe, l'Ile Bourbon, le Sénégal et la Guyane.

Une ordonnance du 26 janvier 1826 fait passer de nouveau les troupes de la Marine sous l'autorité du Ministre de la Guerre. D'où dissolution à la date du 1^{er} janvier 1827 des 5 compagnies d'apprentis-canonniers et licenciement, le 28 août 1827, des deux régiments d'Infanterie de Marine. On dut respecter le régiment d'Artillerie de Marine, l'administration de la Marine ayant refusé d'abandonner les fonderies dirigées par l'artillerie de Marine (1). En 1829, l'artillerie de Marine reçoit, de nouveau, le service de l'Artillerie aux Colonies, décision qui concorde avec celle du 14 mai 1831 pour l'Infanterie de Marine. En somme, à compter de 1831, les garnisons coloniales sont assurées par les Troupes de la Marine, sauf en ce qui concerne le Génie et la gendarmerie qui continuent à relever du Ministre de la Guerre.

Le régiment d'Artillerie de la Marine compte, à cette époque, de 12 à 40 compagnies, soit 3 à 4.000 hommes, répartis dans les cinq ports militaires et dans les colonies désignées plus haut.

La Révolution de 1848 a pour conséquence la réduction des effectifs de l'armée en général et de l'Infanterie et de l'Artillerie de Marine, en particulier. On s'est basé, à tort, sur le décret du 3 mai 1848, rendant applicable aux Colonies la loi du 22 mars 1831 sur l'organisation de la Garde Nationale, et celle du 22 mars 1832 sur le recrutement de l'armée. En fait, cette dernière loi ne reçoit pas son application aux Colonies. Quoiqu'il en soit, de même que l'Infanterie de Marine, l'Artillerie de Marine passe de 30 compagnies à 23 et l'effectif du corps de 3.430 hommes à 2.483. En 1849-1851 la répartition de l'Artillerie de Marine est la suivante : (2)

Lorient	5	compagnies
Brest	4	»
Cherbourg	2	»
Rochefort	2	»
Toulon	3	»
La Martinique	2	»

(1) Ned. Noll. : « Histoire de l'Armée Coloniale » (1896), f° 46.

(2) Id., *Ibid.*, f° 50.

La Guadeloupe	2	compagnies
L'Ile Bourbon	2	»
Le Sénégal et Cayenne, ens.	1	»

Mais, nous voici à l'époque du mouvement d'expansion coloniale. On fut bien forcé de reconnaître qu'en 1848, on avait fait fausse route, et en outre, les nécessités étaient là ! Le décret du 5 juin 1855 décide que le corps d'artillerie comprendrait un état-major de 42 officiers et 82 employés militaires, 1 régiment d'artillerie et 6 compagnies d'ouvriers. Le régiment d'artillerie est à 25 compagnies, plus une compagnie hors rang et une compagnie de dépôt, soit en temps de paix, 2.799 hommes.

Le décret de réorganisation, après la période de tâtonnements qu'on vient de traverser est du 14 août 1861. Dès lors, l'Artillerie de Marine prend le nom de Corps d'Artillerie de la Marine et des Colonies. On constate que le décret du 14 août 1861, qui forme pour l'Artillerie de Marine un texte organique, a certains points communs avec la grande ordonnance du 14 octobre 1784 du secrétaire de la Marine de La Croix de Castries. C'est ainsi qu'il prévoit deux officiers généraux, le premier exerçant les fonctions d'Inspecteur général, le second d'Inspecteur général adjoint. L'Etat-Major particulier comprend 20 officiers supérieurs et 24 officiers subalternes. Les troupes se décomposent en 1 Régiment à pied de 28 batteries de 100 hommes, 6 compagnies d'ouvriers, une section de fuséens, et un corps d'armuriers. L'Etat-Major est concentré à Lorient avec 7 batteries ; Cherbourg 3, Brest 2, Rochefort 2, Toulon 3, Martinique 2, Guadeloupe 2, Taïti et Nouvelle-Calédonie 1, Sénégal 1 1/2, Bourbon 1, Cochinchine 3, (Circulaire ministérielle du 10 janvier 1862).

Le décret du 9 avril 1864 crée au Ministère de la Marine une Direction d'Artillerie de la Marine avec deux divisions, l'une administrative, l'autre, technique.

L'Artillerie de la Marine subit quelques modifications du fait du décret du 7 mars 1876. L'Etat-Major particulier compte, en plus, 2 Chefs d'Escadron, 10 Capitaines, 10 Gardes. La répartition changea, le dépôt restant toujours à Lorient. Voici le tableau des batteries :

Lorient	11
Toulon	5
Cherbourg	1
Brest	1
Rochefort	1
La Martinique	1
La Guadeloupe	1
Bourbon	1
La Guyane	1
Le Sénégal	1
Taïti	1
La Nouvelle-Calédonie	1
La Cochinchine	2

En 1877, une décision ministérielle ordonne le maintien d'une demi-batterie à la Guadeloupe, à Cayenne, à Taïti et à Bourbon. Mais les ports militaires reçoivent une augmentation de batteries. Il y en a 2 à Brest, 1 à Rochefort, 4 à Toulon, 4 à Cherbourg, 10 à Lorient. Le décret du 26 juin 1880 décharge le Génie du service des fortifications et bâtiments aux Colonies pour le confier à l'Artillerie de Marine. En conséquence, une cinquième section de gardes, dite Conducteurs de Travaux, est créée.

Les guerres du Tonkin, de Madagascar, du Soudan amènent la formation de nouvelles batteries, dites batteries bis. De sorte que, en 1889, l'Artillerie de Marine comprend :

- 1° L'Etat-Major Général,
- 2° L'Etat-Major Particulier,
- 3° Les Directions d'Artillerie des cinq ports militaires,
- 4° Le régiment d'Artillerie de Marine, avec 22 batteries en France, 5 compagnies d'ouvriers et d'artificiers et 12 batteries stationnées aux Colonies.

A partir de cette époque, les techniciens réclament l'autonomie pour les troupes de la Marine ou l'Armée Coloniale. D'autres spécialistes font campagne en faveur d'un 20^e Corps d'Armée à former au moyen des Troupes des Colonies.

De ces discussions naît la réorganisation nouvelle de l'Artillerie de Marine, suivant le décret du 8 juillet 1893. Ce texte édicte le rôle de l'Artillerie de Marine aux Colonies :

1° diriger les directions de l'artillerie et les constructions militaires :

2° coopérer aux expéditions coloniales.

Le corps de l'Artillerie de Marine comprend : un état-major général, un état-major particulier et des corps de troupes. L'ancien régiment est coupé en deux : le 1^{er} Régiment comprend 14 batteries, dont 3 montées, 3 de montagne, 8 à pied ; le 2^e Régiment comprend : 9 batteries, dont 3 montées, 1 de montagne, 5 à pied. Les détachements coloniaux forment également deux groupes : le premier, dit de l'Indochine et de l'Océanie ; le second, dit de l'Afrique et des Antilles.

Le premier Régiment d'Artillerie de Marine est à Lorient, avec des détachements à Rochefort et à Toulon ; le 2^e Régiment est à Cherbourg avec des détachements à Brest. Ces deux régiments constituent, avec les 5 compagnies d'ouvriers et la compagnie d'artificiers de Toulon, une brigade d'Artillerie de Marine (Décret du 8 juillet 1893). Chaque Régiment comprend : 1 Colonel, 2 lieutenants Colonels, 7 Chefs d'Escadron. En plus d'une compagnie de Conducteurs Sénégalais, 17 batteries sont en service aux Colonies (5 au Tonkin, 1 en Annam, 2 en Cochinchine, 1 en Nouvelle-Calédonie, 2 au Sénégal, 1 au Soudan, 4 à Madagascar, 1 à la Martinique). Aux arrondissements maritimes se trouvent les Directions d'Artillerie et les divers services. En résumé, en 1893, l'Artillerie de Marine compte en officiers et troupes 6.536 hommes.

Jusqu'en 1822, l'Artillerie de Marine est habillée comme la Métropolitaine. Elle porte le pantalon, la veste et l'habit bleus, avec cols, parements et épaulettes rouges (en or, pour les officiers) et le chapeau gris de fer orné de la cocarde tricolore.

Nous avons traité, en détail, à l'étude de l'Infanterie de Marine, l'économie de la loi du 7 juillet 1900, qui rattache les troupes de la Marine au Ministère de la Guerre. L'Artillerie de la Marine devient, dès lors, l'Artillerie Coloniale.

Si la loi du 7 juillet 1900 est la charte des Troupes Coloniales, ce texte dut être appuyé par des décrets subséquents

non moins importants. C'est ainsi que les deux décrets des 28 décembre 1900 organisent l'Infanterie et l'Artillerie Coloniales. L'Artillerie Coloniale comprend, outre des services techniques, une brigade d'artillerie coloniale, 2 compagnies d'ouvriers, 1 compagnie d'artificiers. Le décret du 11 juin 1901 groupe par divisions, les troupes d'Infanterie et d'Artillerie en service dans la Métropole.

Aux Colonies, les forces d'outre-mer sont réparties en cinq groupes :

1°. — Groupe de l'Indochine : 1 brigade de deux régiments d'Artillerie, l'un au Tonkin, avec une compagnie mixte d'ouvriers d'Artillerie Coloniale, l'autre, en Cochinchine avec la deuxième Compagnie mixte d'ouvriers d'Artillerie, plus des compagnies de Sapeurs indigènes du Génie et un escadron indigène de cavalerie.

2°. — Groupe de l'Afrique Occidentale : un régiment d'Artillerie Coloniale à Dakar, une section mixte de montagne au Tchad, une compagnie mixte d'ouvriers au Sénégal et une section indigène du Génie.

3°. — Groupe de l'Afrique Orientale Française : le 2^e régiment d'Artillerie Coloniale, 2 compagnies mixtes d'ouvriers d'Artillerie, l'une en Emyrne, l'autre à Diego-Suarez.

4°. — Groupe des Antilles, un groupe d'Artillerie Coloniale et un détachement d'ouvriers d'Artillerie Coloniale.

5°. — Groupe du Pacifique, une batterie d'Artillerie Coloniale, un détachement d'ouvriers d'artillerie.

Un groupe d'Artillerie Coloniale fait, en outre, partie de la brigade d'occupation de Chine depuis les événements de 1900. Au Maroc, on crée un régiment d'Artillerie Coloniale en 1912.

Après la tourmente de 1914 à 1918, une réorganisation s'impose. Elle a lieu avec la loi du 13 juillet 1927, qui stipule que les troupes coloniales conservent leur autonomie dans le cadre de la loi du 7 juillet 1900 (art. 30 de la loi). On sait que cette loi supprime le Corps d'Armée des Troupes Coloniales pour le remplacer par « un Commandement Supérieur ». Les unités des troupes coloniales stationnées dans la Métropole sont groupées en commandements autonomes.

Il ne nous reste plus qu'à décrire l'économie de la loi du 28 mars 1928 sur les cadres et effectifs de l'Armée Coloniale au regard de l'Artillerie Coloniale.

Chaque division coloniale comporte un régiment d'artillerie coloniale, outre les trois régiments divisionnaires, l'Artillerie Coloniale de la Métropole réunit un régiment d'artillerie lourde hippomobile et une compagnie d'ouvriers d'artillerie. Ces troupes sont placées sous les ordres de l'officier général commandant l'artillerie du commandement supérieur des Troupes Coloniales de la Métropole.

En dehors de la France, les troupes d'Artillerie Coloniale sont réparties présentement de la manière suivante :

1°. — *Maroc* : Le Régiment d'Artillerie Coloniale du Maroc ;

2°. — *Levant* : Le Régiment d'Artillerie Coloniale du Levant, une compagnie d'ouvriers d'artillerie coloniale mixte malgache, un parc d'artillerie ;

3°. — *Chine* : Un groupe mixte d'Artillerie Coloniale Indochinoise, un détachement d'ouvriers d'artillerie, un service de l'artillerie et des constructions militaires ;

4°. — *Indochine* : Un officier général commande les deux régiments d'Artillerie Coloniale mixtes Indochinois, les deux compagnies d'ouvriers d'artillerie et deux directions d'artillerie (Saïgon et Hanoi) ;

5°. — *Afrique Occidentale Française* : Un régiment d'Artillerie Coloniale mixte sénégalais ; une compagnie mixte d'ouvriers d'artillerie ; une formation d'automobile mixte ; quatre compagnies indigènes du génie ; une direction d'artillerie (Dakar) ;

6°. — *Afrique Orientale* : Un régiment d'Artillerie Coloniale mixte malgache ; deux compagnies d'ouvriers d'artillerie, une section de chars de combat ; un peloton d'autos-mitrailleuses ; deux directions d'artillerie (Diégo-Suarez, Tananarive) ;

7°. — *Afrique Equatoriale* : Des sections d'artillerie de montagne mixtes sénégalaises ; une direction d'artillerie (Brazzaville) et des détachements d'ouvriers d'artillerie ;

8°. — *Antilles* : Une batterie d'Artillerie Coloniale ;

une direction d'artillerie (Fort de France) et des détachements d'ouvriers d'artillerie ;

9°. — *Pacifique* : Un détachement d'ouvriers d'artillerie et un service de l'Artillerie et des Constructions Militaires.

Nous voici déjà loin des modestes canonniers bombardiers du sieur Carpeau de Sauzay et pourtant leur esprit et leur tradition revivent dans la magnifique carrière de l'Artillerie en Europe et aux Colonies. Les Canonniers-Bombardiers couvrirent de gloire les fleurs de lys royaux pendant les Guerres de la Succession d'Espagne et de Sept ans. On ne saurait trop insister sur le mérite de ces vaillants ancêtres de l'Artillerie Coloniale. Les Canonniers-Bombardiers, qu'ils fussent aux Indes, aux Iles de France et de Bourbon, à Gorée, aux Antilles, à la Guyane, surent porter haut et ferme les étendards du Roy. Plus d'une fois, ils mirent en déroute Hollandais et Anglais, avec peu de moyens.

Le Corps Royal de l'Artillerie des Colonies, qui succède à nos bons vieux Canonniers-Bombardiers, s'illustre également sur les deux théâtres d'opérations des XVII^e et XVIII^e siècles, les Indes et les Antilles. Sous des chefs qui ont nom de Grasse, d'Estaing, de Suffren, de Bouillé, Rochambeau, ces forces donnèrent une aide efficace aux troupes d'Infanterie dans l'Inde, à l'Ile de France, à Savannah, à la Grenade, à la Dominique, sans oublier qu'elles contribuèrent à repousser l'Anglais des Antilles, des Indes, de l'Ile Bourbon, à maintes reprises. La perte de nos colonies amène une éclipse de nos forces d'Artillerie de Marine, qui soutiennent l'honneur du drapeau dans la Campagne d'Allemagne (1813), avec le 6^e Corps du Maréchal Marmont, Duc de Raguse.

Cette perte marque un temps d'arrêt, qui est en même temps un recul. Mais la reprise s'affirme avec la Restauration, le Gouvernement de Juillet, le Second Empire et la Troisième République. L'ère des expéditions lointaines est ouverte, et loin de diminuer les contingents comme on avait semblé le faire après la Révolution de 1848, il faut les augmenter.

L'Artillerie de Marine, créée, réorganisée, va donner la mesure de ses capacités. Sa carrière recommence en Afrique dès 1829. Cette même année, elle est à la prise de Tintingue

(Madagascar), sous le Capitaine de Vaisseau Goubeyre. Puis, avec l'Amiral Baudin, au Mexique (1838). Les Amiraux Rigault de Genouilly, et Charner en font de vifs éloges lors de la campagne d'Extrême-Orient (1858). L'Artillerie de Marine figure concurremment avec les troupes métropolitaines, aux campagnes de Crimée (1854-1856), de la Baltique (1854), de Grèce (1854), du Mexique (1862-1864).

Pendant la guerre de 1870, les troupes de Paris comptent seize batteries d'Artillerie de Marine avec le Général Frébault.

Les campagnes coloniales reviennent à l'ordre du jour. Ce furent celles du Sénégal (1880), du Tonkin (1883), du Dahomey (1893), de Madagascar (1895).

Les événements de 1914 montrèrent, pour l'Artillerie Coloniale, ce que peuvent la discipline, l'esprit de sacrifice et les hautes qualités intellectuelles. La plus grande partie des batteries d'Artillerie Coloniale fut engagée dans la lutte, soit entières, soit refondues avec des batteries métropolitaines. Partout, l'Artillerie Coloniale sut, par la rapidité et l'efficacité de ses tirs, réaliser le maximum d'offensive réclamé par le Haut Commandement.

Il convient ici d'accorder une pieuse minute de recueillement aux canonniers bombardiers qui sont tombés, non seulement sur les champs de bataille de 1870-1871, et de 1914-1918, mais aux quatre coins du monde pour la gloire impérissable des étendards de l'Artillerie Coloniale. Citons, particulièrement le Colonel Gerbault, les lieutenants Fouque, Hermary et le Vétérinaire Marc, disparus dans l'éruption volcanique du 8 mai 1902, qui anéantit la ville de Saint-Pierre de la Martinique.

C'est l'esprit de nos « féaux » canonniers-bombardiers qui anima les Cadets de l'Artillerie Coloniale dans la lutte contre l'envahisseur. Ce n'est pas seulement sur les boutons de l'Artillerie Anglaise que doit figurer une devise connue. Les canons de l'Artillerie Coloniale Française méritent de porter, depuis longtemps, en lieu et place de l'ancien *Ultima ratio regum* du Grand Roi, la devise fameuse : *Ubique* (Partout).

CHAPITRE VII

Les Juridictions et les Compagnies de Maréchaussée

La constitution des forces de police aux Colonies est l'œuvre des premières heures de la colonisation. Dès que la densité de la population s'élève suffisamment pour que la surveillance de certains éléments troubles de toute société soit nécessaire, la police est constituée. On sait que, du fait de la formation des Milices, il existe déjà, une force armée. Les Commandants de quartiers et de paroisses sont chargés du maintien de l'ordre dans leurs circonscriptions. Cependant, la population n'a pas encore pris l'importance qu'elle possédera au milieu du XVIII^e siècle. Si donc un siècle avant, il existe quelques inconvénients, ces irrégularités ne peuvent provenir que de deux sources : les esclaves et les engagés en rupture de ban. Ce sont ces deux catégories que l'on désire tenir en lisière.

Le contrôle de la Haute Police était du ressort du Gouverneur Lieutenant Général et de l'Intendant. Ce dernier, avait en outre, la surveillance des juridictions.

Le Conseil Souverain ou Supérieur forme la plus haute juridiction de la Colonie. Il est composé du Gouverneur Lieutenant Général, du Directeur de la Compagnie, puis de l'Intendant, du Lieutenant de Roi au Gouvernement Général, du Gouverneur Particulier, du Commandant Militaire, des Officiers-Majors, des Lieutenants de Roi, d'un Procureur du Roi, et au début d'un certain nombre d'officiers de Milice, Commandants de Quartiers de la Colonie et de Conseillers, au nombre d'abord de quatre, puis de six et enfin de dix, nommés par le Roi. Les Conseillers furent, par la suite, des gradués en droit.

L'Intendant préside le Conseil, recueille les voix et rend les arrêts, au nom du Roy.

Le Conseil Souverain juge les causes criminelles, rend l'appel des juridictions du premier degré (Sénéchaussées et

Amirautés), juge les appels des affaires de Commerce Etranger. Il enregistre les ordonnances royales, avec droit de représentation reconnu par le Duc de Choiseul dans sa lettre du 19 juillet 1763 (1), mais droit de remontrance seulement, dans deux cas particuliers :

1°. — Lorsqu'une loi est en conflit avec les usages et les lois de la colonie ;

2°. — Lorsque son application est de nature à causer un préjudice public.

Dans ces deux cas seulement, les Conseils peuvent surseoir à l'exécution, pourvu que le Gouverneur et l'Intendant y consentent (Ordonnance du 18 mars 1766 ; article X (2)).

Le Conseil possède enfin le pouvoir réglementaire ; il édicte les ordonnances de police et de justice, proposées par le Procureur du Roi. Les appels des décisions des Conseils Supérieurs ou Souverains sont portés au Conseil du Roy.

Les procès-verbaux des lits de justice tenus par le Roi au Parlement sont adressés par le Secrétaire d'Etat de la Marine aux Gouverneurs des Etablissements d'outre-mer, témoin le procès-verbal du Lit de Justice tenu par le Roi Louis XV, le 22 février 1723, qui fut enregistré aux Conseils Supérieurs de la Martinique et de la Guadeloupe, d'après la lettre du Gouverneur de Pas de Feuquières en date du 12 juin 1723 (3).

Les Conseils Supérieurs doivent se conformer à l'ordonnance criminelle de 1670, à la Coutume de Paris, aux lois et règlements faits particulièrement pour la Colonie, et aux ordonnances édictées pour le royaume, en général, quand elles étaient enregistrées à son greffe. En vertu du règlement du 4 novembre 1671, les Conseils Supérieurs ont le droit de faire des règlements et des ordonnances de Police. Par la suite, et suivant l'ordonnance du 23 septembre 1683, ce droit passe aux Gouverneurs. L'Ordonnance du 3 mai 1681 fait perdre le droit aux Conseils Supérieurs de statuer souveraine-

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions » (1784). Tome IV, p. 603.

(2) Id., *Ibid.*, Tome V, p. 33.

(3) Archives Nationales — Colonies, C, 3, A, 32. — Correspondance Générale (1723) de Feuquières, Gouverneur, et Blondel, Intendant.

ment. Leurs arrêts sont déferés pour cassation au Conseil du Roi (1).

Le Canada possède son Conseil Souverain, formé en 1663 (2). De même, la Martinique, (Déclarations des 1^{er} août 1645, 11 octobre 1664 et 4 novembre 1671). La Guadeloupe, la Grenade, la Guyane, sont pourvues de Conseils Supérieurs dont l'appel est porté au Conseil Souverain de la Martinique.

La Colonie de Saint-Domingue possède un Conseil Supérieur (Edit d'août 1685), qui siège successivement au Petit-Goave, puis à Léogane, enfin, à Port-au-Prince. Le deuxième Conseil Supérieur, celui du Cap Français, est institué plus tard par édit du 8 juin 1702 (3). L'Ile de France est dotée d'un Conseil Provincial (Edit de mars 1711 ; si le Conseil Supérieur de l'Ile Bourbon est modifié par ordonnance du 27 septembre 1766 (4), dès le mois de décembre 1723, un édit royal établit en cette colonie un Conseil Supérieur, qui, à la différence de ceux des Iles d'Amérique, se compose du Gouverneur Général, de six Conseillers, du Procureur Général, d'un Greffier, avec, en plus, des Directeurs Généraux de la Compagnie des Indes. L'Intendant ne paraît que plus tard (5), sous le régime de l'Ordonnance de 1766. L'Edit de décembre 1723 crée également à l'Ile de France un Conseil Provincial, dont les appels sont portés devant le Conseil Supérieur de l'Ile Bourbon, et qui jugeait en dernier ressort, les esclaves seulement. Par la suite, il y eut deux Conseils Supérieurs à l'Ile de France et à Bourbon. Après la rétrocession des Iles (1764) par la Compagnie des Indes au pouvoir royal, le Gouverneur Général et l'Intendant siègent normalement au Conseil Supérieur de Port-Louis, alors qu'à celui de Saint-Denis, ils sont représentés par le Gouverneur Particulier et le

(1) Béquet : « Répertoire du droit administratif Colonies » (1885). Tome IV.

(2) Joucla : « Le Conseil Supérieur des Colonies et ses Antécédents » (1929). Chapitre I, f° 15. — Antonelli : « Manuel de Législation Coloniale » (Paris 1926), f° 16.

(3) Emilien Petit : « Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises » (1771/1911). Partie II, f° 331.

(4) P. Dislère : « **Traité de législation coloniale** » (1897). Tome I, f° 59.

(5) G. Azéma : « Histoire Ile Bourbon » (1862), f° 53.

Commissaire Ordonnateur. C'était un peu ce qui se passait à Saint-Domingue pour les Conseils Supérieurs du Cap et de Port-au-Prince.

Les Sénéchaussées jugent les causes civiles et les délits. D'après un arrêt du Conseil d'Etat du Roy, elles jugent en dernier ressort et sans appel les affaires jusqu'à 40 livres, limite portée depuis à 100 livres (1).

Les Amirautés tranchent les questions relatives au Droit maritime, au Droit Commercial, aux Prises, et surtout, les affaires de Commerce Etranger. Les Amirautés sont régies par l'article IV du Titre premier du Règlement du 12 janvier 1717, portant établissement des Sièges d'Amirauté dans les Colonies et l'Edit de 1711 (2).

Le Procureur du Roi des Sénéchaussées était spécialement chargé de la police intérieure des Villes. Il avait sous ses ordres un Commissaire de Police et un certain nombre d'archers.

Les Iles Saint-Pierre et Miquelon sont dotées d'un Juge Royal et de l'Amirauté.

Dans l'Inde, le Conseil Supérieur de Surate date de l'Edit janvier 1671. Il est transféré en 1701 à Pondichéry. Ce Conseil ne rend la justice qu'aux blancs. Des conseils subalternes chargés de dire le droit aux indigènes, sont supprimés par la déclaration du 30 décembre 1772 et remplacés par les Commandants, sauf appel au Conseil Supérieur. L'Edit de février 1776 crée un nouveau Conseil, composé du Gouverneur, du Commissaire Général de la Marine, du plus ancien officier d'administration, de 7 conseillers titulaires, et d'un Procureur Général.

Enfin, un tribunal spécial de la Chauderie, que préside un Officier de Justice, rend la justice aux Malabars et aux Indiens. Cette juridiction est supprimée par les ordonnances des 7, 16 et 23 décembre 1827. Dès lors tous les habitants sont assujettis à la juridiction française (3).

(1) Colonel Boyer Peyreleau : « Les Antilles Françaises » (1823). Tome I, f° 59.

(2) Emilien Petit : « Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises » (1771/1911). Partie II, f° 358.

(3) Béquet : « Répertoire du droit administratif Colonies » (1885). Tome IV.

Dans les quartiers où il n'y a pas de siège de Justice, les Officiers du Conseil Supérieur, ou à leur défaut, les Commandants de Quartier ont la direction de la police (1).

Mais le pouvoir civil, qui est à sa naissance, ne tarde pas à se heurter au pouvoir militaire. Les Commandants de Quartiers et de Paroisses, qui sont, en même temps, à la tête des Milices, sont fort jaloux de leur autorité. On a souvent parlé des Etats-Majors, qui, notamment, à St-Domingue, avaient fini par embrasser toute l'autorité (2). A maintes reprises, le Secrétaire d'Etat de la Marine doit les rappeler au respect des prérogatives de la magistrature. A cet égard, on peut citer l'aventure survenue à St-Domingue sous le gouvernement du Comte de Choiseul-Beaupré et de l'Intendant Jacques Mithon, au Procureur Général Jean Duquesnot, du Conseil Supérieur de Léogane. Ce dernier fut convoqué au piquet de milice le 27 août 1708 par le Lieutenant de Roy à Léogane, M. de Brach, et invité à payer une amende de deux piastres au sergent de milice Desplas pour absence au service. M. Duquesnot se plaignit du procédé, et le 27 août 1710, le Secrétaire d'Etat de la Marine ordonnait la restitution de l'amende, en même temps qu'il indiquait que « S.M. était mal satisfaite des violences que l'on faisait aux officiers de justice » (3).

L'Ordonnance de Moulins, de février 1566, article XXII, défend aux Gouverneurs d'évoquer la connaissance des affaires portées devant les juges ordinaires, ou d'en interdire la connaissance à ces juges, et s'entremettre aucunement du fait de la justice, leur enjoignant, où besoin serait, de prêter aide et secours de force militaire à la justice, pour l'exécution des sentences et jugements. La force militaire est à la disposition des Gouverneurs.

L'article XV du Titre X de l'ordonnance d'août 1670 enjoint, non seulement aux Gouverneurs Lieutenants Généraux des provinces et villes, mais encore aux baillis, sénéchaux, maires et échevins de prêter main-forte à l'exécution des dé-

(1) Code de la Martinique, Tome I, f^{os} 85 et 87.

(2) Hilliard d'Auberterteuil : « Considérations sur l'état présent de la Colonie de Saint-Domingue » (1776). Tome II, f^o 127.

(3) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-Je-Vent » (1784). Partie II, f^o 131.

crets, et à toutes les ordonnances de justice ; même au prévôt des maréchaux, vice-baillis, vice-sénéchaux, leurs lieutenants et autres, à peine de radiation de leurs gages, en cas de refus, dont sera dressé procès-verbal par les juges, huissiers ou sergents, pour être envoyé aux procureurs généraux, pour y être pourvu par Sa Majesté (1).

Un arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 21 mai 1762, rendu sur les bornes du pouvoir militaire aux Colonies, par rapport à la Justice, ordonne qu'en toutes affaires contentieuses, civiles ou criminelles, les gouverneurs, commandants et autres officiers d'Etat-Major prêteront main-forte, pour l'exécution des décrets, sentences, jugements ou arrêts, à la première réquisition, sans rien entreprendre sur les fonctions des juges ordinaires, ou en général, dans toutes matières contentieuse (2).

L'article XXVI du règlement du 24 mars 1763 touchant le Gouvernement des Isles du Vent, porte que les Gouverneurs ne se mêleront en rien de la Justice, et pourront encore moins s'opposer aux procédures, et à l'exécution des arrêts, à laquelle ils seraient tenus de prêter main-forte, toutes les fois qu'ils en seront requis (3).

Le premier texte établissant aux Iles d'Amérique un Lieutenant, un Exempt, et 3 Archers est la Commission donnée par Jean du Bouchet, Seigneur Marquis de Sourches, Conseiller du Roi en ses Conseils, Prévôt de l'Hôtel de Sa Majesté, et le Grand Prévôt de France, le 29 août 1645, à Jean François de Boisfaye, Gentilhomme ordinaire de la Fauconnerie, comme Lieutenant, Claude Méline, comme Exempt, et les sieurs Freslon, Dufay et Saint Ange, comme Archers (4).

Les Compagnies de Maréchaussée sont établies aux Isles d'Amérique avant la décision du Pouvoir Central. Le 27

(1) Emilien Petit : « Droit Public ou Gouvernement des Colonies Françaises » (1771/1911). Partie I, f° 90. — Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome VI, f° 464.

(2) Emilien Petit : *Op. cit.*, Partie I, f° 90.

(3) Id., *Ibid.*

(4) Moreau de Saint-Méry : *Op. cit.*, Partie I, f° 61.

mars 1721, le Gouverneur Lieutenant Général des Iles sous-le-Vent, Marquis de Sorel, et l'Intendant J.-B. Duclos forment la première compagnie de Maréchaussée.

Les désertions devenant un peu trop fréquentes de la partie française vers la partie espagnole, un corps de garde de vingt-cinq hommes des compagnies entretenues de la Marine est établi au lieudit « Le Massacre » et un autre de même importance « à la Grande Rivière ». Comme ces deux corps ne peuvent suffire à battre l'estrade, on crée une compagnie de maréchaussée de 75 hommes. Elle est composée de :

	Par an
1 Prévôt Capitaine à 100 livres par mois ..	1.200 livres
1 Lieutenant à 75 livres par mois	900 »
1 Enseigne ou Exempt à 60 livres par mois.	720 »
3 Brigadiers à 50 livres par mois	1.800 »
3 — à 40 — —	1.440 »
66 Archers à 30 — —	23.760 »
75	
Total	29.820 »

Le budget de la Compagnie s'élève à 30.000 livres.

Les archers et brigadiers sont armés d'un fusil, d'une paire de pistolets, d'une machette, d'un sabre, d'un gargoussier et d'une baïonnette (art VI) (1). Le Major du quartier passe chaque mois la revue de la compagnie, qui se divise en trois brigades ; les blancs, les mulâtres et les noirs libres. La compagnie de maréchaussée forme juridiction extraordinaire pour les esclaves capturés à la frontière (art. XII). Elle est suivie du bourreau, qui perçoit, à cet effet, 500 livres par an pour les exécutions. Le but principal de la maréchaussée est de faire la chasse aux esclaves fugitifs, son but accessoire, d'arrêter les déserteurs et gens sans aveu.

Déjà, à cette époque, il y a de faux archers. En raison de ces derniers, l'ordonnance du 10 octobre 1721 prescrit aux archers « le port de la bandoulière bleue parsemée de fleurs de lys jaunes ».

Les ordonnances des 13 avril et 5 décembre 1718 prises

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome II, f° 733.

par le Gouverneur de Châteaumorant et le Conseil Supérieur du Cap fixent le tarif des prises de la maréchaussée. Pour un esclave capturé dans la banlieue urbaine, l'archer touche 15 livres ; dans les montagnes, 30 livres, sur la frontière franco-espagnole, 75 livres. En raison du droit d'asile, les prêtres refusent de livrer les esclaves qui se réfugient dans les presbytères, vu les mauvais traitements qui sont infligés aux fugitifs capturés.

M. Dislère (1) indique que les compagnies de maréchaussée s'étaient constituées « non sans hésitation ». Les faits lui donnent raison. Ces corps subirent des vicissitudes, dès le début, du fait du pouvoir militaire et aussi du fait du refus des paroisses d'assurer le paiement de leurs traitements. Les appointements du début sont reconnus nettement insuffisants, car, à la date du 7 juillet 1721, un arrêt de règlement (2) du Conseil Supérieur du Cap vint majorer la solde de la maréchaussée, soit :

	Par an
Le Prévôt-Capitaine, à 120 livres par mois . .	1.440 livres
Le Lieutenant de Prévôt	1.080 »
L'Enseigne ou Exempt	840 »
2 Brigadiers à 720 livres	1.440 »
2 Sous-Brigadiers à 648 livres	1.296 »
43 Archers à 540 livres	23.220 »
Total de la dépense . .	29.316 »

Il faut croire que le zèle des Archers de la première formation était exagéré, puisque l'Ordonnance du 1^{er} octobre 1721 (3) du Gouverneur Lieutenant Général, Marquis de Sorel, prévoyait la révocation, 3 mois de prison et 300 livres d'amende contre les archers reconnus coupables d'arrestations illégales.

(1) P. Dislère : « Traité de Législation Coloniale » (1897). Partie-I, f° 87.

(2) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le Vent » (1784). Partie II, f° 750.

(3) Moreau de Saint-Méry : *Op. cit.*, f° 785.

L'Ordonnance du 20 janvier 1733 du Gouverneur Lieutenant Général de Fayet et de l'Intendant Duclos (1) porte règlement sur la maréchassée de St-Domingue. Il créait deux grands Prévôts ou Prévôts Généraux, un au Cap, un au Petit-Goave, 4 Lieutenants de Prévôt, 2 au Cap, 2 au Petit Goave.

Il y avait des Lieutenants de Prévôt à Léogane, à St-Louis, à Jaquemel, à St-Marc, à Port-de-Paix et à Fort-Dauphin. Il était créé en même temps un corps d'Exempts et d'Archers ; 4 dans le ressort du Conseil du Petit Goave, 3 dans celui du Cap. Les officiers de police avaient rang d'enseignes de milices ; ils ne percevaient pas d'appointements, mais jouissaient de l'exemption de capitation de quatre esclaves. Les archers étaient choisis parmi les mulâtres et noirs libres (art. 4). Ces derniers jouissaient des mêmes privilèges que les Exempts.

Voici la répartition des archers à St-Domingue en 1733 :

Au Petit Goave	8	
A Léogane et au Cul-de-Sac	14	
A St-Louis et au Fond	10	52
A Jaquemel	8	
A St-Marc et à l'Artibouite	12	
Total pour le Conseil du Petit Goave ..	52	
Au Cap et Dépendances	15	
Au Port-de-Paix	8	33
Au Fort-Dauphin	10	
Total pour le Conseil du Cap	33	
Total pour les deux Conseils		85
Total pour les Officiers		15
Total général		100

Le tarif des primes pour arrestations avait été relevé. Il était de 12 livres pour arrestation dans une paroisse sans billet, de 30 livres, hors la paroisse, de 60 livres pour ceux qui

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 27, f° 42.

étaient capturés dans les « doubles montagnes », et enfin de 100 livres pour les captures opérées au delà de toute habitation et du côté de la frontière des Espagnols (art. 7) (1). Par contre, le même règlement par son article 12, stipule que « les Grands Prévôts et leurs Officiers auront une attention particulière sur la conduite de leurs archers pour empêcher les inconvénients auxquels l'avarice de quelques-uns d'entre-eux pourrait donner lieu et veilleront à cet effet, à ce que lesdits archers laissent passer librement les Noirs qui auront des billets de leurs maîtres et ne les déchirent pas pour se procurer par cette voye illicite le droit cy devant fixé et supposé que pareille vexation vient à être reconnue, nous nous en réservons la connaissance pour ordonner contre ceux qui en seront les auteurs, telles punitions afflictives que le cas nous paraîtra la requérir ».

La Maréchaussée et les Archers étaient chargés de l'arrestation « de toutes sortes de Blancs, qui ne seront point habitants, mais pacotilleurs, les matelots, mulâtres et nègres libres qui voudraient sortir des frontières et passer chez les Espagnols ou d'un quartier dans un autre ».

Après cet essai, la Maréchaussée fut supprimée en raison des charges fiscales que la nouvelle institution faisait peser sur les propriétaires. Ce ne fut pas pour longtemps. Un règlement du Gouverneur de Fayet et de l'Intendant Duclos la rétablit le 20 janvier 1733 (2).

Le 17 janvier 1739, le Conseil Supérieur de Léogane crée une maréchaussée composée de prévôts à 1.000 livres par an, d'exempts à 600 livres, de brigadiers à 400 livres, d'archers à 300 livres (3). Le 6 août 1739, un arrêt de règlement du Conseil Supérieur du Cap crée une nouvelle Maréchaussée (4).

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 27, f° 42.

(2) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome III, f° 345.

(3) Id., *Ibid.*, f° 551.

(4) Id., *Ibid.*, f° 568.

L'ordonnance du Roi du 31 juillet 1743 (1) homologue les décisions du Gouverneur Lieutenant Général. Les deux compagnies de maréchaussée relevaient du Gouverneur, de l'Intendant, des Conseils Supérieurs du Cap et de Port-au-Prince. La Maréchaussée assurait la police des Villes, bourgs, campagnes, celle des cabarets et autres lieux publics, surveillait les vagabonds et confisquait les armes des esclaves. Elle était, en outre, chargée d'empêcher les maraudages et déprédations sur les domaines ou « habitations ».

L'institution avait du bon et du mauvais. Si elle participait au maintien de l'ordre, à la police générale, certains de ses membres, chargés du contrôle de la circulation, déchiraient les billets dont les esclaves étaient porteurs et opéraient leur arrestation, en vue de percevoir la prime prévue.

L'article XVI de l'ordonnance du 31 juillet 1743, après avoir subordonné les Officiers et Archers de la Maréchaussée à l'autorité des Gouverneurs Lieutenants Généraux et Intendants, décide que sur la demande des Officiers de Justice, les Commandants seront tenus « de faire marcher sans délai lesdites maréchaussées » (2).

Mais nous avons déjà dit que les Commandants de quartier étaient jaloux de leur autorité. D'où les démêlés avec les Officiers de Justice. Pour en finir, la Déclaration du Roy en 3 articles du 6 décembre 1753 (3) place des compagnies de maréchaussée sous l'autorité des Officiers de Justice. Dans le rôle qu'il appartient à la Maréchaussée de jouer, une plus grande place est faite à l'arrestation des déserteurs. Dans l'intervalle, les troupes de la garnison avaient augmenté, d'où le nombre croissant de ces derniers.

A la date du 21 juin 1759 (4), une lettre du Gouverneur Particulier du Cap au Sénéchal de ladite Ville précise que les Archers de la Police ne sont pas institués pour escorter les criminels au supplice, que ce sont là les fonctions de la troupe de Maréchaussée, lorsqu'il y a quelque émeute ou enlèvement

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome III, f^o 754-759.

(2) Id., *Ibid.*, f^o 759.

(3) Id., *Ibid.*, Tome IV, f^o 136.

(4) Id., *Ibid.*, f^o 258.

à craindre. A l'égard de l'exécution des jugements en matière civile et criminelle, l'emploi de la Maréchaussée était, en effet, régi aux Colonies comme en France par l'article xv du Titre X de l'ordonnance de 1670 ; elle pouvait être requise et assister à l'exécution, sans agir, pour que force demeurât à la Justice.

L'arrêt du Conseil Supérieur du Port-au-Prince du 21 juillet 1767 (1) « faisant droit au réquisitoire du Procureur Général du Roi » fixe la nouvelle distribution des brigades de Maréchaussée et en majore les appointements. Les brigades importantes comprenaient le Lieutenant, un Exempt, 2 Brigadiers, 6 Archers. Les moins importantes avaient un Exempt, 1 Brigadier, 4 Archers. Si nous prenons comme juridictions types, à St-Domingue, celles de St-Marc et celle des Verrettes, nous voyons :

Juridiction de St-Marc

1 Lieutenant	1.800 livres
1 Exempt	1.000 »
2 Brigadiers à 750 livres	1.500 »
6 Archers à 500 livres	3.000 »
Total	7.300 »

Juridiction des Verrettes

1 Exempt	1.000 livres
1 Brigadier	750 »
4 Archers à 500 livres	2.000 »
Total	3.750 »

A part les postes de Saint-Marc et des Verrettes, il y en eut à la Petite-Rivière, aux Gonaïves, à Port-au-Prince, à la Croix des Bouquets, au Mirebalais, à l'Archaye, à Léogane, au Grand Goave, à Jacmel, aux Cayes de Jacmel, à Baynet, au Petit Goave, au Fond des Nègres, à l'anse à Veau, au Petit Trou, à Jérémie, à l'Islet à Pierre Joseph, à Saint-

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784), Tome V, f^o 119.

Louis, à Acquin, à Cavaillon, aux Cayes du Fond de l'Île à Vache, à Torbec, aux Coteaux et au cap Tiburon.

Le budget primitif de la Maréchaussée (1721) se monte à 30.000 livres. Celui de 1767 s'élève à 115.550 livres. La différence était vraiment grande. Aussi l'arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 18 novembre 1767 (1) casse le règlement du Conseil Supérieur de Port-au-Prince du 21 juillet 1767. Cet arrêt faisait connaître que le Conseil Supérieur de Port-au-Prince « était sorti des bornes de l'autorité qui lui était confiée et qu'il n'avait pas de pouvoir légitime en cette matière ». Aussi était-il fait audit Conseil « très expresses inhibitions et défenses d'en rendre de semblables à l'avenir, et de rien changer aux objets sur lesquels il aurait été statué par Sa Majesté, sauf à faire des représentations sur les changements qu'il croirait nécessaires ». Il va sans dire que le paragraphe « in fine » ordonnait la transcription de l'arrêt susvisé au registre du Conseil.

La lettre du Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine du 5 juillet 1768 (2) aux Administrateurs tranche définitivement la contestation. Le Ministre déclare que les Compagnies de Maréchaussée ne relèvent pas des Conseils Supérieurs, mais bien de l'Administration. Cette lettre ministérielle est un jalon important dans la lutte des Conseils Supérieurs. « Il n'est pas permis aux Conseils de statuer, ni provisoirement, ni définitivement, sur les objets relatifs à l'Administration, et les Maréchaussées en font partie. Vous n'auriez pas dû consentir à l'arrêt du Conseil du Port-au-Prince; vous deviez encore moins le provoquer. Il vous a été étroitement recommandé de contenir les Conseils Supérieurs dans les bornes de leurs fonctions. La distinction de l'augmentation d'avec la création, ne change rien à l'observation que je vous avais faite. Les Conseils n'ont pas plus le droit d'augmenter que de créer; ils n'ont que la voie de représentation en tout ce qui tient au Gouvernement ». Cette verte semonce était adressée, par le Duc de Praslin, Secrétaire d'Etat de la Marine,

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 138.

(2) Id., *Ibid.*, f° 189.

Chef du Conseil Royal des Finances, à MM. Louis Constantin, Chevalier et Prince de Rohan, Chef d'Escadre des Armées Navales de S.M., Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roi des Isles Françaises de l'Amérique-Sous-le-Vent, et à Alexandre Jacques de Bongars, Chevalier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Président à Mortier en son Parlement de Metz, Intendant de Justice, Police, Finances, de la Guerre et de la Marine des Iles Françaises de l'Amérique-sous-le-Vent. Il faut croire que cette douche produisit son effet, car depuis lors, le Conseil du Port-au-Prince qui était d'esprit plus frondeur, demeura soumis et acquiesça aux volontés administratives.

À la date du 11 novembre 1769 (1), le Prévôt Général de la Maréchaussée du Cap, Breiteau Duplessis réclame des chevaux à l'usage des archers. Le Conseil reconnaissant que « le plus puissant des ressorts qui font mouvoir les hommes était l'intérêt » et déférant au désir du Prévôt Général, ordonna le paiement à chaque cavalier de 300 livres en sus de sa solde. En outre, une avance était faite à chacun pour l'achat d'un cheval. Enfin, il était fait à chaque cavalier une retenue des deux tiers de la somme de 300 livres, reçue en premier lieu, le troisième tiers représentant l'entretien de sa monture.

Un arrêt du Conseil Supérieur du Cap en date du 7 avril 1782, nomme M. Ruotte, Conseiller, Commissaire pour affermer au sieur Boulard, habitant au Morne Rouge, la savane acquise au même lieu pour les chevaux de la Maréchaussée, et lui faire compter 6.000 livres à la charge par lui, pour ladite somme, d'entretenir ladite savane, la réparer et recevoir les chevaux de la Maréchaussée (2).

Le 19 février 1771 (3), le Conseil Supérieur de Port-au-Prince, saisi des réclamations de la Maréchaussée, quant à ses appointements, qui étaient de la moitié de ceux de ses collègues du Cap (soit 1.000 livres pour le Lieutenant de Pré-

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 282.

(2) Id., *Ibid.*, Tome VI, f° 245.

(3) Id., *Ibid.*, Tome V, f° 340.

vôt, 600 livres pour les Exempts, 600 livres pour les Brigadiers, 300 livres pour les Cavaliers), décide de donner satisfaction à cette demande pour compter du 1^{er} janvier 1771, soit 2.000 livres pour le Lieutenant de Prévôt, 1.200 livres pour les Exempts, 1.200 livres pour les Brigadiers et 600 livres pour les Cavaliers.

Une ordonnance du Comte d'Ennery, Gouverneur et Lieutenant Général et de Guillemain de Vaivre, Intendant du 16 décembre 1775 (1), accorde à la Maréchaussée une prime de 200 livres pour chaque déserteur arrêté, au lieu des 100 livres accordées antérieurement.

Mais, pour la Maréchaussée, comme pour les autres corps de troupe, à côté du sérieux, il y a le comique qui peut aussi devenir tragique. Un arrêt du 5 mars 1777, du Conseil du Port-au-Prince condamne à la peine du carcan pendant trois jours au marché du Port-au-Prince, puis, ensuite, au bannissement pendant trois ans du ressort de la Cour, le Brigadier Pierre, dit Dalémant, et André, dit Faugeron, cavalier de maréchaussée, convaincus d'avoir lié et garotté sur un cheval un Capitaine du Régiment de Port-au-Prince, par eux sciemment arrêté sous prétexte que ce dernier était un déserteur. C'était là, sûrement, le fait d'une mystification qui coûta cher à ses auteurs.

Le 17 juillet 1783 (2), Chamirant, Prévôt de la Maréchaussée de Port-au-Prince ayant obéi aux ordres du Commissaire Général Ordonnateur Mercier de la Rivière, fut interdit de toutes fonctions par le Conseil Supérieur jusqu'à ce que par S. M. il en fut autrement ordonné. Un ordre du Roi du 4 octobre 1783 (3) lève l'interdiction et ordonne le paiement des appointements du Prévôt. Il en résulte que, de par « les zizanies » des Administrateurs et des Conseils Supérieurs, les Prévôts se trouvaient pris entre le marteau et l'enclume !

Il nous faut marquer ici un temps d'arrêt pour nous inté-

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 650.

(2) Id., *Ibid.*, f° 762.

(3) Id., *Ibid.*, Tome VI, f° 354.

resser aux corps qui furent en même temps que des corps militaires, des auxiliaires des compagnies de Maréchaussée. Ces trois autres unités sont :

- 1° Les Chasseurs de Saint-Domingue ;
- 2° La Légion de Saint-Domingue ;
- 3° Les Dragons des Iles d'Amérique.

Nous ne reviendrons pas ici sur les Chasseurs de Saint-Domingue. Il en a été question au Chapitre V, immédiatement après les Milices.

La première Légion de Saint-Domingue, forme un « corps de troupes légères », au dire de l'ordonnance du 15 janvier 1765 (1), prise par le créateur, Charles Théodat, Comte d'Estaing, « nommé et admis Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées et des Armées Navales, Gouverneur Général représentant la personne de Sa Majesté aux Iles-sous-le-Vent de l'Amérique et Mers Adjacentes » (2), lequel avait remplacé le 27 décembre 1763, le Gouverneur et Lieutenant Général Vicomte de Belsunce et de Meschin, qui décéda à Saint-Domingue, le 4 août 1763.

La première Légion de Saint-Domingue est formée de neuf compagnies, dont quatre de Dragons, une de Grenadiers, et quatre de Fusiliers, totalisant 263 Blancs, y compris les officiers de l'Etat-Major, et 225 Mulâtres ou Griffes libres. Les Maréchaux de Logis, les Sergents, ainsi que dix Militaires, par compagnie, sont reçus aux Conseils et Juridictions sous les titres de Prévôts, d'Exempts et Archers avec brevets particuliers. L'Etat-Major est composé d'un Colonel, d'un Colonel en second, d'un Lieutenant-Colonel, d'un Major, d'un Aide-Major et d'un Aide-Major en second. Cette formation pouvait être doublée, si la guerre ou les circonstances venaient à l'exiger.

La durée de l'engagement est de quatre ans « non compris le temps des maladies ». Les gens de couleur sont tenus de servir dans la Légion de seize à dix-neuf ans, sous peine de

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome V, f^{os} 825 à 831. — Carnet de la Sabretache. Albert Dépreaux, La 1^{re} Légion de Saint-Domingue, n^{os} 349-350, mars et avril 1931, n^{os} 136 et 201.

(2) Moreau de Saint-Méry : *Op. cit.*, Tome V, p. II.

perdre leur liberté. De même, les nouveaux affranchis ne peuvent jouir de leur liberté, qu'après un service de trois ans dans la Première Légion. Les femmes peuvent se faire remplacez en fournissant un mulâtre cu griffe pour deux ans, ou un noir pour trois ans (art. XX et XXI). Les soldats des troupes réglées, leur engagement fini, qui repassent en France avaient la préférence. Les noirs libres, au-dessus de douze ans peuvent être engagés comme Trompettes ou Tambours et ceux qui les fournissent sont exempts de service dans la Légion. Cette unité est divisée en trente-six escouades, en garnison dans les diverses localités de la Colonie.

Voici les appointements de l'Etat-Major :

	Par an
Au Colonel	3.000 livres
Au Colonel en second et au Lieuten.-Colonel	2.800 »
Au Major	2.600 »
A l'Aide-Major	2.400 »
A l'Aide-Major en second	1.800 »

Les chevaux sont nourris de têtes de cannes à sucre, de rejets nouveaux d'oranger et de citronnier, comme il était pratiqué dans la partie Espagnole, de la bagasse fraîche, du sirop, du bois de patate, de l'herbe d'Ecosse, et autres végétaux.

La Compagnie des Gardes du Gouverneur Général, prise dans la Légion, est composée de un Capitaine en second, un Lieutenant, un Maréchal des Logis, un Brigadier et dix Dragons. Ces militaires reçoivent une gratification spéciale : le Capitaine, 600 livres, le Lieutenant, 460 livres, le Maréchal des Logis, 250 livres, le Brigadier, 150 livres, les dix Dragons, 1.000 livres.

Le but de la première Légion est d'arrêter les déserteurs, vagabonds, gens sans aveu, mendiants, matelots, noirs fugitifs, qu'elle conduit aux prisons civiles, ou en informe sur le champ le Commandant, le Commissaire du quartier et le Procureur du Roi. En collaboration avec les Milices, elle disperse les réunions des noirs, prête main-forte à l'exécution de tous les décrets, pour la police particulière et la conduite des criminels, exécute les ordres du Gouverneur Particulier, ceux de l'In-

tendant, qui ne concernent aucun service militaire et ne sont pas contraires à ceux du Gouverneur Général, elle arrête sur-le-champ, et gratuitement ceux qui sont désignés par ordre écrit du Procureur Général ou des Procureurs du Roi des Juridictions ou des Amirautés.

La Première Légion rend les honneurs au Gouverneur Général, à l'Intendant, au Commandant en second et aux Conseils Supérieurs.

L'uniforme de la première Légion de Saint-Domingue est composé d'un habit blanc de coutil ou de grosse toile, collet, revers et parements de drap rouge, boutons d'étain, veste et culotte de toile blanche, bonnets à l'anglaise en cuir bouilli, en forme de casque, panache ou aigrette blanche, pour servir de cocarde.

Les Militaires de la première Légion de Saint-Domingue faisant le service de la Maréchaussée et reçus aux Conseils et aux Juridictions, portent l'habit bleu, les parements, collet et doublures rouges, culotte et veste blanches, boutons blancs, chapeau bordé d'argent. L'équipage de cheval est d'une housse à la hussarde, de drap bleu, bordée de galon de fil blanc, de largeur égale.

La ration se compose d'une demi-livre de viande, d'une demi-livre de riz et d'un cinquième de taffia (art. 71).

La première Légion fait, sous les ordres des officiers généraux et supérieurs de la colonie, le service des troupes légères en temps de paix et en temps de guerre (art. 92). Elle est la première cavalerie et la première infanterie de troupe légère de la colonie (art. 93). Les compagnies sont tenues de se rassembler pendant deux mois, tous les deux ans, pour manœuvres d'ensemble (art. 105). Il est fait tous les deux mois une revue de Dragons et Fantassins de la Première Légion de Saint-Domingue. Tous les deux ans, il devait être fait deux revues générales et d'inspection dans chaque division provinciale (art. 112). Il y aura toujours un détachement commandé pour servir de garde au Palais dans le temps de l'Assemblée des Conseils Supérieurs. Les Dragons ou Fusiliers bordent la haie, sans armes, lorsque les Conseillers, les Assesseurs, le Procureur Général et les Substituts entrent

ou sortent (art. 151). Ils bordent la haie et portent les armes pour le Gouverneur Général, pour l'Intendant, et pour les Commandants en second qui auront séance au Conseil (art. 152). Lorsque le Gouverneur Général siège au Conseil, il est fourni, de piquet, deux vedettes, le sabre à la main, qui sont placées des deux côtés de la porte du Palais (art. 153). Au décès du Gouverneur Général, la Légion doit lui rendre les honneurs funéraires rendus par l'Infanterie et les Dragons aux Gouverneurs Généraux des provinces du royaume. Elle doit rendre au décès des Commandants en second, les mêmes honneurs funéraires prescrits pour les lieutenants généraux des provinces (art. 157).

Le prévôt porte deux galons d'argent ; l'exempt, un seul (1).

Tel est le règlement qui régit le corps dénommé la Première Légion de Saint-Domingue et dont l'unique exemplaire est entre les mains du Service Hydrographique de la Marine. Cette unité est supprimée par ordre du Roi, en septembre 1765, mais elle est rétablie par l'ordonnance royale du 1^{er} avril 1766.

Ce texte opère une réorganisation. Cette fois, l'unité porte le nom de Légion de Saint-Domingue (2). Elle est reformée sur le pied de 54 compagnies de 100 hommes chacune, non compris les officiers. La Compagnie est commandée, en tout temps, par un Capitaine, un Lieutenant, un Sous-Lieutenant. Elle est constituée d'un Fourrier, de 4 Sergents, 8 Caporaux, 8 appointés, 8 Grenadiers, 8 Canonniers, 60 Fusiliers, 2 Tambours et un Frater Chirurgien. L'Etat-Major de la Légion est formé d'un Inspecteur, d'un Major Général, de 4 Majors particuliers, de 4 Aides-Majors, de 4 Quartiers-Maîtres et d'un Chirurgien. La Légion de Saint-Domingue n'a pas de drapeaux (art. 5). Les appointements, par an, sont les suivants (art. XIX) :

Troupe	
A chaque Capitaine	2.400 livres

(1) Carnet de la Sabretache, Albert Dépréaux. La Première Légion de St-Domingue, n° 350, avril 1931, f° 211.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 45.

A chaque Lieutenant	900	livres
— Sous-Lieutenant	810	»
— Fourrier	333	»
— Sergent	306	»
— Caporal	207	»
— Appointé	180	»
— Grenadier	180	»
— Canonnier	180	»
— Fusilier et Tambour	135	»
— Frater Chirurgien	270	»
Etat-Major		
A l'Inspecteur Commandant	40.000	livres
Au Major Général	10.000	»
A chaque Major Particulier	4.320	»
— Aide-Major avec Commission de Capitaine	2.400	»
— Aide-Major sans Commission de Capitaine	1.350	»
— Quartier-Maître	810	»
Au Chirurgien-Major	775	»

L'uniforme est composé d'un justaucorps de drap léger, petit lodève bleu, doublé de toile lessivée au quart blanc, parements bleus, collet et revers rouge, le parement fermé en dessous par trois petits boutons, un à l'épaulette, six de même à chaque côté de revers, trois gros au-dessous, et trois à la poche, qui sera coupée en travers.

La veste est de drap léger, petit lodève blanc, doublé de toile lessivée, sans poches ou pattes marquées garnie de dix petits boutons sur le devant, et d'un à chaque manche. La culotte est de tricot blanc, boutons blancs, timbrés d'une ancre. Le chapeau est bordé d'un galon blanc.

Les recrues reçoivent 50 livres pour un engagement de huit ans (art. XXXI). Il est attaché à chaque compagnie de la Légion une pièce de canon à la Suédoise et deux pièces à la Rostaing ; ces pièces sont servies par les huit canonniers attachés à chaque compagnie.

Des 54 compagnies dont se compose la Légion de Saint-Domingue, quatorze doivent rester jusqu'à nouvel ordre à

l'Ile de Ré, sous les ordres d'un Major, d'un Aide-Major et d'un Quartier-Maître.

L'ordonnance royale du 1^{er} avril 1769 (1), donne une nouvelle forme à la Légion de Saint-Domingue. Les cinquante-quatre compagnies de l'ordonnance précédente tombent à trente dont 3 de Grenadiers de 60 hommes chacune, 3 de Canonniers de 102 hommes et 24 de Fusiliers de 104 hommes.

Dix-huit canons à la Rostaing d'une livre de balles sont affectés à la Légion, dont 6 pièces par division (art. VI). Il est accordé des concessions dans l'Isle à ceux qui, après avoir obtenu leurs congés absolus, désireraient s'y établir, pourvu qu'ils aient les moyens suffisants de les mettre en valeur (art. XV).

Les appointements subissent une certaine diminution. Ceux de l'Etat-Major nous édifient à cet égard (art. XVI).

Etat-Major

Au Major Général	10.000 livres
A chaque Major Particulier, avec supplément d'appointements pour tenir lieu de ration	5.400 »
— Aide-Major, ayant commission de Capitaine, avec supplément ..	2.910 »
— Aide-Major, non Capitainé, avec supplément	1.830 »
— Sous Aide-Major, avec supplément	1.440 »
— Quartier-Maître, avec supplément	1.320 »
Au Chirurgien-Major, avec supplément ...	1.200 »

L'Ordonnance du 10 octobre 1766 (2) règle le rang des officiers de la Légion de Saint-Domingue et de celle de l'Isle de France. Les militaires prennent rang d'après la date de leurs commissions, pour services déjà rendus soit dans les troupes de terre, soit, dans celles des Colonies.

La Légion de Saint-Domingue est supprimée en 1771 (3). Il est vraisemblable que ses effectifs furent versés

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 236. — Archives Nationales, Colonies, A. 12, f° 13.

(2) Archives Nationales. Colonies, A. 17, f° 65.

(3) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome V, f° 48.

dans les autres corps en service à Saint-Domingue.

Le Corps des Dragons des Colonies d'Amérique, établi par l'Ordonnance Royale du 1^{er} novembre 1769 (1) forme trois Compagnies de Cent hommes chacune. La Compagnie est commandée par un Capitaine, avec un Lieutenant et un Sous-Lieutenant. Elle se compose d'un Fourrier, 4 Maréchaux des Logis, 8 Brigadiers, 8 Appointés, 76 Dragons et 1 Frater-Chirurgien. Les dragons portent le même uniforme que la Légion, avec, en plus, un manteau de drap gris blanc piqué de bleu, un chapeau blanc comme ceux des matelots hollandais et des bottes. Les cavaliers ont le cheval d'escadron.

L'Ordonnance du Roi du 28 août 1777 (2) règle le traitement des Compagnies de Dragons des Iles d'Amérique. Les appointements et solde sont payés par an, sur le pied de (art. 1) :

Au Capitaine Commandant	3.300 livres
Au Capitaine en second	2.250 »
Au Lieutenant en Premier	1.800 »
Au Lieutenant en second	1.560 »
A chaque Sous-Lieutenant	1.440 »
Au premier Maréchal des Logis	405 »
Au second Maréchal des Logis	288 »
Au Fourrier écrivain	288 »
A chaque Brigadier	185 »
Au Cadet Gentilhomme	324 »
A chaque Dragon	126 »
A chaque Trompette	185 »
Au Frater	185 »
Au Maréchal-Ferrant	126 »

Une ration par jour, non soumise à retenue, est fournie, en outre aux Bas-Officiers, Cadets-Gentilshommes, Dragons, Trompettes, Fraters-Chirurgiens et Maréchaux-Ferrants. Elle est composée de 24 onces de pain frais ou de 20 onces de

(1) Moreau de Saint-Méry : « Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent » (1784). Tome V, f° 280.

(2) Id., *Ibid.*, f° 788.

farine, et de 8 onces de bœuf salé ou frais. Dans le cas où ces comestibles viendraient à manquer dans la colonie, il y était suppléé par des denrées du pays (art. II).

Une masse de 10 livres, par homme et par an, remise par mois avec la solde, doit servir à payer les menues réparations journalières de l'habillement, équipement et armement, ainsi qu'au paiement de la capitation et des quatre deniers pour livre, tant des appointements des officiers que de la solde des bas-officiers et soldats (art. III).

D'après l'ordonnance du 1^{er} septembre 1768 sur les Milices des Iles du Vent (art. XVIII), les Compagnies de Dragons sont affectées au service des Iles d'Amérique. Ces corps subsistent jusqu'à la Révolution. Sans participer directement à la Police comme la Légion de Saint-Domingue, ces militaires en sont les auxiliaires. Leur spécialité est surtout de servir d'escorte aux Gouverneurs Généraux de Saint-Domingue, de la Martinique ; de faire la police en cas de rassemblement tumultueux dans les villes du Cap, du Port-au-Prince, à Saint-Domingue, de Saint-Pierre et du Fort Royal, à la Martinique. Les Dragons étaient choisis parmi les habitants les plus aisés (1).

Aux Isles du Vent, (Martinique, Guadeloupe, Sainte Lucie, Tabago), la Maréchaussée n'existe pas avant le règlement du 24 mars 1763, sauf une compagnie de Gendarmes formée en 1716, à la Martinique, sous le commandement de Haillet, pour le maintien de la police de l'Île (2).

Elle fut moins forte que les compagnies de Saint-Domingue. A la Martinique, il fut créé une Compagnie de Maréchaussée le 22 octobre 1763 par le Gouverneur de Salignac Fénelon et l'Intendant Mercier de la Rivière (3).

La Compagnie de Maréchaussée de la Guadeloupe est créée par ordonnance de François-Charles de Bourlamaque, Gouverneur (4), et Louis Thomassin de Peynier, Intendant,

(1) Renouard de Ste-Croix. Statistique de la Martinique 1822. Tome I, f° 126.

(2) Code manuscrit de la Martinique, 1712-1720, f° 561.

(3) Renouard de Ste-Croix : *Op. cit.*, Partie I, f° 117.

(4) Archives Nationales, Colonies, C, 7, A, 24 — Guadeloupe. Correspondance Générale — 1764 — M. de Bourlamaque, Gouverneur.

en date du 4 février 1761. Ce règlement comprend treize articles.

Les Compagnies de Maréchaussée de la Martinique et de la Guadeloupe avaient le même but que celle de Saint-Domingue, savoir : la recherche des déserteurs, des esclaves fugitifs et la police des agglomérations urbaines et rurales. Elles ont à leur tête, un officier, le prévôt-capitaine.

Une ordonnance du 8 août 1765 (1) supprime la Compagnie de Maréchaussée de la Martinique, parce qu'elle occasionnait une dépense annuelle de 30.000 livres. La Milice devait en remplir les fonctions. Néanmoins, on dut créer une section de dix Archers.

Aux Iles de France et de Bourbon, la Compagnie de Maréchaussée dure jusqu'à la Révolution, puisqu'elle fut supprimée par le décret de l'Assemblée Coloniale du 7 novembre 1792 (2), qui crée une Gendarmerie Nationale. Mais ce décret ne fut pas exécuté, étant donné l'arrêté du 20 mars 1808 pris par le Gouverneur d'alors, Général Decaen, qui établit la Gendarmerie, et l'appelle à remplacer la Maréchaussée. Bientôt, une ordonnance locale du 12 avril 1808 supprime la Gendarmerie pour la remplacer par une Compagnie de Maréchaussée et une Compagnie de Vétérans. Le 8 juillet 1817, la Compagnie de Maréchaussée fut supprimée, celle des Vétérans réduite. Les nécessités du service exigèrent la création d'un Bataillon de Bourbon.

Quant à la Guyane, nous savons, qu'en 1763, un brevet de prévôt de la Maréchaussée fut expédié à un sieur Lair, mais nous doutons quelque peu de la création de la Maréchaussée dans cette colonie. Il est certain que la police fut assurée, à la Guyane, par les Commandants de Quartier.

Les événements de la Révolution, surtout à Saint-Domingue, emportèrent les compagnies de Maréchaussée. On a déjà vu, que celle de l'Ile Bourbon, seule, survécut à la tourmente révolutionnaire.

(1) P. Dislère : « Traité de Législation coloniale » (1897). Partie I, f° 87.

(2) Id., *Ibid.*

La Gendarmerie apparaît à la Martinique, en vertu de l'ordonnance du Capitaine Général Thomas Villaret de Joyeuse, du 25 Brumaire An XI. On a vu plus haut qu'à la Réunion, la Gendarmerie fut créée par arrêté du Gouverneur du 20 mars 1808, et la Maréchaussée rétablie le 12 avril 1815.

Ces nouvelles formations fonctionnèrent de façon irrégulière. L'Ordonnance du 29 octobre 1820 constitue en France le service de la Gendarmerie et appelle les 24 Légions à fournir des Compagnies dans les Ports et Arsenaux, mais ne se préoccupe point du service colonial.

L'Ordonnance du 19 juin 1832 (1) qui divise la Gendarmerie Métropolitaine en deux fractions, dont l'une passe sous l'autorité du Ministre de la Marine et des Colonies, pour la garde des Arsenaux et le service de l'Inscription Maritime, ne modifie en rien la situation de la Gendarmerie Coloniale. Cette dernière, provenant de la Gendarmerie Métropolitaine, relève du Ministère de la Guerre et se trouve à la disposition du Département des Colonies.

L'ordonnance du 17 août 1835 (2) consacre une situation qui, en fait, durait depuis plusieurs années. La Gendarmerie Métropolitaine fournit les éléments de la Gendarmerie Coloniale ; les compagnies de la Martinique, de la Réunion et le détachement de Saint-Pierre et Miquelon furent créés.

L'ordonnance du 6 septembre 1840 fixe le contingent en service à la Guyane à une demi-compagnie ; celle du 17 octobre 1846 à une demi-compagnie pour les colonies d'Océanie ; et celle du 30 septembre 1854, à un détachement pour le Sénégal. La Cochinchine obtient une compagnie par décret du 17 octobre 1856, et la Nouvelle-Calédonie, un détachement, par décret du 18 février 1860 (3).

Actuellement, la Gendarmerie Coloniale est régie suivant les mêmes principes que la Gendarmerie Départementale. Ce corps fait partie intégrante de l'armée, d'après la loi du 13 mars 1875, art. 32.

(1) P. Dislère : *Traité de Législation coloniale*, 1907. Partie I, f° 88.

(2) *Id.*, *Ibid.*

(3) *Id.*, *Ibid.*, f° 89.

Les textes organiques qui la régissent sont les décrets des 1^{er} mars 1854, 24 avril 1858, 20 mai 1903 et 10 septembre 1935. Le décret du 2 septembre 1906 abroge celui du 1^{er} mars 1854 (1). La Gendarmerie Coloniale est placée sous la Direction du Ministre des Colonies, mais le corps reste soumis à l'autorité du Ministre de la Guerre, (Direction du Contentieux, de la Justice Militaire et de la Gendarmerie), qui opère les désignations, les mutations et les avancements. C'est, enfin sur le rapport du Ministre de la Guerre et l'avis du Ministre des Colonies, que sont pris les décrets fixant les cadres de la Gendarmerie dans les Colonies d'outre-mer (2). Les officiers de Gendarmerie jouissent du bénéfice du décret du 29 décembre 1903 sur la solde, suivant le décret du 15 mai 1905. La loi du 7 juillet 1900 (3) (art. 11), portant organisation des troupes coloniales, prévoit que « le service de la Gendarmerie continuera à être assuré dans les conditions actuelles par le personnel de l'armée métropolitaine, complété au besoin par des auxiliaires indigènes. »

Les effectifs des compagnies et les détachements de la Gendarmerie Coloniale varient dans chaque colonie suivant les besoins du moment.

La Gendarmerie n'existe que dans certaines colonies. Aussi, la Compagnie de Gendarmerie de Madagascar créée en 1902, a été supprimée par le décret du 13 janvier 1904 et remplacée par un détachement que nous retrouverons tout à l'heure, lors de l'énumération des différentes compagnies et détachements qui comprennent environ un millier d'hommes, officiers, sous-officiers et gendarmes européens, répartis dans les différentes Colonies.

La Gendarmerie est renforcée dans sa tâche par des auxiliaires indigènes en Indochine (décret du 18 mars 1910 modifié par le décret du 29 août 1918), et au Sénégal (décret du 5 mai 1904).

(1) Arthur Girault. Principes de colonisation et de Législation coloniale, 1922. Partie II, f° 415.

(2) P. Dislère : Traité de Législation coloniale, 1897. Partie II, f° 235.

(3) Id., *Ibid.*, f° 574.

Dans les Comptoirs de l'Inde, la police peut demander le concours d'un corps de Cipayes, commandés par des Officiers et Sous-Officiers de l'Infanterie Coloniale.

Dans les colonies d'Indochine et de Madagascar, la police est faite par la garde indigène civile, qui comprend un personnel européen composé d'Inspecteurs Principaux, d'Inspecteurs et de Gardes Principaux, et un personnel indigène qui comprend des adjudants, sergents, caporaux et gardes. Ces corps de gardes indigènes, participent comme l'ancienne Légion de Saint-Domingue, au service d'ordre intérieur comme à la défense contre le péril extérieur. En cas de mobilisation ou d'insurrection, la garde indigène peut être mise par le Gouverneur Général à la disposition de l'autorité militaire ; le corps fait, dès lors, partie intégrante de l'armée. D'ailleurs, la loi du 7 juillet 1900 (art. 19) prévoit leur création et leur utilisation.

En Afrique Occidentale Française, il existe des gardes de cercle et, en Afrique Equatoriale Française, un arrêté du Gouverneur Général du 16 juillet 1909 a créé une Garde Régionale.

Les détachements de la Gendarmerie Coloniale forment seize détachements formant corps ou détachés en service hors cadres :

1°. — Le détachement de l'A.O.F. (décret du 8 juin 1931), auquel se rattache un groupe de 2 pelotons mobiles indigènes à cheval, et dont les brigades sont en service au Sénégal, au Soudan, au Niger et en Guinée ;

2°. — Le détachement de l'A.E.F. (décret du 27 juin 1929, dont les fractions sont réparties au Gabon, au Moyen-Congo et l'Oubanghi-Chari ;

3°. — Le détachement du Cameroun (décret du 3 mars 1929) ;

4°. — Le détachement de la Réunion (décret des 7 septembre 1921 et 14 février 1928) ;

5°. — Le détachement de Madagascar (décret du 12 octobre 1931) ; une partie de ce corps forme les cadres de la Garde Indigène de Madagascar ;

6°. — Le détachement de la Côte Française des Somalis (décret du 27 août 1927) ;

7°. — Le détachement de l'Annam-Tonkin (décret du 31 août 1933), avec des postes au Laos et au Yunnan ;

8°. — Le détachement de Cochinchine-Cambodge (décret du 31 août 1933) ;

9°. — La mission d'encadrement de la Garde Civile de Cochinchine (décret du 21 mai 1931) ;

10°. — Le détachement de Chine (décision du Ministre de la Guerre du 20 août 1931) ;

11°. — Le détachement de la Nouvelle-Calédonie (décret du 18 octobre 1933), avec un Maréchal des Logis chef détaché aux Nouvelles-Hébrides ;

12°. — Le détachement de l'Océanie-Taïti (décret du 23 mars 1934) ;

13°. — Le détachement de Saint-Pierre et Miquelon (décret du 28 septembre 1906, modifié par les décrets des 22 février 1916 et 28 août 1926) ;

14°. — Le détachement de la Guadeloupe (décret du 19 février 1915 et du 18 octobre 1933) ;

15°. — Le détachement de la Martinique (décret du 11 août 1904, modifié par les décrets des 4 décembre 1917 et 18 octobre 1933) ;

16°. — Le détachement de la Guyane (décrets du 27 février 1921 et 10 juin 1933) ; ce détachement fournit des éléments au Territoire de l'Inini ;

17°. — Des gardes détachés à la police des Etablissements français dans l'Inde (décret du 12 avril 1928) ;

18°. — Un officier détaché hors cadres à la Police municipale de Tien-Tsin.

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, ces unités disposent de gendarmes auxiliaires indigènes, créés en Indochine par les décrets des 18 mars 1910 et 28 août 1918 et pour l'A.O.F., par le décret du 11 août 1926. Ces gendarmes auxiliaires diffèrent des milices coloniales civiles, dont la formation a été prévue par la loi du 7 juillet 1900 et qui sont au nombre de huit :

1°. — Les quatre gardes indigènes de l'Indochine (Annam, Laos, Tonkin, Cambodge et la garde indigène du Territoire de Kouang-Wan (Chine), établies par décret du 30 juin 1915, modifié par celui du 21 mai 1931 ;

2°. — La garde civile de Cochinchine organisée par le décret du 21 mai 1931. Ce corps est encadré par des officiers et sous-officiers de Gendarmerie sous l'uniforme de la Garde Républicaine ;

3°. — La garde indigène de Madagascar et dépendances, organisée par le décret du 7 janvier 1927 ; elle est encadrée par des officiers et sous-officiers de Gendarmerie ;

4°. — La Milice Indigène de la Côte Française des Somalis, formée suivant le décret du 28 janvier 1933, encadrée par des officiers et sous-officiers d'Infanterie Coloniale.

Outre la Gendarmerie Coloniale, on peut encore citer des unités, tirées de la Gendarmerie Métropolitaine et qui servent dans les territoires d'outre-mer. Ce sont :

1°. — La Gendarmerie de l'Afrique du Nord, qui comprend 2.500 hommes, Officiers et Gendarmes. Cette force compose le 19^e Légion (Algérie, Légion du Maroc et Compagnie de Tunisie) ;

2°. — La Gendarmerie du Levant, qui comprend les trois prévôtés des Territoires du Levant et les trois missions de réorganisation des gendarmeries locales : République Libanaise, Etat de Syrie et Gouvernement de Lattaquié ;

3°. — Les cadres de la Gendarmerie Internationale de la zone de Tanger.

Avec l'énumération des différents détachements de la Gendarmerie Coloniale prend fin l'étude des Compagnies de Maréchaussée.

Les premiers représentants de l'ordre aux Colonies furent les gardes des Capitaines Généraux, puis les miliciens détachés auprès des Commandants de quartiers. Au fur et à mesure du développement de la population, on dut se préoccuper de réprimer les désordres sociaux. D'où la formation des Compagnies de Maréchaussée aux Iles d'Amérique-du-Vent et Sous-le-Vent. Les Prévôts et les Exempts consacrent une nouvelle étape de la colonisation, car, avec leur entrée en service, c'est

la formation de la police urbaine, en même temps, que la nécessité pour les juridictions établies d'avoir des agents pour l'exécution de leurs décisions.

L'augmentation de la densité des populations coloniales autorise la création, à titre permanent de la force armée, d'où la formation des Légions de Saint-Domingue, des Dragons des Iles d'Amérique, des diverses Prévôtés et de la compagnie de Maréchaussée des Iles de France et Bourbon. Cette dernière survécut aux troubles révolutionnaires. La Révolution bouleverse l'ordre établi pour revenir au point de départ, le respect de l'Ordre. Les compagnies de Maréchaussée reflueront aux Colonies. Ces unités n'eurent pas besoin de la Restauration pour être rétablies. Mais, dans toute unité organisée, de par la suite des temps, il se produit une évolution. La Gendarmerie Coloniale prit la suite de la Prévôté Coloniale, ce qui permet de constater que, à toute époque, les serviteurs de l'ordre social n'ont jamais assumé une tâche facile. La prévention des attentats, leur répression, la mise en lieu sûr des coupables, le respect de l'ordre établi et des autorités, voilà le fardeau qui pesa sur les épaules des Compagnies de Maréchaussée, des Prévôtés et de la Gendarmerie Coloniale. Le corps participe à la fois de l'activité civile et militaire. De l'activité civile, car il se trouve en rapports constants avec les autorités municipales et de Justice, dont il est chargé de faire respecter les injonctions, de l'autorité militaire, dont il assure l'intégrité, en même temps que l'exécution des ordres.

La Gendarmerie Coloniale, en sus de ses fonctions, à la fois ingrates et délicates, vibre à l'unisson des joies et des douleurs des autres formations militaires coloniales, dont elle forme un des chaînons. C'est dans l'accomplissement de cette tâche que l'on constate les principes qui confèrent l'intégrité à la compagnie : Simplicité dans le devoir, dévouement dans les fonctions journalières.

Suivant la route déjà longue tracée par les aînés, la Gendarmerie Coloniale se relie dans le temps, à la tradition établie par les Cavaliers de Maréchaussée, de Prévôté, et les Dragons de Saint-Domingue, de la Martinique, des Iles de France et Bourbon.

CHAPITRE VIII

Les Gouverneurs Généraux

Les Gouverneurs des Colonies ressortissent jusqu'à la III^e République à l'Ordre Militaire. C'est la raison pour laquelle ils ont le privilège d'occuper ici une place marquante.

Après l'occupation des territoires d'outre-mer, la nécessité oblige à donner des chefs aux collectivités naissantes. A la tête des marins ou aventuriers qui s'en allaient à la Nouvelle-France ou aux Isles, on dut reconnaître des dirigeants. Ces conducteurs d'hommes portèrent, dans les débuts, le titre de Capitaines Généraux.

Lorsque les possessions d'outre-mer eurent pris un certain développement, le pouvoir royal, à l'exemple de l'Espagne, créa des Vice-Royautés. En plus du sire de Roberval, nommé par François I^{er} (1540) Vice-Roi du Canada, on compte dix Vice-Rois de l'Amérique :

- Le Comte de Soissons (8 octobre 1612) ;
- Le Prince de Condé (20 novembre 1612) ;
- La Maréchal Duc de Montmorency (10 février 1620) ;
- Le Duc de Ventadour (25 janvier 1625) ;
- Le Duc d'Anville (novembre 1644) ;
- Le Marquis Le Pas de Feuquières (30 août 1660) ;
- Le Maréchal Comte d'Estrades (décembre 1663) ;
- Le Marquis de Tracy (1663-1667) ;
- Le Maréchal Comte d'Estrées, Vice-Amiral (1^{er} août 1687) ;
- Le Duc d'Estrées, Vice-Amiral (mai 1707).

Ces grands seigneurs se contentent seulement de porter leur titre de Vice-Roi. A part le Duc d'Anville, les Marquis de Feuquières et de Tracy, le Comte et le Duc d'Estrées, les autres ne se rendirent point aux Colonies. La charge de Vice-Roi de l'Amérique fut supprimée en 1737.

Tel ne fut pas le cas de ceux qui vont suivre. Au Canada,

on voit, à l'œuvre, le Vice-Roi Marquis de Tracy (1663-1667), les Gouverneurs Généraux de Courcelles, de Frontenac, de Vaudreuil, de Kerlérec.

Aux Iles d'Amérique, Pierre Dyel, Ecuyer, sieur d'Esnambuc, Capitaine de la Marine du Ponant, est nommé Capitaine Général en l'Ile Saint-Christophe (7 mars 1635). En 1636, le sieur du Halde, Lieutenant de Roi par commission du 7 mars 1635, succède comme Capitaine Général à d'Esnambuc. Le 15 février 1638, Philippe de Longvilliers de Poincy, Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, Commandeur d'Oisement et de Coulours, Chef d'Escadre des Vaisseaux du Roy en Bretagne, est nommé Lieutenant Général pour Sa Majesté aux Isles d'Amérique. Il fut reçu à la Martinique le 11 et à Saint-Christophe le 14 février 1639.

Bien que les Colonies fussent administrées par les Compagnies de Colonisation, on peut déjà suivre la progression de leur réglementation. Les Capitaines Généraux commandent dans les Iles pendant les premières années. Bientôt la Couronne nomme un Lieutenant Général qui aura la haute main sur les Iles et les Capitaines Généraux.

Il importe, dès lors, de rechercher les attributions des Capitaines Généraux et des Lieutenants Généraux.

Les Capitaines Généraux exercent, comme fonction primordiale, le commandement général des troupes de la colonie; c'est l'assurance contre le péril intérieur et extérieur. La fonction est d'autant plus importante qu'à l'origine les colons sont démunis de troupes réglées. Ils remplissent eux-mêmes le rôle de défenseurs. D'où leur division en compagnies, en quartiers. Plus tard, les commandants de compagnies deviendront des Capitaines de paroisses. Le Capitaine Général commande à toutes les compagnies lorsqu'elles sont assemblées. Il ajoute des fonctions civiles à ses fonctions militaires. Des querelles fréquentes mettent aux prises les premiers occupants, lors du partage de terres, au sujet des plantations, du commerce. Le Capitaine Général rend la justice, en qualité de Sénéchal de la Colonie, au nom de la Compagnie et en celui du Roy.

Le Père Du Tertre, dans son Histoire des Antilles (1667), rapporte que des commissions de Capitaines Généraux furent accordées aux sieurs de l'Olive, pour la Guade-

loupe (1) et du Parquet pour la Martinique le 2 décembre 1637 (2).

Les fonctions de Lieutenant Général sont plus importantes que celles de Capitaine Général. La Lieutenance Générale est un commandement régional, alors que la Capitainerie Générale est une fonction locale. Le Lieutenant Général est commissionné par le Roy ; le Capitaine Général, par les Compagnies. Le Lieutenant Général est dans toute sa région le chef suprême de la Justice civile et préside de droit les Conseils de Guerre. Toute l'autorité se trouve entre ses mains : il est responsable, vis-à-vis du pouvoir royal de l'ordre et de la défense des établissements coloniaux. C'est ainsi que l'ordre du Roi du 13 octobre 1761, contresigné par le duc de Choiseul, Secrétaire d'Etat à la Marine, donne l'ordre au Gouverneur Lieutenant Général de convoquer et de tenir les Conseils de Guerre de Terre et de Mer dans les Iles et mers du Vent de l'Amérique (3). Il a enfin le droit de correspondre avec les Puissances Etrangères.

Mais, au fur et à mesure de la constitution des établissements d'outre-mer, l'expérience montre le danger, (ne serait-ce qu'en ce qui concerne le Commandeur Longvilliers de Poincy aux Iles d'Amérique), de concentrer toute l'autorité entre les mains d'un seul homme. Aussi, la Couronne nomme des Sénéchaux pour la police et la sûreté intérieure (4). De leur côté, les Compagnies installent, à demeure, des Administrateurs Généraux et des Commis pour la gestion de leurs revenus. De son côté, le Roy crée pour chaque île, un Conseil Supérieur ou Souverain (5) (Déclaration du 1^{er} août 1664, rappelée en 1656). La déclaration de 1664 fixe à au moins une fois par mois, la réunion par chaque Gouverneur du Conseil Supérieur chargé de rendre les appels. Ainsi donc la première partie de la Colonisation a pris fin. Chaque colonie forme une entité et

(1) Du Tertre. Histoire des Antilles, 1667. Tome I, f^{os} 97 et 106.

(2) Dr Rufz de Lavison. Etudes historiques et statistiques sur la population de la Martinique, 1850. St-Pierre (Martinique). Tome I, f^o 22.

(3) Archives Nationales. Colonies, A. 8, f^o 62.

(4) Emilien Petit. Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises, 1771, Tome I, f^o 8.

(5) Emilien Petit : *Op. cit.*, Tome I, f^o 22.

dans ce texte officiel on trouve pour la première fois le mot de Gouverneur. Une déclaration royale, du 11 octobre 1664 crée le Conseil Souverain de la Martinique (1). Cette juridiction devait être composée d'un Lieutenant Général, du Gouverneur Particulier, du Directeur de la Compagnie et de quatre Conseillers nommés par celle-ci (2).

Le 20 février 1645, Patrocles, Chevalier, Seigneur de Thoisy, Conseiller du Roi, est nommé Lieutenant Général pour Sa Majesté aux Isles d'Amérique et Sénéchal à Saint-Christophe. Il fut reçu à la Martinique le 22 août suivant.

Déjà, se manifeste aux Colonies l'inconvénient d'accorder des pouvoirs extraordinaires. Le Commandeur de Poincy se soulève contre l'autorité royale. Il fait arrêter de Thoisy à la Martinique et le renvoie en France après l'avoir emprisonné pendant deux mois à Saint-Christophe. On pourrait dénommer cette période de l'histoire coloniale la Fronde Antillaise, puisqu'elle est contemporaine de la période similaire d'agitation métropolitaine. Un compromis eut lieu. Par arrêt du Conseil d'Etat du 25 février 1647, le Commandeur de Poincy fut rétabli pendant une année dans son gouvernement. Les commissions de Lieutenant Général et de Gouverneur aux Iles avaient une durée de trois ans. En 1651, les Iles de Saint-Christophe, Sainte-Croix furent vendues à l'Ordre de Malte, qui en laissa le gouvernement à vie au Commandeur Longvilliers de Poincy, d'abord parce que ce dernier, par sa révolte s'était rendu indépendant du pouvoir royal et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et aussi parce qu'en sa qualité de moine-soldat, le bailli ne pouvait tester (3).

Vers la même époque (1650) du Parquet achète les îles de la Martinique, de Sainte-Lucie, la Grenade et les Grenadins ; il en fut nommé Gouverneur et Lieutenant Général. En 1649, le marquis de Boisseret, Agent de la deuxième Compagnie des Iles d'Amérique, acquit la propriété de la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade pour lui et son

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 125.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 57.

(3) P. Cultru. Le Commandeur de Poincy à St-Christophe. 1915, f° 51.

beau-frère Houël du Petit-Pré. Ce dernier en fut nommé Gouverneur et Lieutenant Général.

Bien que les Iles eussent été vendues à des particuliers le Roy conservait le droit d'y nommer des Lieutenants Généraux. C'est ainsi que le 19 novembre 1663, Alexandre, Chevalier, Seigneur de Prouville, des deux Tracy, Conseiller du Roi, Lieutenant Général des Armées, fut commissionné en qualité de « Lieutenant Général dans les Iles et Terre ferme de l'Amérique Méridionale et Septentrionale tant par terre que par mer ». De Tracy fut reçu à la Martinique à la tête des troupes et milices, le 7 juin 1664 (1). Une autre date est à retenir en même temps que la première : celle du 5 mai 1664, qui vit la création à la Martinique du premier moulin à sucre par le sieur François Martin, d'Amsterdam. Cette machine tournait par le secours des bras (2). La date est importante : on sait l'influence que la production du sucre a exercée sur les Isles d'Amérique aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

Une des premières cérémonies qui marquent la prise de commandement d'un Lieutenant Général est sa reconnaissance par les troupes. Au jour fixé, les troupes sont formées en bataille sur la place ou dans la forteresse. Un officier lisait la commission royale, puis le Lieutenant Général sortant ordonnait aux officiers, bas-officiers et soldats de reconnaître le nouveau chef et de lui obéir comme au Roi lui-même.

Le 11 janvier 1717 (3), le Gouverneur Général de La Varenne mandait au Secrétaire d'Etat de la Marine son arrivée à la Martinique, où il remplaçait le Marquis Duquesne : « L'après-midi du mesme jour, l'Intendant, (M. de Ricouart) et moi, descendîmes à terre. M. le Marquis Duquesne, aussitôt que nous fusmes arrivés au fort me remit le commandement des Iles, et le lendemain me fit reconnaître pour Gouverneur et Lieutenant Général de Sa Majesté à la teste de toutes les troupes de la garnison qui furent mises en bataille

(1) Renouard de Ste-Croix. Statistique de la Martinique, 1822, f° 51.

(2) Id., *Ibid.*

(3) Archives Nationales. Colonies, C, 8, A22.

dans le fort (le fort Saint-Louis). » Cette formule n'a pas été abrogée.

La Compagnie des Indes Occidentales devint propriétaire des Iles en 1664 : elle nomme les Gouverneurs Particuliers. Le Commandeur de Sales succède à de Poincy, à Saint-Christophe ; la Martinique a eu successivement pour Gouverneurs de Clermont et de Clodoré (11 juillet 1664).

Le 26 février 1666, François de la Barre, Maître des Requêtes, ancien Intendant du Bourbonnais, Conseiller ordinaire du Roi, fut nommé Gouverneur et Lieutenant Général pour Sa Majesté en l'île de Cayenne et Terre Ferme d'Amérique. Il fut reçu à la Martinique le 7 octobre 1666.

Le 1^{er} janvier 1667, Jean, Charles de Baas, Lieutenant Général des Armées du Roi, fut nommé Gouverneur et Lieutenant Général des Iles Françaises de l'Amérique. Il fut reçu à la Martinique le 4 février 1669 et y mourut le 15 janvier 1677.

Le 13 mai 1677, Charles de Courbon, Comte de Blénac, Chevalier, Seigneur de Romégou, Lieutenant Général de Terre et de Mer, Sénéchal de Saintonge, Chambellan de Monsieur, est commissionné, cette fois, par le Roi en qualité de Gouverneur et Lieutenant Général des Isles Françaises et Terre Ferme de l'Amérique.

Sous l'administration du Lieutenant Général de Baas, en 1670 et en 1672, on note l'établissement des Religieuses Ursulines dans la Colonie et le commencement des travaux de la citadelle du Fort Royal (20 juillet 1672) (1).

La haute administration s'organise. A l'époque où nous sommes parvenus, nous voyons le Gouverneur Lieutenant Général ; le Lieutenant du Roi au Gouvernement Général (le premier titulaire fut François de la Barre), puis, les Gouverneurs Particuliers des Iles (La Grenade, Sainte-Lucie, Marie-Galante, la Guadeloupe, Saint-Christophe, Saint-Domingue, Cayenne).

Le 1^{er} avril 1679 (2), des lettres patentes confirment le

(1) Renouard de Ste-Croix. Statistique de la Martinique, 1822. Tome I, f^{os} 56 et 57.

(2) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le-Vent, 1784. Tome I, f^o 317.

Conseil Souverain de la Martinique, qui se compose du Gouverneur Lieutenant Général, de l'Intendant, du Gouverneur Particulier, de six Conseillers, du Juge de la Juridiction, du Procureur Général et du Greffier. Une commission du 1^{er} avril 1679 (1) avait nommé, pour la première fois : aux Isles d'Amérique un Intendant de Justice, Police et Finances en la personne du sieur de Patoulet. L'Intendant formera un rouage nouveau sur lequel nous aurons l'occasion de revenir. A partir de la nomination de Prouville de Tracy, le 19 novembre 1663, la Lieutenance Générale des Iles passe définitivement de Saint-Christophe à la Martinique.

L'île de Sainte-Alouzie ou Sainte-Lucie (2), séparée de celle de la Martinique par un canal de sept lieues, entre dans le domaine de la Compagnie des Iles d'Amérique par du Parquet, qui en nomme de Rousselan, le Gouverneur (1645) ; du Parquet en acquiert la propriété (1650). Le deuxième Gouverneur fut de la Rivière (1654), qui périt assassiné par les Caraïbes ; il eut pour successeur le sieur Haquet. Ce dernier, blessé par une flèche, meurt en octobre 1656. Le sieur Bretton lui succède, puis le sieur Contès fait l'intérim. Daigrement en est nommé Gouverneur en 1657, mais, peu après, il est assassiné par les Caraïbes. Les fils de du Parquet deviennent propriétaires de l'île en 1658. Le sieur de la Lande est nommé Gouverneur, puis Bonnard, frère de Mme du Parquet. Sainte-Lucie passe ensuite au domaine royal avec la Martinique, suivant l'édit de décembre 1674. Louis XIV en fait don au Maréchal d'Estrées par lettres patentes du mois d'août 1718 (3). Le 29 août 1718 (4) le Roi nomme le sieur de Saint-Martin, Commandant l'île, sous la dépendance du Gouverneur Général des Iles du Vent, à la Martinique. La capitale de l'île Sainte-Lucie porte encore le nom de Castries, qui est celui du Secrétaire d'Etat de la Marine de France.

L'île de la Grenade (5), avec son groupe d'îlets, les

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 318.

(2) Archives Nationales. Colonies, A.25, f° 79.

(3) Id., *Ibid.*

(4) Id., *Ibid.*, f° 85.

(5) Boyer Peyreleau. Les Antilles Françaises, 1823, note f° 214.

Grenadins, située par 12° 2' 54" de latitude, et 64° 8' 15" de longitude, a dix lieues de long, six de large et vingt-cinq de circuit, est vendue par du Parquet au comte de Cerillac en 1658 et reste à la France jusqu'au traité de Paris (10 février 1763), où elle passe aux Anglais. Le Comte d'Estaing s'en empare en 1779, mais elle est rendue aux Anglais au traité de Versailles (1783).

L'île de Tabago, après avoir appartenu successivement par charte de Charles I^{er} à un Montgommery (1628), aux Hollandais, aux Espagnols, fut la propriété de la France à partir de 1672, mais fut prise par les Anglais pendant la guerre de Sept ans. Le roi Louis XV en fit don en 1749 au Maréchal de Saxe, mais la Hollande et l'Angleterre y firent opposition (1). Tabago redevint française en 1783, mais, fut reperdue définitivement en 1793.

Le Gouvernement de Saint-Domingue, qui sera bientôt celui des deux gouvernements d'Amérique le plus important, mérite quelques détails.

Il a pour origine des Français chassés de Saint-Christophe par les Espagnols. Le Vasseur, Capitaine à Saint-Christophe, est envoyé à la Tortue et à la Côte de Saint-Domingue, en qualité de Capitaine Général, par le Lieutenant Général des Iles de Poincy. Le Vasseur fut assassiné en 1652. Son successeur, en juillet 1652, de Fontenay, Chevalier de Malte, est le premier qui porte le titre de Gouverneur pour le Roi, de la Tortue et Côte Saint-Domingue. Le 26 décembre 1656, Jérémie Deschamps, sieur de Moussac et du Rausset, est nommé Gouverneur et Lieutenant Général pour Sa Majesté dans les Isles de la Tortue, Rotan et autres adjacentes. En 1663, Deschamps de la Place fait l'intérim de Gouverneur. Le 15 novembre 1664, la Compagnie des Indes Occidentales acquiert la Tortue et ses dépendances à du Rausset et nomme, en qualité de Gouverneur, Bertrand d'Ogeron, sieur de la Bouère, Ecuyer. Ce dernier entre en fonctions le 6 juin 1665. C'est de Cussy qui est Gouverneur de la Tortue en 1675, après la révocation du privilège de la Compagnie des Indes.

(1) Lucien Schône. La Politique Coloniale sous Louis XV et Louis XVI. 1907, 1^{re} 41.

Le 16 mars 1676, le sieur de Pouançay est nommé Gouverneur pour le Roi à la place de son oncle, feu d'Ogeron. Pouançay meurt à Saint-Domingue en 1683.

Le Gouvernement Général des Iles d'Amérique prend fin à la date du 1^{er} janvier 1714, par l'octroi de la Commission de Gouverneur Lieutenant Général des Iles-sous-le-Vent au sieur de Blénac, Gouverneur de la Tortue et Côte Saint-Domingue : « Nous avons résolu de l'élever, en le faisant notre Gouverneur et Lieutenant Général deladite isle de la Tortue et Côte Saint-Domingue, et en rendant ce Gouverneur indépendant de celui des autres îles de l'Amérique appelées Isles du Vent » (1). Dorénavant, les Iles d'Amérique comprendront deux gouvernements généraux :

1°. — Celui des Iles du Vent, avec la Martinique, Sainte-Lucie, la Grenade, la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, les Saintes, Saint-Barthelemy ;

Lors de la dissolution de la Compagnie des Indes Occidentales (1674), l'île de Marie-Galante eut un Gouverneur particulier jusqu'en 1763, époque à laquelle elle fut rattachée au Gouvernement de la Guadeloupe. Les autres îles ont toujours relevé directement du Gouverneur de cet Etablissement. Le décret du 8 mars 1790 consacre la réunion à la Guadeloupe des Iles qui en dépendent encore aujourd'hui : La Désirade, Marie-Galante, Les Saintes et la partie française de l'Île Saint-Martin.

Saint-Barthelemy avait été occupée en 1648 par le sieur Jacques Gente, et, depuis cette époque, faisait partie des dépendances de la Guadeloupe, quand un traité du 1^{er} juillet 1784 céda cette île à la Suède, en échange du droit d'établir un dépôt de marchandises françaises à Gothenbourg. Le traité du 10 août 1877 rétrocéda cette île à la France. Ce traité fut approuvé par une loi du 2 mars 1878 qui rattacha en même temps à la Guadeloupe son ancienne dépendance (2).

2°. — Celui des Iles-sous-le-Vent, avec la Tortue et la partie française de Saint-Domingue.

(1) Emilien Petit. Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Tome I, f° 66.

(2) Béquet et Dupré. Répertoire de Droit Administratif, 1885, f° 419.

A la date du 9 janvier 1714 (1), le gouvernement général des Iles du Vent a pour intérimaire de Malmaison, Gouverneur Particulier de la Guadeloupe, nommé à ces fonctions le 6 novembre 1712, avant le décès du Gouverneur Lieutenant Général de Phélypeaux, survenu en 1713. Mais, le premier Gouverneur Général des Iles du Vent fut le chef d'Escadre Marquis Duquesne, fils de l'Amiral (7 novembre 1714).

Le Sénégal, qui s'étendait du Cap Blanc à la rivière de Sierra Léone, dépend de la Compagnie des Indes Orientales comme les Colonies de l'Océan Indien. Cette colonie comprend six provinces : le Sénégal, la Gambie, Galam, Joal, Gorée et Bissao. Gorée et Saint-Louis sont dotées d'une petite garnison. On doit citer ici le nom de André Bruë, qui remplit les fonctions de Directeur de la Compagnie à Saint-Louis. Il fut le véritable créateur de la colonie. Les Hollandais occupèrent le Sénégal. De Lauzun le leur reprit en 1770. Au Sénégal, le Gouverneur et le Directeur de la Compagnie sont assistés d'un Conseil Supérieur de quatre membres.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'île de Madagascar ne forme pas une colonie. On doit citer les essais de Rigault (1642) la fondation de Fort-Dauphin par Pronis ; son œuvre est continuée par Flacourt, le premier Gouverneur de la France Orientale. La période du XVIII^e siècle, à Madagascar, est connue par les tentatives de Mandane, de Labigorne et de Benyowsky, qui fut le commandant de la légion des Volontaires de Benyowsky dont il a été question précédemment. Jusqu'après la Révolution, les choses demeurent en l'état pour la Grande Ile.

Pondichéry est le siège des établissements français dans l'Inde. Le Gouverneur, (en même temps Directeur de la Compagnie des Indes), est assisté d'un Conseil Supérieur de cinq membres.

L'Ile Bourbon est la propriété de la Compagnie des Indes. En 1689, Louis XIV nomme un Gouverneur, le général de Vaubulon. L'Ile de France est abandonnée par les Hollandais en 1708. Dufresne en prit possession au nom du

(1) Renouard de Ste-Croix. Statistique de la Martinique, 1822. Tome I f^o 80.

Roi en 1714. M. de Fougeray lui succède en 1721. Les deux îles forment de prime abord deux gouvernements séparés avec deux Gouverneurs-Directeurs et deux Conseils Supérieurs, à Saint-Denis pour l'île Bourbon, et à Port-Louis pour l'île de France.

En 1726, la Compagnie des Indes décide que les deux îles seraient réunies sous la direction du Gouverneur Dumas, (Pierre Benoît), qui résiderait six mois dans chaque île. Le Conseil Supérieur de l'île de France devient Conseil Provincial, mais il reprend son importance en 1735, sous Mahé de la Bourdonnais, Gouverneur Général. En 1750, les deux îles forment de nouveau deux gouvernements séparés. En 1764, elles sont rétrocédées à la Couronne par la Compagnie. L'ordonnance royale du 25 septembre 1766 (1) fixe les attributions du Conseil Supérieur et adjoint au Gouverneur Dumas un Intendant qui devait rester célèbre dans les annales bourbonnaises : Pierre Poivre. Dès lors, elles furent réunies sous la même autorité jusqu'à la Révolution, où elles furent conquises par les Anglais. L'île Bourbon fut, seule, restituée aux traités de 1814.

D'après Emilien Petit (2), le Gouvernement Général embrasse l'**administration absolue** et l'**administration relative** aux différentes parties du gouvernement particulier, alors que le gouvernement particulier est l'exercice en chef du pouvoir exécutif, du pouvoir délégué pour l'exécution des lois ou des ordres du Roi dans chaque partie du Gouvernement. Tirant argument du principe sus-énoncé, Petit énumère les trois corollaires qui découlent de la proposition originelle (3).

I. — L'administration civile ne saurait n'être qu'entre les mains d'un seul ;

II. — La connaissance des lieux et des lois locales doit être la base de toute administration ;

III. — Les commissions des administrateurs doivent être illimitées quant à leur durée.

(1) Azéma. Histoire de l'île Bourbon, 1862, f° 112.

(2) Emilien Petit. Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Tome I, f° 47.

(3) Id., *Ibid.*, f°s 228-239-234.

Nous partons de ces propositions de droit pour énoncer les propositions de fait, ou textes qui corroborent les principes en les appliquant.

La lettre de cachet du 1^{er} janvier 1667 (1) du Roi au Gouverneur de la Martinique de Clodoré pour faire reconnaître le Gouverneur Lieutenant Général de Baas, déclare que « le Gouverneur et les autres Officiers devront l'obéissance absolue au Lieutenant Général de Baas et au Lieutenant du Roi au Gouvernement Général Le Fevre de la Barre. »

Le règlement du Roi du 4 novembre 1671 (2) place le commandement des armées entre les mains du Lieutenant Général pour Sa Majesté et des Gouverneurs Particuliers. L'article VI attribue la nomination des officiers de guerre au Lieutenant Général, après avis du Directeur Général ou Agent Général de la Compagnie.

L'Ordre du Roi du 30 septembre 1686 (3) défend aux Gouverneurs Particuliers de rendre des ordonnances. L'ordre royal du 24 novembre 1691 (4) place les Capitaines des Vaisseaux sous les ordres du Gouverneur Général des Iles.

L'Ordonnance du 23 juillet 1759 (5) proscriit les mariages entre les Gouverneurs Généraux, Particuliers, entre les Intendants, Commissaires ou Ecrivains de Marine et les filles créoles. De même, l'Ordonnance du 12 mai 1758 (6) défendait aux Gouverneurs Généraux, Particuliers, Intendants et Commissaires de posséder des habitations aux Colonies, en raison de la dualité entre la qualité d'administrateur et celle de propriétaire.

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 162.

(2) Id., *Ibid.*, f° 251.

(3) Id., *Ibid.*, f° 435.

(4) Id., *Ibid.*, f° 503.

(5) Id., *Ibid.*, f° 277. — Archives Nationales. Colonies, A, 7. f° 163.

(6) Moreau de St-Méry. *Op., cit.*, Tome IV f° 232.

L'Ordonnance du 24 mars 1763 (1) touchant le Gouvernement Civil de Saint-Domingue, est le premier texte de l'époque formant un ensemble codifié de 119 articles.

Le Gouverneur Général est assisté de deux officiers, Commandants en Second. L'article IV supprime les Milices.

Aux termes de cette ordonnance, l'administration de la colonie est partagée entre le Gouverneur Général et l'Intendant (art. XVI). Le Gouverneur Général conserve le droit de préséance aux Conseils supérieurs de la Colonie (art. XXVI). L'autorité du Gouverneur sera entière et sans partage sur le militaire de terre et de mer (art. XXVIII). Son pouvoir sera absolu sur les troupes de terre (art. XXXII).

L'ordonnance royale du 1^{er} février 1766 (2), prévoit que le Gouverneur Lieutenant Général aura le commandement sur les Commandants ou autres officiers employés dans son gouvernement, sur tous les gens de guerre, sur tous les armateurs faisant le commerce, et, en général, sur tous les habitants de la colonie (art. 1). Il contiendra tous les gens de guerre en bon ordre et discipline (art. 2) et les habitants dans la fidélité et l'obéissance au Roi. Cet article enjoint au Gouverneur de faire prêter main-forte pour l'exécution des décisions de justice. En cas de décès, d'absence ou d'empêchement du Gouverneur Lieutenant Général, le commandement passe aux mains de l'officier le plus ancien en grade, conformément à l'ordonnance du 31 août 1764.

Enfin, le Gouverneur Général et l'Intendant conservent le pouvoir réglementaire, sauf sur les objets à propos desquels les Edits, Déclarations et Ordonnances ont déjà statué. En dépit de cette réglementation détaillée, les conflits furent fréquents entre Gouverneurs et Intendants, Gouverneurs et Conseils Supérieurs. Et quand les deux puissances s'entendent parfois, leur autorité frise la tyrannie.

L'Ordonnance du 8 avril 1721 fait défenses au Conseil Souverain de la Martinique d'aller saluer en corps le Gouverneur et Lieutenant Général, le premier de l'An. Le Gouverneur, qui loge au Fort-Royal fait saluer le Conseil à sa

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le-Vent, 1784, Tome IV, f^o 538.

(2) Id., *Ibid.*, Tome V, f^o 13.

sortie d'un certain nombre de coups de canon ; les soldats de garde forment la haie. Mais comme cela ne se passe qu'à la Martinique, l'ordonnance sus-visée supprime cet usage (1). D'après un auteur contemporain : « la Monarchie avait transporté aux Antilles le régime centralisateur de la Métropole. Elle l'avait même aggravé, en donnant dans ces pays neufs, aux Gouverneurs militaires une autorité dont ils ne jouissaient pas en France (2) ».

Avant de passer à la période suivante, il nous reste à faire revivre, par leur mémoire, les Gouverneurs Lieutenants Généraux, Gouverneurs et Commandants qui se firent remarquer tant par leur commandement des armes que par leurs aptitudes administratives.

Le Canada s'enorgueillit des noms : de Tracy, de Courcelles, de Frontenac, qui administra la Nouvelle-France jusqu'à sa mort (1698), avec une interruption de 1682 à 1689 ; de Callières (1701), de Vaudreuil (1703), de Beauharnais (1726), de la Galissonnière (1748), de la Jonquière (1749) de Kerlerec (1754), Montcalm de Saint-Véran (1759).

L'Ile Royale compte parmi ses Commandants-Gouverneurs : de Saint-Ovide (1718), de Bouillon (1736), de Forant (1739), de Quesnel (1741), des Herbiers (1749), de Raymond (1751), de Drucourt (1755).

La Louisiane doit citer les noms des Gouverneurs : de la Mothe-Cadillac (1713), de l'Epinay (1717), de Bienville (1720), Perrier (1726), de Bienville pour la troisième fois, il est démissionnaire en 1742, de Vaudreuil (10 mai 1743), de Kerléc (1752), d'Abbadie (1752), Aubry (1765), Laussat, Préfet Colonial (1803).

L'Ile de Saint-Christophe rappelle les noms : de Belain d'Esambuc, Urbain de Roissey, du Halde, Philippe de Longvilliers de Poincy, Patrocles de Thoisy, le neveu de Poincy et le Commandeur de Sales.

La Martinique revendique les mémoires : de Belain d'Esambuc, du Pont, du Parquet, de Baas, de Blénac (1696),

(1) Archives Nationales. Colonies, A, 25, f° 136.

(2) Boissonnade. St-Domingue à la veille de la Révolution, 1906. f° 6.

d'Amblimont (1700), d'Esnotz (1701), de Machault, de Champigny, de Beauharnais (1757) de Fénélon (1763), d'Ennery (1765), de Valières (1771), d'Augout (1770), de Nozières (1772), de Bouillé (1777), de Damas (1782), de Vioménil (1789), de Béhague (1791), de Rochambeau (3 février 1793).

La Guadeloupe garde le Souvenir : de l'Olive et du Plessis, de l'Olive étant le premier Capitaine Général de la colonie, d'Aubert, d'Houël du Petit-Pré, de Feuquières, de Bourlamarque, de Nolivos, d'Arbaud, de Bouillé, de Cluny, de Malmaison, de Clieu, Dupoyet, fondateur de la Ville de la Pointe à Pitre (1730).

On a vu que Sainte-Alouzie ou Sainte-Lucie eut comme Gouverneurs : de Rousselan, de la Lande de Saint-Martin, de Jumilhac.

La Guyane est administrée par : de Brétigny, de Bragelonne, de la Barre, de Lézy, de Férolles (1692), d'Orvilliers père (1701), d'Orvilliers fils (1714), Claude d'Orvilliers (1726), de Lamirande (1731) Gilbert d'Orvilliers (1744), de Béhague (1763), de Fiedmond (1766), de Bessner (1782), de Fitz Maurice (1786), le Chevalier d'Alais (1788).

Aux Iles Sous le Vent ou Saint-Domingue on peut distinguer les Gouverneurs suivants : Bertrand d'Ogeron, Ducasse (1684), Auger (1703), Choiseul Beaupré (1707), de Blénac (1714), Gouverneur Général des Isles Sous le Vent, de Vaudreuil (1753), d'Estaing (1764), Prince de Rohan (1766), de Nolivos (1769), d'Ennery (1775) qui y mourut en 1776, d'Argout (1777), Reynaud de Villeverd (1775), de la Luzerne (1786) qui fut, à son retour de la Colonie, nommé Secrétaire d'Etat de la Marine ; du Chilleau (1788), de Peynier (1789), de Blanchelande (1791).

Les établissements de l'Inde comptent comme Gouverneurs : François Martin, fondateur de Pondichéry, de la Prévostière (1718), Lenoir (1721), Beauvallier de Courchant (1723), Lenoir (1726), Dumas (1735), Dupleix (1740), Godeheu (1754), Duval de Leyret (1755), Lally

(1765), Boyelleau (1766), Law de Lauriston (1767).

L'Ile de France, avant sa réunion à l'Ile Bourbon, est dirigée par de Noyon (1721) et Dioré (1725).

L'Ile Bourbon compte comme Gouverneurs : de Pronis, de Flacourt, Regnault, Auger, Habert de Vaubulon, Drouillard, Gouverneur par le choix des habitants, Beauvallier de Courchant (1718), Desforgues-Boucher (1720), Dumas (Pierre Benoit) (1726), Mahé de la Bourdonnais, Gouverneur Général des Iles de France et Bourbon (1735), Didier de Saint-Martin (1742), David (1746), de Lozier-Bouvet (1750), de Lally (1758), Dumas (1767), de Bellecombe (1767), Guirau de la Brillane (1776), Vicomte de Souillac (1776), de Saint-Maurice (1779), de Bussy (1784), de Cosigny (1788), de Clermont (1790), de Malartic (1792).

La Révolution fait disparaître les Gouverneurs Généraux et Gouverneurs. Avant ces événements, et par mesure d'économie, certaines colonies sont dotées de Commandants Généraux, dont le prestige est moins éblouissant que celui des Gouverneurs Lieutenants Généraux. Ainsi, aux Iles du Vent, à compter de 1761, le Gouverneur Le Vassor de la Touche est qualifié de Commandant Général (28 mars 1761) (1).

Aux Colonies, deux questions de principe causent les troubles révolutionnaires :

1°. — Celle de la représentation coloniale aux Etats Généraux (2) ;

2°. — Celle de l'esclavage.

On sait que le véritable fondement de la grandeur coloniale de la France est, à l'époque, les Petites-Antilles (Sainte-Lucie, Tabago, Martinique, Guadeloupe), et surtout Saint-Domingue, avec 500.000 habitants, dont 450.000 esclaves ; cette colonie faisait pour 400 millions d'affaires par an. La France vendait chaque année à ses colonies pour 78 millions de marchandises et leur prenait 185 millions de leurs denrées. Ces denrées manufacturées suffisaient à notre consommation

(1) Archives Nationales, Colonies, A, 26 f° 118.

(2) P. Boissonnade. Saint-Domingue à la veille de la Révolution, 1906. f° 273

et donnaient à l'exportation une valeur de 150 millions (1). Le commerce colonial faisait vivre 15.000 marins français.

La Convention, par la loi du 16 Pluviôse An II, abolit l'esclavage et proclame l'égalité des noirs et des blancs. Bonaparte rétablit l'esclavage aux Colonies, suivant la loi du 30 Floréal An X (art. 1 à 3). La Guadeloupe se soulève. Elle est pacifiée par le Général Richepanse.

Il n'en est pas de même à Saint-Domingue, où un noir de génie, le général Toussaint Louverture, se révèle aussi bon Capitaine qu'habile administrateur (2).

Dans sa lutte contre l'Empereur, Toussaint Louverture succombe, mais la colonie de Saint-Domingue est irrévocablement perdue pour la France. Plus tard, à Sainte-Hélène, Napoléon reconnaît qu'il avait commis une faute en envoyant une expédition à Saint-Domingue, et qu'il aurait dû se contenter de gouverner la colonie par l'intermédiaire de Toussaint Louverture (3).

L'arrêté consulaire du 29 Germinal An X (4) prévoit aux Colonies, trois fonctionnaires supérieurs :

1°. — Le Capitaine Général,

2°. — Le Préfet Colonial,

3°. — Le Grand Juge, pour les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et Sainte-Lucie. Il en fut de même pour l'Ile Bourbon suivant l'arrêté du 13 Pluviôse An XI.

L'arrêté du 6 Prairial An X (5) réunit la Martinique, la Guadeloupe et Sainte-Lucie sous le commandement d'un Capitaine Général en résidence à la Martinique.

Sous le Premier Empire, la Martinique est administrée par l'amiral Villaret de Joyeuse, Capitaine Général, avec comme adjoints le Préfet Colonial de Laussat et le Grand Juge Le Fessier Grandprey. La Guadeloupe a comme Commandant le Général Ernouf, avec comme Préfet Colonial l'ancien Commissaire de la Marine Daniel Lescallier. La

(1) Arnould. De la balance du Commerce. — J. Tramond. Manuel d'Histoire maritime de la France. 1927. f° 540.

(2) Colonel Nemours : Histoire Militaire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue, 1925, tomes I à III.

(3) Las Cases. Mémorial de Sainte Hélène, 1825. Tome IV, f° 206. — V. Schoelcher. Vie de Toussaint-Louverture, 1889. f° 379.

(4) P. Dislère. Traité de Législation coloniale, 1897. Partie I, f° 67.

(5) Id., Ibid., f° 66.

Guyane est dirigée par Victor Hugues, l'ancien conventionnel, qui venait d'administrer la Guadeloupe avec talent et énergie pendant la période révolutionnaire. L'Île Bourbon conserve son Gouverneur, le Capitaine Général Charles Decaen (1803).

Après les traités du 30 mai 1814, les Colonies rentrent dans le giron de la mère Patrie.

L'ordonnance royale du 13 juillet 1814 affecte à la Martinique en qualité de Gouverneur Lieutenant Général le Comte de Vaugiraud, avec comme Intendant, le Chevalier du Buc. Le Baron Barthe exerce les fonctions de Commandant en second ; le Colonel de Malherbe, commande le régiment de la Martinique.

Par l'ordonnance du 11 mai 1816, le Comte de Lardenoy est nommé Gouverneur Général de la Guadeloupe, avec comme Intendant Foulon d'Ecotier.

En janvier 1818, le Lieutenant Général Baron Donzelot remplace à la tête du gouvernement de la Martinique le Comte de Vaugiraud, alors qu'en 1823, l'Amiral Jacob prend la direction du gouvernement de la Guadeloupe à la place de Lardenoy. Le Général Comte de Bouillé remplace le Baron Donzelot à la Martinique (1826) ; au Comte de Bouillé succède le Maréchal de Camp Barré (1827). Le Comte de Bouillé, Pair de France, Aide de Camp du Roi, Gouverneur, pose la première pierre de l'Arsenal de la Marine du Fort-Royal 27 janvier 1828, en compagnie de l'Amiral Bergeret, commandant en chef de la station navale des Antilles, et de Larchevesque-Thibault, Directeur des Constructions Navales. Vingt-huit ans après, le 12 juillet 1856, l'Amiral Comte de Gueydon, Gouverneur de la Martinique, inaugure solennellement, en présence de l'Amiral Hernaux, commandant en chef la station navale des Antilles, la statue de l'Impératrice Joséphine sur la Savane de Fort-de-France.

La Guyane a eu trois Gouverneurs, de 1816 à 1822 : le Comte de Carra Saint-Cyr (1816), le Baron de Laussat (1816), le Capitaine de Vaisseau Milius (1822).

À l'Île Bourbon, on nomme successivement : le Général Charles Decaen (1803), le Général Magallon de la Morlière (1803), le Général des Brulys (1807), le Colonel de Sainte-

Suzanne, qui commande l'Île Bonaparte (Bourbon) (1809). Après l'occupation anglaise (1810-1814), l'Île de France étant devenue anglaise, les Gouverneurs de Bourbon sont : le Maréchal de Camp Bouvet de Lozier (1815) ; le Maréchal de Camp, Chevalier de Laffitte de Courteil (1816), le Capitaine de Vaisseau Milius (1819), Desaulses de Freycinet (1821), le Chevalier de Cheffontaines (1826), Duval Vailly (1830), l'amiral Cuvillier (1832), le Capitaine de Vaisseau de Hell (1838), l'Amiral Bazoche (1842), le Capitaine de Vaisseau Graeb (1846), le Commissaire Général de la République Sarda Garriga (1848).

Le Gouvernement de la Restauration n'opère pas seulement une transformation par le changement de titres de Gouverneurs. Il introduit aux Colonies des réformes profondes, au moyen des grandes ordonnances de 1825 et 1827. L'Île Bourbon bénéficie la première de cet ordre de choses.

L'ordonnance qui la concerne est celle du 21 août 1825 (1). Le texte applicable aux colonies des Antilles est l'ordonnance royale du 9 février 1827 (2). Ces deux règlements durent subir quelques modifications, par la suite, en raison de deux textes subséquents : la loi du 24 avril 1833 et les Sénatus Consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866 (3).

Sous l'Ancien Régime, la dualité de pouvoir entre le Gouverneur et l'Intendant a souvent nui à la bonne marche des affaires administratives. Le Législateur voulant supprimer cette funeste dualité, en fit disparaître un des deux termes, l'Intendant. Comme la loi ne doit pas se borner à empêcher les erreurs passées, et qu'elle s'efforce d'éviter le retour des inconvénients, on divisa les attributions considérables de l'Intendant entre trois chefs d'administration : l'Ordonnateur, le Directeur de l'Intérieur et le Procureur Général.

Comme par le passé, le commandement général et la haute autorité sont dévolus au Gouverneur, dépositaire de

(1) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation coloniale 1922. Tome I. f° 228.

(2) Id., *Ibid.*

(3) P. Dislère. Traité de Législation coloniale, 1897. Partie I, f°s 71, 74, 75.

l'autorité du Chef de l'Etat (1) chargé de faire respecter la souveraineté de la Métropole. Le Gouverneur est secondé par un Commandant Militaire chargé de le représenter au besoin. Il est assisté d'un Conseil privé, pour la partie exécutive, et d'un Conseil général pour la délibération et la partie financière. Un contrôleur colonial complète cette organisation qui assure depuis plus d'un siècle la bonne marche des possessions d'outre-mer.

Les Colonies sont administrées jusqu'en 1880, date de la création des Gouverneurs Civils, quelquefois par des Officiers Généraux de l'armée de Terre, plus souvent encore par ceux de l'armée de mer (amiraux Cuvillier, Bazoche, de Maussion de Candé, de Mackau, de Gueydon).

Si les établissements français ont pris un développement si rapide au XVII^e et au XVIII^e siècle, s'ils ont joui d'une prospérité qu'on ne saurait trouver dans les colonies espagnoles ou anglaises, ce fut grâce à leur organisation et aussi parce qu'elles furent bien défendues pendant les nombreuses guerres de cette époque. Nous avons dit ailleurs que les dirigeants coloniaux se comportaient pour les territoires dont ils avaient la charge comme des commandants d'unités à la mer. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient apporté à leur tâche un esprit de sacrifice, de dévouement et d'ingéniosité qui ne peut se trouver que chez ceux accoutumés à lutter contre les éléments déchaînés. A cet égard, on cite le magnifique exemple de Mahé de la Bourdonnais construisant à l'Ile Bourbon, avec les seuls moyens dont il disposait, en 1737, un brigantin et, en 1738, trois bâtiments, dont un de 500 tonneaux (2).

Les Gouverneurs Généraux n'atteignirent pas la perfection, et pour cause. Les conflits administratifs fréquents entre Gouverneurs, Intendants, Conseils Supérieurs, nuisirent souvent à l'intérêt général, de sorte que toutes les forces ne furent pas mises au service de la lutte contre le péril extérieur. Bien plus, des rivalités de personnes compliquèrent la situation.

(1) Ordonnance du 9 février 1827, art. 7.

(2) G. Azéma. Histoire de l'Ile Bourbon. Plon. 1862. f° 60.

Mais ces imperfections, inséparables de toute œuvre humaine, mises à part, on doit rendre aux Officiers Généraux de Terre et de Mer le tribut d'éloges qui leur est légitimement dû.

La situation de la France d'outre-mer aux XVII^e et XVIII^e siècles était si florissante qu'elle engendra la jalousie des Hollandais et des Anglais. Ces animosités furent la cause de la perte du Canada et de l'Inde. C'est donc, en toute indépendance et équité, qu'il convient de rappeler le rôle, combien méritant et glorieux, des illustres Gouverneurs qui, comme Frontenac, de Vaudreuil, Montcalm, pour le Canada, de Baas, de Blénac, d'Ennery, d'Estaing, Rochambeau, Victor Hugues, Dumas, Dupleix, de la Bourdonnais, Lally-Tollendal, Decaen menèrent à l'honneur et à la victoire les troupes placées sous leur commandement.

Une autre tâche aussi noble attira l'attention de la plupart d'entre eux : l'organisation intérieure des Colonies qui leur furent confiées. Mais la considération de cette partie de l'œuvre coloniale nous amène à nous occuper de leurs éminents collaborateurs, les Intendants de Police, Justice, Finances, Guerre et Marine.

CHAPITRE IX

Les Intendants de police, justice, finances, guerre et marine

Les Intendants de l'ancienne France descendent des Chevauchées des Maîtres des Requêtes, mandatés par les ordonnances de François I^{er} et de Henri II. Ces envoyés constituent, dans les provinces, les agents uniques de toutes les volontés du gouvernement (1).

Telle n'est pas l'origine des Intendants de la Marine.

Le Cardinal de Richelieu, par lettres patentes du 16 Octobre 1626, enregistrées au Parlement le 18 Mars 1627, devient « Grand Maître, Chef et Surintendant Général de la Navigation et du Commerce de la France ». Il institue, dans les provinces du littoral, les premiers Intendants de la Marine, commissionnés par le Roy. Dès 1627, ces nouveaux envoyés s'occupent tant des affaires de la province que des choses de la Marine. Ils obtiennent la faveur d'avoir comme collaborateurs, les Commissaires du Ponant, créés par Henri IV en 1605.

En 1631, il est placé, dans chaque port, auprès du Chef d'Escadre, un Commissaire Général chargé de l'entretien des marins, des vaisseaux, de la garde des appareils en magasin, tandis que des commis embarqués sur la flotte tiennent registre du personnel, du matériel et des prises. En 1650, une répartition du travail se produit. On distingue des Commissaires chargés des revues, des magasins, des arsenaux et vaisseaux, de la garde des armements, du soin des équipages. Un nouveau corps, celui des Gardes-Magasins, assure la conser-

(1) Alexis de Tocqueville. L'Ancien Régime et la Révolution, 1866, f° 54.

vation du matériel embarqué ou placé en réserve dans les arsenaux et magasins généraux.

Le Premier Intendant des Armées Navales, Testard de la Guette de Sancy, est désigné le 16 juin 1659 et affecté au port de Toulon (1).

J. B. Colbert organise la première formation des Commissaires de la Marine, au nombre de 28. Il s'assure de la collaboration des Commissaires Généraux Clérembault et Talon. Dès lors, la Marine possède un Chef et un Législateur. Aidé de techniciens, le Secrétaire d'Etat va doter la Marine d'une ossature solide. Dans les ports, il crée des Intendants de Police, Justice et Finances de la Marine. Ces agents assurent la police, c'est-à-dire la volonté, la continuité de la politique royale, la justice dont ils sont les chefs et les garants ; les Finances, car ils sont les contrôleurs et les ordonnateurs des dépenses. La fonction des Intendants, aidés des Commissaires Généraux, Commissaires ordinaires, Gardes-Magasins et Ecrivains du Roi, est d'assurer l'exécution des ordres et des règlements, le paiement de la solde, l'approvisionnement des magasins, la passation et l'exécution des marchés. En outre, ces agents arrêtent les dépenses, en ordonnent le paiement, passent les revues des équipages et du personnel ouvrier, reçoivent le serment des officiers et des équipages de servir bien et fidèlement le Roy, sous l'autorité de Monseigneur l'Amiral, du Lieutenant Général et du Chef d'Escadre.

Dès cette époque, les Intendants remplissent deux fonctions également importantes :

1° — L'Intendance des Armées Navales, où l'Intendant venait immédiatement à bord, après le Lieutenant Général ;

2° — L'Intendance de la Marine dans les Ports. L'Intendant prenait rang après le Commandant du Port.

L'Intendant de la Marine, dont la charge est apparue de prime abord, écrasante, est suppléé par le Commissaire Général. Il assure l'autorité de la Justice, surveille la conduite des officiers et prend la haute direction du navire-hôpital.

(1) Les Armées Françaises d'Outre-Mer. Le Service de l'Intendance aux Colonies, 1931, f° 6.

C'est Seignelay qui assure la publication de la Grande Ordonnance du 15 Avril 1689 (1), dont Colbert fut l'inspirateur. Les principes qui se dégagent de ce texte, que l'on considère comme le règlement organique de la Marine, sont les suivants, quant à l'Intendant :

1° — Unité d'engagement et d'ordonnancement des dépenses par l'Intendant ;

2° — Séparation, donc incompatibilité des fonctions d'ordonnancement et comptabilité ;

3° — Division du travail administratif entre sept commissaires ordinaires (magasin général, constructions, radoubes et carènes, préposé aux ouvriers, direction de l'hôpital, inspection des vivres, enrôlement des matelots) ; plus un huitième commissaire, dénommé Contrôleur, qui remplit, en outre, les fonctions de surveillance administrative et celles de Commissaire aux revues.

Quoi qu'il en soit, l'Intendant était le maître absolu du Port (2).

Mais, par l'édit de Décembre 1674, les colonies d'Amérique rentrent dans le domaine de la Couronne. Le fait était accompli pour le Canada en 1663. Il faut constituer dans la Marine, une administration des colonies. Colbert installe à Rochefort le Dépôt des Colonies dans la Métropole (1680). Il confie le nouvel organe à l'Intendant Colbert de Terron (3). Seignelay établit le Bureau du Commerce, composé des délégués des Chambres de Commerce des principales villes de France. Celui qui en a la charge est le Commissaire Général de Clairambault, qui, avec son collègue Usson de Bon Repos, fut le rédacteur de l'ordonnance de la Marine du 15 Avril 1689.

Les affaires coloniales ne furent centralisées que par la suite. Le Bureau des Colonies date du 1^{er} Janvier 1710 (4).

(1) Lambert de Sainte-Croix. Histoire de la Marine de France, 1892. f° 20. — Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome I f° 479.

(2) Lambert de Sainte-Croix. op. cit. f° 67. 1 vol.

(3) René Mémain. Colbert de Terron, 1937. 1 vol.

(4) Albert Duchêne. La Politique Coloniale de la France, 1928, f° 35.

il eut comme premiers titulaires, des premiers commis, des Intendants, des Commissaires Généraux. Ce furent : de Fontanieu, de Forcade, Arnaud de la Porte père, Le Normand de Mézy, qui fournit auparavant une carrière coloniale de Commissaire Ordonnateur et d'Intendant à l'Île Royale, à la Louisiane et à Saint-Domingue ; Accaron, J. B. du Buc (1), Ex-député de la Martinique au Conseil du Commerce, Premier Commis du Duc de Choiseul ; Clugny de Nuits, qui servit auparavant en qualité d'Intendant à Saint-Domingue, et qui forma en 1770 les deux sections d'Amérique et d'Afrique-Indes ; l'Intendant Général du Fresne ; Guillemain de Vaivres, qui touche aux événements révolutionnaires (1792).

Aux Colonies, les Compagnies de Colonisation nomment leurs Administrateurs Généraux. Le 1^{er} octobre 1642 (2), Clerselier de l'Eumont, Secrétaire du Roy, fut commissionné par la Compagnie des Iles d'Amérique, aux appointements de 13.200 livres. La seconde compagnie établit, en 1664, le sieur de Chambré comme son Agent Général aux Iles. Le rôle de ces administrateurs consistait à assurer la rentrée des recettes de la compagnie (commerce des peaux de castor au Canada, de petun et de sucre aux Iles). Les Compagnies faisaient également aux Colonies certaines opérations financières (3). Leurs Intendants s'occupaient de leurs intérêts, en même temps que de ceux des Colonies où ils exerçaient. L'Agent Général de la Compagnie des Iles d'Amérique résidait à la Martinique ; les autres îles étaient pourvues de commis. Lorsque le Canada revient sous l'autorité royale, le monopole du commerce du castor passe de la Compagnie des Indes Occidentales aux fermiers du Domaine d'Occident (1674). Les Administrateurs des Compagnies taxent les marchandises importées et les produits (petun, sucre) à exporter. Ce sont les Agents Généraux des Compagnies qui, les

(1) Albert Duchêne. La Politique Coloniale de la France, f° 28 f° 40.

(2) Dr Paul Brau. Trois siècles de Médecine Coloniale Française, 1931, f° 24.

(3) P. Bonnassieux. Les grandes Compagnies de Commerce, 1664 f° 355.

premiers, proposent l'introduction aux Colonies d'une monnaie pour les besoins du Commerce le 12 Janvier 1671 (1). Cette mesure ne fut approuvée que par arrêt du Conseil du 18 Novembre 1672.

Les Intendants de Police, Justice, Finances sont les successeurs directs des Agents Généraux des Compagnies de Colonisation. C'est J. B. Colbert qui signe les deux premières commissions d'Intendant aux Colonies, celle de Omer Talon, au Canada (1665), ainsi que celle du sieur de Patoulet, du 1^{er} Avril 1679 (2), aux Iles d'Amérique.

Une mention particulière doit être décernée ici à l'Intendant Omer Talon. On sait qu'il avait voulu faire du Canada le centre d'un Empire Français en Amérique ; mais cela n'entraînait pas dans les vues de Colbert, qui ne voulait faire de cette colonie qu'un comptoir de fourrures. Ce fut Talon qui recruta des engagés et des soldats du régiment de Carignan, libérés, pour se fixer dans le pays comme colons. Pour contrebalancer l'influence déjà prépondérante des Jésuites, il y fit venir des prêtres séculiers et des sulpiciens (3).

Par la suite, l'Intendant Duchesneau remplace en 1673, Omer Talon au Canada. Michel Bégon succède à Patoulet aux Iles, le 30 Novembre 1682. L'Intendant des Iles d'Amérique est, en même temps, Intendant de Saint-Domingue ; cette situation dure jusqu'à la création du Gouvernement Général des Iles-sous-le-Vent avec le Gouverneur Lieutenant Général de Blénac.

La première commission d'Intendant aux Iles-sous-le-Vent fut délivrée au Commissaire Général Mithon de Senneville, le 9 Août 1718 (4). Le premier Commissaire ordonnateur pour Saint-Domingue est le commissaire de la Marine Deslandes (1705). L'Instruction royale qui le concerne est du 26 Décembre 1703 (5).

(1) Emilien Petit. Gouvernement des Colonies Françaises 1771. Tome II. Titre IV, f° 426.

(2) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent. Tome I, f° 318.

(3) J. Tramond. Manuel d'Histoire Maritime de la France, 1927. f° 346.

(4) Moreau de Saint-Méry. Op. cit. Tome II, f° 621.

(5) Id., Op. cit., Tome I, f° 711.

Aux Iles de France et Bourbon la nomination d'Intendant de Pierre Poivre vient plus tard, en 1766.

L'Intendant de Police, Justice, Finances s'installe aux Colonies avec ses collaborateurs, Commissaires Généraux et Ordinaires, Gardes-Magasins, Ecrivains, Commis des classes.

A propos des Gouverneurs Généraux, nous avons évoqué la méthode du Pouvoir Central. Les velléités d'indépendance des grands seigneurs, tels que Lesdiguières, Montmorency, Rohan, Condé, Turenne, et plus près de nous, Philippe de Longvilliers de Poincy, à Saint-Christophe, sont encore dans les mémoires. En raison de ces faits, l'autorité institue une séparation de pouvoirs, entre le militaire et l'administratif. Ce sera un jeu de bascule entre la première autorité et la seconde. En outre, « Colbert craignait une certaine résistance de la part de l'élément militaire. Toujours est-il, que la plume l'emporta, et que, si les militaires eurent la gloire et les honneurs, la Plume eut la direction de la Marine jusqu'en 1765 » (1).

Il en résulte que l'Intendant est pourvu d'une certaine indépendance vis-à-vis du Gouverneur Général, quant à ses fonctions. Par contre, on lui impose la déférence, le respect, et l'obligation de s'entendre avec le Chef de la Colonie pour les affaires communes à leurs fonctions, notamment en matière de commerce étranger, sûreté intérieure, fortifications, concession de terres. Le Secrétaire d'Etat de la Marine décide en dernier ressort, mais, en attendant, l'Intendant doit obéissance au Gouverneur. Si le Gouverneur détient le haut commandement des forces de terre et de mer, il doit rester en dehors des questions de finances et de justice, qui regardent exclusivement l'Intendant.

Le Gouverneur Général a la surveillance des Officiers d'Epée ; l'Intendant exerce son autorité sur les Officiers de Plume et de Justice.

La Commission de Patoulet, Premier Intendant des Iles d'Amérique est du 1^{er} Avril 1679 (2). Le 11 Juin 1680, le Roi, dans deux lettres, indique que la bonne harmonie doit

(1) Lambert de Sainte-Croix. Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892, f^o 25.

(2) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent. Tome I f^o 318.

toujours régner entre le Gouverneur et l'Intendant, et informe ce dernier que la prépondérance doit rester au Gouverneur Général. Une troisième lettre du 11 Juin 1680 (1) confirme l'autorité de l'Intendant en matière de Finances.

La commission du 1^{er} Avril 1679 indique que l'Intendant a entrée aux Conseils de Guerre. Or, nous savons, que l'Ordonnance de la Marine du 15 Avril 1689, donne droit à l'Intendant, bien que n'étant pas militaire, non seulement d'assister aux Conseils de Marine, de Police et de Finance, mais encore aux Conseils de Guerre tenus, soit pour les expéditions militaires, soit pour le jugement des crimes (2).

Au Conseil Souverain, l'Intendant est placé à la droite du Gouverneur Général, d'après l'Ordonnance du 24 Mars 1763 sur le Gouvernement Civil (3). La lettre royale du 10 Août 1726 rappelle que Gouverneur et Intendant ont le devoir de s'entendre sur leurs attributions pour le bien du service du Roy. Ils doivent, enfin, habiter la même localité, d'après l'ordonnance du 4 Avril 1751.

A eux deux, le Gouverneur et l'Intendant réunissent tous les pouvoirs. Mais l'équilibre qu'avait voulu réaliser le gouvernement central en opposant l'un à l'autre les deux pouvoirs ne réussit pas ; il aboutit à la rivalité des deux autorités, rivalité qui dura jusqu'à la Révolution. Un écrivain du dix-huitième siècle indique que « dans nos colonies, le Gouverneur et l'Intendant ne s'accordent que pour exercer les monopoles les plus scandaleux (4).

Leurs attributions sont de trois sortes :

1° — Les attributions propres au Gouverneur Général ;

2° — Les attributions propres à l'Intendant ;

3° — Les attributions communes aux deux autorités.

Au cours du Chapitre précédent, nous avons considéré le premier point ; il nous reste à étudier les deux autres.

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-VentV. Tome I, f° 341.

(2) Lambert de Sainte-Croix. Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892, f° 23.

(3) Moreau de Saint-Méry. Op. cit. Tome IV, f° 438.

(4) Duclos. Mémoires secrets sur les règnes de Louis XIV et de Louis XV. 1791. Tome II, f° 392.

Tout ce qui ressortit à la discipline des Troupes, aux dispositions à prendre, soit en cas de guerre ou de troubles intérieurs, était du ressort du Gouverneur Général.

L'Intendant exerce la présidence du Conseil Supérieur. Il est à la fois le Contrôleur de la Justice et le Chef de la Police administrative et judiciaire. Il a le pouvoir de juridiction personnel. Il poursuit les comptables déficitaires et assure l'exécution des jugements sur leurs biens. Il est le juge des actions terriennes et du contentieux administratif. En matière financière, l'Intendant établit le budget de la Colonie. Il arrête les rôles de capitation. S'il peut aller jusqu'à contracter des emprunts, il n'a pas le droit de battre monnaie, c'est là, un droit régalien et que le Roi se réserve. Il ordonne la distribution des fonds, vise les ordonnances de paiement. Le Trésorier Général de la Marine et les Comptables sont tenus de lui adresser leurs comptes.

L'Intendant possède, concurremment avec le Gouverneur, le pouvoir réglementaire et la surveillance de la haute police de la colonie. Il vérifie les titres nobiliaires, surveille la liquidation des Compagnies de façon à sauvegarder les droits du Roy. Il veille aux franchises et libertés de l'Eglise Gallicane, a le droit de haute surveillance sur le Clergé, et peut interdire la publication des bulles du Pape, si elles ne sont pas « registrées » et accompagnées de lettres du Roy. Il surveille les fondations. Il s'occupe également de l'agriculture, du commerce et des progrès de la Colonie. A ce titre, il s'inquiète de l'aliénation des concessions et de leur révocation. Il veille à la police des ports, aux relâches des navires, à l'ouverture, entretien et réparation des chemins et bacs, au service de l'eau, à la poste, aux lettres, à la librairie, à la pêche, à la chasse et aux réunions. Il veille à l'interdiction du Commerce étranger, surveille la contrebande et prononce la confiscation des navires étrangers.

L'Intendant est le chef de l'administration civile, judiciaire, militaire et maritime. Il pourvoit à la solde des troupes, à l'habillement, aux marchés, aux hôpitaux. Il assure le logement de la troupe, pourvoit aux approvisionnements des places, à l'entretien des arsenaux et magasins généraux de la marine, et de l'approvisionnement des escadres.

Il assure la police de la navigation, celle des lettres de marque, celle des matelots, des déserteurs militaires ou marins, leur poursuite et condamnation. Il est l'Administrateur des Invalides de la Marine de la Colonie.

De la collaboration permanente avec le Gouverneur, une réglementation intéressante et nombreuse est née. Les règlements d'ordre public sont pris en commun par le Gouverneur Général et l'Intendant. Tels sont les règlements portant concession de terres, pris en vertu des lettres patentes du 7 juin 1680 et de l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 octobre 1683 concernant les concessions et les défrichés ; la déclaration du 6 février 1713 sur les concessions, défrichés et réunions de terre aux Iles-sous-le-Vent, mêmes dispositions pour celle du 3 août 1722 aux Iles du Vent ; pour l'établissement du mémoire annuel sur les besoins de l'année suivante en conformité de l'ordre du Roi du 1^{er} juin 1707 ; les règlements de police (ordre du Roi du 23 septembre 1683), les ouvrages publics (lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine du 1^{er} juin 1707) ; sur les chemins de Saint-Domingue (règlement du 2 février 1711) ; sur les concessions et réunions de terre (déclaration du 6 octobre 1713 pour les Iles Sous-le-Vent ; sur les chemins aux Iles du Vent (règlement du 17 avril 1725) ; sur les affranchissements (ordonnance du 24 décembre 1713) ; sur la nomination des Conseillers assesseurs aux Conseils Supérieurs (lettres patentes du 6 août 1742).

En matière d'imposition, le Gouverneur et l'Intendant ont un pouvoir restreint. L'Ordre du Roi du 25 septembre 1742 (1) prescrit avant toute décision, de provoquer une assemblée de notables à l'effet d'arrêter les voies et moyens du projet (Ordonnance royale du 1^{er} février 1766, art. 17) (2).

Cet exposé fait voir que la tâche était surhumaine au début de la colonisation. Les Intendants n'auraient pu suffire à assurer des services si variés et si nombreux, s'ils n'avaient été puissamment secondés et aidés par des collaborateurs de pre-

(1) Emilien Petit. Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Livre I. Titre III, f^{es} 133 et suivants.

(2) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 17.

mier ordre. Leurs attributions s'accroissent au fur et à mesure du développement des établissements d'outre-mer, et notamment, lors de certaines modifications ou nouvelles créations, telle que celle du Tribunal Terrier en vertu de l'ordonnance du 18 mars 1766 (1).

La première commission d'Intendant le, 1^{er} avril 1679, prévoit déjà la sous-délégation de fonctions (2). L'Ancien Régime considère, non sans raison, l'établissement d'outre-mer comme une unité faisant le service à la mer. De là, à instituer aux colonies le système de division du travail qui fonctionne sur les vaisseaux et dans les ports, il n'y a qu'un pas ; les grandes Colonies étaient assimilées aux ports, les petites colonies aux unités à la mer. L'Intendant de la Marine et celui des Armées Navales, dont les fonctions sont distinctes, au regard de l'ordonnance de la Marine du 15 avril 1689 (3), se confondent aux Colonies. Tous les pouvoirs se trouvent concentrés entre les mains de l'Intendant de Police, Justice et Finances, à qui on ajoutera, vers le milieu du XVIII^e siècle, les vocables de Guerre et Marine (4).

Immédiatement après l'Intendant, on trouve le Commissaire Général Ordonnateur de la Marine, et dans les colonies où il n'y a pas d'Intendant, à Bourbon, à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Grenade, le Commissaire Ordonnateur. Le Commissaire Général est placé à côté de l'Intendant. C'est, en somme, le Chef d'Etat-Major de l'Intendant et son subdélégué général. En cas d'absence, de maladie ou de décès, il assure l'intérim. Il est le Chef du détail des Fonds ; en cette qualité, il contrôle les ordonnances de paiement et se trouve à la tête des recettes et dépenses. Là, il a une vue générale sur la marche de tous les services et en rend compte à l'Intendant.

Les autres Commissaires dont les uns, sont Généraux, et les autres Commissaires Ordinaires, assurent la direction des

(1) Moreau de Saint-Méry. *Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent*, 1784. Tome V, f^o 37.

(2) *Id.*, *Ibid.*, Tome I, f^o 318.

(3) Lambert de Sainte-Croix. *Histoire de l'Administration de la Marine de France*, 1892. f^o 23.

(4) Moreau de Saint-Méry. *Op. cit.*, Tome V, f^{os} 538 et suivants.

services importants : les Revues, les Magasins Généraux, (à l'exception de ceux de l'Artillerie), les Approvisionnements, l'Arsenal, les Hôpitaux, le service des Classes, le service des Prises, les Invalides de la Marine. D'autres commissaires sont placés, en qualité de Subdélégués de l'Intendant, à la tête des services civils, comme ceux de la capitation, du recensement, de la voirie, etc...

Le Contrôleur Colonial est choisi par l'Intendant. C'est ordinairement un Commissaire Général investi de toute sa confiance. Il est l'œil de l'Intendant, car il a le droit de contrôle sur tous les services. Il tient en double tous les comptes, surveille les recettes et les dépenses et doit renseigner l'Intendant à chaque instant. C'est l'agent actif qui a charge de tenir les autres services en haleine : l'acception moderne le dénommerait « Contrôleur des Dépenses Engagées ».

Sous les ordres des Commissaires, chefs des différents détails administratifs, travaille tout un personnel composé d'Ecrivains de Marine, de Commis des Classes, de Gardes-Magasins principaux et particuliers, aidés d'autres agents recrutés sur place, les Agents Auxiliaires de l'Intendance. Le Règlement du 30 août 1738 (1) instituera des Ecrivains Principaux de Marine.

Après le traité de Paris (10 février 1763), le duc de Choiseul prit en mains l'administration de la Marine aux Colonies, aidé du Premier Commis J.B. du Buc (2). L'administration civile est séparée de l'administration militaire. L'Ordonnance du 24 mars 1763 sur le Gouvernement civil des Colonies prévoit un subdélégué général de l'Intendant qui, à défaut de l'Intendant, remplit toutes ses fonctions (art. 93). Les Commissaires Ordonnateurs des Guerres et de la Marine, les Commissaires ordinaires des Guerres et de la Marine, sont subordonnés au subdélégué général, mais ce dernier ne peut prétendre à aucune supériorité, tant que l'Intendant n'est pas rappelé ou décédé. Le Subdélégué Général est chargé, sous les ordres de l'Intendant, de tout ce qui a trait à l'adminis-

(1) Lambert de Sainte-Croix : Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892, f° 161.

(2) Albert Duchêne : La Politique Coloniale de la France, 1928, f° 48.

tration civile de la Colonie, mais, en cette qualité, il ne peut se mêler en rien de tout ce qui concerne le militaire de terre et de mer et la défense de la colonie (art. 94). Il a entrée au Conseil Supérieur, se place à la droite de l'Intendant, fait fonctions de premier Conseiller et remplace l'Intendant absent en qualité de Président (art. 98).

Le Subdélégué Général est assisté de deux Subdélégués Principaux (art. 99). On devine que ces deux Commissaires s'occupent de la partie militaire et maritime. A Saint-Domingue, où les troupes forment deux brigades, sous les ordres de chaque commandant en second (Ordonnance du 24 mars 1763, art. V), un subdélégué principal administre chaque brigade. La même ordonnance prévoit, sous les ordres des subdélégués, des Commissaires Ordonnateurs et Commissaires des Guerres pour l'administration de la troupe alors que des Commissaires Ordonnateurs et Commissaires de la Marine concourent à l'administration de la Marine (art. 100 et 107). Les Commissaires des Guerres, que l'on voit apparaître sous le régime de l'Ordonnance du 24 mars 1763, ont suivi les régiments de la Guerre préposés après 1763 à la garde des colonies. Ces officiers font un séjour relativement court aux Colonies. Dès que la politique du Pouvoir Central change en ce qui regarde les troupes, les Commissaires des Guerres font place aux Commissaires de la Marine, qui reprennent l'administration des troupes, comme auparavant. On sait que l'essai de la garde des Colonies par les troupes de l'administration de la guerre ne donna pas d'heureux résultats et qu'il fallut en revenir aux troupes acclimatées.

Quoi qu'il en soit, le Commissaire Ordonnateur des Guerres a, sur les Commissaires des Guerres, la même autorité que l'Intendant d'une Armée a sur les Commissaires des Guerres qui y sont affectés (art. 100). Ces officiers, sous les ordres du Gouverneur et de l'Intendant sont chargés (art. 102 et 103) des revues de troupes, quant à la solde, de l'expédition des congés absolus ou limités, des billets d'hôpitaux, de l'inspection des hôpitaux militaires, des fournitures à faire aux troupes, des approvisionnements et magasins des troupes. Le Commissaire Ordonnateur des Guerres et ses officiers ne devaient se mêler en rien de ce qui regardait

l'administration civile de la colonie (art. 104). Les Commissaires des Guerres « chargés de remplir leurs fonctions à la suite des troupes entretenues aux Iles et Colonies Françaises » furent rappelés en France par l'ordonnance du 19 septembre 1765, et leurs fonctions confiées aux Commissaires et Sous-Commissaires de la Marine (1).

Il en est de même pour le Commissaire Ordonnateur de la Marine, qui, aux ordres du Gouverneur et de l'Intendant est chargé de la direction des Commissaires, des Officiers du Port, des Ecrivains, des Commis des Classes, des Gardes-Magasins de la Marine, et a sur eux l'autorité que le Commissaire de la Marine avait sur ses subordonnés dans « un des ports du Royaume » (art. 107).

L'Ordonnance du 24 mars 1763 forme un texte de réorganisation et de perfectionnement. Il compartimente :

1° — Les subdélégués généraux et principaux, chargés de l'administration civile ;

2° — Les Commissaires Ordonnateurs et Commissaires Ordinaires des Guerres qui ont charge de l'Administration de l'Armée ;

3° — Les Commissaires Ordonnateurs, Commissaires de la Marine et Commissaires des Classes qui veillent à la gestion de la Marine.

Tous ces officiers nommés par le Roi à ces offices, sont placés sous l'autorité directe de l'Intendant de Police, Justice, Finances, Guerre et Marine.

L'Ordonnance de la Marine du 25 mars 1765 amenuise les pouvoirs exorbitants de l'Intendant des ports, en autorisant la communication des ordres tant au Commandant du Port qu'à l'Intendant. Le texte prévoit une hiérarchie nouvelle pour le Commissariat de la Marine, qui dorénavant, comptera des Commissaires Généraux, Commissaires Ordinaires, Sous-Commissaires, Commissaires des Classes, Ecrivains et Commis. Il crée également le premier uniforme des Commissaires de la Marine qui est composé d'un habit de drap gris bleu foncé, parements de velours cramoisi, veste et culotte de drap écarlate, manches en bottes, boutonnieres jusqu'à la taille, trois sur chacune des poches et des manches, bouton d'or et

(1) Archives Nationales. Colonies, A. 9. f° 58.

chapeau bordé d'or (1). Les nominations ont lieu dans chaque grade, au choix, parmi les officiers du grade immédiatement inférieur. Toutefois, le Roi garde la faculté de pourvoir de la commission d'Intendant des officiers qui n'appartiennent pas au corps. C'est ainsi que Bégon, Président du Présidial de Blois, est nommé Commissaire général en 1680, puis, Intendant à la Martinique en 1684. Nombre d'Intendants du XVIII^e siècle sont commissionnés de cette manière et proviennent de la magistrature : de Bongars de Montarcher, Thomassin de Peynier, de Tascher de la Pagerie, Foulon d'Ecotier. Tous ces administrateurs exercèrent leurs fonctions d'Intendant dans les Gouvernements Généraux des Iles-sous-le-Vent et des Iles du Vent. Mais, le grand nombre suit la voie ascendante ordinaire : Commis, Ecrivain, Commissaire des Classes, Sous-Commissaire, Commissaire, Intendant avec passage d'un port sur un navire et dans les Colonies.

Le rang de l'Intendant est réglé minutieusement. Dans l'ordre hiérarchique, il vient immédiatement après le Gouverneur. A son arrivée dans la colonie, le Gouverneur est salué par une salve de 17 coups de canon, l'Intendant a droit à 15 coups de canon. D'après le mémoire du Roi au comte de Blénac, Gouverneur Lieutenant Général des Iles, du 30 avril 1681 (2) et la lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine au Gouverneur Général des Iles du 15 août 1682 (3) « dans toutes les processions et cérémonies publiques, le Lieutenant Général doit avoir le choix, ou de marcher seul avec ses gardes et, en ce cas, le Conseil Souverain à la tête duquel sera l'Intendant, comme Président, doit marcher après lui, et si le lieutenant général choisit de marcher avec le Conseil Souverain, l'Intendant marchera à sa gauche. »

Ainsi, une lettre du 14 avril 1706 du Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine informe M. de Brach, Lieutenant de Roi à Saint-Domingue (4) que Sa Majesté l'a

(1) Les Armées Françaises d'outre-mer. Le Service de l'Intendance aux Colonies, 1931, f^o 16.

(2) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f^o 349.

(3) Id., *Ibid.*, f^o 377.

(4) Id., *Ibid.*, Tome II, f^o 66.

interdit, pour avoir disputé le pas, lors de la procession de la Fête-Dieu, à M. Deslandes faisant fonctions d'Intendant.

Il faut croire que, déjà à cette époque, les difficultés avaient commencé entre Gouverneur et Intendant, puisque à la date du 30 avril 1681 (1), le Roi, dans un mémoire au Gouverneur Lieutenant Général des Iles d'Amérique, informe que, si le Gouverneur doit avoir le premier rang au Conseil Souverain, c'est l'Intendant qui doit recueillir les voix et prononcer les arrêts. Dans toutes les Iles où le Lieutenant Général sera, l'Intendant prendra séance après lui ; et dans celles où ledit Lieutenant Général ne se trouvera pas, le Gouverneur ou celui qui commande les armes, doit toujours avoir le premier rang et séance. Cette règle découlait du principe métropolitain de la prépondérance des Gouverneurs de Province sur les Commissaires départis par le Roi ou Intendants, avec cette différence, en plus, c'est, qu'étant donné l'éloignement, le Gouverneur Lieutenant Général avait encore plus de pouvoirs que les Gouverneurs de provinces, notamment, le droit de correspondre avec les colonies des puissances étrangères. Le principe subsiste encore de nos jours, bien que diminué. Quant à l'Intendant aux Colonies, s'il a la seconde place, il ne le cède en rien à celui de la Métropole : il est Administrateur et Juge (2).

La Déclaration du Roi du 23 septembre 1683 (3), règle le rang de l'Intendant et du Gouverneur Particulier. A la suite de certaines frictions, le Roi décide que le Gouverneur Particulier passera après l'Intendant lorsque le Gouverneur Général sera en activité et avant lui, lorsque le Gouverneur Particulier remplacera le Gouverneur Général. Vu de notre époque, ces détails nous paraissent un tantinet ridicules, ils avaient, aux XVII^e et XVIII^e siècles, une telle importance, qu'ils causèrent des conflits permanents qui ne prirent fin qu'avec la Révolution.

(1) Moreau de Saint-Méry. *Los et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent*, 1784. Tome I, f° 349.

(2) Alexis de Tocqueville. *L'Ancien Régime et la Révolution*, 1866, f° 54.

(3) Moreau de Saint-Méry. *Op. cit.* Tome I, f° 384.

Les honneurs dans les Eglises forment un article important à cette époque.

En attendant que le Roi en prît l'initiative, les Intendants Patoulet, Bégon, Robert, de la Martinique, et Mithon, de Saint-Domingue, avaient dû intervenir, notamment, en ce qui concerne la distribution du pain bénit. L'Ordonnance du 5 décembre 1683 (1) du Commissaire Ordonnateur de la Tortue et Côte Saint-Domingue Mithon règle la distribution du pain bénit et le rang des officiers de Milice à l'Eglise, en raison des contestations survenues à Marie-Galante. Le 8 octobre 1700 (2), par une ordonnance donnée « au bourg Saint-Pierre de la Martinique », François-Roger-Robert (3). Intendant des Iles d'Amérique, ordonne, étant donné le nombre d'incidents relatifs aux préséances et à la distribution du pain bénit dans les Eglises paroissiales des Iles françaises de l'Amérique, que « le pain bénit, après avoir été présenté aux Prêtres célébrants et aux Ecclésiastiques assistants au service, sera présenté au Gouverneur et aux Lieutenants de Roi, puis, aux Marguilliers de l'Eglise, aux Officiers des Conseils Souverains et de la Justice ordinaire, et, ensuite, distribué, à commencer depuis le haut de l'Eglise, de rang en rang, et de banc en banc jusqu'au bas vers la porte, sans aucune distinction de personnes. »

Remarquons que, dans le texte précité, l'Intendant a évité de marquer sa place. Nous en induisons que les difficultés avaient commencé pour lui, comme pour les Gouverneurs Particuliers, Lieutenants de Roi, Officiers des Conseils et Officiers de Milice.

Mais, voici que le Roi, mis au courant de cette situation, légifère, à la date du 15 novembre 1728 (4), pour les Iles

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 394.

(2) Id., *Ibid.*, f° 654.

(3) Robert (François-Roger), Commissaire Général à Toulon, Intendant des Iles d'Amérique, 1695, Intendant à Dunkerque, 1702, Intendant à Brest, 1703. Décédé en 1736. Sa veuve épouse Duguay, chef d'Escadre, Commandant du Port de Brest. (Note de l'Auteur).

(4) Moreau de Saint-Méry. *Op. cit.* Tome III, f° 263.

du Vent et, le 31 juillet 1743 (1), pour les Iles Sous-le-Vent. Sa Majesté veut que le Gouverneur Lieutenant Général et l'Intendant aient leur prie-Dieu et fauteuil dans le chœur des principales Eglises de la Ville du Fort-Royal et du bourg Saint-Pierre de la Martinique, savoir, le Gouverneur Lieutenant Général, du côté de l'Epître, et l'Intendant, de même, et un peu au-dessous, lesdits prie-Dieu et fauteuils contre la muraille, que le Lieutenant de Roi au Gouvernement Général et le Gouverneur Particulier aient aussi un banc du côté de l'Evangile, proche la muraille vis-à-vis du prie-Dieu de l'Intendant.

Il en est de même pour Saint-Domingue. Les autres Colonies, pourvues d'un Gouverneur et d'un Commissaire-Ordonnateur doivent observer les mêmes règles. Ainsi donc, dans les chœurs des Eglises des Colonies dotées de Gouvernements Généraux, seuls peuvent prendre place les quatre autorités :

à droite, le Gouverneur Lieutenant Général et l'Intendant ;

à gauche, le Lieutenant au Gouvernement Général et le Gouverneur Particulier.

L'Intendant bénéficie également de l'immunité de juridiction. En cas de décès, il est enterré, dans l'Eglise, aux frais de la fabrique. Les honneurs lui sont rendus par les troupes sous les armes et sa dépouille mortelle est saluée par une salve de 15 coups de canon.

Le 8 octobre 1680 (2), le Gouverneur Lieutenant Général des Iles, Comte de Blénac et l'Intendant Patoulet prennent l'ordonnance réglementant la pêche dans les rivières. L'Ordonnance du 11 octobre 1680 (3), prenant comme point de départ l'Ordonnance royale du 4 novembre 1671, fait défense à tous marchands français « trafiquans aux Iles » d'y transporter aucun bœuf, lard, toiles ou autres marchandises prises dans les Pays Etrangers, à peine de confiscation, de cinq cents livres d'amende et de punition corporelle en cas

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome III, f° 752.

(2) Id., *Ibid.*, Tome I, f° 342.

(3) Id., *Ibid.*, f° 343.

de récidive. Ce texte est le premier d'une nombreuse série à venir sur la prohibition du Commerce Etranger. (Ordonnances Royales des 18 juillet 1671, mars 1673, 11 septembre 1677, 26 novembre 1719 ; Règlements du Roi des 20 août 1698 et 23 juillet 1720 ; Lettres Patentes d'avril 1717 et d'octobre 1727.)

La lettre royale du 30 avril 1681 (1), que nous avons citée, à propos des Milices, ordonne l'envoi des arrêtés des Conseils Supérieurs chaque mois à l'Intendant par le Procureur Général, renouvelle les défenses contre le Commerce Etranger, avec exception pour le bœuf salé d'Irlande et le vin de Madère, recommande que la Justice soit bien rendue aux habitants et enjoint l'emploi de la modération et de la douceur à l'égard des habitants « seuls moyens d'augmenter les colonies et d'y appeler de nouveaux habitants. »

Les revenus des Colonies, d'après l'Edit de décembre 1674, sont abandonnés jusqu'en 1680 pour l'extinction des dettes contractées par les Compagnies. Ce ne fut qu'à cette date que les revenus firent retour au Roi (2). Le Règlement du 4 novembre 1671 accorde le droit à l'Intendant d'être informé des opérations militaires. Les lettres patentes du 7 juin 1680 autorisent le Commissaire départi pour le Roi à proposer au Gouverneur les nominations : 1° des notaires gardes-notes en l'île de la Martinique ; 2° celles des huissiers au Conseil Souverain ; 3° celles des greffiers des juridictions ordinaires. Ces commissions sont signées du Gouverneur Général et de l'Intendant.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 11 juin 1680 (3) attribue à l'Intendant le droit de réunir au domaine les terres non cultivées et de juger seul, et souverainement. Cette situation dure jusqu'à l'institution du Tribunal Terrier, en vertu de l'ordonnance royale du 18 mars 1766 (4).

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 336.

(2) Emilien Petit : Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Tome I, f° 102.

(3) Id., *Ibid.*

(4) Moreau de Saint-Méry : *op. cit.*, Tome V, f° 37.

L'Ordre du Roi du 15 juillet 1682 permet à l'Intendant de faire assembler extraordinairement le Conseil Souverain lorsque les affaires le requièrent, avec l'autorisation du Gouverneur Lieutenant Général. L'Ordre du Roi du 30 août 1682 (1) déclare que l'Intendant assure au Conseil les fonctions de Premier Président, comme dans les Cours de France. Il demande les avis, recueille les voix, prononce et signe les arrêts. Il peut et doit informer contre les Officiers des juridictions subalternes et des Conseils Souverains en cas d'inconduite de ces officiers, suivant l'ordre du Roi du 1^{er} mai 1686 (2).

Une des plus grandes prérogatives de l'Intendant est celle que lui confère l'Ordre Royal du 26 décembre 1703 (3), à savoir : qu'il peut surseoir à l'exécution d'un arrêt du Conseil Supérieur, lorsqu'il juge que cet arrêt contient des dispositions contraires au service du Roy et au bien public, après accord avec le Gouverneur Lieutenant Général, en attendant les ordres du Roi.

Le Règlement sur les chemins aux Iles du Vent du 17 avril 1725 (4) en attribue la connaissance de l'ouverture à l'Intendant. Ce règlement a précédé l'édit du 24 novembre 1781 sur les chemins publics et particuliers dans les Colonies, qui comprend 55 articles et forme, pour l'époque, un code complet sur la matière (5).

Le Règlement du 24 mars 1763 (6) sur le Service et l'Administration dans les Colonies est la base nouvelle sur laquelle sont assises les importantes fonctions de l'Intendant. Jusque-là, ses attributions étaient éparées dans des textes divers ; ce règlement est le premier où elles sont codifiées. En vertu de ce règlement, l'Intendant a seul le droit de proposer aux emplois civils, soit dans les Conseils Souverains, soit dans les

(1) Emilien Petit : Gouvernement des Colonies Françaises, 1771. Tome 1, f^o 103.

(2) Id., *Ibid.*

(3) Id., *Ibid.*

(4) Id., *Ibid.*, Tome I, f^o 104.

(5) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome VI, f^o 200.

(6) Emilien Petit : *Op. cit.*, Tome I, f^o 104.

Maréchaussées (art. 84). Toutes matières, concernant la justice, la levée des octrois, les marchés à passer, les paiements, les fonds, les comptes, la solde des troupes, le commerce, l'agriculture, les encouragements à donner pour en accélérer les progrès, la population de la colonie et les moyens d'y rendre les vivres abondants et à meilleur prix, sont du domaine de l'Intendant, le Gouverneur n'en prenant connaissance comme premier chef de la colonie que pour savoir en quel état elle se trouve.

L'Ordonnance du 1^{er} février 1766(1) concernant le Gouvernement civil des Isles Sous-le-Vent fait suite à la précédente, en ce qu'elle la complète par certains côtés. Elle est divisée en quatre parties :

- I. — Administration Générale ;
- II. — Administration particulière de la Justice ;
- III. — De la Justice ;
- IV. — Des Finances.

A part le chapitre I, tout ce qui a trait aux autres chapitres regarde la gestion de l'Intendant. L'article 8 du chapitre I rappelle que « tout ce qui concerne la Régie, l'administration, le maniement et la distribution des deniers de Sa Majesté ou du produit de ses droits à Elle appartenant ne pourra être ordonné ou réglé que par l'Intendant de la Colonie ». L'Intendant ordonne seul l'entretien des lieux où se rend la justice, des hôpitaux et de tous autres bâtiments destinés au service public (art. IX). L'Intendant écoute les plaintes et griefs articulés par les habitants et en rend compte immédiatement au Gouverneur Lieutenant Général et au Procureur Général (art. XI).

Une Ordonnance du 1^{er} juillet 1782 (2) de l'Intendant Jacques de Bongars, Ex-Président à Mortier au Parlement de Metz, Intendant aux Iles Sous-le-Vent du 13 juillet 1781 à 1786, prescrit aux employés des bureaux du Roi de se rendre à leurs détails respectifs, chaque jour de travail, le

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 13.

(2) Id., *Ibid.* Tome VI, f^o 262.

matin « à huit heures pour ne sortir qu'à midi ; l'après-midi à trois heures pour ne sortir qu'à six ». « En outre, lors des départs d'escadres ou qu'il s'agira d'opérations extraordinaires, le bureau sera ouvert fêtes et dimanches et les sujets y viendront aux heures qui leur seront indiquées par l'Officier d'Administration chargé de l'inspection dudit détail. »

Les Officiers d'Administration, Gardes-Magasins, ou Commis des différents détails de l'administration ne répondent qu'à l'Intendant ou à ceux que ledit Intendant a pourvu de l'autorité nécessaire pour le représenter. Le Garde-Magasin de l'Artillerie devant répondre à la fois à l'Intendant et au Commandant de l'Artillerie (art. XIII).

L'article XIV stipule, qu'en ce qui concerne la Marine tant royale que marchande, l'Intendant a les mêmes pouvoirs et autorités qu'attribuent les ordonnances des 15 avril 1689 et 27 mars 1765 aux Intendants des Ports.

On sait que par la première de ces ordonnances, l'Intendant des Armées Navales et celui des Ports avaient une très grande autorité ; le premier, relativement au compte-rendu des opérations, le second, quant à la libre disposition des fonds dont il est ordonnateur.

Par l'Ordonnance du 27 mars 1765, le duc de Choiseul diminue les pouvoirs de l'Intendant du port. L'Intendant des Armées Navales et le Commissaire Général sont supprimés. Quoi qu'il en soit, l'ordonnance de 1765 conserve à l'Intendant de la Marine les attributions qui lui avaient été conférées par l'ordonnance de 1689, sauf à l'article 177 où il lui était prescrit de se concerter, quant aux travaux du port et des constructions, avec le Commandant du Port (1).

L'Ordonnance de la Marine du 27 septembre 1776 consacre la mise en infériorité du corps de la Plume par celui de l'Épée. Chaque détail métropolitain reçoit un officier de vaisseau comme chef. L'Intendant perd toute autorité sur le service intérieur de l'Arsenal qui passe au commandant du port. Cependant il restait le chef des bureaux de l'Intendance,

(1) Lambert de Sainte-Croix : Histoire de l'Administration de la Marine de la France, 1892, f° 222.

de la finance et des approvisionnements (1). Le corps des Officiers d'administration ainsi que celui des Ecrivains de la Marine, sont supprimés. Il était créé des Commissaires Généraux et Ordinaires des ports et arsenaux de la Marine, des gardes-magasins, syndics des classes et contrôleurs de la Marine. Mais l'ordonnance du 1^{er} novembre 1784 rétablit à bord des bâtiments des commis d'administration sous le titre de commis aux revues et approvisionnements. Il est créé également des Intendants et des Commissaires d'Armées Navales (2).

L'Ordonnance des Classes du 31 octobre 1784, perfectionne l'ancienne organisation de Colbert. La levée est rendue plus individuelle et plus territoriale et divise le territoire métropolitain en 70 quartiers et 6 Départements (3).

Si nous avons insisté sur les ordonnances de la Marine de 1765, 1776, 1784, c'est parce que certaines de leurs dispositions sont appliquées par l'Intendant aux Colonies. Il va sans dire que les essais de réformes consacrées par l'ordonnance de 1776 sont appliquées dans une mesure assez restreinte aux Colonies où l'Intendant garde toujours son pouvoir prépondérant, les questions ne se posant pas dans les établissements d'outre-mer de la même manière.

L'Ordonnance du 1^{er} février 1766 accorde au Gouverneur et à l'Intendant le pouvoir réglementaire quant à la sûreté et tranquillité de la Colonie (art. 341). La demande en grâce d'un condamné, avant sa transmission au Roi, devait faire objet d'une délibération affirmative entre le Gouverneur Lieutenant Général, l'Intendant et le Procureur Général (art. 51).

Il est fait défense aux Conseils Supérieurs de s'immiscer dans les affaires du Gouvernement ; ils doivent se borner à rendre la justice aux sujets de Sa Majesté. En ce qui concerne les Finances, l'Intendant ne peut rien changer à la destination des fonds « sans un ordre exprès de Sa Majesté »,

(1) Lambert de Sainte-Croix : Histoire de l'Administration de la Marine de France 1892, f° 280.

(2) Id., *Ibid.* f° 345.

(3) Id., *Ibid.* f° 329.

si ce n'est que pour un cas urgent exigeant une prompte détermination et de concert avec le Gouverneur Lieutenant Général et non autrement (art. 64). Au cas de quelque levée extraordinaire de deniers, cette levée ne peut être faite sans l'autorité de l'Intendant (art. 55). Les entreprises de marchés, de travaux publics sont faits sous son autorité, par adjudication au rabais ; les procès-verbaux sont transmis au secrétaire d'Etat de la Marine (art. 56). Les recettes des droits domaniaux, consistant en amendes, épaves, confiscations, bâtardises, deshérences, biens vacants ; droits de passage sur les rivières et bras de mer, recettes du produit des postes, celles du produit net des successions non réclamées dans les cinq années, et versées à la caisse de la colonie, doivent être distinguées des droits d'octroi, et l'emploi fait par l'Intendant. Ce dernier se prononce également sur les demandes en décharge ou en modération des impositions et droits sur toutes contestations qui peuvent naître à l'occasion de leur perception, sauf appel au Conseil du Roi (déclaration du 3 Octobre 1730, art. 23 pour les Iles du Vent). Les comptables en retard et les débiteurs de l'octroi sont poursuivis à la diligence de l'Intendant, en conformité de l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 Août 1740, du règlement du 2 Août, de la déclaration du 13 Novembre et de l'arrêt du Conseil d'Etat du 15 Novembre 1744. La connaissance des excès, abus, malversations dans le maniement des deniers est du domaine de l'Intendant (art. 73).

La précaution prise par l'article 73 n'est pas inutile, notamment, pour la colonie de Saint-Domingue d'où le gouverneur de Fayet écrit au Petit Goave le 17 Avril 1733 : « En général, du reste, les receveurs se contentent de dire qu'ils doivent, qu'on leur doit, et sans épurer leurs comptes, ils vivent tranquilles chez eux » (1).

L'Ordonnance du Roi du 22 Mai 1775 (2) sur le gouvernement civil est de la même facture que la précédente. Elle distingue les pouvoirs du Gouverneur, ceux de l'Intendant et les pouvoirs communs aux deux Chefs. Avec le temps, une spécialisation s'est produite dans les rapports de service. Les

(1) Pierre de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, f° 90.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 577.

règlements assignent sans hésitation, les limites des attributions.

Les Sièges d'Amirauté sont du ressort de l'Intendant. Ils sont créés, aux Colonies, en vertu de l'Ordonnance de 1681 et de l'Edit de 1711, par l'Ordonnance du 12 Janvier 1717 (1). Les sièges d'amirauté sont compétents pour la connaissance de tous contrats concernant le commerce de mer, dans les affaires concernant la contrebande et le commerce étranger. Le Tribunal d'Amirauté prononce la confiscation avec appel au Conseil Supérieur. Le siège d'Amirauté se compose d'un Lieutenant de Juge, d'un Procureur du Roi, d'un Greffier et de deux huissiers nommés par le Roi. Tous les ports de quelque importance aux Colonies sont pourvus d'un siège d'amirauté. A Saint-Domingue, il y a ceux du Cap, des Cayes, Jacmel, de Port-au-Prince, du Môle Saint-Nicolas ; à la Martinique, ceux de Fort-Royal, de Saint-Pierre, de Trinité, du Marin ; à Sainte-Lucie, celui du Carénage ; à la Guadeloupe, ceux de Basse-Terre et de Marie-Galante ; aux Indes, celui de Pondichéry ; à Bourbon et à l'Ile de France, ceux de Saint-Denis et de Port-Louis.

L'Intendant fait également partie du Tribunal Terrier, créé par l'Edit du 18 Mars 1766 (2). Cette Juridiction se compose du Gouverneur Général, de l'Intendant, de trois Conseillers au Conseil Supérieur. Antérieurement, l'Intendant jugeait souverainement toutes les contestations ayant trait aux concessions de terres et aux questions s'y rattachant. La compétence du Tribunal Terrier (3) s'étend aux concessions de terrains, à prononcer la réunion au Domaine de terrains non défrichés, à la distribution des eaux quant à l'arrosage des terres, à la connaissance des servitudes (chemins, constructions et entretien de grands chemins, ponts et aqueducs, bacs et passages de rivière), à la chasse, à la pêche (articles II, III et IV). Cette juridiction se prononce également sur l'ouverture des routes royales, décide des contestations sur les ouvertures des chemins particuliers, ou des communications aux

(1) Emilien Petit : Gouvernement des Colonies Françaises, 1771, f° 358.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 37.

(3) Hilliard d'Aubertheuil : Considérations sur la Colonie de Saint-Domingue, 1776. Tome II, f° 230.

chemins, villes et autres lieux publics, et des servitudes pour le placement et le passage des chemins (1).

Le 7 Janvier 1791, l'Assemblée Constituante supprime les Commissaires des Classes. Le décret du 2 Brumaire An IV revient au Commissariat, avec un Ordonnateur dans les Ports, aidé de Commissaires Principaux, Ordinaires et Sous-Commissaires. Par suite du décret du 15 Juin 1791, les Intendants des Colonies font place à des Ordonnateurs. Au nombre de ces derniers, on retrouve de nombreux anciens Commissaires des Colonies. Mais la Division des Colonies, créée en 1791 au Ministère de la Marine, avec d'anciens Intendants comme Guillemain de Vaivre et Daniel Lesculier (2) n'a plus de Colonies à administrer. Le règlement du 27 Avril 1800 établit l'Arrondissement Maritime avec le Préfet Maritime, Commandant en chef. Après la période révolutionnaire, c'était un premier retour à l'unité d'autorité.

Dès le début de la Restauration, les vieilles ordonnances royales sont remises en vigueur. Le grade de Commissaire est rétabli en 1814, celui d'Intendant en 1815. Dès lors, Gouverneurs et Intendants, comme ci-devant, prennent, en vertu des pouvoirs conférés par Sa Majesté le Roi Très Chrétien, de véritables ordonnances, témoin celle de la Martinique du 12 Novembre 1814 (3). Bientôt, l'ordonnance du 13 Mars 1818 supprime l'Intendant. On s'était rendu compte que les situations n'étaient plus les mêmes avant et après 1789. Les Conseils Supérieurs, ayant disparu dans la tourmente révolutionnaire, ne pouvaient plus servir de frein dans les conflits entre Gouverneurs et Intendants.

Le 22 Novembre 1819, deux ordonnances royales règlent l'administration de la Justice et la création d'un comité consultatif de huit membres ; dans les trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de Bourbon, et de cinq pour la Guyane. Le comité consultatif a pour attri-

(1) G. Azéma : Histoire de l'Île Bourbon, 1682, f° 112.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Tome I, f° 69.

(3) Le Commissaire Général des Colonies Daniel Lesculier est le traducteur, en 1791 et en 1799, de l'important ouvrage du tacticien anglais Clerck d'Eldin, « L'Essai Méthodique et Historique sur la Tactique Navale ». (Voir Lieutenant de Vaisseau Castex, Les Idées Militaires de la Marine au XVIII^e siècle, 1911, f° 367).

bution principale de donner son avis sur l'assiette de l'imposition, le budget des dépenses locales et l'approbation du compte annuel des recettes et dépenses. Ses membres sont nommés par le Roi pour trois ans et peuvent correspondre avec un député, nommé également par le Roi et choisi sur une liste de trois candidats présentés par le Comité Consultatif (1).

A l'administration de la Marine et Colonies, on trouve d'anciens Commissaires ou Intendants qui ont nom de Mauduit, de Lareinty-Boursain, Filleau Saint-Hilaire, Gerbidon, du Chayla, et qui, ayant conservé le vieil esprit de corps, s'apprêtent à modifier l'institution tout en lui gardant son rôle principal.

Le principe de la séparation des pouvoirs une fois admis, il en découlait des conséquences logiques, qui conduisaient à des principes différents, quant à l'administration des Colonies.

Le Conseil Supérieur ayant disparu, l'Intendant en avait perdu la présidence. Par voie de conséquence, les arrêts de règlements, l'enregistrement des ordonnances, tout l'appareil administratif et judiciaire s'était évanoui. Les Conseils Supérieurs sont remplacés, par arrêté du 29 Prairial An X (18 Juin 1802) (2) par des Tribunaux d'Appel et des Tribunaux de Première Instance. La déclaration royale du 27 Juillet 1814 revient au *statu quo ante* : les tribunaux reprennent les noms de Conseils Supérieurs et de Sénéchaussées. L'ordonnance royale du 22 Septembre 1819 (3) donne aux Conseils Supérieurs le titre de Cours Royales et aux Sénéchaussées, celui de Tribunaux de première instance.

La Justice se suffisant à elle-même, en vertu de la hiérarchie des juridictions. Avec des réserves, le Code Civil est promulgué : à la Martinique, le 6 Brumaire An XIV (4) ; à la Guadeloupe, le 18 Brumaire An XIV ; à la Guyane,

(1) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Tome I, f° 69.

(2) Boyer Peylereau (Colonel). Les Antilles Françaises, 1823. Tome I, f° 376.

(3) Id., *Ibid.* f° 389.

(4) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 71. (Note). — Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, 1922. Partie II. Tome I, f° 464.

le 1^{er} Vendémiaire An XIV ; à la Réunion, le 13 Vendémiaire An XIV ; dans les Etablissements de l'Inde le 6 Janvier 1819 ; au Sénégal, le 5 Novembre 1830 ; à Saint-Pierre et Miquelon, le 24 Juillet 1833.

A une situation nouvelle, il fallait des textes nouveaux ; le pouvoir central dut aviser.

Une commission présidée par le Baron Lainé et composée du Baron Pichon, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, qui venait d'assurer aux Antilles une mission relative à la nouvelle organisation judiciaire, (1) des Commissaires Desbassyns de Richemont, de Lareinty, Filleau Saint-Hilaire, se réunit à Paris pour établir une nouvelle réglementation en rapport avec la situation créée par les gouvernements qui avaient précédé la Restauration.

De cette Collaboration active sortent les grandes Ordonnances des 21 Août 1825 pour la Réunion, le 9 Février 1827 pour la Martinique, et le 27 Août 1828, pour la Guadeloupe. L'esprit de ces ordonnances est le suivant.

Le commandement général des troupes de terre et de mer, la haute administration sont confiés au Gouverneur « dépositaire de l'autorité du Chef de l'Etat » (2), chargé de maintenir la souveraineté de la Métropole. Il est secondé dans ses fonctions militaires par le Commandant militaire qui pourrait le remplacer au besoin (3). Le Gouverneur, de ce fait, se trouvait être le souverain constitutionnel d'un petit royaume. Sous ses ordres, et contresignant ses arrêtés, se trouvent trois chefs d'administration :

1° — Le Commissaire Ordonnateur, Chef de l'administration de la Marine, de la Guerre et de la Comptabilité Générale ;

2° — Le Directeur de l'Intérieur, chargé de la police générale et de l'assiette de l'impôt ;

3° — Le Procureur Général, chef des services judiciaires.

En outre, un Contrôleur Colonial, qui appartient au

(1) Boyer Peyreleau (Colonel). Les Antilles Françaises 1823. Tome I f^{os} 385-386.

(2) Ordonnance du 9 Février 1827, article 7. — Sénatus Consulte du 3 Mai 1854, article 9.

(3) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, 1922. Partie II, f^o 229.

Commissariat de la Marine, est chargé de l'inspection générale et permanente ; un Conseil Privé, remplit le rôle de pouvoir consultatif et délibérant ; enfin, un Conseil Général vote le budget et se trouve être l'interprète des vœux des populations.

En cas d'absence ou de décès du Gouverneur, le Commissaire Ordonnateur en remplit les fonctions. Il a sous ses ordres, des officiers du Commissariat, chefs des différents détails administratifs (arsenal, magasin général, approvisionnements, revues, inscription maritime, fonds, ordonnances et comptabilité).

Ces règles furent étendues par la suite aux établissements de l'Inde (1840), au Sénégal (7 Septembre 1840), à Saint-Pierre et Miquelon (18 Septembre 1844), à Mayotte (1846), à la Nouvelle-Calédonie et à l'Océanie (1860) et enfin, à la Cochinchine (1860) (1).

Les Colonies des Antilles, de la Guyane, de la Réunion sont régies par la loi du 24 Avril 1833 (2) portant création de Conseils Coloniaux. Les colonies de Saint-Pierre et Miquelon, du Sénégal, de l'Inde, continuent à rester sous le régime des ordonnances royales. De cette époque date déjà la distinction classique que l'on retrouvera au régime institué par les Sénatus-Consultes des 3 Mai 1854 et 4 Juillet 1866, à savoir :

1° — les Colonies soumises au régime des lois et décrets (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Sénégal) ;

2° — les autres Colonies, régies par des décrets (3).

En conformité des ordonnances de 1825, 1827, 1828 et de la loi du 24 Avril 1833, le Commissaire Ordonnateur, ou plus exactement « l'Ordonnateur », devient le second chef d'administration de la colonie. Il relève directement du Gouverneur, mais il ne correspond plus directement avec le Ministre. Il assure la direction, le contrôle des services militaires, maritimes, civils. L'énumération de ses importantes

(1) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 70.

(2) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, 1922. Partie II., Tome I, f° 169.

(3) Id., *Ibid.*, f° 170.

attributions forme quarante-cinq rubriques des ordonnances organiques susvisées. Le législateur de 1827 avait voulu supprimer la dualité de pouvoir qui existait entre le Gouverneur Général de l'ancien régime et l'Intendant ; il supprima l'Intendant, mais il semble que ce dernier, sous le couvert de l'Ordonnateur, vienne de renaître de ses cendres, car, pour réduites que fussent les attributions de l'Ordonnateur, elles n'en restaient pas moins très étendues et, de ce fait, on a pu croire apparemment que la fonction d'Intendant n'avait pas disparu.

Jusqu'en 1857, les officiers du Commissariat de la Marine remplissent les fonctions de Directeur de l'Intérieur aux Colonies ; on aurait dit le retour des anciens subdélégués généraux. Dans les petites colonies, le Commissaire Ordonnateur assure les triples fonctions d'Ordonnateur, de Directeur de l'Intérieur et de Procureur Général.

C'est la grande époque pour le corps des officiers du Commissariat de la Marine, qui jette alors un très vif éclat. Cette période peut être comparée à celle qui suivit le Traité de Paris (10 Février 1763), où la réorganisation des colonies avait donné naissance aux Ordonnances des 24 Mars 1763, 1^{er} Février 1766, 22 Mai 1775, de même que celle que nous traversons crée les ordonnances de 1825, 1827 et 1828. Ce fut réellement le règne de l'Ordonnateur, en raison de la prépondérance exercée par les Officiers du Corps du Commissariat de la Marine, prépondérance méritée, car elle est celle de la haute intelligence, de la probité et du mérite.

Mais le domaine colonial s'agrandit. La France, d'avant 1870 et plus encore celle d'après 1870, ne contemple plus la ligne bleue des montagnes des Vosges. La pénétration coloniale agit en Cochinchine, au Tonkin, en Afrique. Une nouvelle évolution commence. Les colonies, qui ont été, à la base de l'Empire et qui sont restées les glorieux lambeaux du Traité du 30 Mai 1814, deviennent de vieilles colonies ou petites colonies. Bientôt, en effet, les efforts vont se totaliser, les blocs se souder, pour former des Gouvernements Généraux, des Métropoles secondes (Décrets des 17 Octobre et 12 No-

vembre 1887) (1) créant le Gouvernement Général de l'Indochine ; du 16 Juin 1895, 18 Octobre 1904 (2) pour l'Afrique Occidentale Française ; du 15 Janvier 1910 (3) pour l'Afrique Equatoriale Française ; des 30 et 31 Juillet 1897 pour Madagascar (4).

La rigidité scupuleuse des Ordonnateurs n'est plus appréciée, au moment d'une évolution qui consacre une décentralisation de plus en plus agissante. L'élément civil reprend le dessus. On constate, en effet, que, suivant les différentes périodes, les éléments civil ou militaire détiennent l'influence dans l'administration des colonies. Si, dans les premiers temps, c'est le régime militaire qui assure le pouvoir, après 1763, l'administration civile se sépare du pouvoir militaire. Après la Restauration, c'est l'élément militaire qui gouverne ; sous la République, le pouvoir civil reprend la direction.

Le démembrement des fonctions de l'Ordonnateur commence en 1880. Le décret du 13 Novembre 1880 accorde l'autonomie au corps de Santé de la Marine aux Colonies, dont le Chef devient un Chef de Service relevant directement du Gouverneur. Puis, c'est le tour du Budget Local et du Service du Trésor qui deviennent des services séparés en vertu des décrets des 13 Septembre et 3 Octobre 1882, avec, comme chefs respectifs, le Directeur de l'Intérieur et le Trésorier-Payeur Général. Enfin, le décret du 15 Septembre 1882 supprime l'Ordonnateur lui-même, transférant ses attributions, pour les dépenses civiles, au Directeur de l'Intérieur et au Trésorier-Payeur Général, et, pour les dépenses militaires et maritimes à un Chef des Services Administratifs Militaires et Maritimes. Toutefois, ce dernier Chef d'Administration conserve encore sa place aux Conseil Privé et du Contentieux, ne relève que du Gouverneur, avec, comme charges, la gestion des intérêts des troupes de la Marine à terre et de l'Inscription Maritime.

(1) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, 1922. Tome II, f° 277.

(2) Id., *Ibid.* F°s 296-297.

(3) Id., *Ibid.*, f° 309.

(4) Id., *Ibid.*, f° 314.

Le décret du 5 Octobre 1889 (1) sépare en deux parties le Corps du Commissariat de la Marine, d'une part, les officiers qui optent pour le Commissariat de la Marine, et, d'autre part, ceux qui forment le premier contingent du nouveau corps. Le Commissariat Colonial se recrute désormais parmi les élèves de l'Ecole Coloniale, en conformité des dispositions du décret du 23 Novembre 1889 (2). Mais ce dernier recrutement prend fin, depuis la transformation du Commissariat Colonial en Intendance des Troupes Coloniales, ce dernier corps se recrutant comme l'Intendance métropolitaine, à l'aide d'officiers provenant des corps de troupe, après avoir accompli un stage à l'Ecole de l'Intendance.

Ces mesures sont la conséquence de la séparation des Colonies et de la Marine, situation de fait existant depuis la création du Ministère des Colonies, en vertu de la loi du 20 Mars 1894. Cette dernière loi forme époque, car le Ministère des Colonies a été le premier Département ministériel créé par une loi, tous les précédents l'ayant été jusqu'ici par voie de décret (3). Quoi qu'il en soit, le Corps du Commissariat de la Marine cesse d'être le « Grand Corps momentanément divisé en deux sections ». Le décret du 5 Octobre 1889 fait du Commissariat colonial un corps autonome complètement distinct du Commissariat de la Marine.

Il n'est pas possible de passer outre sans dire un mot ici d'un corps qui est le frère de celui du Commissariat de la Marine, le Corps du Contrôle de la Marine. Au début, c'est aux Commissaires placés sous les ordres des Intendants qu'incombent les fonctions du Contrôle. L'Ordonnance du 17 Décembre 1828 remplace dans la Marine le Contrôle par l'Inspection. De même, la décision royale du 23 Juin 1829 édicte, qu'aux colonies l'officier du contrôle se dénomme désormais Inspecteur Colonial. L'Ordonnance du 3 Janvier 1835 réunit le corps administratif et celui de l'inspection de la Marine sous le titre de Commissariat de la Marine. Les

(1) Fournier et Neveu. Traité d'administration de la Marine, 1882.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 55.

(3) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale. Partie II. Tome I, f° 208.

Ordonnateurs, comme les Inspecteurs, appartiennent, dès lors, au même corps. Lorsque l'Ordonnance du 11 Juin 1844 rétablit le contrôle de la Marine, celle des 21-27 Décembre 1844 (art. 2 § 3) remplace la dénomination d'Inspecteur Colonial par celle de Contrôleur Colonial.

Aux Colonies, l'Ordonnance du 24 Mars 1763 sur l'Administration et le service aux Colonies institue un Contrôleur de la Marine (art. 105) qui remplit « les mêmes fonctions que celles des Contrôleurs dans les ports du royaume » (1) et qui dérivait, lui-même, des Ordonnances de la Marine des 15 Avril 1689 et 27 Septembre 1776 (art. 357). Dès lors, il paraît tout naturel d'avoir dans chaque colonie un Contrôleur (2).

Les Ordonnances organiques de la Restauration (Ordonnance du 21 Août 1825, Titre V, art. 126-138), rétablissent le Contrôleur Colonial, l'Ordonnance royale du 29 Novembre 1815, sur l'administration de la Marine, avait également rétabli le Contrôleur de la Marine dans chaque port, alors que sous le régime de l'Ordonnance du 24 Mars 1763 les attributions du Contrôleur ne s'étendaient pas au-delà des affaires de la marine et de la guerre, la Restauration développe les pouvoirs selon l'ordonnance du 21 Août 1825, de l'inspection et du contrôle spécial de l'administration de la marine, de la guerre, des finances et de la surveillance générale du service administratif de la colonie (art. 126). Il requiert, dans toutes les parties du service administratif de la colonie, tant sur le fond que sur la forme, l'exécution ponctuelle des ordonnances, des règlements, des ordres ministériels, des ordres du gouverneur et de ses décisions du conseil. Il adresse, à cet effet, aux chefs de service, toutes représentations et observations qu'il juge utiles, s'il n'y est pas fait droit, il en informe le gouverneur (art. 133 § 2). Le Contrôleur Colonial est, en quelque sorte,

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le-Vent, 1874. Tome IV, f° 563.

(2) Christian Schefer. La France Moderne et le Problème Colonial, 1907 : F^{os} 169 et 176. — Instructions Générales données de 1763 à 1870 aux Gouverneurs et Ordonnateurs des Etablissements Français d'Afrique. 1927.

« le Ministère Public de l'Administration » (1) puisqu'il contrôle tous les services en rendant compte au Gouverneur, puis, rend compte au Ministre de l'administration du Gouverneur.

Les Contrôleurs Coloniaux sont supprimés, en vertu du décret du 15 Avril 1873, et remplacés par des fonctionnaires de l'Inspection des services administratifs et financiers de la Marine et des Colonies, en conformité du décret du 23 Juillet 1879. Entre temps, la Marine par décret du 12 Janvier 1853 avait transformé le corps du contrôle en inspection des services administratifs. Cette réforme présentait cet avantage que le contrôleur était d'un corps étranger au corps contrôlé, et ainsi prenait fin un des vices du système des ordonnances organiques de la Restauration. Peu après, de par la création du Ministère des Colonies, l'Inspection des services administratifs et financiers de la marine et des colonies est sectionnée en deux parties : d'un côté, les fonctionnaires appartenant au contrôle de la marine qui sont régis par la loi du 2 Mars 1902 et les décrets des 17 Mars et 1^{er} Avril 1902 ; de l'autre, ceux de l'inspection des colonies, dont les textes organiques sont les décrets des 20 Juillet, 25 Novembre 1887 et 5 Février 1891, avec la direction du contrôle établie par décrets des 17 Août 1894 et 1^{er} Avril 1921.

Le Corps des Contrôleurs de la Marine, ceux de l'Inspection des Services administratifs de la Marine et des Colonies, ceux du Contrôle de la Marine et de l'Inspection des Colonies intéressent la présente étude, parce qu'un certain nombre d'officiers du Commissariat de la Marine et des Colonies passent dans les corps susvisés. Disons, pour terminer avec le contrôle, que la méthode moderne dut revenir aux principes anciens, car le contrôle permanent fonctionne dans les grandes colonies alors que les moyennes ou petites colonies sont contrôlées par l'inspection mobile.

Nous arrivons ainsi à la loi du 7 juillet 1900 (2) portant organisation des Troupes coloniales, qui fait passer ces der-

(1) Delabarre de Nanteuil. Législation de l'Ile de la Réunion. Tome II.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1901. Partie III, f° 569.

nières sous l'administration du Ministre de la Guerre. Le Commissariat Colonial rentrait dans le cadre de la loi (art. 11).

Le décret du 11 Juin 1901 (1) portant règlement d'administration publique sur l'administration des Troupes Coloniales comprend parmi l'administration de ces troupes (art. 1^{er}) :

- 1° — Le Service de l'Artillerie ;
- 2° — Le Service du Commissariat ;
- 3° — Le Service de Santé.

Comme conséquence de ce texte, le chef des services administratifs militaires et maritimes aux Colonies change de titre et devient le Directeur du Commissariat. De chef d'administration, cet officier n'est plus que chef de service. Il perd sa place aux Conseils Privé et du Contentieux. Il devient le subordonné du Commandant Supérieur des Troupes, chef responsable de l'administration militaire dans l'étendue de son commandement (art. 4).

Trois décrets du 21 Juin 1906 (2) sont venus compléter celui du 11 Juin 1901. Le premier décret concerne l'administration des Troupes Coloniales ; le second, organise l'Intendance des Troupes Coloniales ; le troisième, est relatif au Corps de Santé des Troupes Coloniales. Nous examinerons les deux premiers textes, réservant le troisième pour le chapitre suivant.

Le premier décret du 21 Juin 1906 s'inspire de la loi du 16 Mars 1882 sur l'administration de l'armée. Il pose le principe, édicté déjà par le décret du 11 Juin 1901, de la séparation obligatoire entre la Direction, la Gestion et le Contrôle (art. 1^{er}). Le Contrôle ne prend part ni à la Direction, ni à la Gestion ; il est assuré en France, en Algérie, en Tunisie, par le corps du Contrôle de l'Administration de l'Armée ; aux Colonies, par le corps de l'Inspection des Colonies. La Direction est représentée par les Commandants Supérieurs des Troupes aux Colonies. La Gestion ou Exécu-

(1) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1901. Partie III, f° 642.

(2) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale. Partie II. Tome I, f° 401.

tion est dévolue au Corps du Commissariat des Troupes Coloniales.

Le deuxième décret du 11 juin 1906 est pris en exécution de la loi du 14 avril 1906, qui transforme le Commissariat Colonial en Intendance des Troupes Coloniales. Les Commissaires Généraux deviennent des Intendants ; les Commissaires Principaux des Sous-Intendants ; les Commissaires de 1^{re} classe des adjoints à l'Intendance. Un corps d'officiers d'administration des troupes coloniales avec deux catégories : 1^o) bureaux, 2^o) magasins, remplace le personnel civil des agents et agents comptables du Commissariat. Une section de commis et ouvriers d'administration créée par le décret du 16 janvier 1907 est chargée des travaux d'écriture et d'explication.

Le dernier état du droit pour l'Intendance des Troupes Coloniales est le décret du 26 juin 1928, portant organisation des Troupes Coloniales et fixant les cadres et effectifs de ces Troupes qui prévoit pour ce corps (art. 1, 2, 20) :

Intendants généraux de 1 ^{re} classe	3
» » 2 ^e »	8
» militaires 1 ^{re} »	24
» » 2 ^e »	30
» » 3 ^e »	32
» » adjoints	17

L'article 21 répartit les officiers d'administration en deux catégories :

A. — Service des Bureaux

Lieutenants-Colonels d'administration	3
Commandants »	9
Capitaines »	40
Lieutenants et Sous-Lieut. »	48

B. — Service des Magasins

Lieutenants-Colonels d'administration	2
Commandants »	7
Capitaines »	32
Lieutenants et Sous-Lieut. »	37

Voici, d'après le service de l'Intendance des Troupes Coloniales, la contribution apportée au ravitaillement de la

Métropole pendant la guerre de 1914-1918, par les vieilles colonies des Isles d'Amérique et de Bourbon (1) :

	Sucre	Rhum	Manioc et Tapioca
Réunion	233.500 T.	11.000 T.	» T.
Guadeloupe	187.250 T.	10.300 T.	» T.
Martinique	171.830 T.	8.500 T.	600 T.
	592.580 T.	29.800 T.	600 T.

Avant de clore cette partie de notre étude, il reste à dire quelques mots d'un service qui fut créé aux Colonies par les Intendants et que dirigèrent jusqu'à ces dernières années, les Officiers du Commissariat : celui de l'Inscription Maritime aux colonies.

Les habitants des colonies, à partir de Louis XIV ont, de tout temps, prêté leur concours pour fournir des renforts à la Marine de guerre. A la date du 18 août 1676, le Roi mande au Gouverneur Général des Iles d'Amérique, d'inciter les habitants à embarquer sur les vaisseaux de l'escadre du comte d'Estrées pour prendre part à la campagne contre les Hollandais (2). De même, l'ordonnance du Gouverneur de la Martinique du 10 juillet 1764, ordonne aux charpentiers et calfats de navires de se faire inscrire chez les Officiers des Classes. Mais les habitants des colonies n'étaient, à cet égard, soumis à aucune obligation. Le décret du 3 mai 1848 et les décrets du 16 août 1856 organisent l'Inscription Maritime aux colonies. La loi du 24 décembre 1896 (art. 63) stipule que les dispositions qui régissent l'inscription maritime dans la Métropole sont applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et de Saint-Pierre et Miquelon. Mais, comme la levée permanente ne fonctionne pas aux Colonies, c'est l'engagement volontaire qui est la voie ordinaire du service. A la suite de la transformation du Commissariat en Intendance des Troupes Coloniales, la

(1) Les Armées Françaises d'outre-mer. Le Service de l'Intendance aux Colonies, 1931. F° 32.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 93.

loi du 23 février 1912 mit les dépenses de l'Inscription maritime à la charge des budgets locaux pour compter du 1^{er} janvier 1912 (art. 1). De sorte, qu'à partir de 1912, les fonctions dévolues à l'Intendance des Troupes Coloniales ont passé sous l'autorité de fonctionnaires civils, sauf à Saint-Pierre et Miquelon, où le service est assuré par un Administrateur de l'Inscription Maritime. Ce cas avait été prévu par la loi du 23 février 1912 (art. 3). En conformité du décret du 18 septembre 1872, le Chirurgien et le Capitaine du Port, membres du Tribunal d'Appel, sont remplacés par des Officiers du Commissariat (1).

Les Banques Coloniales sont créées, après l'abolition de l'esclavage, en vertu de la loi du 11 juillet 1851 (2), au moyen d'une partie des fonds accordés comme indemnité aux propriétaires par la loi du 30 avril 1849. La loi du 11 juillet 1851 fixe à trois millions le capital des banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Après diverses fluctuations, le capital de la Banque de la Guyane est fixé à 600.000 francs par le décret du 4 juillet 1875. La Banque du Sénégal, qui date du décret du 21 décembre 1853, avec un capital de 230.000 francs, depuis élevé par le décret du 4 juillet 1888 à 600.000 francs. Les trois organes de direction des banques coloniales sont : l'Assemblée Générale des Actionnaires, le Conseil d'administration et les Censeurs.

L'Assemblée Générale des Actionnaires se compose des 100 actionnaires, possesseurs depuis plus de six mois de la majorité des actions. Le nombre en est réduit à 30 pour les Banques du Sénégal et de la Guyane.

Le Conseil d'Administration est composé du Directeur, de quatre administrateurs, dont trois élus pour quatre ans par l'Assemblée Générale des Actionnaires, et un Administrateur de droit qui est le Trésorier Payeur Général de la Colonie. Depuis 1901, le Trésorier Payeur Général n'est plus administrateur, mais assiste aux séances comme Commissaire du Gouvernement avec les droits d'un Censeur.

(1) Béquet. Répertoire du droit administratif (Colonies), 1885. Tome IV.

(2) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 769.

Les Censeurs sont au nombre de deux : le premier élu par l'assemblée générale des actionnaires pour deux ans et rééligible ; le second, nommé par le Ministre des Colonies. C'est ce deuxième censeur qui nous intéresse. Depuis la fondation des banques coloniales, ces fonctions sont dévolues, de 1852 à 1891 (1) à l'Inspecteur permanent des services administratifs. Mais le décret du 3 février 1891 supprime l'Inspection permanente des Colonies. Un arrêté ministériel du 16 février 1891 confie ces fonctions au chef des services administratifs militaires et maritimes de la colonie. Le rôle des censeurs est de veiller spécialement à l'exécution des statuts et règlements de la banque. Ces fonctions que remplissaient depuis la fondation des banques coloniales, les officiers du Commissariat durent leur être retirées par suite de la transformation du Commissariat en Intendance des Troupes Coloniales. C'est le Secrétaire Général dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion qui assume depuis 1906, les fonctions de Censeur de la Banque. Disons, pour en terminer avec ce sujet, que la Banque du Sénégal échappe à la règle puisqu'elle est absorbée depuis le 1^{er} juillet 1901 par la Banque de l'Afrique Occidentale Française à laquelle elle a apporté son actif (2).

C'est au service de l'Intendance des Troupes Coloniales qu'échoit l'impérieux devoir de marcher sur les traces du Commissariat Colonial, du Commissariat de la Marine, des Ordonnateurs et des Intendants de Police, Justice, Finances, Guerre et Marine de jadis. A priori, la responsabilité paraît moins lourde.

Si, après cette revue, comme le voyageur qui gravit une colline pour dominer le paysage d'alentour, on veut jeter un coup d'œil d'ensemble sur les Intendants du Canada, des Iles d'Amérique, de Bourbon, de l'Inde, il n'échappera à personne que ces fonctionnaires ont tenu dans l'histoire économique, administrative et sociale de nos possessions d'outre-mer, une place qui grandit chaque jour.

Un auteur a dit de la colonie de Saint-Domingue sous

(1) P. Dislère. Traité de Législation Coloniale, 1897. Partie I, f° 775.

(2) Arthur Girault. Principes de Colonisation et de Législation Coloniale. 1923. Partie II, f° 254.

l'ancien Régime, et cette appréciation s'applique également aux autres Colonies : « L'Administration supérieure avait d'ailleurs beaucoup fait, surtout depuis le milieu du XVIII^e siècle pour améliorer le régime économique de l'île, pour y stimuler la production, pour y développer les moyens de circulation et d'échange, pour y organiser une bonne police, pour y régulariser la justice et l'administration des impôts. Dans les dernières années de l'ancien régime particulièrement, elle se montrait active et prévoyante, probe autant que paternelle » (1).

Ceux qui s'intéressent à l'histoire des contrées que la France a créées à son image, trouvent à chaque pas, la réglementation des Intendants. Ce sont eux qui ont fixé les vraies assises économiques et financières du domaine colonial français. Ils ont légiféré, commandé, décidé, et, qui plus est, appliqué la réglementation royale dans un esprit d'honneur et de probité. C'est avec un sentiment de gratitude profonde pour la mise en valeur du domaine colonial français que nous inscrivons sur les tablettes de la fin de cette partie ces noms : Omer Talon, Michel Bégon, Dupuy, Hocquart, François de Beauharnais, pour le Canada ; Patoulet, Robert de Vaucresson, de Montholon, Daniel Henric, Besset de la Chapelle, tous deux décédés à Saint-Domingue (1725 et 1735). Dumaitz de Goimpy, de la Croix, Petit de Viévigne, Blondel de Juvancourt, de Silvecanne, mort à la Martinique (11 septembre 1718), Thibault de Chanvalon, Mithon, René Magon, Clugny de Nuits, Bénard, de Peynier, Malouet, auteur des Mémoires sur les Colonies (1803), Le Mercier de la Rivière (un des maîtres de l'Ecole Physiocratique, auteur de « l'ordre Naturel et Essentiel des Sociétés Politiques » (1767) ; de Mondenoix, Barbé-Marbois, du Bois, Poivre, de Crémont, Maillart du Mesle, Marquis de Courcy, Motais de Narbonne, Thibault de Chanvalon, Rathier du Vergé, de Saint-Perne, les deux Intendants de Clairambault, tous deux décédés à Port-Louis (1720 et 1745), de Foulquier, qui introduit aux Antilles la canne à sucre de Taïti et le Man-

(1) P. Boissonnade. Saint-Domingue à la veille de la Révolution, 1906. F^o 7.

goustant (1) ; Arnaud de la Porte, du Fresne ; le Normand de Mézy.

Les Intendants Foulon d'Ecotier et de Guilhermy avaient réclamé l'égalité de traitement entre les blancs et les hommes de couleur libres. En quoi ces grands administrateurs méritent une place à part comme des esprits qui ont de beaucoup devancé leur époque. Cette réforme était d'ailleurs conforme au Droit. Sous l'Ancien Régime, l'Edit de Mars 1685 (2) avait accordé aux affranchis tous les droits dont jouissaient alors les autres citoyens (3).

Le rôle des Ordonnateurs ne fut pas moindre. L'Intendant de Police, Justice et Finances reste quoi qu'il arrive, cantonné dans ses importantes attributions. Le Gouverneur Général, en cas de décès ou d'absence est suppléé par le Lieutenant de Roi au Gouvernement Général, par le Gouverneur Particulier ou par le Commandant en second. Sous le régime des ordonnances de la Restauration, l'Ordonnateur remplace le Gouverneur. Avec leur science profonde et leur scrupuleuse probité, les Commissaires Ordonnateurs sont les vrais artisans du vif éclat que jette, à cette époque, le corps du Commissariat de la Marine. C'est, grâce à leur savoir juridique et à leur expérience administrative que le domaine colonial prospère jusqu'à nos jours. Les Ordonnances de 1825, 1827, 1828, forment l'œuvre de ces hommes qui savaient allier à une grande intelligence, l'esprit d'observation et la finesse du jugement. C'est à leurs cadets de la II^e République, du Second Empire et de la III^e République que revient la tâche d'appliquer aux colonies les textes fondamentaux, tels que le décret du 26 septembre 1855, les Règlements des 31 mai 1862 et 14 janvier 1869 sur la Comptabilité Publique, et le décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des Colonies. C'est dans le marbre qu'il faut donc inscrire les noms des Commissaires Ordonnateurs de Mauduit, de Lareinty,

(1) Colonel Boyer Peylereau. Les Antilles Françaises, 1823. Tome I, f^o 25.

(2) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent. 1784. Tome I, f^{os} 414 et suivants.

(3) G. Azéma. Histoire de l'île Bourbon, 1862, f^o 164.

Boursain, Filleau Saint-Hilaire, Gerbidon, du Chayla, Thomas, Millot, Bédier, Jurieu, Dalmas, Grelot.

Le Commissariat Colonial suivit avec intelligence et fidélité la voie qui fut si magnifiquement tracée par les grands anciens. Dans la foule des noms qui se pressent, quand on envisage ce corps distingué, on relève ceux des Commissaires Lidin, Le Fol, Colardeau, Mathis, Boucard, Linard, Pinder, Bunel, Collos, Jaham-Desrivaux, Tournier, Labrousse, Noguès, Lallier-Ducoudray, Gleizes, Augé, Fraisse, Delmas, Louisy, Augier de Mantenon, Henriou, Granier de Cassagnac, Willette, Grosselin, Juliot de la Morandière, Longue-teau, Laffranque, Douënel.

L'Intendance des Troupes Coloniales a fourni déjà un labeur d'une trentaine d'années (1906-1936). En présence de la longue et splendide carrière des anciens, la course actuelle ne forme que des prémices, qui, par leur beauté et sûreté, permettent d'affirmer que le nouvel organe confirmera les traditions de distinction et de profond savoir des aînés, quant à l'administration du beau patrimoine colonial français. Parmi nombre d'administrateurs d'élite, dont nous regrettons de ne pouvoir citer tous les noms, prenons au hasard ceux des Intendants Lamothe, Bailly, Saleine, Barbe, Gaucher, Copin-Lippmann, Fichet, Téro, Grenier, Henry Dunand, Coanet, Pouget, Buchalet, Cornet, Morange, Piquemal, Linard, Roger, Lasne-Desvareilles, Tassel, Martin, Argand, Delonca, Sallefraque, Menvielle, Poirel, Tiret, Dietlin, Hugot, Valentin.

Il y a lieu de comprendre dans notre énumération les noms des dévoués et intelligents collaborateurs des Intendants, les Agents du Cadre Civil, derniers survivants de l'ancien Commissariat Colonial :

Camouilly, Tècle, Cériz, Miron, Louis-Sylvestre, Augé, Maza, Tancrede Joseph, Zozol, et les Officiers d'Administration : Charles-Marie, Boirard, Le Camus, Littée, Jean-Noël Ravel, Berrard, Villette Maurice, Villette Louis, Cacciaguerra, Eugène, Duval, Darné, Martial, Pasteur, Delfau, Goutelle.

Le service de l'Intendance des Troupes Coloniales, sem-

blable à sa grande aînée l'Intendance de la Marine, suit la voie parallèle à l'Armée Coloniale. Sur tous les théâtres d'opérations, de la Restauration à nos jours, on rencontre, à la suite des unités coloniales, le Commissariat de la Marine, et l'Intendance des Troupes Coloniales. Que ce soit en Indochine, à Madagascar, en Chine, en Afrique et en Europe pendant les hostilités de 1914-1918, les Commissaires, les Intendants et leurs collaborateurs réalisent modestement la tâche de chaque jour. C'est par un dévouement sans éclat ni fatuité qu'ils donnent l'exemple, à leur manière, d'un stoïcisme placide qui leur permet de s'efforcer de ressembler à leurs grands cousins, les Intendants de Police, Justice, Finances, Guerre et Marine de la Nouvelle-France, des Iles de l'Amérique du Vent, Sous-le-Vent et Mers adjacentes et des Iles de France et de Bourbon.

CHAPITRE X

AUMONIER ET MISSIONNAIRES DU ROY

Il n'est pas possible de ne pas faire une place dans cette étude à des hommes qui, sans avoir été dans les établissements d'outre-mer avec le dessein de combattre, ont lutté et ont fait mieux que de se battre. Offrant leurs propres souffrances au Créateur, ils surent faire montre d'un stoïcisme complet, encourageant les pionniers des Colonies, subissant leur sort et ralliant au culte catholique des âmes de sauvages. Ils donnèrent l'exemple du mépris du danger et du sacrifice d'eux-mêmes pour leur propre foi. Ils rendirent des services consommés par leur science et leur expérience. Ils élevèrent des églises ; ils construisirent parfois des ouvrages de défense et aidèrent souvent de leurs conseils les chefs dans les moments difficiles. Nous sommes leurs obligés, car ils nous ont montré la grandeur du courage physique et moral. C'est par les relations de nombre d'entre eux que nous savons ce qui s'est passé à l'époque héroïque des conquistadores. Il est juste de leur rendre un hommage mérité, non seulement parce qu'ils coururent les mêmes dangers que leurs compatriotes, mais parce que dans les commencements de la vie coloniale, ils furent désintéressés. Ils remplissaient une mission de prosélytisme sacrée pour conquérir à la religion de nouvelles terres, donc de nouvelles âmes. Ils furent les protecteurs des Hurons, des Algonquins, des Sioux, des Caraïbes, des engagés et des esclaves. Ils surent, dans la mesure de leur possible, leur épargner bien des souffrances. Sans eux, on aurait peut-être compté plus de violences. Les religieux ne pactisèrent jamais avec ceux qui conseillaient la violence à l'égard des indigènes. Ils firent prévaloir devant un Poincy, un Houël du Petit-Pré, l'esprit des instructions royales qui stipulaient le respect des sauvages, de leurs constitutions et de leurs propriétés. Les missionnaires furent souvent les victimes des mauvais traitements des sauvages et des aventuriers. Il est

donc juste que la gratitude des esprits impartiaux s'en aille vers eux, car, à une époque de violences, ils aspirent, eux, du moins, à un idéal, celui de la fraternité humaine.

Si l'objectif de la fondation des Colonies est de former au loin de nouveaux établissements, une première raison de leur création fut de catéchiser les sauvages. Le prosélytisme religieux, qui occupe une grande place dans l'histoire de la colonisation, venait se joindre à la curiosité manifestée à l'égard des pays du Nouveau-Monde. C'est, en effet, en 1594, que paraît à Lyon, la relation française des Jésuites, rédigée par les P. P. Martinez, Proviseur des Indes Orientales, Jean d'Atienza, Provincial du Pérou, et Diez, Provincial du Mexique (1).

Champlain prêche la nécessité de convertir les sauvages, ainsi que Lescarbot.

Les régiments et les navires du Roi sont pourvus d'aumôniers. L'Ordonnance de la Marine du 15 avril 1689 (2) (Livre I), dispose que « l'aumônier est un prêtre commis par le Roi sur un de ses vaisseaux pour y faire les prières du matin et du soir, y dire la messe et administrer les Sacrements aux sains et aux malades ». Ces religieux, jusqu'aux temps modernes, restent attachés à leurs unités, alors que les aumôniers des établissements coloniaux (corps de troupe, hôpitaux) sont choisis parmi les missionnaires en service aux Colonies.

Les aumôniers ressortissent directement au Roy ; ils doivent rester dans les limites de leur profession, sans en sortir en quoi que ce soit. Les Missionnaires et Aumôniers sont obligés de prier Dieu pour la conservation du Roy, de la maison royale, pour la prospérité des armes de Sa Majesté, et réciter tous les jours le psaume « Exaudiat », trois fois le « Salvum fac regem » et l'oraison « Pro Rege » (art. XVII, Titre IX, Livre XX. Ordonnance de la Marine du 15 avril 1689).

Chaque corps de troupe aux Colonies est pourvu d'un

(1) L. Deschamps. Histoire de la question Coloniale en France, 1891, f° 33.

(2) Lambert de Ste-Croix. Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892, f° 32.

Aumônier (ordonnance royale du 24 mars 1763 (1) sur le Gouvernement civil, article IX) et chaque Hôpital militaire avait également son Aumônier (ordonnance de l'Intendant des Iles-sous-le-Vent Laporte-Lalanne du 3 juillet 1751 (2). Sur les champs de bataille, les Aumôniers récitent la prière sur le front des troupes, avant que ces dernières passent à l'attaque.

Un édit de mars 1642 (article II) porte que « pour travailler à la conversion des sauvages », la compagnie aura, en chaque colonie, un nombre suffisant d'écclésiastiques pour l'administration de la parole de Dieu, et la célébration du service divin (3). Le premier évêque du Canada fut Mgr de Montmorency-Laval (13 avril 1659) et le dernier de la domination française, Mgr du Breil de Pontbriaud (1741) (4).

On doit citer ici quelques noms des Missionnaires des débuts de la colonisation :

A la Nouvelle-France : les PP. Biart, Brébœuf, Daniel, Isaac Jogues, supplicié par les Iroquois, Bressani, René Mesnard, Marquette, Albanel, Charlevoix, Aulneau de la Touche, Nau, Gravier, Pinet, Binetau, Marest et Mermet ; aux Iles d'Amérique et à la Guyane Française : les PP. Pierre Pélican, Raymond Breton, Nicolas Breschet, Pierre Griffon de la Croix, Jacques Bouton, Ignace Pelleprat, Pacifique (de Provins), du Tertre, l'abbé Biet, Maurile de Saint-Michel.

Un hommage particulier doit être rendu ici au Père Labat, de l'ordre des Frères Prêcheurs, auteur du Nouveau Voyage aux Iles d'Amérique (1722). Ce religieux fut, à la fois, missionnaire, colon, architecte, ingénieur et soldat. Il participa aux constructions d'ouvrages de défense à La Martinique et à la Guadeloupe. De nos jours, on peut voir encore les vestiges des fortifications élevées à la Guadeloupe

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le Vent. 1784. Tome IV, f° 540.

(2) Moreau de St-Méry. Id., *Ibid.*, f° 69.

(3) Emilien Petit. Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises, 1771-1911. Tome II, f° 483.

(4) D'Hérouville (R. P.) Exposition rétrospective des Colonies Françaises de l'Amérique du Nord (Paris. Avril - Juin 1929). Les missions des Jésuites au Canada, 1929, f° 21.

(1702) (1) par l'ingénieux missionnaire, qui est en outre, l'inventeur d'un appareil pour la distillation du jus de canne à sucre, justement dénommé « Appareil du Père Labat ».

Les différents Ordres qui se rendent aux Colonies sont les Franciscains (qui appellent les Jésuites au Canada), les Jacobins, les Dominicains, les Récollets, les Frères de la Charité de l'ordre de Saint-Jean de Dieu, les Carmes de la Province de Touraine. A Saint-Christophe ces derniers en vertu des lettres patentes de mai 1650 (2). Mais l'Ordre qui exerce une profonde influence dans les pays d'outre-mer fut celui des Jésuites (Lettres Patentes du mois de juillet 1651 pour l'Amérique Septentrionale et méridionale). Ils furent autorisés à passer à Saint-Domingue (partie Nord) par Lettres Patentes d'octobre 1704 (3). Mais, grâce à l'initiative d'Antoinette de Guercheville, Marquise de Liancourt, ces derniers s'établirent dans la Nouvelle-France (4). Ils y deviennent si prépondérants que Colbert dans un mémoire à l'Intendant de la Colonie écrivait le 5 avril 1668 : « Les Jésuites y établissent trop fortement leur autorité par la crainte des excommunications... Ne pas trop multiplier les prestres, les religieux et les religieuses. Favoriser les mariages » (5).

Les Congrégations de femmes se rendent également au Canada et aux Iles d'Amérique. En 1639, des Ursulines enseignantes passent au Canada, protégées par Mme de la Peltrie, puis des Sœurs hospitalières de la Miséricorde, qui se recommandent de la duchesse d'Aiguillon. L'hôpital de Québec fut fondé par ces dernières (6).

Les religieuses de Notre-Dame de Périgueux, en vertu des Lettres Patentes du mois de novembre 1731, passent au

(1) Martineau et May. Trois siècles d'histoire Antillaise. 1935, f° 191. — Emiliën Petit. Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises, 1771-1911, Tome II, chapitre IV, f° 467.

(2) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous-le Vent. 1784. Tome I, f° 70.

(3) Op., cit., Tome II, f° 19.

(4) L. Deschamps. Histoire de la question Coloniale en France. 1891, f° 121.

(5) E. Maréchal. Histoire de l'Europe (1610-1789), 1886. Tome I, f° 341.

(6) Saintoyant. La Colonisation française sous l'Ancien Régime, 1929. Tome I, f° 128.

Cap Saint-Domingue, au nombre de six (1). De même, l'arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 9 novembre 1743, sans tenir compte de l'arrêt du 23 mars 1743 « maintient par grâce et sans tirer à conséquence » les Religieuses Ursulines établies au bourg Saint-Pierre de la Martinique dans la propriété et possession d'un terrain et d'une maison par elles acquises du sieur Clétaud, dans le bourg Saint-Pierre (2). L'arrêt du 23 mars 1743 avait réuni ces immeubles au domaine royal, comme ayant été acquis sans autorisation de l'autorité.

Mais, par la suite, les Ordres Religieux acquièrent des propriétés dans des proportions telles que le pouvoir royal s'inquiète de cette influence grandissante.

Les Dominicains possèdent à la Martinique une sucrerie de 500 esclaves, qui leur donnent 150.000 livres de revenus ; des rentes foncières qui leur produisent 94.000 livres, indépendamment de 40.000 livres de casuel de la cure du Mouillage ; à la Guadeloupe, deux habitations qui peuvent donner ensemble un revenu de 200.000 livres. Ils ont vendu 500.000 livres leurs possessions de la Grenade. A Saint-Domingue, ils ont une sucrerie et plus de 200 noirs. Les Carmes ont deux habitations à la Guadeloupe ; l'une donne 40.000 livres de revenu, l'autre est une acquisition nouvelle. Les Capucins à la Martinique n'ont point de terres, mais un grand nombre d'ouvriers et de bestiaux, dont ils vendent le travail et les croûts. Ils ont perdu par l'ouragan de 1767, des canots passagers conduits par leurs esclaves ; ils en tiraient 5 à 6.000 livres par an.

Les Jésuites détiennent à la Martinique une sucrerie dont la régie a donné à leurs créanciers 50.000 livres et 40.000 livres en loyers de maisons. Leurs possessions à la Guadeloupe ont été vendues 600.000 livres ; celles à la Dominique 800.000 livres ; celles à Saint-Domingue, 800.000 livres, indépendamment de 100 noirs et beaucoup de bestiaux vendus à des particuliers, sur lesquels ils ont été repris par des créanciers, en vertu d'arrêts du Conseil d'Etat, et des bâtiments considérables dans la ville du Cap dont le gouvernement s'est

(1) Moreau de St-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent. 1784. Tome III, f° 313.

(2) Archives Nationales. Colonies, A, 25, f° 297.

emparé. A Cayenne, et dans le continent, deux belles sucreries, une cacaotière considérable, une vaste ménagerie et, sur ces différentes possessions, au moins 900 noirs. La vente du tout va être faite au Roi, pour une somme de 1.200.000 livres, monnaie de France.

Le Roi rappelle, à maintes reprises, aux pouvoirs locaux, Gouverneurs et Intendants, notamment, en 1703 (1), en ordonnant au sieur de Machaut, Commandant à la Martinique, de tenir la main à ce que chaque ordre religieux ne pût étendre ses habitations au delà de ce qu'il faut de terre pour employer cent noirs, le 3 août 1721 (2), et par la déclaration du 23 novembre 1743 (3) sur les acquisitions par les gens de mainmorte aux Colonies, « que les Ordres Religieux et Communautés établies dans les Colonies Françaises ne pourront faire aucune acquisition de terres ou de maisons en forme d'établissements sans la permission expresse et par écrit de Sa Majesté, à peine de confiscation et de réunion à son domaine. »

En 1703, les Capucins desservent une partie des paroisses de Saint-Domingue sans titre ; ce n'est qu'en 1721 que les Dominicains font approuver par le Roi leur établissement dans les Isles (4). Le P. Labat, indique que les Carmes exercent les fonctions curiales dans trois paroisses de la Guadeloupe : celles de Basse-Terre, le Vieux Port, les Trois Rivières ; ils exercent également aux Saintes et à Marie-Galante (5).

Le même auteur nous renseigne en ce qui a trait à la Martinique (1694). Les Jésuites desservent les paroisses du Fort Saint-Pierre, du Prêcheur, du Carbet, de la Case Pilote et du Cul-de-Sac à Vache ; ils cèdent plus tard cette dernière paroisse aux Capucins. Ces derniers desservent la « Pa-

(1) Emilien Petit. *Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises*. 1771-1911. Tome II, f° 471.

(2) Moreau de St-Méry. *Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent*. 1784. Tome II, f° 770.

(3) Archives Nationales, Colonies, A. 4, 1743. — Emilien Petit. *Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises*, 1771-1911. Tome II, f° 472.

(4) Emilien Petit : *Droit Public au Gouvernement des Colonies Françaises*, 1771-1911. Tome II, f° 483.

(5) P. Labat : *Voyage aux Isles d'Amérique*, 1724. Tome II, F°s 77-78.

roisse et la Forteresse » du Fort-Royal, le Trou au Chat, le Cul-de-Sac Marin, « et deux autres qui sont aux Anses d'Arlets ». Les Jacobins avaient la paroisse du Mouillage, dont l'église leur appartenait, et six autres paroisses à la Cabesterre de l'Île, qui étaient Sainte-Anne du Macouba, Saint-Jean-Baptiste de la Basse-Pointe, Saint-Hyacinthe à la Grande Anse, Saint-Paul au Marigot, Sainte-Marie au quartier du même nom, et la Trinité, qui est un port et un bourg considérable à la Cabesterre (1).

L'Île de la Grenade est desservie par les Capucins ; l'île de Saint-Christophe par les Jésuites et les Capucins ; les Carmes y avaient une église. « L'Île de Cayenne » est également desservie par les Capucins, qui auront comme successeurs, les Jésuites.

L'expulsion de l'ordre des Jésuites en France fit passer, en 1763, leurs dessertes aux Dominicains à la Martinique et à Sainte-Lucie ; les Capucins assurent le service religieux des paroisses du nord de Saint-Domingue.

Pour ce qui a trait à l'ordre des Jésuites, on sait que l'une des causes de sa suppression, en France, fut la faillite d'environ trois millions du P. Antoine Lavalette, Préfet Apostolique des Antilles, en résidence à Saint-Pierre de la Martinique (1760). Ce religieux, doué de réelles qualités d'administrateur, obtint de l'exploitation des domaines de l'Ordre à la Martinique, à la Dominique et à Sainte-Lucie depuis 1747, des bénéfices qui allaient se chiffrant jusqu'à 160 pour 100 (2). Il fut le premier banquier colonial. Mais les navires marchands qui devaient couvrir les lettres de change tirées par lui sur des négociants de Marseille furent capturés par les Anglais, d'où la déconfiture et le jugement des Juges-Consuls de Marseille du 29 mai 1760. A la suite de sa faillite, le P. Lavalette rentre en France et quitte l'ordre des Jésuites (3). Il avait été malchanceux et non malhonnête. Il

(1) P. Labat : Voyage aux Isles d'Amérique, 1724. Tome II, F^{os} 77-78.

(2) Hanotaux et Martineau : Histoire des Colonies Françaises, 1929. Tome I, f^o 488.

(3) P. Camille de la Rochemonteix : Le Père Antoine Lavalette à la Martinique, 1907, f^o 272.

est vrai que le Gouvernement avait interdit aux communautés religieuses les affaires de commerce et de banque. Le Parlement de Paris prononça, le 6 août 1762, la suppression de l'Ordre ; l'arrêt fut homologué par une déclaration royale du 9 novembre 1764.

C'est à propos de cette affaire que le Pape Clément XIV, Ganganelli, demanda au Général des Jésuites, le P. Ricci, de modifier les constitutions de l'Ordre, de manière qu'elles ne fussent plus incompatibles avec les lois du royaume. Le P. Ricci répondit : « Sint ut sunt, ant non sint ». Clément XIV prononça la dissolution de l'Ordre des Jésuites en 1773.

La police ecclésiastique était exercée aux Colonies par des préfets apostoliques. L'Eglise de Québec fut érigée en évêché en l'année 1670. L'article XXI du règlement du 24 mars 1763, pour le Gouvernement des Iles du Vent, attribue aux Gouverneurs et Intendants le pouvoir d'ordonner de la police, sur les personnes attachées au culte extérieur, tant à raison de leurs mœurs qu'à raison de leurs fonctions.

Il résulte de tout ce que nous venons de voir que le Clergé détenait aux Colonies une influence prépondérante. Il surveillait l'instruction publique, les hôpitaux. Il avait en mains l'enregistrement des naissances et des décès, qui servait de base à la répartition de l'impôt principal, la capitation. Enfin, il pouvait inscrire sur les registres les mots de Messire, Ecuyer, ou autres, qui, à cette époque et dans ces pays, n'étaient pas sans prix. Cette inscription pouvait tenir lieu de titre de noblesse ; on fut obligé de soumettre les registres à une vérification trimestrielle (1).

Quand nous arrivons à la Révolution, on trouve aux Colonies quatre Préfets Apostoliques : un à Saint-Domingue, un à Saint-Pierre et Miquelon, un à la Martinique (Préfet des Iles du Vent), un à Cayenne. Ces préfectures sont supprimées le 10 septembre 1792.

L'ordonnance du 31 octobre 1821 (2) rétablit aux Colo-

(1) Dr. Rutz de Lavison : Etudes Historiques sur la population de la Martinique. Saint-Pierre Martinique, 1850, f° 255.

(2) P. Dislère : Traité de Législation Coloniale. Partie I, 1897, f° 154.

nies le titre de Préfet Apostolique. La congrégation du Saint-Esprit, chargée du recrutement des prêtres du clergé colonial est rétablie suivant le décret du 13 Vendémiaire An IV. Supprimée en 1809, elle fut, de nouveau, rétablie le 3 février 1816. Les Lazaristes et les Missions Etrangères, chargés également du service religieux aux Colonies avaient, de leur côté, reçu l'investiture officielle par décret du 2 mars 1816.

Le décret du 18 décembre 1850 établit aux Colonies trois évêchés suffragants de l'archevêché de Bordeaux ; celui de la Martinique, à Fort-de-France, transféré à Saint-Pierre, suivant décret du 31 octobre 1853, réinstallé depuis 1903 à Fort-de-France, ceux de la Basse-Terre (Guadeloupe), et de Saint-Denis (Réunion).

Nous retrouverons les Missionnaires remplaçant ou aidant les Médecins, Chirurgiens et Apothicaires du Roi dans les hôpitaux que les Religieux de la Charité de l'Ordre de Saint-Jean de Dieu fondent tant à la Nouvelle-France qu'aux Iles d'Amérique. C'est par leur science, leur générosité et leur habileté dans ces établissements, créés au loin sous l'aiguillon de la nécessité, que les Missionnaires rendirent des services précieux au Roy et à la Mère Patrie.

CHAPITRE XI

FRATERS, MEDECINS, CHIRURGIENS BOTANISTES ET APOTHICAIRES DU ROY

La Médecine Coloniale relève de la docte famille médicale, dont elle est un des rameaux tardifs, mais brillants et riche d'espérance.

Au début de la Colonisation, il n'existe dans les établissements d'outre-mer, ni médecins, ni chirurgiens. Tel n'est pas le cas du territoire métropolitain où, déjà, M. Pierre de Ronsard se plaint, à bon droit, paraît-il, des excessives privautés de Messire Diafoirus :

Hé ! que je porte et de hayne et d'envie
Au Médecin qui vient soir et matin
Sans nul propos, tastonner le tétin
Le sein, le ventre et les flancs de ma mye (1).

Jacques Cartier dut servir de médecin à son équipage et aux populations de la Nouvelle-France. Dès le début, il est aux prises avec le scorbut. Et c'est un praticien indigène, un sauvage canadien, qui lui en indique le remède : l'infusion de gaïac, connu par les indigènes sous le nom d'anedda. Le grand historien de la Nouvelle-France, le P. Charlevoix, ajoute, au sujet de cet incident : « Tous les médecins de Louvain et de Montpellier, avec toutes les drogues d'Alexandrie, n'en eussent pas fait tant en un an, que ledit arbre en a fait en huit jours » (2).

On sait que la médecine officielle ne fut consacrée comme une des branches de la Théologie, qu'en l'an 1215, au concile de Latran. Elle ne devint laïque qu'avec le Cardinal d'Estouteville, en 1452. De cette origine ecclésiastique, deux conséquences subsistent jusqu'au XVIII^e siècle : une classe

(1) Ronsard : Les Amours, II, 47. Cité par le Dr Paul Delaunay. La Vie Médicale aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, 1935, f° 165.

(2) Le P. Charlevoix : Histoire la Nouvelle-France, f° 362, 1744.

dominante, les Médecins, correspondant aux Chanoines ; une classe secondaire, subordonnée à la première, les Chirurgiens, qui correspondent aux frères lais. D'où le terme de « fraters » donné aux Chirurgiens d'alors. On trouve dans les Colonies, au début :

1° — des fraters ;

2° — des missionnaires qui suppléent à l'insuffisance des médecins et fraters.

Les fraters ne sont que de simples manœuvres, obéissant au doigt et à la baguette à leurs architectes médecins. Ces modestes agents ne sont pas possesseurs de bagage scientifique. Ils exercent la profession de barbier. Ils pratiquent la saignée dans une chambre obscure, sur un drap rouge, sous la surveillance d'un médecin, un apothicaire tient la chandelle (1).

Ce sont de simples chirurgiens-barbiers, modestes fraters, qui s'embarquent pour les Indes Orientales, l'Afrique, ou traversent l'Atlantique. Nous pensons que les premiers disciples d'Esculape aux Colonies sont des fraters. Car le médecin, pour l'époque, est chose rare, Fagon et ses doctes confrères préférèrent le séjour de Versailles ou des grandes villes aux aléas maritimes. Nos premiers médecins coloniaux ou fraters ne peuvent exercer que dans le sens pratique. Ils empruntent aux sorciers locaux certaines notions, telles que l'usage du quinquina, des bains froids ou de la vapeur contre les fièvres, etc...

A côté des fraters et, avant eux, on doit placer les missionnaires, qui même, après l'arrivée des praticiens suppléent à l'insuffisance de ces derniers. Parmi les missionnaires, les Pères Jésuites se font une place à part pour la méthode avec laquelle ils prodiguent des soins médicaux. Dès 1638, les Jésuites marquèrent aux Colonies la première tentative rationnelle d'assistance médicale indigène (2).

Après avoir triomphé du scorbut en nourrissant leurs malades avec des vivres frais, les religieux entreprennent la lutte

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale, 1931, f° 8.

(2) P. Charlevoix : Histoire Générale de la Nouvelle-France, t. V, f° 203. — Dr. P. Brau : Op. cit., f° 18.

contre la dysenterie. L'afflux des malades les amène à organiser dans les centres importants des services de consultations gratuites et aussi des visites à domicile (1). Enfin, étant donnée l'extension de leurs services médicaux, ils ont l'idée de recruter parmi leurs novices des chirurgiens pourvus de lettres de maîtrise : ce sont les fraters ecclésiastiques.

Les Jésuites fondent en 1639, le premier hôpital colonial de Sillery, à Québec, à l'intention des colons pauvres et des sauvages. Mme de Combalet, Duchesse d'Aiguillon, nièce de Richelieu, en fut la bienfaitrice, et « voulant avoir des sujets propres à une telle entreprise, elle s'adresse aux Religieuses Hospitalières de Dieppe » (2).

L'hôpital mixte de Montréal créé en 1644 par Mme de Bullion est inauguré en 1659, lors de la prise de fonctions du premier évêque titulaire « in partibus infidelium » de la Nouvelle-France, François de Laval, abbé de Montigny, qui descendait de la famille de Montmorency. Sous la direction d'une demoiselle Manse, les filles de l'Hôtel-Dieu de la Flèche sont chargées des soins à donner aux pauvres malades (3).

Si de la Nouvelle-France, on passe aux Iles d'Amérique, on voit que Belain d'Esnambuc et Urbain de Roissey ont soin de se munir de chirurgiens qualifiés (4). En dépit de la présence de ces praticiens, on constata au cours des voyages de nombreux cas d'intoxication, dus certainement à la mauvaise qualité de la nourriture (farines piquées, cidres aigres, morues gâtées). Sous le Commandeur Philippe de Longvilliers de Poincy, Premier Lieutenant Général pour le Roi aux Isles d'Amérique, on trouve un hôpital colonial à Saint-Christophe : le P. du Tertre, le grand historien des Antilles, nous renseignera à cet égard : il établit, qu'à cette époque, les malades sont soignés par des médecins et chirurgiens. Les étrangers de

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 14.

(2) P. de Charlevoix : Histoire Générale de la Nouvelle-France. Livre V, f° 206.

(3) Dr. P. Brau : op. cit., f° 15.

(4) Id., *Ibid.*, f° 20.

passage dans l'île y sont également hospitalisés (1). De Poincy fit même du chirurgien Giraut un Lieutenant civil.

Du Parquet, Gouverneur de la Martinique pour la Compagnie des Iles d'Amérique, essaye, mais sans succès, de fonder un hôpital dans cette colonie ; sa lettre au surintendant Fouquet du 1^{er} août 1639 indique que c'est, faute de moyens, accordés par la Compagnie.

C'est l'élan missionnaire qui, aux Antilles comme dans la Nouvelle-France, sera le point de départ de l'organisation médicale et hospitalière. Dès les débuts, les Antilles Françaises ont bénéficié d'un mouvement encore plus généreux que celui qui avait illustré la Nouvelle-France. Sur un territoire qui ne comprend que les régions côtières de trois îles (Saint-Christophe, Martinique, Guadeloupe), on compte à l'aurore du XVII^e siècle jusqu'à trois missions catholiques d'ordres différents : Les Jacobins, au nombre desquels est le P. Du Tertre, puis les Carmes, enfin les Jésuites, qui débudent de la façon la plus modeste, mais à coup sûr, la plus pratique (2). Les missionnaires changent de méthode avec les lieux : dans la Nouvelle-France, ils pratiquent l'assistance médicale indigène ; aux Isles d'Amérique, c'est l'assistance hospitalière aux vieillards qui obtient leur préférence. Le rôle médical que les missionnaires mènent de front avec l'action évangélique est d'autant plus nécessaire que le médecin diplômé, Docteur en médecine, si commun et si puissant en France au XVII^e siècle, malgré Molière, ne s'expatrie guère pendant cette période (3).

Le service de santé de la Marine ne date que du XVII^e siècle (4). De 1631 à 1639, le sieur Citrois, médecin, sert auprès de Richelieu, Grand Maître de la Navigation.

Sur l'état de 1635, Citrois figure pour 400 livres ; plus tard, il obtient pour son fils un emploi de Commissaire de la Marine. Le port de Rochefort, créé en 1666, est pourvu d'un

(1) P. du Tertre : Histoire Naturelle et Morale des Antilles 1667-1671, f^o 35.

(2) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française 1931, f^o 26.

(3) Id., *Ibid.*

(4) P. Delaunay : La vie médicale aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, 1935, f^o 280.

premier médecin, Merlat. A Brest, Ollivier remplit les mêmes fonctions pour compter du 1^{er} Novembre 1674 ; à Toulon, Ferry exerce depuis 1716. L'ordonnance de la Marine du 23 Septembre 1673 (1), rendue à la requête de Colbert, institue deux hôpitaux généraux de la Marine, à Rochefort pour la marine du Ponant, à Toulon pour la marine du Levant. Brest, qui était déjà doté d'un hôpital civil, obtiendra son hôpital naval en 1684. La même ordonnance de 1673 appelle les chirurgiens, qui, à bord des navires de guerre devaient être nourris par les Commandants comme les Lieutenants, les Enseignes et l'Aumônier « à vivre avec les officiers du vaisseau. La solde de ceux qui servaient à terre était de 50 livres par mois. Les aides chirurgiens étaient pris à la levée comme les autres hommes de professions diverses que la marine emploie à son service. On les retenait et on les remerciait selon les nécessités. Leur solde était fort modique et leur position à bord des plus humbles » (2).

L'Ordonnance de la Marine du 15 Avril 1689 règle le fonctionnement des hôpitaux des armées navales et des ports. Les Hôpitaux de la Marine disposent alors de plusieurs médecins, mais ceux du Havre, Lorient, Dunkerque, n'ont, en 1776 qu'un médecin entretenu (3).

Au cours de la guerre de Hollande (1674), il fut décidé qu'il y aurait, à la suite des escadres, un vaisseau équipé et muni pour servir d'hôpital. Après le combat de Tabago, aux Antilles (Mars 1677), le Vice-Amiral Jean d'Estrées fut obligé d'établir un hôpital à la Grenade pour ses blessés qui étaient nombreux, puisque son escadre disposait d'un navire-hôpital. On retrouve déjà l'usage, au XII^e siècle, de mettre à terre les malades d'un vaisseau et, le Code Maritime, dit : Jugements d'Oléron, et rédigé par ordre d'Eléonore d'Aquitaine, femme de Louis VII : « Lorsqu'un homme de l'équipage tombe malade en faisant le service, le patron doit le mettre à terre, le placer dans une maison, lui procurer de

(1) Dr. P. Delaunay : La vie médicale aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, 1935, f^o 280.

(2) A. Lefèvre : Histoire du service de santé de la Marine Militaire et des Ecoles de Médecine Navale en France, (1666-1867).

(3) Dr. P. Delaunay. Op. cit. f^o 281.

la chandelle, lui donner un des serviteurs du navire et lui fournir les vivres du bord ». Les mêmes dispositions figurent dans les lois de Westcapelle (1).

Aux Colonies, c'est au P. Labat, de l'ordre des Frères Prêcheurs, le spirituel auteur du Voyage aux Isles d'Amérique (1724), que nous aurons recours pour nous renseigner. Il nous indique que « le Roi entretient un chirurgien à la Martinique pour l'Etat-Major et les Troupes: je ne sais s'il y en a à présent à Saint-Domingue, et c'est encore un autre bonheur que le mal de Siam (fièvre jaune) et les autres maladies n'ayent pas plus de respect pour eux que pour les autres, car si cette espèce d'hommes vivait un peu davantage, elle dépeuplerait le païs et profiterait des dépouilles des habitants » (2).

Un autre auteur, antérieur à Labat, le P. Dutertre, nous informe qu'en 1667, il y avait déjà beaucoup de chirurgiens, et l'on ne trouverait point de quartier où il n'y en ait un ou deux (3). Nous savons également, que ces praticiens n'avaient pas une valeur très appréciable, et qu'ils remplissaient à la fois les fonctions de médecin et d'apothicaire. Signalons, en passant, que ce fut le P. Dutertre, le premier, qui fit connaître les effets salutaires de la source thermale « sulfurique » de Bouillante, à la Guadeloupe (4).

Le premier praticien connu aux Isles d'Amérique, à la fois comme médecin et comme chirurgien, fut Alexandre Oexmelin, d'abord chirurgien d'Ogeron, Gouverneur de la Tortue, et ensuite chirurgien des Flibustiers et Boucaniers de la Tortue (5). Il fut l'historien de la Flibuste.

Les Frères de la Charité de l'ordre de Saint-Jean de Dieu sont autorisés, par lettres patentes d'Avril 1685 et de Février 1686 (6) à créer des hôpitaux à la Guadeloupe et à la Marti-

(1) La Géographie, Dr. E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le service médical aux Colonies. Tome LXI, mars-avril 1934.

(2) P. Labat: Voyage aux Isles d'Amérique, 1724. Tome II. f° 248. Français, 1667-1671. Tome II, f° 468.

(3) P. Dutertre: Histoire Générale des Antilles habitées par les Français 1667-1671. Tome II, f° 22.

(4) Id., *Ibid.*, f° 22.

(5) Alexandre Oexmelin : Les Aventuriers et les Boucaniers d'Amérique, 1686.

(6) Archives Nationales. Colonies. A. 25, f° 4.

rique. En 1692, le Roi envoie deux religieux de cet ordre à Saint-Domingue, à l'effet de créer deux hôpitaux, l'un au Cap, l'autre à Léogane (Lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine Phélypeau de Pontchartrain à Ducasse, Gouverneur de la Tortue et Coste Saint-Domingue du 27 Août 1692) (1). La subvention royale d'origine de ces deux établissements est de 8.000 livres.

Le 8 Avril 1699, le Secrétaire d'Etat de la Marine mande au Gouverneur Ducasse que :

1° — Les Frères de la Charité soulageront les habitants avec plus de succès que les chirurgiens ou autres gens dont ils pourraient se servir ;

2° — Seuls, les soldats et matelots devaient y être reçus, moyennant la retenue de leur solde, ainsi que cela se pratiquait déjà à la Martinique et à la Guadeloupe ;

3° — Les habitants devront rembourser leurs frais de traitement ;

4° — Quant aux indigents, ils paieront en travaux leurs frais d'hôpital.

Il était, en outre, interdit aux officiers de se faire servir, sans paiement, des remèdes et rafraîchissements des hôpitaux (2).

A la Martinique, le Conseil Souverain enregistre à la date du 7 Septembre 1689, la commission royale du sieur Surian, Médecin botaniste, ancien religieux de l'ordre des Minimes, chargé d'une mission aux Isles.

En 1665, « le Président du Conseil de la France Orientale » de Beausse, construit dans la baie d'Antongil le fort Saint-Louis ; peu après, est créé à l'île Bourbon l'infirmierie de Madagascar. En 1696, Frenchtown était fondé dans la baie de Narragansett par le médecin, Pierre Ayrault, d'Angers (3).

La question sanitaire se pose avec la même acuité pour

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1748. Tome I, f° 513.

(2) Id., *Ibid.*, f° 629.

(3) E.-L.oudet: Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles 1625-1805. La Géographie, Tome LXI, n° 5 et 6, mai-juin 1934.

les équipages de navires, pour les agents de comptoir, pour les troupes, enfin, pour les Colonies. Les Compagnies, propriétaires d'une flotte, durent recruter des médecins de vaisseaux et de comptoir (1).

L'ordonnance de la Marine du 15 Avril 1689 stipule qu'il devait exister par division de dix vaisseaux un vaisseau-hôpital avec un maître chirurgien capable et expérimenté, deux aides chirurgiens, un maître et deux aides apothicaires, deux infirmiers. Le chirurgien vient, dans l'ordre hiérarchique, après l'Ecrivain du Roi. Il tient le contrôle des remèdes et médicaments du bord (2).

Aux Colonies, des médecins entretenus sont attachés aux Conseils Supérieurs comme Conseillers Techniques. Des médecins ordinaires du Roi sont installés aux Colonies ; la première ébauche du service de santé officiel est constituée. Le médecin du Roi, de par les nécessités médico-légales, est bientôt, dans chaque centre judiciaire à la tête d'un minuscule cadre médico-légal, qui comprend auprès de chaque juridiction de 2^e degré, un chirurgien et un apothicaire du Roi (3).

Une des conséquences de l'affaire des Poisons (1679), fut de provoquer un essai de législation pharmaceutique.

L'Edit de Juillet 1682 (4) (art. VII) prévoit la tenue par les apothicaires d'un registre où seront mentionnés les produits nocifs, tels que l'arsenic, le réagale, l'orpiment, le sublimé. L'article X fait défense « aux personnes autres que les Médecins et Apothicaires d'employer aucuns insectes venimeux, comme serpens, crapauds, vipères et autres semblables, sous prétexte de s'en servir à des médicaments ou à faire des expériences, ou quelqu'autre prétexte que ce puisse être, s'ils n'en ont la permission expresse et par écrit ».

(1) E.-L. Boudet: Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles 1625-1805. La Géographie, Tome LXI, n^{os} 5 et 6, mai-juin 1934.

(2) Lambert de Sainte-Croix: Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1689-1792. 1892, f^o 32.

(3) Dr P. Brau: Trois siècles de médecine coloniale française 1931 f^o 55.

(4) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1774. Tome I, f^{os} 371/375.

L'ordonnance du 18 Janvier 1685 (1) prise par le Lieutenant Général, Gouverneur des Isles d'Amérique, Comte de Blénac et l'Intendant Dumaitz de Goimpy, touchant les maladies apportées par les bâtimens négriers, établit le service de la quarantaine aux Isles, avec un corps de garde préposé à la surveillance des navires contaminés.

L'ordonnance du 15 Août 1678 (2) fixe aux Isles d'Amérique les visites médicales à 60 livres de sucre par journée de 24 heures. Cette mesure a pour but de mettre un terme à l'avidité de trois chirurgiens de la Martinique, les nommés Duga, Gast et Peribau, le dernier « employé sur l'état du Fort-Royal comme chirurgien major ». Ces messieurs, « font pâtre tous les malades de l'Isle, et prennent avantage du peu de gens qu'il y a dans ladite Isle de leur profession, et même font, par les difficultés qu'ils apportent à les secourir, pâtre les malades, soit pour les dépenses qu'ils leur font faire, et surtout ledit Duga, demandant souvent d'être porté en lit de coton par relais, par des nègres, et son impudence ayant été à l'égard de feu M. de Baas, Lieutenant Général, jusqu'à le refuser de venir ici, parce qu'il en avait appelé un autre, ce qui l'obligea, pour le châtier, de le reléguer à la Grenade pendant deux mois (3).

Au mois d'Août 1696, le Secrétaire d'Etat de la Marine de Pontchartrain donne des ordres pour empêcher l'escadre de M. de Pointis de communiquer en France le mal de Siam (fièvre jaune) importé d'Amérique. A cette occasion, on construit à Brest le lazaret de Treberon, et un chirurgien supplémentaire est embarqué sur l'escadre de Ducasse.

L'ordonnance royale du 25 Juillet 1708 édicte les précautions à prendre par les médecins de la Martinique, en cas de maladies contagieuses, sous peine pour les médecins de privation de fonctions pendant six mois ou de quinze jours de prison (4).

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 406.

(2) Id., *Ibid.*, f°s 311-312.

(3) Id., *Ibid.*, f° 312.

(4) Id., *Ibid.*, Tome II, f° 123.

L'instruction royale du 28 Décembre 1703 rappelle les règles d'hospitalisation en faveur des matelots et soldats de la Marine royale et des engagés. L'Intendant reçoit mission de faire augmenter, au besoin, les lits dans les hôpitaux, de protéger les Religieux de l'Ordre de Saint-Jean de Dieu contre les entreprises de certains officiers, devenus propriétaires fonciers. Ces derniers voulaient se faire remettre, gratuitement, des médicaments pour le soin de leurs esclaves ; sur le refus des religieux, ils les insultaient et les menaçaient de mauvais traitements (1).

Au Canada, les chirurgiens sont recrutés souvent parmi les chirurgiens de la Marine démissionnaires.

Suivant le P. Labat, vers 1701, les chirurgiens s'enrichissent rapidement aux Isles d'Amérique : « C'était un vrai Pérou pour eux ; quoique la plupart d'entre eux fussent ignorants au suprême degré, ils gagnent tout ce qui leur plaît, et, comme il leur plaît de gagner beaucoup, on peut croire qu'ils sont bientôt très riches » (2). Le même auteur nous informe, il est vrai, que les chirurgiens les plus habiles (1696) n'ont jamais exigé que 400 francs par an aux Isles du Vent. « A Saint-Domingue, ils sont sur pied beaucoup plus haut » (3).

C'est vers cette même époque (1667) qu'exerce, à la Martinique, le chirurgien et médecin légiste Jean, dit le Romain, non pourvu de lettres de maîtrise, et qui remplit un rôle de tortionnaire dans un procès en sorcellerie.

Dès 1693, le Médecin du Macouba (Martinique), Siganoli, est riche et ne fait plus de la médecine que pour ses amis. Le Docteur Monel, du Robert, acquiert la plus belle habitation et marie sa fille avec un fils Dubuc, l'un des habitants les plus notables de cette époque (4).

Le 12 Août 1702 (5), le Conseil de Guerre pour la

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 712.

(2) P. Labat. Voyages aux Isles d'Amérique, 1724. Tome II,

(3) Id., *Ibid.*, Tome I, f° 333.

(4) Rufz de Lavison. Etudes historiques et statistiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome I, f° 135.

(5) Moreau de Saint-Méry. Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 692.

défense de la colonie de Saint-Domingue, réuni sous la présidence du Lieutenant de Roi du Paty, composé du Lieutenant de Roi Bracil, du Major du Clerc et du Commissaire Marie, prévoit « qu'il serait choisi une maison hors de la portée du canon, en chaque quartier, pour y transporter les blessés ; et pour cet effet, il sera fait deux hamacs pour les y transporter, et les chirurgiens seront nommés pour s'y tenir, à la réserve du quartier de l'Elster, ayant hôpital près ».

Le 7 Août 1703, le Conseil Supérieur de Léogane, sur avis du premier médecin du Roi Depas, blâme sévèrement les chirurgiens Pautigny et Lalande, et défend, à l'avenir, « à tous chirurgiens de faire des rapports sur l'état des cadavres sans, au préalable, faire ouverture d'iceux » (1).

L'arrêt en règlement de la même juridiction du 12 Avril 1706 (art. XXIX) édicte que les chirurgiens arrêteront leurs comptes de soins et de remèdes à la fin de l'année (2). A son tour, le Conseil Supérieur du Cap fait défenses au sieur Brossard de Beaulieu, se disant médecin, d'exercer sans titre, et le déboute de la réclamation du paiement d'un mémoire. Il s'agit de soins donnés au sieur Chevy (3). C'est dans l'ordonnance royale du 25 Juillet 1708, déjà citée, sur les précautions à prendre pour éviter les maladies contagieuses que nous trouvons pour la première fois, l'obligation de désinfecter les locaux et les vêtements douteux (4).

La collaboration des Médecins du Roi avec les Conseils Supérieurs va permettre aux premiers tant d'asseoir une réglementation légale inexistante, que de vaincre une concurrence qui commence à agir sur leurs honoraires. Le 5 Mai 1711, les chirurgiens présentent au Conseil Supérieur du Cap, une requête tendant à faire très expresses défenses aux Chirurgiens des navires de travailler dans l'étendue de ladite ville, à peine

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 704.

(2) Id., *Ibid.*, f° 202.

(3) Id., *Ibid.*, f° 89.

(4) Dr P. Brau. Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 67.

de 1.000 livres d'amende (1). L'arrêt du Conseil Supérieur du Petit-Goave du 7 Septembre 1711 ordonne à toute personne désirant exercer la médecine ou la chirurgie de se présenter devant le sieur Depas, Médecin de la faculté de Montpellier, Chirurgien Major du Roi, et Louis Brice Le Maistre, Conseiller au Conseil Supérieur, Commissaire à cet effet, et ceci pour éviter le danger du grand nombre de particuliers qui, « sans science, sans art et sans expérience se donnent au public pour Chirugiens et même pour médecins ». Non seulement, il y a déjà un trop grand nombre de praticiens au gré de certains confrères, mais il y a lieu de faire la chasse aux irréguliers ! Chaque semestre, les coffres de remèdes des Chirugiens doivent être visités par un maître Chirurgien et ceux qui sont trouvés en mauvais état ou hors d'état de pouvoir servir doivent être jetés (2).

En 1712, le Dr Depas traduit devant le Conseil Supérieur du Petit-Goave le Chirurgien La Croix, reconnu « incapable et dangereux ». Finalement, le Conseil fait défenses à ce dernier d'exercer la chirurgie, sauf à l'égard des Noirs atteints de la maladie du pian (maladie cutanée). Cette décision emporte réglementation, parce que dorénavant : 1° les Chirugiens examinés doivent être munis d'une commission de Médecin du Roi; 2° elle fixe les droits du Médecin du Roi pour cette commission (3).

Le Dr. Dautun, de la Faculté de médecine de Montpellier, nommé Médecin du Roi au Cap, prête serment devant le Conseil Supérieur de cette ville le 5 novembre 1711. Auparavant, le Dr Dautun avait été reçu par la Cour le 1^{er} juillet 1709, d'où l'arrêt du même jour, portant qu'aucun médecin ne pourra exercer qu'il n'ait été reçu en la Cour (4). Ses « émoluments » sont fixés, pour la campagne, à 14 livres par jour, et ses visites en ville à 36 sols « lesquelles visites il ne

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome II, f° 124.

(2) Id., *Ibid.*, f° 277.

(3) Id., *Ibid.*, f° 339.

(4) Id., *Ibid.*, f° 158.

fera que quand il sera appelé » (1). Cette haute juridiction, le Dr Dautun entendu, inflige un blâme aux Chirurgiens Capet et Montaulin, pour avoir « accusé de folie un nègre fort sensé » et les condamne au paiement d'une amende de 25 livres.

Cependant, nos braves fraters d'antan, loin de disparaître avaient augmenté. Ils se sont même adjoint des auxiliaires, avec qui les propriétaires d'habitations préférèrent s'accorder, en qualité d'engagés, au lieu de Chirurgiens dont les soins sont déjà, pour l'époque, fort dispendieux. D'où une double offensive.

La première, celle du Roi est contenue dans la dépêche du Secrétaire d'Etat de la Marine au Gouverneur Lieutenant Général des Iles d'Amérique, Comte de Blénac, du 12 mars 1713 (2), concernant les Chirurgiens. Elle s'intéresse à « certains fraters venus de France, qui, sans autre talent que celui de savoir raser et saigner, s'érigent en médecins et ont fait faire aux habitants une cruelle épreuve de leur ignorance sur eux et sur leurs noirs, qui y cause plus de mortalités que l'intempérie de l'air ».

En outre, par lettre du 7 novembre 1717, de la Varenne et de Ricouart, Ex-Gouverneur et Intendant de la Martinique, indiquent « qu'il est à remarquer que les trois quarts des Chirurgiens établis dans les Isles sont très ignorans, se font payer très chèrement et sont fort grands chicaneurs lorsqu'ils demandent leur paiement » (3).

La deuxième attaque provient de l'Intendant de Marine Mithon. Le sieur Depas, Médecin du Roi, doit dorénavant, faire chaque mois des conférences sur les maladies du pays et obliger tous les chirurgiens du quartier de Léogane à y assister. Le Dr Dautun procède de même pour la province du Cap. Enfin, le Gouverneur de Blénac est invité à tenir la main à l'exécution de ces ordres.

Le sieur Fontaine, Docteur en médecine de la Faculté de

(1) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome II, f° 294.

(2) Dr P. Brau. Trois siècles de médecine coloniale française, 1931 f° 69.

(3) Archives Nationales, Colonies, C 8. A. 23.

Montpellier, Médecin du Roi par brevet du quartier du Cap, remplace de Dr Dautun, le 6 octobre 1714. Il s'empresse d'inspirer de nouvelles méthodes aux administrateurs Blénac et Mithon : c'est l'ordonnance du 14 décembre 1715 (1).

Les postulants à la Médecine ou à la Chirurgie sont examinés par une commission présidée par le Dr Fontaine, composée de deux maîtres chirurgiens. Les candidats sont tenus de présenter, avant les épreuves, leurs lettres de maîtrise (médecins et chirurgiens civils) ou brevets (médecins et chirurgiens de la marine), à la Commission, qui s'adjoint un Conseiller Commissaire délégué par le Conseil Supérieur. Les nouveaux praticiens sont tenus, en outre, de soutenir une discussion sur les maladies internes et externes, les maladies de la main, l'anatomie, les remèdes (2). L'ordonnance prescrit des visites de la Commission chez les Apothicaires et les Marchands droguistes. Les conférences recommandées par la lettre ministérielle doivent porter surtout les fièvres contagieuses. Enfin, les contrevenants s'exposent à une amende de cent livres applicable à l'Hôpital.

En 1713, la communauté des Chirurgiens de Léogane proteste contre l'emploi des engagés fraters-chirurgiens par les propriétaires des grands domaines ruraux ou habitations.

Il n'existait pourtant pas de Syndicats de Médecins et de Droguistes à l'époque ! Le Conseil Supérieur de Léogane, passant outre à l'avis du Dr Depas, rejette, suivant arrêt du 8 janvier 1714, les prétentions des Chirurgiens et autorise le service des fraters-chirurgiens exclusivement pour les domaines agricoles.

Le 18 juin 1710, le comte de Choiseul-Beaupré, Gouverneur Général des Isles Sous-le-Vent fonde le premier hôpital militaire autonome du Petit-Goave où se trouve le gros des troupes de la garnison (3). Mais l'Intendant Mithon, pour des raisons administratives, refuse d'homologuer l'ordonnance.

L'Ordonnance du 14 décembre 1715 excepte les Chirur-

(1) Dr P. Brau. Trois siècles de médecine coloniale française, 1931 f° 70.

(2) Id., *Ibid.*,

(3) Id., *Ibid.*, f° 76.

giens Majors des Vaisseaux des formalités de la réception sur l'Etat local des Médecins du Roi dans les Colonies. A cette époque, la garnison des Iles d'Amérique s'élève à 1.300 hommes, soit 26 compagnies.

L'article VI du Règlement du Roi pour le commerce des Isles d'Amérique du 20 août 1698 (1), indique que les Vaisseaux étrangers pris en mer et les marchandises de leurs chargements, seront partagés, après que la confiscation en aura été ordonnée, savoir un dixième, à celui qui commande le vaisseau qui a fait la prise; un autre au commandant de l'Escadre, au cas où il y en a une alors dans les Isles; et un autre, au Lieutenant Général des dites Isles; le surplus, moitié aux Equipages des Vaisseaux, et l'autre moitié, aux Hôpitaux.

Au mois de mars 1719, les religieux de la Charité de l'Ordre de Saint-Jean de Dieu obtiennent des lettres patentes pour les hôpitaux qu'ils administrent au Cap et au bourg de l'Ester (Léogane). A cet effet, ils doivent panser et médicamenter les pauvres malades, les matelots et soldats malades des Vaisseaux et des Compagnies détachées de la Marine (2). Ces lettres accordent, en retour, de nombreux avantages aux frères de la Charité. Ils perçoivent 300 livres sur la ferme des boucheries (art. II) ; ils ont la faculté d'acquérir des maisons, terres, rentes, autres biens meubles ou immeubles; de faire construire des moulins, autres engins et machines à l'usage du pays. Ils peuvent recevoir les legs et donations qui leur sont faits pour être employés à ladite hospitalité (art. V). La viande ne pourra leur être vendue au-dessus de trois sols la livre. Les marchandises venant de France à leur destination étaient franches et quittes de tous droits (art. VI). Les hôpitaux du Roi avaient droit au sixième comme part de confiscation sur les vaisseaux saisis pour infraction au Commerce étranger (art. IX). L'Intendant contrôle le compte annuel de l'hôpital et en rend compte au Conseil de Marine (art. X). Un article XII prévoit deux visites par semaine des Médecins

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 599.

(2) Id., *Ibid.* Tome II, f° 639.

du Cap et de Léogane à leurs formations respectives (1). On remarquera que, si ces lettres patentes accordent des avantages aux Religieux de la Charité, en revanche, l'autorité royale en profite pour faire passer sous son contrôle les hôpitaux religieux coloniaux qui, jusque-là, n'avaient été que subventionnés (2).

La célèbre peste de Marseille (1721) inspire l'ordonnance quarantenaire du 24 avril 1721, aux termes de laquelle « le médecin et chirurgien major tâcheront de découvrir sans entrer dans les vaisseaux et s'en tenant au vent et à la voix de quelle nature est la maladie » (3). Nous savons que le règlement de police sanitaire est appliqué à la lettre, et que le délai de quarante jours est scrupuleusement respecté.

Le Mémoire du Roi pour servir d'instruction à MM. de la Varenne et de Ricouart, Lieutenant Général Gouverneur et Intendant de la Martinique (1717) prévoit un retour offensif du mal de Siam (fièvre jaune). « Le sieur de Ricouart aura une attention particulière à faire apporter tous les remèdes que le pays pourra produire, et faire demander en France ceux dont on aura besoin, et à prendre toutes les précautions qu'il estimera propres à arrêter le cours de cette maladie. » Il devait faire passer les vaisseaux de Sa Majesté et les bâtiments marchands dans le port de la Trinité de la Capesterre, où cette maladie, suivant le mémoire précité, n'avait pas encore paru (4).

Le 2 août 1717 (5) le Conseil Supérieur du Cap condamne à l'amende les chirurgiens Buscaille et Giraud, le premier pour avoir cédé son titre au sieur Giraud ; le second, pour avoir exercé sans avoir été reçu suivant les Règlements. Par un arrêt en règlement du 1^{er} août 1718, cette juridiction fait défense aux Chirurgiens non reçus, d'exercer sous peine

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome II, f° 639.

(2) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 73.

(3) Id., *Ibid.*, f° 77.

(4) Dr. Ruz de Lavison : Etudes historiques et statistiques sur la population de la Martinique. Saint-Pierre Martinique, 1850, f° 256

(5) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome II, f° 577.

de 500 livres d'amende, dont moitié applicable à l'Hôpital de la Charité et, la seconde moitié, à la nouvelle Eglise du Cap (1).

L'arrêt du Conseil Supérieur du Cap du 3 juin 1720 concerne la Chirurgie, le traitement des maladies internes, la fourniture des remèdes et la taxe des comptes. Sur la proposition du Dr Duvillain, Médecin du Roi, le Conseil décide que, dorénavant, aucun malade ne sera traité par les Chirurgiens qu'en l'absence du Médecin du Roi, à peine de 500 livres d'amende; les remèdes ne devront être distribués que d'après l'ordonnance du Médecin du Roi, et ne seront alloués que suivant la taxe établie par ce dernier. A l'égard des pauvres et gens mal aisés, les visites seront gratuites. En ce qui regarde les autres personnes lorsqu'il s'agira de maladies dangereuses, quoiqu'on fasse plusieurs visites, il n'en sera alloué que deux seulement par jour, à raison de trois livres la visite (2). Enfin, l'arrêt, après lecture, devait être publié et affiché, partout où besoin sera, et, notamment, à la porte de l'Eglise du Cap, « afin que personne n'en ignore ».

Un arrêt de la même juridiction du 8 janvier 1720 oblige les Chirurgiens reçus par le Médecin du Roi à prendre de lui des lettres de maîtrise, sous un mois, et enjoint à ceux non reçus de cesser d'exercer, sous peine de 500 livres d'amende (3).

Le 8 novembre 1731 (4), le Conseil Supérieur du Cap ordonne, qu'avant leur réception, les Chirurgiens subiront cinq examens devant la Commission dont il a été question plus haut. Il est très vraisemblable que ces mesures furent adoptées par les Conseils Supérieurs sous la suggestion des Médecins, Conseillers techniques. L'ordonnance des Administrateurs du 5 septembre 1721 (5) ordonne que les comptes de Chirurgie seront réglés par le Médecin du Roi.

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome II, f° 617.

(2) Id., *Ibid.*, f° 669.

(3) Id., *Ibid.*, f° 659.

(4) Id., *Ibid.*, f° 617.

(5) Id., *Ibid.*, f° 774.

Une ordonnance de 1724 règle la condition d'Apothicaire à la Martinique; une ordonnance de 1728 détermine le régime de la maladie de la lèpre dans les Isles, les lépreux sont internés à l'Île de la Désirade (1).

Le 5 octobre 1722, les chirurgiens syndiqués du Cap, (à l'exemple de leurs confrères de Rochefort, qui, eux n'obtiennent pas gain de cause), bénéficient d'un arrêt du Conseil Supérieur faisant expresses défenses au Chirurgien du Roi de travailler pour le public, à moins qu'il ne se fasse recevoir maître Chirurgien de la Ville (2).

Les Religieux de la Charité avaient obtenu des Lettres Patentes en février 1686 pour la création de l'hôpital de Saint-Pierre de la Martinique. Celles de juillet 1721 concernent l'hôpital du Fort-Royal de la Martinique (3). « La Chapelle dédiée à Dieu, sera placée sous l'invocation de Saint-Louis, pour gouverner et administrer ledit hôpital que nous fondons et établissons par ces présentes à perpétuité, y exercer l'hospitalité envers les malades de nos troupes, des Equipages de nos vaisseaux, de ceux de nos sujets et les habitants du sexe masculin, faire toutes les opérations de chirurgie et de pharmacie nécessaires pour parvenir à leur guérison ; leur faire administrer les Sacrements, faire le service divin, enterrer les morts par prestres séculiers ou réguliers, soit de leur ordre ou autres de leur choix, y faire les autres fonctions sous l'autorité et obédience du Père Provincial et Vicaire Général dudit ordre en France suivant leur institut et bulles, règles, constitutions, Règlements et privilèges, ainsi qu'ils sont dans les autres Couvents et Hôpitaux de notre royaume. » Les religieux et leurs biens étaient placés sous la protection de l'autorité royale (art. II).

Le 19 décembre 1724 (4), l'hôpital du Fort-Royal reçoit par brevet la donation d'un terrain situé entre le lit de la

(1) Rufz de Lavison : Etudes historiques et statistiques sur la population de la Martinique. Tome I, f° 257.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome III, f° 23.

(3) Archives Nationales. Colonies, A. 25, f° 4.

(4) Id., *Ibid.*, A. 25, f° 147.

rivière Le Vassor et le nouveau canal de ladite rivière. Ce canal avait été exécuté suivant marché du 29 juillet 1723 passé entre l'Intendant Blondel et le sieur Desfourneaux, Major des Milices, pour détourner le cours de la rivière Le Vassor qui passe au Fort-Royal de la Martinique.

L'administration des Frères de la Charité dans les hôpitaux des Iles d'Amérique, si elle rend de grands services au moment où aucune formation hospitalière n'existe encore aux Colonies, suscite des critiques, surtout de la part des soldats qui se plaignent du « régime de pénitence » auquel ils sont astreints.

Par lettre du 3 janvier 1720 (1) le Gouverneur Général des Iles du Vent de Pas de Feuquières sollicite du Conseil de Marine des ordres pour faire visiter les hôpitaux aux médecins, chirurgiens, et au moins, une fois par mois, par le Commissaire de la Marine, chargé d'enregistrer les doléances des malades. Il est même question de faire « gouverner » les hôpitaux par des Sœurs Grises, « à l'instar de celui de Rochefort ». M. de Feuquières déclare que les Frères de la Charité sont « si décriez » pour leur dureté et mauvais traitements pour les malades, qu'il y a quantité de ces derniers qui aiment mieux souffrir et s'exposer à mourir chez eux et dans les vaisseaux que d'aller à l'hôpital. En outre, le Gouverneur indique que plusieurs riches particuliers de la Martinique feraient du bien à l'hôpital, s'ils n'en étaient pas détournés par l'appréhension qu'ils ont d'augmenter sans raison, ni nécessité, celui des Frères de la Charité.

Le 8 janvier 1720 (2), le même Gouverneur transmet au Conseil de Marine une déclaration faite par devant le Gouverneur et l'Intendant par cinq soldats qui reviennent de l'hôpital du Fort Saint-Pierre.

« Aujourd'hui, sixième janvier 1720 (3), sont comparus « devant nous, les nommez Nicolas Le Feure, dit Belair, « François Rousseau, Victor Sentelme, dit l'Espérance, « Pierre Moreau, dit Jacobin, Jacques de Lonmay, dit Saint-

(1) Archives Nationales, Colonies, C. 8. A. 27 Martinique. Correspondance Générale, de Feuquières, 1720. F^{os} 7/12.

(2) Id., *Ibid.*, F^{os} 13/15.

(3) Id., *Ibid.*, f^o 17.

« Julien ; tous soldats de la garnison du Fort-Royal, les-
« quels estants sortis depuis peu de jours de l'hôpital des
« Frères de la Charité du Fort Saint-Pierre, nous ont déclaré
« y avoir été fort maltraitez et qu'on y fait une très grosse
« différence d'eux avec les officiers mariniers et matelots, en
« ce que ces derniers payent de grosses sommes ; adjoutons à
« cela que ces frères ne donnent aux fébricitans, que de très
« mauvais bouillons, faits avec fort peu de viande, de mesme
« souvent de la sallée et des herbes, et aux convalescents, que
« très peu de viande avec le quart d'un pain qu'ils pourraient
« manger et un gobelet de vin de Provence, et mesme, très
« rarement. En un mot, tous les soldats se plaignent des
« mauvais traitements de ces Frères. Fait au Fort-Royal, le
« 6 janvier 1720. »

Signé : PAS DE FEUQUIÈRES et BÉNARD.

Par contre, l'Intendant Blondel de Jouvancourt fait connaître, à la date du 17 février 1724 (1) au Conseil de la Marine que « Les Religieux servent bien les malades, et le quartier du Fort-Royal est heureux que S. M. se soit déterminée à faire cet établissement, où il y a un frère Prudence qui fait icy des cures admirables ».

Une ordonnance royale de 1723 autorise les Chirurgiens Majors des Troupes en garnison aux Isles d'exercer la chirurgie, à condition d'être pourvus de brevets de Sa Majesté. Néanmoins, ces praticiens ne doivent pas négliger le service des Troupes. Cette recommandation avait pour cause les « procédés répréhensibles des Chirurgiens des Vaisseaux et des navires qui désertaient le bord pour s'établir aux Colonies, ce qui décide la Compagnie des Maîtres Chirurgiens du ressort du Petit-Goave à présenter requête le 11 janvier 1726 audit Conseil Supérieur « contre nombre de Chirurgiens soi-disant, dont les fautes, du fait de leur ignorance, avaient entraîné de nombreuses plaintes publiques. »

Par ordonnance du 9 août 1732, l'Intendant des Isles Sous-le-Vent Duclos, « attendu l'inconvénient et la difficulté de transporter les soldats malades aux deux seuls hôpitaux du

(1) Archives Nationales. Colonies, C. 8. A. 33. Correspondance Générale 1724, Blondel de Jouvancourt, Intendant.

Cap et de l'Ester », ordonne, qu'il sera établi des hôpitaux secondaires au Fort Dauphin, au Port de Paix, à Saint-Marc, au Petit Goave et à Saint-Louis. Le service de ces nouveaux établissements est confié aux Chirurgiens Majors de ces Garnisons (1). Suivant arrêt du Conseil Supérieur du Cap du 6 février 1719, l'hôpital des Frères de la Charité de la Ville du Cap prend désormais le nom d'Hôpital Général (2). Cet établissement continue, comme par le passé, à recevoir les « pauvres malades ». Il est autorisé à placer un tronc dans les Eglises et à faire quêter « aux portes d'icelles ». Cet arrêt avait été rendu à la requête du frère Martial Dougnon, Supérieur du Couvent et de l'Hôpital Royal de la Charité du Cap Français, après avis de Pierre Boutin, de la Compagnie de Jésus, Curé desservant du Cap, Allaire du Langot, Beaujan, Marguilliers de la paroisse, qui ont déclaré consentir à la demande, à la condition que l'Hôpital prenne le titre d'Hôpital Général.

Le 4 février 1732, le Maître Chirurgien Bertrand Lane, est condamné par le Conseil Supérieur du Cap, à cent livres d'amende et à mille livres de dommages-intérêts à verser au sieur Laplaigne, qui a été estropié par lui, lors d'une saignée au bras (3).

Les principes d'hygiène commencent à se faire jour. Les ordonnances des 15 mars et 2 mai 1710 (4) décident le transfert des autorités administratives à Léogane, le quartier du Petit Goave étant jugé malsain à raison de la présence « d'un trop grande quantité de moustiques et de maringouins. » Et pourtant, on ignorait alors le rôle du moustique dans la propagation des épidémies, et notamment, de la fièvre jaune.

Une ordonnance du 22 juin 1751 (5) des administrateurs de Saint-Domingue, Comte de Conflans, Gouverneur et Lieu-

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome III, f° 329.

(2) Id., *Ibid.*, Tome II, f° 635.

(3) Id., *Ibid.*, Tome III, f° 320.

(4) Id., *Ibid.*, Tome II, f° 192.

(5) Id., *Ibid.*, Tome IV, f° 68. — Archives Nationales. Colonies. A. 12, f 37.

tenant Général pour le Roi, de Laporte Lalanne, Intendant, crée l'Hôpital de Port-au-Prince. Les considérants de ce texte sont empruntés aux deux causes suivantes :

1° Les maladies que le climat du pays occasionne aux équipages des navires marchands qui viennent faire leur traite à Port-au-Prince ;

2° Le défaut de soins nécessaires aux malades ou les mauvais traitements des chirurgiens des navires, qui ignorent la façon de traiter ces maladies.

L'Hôpital de Port-au-Prince est placé sous la direction du Chirurgien-Major des Troupes entretenues de la garnison (art. I). Des articles spéciaux prévoient l'obligation d'envoyer dans les trois jours les malades des navires marchands à l'Hôpital sous peine de 500 livres d'amende (art. II). Le Commissaire de la Marine ou l'Ecrivain Principal des Classes doit assurer la visite journalière de l'établissement (art. IV). Enfin, le prix de la journée d'hôpital est de 2 livres 10 sous par malade (art. V).

Aux Iles d'Amérique, comme dans la Métropole, si le poison accomplit parfois de funestes effets, on constate, le plus souvent une sorte de terreur de « la poudre de succession ». Il est juste de reconnaître que le motif métropolitain s'accroît d'un second dû au régime de l'esclavage.

L'Edit de février 1724 édicte la punition des crimes qui se commettent par le vénéfice et le poison (1).

L'arrêt de règlement du Conseil Supérieur du Cap du 7 février 1738 (2) promulgue l'édit de juillet 1682, « faisant expresses défenses aux Chirurgiens, Apothicaires, Droguistes, de confier, ni laisser aux esclaves lesdits poisons, drogues ou compositions, sous prétexte qu'ils travaillent de chirurgie par leur ordre et sous leur conduite, à peine de répondre des événements et de punition corporelle audits noirs d'avoir par devers eux, garder et retenir ni faire usage desdits poisons, drogues et compositions sous tel prétexte que ce puisse être, pas même de l'ordre de leurs maîtres sous peine de la vie. »

(1) Archives Nationales, Colonies, A. 25, f° 111.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome III, f° 492.

Lors du procès criminel de l'empoisonneur François Macandal et de ses complices, l'arrêt du Conseil Supérieur du Cap du 20 janvier 1758 (1) ordonne la publication et l'affichage pendant trois dimanches consécutifs, aux portes des Eglises paroissiales du ressort, de l'Edit du Roi du mois de juillet 1682 contre les Devins, Magiciens et Empoisonneurs.

L'arrêt du Conseil Supérieur du Cap du 8 avril 1758 (2), qui, de l'agrément des administrateurs Bart et de Laporte Lallanne, ordonne sur les empoisonneurs condamnés à mort, le 4 avril 1758, les noirs Samba, Colas et Lafleur, l'essai de poisons et contre-poisons par eux indiqués, et ceci sur la proposition du Chirurgien entretenu Lacq et de ses confrères Daubenton, Boyer, Allies, Pagès et Keau.

Il paraît qu'il s'agissait là d'une mesure de bienveillance ! La lettre des Administrateurs du 22 février 1758 au Conseil Supérieur affirme que, « en fournissant au sieur Lacq trois ou quatre sujets pour exercer le sien, il convient de ne prendre pour cet usage que ceux que la grossièreté et la superstition auront rendus criminels, plutôt que la malice et la méchanceté. » Les Chirurgiens désignés ne répondirent pas aux espérances de la Cour. Après une expérience au moyen d'une émulsion faite avec une demi-once d'une graine commune en Amérique, le patient fut remis en état avec de l'élixir de propriété de Paracelse et des gouttes d'esprit volatil de Sylvius et de lilium (3). L'essai s'arrêta là, sans doute, pour le bien de l'humanité, mais, on entrevoit déjà ici, l'une des raisons qui allaient, en moins d'un siècle, soulever la belle colonie de Saint-Domingue.

C'est le 25 juillet 1732 que le Roi nomme Jean-Baptiste, René Poupée-Desportes, Médecin de l'Isle de Saint-Domingue, pour, en ladite qualité, « visiter, dans leurs maladies, les Officiers et Soldats qu'elle y entretient, leur ordonner les

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f° 217.

(2) Id., *Ibid.*, f° 229.

(3) Id., *Ibid.*, f° 231.

remèdes convenables et prendre un soin particulier de leur guérison (1) ».

Pouppée-Desportes était Docteur de l'Ecole de Médecine de Reims. Avec ce nom, commence la dynastie des grands médecins coloniaux. Dès son entrée en service, il se heurte à un confrère, le Docteur Dumoulin, Médecin du Roi, par brevet, qui prétendait interdire au nouveau venu l'exercice de la médecine dans la ville du Cap, le brevet de Desportes portant sur la colonie de Saint-Domingue. La lettre du Roi à de Larnage et de La Chapelle, Gouverneur et Intendant, du 23 juillet 1737, tranche le conflit en faveur de Pouppée-Desportes (2). Ce dernier réorganise l'hôpital du Cap français ou hôpital de la Marine, portant le nombre de lits de 20 à 100, chiffre nécessaire si l'on imagine que les escadres en croisière dans ces parages, d'après Gros, mettaient parfois à terre, jusqu'à 300 malades (3).

En 1780, l'hôpital du Cap Français, « devenu très considérable par l'augmentation des Troupes de Terre », comprend six cents lits ; le service y est assuré par vingt-quatre officiers de santé et cent cinquante Noirs (4).

Bien avant l'ordonnance royale du 30 avril 1764 (5), qui homologue la mesure, Pouppée-Desportes a fait décréter par les Administrateurs, par l'ordonnance du 10 novembre 1742 (6), que les Médecins venant d'Europe, doivent obligatoirement, accomplir un stage minimum d'un an dans les hôpitaux coloniaux du Cap ou de Léogane, à l'effet de collaborer avec les Religieux et de s'instruire dans les maladies du pays. Né à Vitré, le 28 septembre 1704, Pouppée-Desportes devait mourir en 1747 à Saint-Domingue, après quatorze an-

(1) Dr. E.-L. Boudet : Le Corps de santé de la marine et le Service médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1625-1805. La Géographie. Tome LXI, notes 3, 4 ; mars-avril 1934, f^o 228.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784, Tome VI, f^o 477.

(3) Dr. Gros : Archives de Médecine Navale. Un médecin des Colonies au XVIII^e siècle, 1896.

(4) Dubuisson : Nouvelles Considérations sur Saint-Domingue 1780, Livre III. Discours 1, f^o 113.

(5) Moreau de Saint-Méry : op. cit., Tome III, f^o 721.

(6) Id., *Ibid.*, op. cit., Tome III, f^o 710.

nées de séjour et de bons travaux. Son « Histoire des Constitutions épidémiques qui ont régné à Saint-Domingue de 1732 à 1747 » fut publié en 1770. Il y étudie la peste, la fièvre jaune, le tétanos, la dysenterie, la syphilis, la cachexie. Suivant Poupée-Desportes, la maladie de Siam (fièvre jaune) doit être regardée comme « une fièvre putride, maligne et pestilentielle » (1).

Dès lors, l'importance des Médecins augmente dans les Colonies d'Amérique. Le 3 mai 1723, le Dr Michel Depas, est agréé en qualité de Membre du Conseil Supérieur du Petit Goave. L'ordonnance royale du 23 août 1723 décide que les Chirurgiens-Majors des Troupes, par brevet de Sa Majesté, sont examinateurs des candidats qui se présentent pour s'établir dans les Colonies au même titre que les Médecins du Roi. Ces derniers peuvent exercer, pour le public, lorsqu'ils seront appelés. Les Médecins des vaisseaux restent seuls, sous la défense d'exercer la médecine civile, témoin l'arrêt du Conseil Supérieur du Cap Français du 5 mai 1711 qui leur interdit toute clientèle civile, à peine d'une amende de mille livres. C'est ainsi que le sieur Abadie, Chirurgin-Major de la corvette l'*Aigle*, qui « avait exercé son art dans un de ces cas pressants où l'humanité exige qu'on lui fasse hommage des talents consacrés à son soulagement, et porté un secours nécessaire et sans lucre », fut condamné à l'amende précitée par le Juge de Police du Cap, en 1785. Un arrêt du Conseil Supérieur du Cap en date du 20 juin 1785 le déchargea de l'amende (2).

D'après l'ordonnance du 1^{er} août 1739 (art. IX), un internat et une garde médicale sont institués dans les hôpitaux coloniaux. Quatre « garçons chirurgiens » y résideront pour y parfaire leur instruction professionnelle. L'ordonnance de police du 25 mai 1735 prohibe le dépôt d'immondices dans les rues, les places publiques et sur les quais, à Saint-Domingue.

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 87.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome VI, f° 777.

Les Apothicaires et les Sages-Femmes se trouvent dans l'obligation de suivre le mouvement. L'arrêt du 10 mai 1742 (1) du Conseil Supérieur du Cap ordonne l'examen d'un Apothicaire postulant réception. Celui du 8 octobre 1749 (2) de la même Cour, ordonne que la Veuve Duval, postulant sa réception en qualité d'accoucheuse, sera préalablement examinée sur les accouchements, par un Médecin et deux chirurgiens. La réception eut lieu, après l'examen le 6 novembre 1749. L'ordonnance du 14 juin 1757 (3) rédigée sous la direction de Alliez, Médecin du Roi, Boyer, Daubenton, Lalanne, Salaignac, Lacq, Médecins, à la requête des Veuves Duval, Sorbier, femmes Latrinelle et Lefebvre et Veuve Aucomte, Sages-Femmes, fait défense à toutes « personnes, soit blanches ou mulâtresses et négresses libres, sous peine de 100 livres d'amende, pour la première fois, de faire aucun accouchement dans les villes ou bourgs sans avoir été reconnues capables d'exercer la profession de sages-femmes, après avoir été reçues et prêté serment en la Cour. » Les accouchements naturels par maîtres chirurgiens et sages-femmes sont rétribués au tarif de 60 livres, les jumeaux étant réglés la moitié en sus ; les accouchements laborieux devant être réglés au prix de 90 livres.

Le Dr Rufz de Lavison indique, d'après le P. Labat, les noms des Médecins du Roi, en service à la Martinique à cette époque (1749). Ce sont : La Martinière, qui était homme d'esprit et très habile dans sa profession ; Bordegaray ; Duquorel ; Dumoulin et Ledran, qui, par la suite, devint célèbre et exerça à Rouen (4). A ces derniers, il y a lieu d'ajouter le Chirurgien-Major du Fort-Royal Heudes, dont le Gouverneur Général de Pas de Feuquières et l'Ordonnateur Menier disaient à la date du 12 novembre 1718 (5), au Conseil de Marine : « Le sieur Heudes, depuis

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome III, f° 891.

(2) Id., *Ibid.*, f° 887.

(3) Id., *Ibid.*, Tome IV, f° 199.

(4) Rufz de Lavison : Etudes historiques et statistiques sur la population de la Martinique. Tome I, f° 270 (notes).

(5) Archives Nationales. Colonies, C. 8. A. 24. Correspondance Générale, N° 24, De Pas de Feuquières.

onze à douze ans, Chirurgien-Major de ce fort, un très habile homme sur lequel on peut compter, n'a presque rien touché de la fourniture de ses médicaments, dont il lui est dû plus de mille écus, ce qui n'a pas laissé d'être préjudiciable à nos troupes, ledit sieur Heudes, qui n'est point riche, n'ayant pas le moyen de se fournir, comme par le passé, d'une suffisante provision de médicaments. »

Les hôpitaux coloniaux acquièrent de plus en plus d'importance avec l'augmentation de la population et celle des troupes. A la Guadeloupe, l'hôpital mixte de Basse-Terre fut créé en 1664 par le Lieutenant Général Prouville de Tracy ; un second hôpital, destiné aux militaires, créé en 1723, fut réuni au premier (1).

Par ordonnance du 3 juillet 1751, l'Intendant de Saint-Domingue de Laporte Lalanne prend la direction des grands hôpitaux mixtes du Cap et de Léogane. Ces établissements seront désormais régis par trois administrateurs (2).

Au XVIII^e siècle, les Chirurgiens-Majors des Troupes de la Marine perçoivent « une gratification » de cent livres par an et par Compagnie, témoin la lettre du 25 janvier 1725 (3), de l'Intendant Blondel de Jouvancourt au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine :

« Vous verrez, Monseigneur, par l'extrait ci-joint, ce que j'avais décidé à l'égard de la gratification de cent livres par Compagnie que l'on a payé jusques à cette heure aux Chirurgiens-Majors et des appointements d'ayde-chirurgiens, que je ne comptais pas de voir estre remplacé, le sieur Célestin qui estait pourveu de cette place s'estant retiré ».

Pour remédier à l'ignorance et au manque de connaissances anatomiques des Chirurgiens, le Roi, fonde les Ecoles de Santé Navales de Rochefort en 1722, de Toulon en

(1) Colonel Boyer Peyreleau : Les Antilles Françaises, 1823. Tome I, f^o 180.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f^o 69.

(3) Archives Nationales. Colonies, C. 8. A. 34. Martinique, N^o 341725. Blondel de Jouvancourt, Intendant.

1725 et de Brest, en 1734. Ces établissements ont pour but de former des Médecins, des Chirurgiens, et des Apothicaires pour le service de la Marine et des Colonies.

En France, on se plaint, de l'insuffisance des Chirurgiens embarqués. Dans les débuts de la colonisation, les fonctions sanitaires à bord des vaisseaux sont des plus secondaires, sinon les plus méprisées. Le Chirurgien du bord est, avant tout, l'homme du capitaine. Néanmoins, l'ordonnance de la Marine du 15 août 1681, Titre VI, édicte que « tout navire, même le vaisseau pêcheur faisant un voyage au long-cours, prendra un ou deux chirurgiens suivant la force de son équipage et la qualité du voyage ». Au XVIII^e siècle, les négociants des ports, ceux de Bordeaux, en particulier, se plaignent « à la fois du nombre de mousses et de novices à porter, des engagés ou du paiement des 360 livres, et enfin, de la nécessité d'embarquer un chirurgien, dans les plus petits navires » (1).

Le 13 janvier 1715, Jean Cochon-Dupuy, premier médecin à Rochefort, écrit au Ministre, par le canal de M. de Beauharnais, Intendant du Port : « Il manque, Monseigneur, à tous ces Chirurgiens la qualité la plus essentielle pour qu'ils puissent rendre de bons services à la mer, c'est qu'ils ne sont point anatomistes, quoique ce soit l'intention du Roi, exprimée à l'article 9 du titre 7 du XX^e Livre de l'Ordonnance de 1689... Plusieurs des Chirurgiens qui servent dans la Marine sont très médiocres et n'ont pour toute capacité que la routine que donne une expérience confuse » (2).

L'ouverture de l'Ecole de Médecine Navale de Rochefort, en 1722, est due à Jean Cochon-Dupuy, Ecuyer, Conseiller du Roi, Docteur en Médecine de l'Ecole de Toulouse, correspondant de l'Académie des Sciences. Il est le premier Directeur de cet établissement. Un auteur moderne (3) re-

(1) J.-B. Dubucq : Réponse au Contradicté du Pour et du Contre, 1780, f^o 43.

(2) E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1625-1805. La Géographie, Tome LXI, n^{os} 3-4 mars-avril 1934, f^o 229.

(3) A. Lefèvre : Histoire du Service de Santé de la Marine Militaire et des Ecoles de Médecine Navale, 1867, f^o 60.

marque fort justement que « à une époque où, dans toutes les parties de la France, les Chirurgiens étaient confondus avec les barbiers et où leur instruction était fort négligée, l'ouverture de l'Ecole de Rochefort dut avoir un grand retentissement ; elle précéda de quatre années l'érection des cinq chaires de démonstrateurs royaux fondées à Paris en 1725 par Maréchal et Lapeyronie. »

L'Ecole de Jean Cochon-Dupuy donna des résultats que son fils Gaspard Cochon-Dupuy va accroître. Dès 1720, un Chirurgien entretenu est désigné pour servir à l'Hôtel-Dieu de Québec. Jusqu'à la conquête définitive par les Anglais, les praticiens vont se succéder au Canada. L'Ecole de Rochefort est vraiment le berceau du corps de santé de la Marine et des Colonies. Les Chirurgiens qui ont servi aux Colonies pendant trois années obtiennent le brevet de Chirurgien, après quoi ils prennent rang dans les cadres du port et doivent continuer leurs services sur les vaisseaux de la Marine royale. D'où l'étroite fraternité qui existera dorénavant entre le corps de santé de la Marine et celui des Colonies.

L'Ecole de Santé de Toulon n'a pas le même succès que celle de Rochefort, en raison du défaut d'hôpital de la Marine dans ce port à l'époque, à Toulon le personnel de la Marine est reçu à l'hôpital civil du Saint-Esprit. L'Ecole de Santé de Brest ne donnera son plein effet qu'à partir de 1742. avec Chardon de Courcelles.

Dès son arrivée à l'Ile Bourbon, en 1734, Labourdonnais y fit établir des hôpitaux pendant, que dans l'Inde, Dupleix opéra la transformation de l'hôpital de Chandernagor et créa en 1742, l'hôpital de Pondichéry. Au Canada, avant cette époque, cinq hôpitaux sont créés : deux à Québec, deux « dans l'Ile de Montréal », un cinquième, aux Trois Rivières (5 mai 1702) (1). Ces établissements sont tenus par des religieuses. A la Guyane Française, à Cayenné, il y a un hôpital régi par les sœurs de la Charité du diocèse de Chartres, chargées en

(1) Archives Nationales, Colonies. A. 8. f° 319.

même temps de l'instruction des jeunes filles des habitants (1). (Mémoire du Roi du 22 octobre 1773 pour servir d'instruction aux sieurs de Fiedmond et de La Croix, Gouverneur et Commissaire Ordonnateur de la province de Guyanne) (2).

Un nom à mentionner pour la Guyane est celui du Dr Artur, Membre du Conseil Supérieur de cette colonie, envoyé à Cayenne en 1735 comme médecin du Roi. Ce médecin assista La Condamine dans ses expériences pour mesurer la vitesse du son. Elles eurent lieu à Kourou dans l'habitation du Père Lombard, d'où l'on pouvait voir la lumière et entendre le son des coups de canon tirés de Cayenne à cet effet. Le Dr Artur fut, en outre, un des correspondants de Buffon, qui le remercia de ses envois destinés aux collections du Muséum (Lettres de Buffon, 1, 36, 235). Le Dr Artur a laissé une Histoire Manuscrite de la Guyane (3).

Avant de dire adieu ici à la Colonie du Canada, ravie par le Traité de Paris (10 février 1763), citons la belle conduite du Chirurgien-Major Arnoux. On trouve cette page de la générosité française dans les lettres de surséance du 17 décembre 1763 (4) qu'accorde le Roi Louis XV à la dame Suzanne Levret, Veuve d'André Arnoux, pour le paiement des dettes de son mari, décédé au Canada en 1763. Après la bataille de Québec (28 avril 1763), le Chevalier de Lévis fit transporter tous les blessés français et anglais à l'hôpital général et chargea le sieur Arnoux de leur procurer les secours de toutes espèces, qui leur étaient nécessaires. En conséquence, le sieur Arnoux pourvut à la subsistance des malades, leur fournit des médicaments établit à ses frais des hôpitaux ambulants, prit à sa solde et à de forts appointements des garçons chirurgiens et infirmiers, fit des achats considérables de vin, viande et médicaments, solda des transports onéreux et fit

(1) Baron Malouet : Mémoires. 1874. Tome I. f° 74.

(2) Archives Nationales, Colonies, A. 14, f° 21.

(3) Baron Malouet : op. cit. chapitre V, f° 106 (Note).

(4) Archives Nationales, Colonies. A. 8, f° 319.

des emprunts. L'armée française s'étant retirée le 18 mai, le Chirurgien Arnoux reçut du Chevalier de Lévis ordre de rester à Québec pour y continuer ses soins aux malades, qui allaient rester au pouvoir des ennemis. Sur le refus qui fut fait par le Général Muret de fournir des vivres aux malades prisonniers de guerre, dans la crainte d'en manquer pour la garnison, Arnoux pourvut à tous les besoins, conformément aux ordres reçus. Mais son zèle pour le service dépassa ses propres forces, il épuisa sa santé et une fortune légitimement acquise par vingt années de travail. Arrivé à peine à Montréal à la fin de juillet, il tomba malade de fatigue et mourut en peu de jours laissant une veuve et six enfants mineurs.

Après le Traité de Paris, le Duc de Choiseul insuffla un vent de progrès à l'administration coloniale. Mais ces efforts méritoires débutent par un désastre à la Guyane. L'expédition de Kourou (1763-1765), sous le Gouverneur Turgot et l'Intendant Thibault de Chanvalon, enregistre, pour la nouvelle politique, un grave échec. Il y a lieu de marquer à ce moment la présence à Cayenne de trois praticiens : Noyer, Chirurgien de l'expédition ; Bajon, Chirurgien-Major de Cayenne et Compét, Médecin du Roi à la Guyane. C'était peu comme personnel médical pour une contrée qui, dans l'esprit des auteurs de l'entreprise, devait contre-balancer la perte au Canada (1). Au dire de l'Intendant Malouet, qui s'y **connaissait**, cette expédition coûta quatorze mille hommes et trente millions (2). Pour le Chirurgien-Major Bajon, l'épidémie de Kourou fut causée par le séjour des Européens dans des endroits nouvellement découverts et tout à fait inhabités, remplis et entourés de marécages d'où sortaient des exhalaisons de toutes espèces. Ils restèrent exposés, pour la plus grande partie, aux injures du temps, ou furent littéralement entassés les uns sur les autres dans de très mauvaises cases, nourris avec des aliments apportés d'Europe, mais qui avaient subi des

(1) Baron Malouet : Mémoires, 1874. Tome I, f° 74.

(2) Baron Malouet : Mémoires, 1874. Tome I, f° 74. — Précis Historique de l'Expédition du Kourou, Guyane Française, Paris, Imprimerie Royale, 1842 (Ministère de la Marine et des Colonies).

détériorations nuisibles dans les magasins où ils avaient séjourné longtemps. Les viandes salées de toute espèce, les huiles, les graisses rances, les légumes échauffés, les farines gâtées, qui constituent ces aliments, ont nécessairement apporté le germe d'une putridité excessive, qui a été développée par la chaleur du climat; enfin, pour surcroît de malheur, une partie des émigrants était obligée de boire des eaux croupissantes et à demi corrompues, souvent même celles de la mer (Mémoires pour servir à l'histoire de Cayenne et de la Guyane (1770)). Pour Bajon, la maladie de Siam, si redoutable et si commune à Saint-Domingue, n'a jamais été observée à Cayenne. Mais, en revanche, son confrère, Compet, plus médecin, signale les hémorragies passives et le vomissement d'une matière noire comme de l'encre (1).

La fréquence des maladies de la bouche et des dents, chez des équipages où le scorbut sévissait souvent, surtout au cours des campagnes au Canada, à Terre-Neuve et à l'Île Royale, fit créer dans les hôpitaux de la Marine des emplois de Chirurgiens-Dentistes, à Brest, puis à Rochefort (1736) (2).

A partir de 1743, on augmente le cadre des Chirurgiens de la Marine et des Colonies, par suite de la guerre de la succession d'Autriche. D'autre part, les escadres subissent de véritables épidémies et se trouvent dans l'obligation de rentrer au port. Tel est le cas, en 1740, de l'escadre du Marquis d'Antin à Saint-Domingue. En 1744, c'est le tour de Toulon. Lors de la prise de Louisbourg et de l'Île Royale par les Anglais (1745), les colons et la garnison, décimés par le scorbut, la variole et les fièvres putrides, sont rapatriés à Rochefort et dans l'île d'Oléron, et répartis dans des hôpitaux temporaires. L'escadre du duc d'Anville, armée à Brest pour aller reprendre l'Île Royale (1746), perd plus de 8.000

(1) Dr P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 100.

(2) Dr E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles, 1625-1805. La Géographie. Tome LXII, n^{os} 5-6, mai-juin 1934, f° 344.

hommes, ainsi que son chef ; le comte d'Estourmel, son successeur, se suicide de désespoir ; l'escadre est ramenée à Brest par le Capitaine de Vaisseau de la Jonquière. L'historien de cette épidémie est le premier médecin de Brest, Chardon de Courcelles, embarqué sur le navire-hôpital *Le Mercure* (1).

L'Ordonnance Royale concernant le Gouvernement civil des Colonies du 24 mars 1763 (2), prévoit dans son article 2 pour la colonie de Saint-Domingue :

- 1 Médecin en Chef ;
- 3 Médecins ;
- 3 Chirurgiens-Majors des Hôpitaux ;
- 3 Apothicaires.

L'article III stipule qu'un Médecin, un Chirurgien-Major des Hôpitaux et deux Apothicaires résideraient au Cap. Le Médecin en Chef avait la faculté de résider au mieux des besoins du service, les villes de Port-au-Prince et du Petit-Goave ayant droit chacune à un Médecin, un Chirurgien-Major et un Apothicaire.

Après la Guerre de sept ans (1763), une autre guerre est conduite par les Médecins et Chirurgiens contre la clientèle qui se défend, pour la première fois, au moyen d'une importante décision, l'arrêt en règlement du Conseil Supérieur du Port-au-Prince du 9 novembre 1761 (3), portant tarif des honoraires des disciples d'Esculape. Dorénavant, les praticiens ne cherchent plus à barrer la route aux confrères concurrents, mais certains majorent leurs notes de peines et soins. D'où la réaction des Conseils Supérieurs. Nous fournissons ci-après, des extraits du tarif susvisé.

(1) Dr E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVIII^e et XVIII^e siècles, (1625-1805). La Géographie. Tome LXII, n^{os} 5-6, mai-juin 1934, f^o 346.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f^o 538.

(3) Id., *Ibid.*, f^{os} 427-431.

I. — *Honoraires des Médecins*

Il sera alloué, en ville, au Médecin, par visite . .	6 livres
Chaque visite de nuit, après dix heures	9 »

En toutes circonstances, il ne leur sera passé plus de deux visites par jour.

Hors la ville, jusqu'à une lieue de distance, leur sera alloué	20 livres
--	-----------

Deux lieues	30 »
-----------------------	------

Trois lieues	40 »
------------------------	------

Quatre lieues	50 »
-------------------------	------

à 5, 6 et 7 lieues, sera réputé la journée entière, et leur reviendra le tout, ordonnances com- prises	60 »
--	------

Lorsque le Médecin s'absentera de sa résidence pour rester auprès du malade, il aura, par journée, la nuit comprise	60 »
---	------

Il lui appartiendra, lorsqu'il sera appelé pour con- sulter	30 »
--	------

Pour les rapports et procès-verbaux de visite, et transport compris	60 »
--	------

Sera dû aux Médecins, pour leur assistance à l'ouverture d'un cadavre, avec visite	100 »
---	-------

(Sera alloué la même chose aux Chirurgiens).

II. — *Droits des Chirurgiens*

Leur sera alloué, par chaque saignée au bras . .	3 »
--	-----

Pour celle du pied	6 »
------------------------------	-----

Celle de la gorge	12 »
-----------------------------	------

Pour les accouchements simples, où il ne s'agit que de porter secours à la Nature	100 »
--	-------

Pour tous accouchements laborieux ils auront . .	200 »
--	-------

Pour luxation et réduction de l'humérus, ban- dages et embrocations, leur sera payé	60 »
--	------

Celle du cubitus et radius, tout compris	100	»
et lorsqu'il n'y aura qu'un des deux os fracturé	60	»
La luxation des deux os, avec fracture à l'olé- crâne, sera taxée à	200	»
Celle de la clavicule	40	»
Celle de la mâchoire inférieure	40	»
Celle de la cuisse, si la réduction est parfaite	300	»
(Pour les Noirs esclaves, il ne revenait que la moitié de la taxe).		
Pour les fractures compliquées, appareil, ban- dage et onguent avec les pansements, auront	300	»
Pour l'opération du trépan, avec une ou deux couronnes et incision pour débrider les tégu- mens, sera dû	150	»
L'opération de la castration, où il faut emporter les deux testicules, tout compris	100	»
Celle où il sera possible d'en conserver un, les pansements compris	300	»
Celle de la paracenthèse	60	»
Celle de la Bubonocelle, avec issue de l'intestin et de l'épiploon, où il est de nécessité de débriser l'anneau herniaire, avec les panse- ments et remèdes	400	»
S'il n'y a que l'épiploon qui fasse hernie, quoi- qu'il faille débrider ou couper l'anneau, le tout compris, il sera alloué	150	»
Celle de la fistule à l'anus complète, ou borgne interne, le tout compris	400	»
La borgne externe	150	»
L'ouverture des panaris des deux premières espèces, avec les pansements et remèdes	45	»
Celle des deux dernières espèces qui obligent à ouvrir la gaine des tendons ou débrider le périoste, pour tout	100	»
Pour ouverture des abcès	15	»

III. — *Remèdes*

Il reviendra, pour une médecine simple	6 »
Pour la composée, à la charge d'en détailler les remèdes, à peine d'être distraite du compte	10 »
(Celle des esclaves vaudront la moitié).	
Pour un looch, julep simple ou composé, même les potions	6 »
Pour purgatif en bol fondant, ou autre	3 »
Pour une prise de Kina	2 »
Pour une bouteille de Kina composé	10 »
Pour chaque bouteille de tisane purgative	6 »
Pour chaque bouteille de tisane sudorifique	4 »
Pour lavement simple	30 sols
Pour chaque emplâtre vésicatoire remèdes comp.	10 livres
Pour traitement de la gonorrhée :	
pour les libres	200 »
pour les esclaves	100 »
Les maladies vénériennes qui exigent l'application des grands remèdes seront taxés pour les	
libres à	300 »
et aux esclaves, alimens compris	150 »

L'opération de la taille et le traitement des maladies des yeux sont taxés, suivant les circonstances par les Médecins du Roi. Il est fait défenses à ces derniers de ne rien prendre, en aucun cas, pour la taxe des comptes qui leur sont envoyés par les Juges, ou présentés librement par les parties, sous prétexte d'usage, coutume ou autrement, sous les peines de droit. Il est enjoint aux Chirurgiens de faire mention dans leurs mémoires de la maladie, d'en détailler « les principes et accidens », d'expliquer les opérations qu'ils ont faites, et d'en justifier la nécessité, à peine d'être privés du paiement de leurs comptes.

Enfin, un paragraphe spécial, *in fine* de cet important arrêt (1), ordonne aux Médecins et Chirurgiens de se conformer au présent tarif et leur fait défenses de prendre de plus fortes sommes que celles qui leur étaient attribuées, « à peine de restitution du quadruple, applicable aux besoins des pauvres pour la première fois, et, de plus forte peine, en cas de récidive » (2).

A la date du 1^{er} janvier 1763, le duc de Choiseul-Stainville nomme Pierre Poissonnier, son Médecin personnel, à l'Inspection Générale de la Médecine et de la Pharmacie des ports de France et des Colonies pour la Marine. Cet Inspecteur Général a été certainement l'ancêtre du haut fonctionnaire actuel du Ministère des Colonies. Poissonnier est Docteur-Régent de la Faculté de Médecine, il avait professé la Chimie au Collège de France. Médecin consultant des armées du Roi, il a assumé les fonctions d'Inspecteur des Hôpitaux Militaires et de Médecin-Chef de l'armée d'Allemagne. Poissonnier allait remplir ses nouvelles fonctions d'Inspecteur Général de la Médecine et de la Chirurgie jusqu'en 1791. Il a dans ses attributions la correspondance avec les Médecins et Chirurgiens attachés aux services des vaisseaux, des hôpitaux des ports et des colonies.

Un brevet spécial du 12 novembre 1763, signé du Duc de Choiseul, lui confère l'inspection et le choix des médecins destinés aux Colonies. Les garnisons coloniales viennent d'être décimées par les maladies, en 1762 et 1763 : d'où l'action qui est demandée à Poissonnier. Le nouvel Inspecteur Général, réglemente, dès son entrée en fonctions, l'exercice de la chirurgie aux Colonies, car l'ordonnance royale du 30 avril 1764 (3) est « enregistrée » immédiatement, au Conseil Supé-

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f° 431.

(2) Id., *Ibid.*

(3) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f° 721.

rieur de Port-au-Prince, le 29 janvier 1765, à celui du Cap le 4 février 1765, au Conseil Souverain de la Martinique le 3 septembre 1764, au Conseil Supérieur de la Guadeloupe le 23 novembre 1764 et à celui de Cayenne le 14 novembre de la même année. Aux termes de cette ordonnance, aucun chirurgien ne peut dorénavant exercer sa profession dans les différentes Colonies françaises de l'Amérique, s'il n'a servi pendant un délai d'au moins un an dans les hôpitaux militaires desdites Colonies (art. I). Les Chirurgiens qui désirent s'établir aux Colonies doivent être examinés en présence d'un des médecins de Sa Majesté par le Chirurgien-Major et par un Chirurgien de Sa Majesté (art. 2).

Pierre Poissonnier possède, dans la personne de son frère, Antoine Poissonnier-Desperrières, un collaborateur de marque. Ce dernier est l'auteur d'un *Traité des Fièvres de Saint-Domingue* et d'un ouvrage sur les maladies des gens de mer. Il avait servi pendant deux ans (1749-1751) à la colonie de Saint-Domingue.

Pierre Poissonnier, natif de Dijon, en 1720, ne devait disparaître qu'en 1798. Il avait inventé, en 1763, un appareil distillatoire pour dessaler l'eau de mer, qui rendit les plus grands services à Bougainville et à son équipage, lors du voyage autour du monde. Il est encore l'auteur d'un abrégé d'anatomie à l'usage des élèves en chirurgie des écoles royales de la Marine (1783).

Les frères Poissonnier dotent les Médecins et Chirurgiens de la Marine, suivant arrêté royal du 30 novembre 1767, d'un uniforme, composé d'un habit gris d'épine, à collet et parement de velours cannelé pourpre pour les Médecins, et parement écarlate pour les Chirurgiens (1). Enfin, le règlement de 1768 qui organise définitivement les Ecoles de Chirurgie de la Marine est l'œuvre des frères Poissonnier.

(1) Dr. Brau : *Trois siècles de médecine coloniale française*, 1931, f° 110.

Pendant ce temps, l'Ecole de Santé Navale de Rochefort reçoit un démonstrateur de choix, qui a fait campagne au Canada, à la Louisiane, aux Antilles, et qui va prendre la direction de cette formation médicale au décès de Gaspard Cochon-Dupuy, survenu en 1788 : le Dr Cochon-Duvivier.

Le Secrétaire d'Etat à la Marine, Maréchal de la Croix de Castries, dont nous avons apprécié la savante réglementation pour les troupes de la Marine, réapparaît ici sous un jour d'administrateur aussi brillant. Il transforme l'Ecole de Santé Navale de Rochefort en école pratique. L'Ecole de Chirurgie continue sa carrière. Dorénavant, les jeunes médecins, au sortir des Facultés, doivent s'initier aux maladies des gens de mer et aux affections des colonies par un stage de deux ans dans les Ecoles de la Marine. Ce n'est qu'en fin de stage, que le praticien se trouve apte au service des ports, des vaisseaux et des Colonies.

Sous la vive impulsion reçue, l'Ecole de Santé Navale de Rochefort prend la tête du mouvement médical et s'intéresse à l'effort scientifique du XVIII^e siècle. Déjà doté d'un jardin botanique en 1695, par l'Intendant Michel Bégon, troisième Intendant du Port, l'hôpital de la Marine de Rochefort assure le rôle d'établissement de liaison pour les envois de plantes et de graines des Colonies au Jardin Royal des Plantes médicinales de Paris, fondé en 1635 et dirigé par l'Intendant Royal Georges, Louis Leclerc, Comte de Buffon, à partir de 1739.

Le 14 Décembre 1723 (1), le Sous-Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine mandait à MM. de la Rochallard et Montholon, Gouverneur et Intendant à Saint-Domingue :

(1) Archives Nationales Colonies, C. 8. A. 31, 1723. Correspondance Générale, Bénard, Intendant.

« Le Roi, désirant garnir sa ménagerie d'animaux et
« d'oiseaux curieux, il est nécessaire que vous fassiez faire
« une recherche de ceux que vous pourriez ramasser dans la
« Colonie — Je vous prie d'y donner toute votre attention
« et de les envoyer par les vaisseaux de sa Majesté qui revien-
« dront en France ».

En exécution de cet Ordre, l'Intendant Blondel de Jouvancourt, de la Martinique, mande au secrétaire d'Etat de la Marine à la date du 2 Mai 1725 (1) :

« Je viens de remettre au Capitaine Chopin, Commandant
« le navire « La Catherine », galère destinée pour le Havre,
« les oiseaux ci-après pour la ménagerie du Roy :

« Trois arras des plus beaux,
« Huit perroquets venant de la Rivière de Amazonnes,
« Deux malacis,
« Et un oiseau, nommé Trompette.

« Ce dernier est singulier, car sans qu'on s'aperçoive d'où
« le bruit sort, de tems en tems, il en fait. J'ai prié M. de Silly,
« Commissaire Ordonnateur au Havre, de prendre soin des
« dits oyseaux en attendant vos ordres ».

L'Intendant Bénard mande du fort Royal de la Martinique au Conseil de Marine le 2 Août 1719 : « Le sieur Lignon de la Guadeloupe, m'a aussi demandé payement d'une pension de mille livres qui lui a été accordée par Mgr le Duc d'Orléans, suivant une lettre à luy écrite par Son Altesse Royale qu'il m'a fait voir et dont il dit avoir reçu la première année par M. de Ricouart, ledit sieur Lignon fait les fonctions

(1) Id., *Ibid.*, C. 8. A. 34, 1725, Correspondance Générale, Blondel de Jouvancourt, Intendant.

de botaniste du Roi à la Guadeloupe ». On en conclut que dès cette époque, le Roi entretient des botanistes dans certains établissements d'outre-mer. Ce fut dans les serres du Jardin du Roi, à Paris, que fut soigné le premier caféier importé à la Martinique par Declieux (1723). Cet arbuste est la souche des caféiers des Antilles. En 1736, on reçoit à Rochefort, des plants d'ananas de Saint-Domingue, des tulipiers de la Louisiane et une collection de plantes curieuses de la Guyane. En 1733, le Contrôleur Général Orry indique, dans une lettre à M. de Maurepas, que l'ananas est cultivé au potager du Roi, et qu'il a assez bien réussi. « Les botanistes décrivent plusieurs espèces d'ananas. Il serait bon d'avoir de toutes ces espèces pour étudier si l'une d'entre elles ne s'accommoderait point mieux de notre climat que les autres » (1). Le Jardin Botanique de Brest date de 1684; supprimé en 1758, il est rétabli en 1771. Celui de Toulon est de 1786.

Notons, en passant, la création par la Marine de Jardins Botaniques coloniaux, ceux de Calcutta, de Pondichéry, (créés par la Compagnie des Indes), de Saint-Pierre (Martinique), de Saint-Louis (Sénégal), de l'Île de France, le Jardin de Montplaisir, créé par l'Intendant Poivre (1760), de l'Île Bourbon (1760) et de Cayenne (1773), qui reçoit, sous l'excellente administration de l'Intendant Malouet, les premières plantes à épices.

L'Inspection Générale de la Médecine et de la Chirurgie a des délégués aux Colonies. A Saint-Domingue, en 1763, c'est le Dr d'Hormepierre, qui succombe au bout de deux années dans cette colonie ; il n'est pas remplacé. Au Fort-Royal (Martinique), le sieur Lartigue obtint le brevet d'Inspecteur Général de la Chirurgie aux Îles du Vent. Le Dr Garnier, médecin du Roi à la Martinique, donne son nom au Morne Garnier sur lequel fut construit le fort Bourbon (1763). En 1776, deux Inspecteurs Mihiel, pour les îles de France et de Bourbon, Garnier pour la Guadeloupe, font fonctions d'Ins-

(1) Archives Nationales, Marines. B. 3, f° 357.

pecteurs aux Colonies (1). L'Inspecteur des hôpitaux devient ainsi le supérieur de tous les Médecins de la Colonie.

L'ordonnance du 3 Mai 1766 (2) du Gouverneur Général d'Estaing et de René Magon, Intendant à Saint-Domingue ordonne aux Chirurgiens et Apothicaires de faire enregistrer leurs titres. Un arrêté du 15 Février 1774 (3) de l'Intendant de Saint-Domingue de Montarcher attribue 120 livres au médecin du Roi et 60 livres au Chirurgien du Roi pour la visite de chaque bâtiment négrier. Cette même décision nous informe que le sieur Bradat, Médecin du Roi au Cap depuis 1762, présente requête à l'Intendant et se plaint que ses honoraires aient été réduits de 600 livres en trois ans, de 1762 à 1765, soit de 3.000 à 2.400 livres.

L'ordonnance du 16 Décembre 1773 (4) rendue par le Chevalier de Vallière, Gouverneur Général des Iles-sous-le-Vent, et de Montarcher Intendant, réunit au domaine du Roi les terrains situés au nord de Saint-Domingue, dénommés « domaines de Boynes », à raison des eaux thermales y contenues. Ces sources sont analysées par les Médecin et Apothicaire du Roi au Cap, Polony et Chatard. Peut-être à la même époque, on trouve à la Martinique, les sources thermales de Didier et de Moutte près du Fort-Royal, et celles dites du Dollé, à la Guadeloupe. En tout cas, les eaux minérales du Prêcheur, du Fort-Royal (Martinique) et celles de Sainte-Lucie sont analysées et étudiées par Gabrie, Roy et Lestrade, Chimistes du Roi en 1781 (5).

En 1769, a lieu en Guyane le voyage scientifique du Médecin Botaniste Patris qu'accompagne le mulâtre libre d'Approuague Claude Tony. Cette exploration a pour but de trouver la communication navigable de l'Oyapoc à la rivière des Amazones, d'une part, et de l'autre, au Maroni. Le Dr

(1) Dr Delaunay : La Vie Médicale XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. 1935, f^o 281.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 53.

(3) Id., *Ibid.*, f^o 491.

(4) Id., *Ibid.*, f^o 486.

(5) Ruz de Lavison : Etudes statistiques et historiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome II, f^o 330.

Patris remonte l'Oyapoc pendant quatre jours, puis, la rivière du Camopi. Mais il fut abandonné par ses guides, son compagnon de voyage, Mademoiselle Dujay, se perdit dans la forêt et ne fut jamais retrouvée ; il dut revenir à Cayenne. Sa relation n'existe plus (1).

Vers 1774, le Commissaire de la Marine Sonnerat, naturaliste, explorateur de Madagascar et de l'Hindoustan, introduit de l'île de Luçon à l'Île de France des plants de jacquier (rima ou arbre à pain, *artocarpus incisa*). Sous l'administration de l'Intendant Poivre à Bourbon, ces plants prospèrent. Le Jardinier Botaniste Lahaye introduit à l'Île de France une variété sans noyau. L'arbre à pain passe de là, à Bourbon, puis, aux Antilles et enfin, à Cayenne, grâce au jardinier botaniste Martin (2). C'est ici le lieu de rendre un hommage aux jardiniers botanistes de la Marine, dont les plus renommés sont Chapelier, de Rochefort, qui passe à l'Île de France, va mourir à Madagascar, et Lahaye, qui introduit l'arbre à pain à l'Île de France.

La lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine du 27 Février 1775 aux administrateurs de Saint-Domingue indique que les officiers de Santé doivent être présentés par l'Inspecteur Général de la Médecine, Pharmacie et Botanique aux Colonies. Le Dr La Motte, Médecin du Roi aux Cayes Saint-Louis s'étant retiré, les Administrateurs de la Colonie proposèrent au Ministre le Dr Milhas pour le remplacer. Mais l'Inspecteur Général de la Médecine a déjà formulé une proposition en faveur du Dr Duchemin de Létang qui fut agréé (3).

Ce praticien est le premier rédacteur à Saint-Domingue d'une Gazette Médicale. A la date du 26 Décembre 1777, il obtint un brevet portant privilège exclusif d'imprimer et dis-

(1) Dr E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles. Géographie. Tome LXI, n^{os} 5 et 6, mai-juin 1934, f^o 359. — Malouet : Mémoires, 1874. Tome I, f^o 423.

(2) Dr E.-L. Boudet. *Op. cit.* Tome LI, f^o 360.

(3) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 541.

tribuer dans la colonie une feuille périodique sous le nom de « Gazette de Médecine et d'Hyppiatrique » (1).

La dépêche du Secrétaire d'Etat de la Marine du 24 Septembre 1773 (2) relative aux permissions des militaires, règle les congés de convalescence et constitue la première procédure des conseils de santé. Les soldats, bas officiers, officiers en congé ou congédiés sont dorénavant soumis, à leur arrivée dans les ports, à une contrevisite.

Le Règlement du 4 Décembre 1773 (3) édicte la taxe à percevoir par les Médecins, Chirugiens du Roi lors des procès criminels. Les premiers auront 36 et 30 livres ; les seconds, 30 et 24 livres. Les vacations s'élèvent pour les Médecins à 36 et 24 livres ; pour les Chirugiens, à 30 et 18 livres. L'arrêt du Conseil Supérieur du Cap du 11 Octobre 1780 (4) décide qu'un Médecin-Chirurgien dont le titre de médecin est légalement connu par l'enregistrement doit « émolumenter » comme médecin. C'est l'application du principe moderne du non cumul : le praticien perçoit l'indemnité la plus forte.

Le 29 Avril 1776 (5), le Conseil Supérieur du Cap, à la requête de Nicolas Menot, Docteur en Médecine de la Faculté de Montpellier, déclare que « les états de Médecin et d'Apothicaire Droguiste sont incompatibles », et qu'en conséquence, les intéressés doivent opter pour l'un ou l'autre état.

Par lettre du 23 Décembre 1781 (6), le Comte d'Arbaud, Gouverneur de la Guadeloupe, fait au Secrétaire d'Etat de la Marine un très vif éloge du frère Marcel Balet, religieux de la Charité, qui « a rempli avec la plus grande distinction pendant dix ans les fonctions de Chirurgien en Chef des hôpitaux du Fort-Royal et de Saint-

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 807 .

(2) Id., *Ibid.*, f° 464.

(3) Id., *Ibid.*, f° 619/645.

(4) Id., *Ibid.* Tome VI, f° 63.

(5) Id., *Ibid.* Tome V, f° 690.

(6) Archives Nationales, Colonies, C. 7. A. 39. Correspondance Générale 1780-1781 : Le Comte d'Arbaud, Gouverneur.

Pierre, Ile Martinique ; il exerce depuis cinq ans les mêmes fonctions à l'hôpital Militaire de la Basse-Terre, Isle de la Guadeloupe ».

Le Gouverneur d'Arbaud réclame, en outre, une pension sur la cassette royale en faveur de ce religieux et il cite les blessés qui, par lui, furent soignés, notamment, ceux provenant du combat de Sainte-Lucie, du combat naval de la Grenade et du combat de M. de Guichen en Avril 1780.

La lettre ministérielle du 25 Janvier 1782 (1), relative à la nourriture des Officiers militaires du Môle Saint-Nicolas accorde au Médecin et au Chirurgien du Roi deux rations chacun.

Le 6 Décembre 1784 (2), un arrêt du Conseil Supérieur du Cap décide qu'un médecin étranger doit rapporter des lettres de naturalité ou d'agrégation à une Faculté du royaume, ou, sinon, passer l'examen. Il s'agit du sieur Lentuaire, Docteur en Médecine de la Faculté de Naples, qui désire s'établir au Cap, Ile Saint-Domingue.

Les Médecins, Chirurgiens, Apothicaires, Marchands-Droguistes du Roi subsistent ainsi jusqu'à la Révolution.

Un des premiers actes de la tourmente révolutionnaire est la suppression de l'Inspection Générale de la Médecine, de la Chirurgie et de la Botanique, en vertu du décret du 29 Septembre 1791, pour compter au 1^{er} Octobre 1791. Pierre Poissonnier est emprisonné et ne dut la vie qu'au revirement qui suivit le 9 Thermidor.

L'Assemblée Nationale proclame l'assimilation totale des Chirurgiens et des Médecins, attendu qu'à bord des vaisseaux et dans certaines colonies, les Chirurgiens de la Marine remplissaient les devoirs des uns et des autres. Le 26 Janvier 1793, la Convention réaffirmait les mêmes principes. Le 1^{er} Janvier 1793, les Pharmaciens obtiennent également l'assimilation à leurs confrères, ce qui a fait dire à l'historien des Ecoles de Médecine navale, qu'à compter de cette époque, « il n'y

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome VI, f° 223.

(2) Id., *Ibid.*, f° 669.

avait plus d'ilotes dans le Corps Médical » (1). L'arrêté du 21 Frimaire An III du Comité du Salut Public mettait sur un pied d'égalité totale, les Officiers de Santé de l'armée de Terre et ceux de la Marine. Les deux corps furent placés sous l'autorité directe de la Commission de Santé des armées, où les Officiers de Santé de la Marine étaient représentés par le citoyen Sabathier, second médecin du port de Brest (2). Toutefois, cette situation fut de courte durée. Le décret du 5 Thermidor An VI (24 Juillet 1797) fit cesser cet essai de fusion. Les Officiers de Santé étaient devenus des militaires, mais sans obtenir encore l'entière assimilation des grades. C'est vers cette époque que le Dr Larrey fit campagne en qualité de Chirurgien-Major sur la frégate la « Vigilante », sur les bancs de Terre-Neuve (Octobre 1797).

Le règlement du 19 Pluviose An VI (8 Février 1798) marque un progrès. Aux termes de son article XIII, le service officiel de la santé aux Colonies est confié aux Médecins et Chirurgiens de la Marine (3). Les Apothicaires dénommés « Pharmaciens » se voient dotés d'un uniforme, habit et culotte de drap bleu, veste en drap blanc, casquette avec ancre enlacée d'un serpent avec la légende « Officiers de Santé ». Nous avons indiqué plus haut que les parements de velours diffèrent suivant les professions :

Velours violet, pour les Médecins,

Velours vert de mer, pour les Chirurgiens, et cette fois, velours orange pour les Pharmaciens.

Les grades se distinguent par des broderies figurant des feuilles de chêne dorés, suivant les grades. Les Officiers de Santé ont droit au port de l'épée.

L'arrêté du 2 Floréal An II (22 Avril 1794) institue des Comités de salubrité dans les Ports. Ces Commissions sont les prédécesseurs des Conseils de Santé modernes (4). Au

(1) A. Lefèvre : Histoire du Service de Santé de la Marine Militaire et des Ecoles de Médecine navale, 1867, f° 255.

(2) Dr P. Brau : Trois siècles de Médecine Coloniale Française, 1931, f° 120.

(3) Id., *Ibid.*, f° 122.

(4) Dr E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles (1625-1805). La Géographie. Tome LXII, n^{os} 1-2 juillet-août 1934, f° 45.

Comité Central de la Marine, on voit siéger de Gesnouin, premier pharmacien en chef de Brest, l'illustre Cochon-Duvivier, notre vieille connaissance, premier Chirurgien en chef de Rochefort, cependant que le Chirurgien en chef Coulomb remplit les fonctions d'Inspecteur du Service de Santé.

Mentionnons, en 1779, le voyage de la *Boussole* et de l'*Astrolabe*, sous le commandement de La Pérouse et de Langle, avec le Chirurgien-Major Rollin, le second chirurgien Lecor pour le premier bâtiment, le chirurgien ordinaire Levaud et le second chirurgien Guillou, tous, du port de Brest, Ce voyage scientifique finit tragiquement à Vanikoro. En 1791, l'Assemblée Nationale envoya à la recherche de La Pérouse, sous le commandement du Chevalier d'Entrecasteaux, la « Recherche », avec le Chirurgien-Major Renard, et l'aide chirurgien Boisdéliot et « l'Espérance », avec le Chirurgien-Major Joanet et l'aide chirurgien Goffre. Le Jardinier Botaniste Lahaye faisait partie de l'expédition.

Les ambassadeurs de l'Empereur d'Annam Gia-Long avaient signé, le 28 Novembre 1787, avec Louis XVI, un traité d'alliance offensive et défensive, qui permet à Mgr Pigneau de Behaine d'armer des navires à Pondichéry et de faire organiser à l'européenne les troupes annamites. Deux chirurgiens firent partie de cette mission, Jean-Marie Despiaux, Chirurgien de l'Empereur et Dominique Desperles (1).

En 1794, le Comité du Salut Public envoie en mission aux Etats-Unis le Chirurgien en chef Coulomb pour l'inspection des établissements où sont soignés les malades, marins de la République. Les troubles révolutionnaires aux Colonies et les besoins des guerres étrangères réclamèrent l'équipement par les Ecoles de Médecine Navale de nombreux bâtiments et de plusieurs escadres à destination de l'Inde et des Antilles. C'était, par le fait, l'augmentation du nombre des Chirurgiens. Tout le personnel de Santé de Toulon fut embarqué pour l'Egypte ; le Chirurgien Leclerc assure la direction de l'hôpital de la Marine d'Alexandrie.

Le règlement du 19 Pluviose An VI (8 Février 1798)

(1) Dr. E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies aux XVII^e et XVIII^e siècles 1625-1815. La Géographie. Tome LXI, n^{os} 5-6 mai-juin 1934, f^o 362.

édicte que les emplois aux Colonies pour le service de Santé de la Marine ne seraient plus accordés qu'à des Officiers de Santé ayant servi dans les Ports. Mais le 7 Vendémiaire An VII (29 Septembre 1799) un arrêté du Ministre Bourdon de Vatry rapporte la mesure (1).

Le règlement du 17 Nivôse An IX (8 Janvier 1801) partage en trois classes les Officiers de Santé attachés au service des Colonies, de même que ceux des ports. Les promotions eurent lieu par voie de concours publics. Les Officiers de Santé en service aux Colonies bénéficièrent de la solde double pendant leur séjour colonial (2).

La loi du 19 Ventôse (10 Mars 1803) accorde aux Officiers de Santé en chef et à ceux de première classe comptant deux années de service dans les armées de Terre et de Mer, la dispense des examens exigés pour l'obtention du titre de Docteur en Médecine ou en Chirurgie. Ces Officiers ne sont soumis qu'à l'obligation de subir le dernier acte probatoire, c'est-à-dire à présenter et à soutenir une thèse (3). De là l'origine de nombreuses publications maritimes et coloniales, et en particulier sur la fièvre jaune à Saint-Domingue (4). C'est, durant la campagne de Saint-Domingue, que les Officiers de Santé de la Marine composant le corps local furent plus que décimés. Bornons-nous à noter quelques survivants :

Gilbert, Médecin en chef, Louis Caillot, Chirurgien de 1^{re} classe, Vanauld, Chirurgien-Major de la Garde du Général Leclerc, les chirurgiens Mabit et Matignon. Le Dr Gilbert compose « l'Histoire Médicale de la campagne de Saint-Domingue », le Dr Caillot, la notice sur la fièvre jaune qui vient de régner dans nos Colonies, et le Dr Vanauld, la dissertation sur la fièvre jaune. L'Ile de la Tortue, après avoir servi naguère de retraite aux flibustiers et aux boucaniers servit à cette époque de sanatorium.

(1) Dr. E.-L. Boudet : Le Corps de Santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies. La Géographie. Tome LXII, n^{os} 1-2 juillet-août 1934, f^o 46.

(2) Id., *Ibid.*, f^o 47.

(3) A. Lefèvre : Histoire du Service de Santé de la Marine Militaire et des Ecoles de Médecine Navale, Chapitre XIII.

(4) Dr. E.-L. Boudet : *Op. cit.*, f^o 48.

Aux Iles de France et de Bourbon, le Capitaine Général Decaen prit, à la date du 10 Germinal An XII, un arrêté aux termes duquel le droit d'exercer la Médecine et la Chirurgie n'était accordé qu'à ceux qui avaient été examinés ou reçus en France dans l'une des Ecoles Spéciales, ou qui avaient exercé soit comme Officiers de Santé en chef, soit comme Officiers de 1^{re} classe, pendant deux ans dans les armées de terre et de mer (1).

L'aide-chirurgien Henri Bédor, du port de Brest, embarqué sur le « Pluton », puis, détaché dans une ambulance à terre, à la Martinique, se signale lors de la prise du « Fort du Diamant » (2 Juin 1805), sous le commandement du Capitaine Général Villaret de Joyeuse et des amiraux Gravina et Villeneuve (2).

La fièvre jaune est importée en 1800 à Cadix et, en 1801, à Médina-Sidonia. Elle parut à Brest, en 1802, au moment du retour des Antilles des cinq vaisseaux de l'escadre de l'Amiral Magon. Le Chirurgien en chef Droguet, chargé de la direction du Lazaret de Treberon, rédige alors un mémoire à l'intention de l'Académie de Médecine.

Avant le chaos révolutionnaire, les Colonies d'Amérique, la Guyane, les Antilles, en particulier, Saint-Domingue, forment alors des centres médicaux de premier ordre, où figurent les Médecins et Chirurgiens du Roi, et des Médecins civils, tels que Charles Artaud, qui opère au Cap de 1776 à 1791 ; L. Valentin (1758-1830) premier médecin des armées de Saint-Domingue en 1790, Directeur des hôpitaux fondés pour les marins aux Etats-Unis ; Devèze, qui exerce à la Martinique et qui y établit la première maison de santé des Iles ; Pierre Campet (1726-1805), Médecin en Chef des hôpitaux militaires à Cayenne de 1754 à 1772, auteur d'un traité de Pathologie Exotique (1802). Il a étudié le tétanos

(1) Georges Azéma : Histoire de l'Ile Bourbon, 1862, f° 213.

(2) L. Beaudza : Le Journal des Coloniaux, 15 août 1931, f° 2. —
Dr. E.-L. Boudet : Le Corps de santé de la Marine et le Service Médical aux Colonies. La Géographie. Tome LXII, juillet-août 1934, f° 49.

à la Guyane, en particulier chez les nouveau-nés ; Antoine Dalmas (1757-1830), qui servit dans la flotte de l'Amiral de Grasse, puis fut médecin du Roi à Saint-Domingue, où il étudia la fièvre jaune (1805) ; Jean Fauré (1770-1856), qui fut médecin de l'Amirauté à Saint-Domingue, puis Directeur de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Nantes ; Philippe Petit-Radel (1749-1815), Docteur Régent de la Faculté de Médecine de Paris ; il servit à Bourbon, en Amérique, fut Chirurgien-Major du Roi aux Indes Orientales. Il est l'auteur d'un dictionnaire de Chirurgie (1790), d'un cours de maladies syphilitiques (1810) et d'une *Pyretologia Medica* (1815), Jean Textoris (1773-1819), Chirurgien en chef à bord du « Tonnant », Directeur du Lazaret de Toulon, Médecin de l'escadre des Antilles ; il assiste à la bataille de Trafalgar, achève sa carrière en qualité de professeur et de deuxième médecin en chef du port de Toulon. Il étudia la fièvre jaune et le scorbut ; A. Dariste, chirurgien en chef de l'hôpital civil et militaire de Saint-Pierre de la Martinique de 1800 à 1816 ; Jean-Marie Amic, natif de Brest (1752), décéda à la Guadeloupe (1819). Il fut médecin des hôpitaux de la Marine à Brest en 1781, puis, médecin du Gouvernement de la Guadeloupe, où sa mémoire est encore vénérée ; Jean-Charles Amic, fils du précédent, né à la Basse-Terre en 1794 fut le premier médecin en chef à la Martinique ; il meurt à la Pointe-à-Pitre en 1861. Il a laissé de nombreux travaux sur la pathologie des Antilles.

Après la bataille de Trafalgar (21 octobre 1805), il n'existe plus de colonies où le Corps de Santé puisse servir. Mais l'Empereur, au moment des revers, fait appel aux troupes de la Marine. Les Officiers de santé de la Marine sont à la guerre d'Espagne, à Wagram, à Lutzen, à Bautzen et à la campagne de France (1). On cite, pour cette époque, le nom du Chirurgien-Major Taillefer, médecin-chef des marins de la Garde, qui fit toutes les campagnes de l'Empire. Un autre médecin, le Chirurgien-Major Saint-Hilaire, qui avait fait partie de l'expédition de Saint-Domingue et décéda à

(1) Dr. P. Brau : *Trois siècles de médecine coloniale française*, 1931, f° 130.

Rochefort, le 7 mai 1864, ne fut décoré de la croix de la Légion d'Honneur que sur l'intervention du Docteur Quoy, Inspecteur Général du Service de Santé de la Marine et des Colonies, le 1^{er} mai 1849 (1).

L'ordonnance du 5 septembre 1827 règle la destination et l'avancement des Officiers de Santé du service des Colonies, édictant, dans son article 8, « qu'il ne serait employé en chef dans les Colonies que des Chirurgiens de la Marine préalablement reçus Docteurs dans les facultés du royaume ». On revenait ainsi au principe du corps unique pour la Marine et les Colonies. On doit citer comme appartenant à cette période les noms d'Alexandre Segond, auteur de mémoires sur la Guyane, où il assumait les fonctions de chef du Service de Santé; Ferdinand Thévenot, son confrère du Sénégal; les Médecins-Chefs aux Antilles : Lefort, Catel, Cornuei, Dutroulan, auteur d'une étude sur les maladies des Européens dans les pays chauds. Les Docteurs Adolphe Lesson, à Tahiti; Coles, à Pondichéry; Godineau, à Karikal; Villette Petit, à l'Ile Bourbon, forment les belles unités de cette lignée médicale.

L'ordonnance du 17 décembre 1828 attribue définitivement le parement grenat aux Médecins au lieu du parement noir; celle du 17 juillet 1835 consacre la jouissance par le Corps de Santé de la Marine du bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers.

Mais la fièvre jaune n'a pas encore achevé son œuvre de mort. Les chirurgiens Sandemon Dulac et Auguste Thèze succombent au Sénégal en 1837 et en 1859. A la même époque, au Fort Royal de la Martinique, on voit disparaître les chirurgiens Delourme, Scio, Callot, Rault, Rambault, Seysson, Devouves; à la Guyane, de 1851 à 1856, Perbosc, Leconte, Mitre, Girardeau, Le Pennec, Delidon, Savarin, Vergès, Hombron, Hugues, Rabaud, Ropert, Vincent, Rouston, Gauber, Viaud, Pineau, Roger, Boyer, Lacouture. Le Docteur Pinet-Laprade, successeur du Général Faidherbe

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, t^o 150.

comme Gouverneur du Sénégal, est emporté, en 1869, par l'épidémie de choléra.

Pendant l'expédition du Mexique (1862-1867), les Médecins et Chirurgiens de la Marine, tant à terre que sur les vaisseaux, accomplirent leur rude tâche.

Le décret du 14 juillet 1865 réorganise le Corps de Santé de la Marine. Par suite, les Médecins Principaux et Médecins envoyés en service aux Colonies ont le droit d'être replacés dans le cadre des ports après le séjour réglementaire de trois ans. Le décret du 15 mars 1854 crée les grades de Directeur du Service de Santé et de Chirurgien Principal.

Lors des événements de 1870, les noms des Médecins de la Marine Julien, Béranger-Féraud, Bourgarel, Jacolot, Thaly (Hilaire-Dorothée), Cazalis, Ricard, Leclerc, purent être donnés en exemple à la jeunesse médicale. Ce fut au Docteur Bourgarel, Chirurgien-Major du 4^e Régiment d'Infanterie de Marine, qu'échut le soin d'évacuer le commandant en chef, Maréchal de Mac-Mahon, du champ de bataille de Sedan (1).

Mais, d'Europe, il faut nous transporter au Tonkin. Aussitôt apparaissent les noms de Joubert, Thorel, Harmand.

L'épidémie de fièvre jaune du Sénégal (1878) terrasse les Médecins Bellom, Legal, Thoraval, Massin, Roche, Borallo, Briant, Saratte, Massola, Delinas, Chevrier, Desprès-Bourdon, Boyé, Cotrel, Gouffé, Bourgarel, Amouretti, Guillaud et le pharmacien Barbédor. En 1880, la Guadeloupe voit succomber Beaufils, Dubois (Erasme), et Pocard-Kerviler.

Le 27 avril 1822, le Médecin de la Marine J. Crevaux, auteur de nombreuses explorations sud-américaines, est massacré par les Indiens Tobas, dans l'Amérique du Sud.

En 1880, les Docteurs Bayol et Toutain ont été les collaborateurs du commandant Galliéni, dans sa pointe sur Bama-ko. En 1881, deux belles découvertes intéressent au plus haut point la Médecine Coloniale. Le Docteur Laveran, de l'armée métropolitaine, et le Docteur Carlos Finlay, décou-

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f^o 165.

vrent: le premier, l'hématozoaire du paludisme; le second, la possibilité de la propagation de la fièvre jaune par un moustique, le *stégomya fasciata*. Ces deux découvertes précèdent de cinquante ans celle du vaccin de la fièvre jaune, en 1934, par le Docteur Laigret, de l'Institut Pasteur de Tunis, et le Professeur Nicolle, décédé en 1935.

A la campagne du Tonkin se rattachent les noms des médecins : d'Auvergne, Vigné d'Octon, Crozat, Normand, Le Dantec. Le Docteur Neis, Médecin de la Marine, obtient, le 9 janvier 1885, la Médaille d'Or de la Société de Géographie pour sa liaison Laos-Tonkin, comme ses illustres confrères Ballay, Harmand, Crevaux, Morice (1).

Le 23 septembre 1889, le Docteur Béranger-Féraud est appelé à la Présidence du Conseil Supérieur de Santé de la Marine et des Colonies. Le Docteur Béranger-Féraud est également le savant auteur d'un Traité clinique des maladies des Européens aux Antilles.

En 1886, le Médecin-Inspecteur Grall, ancien Médecin-Chef de l'Hôpital d'Hanoï, publie sa contribution à l'étude des fièvres intertropicales, suivie d'un Traité de Pathologie exotique. Les Docteurs Bertrand et Fontan étudient, dans les archives de la Médecine Navale, l'entéro-colite chronique endémique des pays chauds.

C'est en 1887 que paraît l'œuvre du Docteur Corre : le Traité clinique des maladies des pays chauds.

Le décret du 7 janvier 1890 (2), modifié par celui du 11 août 1893, crée le Corps de Santé des Colonies. Les règles relatives à l'avancement sont posées par les Décrets des 7 janvier 1890 et 27 octobre 1896, et le cadre du corps par celui du 20 octobre 1896. Un cadre d'Infirmiers coloniaux est créé par le décret du 14 février 1889 pour le service des hôpitaux des colonies : infirmiers-chefs et infirmiers-majors dont la nomination est réservée au Ministre; infirmiers ordinaires, européens et indigènes, qui sont à la nomination des Gouverneurs des Colonies (3).

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française 1931, f° 165.

(2) P. Dislère : Traité de Législation Coloniale. Partie I, 1897, f° 249.

(3) Id., *Ibid.*, f° 249.

Par voie de conséquence, l'Administration Centrale des Colonies doit établir son Conseil Supérieur de Santé (art. 15). Les premiers Inspecteurs sont deux médecins de la Marine, les Docteurs Treille et Kermorgant. Une partie des médecins et pharmaciens de la Marine bifurque à l'Administration des Colonies (123 Médecins, 3 Pharmaciens), l'autre partie demeure sous l'autorité du Ministre de la Marine. Ces derniers restent chargés du service de la Marine dans les hôpitaux des ports militaires et sur les vaisseaux.

Le premier contingent est appelé à servir dans les hôpitaux coloniaux et dans les services administratifs du Ministère des Colonies, dans les ports de commerce. L'Ecole du Service de Santé de la Marine, prévue par la loi du 10 avril 1890, est inaugurée à Bordeaux, le 5 novembre suivant. Le cadre du Corps de Santé des Colonies est, dès lors, fixé par le décret du 20 octobre 1896; un cadre d'infirmiers coloniaux, organisé par le décret du 14 février 1889, collabore avec les Médecins et Pharmaciens du cadre colonial.

Si, le 15 juin 1894, à Hong-Kong, le Médecin de la Marine Yersin découvre le microbe de la peste, à la date du 7 décembre 1892, on enregistre la perte du médecin-exploreur François Crozat, à Tengrela (Soudan), de même qu'en décembre 1892 le Dahomey voit disparaître son confrère, le Docteur Rouch.

En 1891, est fondé l'hôpital moderne de Dakar, puis celui de Kayes. En 1881, Chandernagor est pourvu d'un hôpital hospice. Depuis 1850, la Martinique possède, en sus des hôpitaux militaires de Saint-Pierre et de Fort-de-France, (celui de Saint-Pierre est détruit par l'éruption volcanique du 8 mai 1902), sept hospices civils : Fort-de-France, Saint-Pierre, la Trinité, Saint-Esprit, Marin, Lorrain, Lamentin. La Guadeloupe en compte dix : Saint-Hyacinthe, Pointe-à-Pitre, Saint-Elizabeth (aux Abymes), Capesterre, Grand-Bourg, Saint-Martin, Saint-Claude (aliénés), la Désirade (lépreux), créé en 1728, la crèche de Saint-Anatilde (1).

L'Ordre de Malte, reprenant ses antiques traditions, a

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 182.

doté, depuis cinq ans, l'hôpital Saint-Louis, à Paris, d'un pavillon à l'usage des lépreux. Les lépreux provenant des Colonies y sont soignés.

La Réunion et la Guyane, bien que moins favorisées sous le rapport hospitalier, ne tarderont point à rejoindre les Isles d'Amérique dans la course à l'émulation philanthropique.

En Afrique orientale, à Majunga, à Tamatave, à Tananarive, des consultations gratuites sont données aux indigents dans les formations sanitaires. Un hôpital indigène, fondé dans la capitale de l'Emyrne, dirigé par des médecins coloniaux, jouissant d'un confort que beaucoup d'établissements de ce genre lui envieraient, admet tous les naturels du pays qui s'y présentent (1).

Par arrêté du 16 décembre 1896, le Général Gallieni crée l'hôpital de Tananarive. L'article 12 prévoit que, pendant toute la durée de leurs études médicales, les étudiants madécasses seront soumis au stage hospitalier, à l'hôpital. L'article 16 stipule qu'un diplôme de Docteur en Médecine au titre de Madagascar sera délivré après le cinquième examen. Cet arrêté du Gouverneur Général Gallieni constitue, en somme, l'acte de naissance de l'Ecole de Médecine de Tananarive. Le prestige de la France devait, par ce moyen, s'élever et agir sur l'esprit des malgaches possédant une culture intellectuelle (2). Le premier Directeur de l'Ecole de Médecine de Tananarive est le Médecin Principal Mestayer, avec, comme collaborateurs, les Docteurs Jourdran, Rencurel et le Pharmacien Bloch. L'assistance médicale indigène fut organisée dans la Grande Ile par le décret du 2 mars 1904. L'article 3 rattache chaque village, au point de vue assistance, à l'hôpital le plus voisin. Les dispensaires sont dirigés par des médecins indigènes.

Les services médicaux de l'Indochine et du Maroc ont été organisés à l'instar de ceux de Madagascar. L'arrêté du 4 mai 1907 institue une section militaire à l'Ecole de Méde-

(1) Dr. Kermorgant : *Annales d'hygiène et de Médecine coloniales*, f° 248.

(2) Dr. P. Brau : *Trois siècles de médecine coloniale française 1931*, f° 185.

cine de Hanoï; le décret du 4 juillet 1920 institue le corps des aides-médecins militaires indigènes (1).

L'Afrique Occidentale est dotée d'une Ecole de Médecine qui fonctionne à Dakar (arrêté du 1^{er} novembre 1918). Cet établissement permet le recrutement des médecins militaires indigènes. D'autre part, l'assistance médicale indigène est assurée depuis l'arrêté du 8 février 1905. L'Ecole de Médecine de Dakar fut dirigée, à son début, par le Médecin Principal Le Dantec, avec, comme collaborateur, le Médecin Principal Lhuerre et les Médecins-Majors Nogue et Robert. Après l'Ecole de Médecine, Dakar a vu s'élever une Maternité, œuvre du Gouverneur Général Olivier et du Médecin-Inspecteur Rigollet.

La loi du 7 juillet 1900 (2) et le décret du 11 juin 1901 (3), qui en est la conséquence, rattachent l'Armée Coloniale au Ministère de la Guerre. De ce fait, le Corps de Santé des Colonies devient le Corps de Santé des Troupes Coloniales. Des trois décrets du 21 juin 1906 comportant organisation des Troupes Coloniales, le troisième est relatif au Corps de Santé (4). La hiérarchie comporte, d'après le dernier état du droit, c'est-à-dire le décret du 26 juin 1928 (articles 1, 2, 23 et 24) :

A. — *Médecins*

Médecins Généraux-Inspecteurs	3
Médecins Généraux	10
Médecins Colonels	33
Médecins Lieutenants-Colonels	50
Médecins Commandants	166
Médecins Capitaines	304
Médecins Lieutenants et Sous-Lieutenants	183

B. — *Pharmaciens*

Pharmaciens Colonels	4
Pharmaciens Lieutenants-Colonels	5

(1) Les armées françaises d'outre-mer. Le Service de Santé aux Colonies, 1931, 5^e Partie, f^o 254.

(2) P. Dislère : Traité de Législation Coloniale, Partie III, 1901, f^o 569. — A. Girault : Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, Partie II, 1922, 395/408.

(3) A. Girault : *Op. cit.*, f^o 408.

(4) Id., *Ibid.*

Pharmaciens Commandants	16
Pharmaciens Capitaines	30
Pharmaciens Lieutenants et Sous-Lieutenants	18

Officiers d'Administration du Service de Santé

Lieutenant-Colonel d'Administration	1
Commandants d'Administration	5
Capitaines d'Administration	23
Lieutenants et Sous-Lieutenants d'Administration	26

Comme on l'a vu précédemment, un corps d'officiers d'Administration et une section d'Infirmiers militaires sont adjoints au Corps de Santé. La Section d'Infirmiers militaires des Troupes Coloniales, organisée par décret du 16 janvier 1907 (1) comprend :

1° Militaires Français

Adjudants-Chefs	31
Adjudants	50
Sergents-Chefs	100
Sergents	191
Caporaux et Soldats	70

Total	442
-------------	-----

2° Militaires Indigènes

Sénégalais	106
Malgaches	91
Indochinois	754

Total	951
-------------	-----

La Médecine Coloniale prend part, aux côtés de la Médecine Générale, à la lutte contre les fléaux de l'humanité, en particulier, la tuberculose, la syphilis, la fièvre paludéenne, la fièvre jaune, la peste. Elle a réagi, ces dernières années, contre un nouvel et redoutable ennemi : le trypanosome, qui risque de dépeupler les territoires africains. Comme pour la fièvre jaune, en 1901, la France ne reste pas en

(1) A. Girault : Principes de Colonisation et de Législation Coloniale, Partie II, 395/408.

arrière de toutes ces investigations scientifiques de première importance (1).

Présentement, les deux Corps de Santé de la Marine et des Troupes Coloniales sont recrutés :

1° Par les trois Ecoles annexes de Médecine Navale de Brest, Rochefort et Toulon;

2° Par l'Ecole Principale du service de Santé de la Marine, à Bordeaux;

3° Par l'Ecole d'Application des Médecins et Pharmaciens stagiaires de Toulon, qui a pour but de préparer pendant une année les candidats à l'Ecole Principale du Service de Santé de Bordeaux;

4° L'Ecole d'Application du Service de Santé des Troupes Coloniales à Marseille, créée et modifiée par les décrets des 3 octobre 1905, 7 mai 1908, 12 janvier 1910 et 15 décembre 1911. Installée au Parc du Pharo, à Marseille (2). cette école a pour but de donner aux médecins et pharmaciens aides-majors de 2^e classe des Troupes Coloniales l'instruction professionnelle spéciale, théorique et pratique nécessaire pour remplir les obligations du service incombant au Corps de Santé des Troupes Coloniales en France et aux Colonies. L'Ecole commença à fonctionner en mai 1908; elle eut comme premier Directeur le Médecin Inspecteur des Colonies Clarac.

Nous voici à l'époque moderne. Le moment est venu de jeter un coup d'œil en arrière. Nous sommes déjà loin des Arnoux, Poupée-Desportes, des deux Cochon-Dupuy, Cochon-Duvivier, Lartigue, Poissonnier frères, Guillaume Bérard, Etienne Hubert. Pourtant, l'œuvre scientifique s'élaborait. En dehors de quelques personnalités emportées par l'appât du gain, la théorie des missionnaires, fraters-chirurgiens, Médecins du Roi, Médecins de la Marine et des Colonies, est longue et splendide. Il convient d'y joindre les Médecins et Chirurgiens du Ministère de la Guerre, au moment des grandes expéditions (Algérie, Tonkin, Madagascar,

(1) Dr. P. Brau : Trois siècles de médecine coloniale française, 1931, f° 201.

(2) Drs. Galtier, Boissière et Burnier : Larousse Médical illustré, f° 1119.

Maroc), ce Département a toujours répondu vaillamment à l'appel des confrères coloniaux. C'est pourquoi il est juste d'unir les trois Départements (Marine, Guerre et Colonies) dans le même concert d'éloges. Néanmoins, il faut reconnaître que, avant et après la Révolution, c'est le corps de Santé de la Marine qui recueille la succession des Missionnaires et des Fraters-Chirurgiens et qui assiste, au prix de nombreuses pertes de vies, à la reprise et à la conquête des possessions coloniales.

Le décret du 7 janvier 1890 crée le Corps de Santé des Colonies, dont le noyau, formé de médecins de la Marine, ne doit pas faire oublier les glorieux services des Médecins et Chirurgiens de la Marine du Maréchal de La Croix de Castries et les praticiens contemporains des événements de 1789.

Il est nécessaire d'accorder ici un hommage ému, avant ceux qui vinrent s'éteindre à leurs foyers, à cette belle lignée de généreux fils de France qui dort son dernier sommeil sous les pierres tombales de l'Ile Royale, du Canada, de Saint-Domingue, de Cayenne, du Fort-Royal et de Saint-Pierre-de-la-Martinique, de Basse-Terre, de la Réunion, de l'Ile-de-France, de Pondichéry, de Gorée, de Dakar, de l'Indochine, de Madagascar, du Maroc, dont certains moissonnés à la fleur de l'âge, et d'autres, victimes de la fièvre jaune, du choléra, qui, après avoir glorieusement défendu le sol natal, comme les Bourgarel, Mesny, Gérold, Chabaneix furent frappés en Afrique, en Mandchourie et à Hong-Kong. Un monument a été élevé, à Saint-Louis (Sénégal), à la mémoire des Officiers du Corps de Santé de la Marine morts pendant l'épidémie de fièvre jaune de 1878. Ce monument fut inauguré par le Médecin en Chef Martialis.

Tout en regrettant de ne pouvoir citer tous les officiers des Corps de Santé de la Marine, de la Guerre et des Colonies qui furent, entre tous, des hommes de science, d'humanité et d'action, contentons-nous de glaner quelques noms dans la foule de ceux qui se pressent en notre mémoire (1).

(1) Les Armées Françaises d'outre-mer. Le Service de Santé aux Colonies, 1931.

Aux Antilles :

Les Médecins principaux de Marine Rey et Maurel, le premier auteur d'un résumé intéressant de l'Histoire de la Martinique, le second, d'une Histoire de la Guyane Française; les Docteurs Pierre Campet, Dariste, Jean-Marie Amic, Jean-Charles Amic, Bouvier, Duquesnay, Garnier, le Médecin-Major Vergoz (disparu dans l'éruption volcanique du 8 mai 1902 de Saint-Pierre (Martinique), Portel, Sévère, Dufougère.

En Algérie :

Les Docteurs Benguy, Marseillan, Lepelletier, Pujens, Martin, Savaron, Moïse, Sarré, Pecqueux, Arcelin, Rosaguli, Castelly, Beaugrand, Guiard, Glenisson, Lubrot, Buffler, Drouet; les aides-majors Talpin et Paillard, victimes du typhus; Mordant et Cariès, morts de la fièvre typhoïde; Baque, Médecin-Major, emporté par la diphtérie; les Chirurgiens Baudens et Sédillot; les Médecins de colonisation Maillet, Baudin, Kiener, Kelsch, Laveran; les Pharmaciens Charpentier (Pierre), Pharmacien en chef du corps expéditionnaire, Juving, Tripier, Rouchet, Gillet, Millon.

Au Sénégal :

Les Médecins de la Marine Chassaniol, Valet, Dumas, Lhuerre, Bonnafy, Morel, Chapeyron, Abbattucci, de la Jarige; les Docteurs Boyé et Roquemauraie qui font partie de la colonne contre Samory (1898), sous les ordres du Capitaine Gouraud; avec la mission Marchand (1896), le Docteur Emily; avec la mission Foureau-Lamy (1898), les Docteurs Fournial et Haller, du cadre métropolitain; avec la mission Gentil (1900), le Docteur Henric.

Au Dahomey :

Les Médecins de la Marine Giraud (Balthazar), Médecin-Chef du corps expéditionnaire; Barthélemy, Rangé, Rouch, Salaün, Achard, Duguet; les Médecins du Département de la Guerre Danou, Saint-Macary, Friaud, Carrière.

A la Côte d'Ivoire :

Les Médecins de la Marine Barot, Marchand, Couderc, Gouzien, Rousselot, Benau, Gallier, Letonturier, Bernard, Fulconis, Mariotte, Couibes, Philippe, Bougenault, Braud, Salacroup.

A la Guinée et en Casamance :

Les Médecins des Colonies Miquel, Maclaud, Ponthiou-Lavielle, Mallié; les Médecins de la Marine Palasme de Champeaux, Coulogner.

En Mauritanie :

Les Médecins de Marine Cambours-Mouflet, Cazanova, Commotran, May, Eberlé, Couvy, Cazeneuve.

En Afrique Occidentale Française et en Indochine, on trouve un corps de Médecins de Colonisation au nombre desquels nous sommes heureux de rendre hommage, pour l'Afrique Occidentale, au Docteur Némorin; pour l'Indochine, le Docteur Le Roy des Barres (Adrien), membre correspondant des Académies de Chirurgie et de Médecine, ancien Chirurgien de l'Ambulance de la Croix-Rouge pendant la campagne de Chine (1900).

En Indochine, citons :

Le Médecin-Major de la « Cybèle » (1817) Docteur Huët; le Médecin-Chef de Marine Lalhuyaux d'Ormay, premier chef du Service de Santé de la Cochinchine, dont le souvenir est conservé par le nom d'une rue de Saïgon; le chirurgien de la Marine Hennecart, Médecin du Roi du Cambodge Norodom; les Médecins de la Marine Joubert et Thorel, qui prennent part à la mission d'exploration du Mé-Kong avec Daudart de Lagrée (1866); le médecin de Marine, l'aide chirurgien Dubut, accompagne Francis Garnier (1873), de même que le Docteur Maget suit le commandant Rivière (1882); le médecin de Marine Harmand, belle figure médicale et coloniale qui, après avoir fait partie de l'expédition de Francis Garnier, passe dans le corps diplomatique pour devenir Commissaire Général de la République au Tonkin (1884), puis Ministre Plénipotentiaire à Tokio (1894); le Médecin-Chef de la Marine Rey, Chef du Service de Santé (1885); les Médecins Jardon, Hamon, Vincent, ce dernier médecin des troupes du Commandant Dominé, à Tuyen-Quang (1883).

Avec le corps expéditionnaire renforcé surviennent les Médecins du Département de la Guerre : le Médecin Principal Dujardin-Baumetz, les médecins Hocquart, Lhéritier de Chezelles. Mais l'épidémie de choléra de 1885 emporte les

Aides-Majors Bonnet et Girardin, les Officiers d'Administration Bourdelle et Lepetit, l'Aumônier Militaire de Donde et vingt-sept Infirmiers. Durant cette période, on cite les Médecins de Marine Foucaud, Bellot, Grall, le médecin de la Guerre Rimier. A la Direction du Service de Santé de l'Indochine le Médecin Principal Nogier succède au Docteur Dujardin-Baumetz (9 mars 1887). Le Médecin-Major Raynaud est tué au combat de Bang-Bô (24 mars 1885). A citer également les Docteurs Lejeune, Amat, Petit, Dulis-couet, Polin (1).

Le choléra fit de nouvelles victimes dans les personnes du Médecin Principal Zuber, Médecin-Chef de la 2^e brigade; des Aides-Majors Sabattier, Borins et du Pharmacien de la Marine Guillet. Au guet-apens de Long-Pô (13 août 1886), figure le Docteur Néis avec le Commandant Daru. Le Docteur Emery-Desbrousses, du département de la Guerre, succède, le 25 janvier 1888, au Docteur Nogier à la Direction du Service de Santé; puis, le 2 juin 1888, le Médecin-Chef de la Marine Friocourt recueille cette succession. On remarque, pendant cette période, le Médecin Principal de la Marine Masse, les Docteurs Ninner, Hassler, Chaland de Belval, Fruitet; les Médecins en Chef de la Marine de Fornel, Nollet, Illy.

A la mission Pavie (exploration du Laos et du Mékong) figure le Médecin des Colonies Lefèvre et les Pharmaciens Pavie et Massie (1888).

Le Corps de Santé de l'Indochine perd, en 1899, les Docteurs Bancac et Jaucour; en 1901, le Docteur Thomas. Le 15 juillet 1910, le Médecin-Major Rouffiandis se noie dans le Mékong avec le Général de Beylié; durant cette même année, succombe le Docteur Parazols. Le Docteur Croussouard figure au nombre des victimes du torpillage de l'*Athos* (15 février 1917); le Docteur Cellier disparaît en Indochine en 1917; en 1922, c'est le tour du Médecin Général Huot, Directeur du Service de Santé de la colonie.

(1) M. le Médecin-Général Polin est actuellement Grand-Croix, Membre du Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur. (Note de l'auteur).

La Congrégation des Sœurs de Saint-Paul-de-Chartres, qui figure en Cochinchine depuis l'occupation française, est inséparable de l'action médicale coloniale par son esprit de zèle et de dévouement, en même temps que sa compétence. Cette congrégation dut cesser sa collaboration en janvier 1904.

A Madagascar :

C'est le Médecin Colonial Quennec, qui entre à Majunga le 16 juin 1895 avec l'Infanterie de Marine. On remarque pour cette période les Docteurs Lévrier, Rapuc, Bastier, Delabande, Taburet, Lafay de Michaux, Morin, Viancin, Le Quinqu (décédé le 6 avril 1902 à Tuléar), le Médecin-Major Jourdran, fondateur, en 1896, de l'Ecole Médicale indigène ; Thiriaux, Directeur de l'Institut Pasteur de Tananarive ; les Docteurs Thibault, Clarac, Directeur du Service de Santé du Corps d'occupation ; Beigneux, Bourreau, Lasnet, Villette, Le Ray, Vadon.

En Afrique Equatoriale :

Ce sont les Docteurs Ballay, Médecin de la Marine et Liotard, pharmacien de la Marine, qui ouvrent cette série où l'on remarque, pour le Territoire du Tchad, les Docteurs Allary et Couvy ; pour l'Afrique Centrale, le Médecin Aide-Major Bouilhez, décédé prématurément le 2 juin 1909. C'est l'Aide-Major Amstrong qui assiste le Colonel Moll, lors de son décès, au combat de Djijelly (8 novembre 1910) ; les Docteurs Muraz et Pouillot. Avec la mission Cottés (1900), figure le Docteur Cureau ; avec la mission Moll (1906), le Docteur Ducasse ; avec la mission Lenfant (décembre 1906) (Haut Logone), les Médecins-Majors Kéraudel et Allain.

Au Maroc :

Ici, c'est le Médecin-Major Linarès, qui, en même temps que médecin de la mission militaire française, remplit les fonctions de chargé d'affaires diplomatique auprès du Sultan, à Fez. Mais, le 19 mars 1907, le Docteur Mauchamp, Directeur du dispensaire de Marrakech est poignardé. Le Docteur Murat dirige à la même époque le dispensaire d'Andalousque, à Fez.

Le 2 juin 1911, le Médecin Aide-Major Auvert est tué à

l'ennemi au cours de la colonne du Zerhoun. Nous sommes en pleines opérations de pénétration. Citons le Médecin Principal Bernard, le Médecin-Major Moutet ; l'Aide-Major Louis, décédé à l'hôpital de Casablanca, de la fièvre typhoïde, le 8 octobre 1911. L'année suivante, le 6 octobre 1912, le Docteur Maisonnave, succombe au même mal ; les Médecins-Majors Fornial, Julien, Gueytat, les Médecins Aides-Majors Landois, Kliszowski, Pouchet, Sayer, Detys, Le Landais. En 1914, au Maroc, trois Médecins-Majors, les Docteurs Ayraud, Chamontin, Sauvet, l'Officier d'administration Roux et les deux infirmiers Didillon et Sarlin sont tués au combat d'El-Herri. En février 1916, l'Aide-Major Guichot est tué à l'ennemi, cependant qu'il pansait un blessé.

Citons pour cette période les Médecins-Majors Mosnier, Pradourat et Russo, les Médecins Auxiliaires Labadan, Salle et l'Aide-Major Cot ; le Médecin Auxiliaire Pierrat tué le 18 octobre 1916 à Khénifra, ainsi que l'Officier d'Administration Le Gallonec ; les Médecins-Majors Dreyfus et Pélitier, les Aides-Majors Hutzinger et Souplet, les Docteurs Fabre, Le Mitouard, Brissac, Epaulard, Drouhet, Bourdon, Gauthier, Cordier Lecontre, Chaton, Martoune, Dapot, Lombard. A défaut d'un Officier, le Médecin Aide-Major Raymond assume le commandement au combat de Récifa (20 mai 1923) (1).

Pendant les mois d'avril et mai 1925, lors des opérations du Rif, on mentionne les noms des Docteurs Jojot, Pujol, Jughon, Nugueg, Corrazzini, Camus, Fontaine, Gilis, Dartigolles, Martinaud, Kassel, Spindler, Guédon, Bovier-Lapierre, Petit, Gautrot, Grosfillez, Trésarieux, Chainet.

Au Levant :

Ici, reparait le Médecin-Inspecteur Emily des Troupes Coloniales, que nous avons vu participer en 1896, à la mission Marchand. En 1920, le Docteur Emily passe au Levant en qualité de Directeur du Service de Santé. On cite pour cette contrée, le Médecin Principal Delmas ; les Médecins-Major et Aide-Major Deyrolles et Ehringer, décédés dans

(1) Les Armées Françaises d'outre-mer. Le Service de Santé aux Colonies, 1931, partie VIII, f° 353.

les hôpitaux du Levant, victimes de leur devoir ; le Médecin Principal Duguet ; le Médecin Colonel Jude, professeur de neuro-psychiâtrie à la Faculté de Médecine de Damas ; le Médecin en Chef de la Marine Nollet, qui servit déjà avec distinction en Cochinchine, en Annam, au Siam. Médecin-Chef de l'hôpital de Tréberon, à Brest, le Médecin-Chef Nollet passe, durant les hostilités en qualité de Médecin-Chef à la Division Navale de Syrie. On se souvient que le 8 février 1916, cette force navale perdit, par la torpille, une de ses unités, le croiseur *Amiral Charner*. C'est en qualité de Médecin-Chef de l'hôpital maritime de Brest que le Médecin-Chef Nollet achève une belle carrière médicale en 1920.

Les Médecins de la Marine : Defressine, Autric, Dargoin, Oudard, Brunet, Brugères, Lhuerre, Bellet, Cazamian, Barthélemy, Gastinel, Pervès.

Les Pharmaciens de la Marine : Lesterlin, Gautret, Lautier, Saint-Sernin, Merlin, Perrimond-Trouchet, Corbin, Pons, Guillermin.

Enfin, parmi le savant et solide bataillon du nouveau corps de Santé des Troupes Coloniales, les Docteurs Grall, Clavel, Merveilleux, Delrieu, Besson, Vaysse, Foutoynt, Allain, Thiriaux, Angé, Bonneau, Serez, Dumas, Gouzien, Clarac, Rouger, Garnier, Rigollet, Lidin, L'Herminier, Jarnot, André, dit Duvigneau, Jourdran, Boyé, Lecomte, Lasnet, Audibert, Normet, Sorel, Fulconis, Heckenroth, Mul, Rousseau, Lafage, Hazard, Faucherand, Guillon, Lamy, Tanvet, Mathis, Condé, Cazanove, l'auteur des « Epidémies de fièvre jaune aux Antilles et à la Guyane Française. L'Œuvre de la colonisation », Clouet, Cauvy, Vivie, Clouard, Gourvil, Jauneau, Gaillard, Pezet, Botreau-Roussel, Martial, Gravellat, Carnouze, Frontgous, Léopold-Robert, Bertrand, Germain, Montestruc ; les Pharmaciens Généraux Bloch, Colin, Finelle.

Les Aumôniers du Roy, Missionnaires, Jacobins, Carmes, Jésuites, Dominicains, les fraters-Chirurgiens ont commencé aux Colonies le stoïque apostolat qui consiste à adoucir les souffrances humaines. Dès le début du XVIII^e siècle, le Corps de Santé de la Marine, aidé et soutenu par ses confrères de l'Ordre civil, Médecins et Chirurgiens du Roi se sont attelés à

une tâche dont les exigences ne firent que croître avec les besoins du développement des Colonies. A bord des vaisseaux, sur les champs de bataille coloniaux on rencontre ces âmes d'élite avec les religieux dont ils étaient devenus les collaborateurs. N'oublions pas de mentionner, dans la présente énumération, les Confréries religieuses qui jouèrent dans l'ordre enseignant et hospitalier un rôle très important aux Colonies, par exemple les Confréries des Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, représentée à la Guyane Française par l'illustre Mme Javouhey, qui mit à exécution dans le quartier de la Mana (Guyane Française) un plan courageux de colonisation, en 1827 (1), plan qui n'eut pas de lendemain.

La création du Corps de Santé de la Marine, après la Révolution, ne fit que reconnaître un état de fait, auquel il avait, par avance, largement répondu en étudiant les épidémies de fièvre jaune et de paludisme de Saint-Domingue et de Kourou. Aux glorieux Médecins de la Marine incombait le soin de parcourir le Monde sur les vaisseaux, dans les hôpitaux et corps de troupe coloniaux, pour y porter, non seulement les secours de la science, mais en outre, la bonne parole qui reconforte le patient qui meurt loin des siens. Aidés dans cette tâche par leurs confrères de l'armée métropolitaine les Médecins de la Marine ne se plaignirent jamais de la modicité de leur situation, encore moins des périls auxquels ils se trouvaient exposés.

Puis, survient le décret du 7 janvier 1890. Le corps de Santé des Colonies dut se sectionner, gardant parmi les siens, nombre de confrères de la Marine, recrutant d'autres disciples, appelés à former la nouvelle phalange, sœur cadette du Corps de Santé de la Marine : le Corps de Santé des Troupes Coloniales. Et c'est ainsi que Médecins et Pharmaciens de la Marine et des Troupes Coloniales poursuivent des destinées parallèles, destinée qui les conduit souvent à se rencontrer, à collaborer dans la Métropole et aux Colonies.

(1) Précis sur la Colonisation sur les bords de la Mana à la Guyane Française. Imprimé par ordre de M. l'Amiral Duperré, Pair de France, Ministre Secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies, Paris, Imprimerie Royale, 1835, f° 58.

Ces hommes de bien et de science, dans un sacerdoce auquel chacun rend justice, s'efforcent de mettre en pratique, une formule plus réelle et plus vraie que la devise : Liberté, Égalité, Fraternité. C'est celle que tous portent au cœur : La France pour l'Humanité.

CHAPITRE XII

Au XVII^e siècle, l'armement des Troupes de la Marine aux Colonies est, de prime abord, composé de mousquets et de piques. Ce n'est que peu à peu, que l'usage du fusil s'introduit dans ces Troupes. Vers 1692, les Grenadiers seuls, sont armés de fusils. C'est par voie de progression lente que l'on passe du mousquet au fusil, par suite de l'abandon de la batterie dans le bois de la crosse.

Aux termes de l'Ordonnance royale du 12 octobre 1695 (1) pour la Police et la Discipline des Compagnies entretenues aux Isles d'Amérique (art. 1^{er}) « il sera délivré, par ordre de l'Intendant de l'Amérique, un Mousquet, un Fusil boucanier, une Bayonnette et un fourniment aux Capitaines Commandant les Compagnies pour chacun de leurs soldats, dont ils feront le récépissé ».

A la même époque, la pique lutte victorieuse contre la baïonnette. Cette dernière, comme le fusil, ne doit la victoire qu'à l'invention de la douille qui cercle le canon. Jusqu'à la paix de Nimègue (1678), et même quelques années plus tard, les officiers portent le hausse-col et l'esponton, espèce de courte pique, et les bas-officiers, la hallebarde de 6 à 7 pieds. Vers 1710, les officiers subalternes ont le droit de porter le fusil et la baïonnette, mais les Colonels, Lieutenants-Colonels et Capitaines sont armés de l'esponton de sept à huit pieds. Dans chaque compagnie, il y a 4 soldats armés de fusils, 12 armés de piques de 14 pieds de long et tout le reste de mousquets à mèches. Les Grenadiers ont des fusils et des baïonnettes à manche de buis qui s'ajustent aux canons de leur arme après le tir et plusieurs gibecières ou grenadières remplies de grenades, ainsi qu'une petite hache. Les bas-officiers et soldats portent des baudriers de cuir de vache pour attacher leurs épées; les mousquetaires ont, en outre, des

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f^o 533.

bandoulières d'où pendent des coffins ou charges en bois ou en cuir contenant chacune un coup de poudre (1).

L'Infanterie Métropolitaine ne fut approvisionnée d'un modèle régulier que vers 1717. En 1777, on dote l'infanterie, les dragons, l'artillerie d'un modèle de fusil et la cavalerie d'un modèle de pistolet. Les troupes des colonies sont armées du nouveau modèle vers 1780. Les cavaliers sont munis de l'épée, du mousqueton et d'une paire de pistolets.

Les ordonnances royales des 19 février 1698 (2), 8 avril 1699 (3), 26 décembre 1703 (4), 17 novembre 1706, 3 août 1707, 20 mars 1714, assujettissent les navires marchands qui se rendent aux Colonies à transporter un certain nombre d'engagés. Ces derniers se faisant rares, les armateurs sont tenus de les remplacer d'abord par six, puis par douze fusils boucaniers de quatre pieds quatre pouces, du calibre d'une balle de dix-huit à la livre, « poids de marc légers et garnis de cuivre jaune au lieu de fer ». A l'arrivée des bâtiments aux Isles, les armes sont présentées par le Capitaine au Gouverneur ou à l'officier commandant pour examen. Celles qui ne remplissaient pas les conditions requises étaient cassées et le Capitaine condamné à trente livres d'amende au profit de l'Hôpital Général de la Colonie (Ordonnance Royale du 8 avril 1699) (5), « enregistrée » au Conseil Souverain de la Martinique, le 2 janvier 1700). Les fusils sont déposés au Magasin du Roi dans la Colonie; leur prix est de quinze livres.

Par lettre du 7 février 1727 (6), M. de Clieu, Lieutenant de Roi à la Martinique, mande au Secrétaire d'Etat de la Marine :

« Nos milices sont armées de fusils boucaniers. Quoique l'on dise en faveur de cette arme, sa longueur et son poids n'en restent pas moins embarrassants et fatigants. Dans un

(1) Bibliothèque Nationale L 17. 35.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 581.

(3) Id., *Ibid.*, f° 628.

(4) Id., *Ibid.*, f° 709.

(5) Id., *Ibid.*, f° 628.

(6) Archives Nationales Colonies, C8, A37, Martinique, Correspondance Générale : de Clieu, 1727.

pays aussi couvert et aussi haché que celui-ci, je suis persuadé, Monseigneur, qu'il faut changer l'usage à cet égard. Les vaisseaux marchands ont ordre, à chaque voyage, d'apporter un certain nombre de fusils boucaniers. Cela s'est pratiqué jusqu'à présent. J'estime, Monseigneur, qu'il conviendrait que vous eussiez la bonté d'ordonner que, dorénavant, les négociants des ports, au lieu et place des fusils boucaniers, fourniraient pour les Iles du Vent pareil quantité de fusils grenadiers comme ceux des soldats de la Marine, garnys de leurs grenadières et d'une bayonnette, à l'exception qu'ils seront bronzés et que la bayonnette sera plate et tranchante pour servir dans l'occasion à se faire route dans les bois qui sont chargés icy de liannes et de menues branchages qu'il faut nécessairement couper. Cette arme est portative et la meilleure de toute et celle qui convient le mieux icy. Le changement que je prends, Monseigneur, la liberté de vous proposer ne cousterait rien au Roy ».

Le but de cet approvisionnement d'armes est l'armement des Milices des Colonies. Les fusils boucaniers sont remplacés bientôt par une arme plus perfectionnée, celle des Mousquetaires et des Grenadiers de France. En février 1765, d'Argout avait armé les Milices de Saint-Domingue avec quinze mille de ces fusils (1). Les fusils sont remplacés par une taxe forfaitaire de soixante livres, acquittée par les Capitaines ou Armateurs. A cette époque, les Arsenaux des Colonies sont déjà approvisionnés directement par les Arsenaux des Ports.

L'Artillerie des Colonies provient, de prime abord, des Vaisseaux du Roi. Elle tire ensuite ses cadres et son matériel de Strasbourg, de Metz et de Douai; l'Ordonnance de 1720 ajoute à cette liste les écoles de la Fère, Grenoble et Perpignan. Ces villes sont dotées d'un bataillon du Royal-Artillerie ainsi que d'une école de canons, de bombe et de sape (2).

Au trop grand nombre de calibres succède la règle dite des six calibres qui subsiste jusqu'à la fin du règne de

(1) Daubigny : Choiseul et la France d'outremer après le Traité de Paris, 1892, f° 174.

(2) L. Mention : L'armée de l'Ancien Régime, f° 170 .

Louis XIV et un peu au delà. En vertu de l'ordonnance royale du 7 octobre 1732, prise à la requête du Lieutenant-Général de Vallière, il n'y a plus que cinq calibres de pièces : 24, 16, 12, 8 et 4. Les affûts suivent les calibres; les essieux sont en bois et les crosses très longues.

Nous avons deux mémoires rédigés par le Commissaire d'Artillerie de Malherbe, des Iles du Vent, à la date du 12 avril 1717 (1). Ces documents ont pour but :

1° — De parer au déficit des Magasins du Roi aux Iles du Vent. En marge du premier, on lit : « Ce qui manque pour défendre les Iles du Vent »;

2° — De constater l'armement existant. Ici, encore, on lit, à gauche du mémoire, la mention : « Ce qui est en magasin ». A l'aide de ces deux documents-types, nous pouvons nous rendre compte des matériels en usage aux Colonies à l'aurore du XVIII^e siècle.

Le Commissaire d'Artillerie réclame 4 canons de 36 et 4 de 24 pour une batterie projetée sur l'Ilet à Ramiers; 10 canons de 18 ou de 12 pour une autre batterie projetée sur le Morne des Capucins; 8 canons de 24 ou 18 pour une batterie à établir dans le Fort Royal entre la batterie Saint-Charles et le Grand-Cavalier, plus 8 canons de fonte de 8 ou de 6 « pour rendre les saluts au Fort Royal aux vaisseaux et autres occasions de réjouissance »; 6 canons de fonte de 4 pour le Fort Saint-Pierre; enfin, 2 canons en fer de 12 pour la batterie projetée au Cul-de-Sac Marin. Il demande 3 mortiers en fer avec affûts de 8 à 9 pouces au plus de diamètre pour être placés en différentes « batteries tirantes » en la rade du Fort Saint-Pierre.

A l'article « munitions », la demande est de 9.000 pierres à fusils, 2.000 pistolets, 1.600 boulets de 36, 1.259 de 24, 3.000 de 18, 950 de 12, 1.586 de 8, 1.568 de 6 et 3.689 de 4. On demande, pour les mortiers de 12 pouces 6 lignes, 233 bombes et, pour ceux de 9 pouces 6 lignes, 200 bombes.

A noter les instructions données par le Roi pour les

(1) Archives Nationales : Colonies, C8, A 23, Martinique, Correspondance Générale.

fortifications de l'Ile-de-France, le 5 novembre 1771 (1) : « A l'égard des batteries, il a été décidé qu'il ne fallait point les multiplier dans les endroits susceptibles de descente, qu'elles étaient déjà trop nombreuses, qu'il ne fallait, à l'embouchure des rivières, que des canons de petit calibre pour tirer sur les bâtiments à rames ; que quelques mortiers placés avantageusement feront plus d'effet que des canons de gros calibre qui ne peuvent tenir longtemps contre le feu supérieur des vaisseaux ». On a vu précédemment que l'ordonnance du 30 décembre 1772 porte « établissement » de deux pièces de canon à la suédoise ou à la Rostaing (pièces de petit calibre), à la suite des régiments coloniaux de l'époque.

Par lettre du 12 septembre 1722 (2), le Marquis de Feuquières informe le Conseil de Marine qu'il se conforme à ses instructions, à savoir qu'il ne juge pas à propos de construire des batteries à l'Ile de Marie-Galante. Cependant, on y laissera un détachement de troupes. Le Gouverneur estime qu'il y a lieu d'y placer six canons du calibre de huit, aux six embrasures de la batterie du Bourg (de Marie-Galante). Ces canons « estant du petit calibre seront faciles à transporter lorsqu'on sera dans la nécessité d'en retirer les troupes ».

Par cette lettre, nous savons également lors de quelles fêtes on tirait le canon (Fêtes du Saint-Sacrement, Saint Jean, Saint Louis et autres occasions). Nous apprenons également que les pièces de 36, de 24 et de 18 occasionneraient, d'après le Commissaire d'Artillerie de Malherbe, « une grande consommation au Roy ». On emploiera désormais, à cet usage, des pièces de six et de huit provenant du vaisseau du Roy le *Triton*.

Enfin, le Gouverneur Général sollicite du Conseil de Marine la Croix de Saint-Louis en faveur du Commissaire d'Artillerie Malherbe.

En ce qui concerne les armes portatives, on inscrit 1.058 fusils boucaniers, 395 fusils à deux feux, 216 fusils grena-

(1) Archives Nationales : Colonies, A. 17, f° 60.

(2) Id., *Ibid.* : C8 A. 30. Correspondance Générale, Martinique, Marquis du Pas de Feuquières, Gouverneur Général, 1722.

diers, 427 pistolets de ceinture, 100 carabines, 36 haliebardes, 51 pertuisanes, 50 fourches ferrées, 50 piques, 50 haches d'armes, 357 sabres, 440 épées, 551 bayonnettes ordinaires. Les affûts de canon sont envoyés de France ou confectionnés aux Isles « en bois d'accoma qui est le meilleur ». La commande s'élève à 15 affûts.

Si, de cet état, qui constitue la demande, on passe au suivant, qui donne l'existant en magasin, on voit qu'au 12 avril 1717 on avait la situation qui suit (1) :

Canons en batterie :

Canons de fer bons et de service :

Calibre de 36	14
Calibre de 24	14
Calibre de 18	18
Calibre de fonte de 12	1

Mortiers :

2 mortiers de fer tenant aux affûts de 12 pouces 6 lignes de diamètre	2
2 autres de fonte de 9 1/2 pouces dont un sur son affût de fonte et l'autre sur affût de bois.....	2

Canons ventre à terre :

Sur le demy bastion, un canon fabrique étrangère du calibre 18	1
Dans la ville du Fort-Royal, au milieu de la rue qui règne le long du bord de mer, de 24	2

Affûts de canon :

Affûts de fer pour les canons en diverses batteries pour les calibres de 36, 24 et 18	10
Affûts de bois venus de France à la manière de M. de Vauban	5
Affûts de bois venus de France à la manière du sieur de Malherbe, de bois d'accoma	30
Affûts de bois venus de France à l'ancienne manière	25
Affûts anciens et hors de service, tant aux batteries que sur la Place d'Armes, desquels on ne peut	

(1) Archives Nationales : Colonies, C8, A. 23, Martinique ,Correspondance Générale.

tirer que quelques entretoises	19
<i>Affûts à mortier :</i>	
Deux affûts de fer tenant aux mortiers de 12 1/2 pouces	2
Un affût de fonte tenant à un des mortiers de 9 1/2 pouces	1
Un autre, <i>idem</i> de bois avec ses ferrures	1
<i>Munitions de guerre :</i>	
Poudre à canon	55.125 L
Poudre à mousquet	14.000
Balles de plomb à fusil	33.325
Balles de pistolet	200
Pierres à fusils	7.000
Mèche	23.610
Boulets de canon de 36	1.400
— — 24	1.741
— — 18	5.000
— — 12	2.050
— — 8	414
— — 6	432
— — 4	311
Bombes pour mortiers de 12 1/2 pouces	367
— — ceux de 9 1/2 pouces	400
Grenades armées	450
Grenades vides	970
<i>Armes de guerre :</i>	
Fusils boucaniers neufs et bons	218
Fusils à deux feux, bons	105
Fusils grenadiers, bons	284
Mousquets bons	111
A renvoyer Fusils boucaniers, hors de en France service	111
n'étant Fusils grenadiers, hors de d'aucun usage service	64
Mousquets hors de service.	317
Pistolets bons	173
Hallebardes	14
Pertuisanes	9
Faux droites et à revers	60

Sabres mauvais	43
Epées	160
Bayonnettes à douille	278
— ordinaires	449

De même, le Commissaire d'Artillerie Soubeiran nous renseigne, à la date du 1^{er} mars 1744 (1), par un Etat des affûts en service à la Guadeloupe.

Etat des affûts de canon pour le service de l'Artillerie des forts et batteries de l'Ile Guadeloupe, le 12 mars 1744 :

Savoir :

Calibre	Affûts en état de servir	Affûts à ferrer	Total
24	31		31
18	35	19	54
12	24	10	34
6	5	1	6
4	3		3
Total	98	30	128

Fait à la Basse-Terre (Guadeloupe), le 1^{er} mars 1744.

Signé : SOUBEIRAN.

Voici un état de l'Artillerie laissée par les Anglais à la Guadeloupe, le 6 juillet 1763 (2) :

Canons de fer :

Calibres	24	18	16	12	8	4	3	2	Total
Au Fort St-Charles .	11	7	1	3	1	8	2	»	33
Au Fort Louis	13	5	»	1	»	6	2	1	28
Sur les costes.....	8	10	1	3	14	15	5	»	56
A Marie Galande....	»	»	»	4	12	»	4	2	22
Total	32	22	2	11	27	29	13	3	139

Boulets :

Calibres.....	20	16	14	12	9	8	6	4	3	Total
	1838	1863	91	631	1556	29	246	838	386	7481

Mortiers :

1 de 9 pouces ; 9 lignes de fonte.

Bombes :

132 de 9 pouces.

(1) Archives Nationales : Colonies, C7, A. 15, Correspondance Générale, Guadeloupe, 1743-1748 ; de Clieu, Gouverneur, n° 15.

(2) Id., *Ibid.* : Colonies, C7, A. 24, Guadeloupe, Correspondance Générale, 1764, de Bourmalaque, Gouverneur.

Poudres :

100 barils de différentes grandeurs estimés 8.000 fr.

Fusils :

1780.

L'analyse des rapports du Commissaire d'Artillerie aux Iles du Vent nous apporte la preuve, qu'aux Colonies, au début du XVIII^e siècle, l'armement était encore à l'époque de transition.

L'Artillerie se servait de six calibres. La Baïonnette n'avait pas triomphé, puisque l'on retrouve encore (bien que l'on sente que c'est la décroissance), des hallebardes et des pertuisanes. Maint lecteur se demandera aussi la raison d'être des faux, oubliant qu'aux Colonies la végétation est fort abondante et que cet instrument était nécessaire pour faucher l'herbe, qui croissait drue sur les fortifications. Le Commissaire d'Artillerie était sans doute un élève de Vauban, car on le voit, à défaut d'affûts en fer « à la manière de Monsieur de Vauban », en prescrire d'autres en bois dur d'accoma, à la manière du sieur de Malherbe ».

Mais, le progrès survient, car voici Gribeauval. Avec lui, l'artillerie se procure les canons des bombardiers coloniaux. L'Artillerie de campagne est dotée des calibres de 8 et de 4 pour le canon de bataille, de 12 pour le canon de réserve, d'un obusier de six pouces et d'un mortier éprouvette de 7. L'artillerie de siège aura les canons de 24 et de 16 ; des mortiers de 12, 10 et 8. L'artillerie de place usera de pièces de 24, 16, 12 et 8. L'artillerie de côtes aura des calibres de 36, de 24, de 16, de 12 en fonte de fer, des mortiers en bronze de 12 et de 10.

Les modèles de bataille, de sièges et de côtes intéressent particulièrement les artilleurs coloniaux. Si le génial Gribeauval supprime la chambre à feu, il invente le grain de lumière. Il crée aussi l'étoile mobile et la lunette. L'écart entre le boulet et l'âme de la pièce est réduit au minimum. Enfin, il rétablit la ligne de mire en y ajoutant un progrès ; la hausse de pointage, permettant au canonnier d'allonger ou de raccourcir la trajectoire du projectile

Le Général Favé a dit que l'introduction de cet instrument

si simple, a eu pour effet de donner plus d'étendue à l'action de l'artillerie sur le champ de bataille (1).

Comme projectiles, on réussit les gargousses, les cartouches à boulets avec balles en fer. Le matériel est allégé, donc approprié à la nature des services qu'il doit rendre. Les essieux des voitures sont en fer, les caissons munis de fermetures hermétiques. La pièce reçoit une assiette solide sur son affût, les effets du recul sont diminués. Le poids de la pièce est réparti également entre l'avant et l'arrière-train, la pièce devenant capable de passer, dans le minimum de temps, de la position de route à celle de tir et inversement. En outre, la légèreté du matériel permet la réduction du nombre de chevaux des attelages. Il ne faut dès lors que quatre chevaux pour la pièce de 4 et six chevaux pour le canon de 12. Les attelages sont libérés de la traction hippomobile en file indienne, ils sont doublés d'où raccourcissement des convois. Gribeauval invente la prolonge, l'avant-train est détaché de la crosse : la pièce peut tirer sans dételer. Aux Colonies, on se servait également de la bricole, qui comprenait une équipe de huit hommes munie de bretelles pour tirer les pièces dans les passages encaissés où les animaux ne peuvent prendre pied. Gribeauval, par suite de l'application des principes de Belidor sur les explosifs, réduit la charge de poudre au tiers du poids des projectiles, ce qui fait que la pièce de 4, ainsi chargée, peut porter aussi loin que les gros calibres d'avant.

Si du canon, on passe au fusil, car aux Colonies « la pédaile » joue un grand rôle, on remarquera que les établissements d'outre-mer n'ont pas connu l'arquebuse. On a vu tout à l'heure qu'aux Iles d'Amérique, on n'avait en magasin que des mousquets à mèches et des fusils à pierres.

C'est à Vallière que l'on doit le modèle de fusil de 1754 auquel on dut revenir par la suite. Nous avons dit que le fusil modèle 1777 ne fut en usage aux Colonies que vers 1780 ; il pouvait tirer jusqu'à huit mille coups sans altération. La baïonnette, de nouveau modèle, fut modifiée : la lame, plate en premier lieu, devient triangulaire. On charge

(1) Léon Mention : L'armée de l'Ancien Régime, f° 177. — Général Favé : Histoire de l'Artillerie, Paris, 1864.

le fusil en douze temps ou en activant le mouvement, en quatre temps. Le fusil modèle 1777 a été en service aux Colonies jusqu'aux nouveaux modèles de la Restauration.

Antérieurement à la Compagnie de soixante ouvriers qui, par ordonnance royale du 20 avril 1713 (1), passe à l'Ile de la Tortue et Coste-Saint-Domingue, sous le commandement du sieur Carpet de Sauzay, « ci-devant Lieutenant au Régiment de Bourgogne », sous le nom de Compagnie d'Artillerie, il y eut en France neuf compagnies d'ouvriers d'Artillerie. C'est de ces formations que provient celle de Saint-Domingue.

A compter de 1720, le Régiment de Bombardiers devient le Royal-Artillerie, qui comprend sept régiments à deux bataillons. C'est de ce dernier corps que l'Artillerie des Colonies tire ses premiers contingents, après avoir puisé primitivement dans ceux de la Marine. En raison des spécialités, on dut créer des Ecoles. L'Ecole de Bapaume date de 1765, puis celles d'Auxonne, de Douai, de la Fère, de Grenoble, de Metz, de Strasbourg, de Valence virent le jour. Dans ces établissements, on avait institué des cours théoriques et pratiques. Des répétitions de mathématiques y étaient accordées aux sergents ou soldats qui « avaient l'ambition de parvenir aux grades ». Dans l'Artillerie, les grades étaient accordés au choix sur l'avis des pairs et supérieurs. Chaque école avait son parc d'artillerie, pour les manœuvres et exercices, qui avaient lieu tous les deux jours. Les sapeurs établissent des positions de batterie ; les canonniers servent les pièces ; les bombardiers assurent le service des mortiers, obusiers et pièces d'artifice. Aux Colonies où les spécialités sont le plus souvent réunies, les Officiers et les Spécialistes proviennent des Ecoles précitées.

L'art nouveau du Génie pénètre aux Colonies au XVIII^e siècle. On avait, jusque là, élevé des barricades, fortins, ouvrages suivant la méthode seigneuriale. Les ouvrages du Canada, de la Louisiane, des Iles d'Amérique, de l'Océan Indien furent bâtis suivant cette méthode. L'Ingénieur du Roi Blondel dresse déjà avec un certain art les bastions du Fort

Saint-Louis ou Fort-Royal de la Martinique (1). Mais, sous l'influence de Vauban, la fortification, dite rasante, prend corps. La place forte devient un polygone muni d'angles rentrants et sortants devant se prêter un mutuel appui au besoin. Les ouvrages sont recouverts de terre et de gazon. La place forte comporte désormais deux séries d'ouvrages : 1° ceux qui tiennent au corps de la place ; 2° ceux qui en forment les ouvrages avancés outre le corps de place, on construit les bastions, les terre-pleins, la courtine. Comme ouvrages auxiliaires, on installe des chemins couverts, des demi-lunes, des lunettes, des cornes, des couronnes, des contre-gardes. C'est sur ce modèle que fut construit à la Martinique, au Morne-Garnier, le Fort Bourbon (1763), dénommé plus tard Fort Desaix (1802), composé de cinq bastions et de deux demi-lunes. Plus tard, le Lieutenant-Général Gouverneur de Bouillé y fera ajouter l'ouvrage avancé dénommé Lunette Bouillé (1778).

Lors de la construction de nouveaux ouvrages de fortification, on avait pris l'habitude d'y enfouir des Médailles aux armes du Roi. M. de la Roulais, Ingénieur du Roi aux Iles du Vent d'Amérique, avec droit d'inspection à la Guadeloupe et à la Grenade, par une lettre du 27 mai 1721 (2), informe le Conseil de Marine : « Il serait bon que le Conseil de Marine fit frapper trois médailles d'argent et trois de cuivre enchâssées dans de petites boîtes en plomb pour placer dans la première pierre qui sera mise dans la fortification de la Guadeloupe (le Fort Saint-Louis à la Grande-Terre) — comme cela se pratique — sur une des faces de ces médailles, le portrait du Roy y sera empreint comme sur la monnaie et, au revers, une figure de fortification avec ces mots autour : *« Securitas insularis populi »*.

« Le Conseil (de Marine) aura la bonté d'envoyer pour la Guadeloupe neuf billots de pierre de taille de Crazane de la longueur de chacun de 3 pieds sur un pied et demy d'équarrissage qu'on placera dans le milieu du haut de la

(1) Hanotaux et Martineau : Histoire des Colonies Françaises, 1929. L'Amérique. Tome I, f° 407.

(2) Archives Nationales : Colonies, C8, A. 29, Correspondance Générale de la Roulais, n° 29.

porte d'entrée pour y graver les armes du Roy ».

Un mémoire non signé sur la Guadeloupe (1776) (1) nous renseigne sur les défenses de cette colonie au XVIII^e siècle :

« Les fortifications de l'île se réduisent à une espèce de citadelle irrégulière à la Basse-Terre, appelée Fort Saint-Charles, à un petit fort à la Pointe-à-Pitre, et à des batteries sur les côtes. Le Fort Saint-Charles vient d'être mis en très bon état. Le Roy entretient, dans les divers lieux, un ingénieur en Chef et trois Ingénieurs ordinaires.

« La Colonie est suffisamment pourvue d'artillerie: on y compte 325 pièces de canons avec leurs affûts presque tout neufs et 26 mortiers ».

Dans un mémoire sur la défense de la Guadeloupe, daté de Strasbourg, le 1^{er} juillet 1776 (2), Crublier d'Opterre, ancien Directeur des Fortifications de cette colonie, nous fixe sur la nécessité de la fortification des Colonies :

« Ces défenses (pour le Fort Saint-Charles, à la Guadeloupe), et celles qu'on a faites à la Martinique pour la construction du fort Bourbon ont paru déplaire à ceux qui pensent que c'est à la Marine seule à protéger nos colonies. Personne ne doute, en effet, qu'une marine formidable et de nombreuses escadres ne fussent le meilleur rempart qu'on peut opposer pour leur défense et que, dans le cas où nos forces maritimes auraient une supériorité décidée sur celles de nos ennemis, on ne put, peut-être, négliger d'y élever à grands frais de nouvelles fortifications; mais, ne pouvant nous dissimuler que cette supériorité ne peut s'acquérir que par de longs efforts, fallait-il, en attendant cette révolution, abandonner des colonies riches, l'âme de notre commerce, et les laisser ouvertes en proie à l'ennemi ? Les fortifications ne sont sans doute qu'un moyen du second ordre pour leur défense, mais, néanmoins, si on porte à leur perfection les ouvrages du Fort Saint-Charles, et, notamment, ceux du Fort Bourbon, de la Martinique, en suivant les corrections faites au premier projet par le Directeur Général que nous avons

(1) Archives Nationales : Colonies, C7, A. 36, Guadeloupe, Mémoires.

(2) Id., *Ibid.* : Projets Renseignements divers, 1776.

nommé plus haut ; si, au moment de la guerre, ces colonies ne manquent pas d'approvisionnements, on doit se flatter de pouvoir tirer, par le moyen des fortifications, la défense assez en longueur pour que les secours de la Métropole ou ceux des Iles voisines, ou, enfin, plus que tout, l'intempérie meurtrière du climat fassent échouer les projets les mieux concertés de nos ennemis ».

Les progrès de l'Artillerie forcent les ingénieurs à changer la forme des ouvrages qui deviennent indépendants les uns des autres, la partie n'influe pas sur le tout. C'est déjà la lutte du boulet et de la muraille.

Tout cela représente la défensive. L'offensive contre une place forte est faite de parallèles, de galeries, de redoutes à l'abri desquelles on fait jouer des armes en vue de l'assaut final.

On entrevoit d'ici la tâche ardue de Vauban et de son maître Clerville. Si le Grand Ingénieur fit école et, dit-on, n'inventa rien, on sait qu'il eut le génie de la perfection et celui de l'utilisation du terrain en vue de la défensive. Ce sont les disciples de Vauban qui appliquent les méthodes du maître au Canada, aux Iles d'Amérique, aux Indes, à l'Ile-de-France, à Bourbon. En même temps que les réformes de Vauban, on voit poindre la création des troupes du génie avec celle des Compagnies d'ouvriers.

Le 8 décembre 1755, le Grand Maître de l'Artillerie Vallière décide la fusion des corps royaux de l'Artillerie et du Génie. Cette union fut éphémère mais elle eut comme résultat le changement du statut civil des artilleurs en statut militaire. Désormais, plus de Commissaires provinciaux, ni d'officiers pointeurs. Le 10 mars 1759, le Maréchal de Belle-Isle consacre le divorce des deux armes. Les Ingénieurs, portant l'uniforme de l'Artillerie, redeviennent des officiers sans troupe. Si la France est dotée de vingt directions du Génie, les Colonies importantes forment à elles seules une Direction autonome. Le Canada, Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, l'Ile-de-France et l'Ile Bourbon furent dotés d'un officier du rang de Brigadier d'Infanterie, placé sous les ordres du Commandant des Troupes et qui se dénomma le Directeur du Génie. Ses fonctions consistent dans l'entre-

tien des ouvrages militaires. Il est chargé, en outre, de la construction des casernes et autres ouvrages militaires. Les Directeurs du Génie ont sous leurs ordres des Ingénieurs en chef et des Ingénieurs ordinaires.

Les Ingénieurs Coloniaux proviennent de l'Ecole royale de Mézières. L'âge minimum d'entrée à l'Ecole est quinze ans. Pour en faire partie, il fallait être fils de noble ou d'officier, au moins du grade de Capitaine avec la Croix de Saint-Louis. Grâce à Monge et à Bossut, nombre de jeunes gens de la bourgeoisie purent franchir les portes de l'Ecole de Mézières et devenir plus tard d'excellents ingénieurs de l'armée. C'est ainsi qu'avec les roturiers « les armes à talents » infusent à l'armée une intelligence nouvelle. Le candidat est interrogé sur les mathématiques et la physique. La famille doit servir au jeune aspirant officier une pension d'au moins deux-cents livres par an. A son entrée à l'école, l'élève ingénieur obtient un brevet de sous-lieutenant et une solde annuelle de sept cent vingt livres (1). A leur sortie, les élèves servent pendant deux ans dans l'Artillerie, deux ans dans le Génie et un an dans l'Infanterie. Après cinq années de stage, les officiers subissent les examens définitifs donnant droit au titre d'Ingénieurs. Ces épreuves progressives et sévères donnent aux lauréats une grande fierté. Il est vrai que, dans les corps royaux du Génie et de l'Artillerie, l'avancement n'est accordé qu'au choix et non à l'ancienneté.

En ce qui concerne la noblesse, on sait que les jeunes gens de cet ordre servent ordinairement dans les corps de la Maison du Roi et la Gendarmerie. Néanmoins, quelques jeunes nobles passent dans les Troupes des Colonies. Ces derniers proviennent des troupes d'Infanterie et de Cavalerie. Ce n'est que dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle que les cadets nobles se décident, en plus grand nombre, à passer « aux Iles » pour servir, mais aussi avec l'espoir de contracter mariage avec de riches héritières créoles. C'est ainsi qu'on retrouve nombre de noms de la noblesse française à Saint-Domingue, à la Martinique, à la Guadeloupe, aux Iles de France et de Bourbon. Jusqu'à présent, des noms de domaines actuels illustrent ces souvenirs. A Saint-Domingue, on

(1) L. Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, Chapitre XI, f^o 200.

compte le Marquis de Galliffet, le Marquis de Massiac, le comte d'Agoult, le Maréchal de Ségur, le Marquis de la Rochejacquelin, les Comtes de Mondion et de Vergennes, le Vicomte de Maillé, le Vicomte du Chilleau, le Vicomte de la Belinaye, le Comte Jean-Joseph de Laborde (1), Fournier de Bellevue, Roberjot de Lartigues, de Rohan-Montbazon, de Choiseul, de Narbonne, de Biron, de Montarcher, comte d'Ormessant, Varin de la Charauldière, Chevalier de Suffren, Comte d'Héricourt, d'Avezac (2).

Il y avait, à Saint-Domingue, des représentants de toutes les provinces, particulièrement de celles de l'Ouest, Normandie, Bretagne, Guienne, Béarn, Pays Basque. Le Poitou et l'Angoumois étaient représentés, notamment, dans l'aristocratie des planteurs, par les noms des Rohan-Chabot, Cursay, Arnault, de la Ménardière, Beauharnais, Richard d'Abnour, Dexmier d'Olbreuse, d'Autichamp, de Lescure, Perraud de Saint-Amand, Saulnier de Pierre-Levée, Descravayat de Bélat, Corlier de Coursac, Terrasson de Verneuil, Dupré de la Bourdonnaye, Creusé des Chatelliers, Arnaud de Marsilly, Dumontier de la Fond.

Les grandes fortunes réalisées en peu de temps aux Antilles avaient enfin valu aux familles des Colonies des alliances avec la haute noblesse française, dont une grande partie possédait la grande propriété à Saint-Domingue. Tel était le cas des Noailles, des Lameth, des Castellane, des Butler, des Galliffet, des La Ferronnays (3).

A la date du 26 avril 1767 (4), le Roi Louis XV accorde un brevet de concession de l'Île de la Tortue à la Comtesse de Montrevel. Le 25 août 1768 (5), le Marquis de Choiseul devient également titulaire d'un brevet de concession de l'Île de la Gonave. Un autre brevet de don de jouissance des droits de passage sur la rivière du Cap et à la Petite-Anse pendant une durée de trente années existe en faveur de la

(1) P. Boissonnade : Saint-Domingue à la veille de la Révolution, 1906, f° 253.

(2) H. Joucla : Le Conseil Supérieur des Colonies et ses Antécédents.

(3) P. Boissonnade, *op. cit.*, f° 32.

(4) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-

(5) Id., *Ibid.*, f° 197.

Duchesse de Brancas, à la date du 8 mai 1765 (1).

L'ordonnance royale du 29 février 1772 (2) porte exemption à perpétuité de « tous droits de Nègres et de toutes Corvées » sur l'habitation de M. de Boynes, à Saint-Dominique, à charge par son fondé de procuration « d'établir, construire et entretenir une route à la place du pont qui était sur la Ravine servant de lit à la Rivière Blanche détruit par un tremblement de terre ». On sait que Pierre-Etienne Bourgeois de Boynes, Intendant de Franche-Comté, Conseiller d'Etat, fut Ministre de la Marine du 8 avril 1771 au 20 juillet 1774. Comme on était « au temps de la monarchie absolue tempérée par des chansons », de Boynes fut l'objet de la chanson suivante (3) :

*On rit d'un ministre bourgeois
Que chacun abandonne
Pour n'avoir, dans tous ses emplois,
Fait plaisir à personne.
Aujourd'hui, c'est injustement
Que si fort on le fronde
Car il va faire, en s'en allant,
Plaisir à tout le monde !*

De même à la Martinique, à la Guadeloupe et à Sainte-Lucie, on trouve, parmi les noms de lieux, ceux de leurs anciens possesseurs : Morne d'Orange (4), Anse Latouche (des Le Vassor de la Touche), Rivière des Pères (Jésuites), Pérrinelle, Fonds-Canouville, Morne-Vertpré, Champigny (1724), Fénelon (1763), d'Ennery, anciens Gouverneurs Généraux des Iles du Vent; Choiseul, Assier, Dillon, Gaigneron, des Marinières, Lareinty, de Leyritz, de Pompignan, du Chaxel, La Pagerie, Bassignac.

Au commencement du XVIII^e siècle, nous sommes amenés à considérer le cadet-gentilhomme d'un point de vue général. Le cadet, dans les premiers temps, accomplit une année

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome IV, f° 854.

(2) Archives Nationales : Colonies, A. 13, f° 8.

(3) Malouet : Mémoires, 1874, Appendice, Tome I, f° 372.

(4) Revue d'Histoire des Colonies, n° 6, novembre-décembre 1933 : Dr Delmond-Bébet. Les noms des lieux à la Martinique.

de service dans les mousquetaires, puis une seconde année, soit dans un régiment de Cavalerie, soit dans un régiment d'Infanterie. Louvois institue, en 1682, des compagnies de Cadets-Gentilshommes à Metz et à Tournai, puis, le nombre des recrues ayant augmenté, à Cambrai, Valenciennes, Charlemont, Longwy, Strasbourg, Brisach et Besançon. Qu'on ne s'étonne pas : beaucoup de cadets, au nombre desquels figurent quelques rejetons de la bourgeoisie, ne savent ni lire ni écrire. Ils sont d'ailleurs plus astreints aux exercices militaires qu'aux cours. Ces formations disparaissent assez rapidement : celle de Metz subsiste jusqu'en 1732, puis on en revient au système précédent, où les Cadets ne sont pas confondus mais s'exercent avec la troupe.

Un édit de 1751 crée l'Ecole Militaire et, comme il n'y a rien de nouveau sous le soleil, les frais du nouvel établissement sont compensés au moyen d'une Loterie Royale, pas encore Nationale. On pouvait y recevoir environ cinq cents Gentilshommes «nés sans biens». La préférence était accordée aux jeunes garçons dont les pères avaient été tués à l'ennemi. Ils pouvaient y être reçus, dès l'âge de huit ans; les cours duraient quatre ans; on comptait trois divisions pour les élèves. Il y avait un cours de tactique; la danse était obligatoire pour tous les élèves. Les sanctions étaient les arrêts, la mise à la soupe, au pain, à l'abondance et à la prison. On y enseignait la grammaire française, l'histoire, la géographie, la grammaire allemande, les fortifications, l'escrime.

Comme récompenses, les élèves obtenaient les grades de sergent-major, lieutenant et capitaine. A leur sortie, ils pouvaient entrer à l'Ecole de Mézières. Mais la plus grande partie préféraient passer directement dans les régiments de Cavalerie ou d'Infanterie où ils apprenaient à servir comme Cornettes ou Enseignes.

Les élèves de l'Ecole Militaire portent l'habit bleu à collet rouge et à doublure blanche avec galons en argent, veste et culotte en serge minorque, un chapeau bordé d'argent ou garni d'un bord de poil de chèvre et d'un bouton d'uni-forme (1).

(1) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, t^o 93.

Le règlement du 28 mars 1776 fonde douze Ecoles Militaires : Sorèze, Brienne, Tiron, Rebais, Beaumont, Pontlevoy, Vendôme, Effiat, Tournon, Pont-à-Mousson, Auxerre et Dôle. L'âge d'entrée exigé à l'entrée de ces établissements est de huit ans; à leur sortie, à l'âge de quinze ans, les élèves passent dans la Cavalerie, l'Infanterie, les Troupes des Colonies.

Il serait injuste de ne pas mentionner ici les Gardes de la Marine, qui ont l'occasion, soit comme Chefs d'Escadre, soit comme Gouverneurs Généraux, soit encore comme Commandants des corps de débarquement, d'opérer aux Colonies, comme nos Cadets de l'armée de terre, les Gardes de la Marine sont des jeunes gens, parfois de véritables enfants, sans condition d'âge, d'instruction, ni de noblesse (1). Au début, les Gardes de la Marine sont recrutés presque toujours parmi les gentilshommes; comme les Cadets, ils reçoivent une instruction, en général, élémentaire, prennent part aux factions, aux manœuvres militaires, à l'escrime, à la danse. Enfin, ils sont embarqués sur les vaisseaux du Roi, ils y sont initiés aux détails du service, tout en y concourant. Ils transmettent les ordres, aident au service des batteries. Ceux qui sont signalés comme méritants obtiennent, au bout d'un certain temps, des commissions d'officiers. Et c'est ainsi que les Gardes de la Marine prennent du service aux Colonies, soit dans les Compagnies de la Marine, soit comme attachés aux Lieutenants Généraux Gouverneurs.

Les Compagnies de Gardes de la Marine sont modifiées par Choiseul, Maurepas et Castries. Elles sont remplacées par des collèges à Vannes et à Alais. A quinze ans, les élèves, après concours, sont nommés élèves de 3^e classe. Après un embarquement sur des corvettes armées, ils deviennent élèves de 2^e classe, où ils passent dans les Ecoles des Ports pour recevoir une instruction technique et scientifique étendue. Après un troisième examen, ils sont promus élèves de 1^{re} classe. Enfin, après un embarquement effectif de deux ans

(1) J. Tramond Manuel d'Histoire Maritime de la France, 1927. Livre II, chap. V, f^o 198.

et demi, ils peuvent être commissionnés comme Lieutenants de Vaisseau (1).

Les Cadets-gentilshommes portent l'uniforme de même coupe et de même drap que le soldat, mais avec épaulette de galon d'or et d'argent et une aiguillette de laine blanche tressée et ferrée sur l'épaule droite, d'où leur nom de Cadets à l'aiguillette (2). Ils sont reçus solennellement à la tête de la compagnie « à l'heure de la garde montante », avec la formule « De par le Roi, bas-officiers et soldats, vous reconnaîtrez M... en qualité de Cadet-gentilhomme et vous le respecterez comme s'il était votre officier » (3). Ils passent par tous les grades inférieurs. S'ils sont passibles des arrêts et de la prison, ils échappent aux punitions corporelles, notamment aux coups de plat de sabre. L'Ecole Militaire fut supprimée en 1787, mais les douze écoles de Cadets subsistèrent jusqu'à la Révolution.

C'est à leur sortie de ces écoles que les Cadets-Gentilshommes passent aux Colonies. Ils y vont, soit avec leurs Régiments, soit isolément, pour rejoindre les corps auxquels ils sont affectés. Ils passent vraisemblablement à la Compagnie des Cadets du port de Rochefort, fondée par ordonnance royale du 27 mai 1730 et formée de trente hommes.

L'ordonnance du 16 octobre 1750 porte ce nombre à 50 hommes (4).

L'ordonnance du 1^{er} mai 1775 ordonne la réforme des Cadets « à l'Eguillette » entretenus au dépôt des recrues des Colonies de l'Ile de Ré (5). L'ordonnance de mai 1730 avait pour but de former dans la discipline militaire de jeunes gentilshommes pour les mettre en état de remplir les emplois qui pourraient vaquer dans les Troupes d'Infanterie entretenus aux Colonies et particulièrement dans l'Amérique Méridionale.

L'ordonnance royale du 13 décembre 1779 (6) affecte

(1) J. Tramond : Manuel d'Histoire Maritime de la France 1927. Livre III, Ch. V., f° 452.

(2) Archives Nationales : Colonies, A. 12, 1769, f° 39.

(3) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, f° 90.

(4) Archives Nationales : Colonies, A. 5, f° 181.

(5) Id., *Ibid.*, A. 15, f° 9.

(6) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 918.

une Compagnie de Cadets-Gentilshommes au dépôt des Colonies de l'Île de Ré pour le Département des Colonies. Or, on sait que le dépôt de l'Île de Ré servait de réserve aux Troupes des Colonies. C'était là qu'étaient cantonnées les Troupes revenant d'outre-mer; on tirait de cette formation les effectifs qui se rendent aux Colonies.

La Compagnie des Cadets était sous les ordres d'un Lieutenant de Vaisseau, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant Enseigne de Vaisseau, et composée de 4 sergents tirés des Cadets, 4 Caporaux, 12 appointés, 15 Cadets-Gentilshommes de 1^{re} classe, 15 de 2^e classe, 1 tambour. Les Cadets ne pouvaient être nommés avant l'âge de quinze ans au moins et 22 ans au plus (article 2). Ils devaient être fils de nobles ou d'anciens officiers. Les Cadets de 1^{re} classe avaient droit, comme solde, à 24 livres par mois, soit 288 livres par an; ceux de 2^e classe 20 livres par mois, soit 240 livres l'an (1).

L'ordonnance du 10 août 1781 (2) attache les Cadets-Gentilshommes des Troupes des Colonies aux cinq compagnies du Bataillon auxiliaire desdites Troupes à Lorient et fixe leur nombre à six par Compagnie.

L'ordonnance du 13 décembre 1779 (3) « concernant les règles qui seront observées pour les Grâces militaires, Avancement et Grades qui seront accordés à l'avenir aux officiers des Troupes et Etats-Majors employés au Département des Colonies », offre déjà, pour l'époque, une excellente codification. Les services des officiers ne seront comptés qu'à partir de l'âge de quinze ans accomplis (art. 1). Le rang de major ne pourra être accordé qu'aux Capitaines de Grenadiers, et après six années de service dans cette spécialité (art. 4). Le grade de Colonel ne pourra être accordé qu'à des Lieutenants-Colonels en pied et après six ans de service en cette qualité. Les Lieutenances de Roi et les Majorités de Place ne sont données qu'aux Officiers anciens dans le service. Les Lieutenants de Roi auront rang de Lieutenant-Colonel, les Majors celui de Major des Troupes. Les Officiers que Sa

(1) Archives Nationales : Colonies, A. 19, f° 67.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent 1784. Tome VI, f° 157.

(3) Id., *Ibid.*, Tome V, f° 918.

Majesté nommera à des emplois dans ses troupes des Colonies, qui ne s'embarqueront pas pour se rendre à leur destination, dans l'an et le jour de leur nomination, perdront leurs places, à moins qu'ils ne justifient qu'ils en ont été empêchés par des causes imprévues et que le « retardement » ne peut leur être imputé (art. 10). Le Roi se réservait la nomination aux places de Colonel, Lieutenant-Colonel, Major et Aide-Major. Les Colonels pouvaient être choisis parmi les Lieutenants-Colonels des régiments de France ou des Colonies, mais le Lieutenant-Colonel d'un régiment ne pouvait pas en devenir le Colonel (art. 12). Le Commandement en second d'une colonie pouvait être accordé, concurremment avec un Lieutenant-Colonel (art. 16). Les Capitaines de Chasseurs et de Fusiliers de chaque Régiment monteront, par ancienneté, aux Compagnies de Grenadiers, quand elles viendront à vaquer (art. 17). Les congés ne sont accordés aux Officiers pour revenir en France qu'en cas de maladie, sur certificats des Médecins et Chirurgiens (art. 26). Les Officiers en congé doivent se présenter au Commissaire de la Marine du port de débarquement, en vue du visa desdits congés (art. 28). Il n'était accordé de prolongation de congé de six mois que, soit sur certificat du Médecin-Inspecteur Général de la Chirurgie de la Marine pour les Officiers résidant à Paris, sur la proposition de l'Inspecteur Général des Troupes des Colonies, soit sur certificats des médecins et chirurgiens du Roi dans les provinces, dûment légalisés par le Juge Royal et visés par le Commandant de la Province. La prolongation était de six mois. Il ne pouvait en être accordé une seconde que pour les raisons les plus fortes (art. 24). L'article 30 et dernier stipulait que le relief des appointements des officiers de tout grade, absents par congé même pour cause de maladie, n'aurait lieu que pour la moitié de leurs appointements, à compter du jour où ils auraient cessé d'en toucher aux Colonies jusqu'à leur rembarquement, sans que l'autre moitié puisse être remplacée par voie de gratification ou autrement; le relief ne devant pas avoir lieu pour le temps des prolongations dans lesquelles la clause sans appointements sera toujours insérée.

L'ordonnance du 13 décembre 1779 innovait pour l'épo-

que. Elle fut l'une des dernières qui furent rendues par la vieille monarchie sur ce sujet. A l'appui de l'ordonnance royale susvisée, il y a lieu d'indiquer la lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine du 30 septembre 1784 (1). Elle informe le Gouverneur des Isles-sous-le-Vent que le Roi a décidé que les Troupes des Colonies seront désormais, autant que faire se pourra, assimilées à l'Infanterie de l'Armée. Dans ces conditions, les Officiers de l'Armée Métropolitaine concourent avec ceux des troupes des Colonies pour les grades de Major, de Lieutenant-Colonel et de Colonel, s'ils montrent « le talent et la fermeté qui peuvent les en rendre susceptibles ».

Nous avons eu l'occasion d'indiquer ailleurs la création des Conseils d'Administration des Régiments coloniaux, suivant la lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine du 20 juillet 1777 (2). Le Conseil d'Administration est composé de huit membres : le Colonel, le Lieutenant-Colonel, le Major, deux Chefs de Bataillon, les deux Capitaines les plus anciens et un Aide-Major remplissant les fonctions de Secrétaire. La lettre ministérielle prévoit également les modalités de congés à accorder aux officiers qui, « après s'être présentés à leur arrivée en France chez les Commissaires des Ports et Arsenaux de la Marine du lieu de leur débarquement, devaient se retirer dans leurs Provinces, sans pouvoir se rendre à Paris, ni à Versailles, s'ils n'y avaient leur domicile ».

On sait que l'on se procurait, au début, à prix d'argent, les grades de Capitaine et de Colonel. Même au XVIII^e siècle, après que le Roi eut repris les nominations à son compte, les grades s'achetaient encore, grâce au « Concor-dat », qui était l'offre faite à un officier d'une certaine somme d'argent moyennant laquelle il demandait son congé. Ce procédé n'entra en voie de disparition que sous le Ministère du Maréchal de Belle-Isle; il joua donc son rôle dans les Troupes Coloniales. Il était évident que là, les grades ne s'achetaient pas aussi cher que dans les Régiments de

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome VI, f^o 569.

(2) Id., *Ibid.*, tome V, f^o 779.

la Maison du Roi; néanmoins, la vénalité était là, comme ailleurs la règle.

La hiérarchie au XVIII^e siècle est la suivante :

Lieutenant Général, Maréchal de Camp, Brigadier, Colonel (Mestre de Camp pour la Cavalerie), Lieutenant-Colonel, Major, Capitaine, Lieutenant, Sous-Lieutenant, Cadet, Enseigne dans l'Infanterie, Cornette dans la Cavalerie.

L'Etat-Major d'un Régiment comprend, outre le Colonel-Commandant, un Colonel en second, au moins deux Lieutenants-Colonels, les Majors, le Quartier-Maître Trésorier, le Porte-Drapeau qui est généralement un Enseigne ou un bas-officier, l'Aumônier, le Chirurgien-Major, le Tambour-Major et l'Armurier.

L'ordonnance royale du 28 août 1777 (1) pour régler le traitement des Régiments d'Infanterie qui seront employés dans les Colonies de l'Amérique comporte l'Adjudant, qui vient après le Porte-Drapeau. Le grade de Major, au début, n'était qu'une fonction remplie par le plus ancien des Capitaines. Par la suite, il y eut un Major par Bataillon, ce qui amena la création du grade de Chef de Bataillon, les fonctions de Major étant remplies ordinairement par le plus ancien Chef de Bataillon. Ce grade fut supprimé par l'ordonnance du 28 février 1784 (2).

Les bas-officiers comprennent :

L'Adjudant, le Sergent-Major dans l'Infanterie (Maréchal des Logis-chef dans la Cavalerie), le Sergent (Maréchal des Logis dans la Cavalerie), et le Fourrier-Ecrivain; viennent ensuite le Caporal ou Corporal, le Tambour, le Frater-Chirurgien, l'Anspessade ou Appointé (Soldat de 1^{re} classe).

Les Grenadiers apparaissent aux Colonies au XVIII^e siècle. Ils étaient chargés de jeter des grenades contre la cavalerie ou durant les sièges; leurs compagnies étaient distinctes des autres. Ils devinrent vite l'élite de l'infanterie. Les premiers, ils obtinrent d'être armés du fusil. On a vu, au chapitre relatif aux Troupes à pied, que ces spécialistes étaient avan-

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 792.

(2) Archives Nationales : Colonies, A. 16, f^o 242.

tagés du point de vue appointements. L'ordonnance du 28 août 1777 précitée prévoit, par an, au Capitaine commandant la Compagnie de Grenadiers, 3.000 livres; au Premier Lieutenant, 1.560 livres; au Sergent, 321 livres; au Caporal, 198 livres, alors que, pour les Fusiliers, les soldes sont, quant aux mêmes militaires, respectivement de 2.800 livres, 1.470, 276 et 171 livres.

Le Drapeau ou l'Etendard n'a été, au début, que le signe de ralliement destiné à marquer à chaque bande l'emplacement qui lui était assigné sur le champ de bataille. Pendant longtemps, la Compagnie fut l'unité tactique. Dès que le bataillon et l'escadron succèdent à la Compagnie, les drapeaux des Compagnies vinrent se placer au centre du bataillon. Le nombre des drapeaux est ordinairement de deux par bataillon ou escadron; ils étaient variés de couleur et de forme. Un auteur moderne nous indique que le même régiment avait deux drapeaux : le drapeau d'ordonnance qui est le sien propre, portant le nom de sa province ou de sa ville, et le drapeau blanc affecté spécialement au Colonel (1).

Sous l'Ancien Régime, on pouvait acheter une charge de Capitaine, Colonel ou Brigadier à l'enfant qui venait de naître : c'est le Colonel « à la bavette ». Custine écrit qu'un jeune homme de naissance regarde comme un mépris que la Cour lui fait si elle ne lui confie pas un régiment à l'âge de dix-huit ou vingt ans (2). Une Ordonnance du 10 décembre 1762 exprime le désir et l'espoir de voir arriver les soldats aux plus hauts grades « s'ils ont de la fortune ou des talents ». Ce n'est que sous le Duc de Choiseul que le Roi prit à son compte le recrutement des Compagnies (1763). Les Majors et les Lieutenants-Colonels étaient des Officiers trop pauvres pour posséder une Compagnie ou un Régiment. L'ordre du Tableau de Louvois (Ordonnance de 1675), s'applique aux Troupes des Colonies, mais ne concerne pas l'avancement. Seulement, à grade égal, le Commandement revient à l'officier le plus ancien. Si, dans les troupes métropolitaines, il arrive que les Généraux commandent tour à

(1) Commandant Lerondeau : Au Drapeau, 1933, f° 79.

(2) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, f° 102.

tour, cet inconvénient est évité aux Colonies, en raison des lettres de service dont les officiers Généraux ou Supérieurs sont presque toujours munis. Etant donné l'éloignement, le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine accorde plusieurs lettres de service par Colonie en raison des accidents qui peuvent survenir, du fait, déjà, des décès par maladie.

Le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine, Marquis de Castries, mande, au mois de mars 1780, au Vicomte de Souillac, Gouverneur Général des Iles de France et Bourbon, au départ de Brest de l'escadre du Commandeur de Suffren pour l'Inde :

« Le Ministre de la Guerre a donné des lettres de brigadier (1) à M. de Conway, Colonel du régiment de Pondichéry, qui va passer au Cap... ».

La barrière entre l'officier noble et l'officier de fortune existe dans les troupes du Département des Colonies, mais elle se trouve, à l'origine, amoindrie du fait que ces formations ne contiennent pas dans leur sein des corps de caste, comme ceux formant la Maison du Roi. Mais, au fur et à mesure du développement des Colonies, un corps se charge de jouer le rôle de caste privilégiée, les Etats-Majors qui comprennent les Commandants de Place et les Majors dans les Villes, les Commandants de Quartier et de Paroisses dans les quartiers ruraux. Aux Etats-Majors des Colonies sont opposés les officiers des Régiments formant les garnisons, ainsi que ceux des Escadres en station. On a ainsi, en miniature, aux Colonies, ce qui se passe en grand à Versailles.

Sous Louis XIV, Vauban sollicite déjà pour les simples soldats le droit de devenir officiers « Dieu, le Père et le Créateur de tous les hommes, se moque de nos distinctions et loge le bon esprit où il lui plaît. Tous les hommes sont les mêmes devant lui. »

Une ordonnance du 10 décembre 1762, reprenant presque les termes du Code Michau, exprime le désir et l'espoir de voir les soldats arriver aux plus hauts grades « s'ils ont de la for-

(1) Archives Nationales : Marine, B. 4-216. — Lieutenant de Vaisseau Castex : La Manœuvre de la Praya, 1912. Partie II, f° 170.

tune et des talents ». Mais, par contre, un règlement du Maréchal de Ségur, ministre de la Guerre exige d'un officier quatre générations de noblesse (1).

Les Colonies, reçoivent au XVIII^e siècle la visite de cadets des familles françaises. « Les officiers qui passent en cette colonie (Saint-Domingue), écrit M. Auger en 1705, n'y viennent que parce qu'ils ne peuvent plus subsister dans le royaume (Lettre de M. Auger, Gouverneur de Léogane, 13 juillet 1705, Archives Marine et Colonies correspondance générale Saint-Domingue, C 9, Volume VII). Les mariages sont le seul moyen qu'un officier ait de faire fortune en Amérique, écrit M. de Jarriay, Major au Cap le 12 août 1732(2). On voit par exemple, un comte de Maillé, qui, venu à Saint-Domingue, veuf d'une demoiselle de Furstemberg, comtesse d'Hénin, est fort heureux d'y épouser, en secondes noces, la fille d'un voyer de la colonie, Mlle Brossard, qui lui apporte un bien de 200.000 livres et doit en avoir autant après la mort de son père (Lettre de MM. de Vaudreuil et de Lallanne, du Port-au-Prince, 14 mars 1754), Archives Nationales Marine et Colonies. Correspondance Générale Saint-Domingue, volume XCIV (3).

En 1713, le Gouverneur de Blénac constate que les officiers ne pouvant vivre avec leur solde, « la plupart ont des habitations et font même de la dépense pour soutenir la dignité de leur caractère » (Lettre de M. de Blénac, de Léogane, le 10 août 1713) (4). Dix ans après, l'Interdant de Montholon déclare que « le moindre Capitaine d'Infanterie a six chevaux et une chaise roulante » et crierait pour peu au scandale (5). Dès lors, les Gouverneurs reçoivent des nuées de requêtes d'officiers demandant à servir dans les quartiers où sont situées leurs plantations. M. de Sorel, Gouverneur, ne présente pas le sieur de Cayrols, Major du Port de Paix pour la place de Lieutenant du Roi au Petit Goave,

(1) LÉON Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, chapitre VI, f° 100.

(2) Archives Nationales : Marine et Colonies, Correspondance Générale Saint-Domingue, volume XXXVI.

(3) P. de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, chapitre II, f° 100.

(4) Archives Nationales : Marine et Colonies, Correspondance Générale de Saint-Domingue, volume X.

(5) P. de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, chapitre II, f° 100.

parce qu'il a tout son bien dans le quartier du Port de Paix (Lettre de M. de Sorel de 1721) (1). M. Lambert, qui commande l'Artillerie de la Colonie de Saint-Domingue avec rang de Lieutenant de Roi et habite à l'Artibonite, sur son bien, ne voudrait sous aucun prétexte s'en éloigner, tout absorbé qu'il est par son exploitation (Lettre de M. Joseph-Hyacinthe de Rigaud, Marquis de Vaudreuil, du Port-au-Prince, septembre 1753) (2). M. Charles-Gabriel Bizoton de la Motte, Lieutenant de Roi à Saint-Marc, pourrait enfin être nommé au même titre au Cap, s'il ne préférerait demeurer dans le quartier où il a sa plantation (3).

Les Officiers Coloniaux sont astreints, durant leur séjour aux Colonies, aux changements de garnison. Le Gouverneur Général de Feuquières informe le Conseil de Marine le 18 avril 1721 (4) : « *La flûte du Roi, Le Dromadaire* compte partir pour la Guadeloupe à la fin de la semaine, et je me propose de la faire accompagner par le batteau du Roy qui portera à Marie-Galante la Compagnie de la Guarigue pour relever celle de Préverand qu'elle rapportera à Saint-Pierre pour y tenir garnison. Je me propose aussy dans quelque temps de faire relever la Compagnie de Chassaigne qui est à la Grenade depuis plusieurs années par celle de Morienne qui est en cette garnison. »

Par une lettre du 15 janvier 1722 (5), M. de Feuquières exprime le désir d'obtenir la croix de Saint-Louis pour le Capitaine Louvilliers de Bellebrune, qui doit « quitter le service aussy tost qu'il aura été honoré de la croix de Saint-Louis, afin de vaquer au soin de son habitation, qui n'est presque pas habituée. » Le Capitaine Louvilliers de Bellebrune était marié depuis près de deux ans.

A la date du 21 juillet 1722 (6), M. de Feuquières informe le Conseil de Marine qu'il a reçu la Croix de Saint-Louis qui lui a été envoyée pour le sieur Louvilliers de Belle-

(1) Archives Nationales : Marine et Colonies, Correspondance

(2) Id. ; *Ibid.*, Correspondance Générale Saint-Domingue, Volume XCIII.

(3) P. de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, chapitre II, f° 102.

(4) Archives Nationales : Colonies, C8, A. 28, Correspondance Générale, Marquis de Feuquières, Gouverneur Général.

(5) Id., *Ibid.*

(6) Id., *Ibid.*

brune, qu'il a reçu dans l'Ordre le 12 juillet 1722.

Le Conseil de Marine ayant prescrit, à la date du 30 avril 1721, de lui rendre compte des noms des Officiers qui n'avaient encore pas rejoint leurs garnisons, M. de Feuquières indique que, au nombre des morts sont les Lieutenants de Bragelone, décédé en France; Mirabeau-Desmarais, mort au Fort-Royal, le 22 novembre 1720, et Chevalier de Roscanvec, décédé au Fort Royal le 22 décembre 1720. Au nombre des Officiers qui n'ont pas encore rejoint, on compte MM. Landon, Tonty, Boulanger, La Longueville, Febvre d'Amphoux, Lignery et Lusignan. Le Gouverneur espère que ces Officiers arriveront bientôt par un vaisseau du Roi, dont l'arrivée est imminente, mais M. de Lusignan, en service à l'Île Royale, lui a fait savoir « qu'il ne pouvait se rendre aux Îles de toute cette année ». Au nombre des Officiers qui ont demandé leur congé absolu figurent le Sieur La Longueville, Lieutenant à la Grenade, où il a épousé la veuve de feu le Sieur de Montrayer, et le Sieur Millet de la Bordelière, Lieutenant, « qui, peu de temps après son retour de France, s'étant marié fort avantageusement en ce quartier, doit aussi demander son congé absolu, que le Conseil peut même lui envoyer par avance ». Enfin, il y a les Officiers qui ont obtenu un congé du Conseil de Marine pour aller en France vaquer à leurs affaires. Ce sont le Capitaine Sinson et le Lieutenant Poulain de Guerville, ce dernier en garnison à la Guadeloupe. Mais, à la date du 28 mai 1722 (1), le Gouverneur de Feuquières fait connaître au Conseil de Marine que le « sieur Poulain de Guerville a fait de mon consentement un assez bon mariage à la Guadeloupe, où il sert, et j'ay lieu de croire qu'ainsy que le sieur de la Bordelière, il demandera bientôt son congé absolu ».

Les Officiers qui acceptent les changements successifs de garnison forment le petit nombre. Finalement, ceux qui s'adonnent carrément au faire-valoir direct, sont amenés, petit à petit, à résigner leurs fonctions avant la retraite et à accepter un grade dans la Milice de leur quartier. Le sieur Le Daux, troisième Lieutenant, demande à se retirer du service « pour

(1) Archives Nationales : Colonies, C8, A. 30. Correspondance Générale, Marquis de Feuquières, Gouverneur Général.

vaquer aux affaires de son habitation, il désirerait qu'on lui accordât son congé sur le pied de Capitaine, afin que, dans les occasions de guerre, il puisse encore être utile au Roy et à la Colonie ». (Lettre de M. de Chateaumorand du 4 septembre 1718) (1). M. de Santo-Domingo, Lieutenant du Roi au Petit-Goave « sollicite son congé, la situation de ses affaires ne lui permettant pas de continuer ses services » (Lettre de M. de Sorel, de 1721) (2).

M. de Lantagnac, Aide-Major du Port-au-Prince, abandonne le service pour aller vivre sur la terre que sa femme lui a apportée en dot et devenir Capitaine de Milices de sa paroisse. (Lettre de M. de Vaudreuil, du Port-au-Prince, 31 août 1763) (3).

Le sieur Pillat, Capitaine des Troupes Régliées, demande sa retraite, la Croix de Saint-Louis et le commandement du quartier où ses biens sont situés, soit comme Major honoraire, soit comme Commandant de Milices. (Lettre de M. de Vaudreuil du 9 octobre 1753) (4).

A la Martinique, le Capitaine des Vaisseaux du Roi, Marquis du Pas de Feuquières, Gouverneur et Lieutenant Général des Iles, informe le Conseil de la Marine, à la date du 31 janvier 1718, qu'il a autorisé le Capitaine Durieux, des Compagnies détachées de la Marine, en garnison au Fort Royal, à épouser une veuve de 250.000 livres de biens (5).

Le haut commandement, responsable de la défense, se trouve dans l'obligation de rappeler aux Officiers que leurs obligations militaires doivent avoir le pas sur leurs intérêts territoriaux (6).

Ce que nous disons de Saint-Domingue est aussi vrai pour le Canada, la Martinique, la Guadeloupe, les Iles de France et de Bourbon. Il demeure bien entendu que ces Officiers

(1) Archives Nationales : Marine et Colonies, Correspondance Générale, 2^e série, carton IV.

(2) Id., *Ibid.*, carton VII.

(3) Id., *Ibid.*, volume XCIII.

(4) Id., *Ibid.*, volume XCIII.

(5) Id., *Ibid.*, Colonies, C8, A. 24, Correspondance Générale, Du Pas de Feuquières.

(6) P. de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, Chapitre II, f° 103.

qui s'entendent si bien à diriger leurs domaines aux dépens du service savent aussi courir sus à l'envahisseur. Tel fut le cas, notamment, à la Martinique, des Colonels de Collart, du Bucq, Baillardel de Lareinty, etc... (1).

Pendant que les Officiers nobles vont redorer leur blason aux Isles, la « roture » s'infiltré dans les forces coloniales, comme dans la métropolitaine. Les jeunes gens de la bourgeoisie, qui avaient le moyen d'acheter une Compagnie, un Régiment, devenaient Capitaines ou Colonels. Bien qu'on ait signalé, à différentes reprises, les brimades, les affronts dont les officiers de fortune furent victimes, il en est un certain nombre qui ont pu passer dans l'armée, soit par les Ecoles, soit en raison de la vénalité des grades. L'ordonnance de 1776 avait décidé le rachat des régiments par le Roi : un régiment diminue de valeur au fur et à mesure du changement de Colonel. Si l'on suppose comme prix d'achat, pour le premier titulaire, la somme de six cent mille livres, au sixième, ce prix n'est plus que de cent mille livres, après quoi le Régiment revient au Roi. C'est l'Assemblée Constituante qui achève la réforme.

Dans la liste de remboursement des charges militaires, présentée par le Baron de Wimpfen, on trouve deux Régiments ayant servi aux Colonies, ceux de Lamarck et de Dillon, parmi les trois cités au chapitre des Régiments étrangers (Salm, Dillon, Lamarck) pour 157.680 livres (2). Dans ces Régiments, les charges étaient héréditaires et passaient, à défaut d'héritiers mâles, aux femmes. Néanmoins, la vénalité permit aux classes moyennes, au XVIII^e siècle, l'accession aux grades et provoqua un certain écartement de la noblesse du métier militaire.

On nous a fait connaître, au XVIII^e siècle, que les Généraux des armées métropolitaines étalaient un grand luxe, quant aux moyens de transports, à la table, à l'habillement. Le Roi en a donné l'exemple lui-même : Louis XIV, après le fameux passage du Rhin à Tolhuys, caractérisé par l'Epître de Boileau au Roi : « Grand Roi, cesse de vaincre ou je cesse

(1) P. de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, chapitre II, f^o 110 (Note).

(2) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, f^o 140.

d'écrire » (1). Louis XV à Metz (1741), à Fontenoy (1745), traînent à leur suite un cortège imposant de princes, de courtisans, de dames d'honneur avec leurs gardes, leurs valets, leurs chevaux, leurs équipages. Si Turenne se nourrit de viandes communes dans des assiettes en fer ; à la tranchée, devant Arras, l'un de ses successeurs, le Maréchal d'Humières, donne l'exemple de faire servir les ragoûts et des entremets dans de la vaisselle plate (2). A l'époque de Louis XV, un Capitaine de Chevaux-Légers a un équipage de trente chevaux, de vingt ou vingt-cinq valets et des voitures en conséquence. Un Lieutenant-Général a une soixantaine de chevaux et se fait suivre, pour ses réceptions, d'un nombreux bagage de vaisselle de porcelaine et de cristaux (3).

Dans ces conditions, il fallait bien s'attendre à ce que le luxe, marchandise d'importation et d'exportation, pénétrât dans les Colonies où, déjà, la tendance se faisait jour. Ces manifestations somptuaires entraînent à des dépenses exagérées. Déjà, en 1672, défense fut faite aux Officiers en campagne de faire paraître sur leurs tables plus de deux services de viande et un de fruits. En 1690, on défend l'apport de la vaisselle d'argent dans les équipages. En 1707, nouvelles défenses de servir des fruits dans des porcelaines, cristaux et autres vases riches (4). En 1776, défense aux Lieutenants Généraux Gouverneurs d'avoir à leur table plus de vingt couverts. Quinze couverts sont accordés au Commandant d'une division, douze au Maréchal de camp, huit aux Colonels. Ces tables doivent être servies « militairement », Sa Majesté, convaincue que « le luxe est un principe de corruption, exige que les chefs veillent à ce que leurs subordonnés n'excèdent pas en dépenses le montant de leurs appointements » et défend aux riches » d'humilier leurs camarades ».

En réalité, les Officiers des Troupes du Département des Colonies rivalisent d'émulation avec leurs collègues métropolitains pour soutenir, au moyen de lourdes dépenses, le prestige du métier militaire.

(1) Boileau : Epîtres IV et VIII, Au Roi. (1675-1672).

(2) Léon Mention : L'Armée de l'Ancien Régime, f° 141.

(3) Id., *Ibid.*, f° 142.

(4) Id., *Ibid.*, f° 143.

Voici un tableau de la Société des Colonies pendant la guerre d'Amérique (1778-1783) (1) :

« La ville de Saint-Pierre (Martinique) donnait, par
« jour, plus de vingt grands dîners où ruisselaient les vins
« les plus recherchés. La toilette des dames dépassait toutes
« les descriptions. Les plus belles toiles et les plus riches
« étoffes se tissaient pour les Colonies. La présence des
« grands officiers de la Marine était une puissante excitation
« au luxe. Les dames voulaient répondre par la toilette à la
« richesse des uniformes. Car c'est alors qu'on voyait se
« presser dans les salons du Gouverneur, à côté de la jeunesse
« créole, le Comte de Grasse, de taille colossale, qui conser-
« vait, sous ses 63 ans, toute la verdeur de l'âge mûr; le
« Marquis de Vaudreuil, aussi habile marin que courtisan
« aimable; Bougainville, digne navigateur; le savant Dupe-
« tit-Thouars, encore garde de la Marine; du Pavillon,
« Emeriau, Descars, Willaumez, le Comte de Marigny et
« son frère, le Chevalier de Marigny, commandant un vais-
« seau qu'il avait pris sur les Anglais; Decrès, qui ne savait
« pas quel maître il allait servir un jour; l'Hermitte, Bruix,
« Martin, Candé, Truguet, Magon, Vaugiraud, major du
« Comte de Grasse à bord de la *Ville-de-Paris*, ou
« d'autres encore qui étaient déjà de grands hommes ou
« apprenaient à le devenir un jour...

« Je tiens d'un contemporain de cette époque que la
« belle et jeune Comtesse de Beauharnais, dont le mari était
« alors Aide de Camp du Marquis de Bouillé, occupait
« l'hôtel du Fort Royal, dit le Petit Gouvernement; elle y
« était chargée des réceptions et préludait à ses hautes desti-
« nées. Un de ses caprices était de danser les mains et les
« bras nus. Car elle avait les plus beaux du monde, ce qui
« donna lieu souvent à lui appliquer, comme par une sorte
« de prédiction, les vers de Racine :

« *...et de si belles mains*

« *Semblaient demander l'empire des humains.* »

Il demeure entendu que les Officiers de la garnison, des Etats-Majors et des Milices faisaient partie de cette élégante

(1) Rufz de Lavison : Etudes statistiques et historiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome II, f° 314.

société à la tête de laquelle, faisant face aux de Grasse, Lamotte-Piquet, de Guichen, figure le plus brillant d'entre eux : le Lieutenant-Général Marquis de Bouillé, Gouverneur Général des Iles du Vent, qui allait bientôt s'illustrer à la Dominique, à Tabago, Saint-Eustache et à Sainte-Lucie.

En plus des dépenses somptuaires de la table et des réceptions, la ruine des militaires a une seconde origine : le jeu. On serait tenté ici, en évoquant l'influence du jeu sur les classes sociales aux Colonies au XVIII^e siècle, de citer le bon La Fontaine : « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés ! ».

On compte bien que les Officiers, bas-Officiers et Soldats n'échappent point à la règle commune. Nous savons, par les nombreuses ordonnances contre le Jeu les noms de ces « agréables délasséments » : la Marseillaise, le Pharaon, le Hoca, la Bassette, les Trois Dés, le Tope et Tingue, le Passe Dix, les Deux Dés, le Quinquenove, le Marmonique, le Pair ou Non, le Quinze, les Petits Paquets, la Dupe, le Biribi, le Lansquenet, le Brelan, etc... (1).

La lettre du Roi au Gouverneur Général des Isles du 11 juin 1680 (2) stipule que « les affaires de Jeu sont du ressort de la Justice ordinaire ». Par ordonnance du 30 avril 1722, le marquis de Sorel, Gouverneur Général des Iles-sous-le-Vent et l'Intendant Montholon, énumèrent les différents jeux de hasard usités, et déclarent, bien avant la rédaction de l'article 1695 du Code Civil, que « toutes obligations provenant du jeu sont nulles ». Le 15 décembre 1722 (3), une ordonnance royale prohibe les jeux de hasard dans les Colonies de l'Amérique sous peine de 500 livres d'amende. Toutefois, à la date du 26 août 1738 (4), le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine indique au Gouverneur Général de Larnage « que ce dernier pouvait tolérer le jeu

(1) Ruz de Lavison : Etudes statistiques et historiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome I, f^o 238.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f^o 337.

(3) Id., *Ibid.*, tome III, f^o 35.

(4) Id., *Ibid.*, f^o 531.

du Lansquenet chez les Officiers pendant la période du Carnaval ». A cet égard, pour certains officiers et troupiers, le Carnaval devait durer toute l'année !

L'Ordonnance et la déclaration royales des 4 novembre 1744 (1) et 30 mars 1781 (2) prohibent, à nouveau, les jeux de hasard, élevant l'amende de 500 à 1.000 livres pour les joueurs et à 3.000 livres pour les tenanciers, mais nous doutons fort que, pour les salons, ces mesures aient mis un frein à la fureur de cette passion. La loi militaire, comme la loi civile, ne reconnaît pas les dettes de jeu : les joueurs, gagnants et perdants, indifféremment, sont passibles des arrêts.

Le Marquis de Feuquières, Gouverneur Général des Iles-du-Vent, écrit, le 10 septembre 1718 (3) au Conseil de Marine : « Les ordonnances de police n'ayans point été exécutées depuis un temps infiny, nous avons trouvé un désordre affreux dans ce pays (la Martinique), les jeux publics établis et portés à un excès si violent qu'il y a eu des séances de quarante mille livres de perte. Ce qui nous a obligés de les renouveler et de deffendre de mesure aucun jeu de hasard dans les maisons bourgeoises, sous peine de cinq cents livres d'amende contre les Maîtres et Maistresses des maisons qui y contreviendraient et de cent livres contre les joueurs ».

Au reste, la saisie des biens meubles ou immeubles, des militaires est quasi-impossible : ils risquent leur vie pour le service du prince. Ils obtiennent facilement des arrêts de surséance leur permettant de tenir en échec les créanciers trop impatients, sans oublier que, aux Colonies, les Etats-Majors sont tout-puissants et que, pendant assez longtemps, ils tranchent les différends des Colons en qualité de Commandants de Places, de Quartiers, de Paroisses et de Lieutenants de Roi. En effet, en 1735, les huissiers n'instrumentent pas, à Saint-Domingue, sans obtenir l'autorisation des

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome III, f° 817.

(2) Id., *Ibid.*, tome VI, f° 118.

(3) Archives Nationales : Colonies, Martinique, Correspondance Générale, 1718, n° 24, Du Pas de Feuquières.

Commandants de Place ou de Quartier (Mémoire du Roi au Marquis de Fayet du 2 août 1735 (1).

Aux Colonies, les défenses relatives, soit aux dépenses somptuaires, soit au jeu, n'ont jamais produit grand effet. Les troupes sont tenues, bien en mains, en temps de paix, grâce à l'appareil répressif mais, en campagne, le demi-pillage est toléré aux Colonies, pour ne pas dire le pillage. Le Roi ne fait-il pas cadeau au Comte d'Estrées de l'Ile de Sainte-Lucie, par lettres patentes d'août 1718 ? (2). Il en est de même de l'Ile de Tabago pour le Maréchal Maurice de Saxe (1748) (3).

En campagne, les villes principales des Colonies sont frappées de contributions de guerre; les riches propriétés préfèrent s'acquitter en espèces sonnantes plutôt que de subir l'emprise de la soldatesque. On a mentionné que le Maréchal de Richelieu avait fait construire l'élégant Pavillon de Hanovre avec le fruit de ses déprédations. Combien de pavillons de Hanovre furent élevés au moyen des souvenirs de la Grenade, de Saint-Eustache, de la Dominique, de Madras et de Calcutta ? Le pillage, au XVIII^e siècle, est de règle. On se souvient du sac des possessions néerlandaises de Saint-Eustache, Saint-Martin, Saba, en février 1781, par l'Amiral anglais G.-B. Rodney. Une partie de ces richesses fut interceptée par le Chef d'Escadre Lamotte-Picquet, en mai 1781, au moment où le convoi se dirigeait, sous faible escorte, sur l'Angleterre. (Lettre du 1^{er} mars 1781 au Secrétaire d'Etat de la Marine du Comte d'Arbaud, Gouverneur, et de Monde-noix, Intendant à la Guadeloupe (4).

Il est juste de reconnaître que le reproche ne saurait atteindre des Officiers Généraux comme Victor, Comte d'Ennery, le Marquis de Bouillé et bien d'autres. Au premier

(1) P. de Vaissière : Saint-Domingue, 1909, chapitre II, f° 115.

(2) Archives Nationales : Colonies, A .25, f° 79.

(3) E. Maréchal : Histoire de l'Europe (1610-1789), chapitre XIX, f° 756.

(4) Archives Nationales : Colonies C7, A. 39, Guadeloupe, Correspondance Générale, Comte d'Arbaud, Gouverneur (1780-1781). — Castex (Lieutenant de Vaisseau) : L'Envers de la guerre de Course (1911). — Beaudza (Louis), Journal des Coloniaux, n° 697, du 4 mai 1935 : La Complainte Créole de G.-B. Rodney, Amiral de la Grande-Bretagne.

de ces deux Lieutenants-Généraux, Gouverneurs des Iles du Vent, son banquier écrivait, à la suite d'un ordre reçu, de payer 20.000 livres pour les pauvres les plus nécessiteux de l'ouragan de la Martinique du 13 au 14 août 1766 : « Vous faites bien différemment de vos prédécesseurs : ils s'enrichissaient aux Isles, et vous, vous y mangez le vôtre » (1).

Le Marquis de Bouillé, rentré en France, revenant de son Gouvernement de la Martinique, avec 700.000 livres de dettes, en 1783 (2). Quand le Roi s'offre à désintéresser de Bouillé, ce dernier refuse. Dans ces dépenses figuraient des débours faits dans l'intérêt de la Colonie et au profit des Troupes du Roi.

Les Officiers des Troupes des Colonies, sans aller jusqu'au luxe inouï de leurs collègues métropolitains, entretenaient un personnel attaché à leur service. Les Gouverneurs ont droit à une garde et à des esclaves. Les principaux Officiers, Intendants, Gouverneurs Particuliers, Lieutenants de Roi, Officiers de tous grades, ont également droit à un certain nombre d'esclaves et de domestiques suivant le grade.

Ainsi, le Contrôleur de la Marine du port de Rochefort, Bénard, est désigné pour remplir les fonctions d'Intendant aux Iles du Vent, où il parvient à bord du vaisseau le *Triton*, le 8 juin 1719 (Lettre du Commissaire Menier au Conseil de Marine du 8 juin 1719). Auparavant, l'Intendant a sollicité, le 14 février 1719, le passage des personnes suivantes : M. Bénard, Mme Bénard, cinq enfants, dont l'aîné, Ecrivain de Marine, un commis, trois femmes de chambre ou de service, un maître d'hôtel, un cuisinier, un officier, trois laquais. Les meubles et hardes forment la valeur d'environ 9 à 10 tonneaux, plus un tonneau de vin, un tonneau de farine et un demi-tonneau de provisions, le surplus devant passer par des navires marchands de Bordeaux ou de Nantes (3).

(1) Dubuisson : Nouvelles Considérations sur Saint-Domingue, 1780. Tome I. Discours IV, f° 95.

(2) Barrière : Mémoires du Marquis de Bouillé, 1890. Tome XXI (Notice), f° 12 (Note).

(3) Colonies, Martinique : Correspondance Générale, 1719, n° 26, Bénard, Intendant.

Le soldat colonial diffère du soldat métropolitain en ce que le premier a droit à la ration de vin en temps de paix et en temps de guerre. La ration des troupes est fixée par les ordonnance royale des 25 mars 1763 (1), 1^{er} décembre 1745 et 1^{er} décembre 1766.

L'Ordonnance du 25 mars 1763 indique que le Roi avait, par ordonnance du 10 décembre 1762, « nommé les Régiments qui serviront à l'avenir dans ses Colonies ».

Les troupes des Colonies ont été toujours plus avantagées que les métropolitaines. Dans les temps modernes, le Règlement sur la solde leur accorde le traitement double. De même au XVIII^e siècle, il n'y a pas que les troupiers qui ont droit à la ration. L'Ordonnance du 25 mars 1763 (art. 7), permet aux Gouverneurs, Intendants, à tous les Officiers indistinctement et même à toutes personnes employées au service de Sa Majesté de prendre dans les magasins des rations de soldats en les payant au prix de 6 sous dans la proportion indiquée au Chapitre IV : Les Troupes à pied.

L'Ordonnance du 18 octobre 1772 (2), applicable aux Colonies de Saint-Domingue, de la Martinique, de la Guadeloupe, Corée, Saint-Pierre-et-Miquelon, stipule qu'il ne sera délivré qu'une ration par jour à chaque Fourrier, Sergent Caporal, Appointé, Cadet à l'Aiguillette, Soldat, Tambour et Frater-Chirurgien (art. 1^{er}). La ration se compose de 20 onces de farine ou de 24 onces de pain, dont la cuisson est faite aux frais de Sa Majesté, de 8 onces de viande fraîche ou salée ou de 6 onces de lard salé (art. 2).

Les bases de l'alimentation des troupes aux Colonies à l'époque sont : le vin, la farine et le bœuf salé d'Irlande. Le vin provient généralement de Marseille et de Bordeaux, la farine de Nantes et de Rochefort; cette dernière est plus chère et de meilleure qualité. « Il n'est pas nécessaire de consommer pour la subsistance des troupes de fine fleur de farine comme celle que les gens les plus délicats mangent à leur table », mande l'Intendant Bénard, de la Martinique,

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f^o 566.

(2) Id., *Ibid.*, tome V, f^o 414.

le 11 août 1719, au Conseil de Marine. Quant au bœuf salé d'Irlande, il était quelquefois « si deffectueux », au dire du même Intendant, que les compagnies de la Marine n'en voulaient point manger » (1).

A défaut de tout ou partie de ces comestibles, il y était suppléé par des vivres du pays. Les bas-Officiers et Soldats absents ou en traitement à l'hôpital n'ont pas droit à la ration (art. 4). Une retenue était opérée sur la solde de chaque bas-Officier ou Soldat : pour Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, de 3 sols 8 deniers argent de France par ration ; pour Gorée, de 7 sols par ration ; à Saint-Pierre-et-Miquelon, de 5 sols par ration (art. 5).

Les bas-Officiers et Soldats servant à Cayenne reçoivent, en plus de la ration, 1 sol 6 deniers par jour « pour tenir lieu de taffia ». La retenue ne s'opère pas sur ce supplément (2) (art. 6).

L'Ordonnance du 18 octobre 1772 (3) ramène la ration à une demi-ration en moins ; au lieu d'une ration et demie, on ne perçoit plus qu'une ration. Aussi l'article 8 prévoit une compensation de 2 sols, argent de France, par jour.

Le nombre des revues à passer par les Commissaires des Guerres est de six ans par an, par application de l'article 1^{er} du Titre XIII de l'Ordonnance du 25 mars 1776 qui s'applique également aux Régiments Coloniaux (Lettre du Secrétaire d'Etat de la Marine du 24 août 1778 (4)).

On dénomme « Ustensile » la réunion du sel, du vinaigre, du bois de la chandelle ou de leur indemnité représentative.

En temps de guerre, l'Ustensile était à la charge de l'habitant. En temps de paix, cette dépense était prévue par une masse prélevée sur la solde. A Saint-Domingue, le règlement de l'Intendant du 4 novembre 1778 (5) fixe le bois et la chandelle à délivrer aux troupes de la Colonie sur le pied

(1) Colonies, Martinique, Correspondance Générale, 1719, n° 26, Bénard, Intendant.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 414.

(3) Id., *Ibid.*

(4) Id., *Ibid.*, tome VI, f° 833.

(5) Id., *Ibid.*, tome V, f° 842.

d'un quart de corde de bois et 2 livres 8 onces de chandelle pour vingt hommes, et par mois. Chaque homme avait droit, par mois, à une livre de tabac, de la valeur de 12 sols.

La solde est destinée à l'habillement, à la nourriture et au paiement de la troupe. Elle se fait d'abord par trimestre, puis tous les deux mois et, enfin, par mois. Les Commandants de Compagnie sont autorisés à faire une avance aux troupiers, d'où le prêt avant le paiement de la solde. L'Intendant, l'Ordonnateur, les Commissaires des Guerres ou de la Marine doivent s'assurer de la réalité de l'effectif présent sous les armes. L'Ordonnance du 10 juin 1702 décide que, bien que la solde ne soit pas due le 31 du mois, les troupes auraient droit à la ration.

Le pain est fabriqué par mélange de moitié froment et moitié seigle avec extraction d'un dixième de son. Grâce aux idées de Parmentier, le vulgarisateur de la pomme de terre, Pharmacien à l'Hôtel des Invalides, on se rend compte que, par le blutage, il devient possible d'éliminer une forte partie de son tout en extrayant du grain un sixième de farine en plus. Si, après quelques tâtonnements, en 1776, on remet en usage la boule de son, la loi du 2 septembre 1792 applique, quant au blutage, la méthode préconisée par Parmentier.

Les troupes aux Colonies se nourrissent également de biscuit fabriqué, soit dans les Ports, soit dans les Colonies. Il arrivait, parfois, que la farine et le biscuit, n'étant pas de la prime qualité, se gâtaient rapidement. Les correspondances des Administrateurs des XVII^e et XVIII^e siècles fourmillent de reproches relatifs à la qualité des farines expédiées aux Troupes des Colonies.

Il n'est pas jusqu'aux jambons qui ne méritent dans cette énumération un bon accessit. Le Marquis de Feuquières, Gouverneur Général des Iles du Vent par lettre du 13 juillet 1722 (1), s'exprime ainsi à propos de l'Intendant Bénard : « On lui a envoyé une barrique de 18 jambons qui sont ca-

(1) Archives Nationales : Colonies, C8, A. 30, Martinique, Correspondance Générale, 1722, Marquis de Feuquières, Gouverneur Général.

pables de mettre icy la peste par leur puanteur ; peu s'en est fallu que M. Bénard ne les aye fait jetter à la mer. »

Le Commissaire de la Marine Ordonnateur Mesnier, de Saint-Pierre (Martinique), mande le 28 mars 1722 (1) au Conseil de Marine :

« Quoique je ne doute pas que M. Bénard ait informé
« le Conseil de l'état pitoyable où sont les Soldats de toutes
« nos Compagnies, je ne laisse pas de représenter au Conseil
« qu'ils sont dénués de toutes sortes de hardes n'ayant que
« des justau-corps en lambeaux, des culottes de même, ny
« bas, ny souliers; la plus grande partie paraissent à la Revue
« pieds et jambes nues; et, s'il y a quelques-uns qui, ayant
« encore la figure de Soldat, ce sont quelques travailleurs et
« les plus industrieux, tout le surplus étant digne de compas-
« sion, ce qui ira toujours de mal en pire, si le Conseil n'a
« la bonté d'y pourvoir incessamment ».

M. de Repentigny, Colonel du Régiment de la Guadeloupe, par lettre de la Basse-Terre du 26 juin 1776 (2), nous indique la situation de l'unité dont il venait de prendre le commandement :

« Je suis arrivé ici le 18 de ce mois; je me réserve, après m'être mis au courant de la besogne, de vous faire mes représentations sur l'état déplorable où j'ai trouvé le Régiment de la Guadeloupe, sur la cause des désertions fréquentes qui désolent le Régiment, auxquelles m'a-t-on dit, la vigilance de MM. les Officiers n'a pu remédier jusqu'à présent. Je me propose d'employer des moyens qui peut-être auront plus de succès.

« Sur 1.579 hommes où était la situation du Régiment le jour de mon arrivé, il y en a eu environ 700 qui ne font aucun service faute de vêtement et d'armement, ils sont nuds comme des mendiants et ont honte de sortir de leur logement où ils sont on ne peut plus mal établis. M. de Bourgon m'a dit que depuis quatre mois l'Ingénieur en Chef le renvoyait de quin-

(1) Archives Nationales : Colonies, C8, A. 30, 1722. Correspondance Générale, de Feuquières, Gouverneur Général et Bénard, Intendant.

(2) Id., *Ibid.* : C7, A. 35, Guadeloupe, Correspondance Générale, 1776, Le Comte d'Arbaud, Gouverneur.

zaine en quinzaine pour loger le Régiment au fort où on m'a fait espérer de loger 450 hommes au premier juillet.

« Le malaise, l'état d'humiliation et de détresse où ils vivent sont une des principales causes de la désertion ».

En ce qui concerne le casernement les Officiers sont logés dans les forts et casernes des Colonies. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que l'on installe des paillasses dans les garnisons coloniales. Lorsque l'on disposait de lits, les soldats couchaient deux dans un même lit. Il faut arriver à la Révolution de 1830 pour que le troupier ait droit à un lit. Avant cette époque, les soldats des XVII^e et XVIII^e siècles couchaient dans des hamacs.

L'Intendant des Iles du Vent Bénard mande le 11 août 1719 au Conseil de Marine que, sur un convoi de recrues de 111 hommes arrivé à la Martinique par le navire l'*Eléphant* des quarante-six hommes destinés à cette colonie, dix-neuf sont morts depuis l'arrivée « la plupart de la maladie du pays parce qu'ils sont arrivés justement quand elle commençait ». Il en conclut, que lorsqu'il y aura lieu de faire passer aux Colonies de grosses recrues, il ne convient point de les faire partir de France depuis le 1^{er} mars jusqu'à la fin de septembre, mais, bien dans les trois derniers mois ou les deux premiers de l'année pour qu'ils puissent avoir le temps, après leur arrivée dans ces îles de « s'y fortifier et de s'accoutumer à l'air du pays avant le temps des maladies » (1).

Les traversées sont, en moyenne, d'une durée de deux mois, pour les Iles d'Amérique et de cinq mois, pour les Indes Orientales.

La flotte du Chef d'Escadre de Peynier, composée de transports, de quatre vaisseaux de ligne, le *Fendant* (74 canons) ; l'*Argonaute* (74 canons) ; l'*Alexandre* (64 canons) ; le *Hardy* (64 canons) ; deux frégates la *Cléopâtre* (36 canons) et la *Naïade* (36 canons), faisant partie de l'armée de renfort de M. de Bussy envoyée aux Indes en 1782 ancre au Cap de Bonne-Espérance, ainsi que l'*Apollon*, commandé par le Capitaine de Saint-Hilaire, où se trouve une partie du

(1) Colonies, Martinique, Correspondance Générale, 1719, n° 26, Bénard, Intendant.

régiment du Luxembourg. L'auteur d'une étude sur le régiment de Pondichéry (1), nous apprend que le « nombre des troupes transportées était d'environ quatre mille hommes ; mais le scorbut et les autres maladies avaient fait de terribles ravages dans les rangs de ces malheureux. L'on comptait plus de mille impotents que M. de Peynier fut autorisé à débarquer. Le régiment de Luxembourg était réduit à quatre cents hommes. Les conditions sanitaires étaient déplorable à bord par suite de l'entassement des militaires, et chaque voyage, étant donné le chiffre élevé des morts, coûtait plus cher qu'une bataille. » (*Dag Register* du 20 mai 1782. Lettre du Gouverneur du Cap à Amsterdam du 30 décembre 1782).

Le Général de Romanet, qui fait un séjour à la Martinique, de 1769 à 1773 (2), avec le Régiment de Périgord, nous indique que le hamac dont le soldat fait usage donne au corps une attitude fatigante « Demeurant toute la nuit dans la même attitude, les soldats éprouvent une respiration gênée, une lassitude en se réveillant et un engourdissement des membres. L'air frais du matin, si salubre, leur devient funeste : il a bientôt pénétré la toile qui les enveloppe, faisant cesser une transpiration abondante qu'excite continuellement la contrainte du corps, et l'air naturellement échauffé par le nombre des hommes dans des appartements sombres et trop peu aérés, défaut de casernes de la Ville de Fort-Royal, ainsi que de la plupart de celles de France. »

Aux causes pernicieuses qui portent gravement atteintes à la santé du troupier colonial, telles que travaux du Fort-Bourbon en construction, le creusement d'un canal reliant l'Hôpital Militaire au Carénage, l'auteur du Voyage à la Martinique (3) ajoute l'usage immodéré de la femme et surtout, celui du tafia, ou eau-de-vie de canne à sucre, que le soldat d'alors transporte au quartier dans des bambous creux d'un bout à l'autre servant de cannes.

(1) Carnet de la Sabretache, n° 353 (octobre 1931), H. Guiran : Le Régiment de Pondichéry, 1782-1784, f° 421.

(2) Général de Romanet : Voyage à la Martinique, An XII (1804), f° 173.

(3) Id., *Ibid.*, f° 172.

Bref, le Régiment du Périgord, pour ne prendre que cet exemple, était parti de France, en 1770, à l'effectif de 542 hommes. Il reçoit pendant son séjour aux Antilles, un renfort de 694 soldats, ce qui porte le nombre à 1.236. A son retour en France, en 1773, sur le total, il y avait lieu de déduire 72 unités en variation pour désertions. Il y eut 426 décès, soit le tiers de l'effectif. Il n'y avait pas eu d'hostilités.

Le lecteur verra, par ce simple aperçu, qui peut s'appliquer à toutes les unités stationnées aux Colonies, à une époque où l'ipécacuanha et la quinine étaient inconnus, que le troupier colonial qui rentrait sain et sauf au village natal, pouvait affirmer qu'il avait échappé à plus de périls que son camarade qui avait guerroyé en Italie ou en Allemagne.

CHAPITRE XIII

La Tactique et la Stratégie Coloniales

Si l'art de concevoir les opérations militaires est ce qu'on est convenu de dénommer la Stratégie, le fait de disposer et de faire mouvoir les troupes est le propre de la Tactique.

Quelles sont les idées des grands chefs des troupes de la Marine aux Colonies au moment où une doctrine coloniale se présente dans les faits ? Sous Louis XIV, les Colonies sont attaquées et défendues. Certains établissements sont pris ; d'autres résistent. Au siècle suivant, une lutte épique se déroule au Canada, aux Antilles et dans l'Océan Indien. Il y a à peine quelque répit entre deux guerres.

Nous savons, en ce qui concerne la Marine, que la tactique, qui date des commencements du XVII^e siècle, en était arrivée à sa perfection, les lignes de bataille étant d'une homogénéité, d'une rigidité absolues (1).

La bataille navale se réduisait antérieurement à une canonade sans efficacité. Bigot de Morogues déclare « qu'il n'y avait pas d'affaires décisives à la mer ». La tactique navale devient, d'après l'expression officielle, « l'art de ranger les vaisseaux et de les instruire des évolutions ou passages d'un ordre à un autre ». Un grand Marin et Colonial, l'Amiral d'Estaing, écrit : « Si tous les capitaines sont bons manœuvriers, on pourra deviner ce qu'ils vont faire... La route de chaque navire est connue, *le ballet est dessiné* » (2).

La tactique navale, avec du Pavillon, ne fut plus bientôt que la science des signaux et l'interprétation numérique des pavillons. Tout le souci des amiraux est de ne pas faillir aux règles de l'art. « Savez-vous ce qu'est une bataille navale, disait Maurepas : on manœuvre, on se rencontre, on se tire des coups de canon, puis chacune des deux armées se retire... et la mer n'en reste pas moins salée ! (3).

(1) J. Tramond. Manuel d'Histoire Maritime de la France, 1927, f^o 458-459. — Amiral Castex. Les idées Militaires de la Marine du XVIII^e siècle.

(2) J. Tramond. Manuel d'Histoire Maritime de la France, 1927, f^{os} 458 et 459.

(3) Lieutenant de Vaisseau Castex. Les Idées militaires de la Marine du XVIII^e siècle. 1911, f^o 69.

Il est vrai qu'un peu plus tard, avec le Chevalier de Fleurieu, le Maréchal Victor-François de Broglie et le bailli de Suffren Saint-Tropez, le grand général de mer, une formule réaliste prendra naissance et s'affirmera pour ce dernier avec la manœuvre de la Praya (1). La destruction des forces de l'adversaire doit être le premier objectif de toute escadre à la mer et de toute force militaire à terre. Elle permet, au rebours de la première formule, de rester possesseur des territoires et des points d'appui à conquérir.

Si, de la mer, on revient à terre, on y constate la similitude des doctrines.

Après le duel d'artillerie, c'est l'attaque frontale, qui dégénère obligatoirement en combats particuliers. C'est précisément, pendant la Guerre de Trente ans, que Samuel Champlain s'installe au Canada, Belain d'Esnambuc aux Antilles. Pendant que les flibustiers écument l'Océan Atlantique et la mer Caraïbe, Gustave-Adolphe révolutionne l'art militaire. Le mousquet est modifié, le tir acquiert plus de rapidité, l'infanterie et la cavalerie possèdent plus de mobilité et, par sa légèreté, le canon est mis au service de la bataille mouvante. Mais le hardi novateur ne se contente pas de réformer la tactique. La stratégie comporte déjà la maîtrise du terrain élevé, des cours d'eaux, enfin, de toute position pouvant influencer sur une lutte éventuelle.

L'armée suédoise, en action, comprend deux lignes, plus la réserve. L'infanterie est au centre, avec les pièces légères à la suédoise, la ligne seconde étant placée en échiquier, contrairement au siècle précédent, où les troupes forment des masses de plusieurs rangs de profondeur, comme sous Henri IV, où il existe des bataillons de dix rangs de profondeur, Gustave Adolphe n'adopte que trois rangs. La Cavalerie est placée aux ailes. Au moment voulu, elle charge au trot et à l'arme blanche. Pour l'Infanterie, l'unité tactique est d'abord la Compagnie, puis le bataillon comme pour la Cavalerie, l'escadron. Les piquiers sont au centre, les mousquetaires sur les bords. Après la mousquetade, ces derniers se retranchent derrière les piquiers. Mais l'invention de la baïonnette à

(1) Lieutenant de Vaisseau Castex. La Manœuvre de la Praya, 1913.

douille révolutionne le champ de bataille. Jomini (1) a déclaré que c'était une arme complète; la résistance à la cavalerie est désormais assurée.

Néanmoins, l'Infanterie de Condé reste compacte : la mobilité lui fait défaut. Turenne utilise fort bien les instruments du combat, mais pour lui-même, il n'y apporte aucun changement notable. Il faut en arriver à Frédéric II pour consacrer définitivement les qualités de mobilité et de souplesse de l'Infanterie. Les ordonnances de 1755 stipulent la formation sur trois rangs : le premier rang, à genoux; le second, debout; le troisième devant utiliser les intervalles des premier et deuxième rangs. La charge est en seize temps, le feu étant d'ensemble pour les trois rangs. La Cavalerie se forme sur trois avec deux rangs.

Voilà pour le combat de détail. Mais, en ce qui concerne les grandes opérations, Frédéric reste l'homme du XVIII^e siècle : il professe que triompher sans combattre est l'art suprême (2). Comme lui, Maurice de Saxe n'aime pas les batailles, disant qu'« un habile général pouvait faire la guerre toute sa vie sans s'y voir obligé » (3). C'est le triomphe de la bataille de position, comme le défilé à contre bord avec canonade pour les flottes.

C'est Maurice de Saxe qui fait adopter, dans l'Infanterie Française, le pas cadencé et emboîté; il généralise l'usage de la musique pour faire marcher les régiments. Ces règles sont étendues par la suite aux Troupes des Colonies. « Toute la tactique est dans les jambes » (4), déclare le vainqueur de Fontenoy, rendant ainsi à l'Infanterie un hommage ratifié aussi bien par Napoléon que par les hommes de guerre modernes, alors que la locomotion automobile et l'avion n'avaient pas encore changé la face du problème.

Mais le XVIII^e siècle est le siècle des discussions, tant du point de vue littéraire et social que du point de vue militaire.

(1) Jomini. *Traité des Grandes opérations Militaires*. Paris. Maginel. 1811-1816.

(2) J. Tramond. *Manuel d'Histoire Maritime de la France*. 1927, f^o 460.

(3) Fieffé. *Histoire des Troupes Etrangères au service de la France*, 1854. Tome I, f^o 333.

(4) J. Tramond. *Manuel d'Histoire Maritime de la France*, 1927, f^o 460.

On oublie que si Frédéric est, en principe, l'adversaire de la bataille quand cet effort peut être remplacé par un succès diplomatique, il devient un autre homme lorsqu'il est forcé d'en venir aux mains. On pourrait lui appliquer la définition de la bataille donnée naguère par l'illustre Maréchal Foch : « La bataille, c'est la lutte de deux volontés ». Frédéric recherche la bataille, donc la décision, et fait agir sa masse, au moment voulu, au point vulnérable de l'ennemi. Cette théorie sera reprise et perfectionnée plus tard par un ancien élève de l'école de Brienne.

Quoi qu'il en soit, les Académies, les Clubs, les Salons, retentissent des arguments des partisans de l'ordre profond et de l'ordre mince.

Le Chef de la première école, le Chevalier de Folard (1), le même qui voyait en Maurice de Saxe l'un des plus grands Capitaines de l'avenir (2), prétendait que « la force des arbalètes égalait celle des fusils », argument qui nous fait sourire aujourd'hui et qui, à l'époque, obtenait nombre de suffrages, si l'on veut bien se reporter à une période où l'artillerie ne possède qu'un déplacement relatif et où les armes de jet n'avaient encore remporté aucune victoire décisive. Maizeroy estime déjà que, pour l'époque, il y avait trop de canons. Pour Mesnil-Durand (3), le feu n'a aucune action sur la décision : il faut toujours en venir au corps à corps. Il garde sa confiance dans la phalange de trente-deux files et de vingt-quatre hommes de front. Autrement, ce serait la fin de la « furia francese ».

Mais les partisans de l'ordre mince entrent en ligne sous le commandement du Colonel, Comte Jacques de Guibert, fils d'un Major Général de l'armée du duc de Broglie, et dont Napoléon Bonaparte sera, quelques années plus tard, le disciple *post-mortem*, avec l'Essai Général de Tactique (1772) (4). C'est à propos de l'apparition de cet ouvrage que Voltaire écrivait à Condorcet : « La Tactique n'est pas

(1) Folard, L'Esprit du Chevalier de Folard, 1761.

(2) Maréchal, Histoire de l'Europe (1610-1789), 1886, chapitre 19 f. 743.

(3) De Mesnil-Durand. Projet d'un ordre français en tactique. Paris, 1772.

(4) Comte de Guibert. Essai Général de Tactique. Londres, 1772.

un ouvrage de belles-lettres, mais elle m'a paru un ouvrage de génie ». L'auteur de l'Eloge de Catinat s'empresse d'écrire, à la suite de son succès, la Réfutation complète du système de M. Mesnil-Durand, qui doit être considérée comme le corollaire de l'Essai Général de la Tactique.

La mobilité de l'artillerie à cheval, les formations plus légères de l'infanterie, compte tenu du terrain, la marche de flanc, forment autant d'atouts dans le jeu des admirateurs de Frédéric II. Lors de l'arrivée du Comte de Saint-Germain à la tête du Département de la Guerre, l'Ordonnance de 1775 donne raison aux partisans de l'ordre oblique, car cette dernière admet les déploiements sans renoncer à la colonne. Des expériences faites dans un camp de Bretagne confirment les avantages et les inconvénients des deux systèmes. Il appartenait donc aux Commandants en Chef de tirer avantages des deux ordres, suivant les unités employées, les circonstances et le terrain.

La troisième école est celle des modérés : c'est celle de l'ordre dispersé, qui utilise les avantages des deux écoles précédentes sans pousser jusqu'à l'extrême leurs applications. L'utilisation du feu et du terrain sont les principes qui forment déjà la base de l'ordre dispersé. Lorsqu'il s'agit de la défensive, on utilise l'ordre profond; mais l'offensive doit être préparée et exécutée au moyen de l'ordre mince.

Ainsi les prosélytes des deux écoles, sauf intransigeance, se rejoignent dans la troisième. C'est déjà, en somme, le principe invariable de la guerre moderne : attaque de l'ennemi avec tous les moyens dont on dispose, report ensuite des forces sur le point faible de l'adversaire, et, au besoin, sur certaines fractions, tels sont les principes reconnus postérieurement par des tacticiens comme Carnot, Napoléon, Jomini. Il n'est pas sûr que ces principes n'aient pas trouvé antérieurement leur application lors des grandes rencontres de l'antiquité, à Pharsale (48 avant J.-C.), et, dans les temps modernes, à Lutzen (16 novembre 1632), pendant la Guerre de Trente Ans. On se trouverait, dès lors, conduit à induire que les hommes changent, mais que les principes demeurent.

Pendant que ces discussions alternaient, dans la Métro-

pole, avec celles sur l'Encyclopédie, les Colonies n'avaient pas le moyen d'éprouver les deux systèmes. Ici, la nécessité fait loi. La tactique coloniale n'a pas à sa disposition les moyens d'expérience mis au service des stratèges métropolitains. On a vu que, dès que les hostilités avaient pris fin, le Roi ordonnait de fortes diminutions sur les forces tenant garnison. La tactique coloniale est faite tout entière d'intelligence et surtout d'initiative. A n'en pas douter, les exécutants de la tactique coloniale ont connu et appliqué les principes édictés par les trois ordres profond, mince et dispersé. La tactique coloniale serait une application raisonnée et proportionnée des trois systèmes. De même que le partisan de l'ordre profond et celui de l'ordre mince arrivent à commettre de fortes erreurs d'appréciation, lorsque les premiers s'illusionnent sur l'influence du choc et les seconds sur l'insuffisance des feux, de même l'exécutant colonial se ferait illusion à lui-même s'il voulait rester le disciple intransigeant d'une école. La tactique coloniale s'échafaudera donc sur les avantages des trois systèmes, avantages que doivent mettre en valeur les qualités de caractère, de volonté des exécutants avec utilisation du terrain et des circonstances de temps et de lieu.

C'est à la conclusion d'un mémoire d'un Directeur des fortifications de la Guadeloupe, Crublier d'Opterre, du 1^{er} juillet 1776 (1) que nous avons recours pour connaître comment les techniciens du XVIII^e siècle envisageaient la défense des Colonies.

« Au reste, toutes les opérations indiquées dans le cours de ce mémoire doivent toujours être combinées avec le nombre des Troupes de l'assiégeant avec la manière dont il dirigera ses attaques, la vigueur avec laquelle il les poussera, et avec une infinité de hazards ou de circonstances impossibles à prévoir mais qui arrivent ordinairement à la guerre, et obligent souvent de changer de marche et de projet. Enfin, on aura surtout égard, dans la défense, au plus ou moins de connaissance que l'ennemi paraît avoir du local; il paraît impossible qu'il connaisse parfaitement le terrain dont les irrégularités et les changements qui surviennent dans les nouveaux défrichés

(1) Archives Nationales, Colonies, C7, A. 36, Guadeloupe. Mémoires, Projets divers, 1776.

et les dégradations des pluies, exige une étude particulière faite à loisir par un homme du métier.

« A défaut de cette connaissance, l'ennemi ne marchera souvent qu'en tâtonnant et il fera sûrement bien des fautes dont un Chef habile ne manquera pas de profiter ».

Aux Antilles, le 19 juillet 1674, l'Amiral hollandais Michel de Ruyter paraît en vue du Fort-Royal de la Martinique à la tête d'une flotte composée de vingt vaisseaux de ligne, de trente bâtiments d'éclairage portant quatre mille soldats et quatre mille marins des compagnies de débarquement.

Sur la suggestion du Lieutenant Général des Iles pour le Roi de Baas, André de Sainte Marthe, Gouverneur Particulier de la Martinique, avait « posé des corps de garde dans les lieux de l'Ile les plus éminents pour découvrir les navires ennemis ». La tactique de surprise des Hollandais, ne permet pas, néanmoins, de réunir plus de cent-soixante et un hommes, miliciens, matelots et soldats dans le Fort-Royal. Cet ouvrage était, à l'époque, protégé par un double rang de palissades, et défendu par une batterie à barbette dont les feux croisaient avec ceux d'une batterie à fleur d'eau construite de l'autre côté de la passe du Carénage. Dans cette crique étaient embossés le vaisseau du Roi, « Les Jeux », de 44 canons, Capitaine Marquis d'Amblimont, « Le Saint-Eustache », de Saint-Malo, de 22 canons, capitaine de Beaujeu, et des navires de commerce malouins et provençaux. Les frégates hollandaises sont repoussées dans leur attaque contre le goulet; il était environ huit heures du matin. Une heure plus tard, l'Amiral hollandais débarque à l'extrême droite de la baie, au lieu dit « Rivière Levassor », une force de 5.000 hommes, placés sous les ordres du Comte de Stirum et du Contre-Amiral Engel de Ruyter, neveu de l'Amiral.

L'Enseigne de Vaisseau Martignac a beau en abattre une trentaine; Guillaume d'Orange, de son côté, fait rouler des blocs de rochers sur les assaillants. Ce dernier est bientôt mortellement blessé. Le capitaine de Cucqueray de Valmenier est à la tête des défenseurs du Fort, qui vont bientôt succomber sous le flot des assaillants qui déferle sans cesse, lorsque des volées de mitraille creusent des vides effroyables dans les

rangs des Troupes des Provinces-Unies. Cette intervention rapide et décisive est le fait du Capitaine d'Amblimont, de la Marine Royale, et du Capitaine malouin de Beaujeu, qui effectuent sur les assaillants un tir d'enfilade et de plein fouet, les navires étant venus se placer à portée des colonnes d'attaque ennemies. Ces navires avaient la liberté de leurs mouvements dans le Carénage, si l'on veut bien se souvenir que les frégates néerlandaises n'avaient pu forcer l'entrée du goulet.

Devant cette hécatombe, l'Amiral Ruyter s'empresse de donner l'ordre de retraite. Le Comte de Stirum fut inhumé à l'Île de la Dominique (1). Cette attaque avait coûté aux Hollandais 574 des leurs (2), mais nous y avons perdu le valeureux Guillaume d'Orange, colon français. La tactique du capitaine d'Amblimont avait eu raison des gros bataillons hollandais qui laissèrent sur le terrain l'étendard du Prince d'Orange.

Le Capitaine d'Amblimont avait su faire servir à son avantage les deux règles de tactique navales suivantes :

1° — Toute force navale opérant contre des batteries de terre est destinée à l'échec ;

2° — Toute force d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, qui débarque sous le feu d'un adversaire établi sur une plage est vouée à la destruction (3).

Ce fut à cette occasion que Louis XIV ordonna de frapper une médaille qui figure au Musée de la Marine. Elle porte d'un côté l'effigie du Roi avec l'inscription *Ludovicus Magnus Rex Christianissimus*, et de l'autre, une victoire ailée planant sur un vaisseau brisé près duquel est enchaîné un Hollandais vaincu que regarde un Caraïbe avec la légende suivante : *Colonia Francorum americana victrix et, au-dessous : Batavis ad Martinicam cæsis et fugatis MDCLXXIII*.

Au Canada, où la résistance s'est déjà organisée avec La Galissonnière et La Jonquière, Montcalm écrit (1758) :

(1) Rapport de M. de Sainte-Marthe, Vicomte du Motey. Guillaume d'Orange et les Origines des Antilles françaises, 1908, chapitre 31, f° 317, note.

(2) Hanotaux et Martineau. Histoire des Colonies, 1929, tome I « L'Amérique », f° 409.

(3) Claude Farrère. Histoire de la Marine Française, 1934, chapitre 5, f° 146.

« Sans Indiens, presque sans Canadiens, seul, avec des troupes de ligne, avec 2.500 hommes, j'ai battu 25.000 Anglais ». Il s'agit de la bataille de Carillon ou du Fort Ticonderoga (8 juillet 1758). A Abraham (13 septembre 1759), Montcalm est tué en même temps que son adversaire le général anglais Wolfe.

Aux Indes, avec une flotte équipée à l'Ile Bourbon, La Bourdonnais s'empare de Madras (1746). Quant à Dupleix, il résiste quarante-deux jours à Pondichéry (1748) aux forces de terre de l'amiral anglais Boscawen; bien plus, il le contraint à s'en aller.

Le digne successeur de Dupleix et de La Bourdonnais, le Bailli de Suffren, débarque, en 1782, des compagnies détachées de la Marine à Porto-Novo. Ces effectifs se joignent à l'armée de Mysore. Le résultat est la prise de Goudelour. Le Bailli de Suffren livre cinq batailles navales à l'amiral anglais Hughes. Les autres rencontres avaient été indécises; la cinquième, celle du 23 juin 1782 fut décisive. Auparavant, on avait pu s'emparer de Trincomalé (31 août 1782). Les contingents de Suffren avaient participé sous le commandement de Bussy à la défense de Tippto-Saïb, à Goudelour, contre les Anglais.

Si, pendant la guerre de l'Indépendance Américaine, Lafayette et Rochambeau se distinguent, ces deux généraux n'eurent pour la plupart sous leurs ordres que des contingents métropolitains, à part le régiment de Dillon et celui de Port-au-Prince, qui se distinguent à Savannah sous Guichen. Pour retrouver les « troupes réglées » des colonies, il faut revenir à la Martinique avec le Marquis de Bouillé, Gouverneur Général des Iles du Vent. Le 7 novembre 1778, Bouillé quitte le Fort-Royal avec, comme point de direction, l'Ile de la Dominique. Il est assisté du Marquis de Chilleau, du Vicomte de Damas, Colonels des Régiments du Viennois et de l'Auxerrois, et d'un millier de volontaires. Il s'empare, sans coup férir, des forts Cachacrou, Melville et Loubières. Par une marche non moins hardie, les hauteurs dominant la ville du Roseau furent occupées, ce qui détermina la capitulation. De Bouillé et d'Estaing n'eurent pas la même fortune, la même année, au Morne Fortuné, à l'Ile Sainte-Lucie. Des

batteries anglaises démasquées en temps opportun, empêchèrent l'assaut de la position. Le régiment d'Armagnac, venu de la Guadeloupe participa à l'affaire. Truguet y commandait une Compagnie de grenadiers. A la fin de l'année 1778, se trouvaient réunis aux Antilles, par hasard, de Bouillé, d'Estaing, de Suffren, commandant le *Fantasque*, et Lamotte-Picquet, Chef d'Escadre.

La prise de l'Île de Saint-Vincent, en juin 1779, par le Lieutenant de Vaisseau Chevalier Durumain, ne donna pas lieu à combat. C'est pour cette raison que nous passons à l'action du 2 juillet 1779 à l'Île de la Grenade, à laquelle treize cents hommes de troupe prirent part sous le commandement du Colonel Comte Dillon. L'Amiral d'Estaing prenait part à l'action. Le Morne de l'Hôpital, position fortifiée, était garni de trois rangs de retranchements et défendu par environ huit cents hommes avec de l'artillerie. Le Comte d'Estaing était démuné d'artillerie, il était d'ailleurs trop tard pour aller en chercher à la Martinique, la flotte de l'amiral anglais Byron se trouvant à proximité (1).

Voici les dispositions tactiques qui furent prises pour emporter la position. Trois colonnes devaient attaquer le Morne de l'Hôpital, une quatrième, opérer une diversion sur la rivière Saint-Jean. Les opérations devaient commencer de nuit. La première colonne (colonne de droite) était placée sous la direction du Vicomte de Noailles, avec comme adjoints, le Lieutenant-Colonel Odune, de Mondion, de Mac Douald, en qualité de Majors, et le Chevalier Dupuy, Capitaine d'Artillerie. Cette force disposait de cent chasseurs du régiment de Champagne, soixante grenadiers de celui d'Auxerrois, cent trente hommes des régiments d'Auxerrois et de la Martinique, dix soldats d'artillerie.

La colonne du centre, commandée par le Comte Edouard Dillon, avec comme collaborateurs, le Baron de Steding, Colonel en second, Omoran, Major, était formée de trois cents hommes du régiment de Dillon et de dix soldats d'artillerie.

La colonne de gauche fut placée sous l'autorité du Colonel du régiment de Dillon, Comte Arthur Dillon avec le colo-

(1) Sydney Daney. Histoire de la Martinique, 1847, tome IV, 133.

nel en second de Browne. Elle était formée d'un certain nombre de grenadiers de Dillon avec d'autres éléments du régiment, plus dix soldats d'artillerie. Le Comte d'Estaing marchait avec les grenadiers de Dillon. L'avant-garde était placée sous le commandement du Comte de Durat, Colonel en second du régiment de Cambrésis, avec cinquante volontaires du Capitaine Vence, cinquante grenadiers du régiment de Haynault, cinquante de celui de Foix, et trente de celui de la Martinique. Le Capitaine de Saint-Cyran, du corps royal du génie, s'était joint à l'avant-garde. Enfin, la colonne chargée d'opérer la diversion était dirigée par le Lieutenant-Colonel Pandeveaux, du régiment de l'Auxerrois, avec comme adjoint, le Lieutenant-Colonel Hussenot, de la Légion de Lauzun, de la Bretonnière, Major du régiment de la Martinique, de Kéranguès, Capitaine à cette dernière unité, deux cents hommes des régiments de Champagne, Viennois, Martinique et la Légion de Lauzun, et le régiment de Walsh-Irlandais.

En dépit du feu du navire anglais *York*, de la difficulté du terrain, la position fut occupée en moins de deux heures. Le canon des retranchements n'eut pas à servir contre le fort. Le Comte de Grasse, le Comte Dillon, le Comte de Durat, Passerat de la Chapelle, Major des Milices de la Martinique, furent rendus les premiers dans les retranchements ennemis. Les Officiers de Marine, Durumain, Lieutenant de Vaisseau, de Barros, Enseigne, accompagnaient le Vicomte de Noailles; les Lieutenants de Vaisseau de Broves et de Combaud étaient aux ordres de l'Amiral.

Cette victoire procura sept cents prisonniers, trois drapeaux, cent deux pièces de canon, seize mortiers. Le sergent Horadou, dit Languedoc, des grenadiers de Haynault, qui faisait partie du détachement d'avant-garde, sauva la vie à un officier, le Capitaine Vence. Il fut fait officier sur le champ de bataille par le Comte de Grasse.

Le 24 mai 1781, de Bouillé, à la tête des régiments d'Armagnac, d'Auxerrois et de Walsh, conquiert l'île de Tabago. Arthur, Comte Dillon, promu Maréchal de camp, devient Gouverneur de l'Île : cet officier général sera le député de la Martinique à l'Assemblée Constituante.

Le 27 novembre 1781, avec les régiments de Walsh, d'Auxerrois et Royal Comtois, le Gouverneur Général de Bouillé, après un débarquement gêné par la tempête, se rendait maître, presque sans combat de l'Île Saint-Eustache. Il en fut de même des îles de Saint-Martin et de Saba. En janvier 1782, le Marquis de Bouillé et le Comte de Grasse, après trente-deux jours de siège amènent les forces qui défendaient Brimstone-Hill, dans l'île de Saint-Christophe, à capituler. Cette fois, il avait fallu un siège régulier, où se distinguèrent du Chilleau, de Saint-Simon, le Comte Dillon, le Vicomte de Damas. Un millier de prisonniers, soixante-quatorze canons, quatorze mortiers furent la rançon des vainqueurs. Les Îles de Nièves et de Montserrat reçurent une garnison française (1782).

Si d'avant 1789, on revient aux temps modernes, on voit que dans les guerres européennes, les armées s'affrontent de façon que la mise hors de combat de l'un des adversaires détermine la victoire de l'autre. C'est un duel d'armées en même temps qu'une bataille de nations, ceci étant entendu que les armées représentent le potentiel des nations.

Dans les opérations coloniales, il n'en est pas de même. Ici, point de manœuvres savantes des grandes unités. La bataille décisive ne vient que longtemps après l'engagement de la lutte. L'ennemi cherche généralement à tirer parti des obstacles naturels, du climat, et se retire en couvrant la capitale. L'objectif du corps expéditionnaire doit être, en ce cas, la prise de la capitale. Cet événement marque un temps d'arrêt nécessaire à l'organisation, quitte à poursuivre après un certain temps, l'adversaire en rase campagne. La prise d'un centre organisé et religieux peut marquer un avantage incontestable sur l'adversaire. Il est rare que l'armée d'invasion soit inquiétée à ce moment par les forces du pays qu'il convient néanmoins de réduire. Même après une victoire marquée, il reste une œuvre encore plus difficile à réaliser, et qui, par sa nature même, est de longue haleine : la pacification qui constitue une période de lutte âpre contre un ennemi insaisissable. C'est ici que l'autorité doit se trouver réunie tout entière dans une seule main par la concentration des pouvoirs civil et militaire.

Le père de la tactique coloniale est le Maréchal Bugeaud :

il adapte la tactique des armées européennes à celle de l'adversaire. Une guerre spéciale commandée par la nature de l'adversaire et du pays exige des méthodes spéciales (1).

La tactique de Bugeaud consiste à détruire les forces guerrières de l'armée opposante, ou à leur rendre l'existence précaire, si elles veulent tenir la campagne. Pour cela, il faut constamment tenir l'offensive et éviter de se laisser manœuvrer par l'ennemi. Bugeaud évite les nombreux postes fortifiés : les colonnes sont rendues mobiles. Il se garde nuit et jour des surprises. Sur la côte ses bases sont fortes et bien assises. A l'intérieur, peu de postes, mais solidement établis et à proximité des passages vitaux. Enfin, les divers postes sont reliés à la manière romaine par de fortes colonnes. Ceci est de l'invention de Bugeaud : c'est déjà le groupe mobile du Maroc en formation. La formation africaine possède par sa force, son armement et, aussi, par sa souplesse, une technique supérieure aux forces arabes.

Dès lors, la guerre en Algérie revêt, d'une manière générale, l'aspect suivant : des expéditions rapides et vigoureuses visent des objectifs précis, frappent des coups durs, détruisent des points d'appui de l'ennemi (2). Ce dernier est, dès lors, contraint de se réfugier au Sahara et au Maroc. Ce n'est pas par une succession de batailles rangées, de sièges, d'assauts qu'on obtient la victoire. Le but n'est atteint que par la destruction des capacités de résistance de l'adversaire et par l'anéantissement de sa volonté de combat. D'où la nécessité de l'opération, dite de la *razzia*. Bugeaud réplique aux critiques de ses adversaires politiques : « Qu'est-ce que la guerre en Europe et partout ? N'est-ce que la destruction des armées belligérantes ? Non, c'est aussi une attaque aux intérêts des peuples... C'est en mettant la main sur tous ces grands intérêts qu'on fait capituler les nations » (3).

Lorsqu'il fallut entreprendre la conquête de l'Afrique par l'ouest et parcourir de vastes étendues, d'autres règles tactiques durent être étudiées (4). La première de ces règles connue et

(1) A. Lichtenberger. Bugeaud, 1931, f° 126. — J. Tramond et Reussner. *Éléments d'histoire maritime coloniale*, 1924. Tome II, f° 32.

(2) A. Lichtenberger, *Op. cit.*, f° 128.

(3) Id., *Ibid.*, f° 129.

(4) Colonel Mordrelle. *Conférences sur la Guerre Coloniale professionnelle*.

appliquée par Bugeaud est la formation en carré, qui est une formation fermée, permettant de résister sur toutes les faces. L'artillerie est placée à l'intérieur du carré. Dans les cas pressants, on adopte la marche en carré double. Les sections sont déployées en tirailleurs sur les faces extérieures et marchent en ligne ou par le flanc à 100 ou 150 mètres du carré qui contient le convoi. Telle est la formation qui sauve le Commandant Combes, poursuivi en juin 1885 par Samory, de Niafadié à Niagassolo.

Une deuxième manière est celle de la marche en double colonne parallèle, le convoi étant au milieu, avec des éclaireurs placés en avant et une fraction couvrant l'arrière. On peut employer aussi la formation sur trois colonnes, la colonne du centre venant renforcer en cas d'attaque, la colonne la plus menacée. Il demeure bien entendu que ces formations ne doivent pas être rigides, mais employées suivant le coup d'œil, l'à-propos et le sang-froid du Commandant en Chef.

Le stationnement offre autant d'importance que la marche. Ici encore, il faut savoir se garder de toute surprise, notamment de celle de nuit. L'exemple d'organisation d'une forte colonne se trouve pendant la période de commandement du Général Brière de l'Isle au Tonkin (1884-1885), à la prise de Langson et au déblocus de Tuyen-Quan. Mais le 28 mars 1885, le Général de Négrier, attaqué par les Chinois à Ky-Lua est blessé, et doit passer le commandement au Colonel Herbinger. Ce dernier ordonne la retraite, qui, paraît-il, n'était pas d'une absolue nécessité. Un savant écrivain militaire (1), en conclut que l'étude ne suffit pas à former un homme de guerre : le caractère, le tempérament, lui sont aussi indispensables que la science... Aux Colonies, plus encore qu'en Europe, un Chef doit avoir le moral solidement trempé (2).

Il nous paraît difficile de dépasser cette période de notre histoire coloniale sans mentionner quatre personnalités qui ont bien mérité de la France d'outre-mer au Tonkin et à Madagascar : les Officiers de Marine Francis Garnier, Henri Rivière, les Généraux Galliéni et Joffre, des troupes de la Marine.

(1) Colonel Mordrelle. Conférences sur la Guerre Coloniale à l'Ecole Supérieure de Guerre, 1909, f° 208.

(2) Id., *Ibid.*, f° 208.

C'est au courage de Francis Garnier que nous devons la possession du delta du Tonkin. L'Enseigne de Vaisseau Francis Garnier se rend au Tonkin sur l'ordre de l'Amiral Dupré, Gouverneur de la Cochinchine faisant droit aux représentations d'un négociant français d'Han-Kéou, Jean Dupuis. Garnier avec une poignée d'hommes (9 officiers, 175 hommes, 2 canonnières) s'empare de la citadelle d'Hanoï (20 novembre 1873). Tel fut le résultat d'une campagne de moins d'un mois. Depuis le temps où les cavaliers de Lassalle enlevaient les villes allemandes à la pointe de leurs sabres, on n'avait jamais vu semblable épopée (1).

Le rêve de Doudart de Lagrée semblait près de réussir. Mais les Pavillons Noirs envahissent le Delta, et Francis Garnier succombe dans une escarmouche sous les murs de Hanoï (1873). Le jeune explorateur du Mékong avait donné, par le sacrifice de sa vie, la possibilité de s'établir au Tonkin. Ce but fut atteint par le traité de Saïgon (15 mars 1874) (2).

Le Commandant Henri Rivière s'empare, lui aussi, de la citadelle de Hanoï (1883), mais, il dut, par suite, occuper le Delta, où il succomba, le 19 mai 1883, au guet-apens du Pont de Papier. A ce moment seulement, le Pouvoir Central décide de porter le corps expéditionnaire de 9.000 à 25.000 hommes. Francis Garnier et Henri Rivière ont ainsi préparé la venue au Tonkin de Brière de l'Isle, Négrier, Millot, Lyautéy et Galliéni.

A la suite de dissentiments avec le gouvernement hova et de persécutions de chrétiens, une escadre française avait bombardé Majunga (1883) et remis un ultimatum aux représentants de la reine de Madagascar Ranavaloa. Ces demandes n'ayant pas reçu satisfaction, l'escadre s'empare de Tamatave. Jules Ferry était partisan de la marche en avant, mais les Chambres refusèrent de le suivre. Le traité de 1885 accorda à la France la baie de Diégo, Nossi-Bé et Sainte-Marie avec un résident, Le Myre de Vilers. Mais le Gouvernement hova se montra de plus en plus agressif, la guerre fut

(1) Oct. Homberg. La France des Cinq Parties du Monde, 1927, un volume

(2) J. Tramond et Reussner. *Eléments d'Histoire Maritime et Coloniale*, 1924, tome II, f° 32.

décidée. On sait que le Ministère de la Guerre revendiqua la préparation de l'expédition et quelles en furent les conséquences, dues à la méconnaissance totale des conditions de la guerre coloniale (1). Il nous suffira d'indiquer que, composé en majeure partie de jeunes soldats blancs, le corps expéditionnaire eut beaucoup à souffrir.

Quoi qu'il en soit, la loi du 6 août 1896 proclama l'annexion de Madagascar, mais les difficultés étaient loin d'être aplanies. Ce fut à ce moment que le Colonel d'Infanterie de Marine Galliéni qui avait déjà à son actif de beaux états de services au Soudan et au Tonkin, fut nommé Gouverneur Général de Madagascar. « Devant ce clair regard, les fantômes perdaient vite consistance » (2). Dès lors, la Grande Ile est organisée en cercles militaires, et la pacification qui paraissait une œuvre à la fois délicate et difficile, récompensa les efforts du Général Gouverneur. On a pu dire que Madagascar a vécu pendant vingt années sur les directives qu'avait fournies le grand colonial de Saint-Béat.

Un officier dont le nom devait passer à la postérité et qui laissa son souvenir à Madagascar fut le colonel du Génie Joffre. C'est à ce dernier que l'on doit la création et la fortification de Diégo-Suarez, au nord de Madagascar et qui est devenu point d'appui de la flotte. Il est à remarquer que le futur généralissime des armées françaises a eu l'occasion de montrer là son coup d'œil, Diégo-Suarez se trouvant placé presque à égale distance de Djibouti et de Saïgon.

Un autre exemple de tactique coloniale est la campagne de pénétration au Maroc. La méthode est contenue tout entière dans les Réflexions sur l'art de la Guerre du Général Serrigny : « L'adaptation du but aux moyens, l'économie des forces, l'échelonnement, l'emploi rationnel de l'espace et du temps, la concentration et la décentralisation successives des moyens » (3).

Au Maroc, la tactique et l'armement de l'ennemi sont différents de ceux des armées européennes. Il était donc nécessaire que là encore, comme en Algérie, on fit subir une adap-

(1) V. Piquet : Histoire des Colonies Françaises, 1931, f° 246.

(2) Octave Homberg : La France des Cinq Parties du Monde, 1927.

(3) Général Serrigny : Réflexions sur l'Art de la Guerre, 1921.

tation spéciale aux unités destinées à faire campagne dans ce pays.

La raison de la campagne au Maroc est la pacification de la contrée et la soumission des tribus. L'éminent auteur de la Tactique au Maroc, M. le Colonel Fabre, recommande en premier lieu pour atteindre le but l'emploi des moyens politiques (1). Le même auteur nous informe que la force ne doit être employée, que si les moyens persuasifs ont échoué (2).

Les effectifs sont fixés à l'avance ainsi que les buts à réaliser. Il ne s'agit point ici de manœuvre de grandes unités. La détermination des zones d'opérations doit permettre d'obtenir le maximum de résultats (3).

Les forces à mettre en action peuvent être employées de deux façons : la tactique parallèle et la tactique concentrique.

Par l'action parallèle, deux colonnes partant d'un même point projettent de se rencontrer sur un autre point, tout en suivant un itinéraire parallèle. Ce procédé fut employé en 1925 et 1926 au Maroc. Il oblige à un grand déploiement de forces, il a été qualifié par un de nos grands chefs, M. le Général Boichut, de « tactique de riche » (4). L'action parallèle servit à l'offensive frontale sur les lignes de l'Ouergla en août 1925.

Par l'action concentrique, au contraire, des colonnes partant d'origine différente viennent converger en des points identiques. En 1907, le Général Lyautey s'empare du massif des Beni Snassen par ce moyen tactique. De même en 1926, la grande tache de Taza a été réduite par les trois divisions du Général Duffieux marchant concentriquement sur les hauteurs centrales de la Tache (5).

La tactique concentrique inquiète l'adversaire, parce qu'elle a pour conséquence, la dissociation de ses forces. Au moyen de cette action, il est possible de soumettre une zone d'autant plus étendue que l'écart est grand entre les colonnes qui jouent le rôle de branches d'un étau. Mais, en revanche,

(1) Colonel Fabre : La Tactique au Maroc, 1931, f. 13

(2) Id., *Ibid.*, f° 14.

(3) Id., *Ibid.*, f° 20.

(4) Id., *Ibid.*, f° 20.

(5) Id., *Ibid.*, f° 31.

elle exige que chaque groupe mobile soit assez fort pour supporter le choc de tous les dissidents de la zone (1).

Les tactiques parallèles et concentriques peuvent se conjuguer, comme en 1923, lors de la première réduction de la tache de Taza par les groupes mobiles des Généraux Thévenet, Freydenberg et de Chambrun.

Comme à l'époque du Maréchal Bugeaud, l'objectif vise toujours les points vitaux, les pâturages, les douars, les points d'eau de l'adversaire. Le résultat est que ce dernier doit être mis en demeure d'arriver à composition.

On arrive à cet objet au moyen d'une organisation purement marocaine, dénommée « groupe mobile ». Le groupe mobile est la réunion de troupes de toutes armes, doté de services nécessaires lui permettant de vivre et de combattre isolément en triomphant de toutes les résistances locales qu'il peut rencontrer dans la zone d'action (2).

Le groupe mobile est la grande unité élémentaire marocaine. Son créateur est le Maréchal Lyautey, qui a perfectionné l'ancienne colonne de Bugeaud. Sa composition est essentiellement variable, car sa force est calculée d'après les moyens disponibles, l'importance de la mission et les résistances présumées (3).

Le groupe mobile comprend généralement :

- 1 Etat-Major ;
- 4 à 9 bataillons d'Infanterie ;
- 3 à 6 batteries d'Artillerie de campagne ;
- 1 à 2 escadrons de Spahis marocains ;
- 1 Escadrille d'avions ;

ce qui forme un ensemble de 5 à 6.000 hommes et environ 3.000 animaux.

Le groupe mobile possède une grande capacité de combat, en réalisant l'économie des forces. Son utilité est avérée du fait qu'il permet une grande mobilité et présente un potentiel de résistance à la tactique de guérilla de l'ennemi. C'est, en somme, une unité, qui, de par sa composition et ses moyens, est parfaitement apte à remplir toutes les missions d'offensive

(1) Colonel Fabre : La Tactique au Maroc, 1931, f° 32.

(2) Id., *Ibid.*

(3) Id., *Ibid.*

et de défensive imposées par les circonstances.

S'il apparaît, d'après les hommes de l'art, que la tactique offensive n'est pas très différente de celle appliquée en Europe, il est certain, par ailleurs, que certains principes ne reçoivent leur pleine consécration qu'en les adaptant à la manière de combattre de l'adversaire.

Les éléments principaux de l'offensive sont le feu, la manœuvre et la progression directe (mouvement en avant). Selon M. le Colonel Fabre, au Maroc, l'ordre des deux premiers éléments doit être inversé au bénéfice de la seule manœuvre pour les raisons suivantes :

1° L'adversaire marocain appréhende à tout instant une intervention sur ses flancs ou sur ses derrières ;

2° Le défaut de front et de profondeur dans la manière de combattre marocaine.

Si M. le Colonel Fabre accorde de façon absolue, au Maroc, la prépondérance de la manœuvre sur le feu, la doctrine et ses adeptes reviennent au point de départ, accordant toujours la priorité au feu, ensuite, à la manœuvre. Cette dernière est la déterminante de la progression directe.

La deuxième caractéristique du combat au Maroc, c'est la grande importance du combat rapproché en raison de la bravoure de l'adversaire. Une expérience déjà longue, puisqu'elle date du valeureux émir Abd-el-Kader, en Algérie, oblige à admettre que l'ennemi est presque toujours apte à bénéficier de la surprise qu'il a provoqué, ainsi que de la rapidité et de la violence des agressions, qui, parfois, sont en contradiction avec les réactions relativement lentes des unités françaises.

En définitive, la manœuvre marocaine est commandée à la fois par le sens offensif, la manœuvre et le mouvement rapide, auxquels on doit joindre la méthode de combat rapproché et de corps à corps qui est l'adaptation à la tactique de surprise, et de violence, règles conformes aux principes appliqués par les illustres maréchaux Bugeaud et Lyautey.

Si l'objectif direct de la Stratégie est la défense et la conservation du territoire national, on ne trouvera pas mauvais que nous entrions ici dans des considérations qui sont

communes à la Stratégie et à la Politique. Cette dernière est aussi l'art de régir et de conserver le domaine national.

A la suite de certains événements, tels que le conflit russo-japonais, la guerre hispano-américaine, la politique impérialiste du Président américain Mac Kinley, la progression de l'Empire du Soleil Levant, certaines personnalités ont envisagé l'idée de renoncer à défendre notre empire colonial, par crainte de nous trouver entraînés un jour à des efforts trop considérables et hors de proportion avec le but à atteindre.

La formule d'Onésime Reclus : « Laissons l'Asie, prenons l'Afrique », aurait séduit un certain nombre de nos compatriotes, parmi lesquels il y a lieu de compter l'éminent critique naval, M. l'Amiral Castex (1), auteur de la remarquable série des *Théories Stratégiques* (2).

Un écrivain militaire non moins remarquable, M. le Général Mordrelle, de l'Armée Coloniale, a su opposer, par avance, à ces conclusions pessimistes des données tirées de son érudition et de son expérience : « Méfions-nous des expressions toutes faites quelque séduisantes qu'elles puissent être ; elles n'ont que la valeur d'une boutade et ne sont appuyées par aucun fait, par aucun raisonnement qui puisse leur donner quelque poids » (3). Il est vrai que M. le Général Mordrelle reconnaît que l'intérêt bien compris de la France lui commande, en effet, de s'étendre en Afrique plutôt qu'en Asie. Mais, par contre, il veut bien admettre qu'en Asie, les positions ont été chèrement acquises et que la mise en valeur des possessions indo-chinoises est trop avancée, pour qu'en présence d'un danger hypothétique, dont on n'a même pas mesuré l'étendue, on abandonne le fruit de tant de sacrifices.

(1) M. l'Amiral Castex, Membre du Conseil Supérieur de la Marine, Préfet Maritime, Commandant en chef du 2^e Arrondissement maritime, est placé pour la deuxième fois, à la Direction du Centre des Hautes Etudes Navales. Par décret du 1^{er} septembre 1936, (J.O.R.F. du 2 septembre 1936, f° 9368), cet Officier Général est désigné pour exercer les fonctions de Directeur de l'organisme nouveau, dit Collège des Hautes Etudes de Défense Nationale. Enfin, par décret du 3 mai 1937 (J.O.R.F. du 9 mai 1937, f° 5121), M. l'Amiral Castex exerce les hautes fonctions d'Inspecteur Général des Forces Maritimes Françaises. (Note de l'Auteur).

(2) Amiral Castex : *Théories Stratégiques*, 1931, tome III, f° 317.

(3) Colonel Mordrelle : *Conférences sur la Guerre Coloniale*, 1909, f° 244.

L'auteur des *Théories Stratégiques* (1), après avoir, en qualité de brillant Officier de Marine, donc orfèvre, rendu un bel hommage à l'Armée Coloniale dans les personnes des 545.000 indigènes combattants, (dont 86 % proviennent du sol africain), présents sur le Rhin en 1918, préconise l'abandon de certaines contrées d'outre-mer, les possessions d'Océanie, l'Indochine, la Guyane, les Antilles, en raison du voisinage immédiat de ces dernières dans l'orbite de la puissante République des Etats-Unis. D'après le grand marin, cette opération ne serait pas plus extraordinaire que celle qui aboutit à la cession de la Louisiane, en 1803... « En vendant la Martinique et la Guadeloupe, nous ferions de la belle et bonne stratégie... L'opération serait excellente ; ce serait un placement de père de famille qui nous délivrerait par ailleurs d'un réel souci... L'Empereur avait fait là de l'excellente stratégie » (2).

Si, dans une pareille circonstance, on invoque Napoléon stratège, nous croyons que l'on peut aussi évoquer Napoléon diplomate. On sait que, durant ses premières années de gouvernement, le second a pu contrebalancer le premier. Ce n'est pas une raison, parce que la Louisiane, comprise dans l'Hinterland américain, (tel n'est pas le cas des Antilles, qui, à ce titre, sont heureuses de n'être pas riveraines du Mississipi), a été cédée dans des conditions désavantageuses à l'Amérique, pour répéter un mauvais marché. Cependant, M. l'Amiral Castex a pris soin de nous indiquer lui-même que l'Amiral américain Mahan, dans son ouvrage « *Interest of America in sea power* », excellait dans le genre des études géographiques. Ce dernier, à l'examen de la Méditerranée américaine « a son attention retenue par les bouches du Mississipi, Pensacola, Key-West, Sainte-Lucie, la Martinique, Cuba, la Jamaïque, l'isthme de Panama, considère néanmoins le Mississipi, Cuba et Panama comme de beaucoup les points les plus importants » (3).

(1) Amiral Castex : *Théories Stratégiques*, 1931, tome III. partie II, chapitre I^{er}, f° 178.

(2) Amiral Castex : *Op. cit.*, tome III, f° 319 (Note).

(3) Id. Ibid., partie II, chap. IV, f° 327.

Nous avons le privilège d'arriver en ce moment pour voir le Président Américain Roosevelt libérer Cuba de l'amendement Platt et accorder à la République de Panama sa liberté et son autonomie.

Toujours est-il que, les points de vue juridique et historique paraissent quelque peu en contradiction avec les opinions précédentes.

Point de vue juridique : Le placement de père de famille ne joue pas par l'aliénation, mais bien par la conservation d'un patrimoine (1).

Point de vue historique : Napoléon a cédé la Louisiane, parce qu'il se trouvait dans une situation particulière, issue de la guerre permanente avec l'Angleterre, de l'expédition de Saint-Domingue, et aussi des coalitions qui renaissaient sans cesse sur le continent. Quoique la Louisiane fût placée, bien plus encore dans l'orbite américaine que les Antilles, nous ne sommes pas sûrs que, en l'absence des Anglais, Napoléon aurait consenti à cette carte forcée. On connaît sa dramatique discussion avec les ministres Barbé-Marbois et Decrès (2). « Je connais tout le prix de la Louisiane... J'y renonce avec un vif déplaisir, car, m'obstiner à la conserver (sous les menaces anglaise et américaine), serait folie. » Plus loin, les mêmes auteurs indiquent : « La déclaration de guerre par l'Angleterre, le 12 mai 1803, rendait inévitable la perte de la Louisiane ». Le fait est corroboré par Thiers : « Tous les rêves coloniaux du Premier Consul s'étaient évanouis à la fois à l'apparition du message du roi Georges III et sa résolution avait été formée à l'instant même » (3).

A autres temps, autres remèdes. Nous sommes les premiers à reconnaître que c'est, dans une haute pensée pour l'avenir de la France, que M. l'Amiral Castex, au nom des « impossibilités défensives » (4), émet l'idée « de la table d'opération », pour la liquidation d'une considérable partie des domaines d'outre-mer. Comme le lutteur antique qui se

(1) M. Planiol : *Traité de Droit Civil* 1911, tome I, f° 571, § 1856. — *Code Civil*, Livre I, titre X, section VIII, art. 450, § 2.

(2) Hanotaux et Martineau : *Histoire des Colonies Françaises*, 1929, tome I (Amérique, f° 369).

(3) Thiers : *Histoire du Consulat*, 1865. Livre XVI. mars 1803.

(4) Amiral Castex : *Théories Stratégiques*. 1931, partie II, chapitre IV, f° 310.

prépare au dernier effort, c'est dans le but de condenser toutes les forces de la nation en vue de conflits hypothétiques de l'avenir, qu'il nous convie à assister à l'amputation du deuxième empire colonial français.

La règle stratégique de la réduction du front à la mesure des possibilités défensives ne vaut pas seulement pour M. l'Amiral Castex à l'égard de possessions coloniales excen- triques. En Europe, le principe reparaît sous la plume de cet auteur, dans son appréciation sur la stratégie napoléonienne dans la péninsule ibérique lors de la Guerre d'Espagne :

« Certes, la décision d'évacuer l'Espagne pouvait être
« pénible à prendre. Elle s'inspirait du principe souvent oppor-
« tun de la réduction du front à la mesure des ressources dis-
« ponibles, réduction qui, dans de nombreux cas inextricables
« et dangereux, est fréquemment la règle de suprême sagesse,
« la manifestation la plus haute d'une intelligence stratégique
« clairvoyante et dégagée de tout amour-propre mal placé.
« Les peuples, comme leurs chefs, ont généralement beaucoup
« de peine à l'admettre, en politique comme en art militaire,
« en temps de paix comme en temps de guerre. De rares sages
« savent s'y soumettre à temps et s'en trouvent bien. D'autres
« esprits s'insurgent contre une impérieuse et dure nécessité,
« passent outre et courent alors aux pires aventures. (1) ».

Mais, il y a le grand ressort qui commande la Stratégie : la Politique. C'est cette dernière qui crée les conflits. C'est à elle, sinon à les résoudre, du moins à essayer de les prévenir. Néanmoins, au nom d'une doctrine de conservation, on ne saurait envisager la cession de populations attachées depuis des siècles à notre civilisation, qui seraient les premières à élever des protestations véhémentes contre un procédé digne des temps féodaux. Même dans ce cas, il vaudrait mieux ne céder qu'à la force, qui, seule, légitimerait une séparation, combien douloureuse, de la Mère Patrie d'avec ses filiales. Nous croyons fort qu'il est des circonstances où l'on a intérêt à laisser agir le destin, le fatum antique, plutôt que de le devancer,

(1) Amiral Castex : Théories stratégiques, 1935, tome V, f° 316.

au moyen de compromis dont l'acceptation par les intéressés demeure problématique.

Un autre critique naval, M. le Professeur Delage (1) a, dans cette occurrence, et par rapport à la première opinion, viré de bord, lof pour lof par la contremarche, et placé la question sur son véritable terrain :

« Le problème colonial est infiniment complexe et se présente sur un plan encore plus élevé. En attendant que d'hy-po-thétiques adversaires assaillent toutes les parties excen-triques de notre empire, nous avons à remplir vis-à-vis d'elles, un devoir moral que l'Amiral Castex n'a peut-être pas suffisamment souligné. Non seulement, nous devons continuer à mettre matériellement en valeur les terres que nous a léguées l'effort, peut-être insuffisamment méthodique et trop individualiste, mais si glorieux et admirable des grands coloniaux français, mais nous avons à rester fidèles à des engagements pris à la face du monde civilisé vis-à-vis de races et de peuples dont nous avons comme charge d'âmes. La Stratégie est une belle chose. Elle n'est pas la seule règle des actions humaines. »

C'est, en effet, sur le plan élevé susvisé qu'il convient de placer le problème de la défense et de la conservation des possessions coloniales. Pour cela, il faut s'affranchir de toute idée arrêtée et de toute formule façonnée. Pour nous, la règle la moins dangereuse est celle formulée par M. le Général Mordrelle (2) :

« Il faut d'abord que nous ayons fermement arrêté dans notre esprit la volonté de défendre nos possessions contre toute agression et de nous y maintenir envers et contre tous ; il faut également que nos intentions soient connues du monde entier. »

On ne saurait trop souligner les derniers termes de cette judicieuse réflexion. C'est là, en même temps, un acte de foi et d'espérance que nous dédions à tous ceux qui affectionnent la France des Cinq Parties du Monde.

(1) E. Delage : Le Journal *Le Temps*, Feuilleton Maritime du 31 janvier 1932.

(2) Colonel Mordrelle : Conférences sur la Guerre Coloniale 1909, f° 245.

CHAPITRE XIV

La discipline et les sanctions

Au cours des chapitres précédents, nous avons entretenu nos lecteurs des différentes troupes des Colonies. Le moment est venu de nous intéresser à la discipline de ces formations et des moyens employés pour la sauvegarder. C'est ici le lieu d'énoncer le principe : sans discipline, pas d'armée.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, la discipline est rigoureuse, comparée à celle existant de nos jours. Les Compagnies détachées de la Marine apportaient dans leur recrutement les mêmes vices que l'on constatait à l'origine dans les troupes de terre. Ces contingents étaient tirés, à quelques exceptions près, de la partie misérable des populations des villes et des ports, à moins que ce ne fussent des campagnards, proies faciles pour des racleurs, servis par un brillant uniforme, et aussi par une inépuisable faconde, qui permettait d'allécher les paysans par la perspective d'acquérir en peu de temps de grandes richesses aux Isles.

Quant aux militaires des Compagnies de colonisation, ils étaient encore moins disciplinés, les chefs ayant à cette époque fort peu d'ascendant sur leurs troupes. Ces derniers formaient un assemblage assez disparate, on obtenait des recrues inférieures à celles des troupes de France.

Par lettre du 12 mai 1718 (1) le Gouverneur Général du Pas de Feuquières rendit compte en ces termes au Conseil de Marine d'un envoi de recrues : « Comme j'ay l'honneur de rendre compte au Conseil de la mauvaise qualité des soldats de recrue qui nous avaient été envoyés cy devant... »

Il n'y avait pas de discipline réelle : seule, la désertion était punie de peines les plus rigoureuses (2). Les Capitaines propriétaires des Compagnies devaient, en principe, distribuer aux ayants droit les sommes dues. Mais, vu l'absence de con-

(1) Archives Nationales : Colonies, C, 8, A, 24, Martinique, Correspondance Générale, Du Pas de Feuquières.

(2) Ned Noll : Histoire de l'Armée Coloniale, 1896, f° 6.

trôle, c'était un pillage éhonté du haut en bas de l'échelle.

Après le rachat des Colonies par la Couronne, cet état de choses devint meilleur sans disparaître tout à fait. On s'explique facilement le relâchement et le désordre qui existaient à l'époque dans les troupes, dites réglées. Elles sont mal payées. On cite le cas de troupiers à qui il était dû plusieurs mois de solde. D'autres décédaient sans avoir perçu autre chose que les avances reçues en France au moment de l'embarquement. L'autorité ferme donc les yeux sur certains accrocs donnés à la discipline, telle la maraude, quand elle ne provoque pas de protestations de l'autorité supérieure.

Même après le passage des Compagnies détachées sous l'autorité royale, il faut croire que certains abus n'avaient pas disparu, puisque l'on retrouve dans les règlements de l'époque, des défenses comme celle de faire travailler les soldats pour le compte des particuliers.

L'Ordonnance Royale du 30 novembre 1687 (1) défend aux officiers des troupes détachées de la Marine de retenir l'argent et la farine des soldats. A cette époque, les soldats sont payés sur le pied de 200 livres de farine pour 150 rations, et trois sols en argent chacun par jour. Les militaires détachés chez l'habitant ne devaient subir aucune diminution. Un ordre spécial du 22 octobre 1692 (2) défendait formellement aux officiers « de négocier » aux Isles et au Canada.

L'Intendant Bondel de Jouvancourt mande à la date du 31 janvier 1727 (3) au Secrétaire d'Etat de la Marine :

« Je suivray exactement l'ordre que vous me donnés de ne plus passer présent aux **Revue**s les officiers qui ne sont point à leurs Compagnies, mais pour exécuter l'intention du Roy cet égard et ne leur point payer leurs appointements pendant leur absence, il est, ce me semble, nécessaire d'une ordonnance du Roy qui constate sa volonté sur les différens cas qui peuvent arriver parce que les absences des officiers se font de différentes manières ».

Cependant, on exige aux revues la présence du Commis-

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 463.

(2) Id. Ibid., f° 518.

(3) Archives Nationales Colonies C 8 A 38, Martinique, 1727, Correspondance Générale, Blondel de Jouvancourt, Intendant.

saire de la Marine ou du Commissaire des Guerres, toutes garanties destinées à empêcher d'une façon ou d'une autre, l'usage des passe-volants et la spoliation de la troupe. Si, à cette époque, enfin, dans les troupes de terre, le pillage était de règle, à plus forte raison l'était-il également dans les Colonies françaises ou dans les pays où l'on allait guerroyer.

L'ordonnance royale du 12 octobre 1695 (1) nous renseigne sur la Police et la Discipline des Compagnies entretenues de la Marine au XVII^e siècle. Il est bon de faire à ce texte important une place à part. C'est par lui que nous serons renseignés sur la Police de ces unités.

Les Compagnies marcheront toujours en bon ordre, tambour battant, les Officiers à leur tête, avec leur armes (art. II). Lorsqu'elles arriveront dans les lieux où elles doivent tenir garnison, le Commandant fera mettre les Compagnies en bataille sur la Place, et leur fera fournir des Logements par les Habitants ; ensuite, de quoi, il fera publier un ban, portant défenses aux Officiers et Soldats de commettre aucun désordre, ni d'entrer en d'autres logis qu'en ceux qui leur auront été marqués par leurs billets de logement (art. III). Il est défendu aux Officiers, sous peine de cassation, de quitter leurs Compagnies, pendant les marches, et aux Soldats de s'en écarter, sous peine de la vie (art. VI). Les officiers des Compagnies prendront l'Ordre et le Mot des Gouverneurs et Commandants des lieux où ils se logeront, et leur obéiront (art. VIII). Le Major des Troupes et les Capitaines des Compagnies Franches feront faire deux fois par jour l'exercice du mousquet à tous les Soldats. A la manœuvre, les Officiers marcheront en tête, l'esponton à la main (art. XI). La connaissance des différends entre Officiers et Soldats, d'une part, et civils, d'autre part, appartient à l'Intendant, seul, jusqu'à concurrence de 1.000 livres; passé cette somme, la connaissance en appartient aux Juges des lieux (art. XX). La Revue des Troupes a lieu, soit par le Commissaire de la Marine, ou à son défaut, par l'Ecrivain de la Marine tous les deux mois (art. XXI). Sont passibles de la cassation les Majors et Commissaires qui signeront des Revues comportant des passe-

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784, tome I, f^o 533.

volants (art. XXVII). Dans les Compagnies, les Fraters seront censés Soldats, et en feront les fonctions (art. XXIX). Les Sergents qui n'auront pas averti leurs Capitaines de la désertion d'un soldat de leur Compagnie dans les douze heures, subiront une retenue de deux écus sur leur paie ; en cas de récidive, ils encourront la cassation (art. XXXI). L'arrestation d'un déserteur est récompensé du paiement par l'Intendant d'une somme de cent livres (art. XXXV). Il est interdit aux Maîtres de navires et autres, d'y embarquer aucuns Soldats ou autres, sans congé du Gouverneur Général ou des Gouverneurs Particuliers (art. XXXVI). Les déserteurs sont jugés en conformité de l'ordonnance de la Marine du 15 avril 1689 (art. XXXVIII). On sait que cette ordonnance (Titre I, Livre V), dispose que les juges devaient être au nombre de Sept, et la messe était dite avant le Jugement (1). Le soldat, convaincu de débauchage de soldats pour leur faire abandonner le service, sera sans rémission, passible des galères (art. XLIII). Les Commandants des Compagnies en chaque quartier rendront compte, une fois la semaine, de tout ce qui se passera au sujet de la Police, Discipline et Exercices des Troupes, comme aussi de l'application des Officiers qui les commandent au Gouverneur Général, qui en informera le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine (art. XLVI). Il est interdit aux Capitaines de donner Congés aux soldats pour découcher (art. XLVII). Les soldats pourront être employés aux travaux des fortifications et autres ouvrages pour le compte du Roi. On leur procurera pour cet effet un supplément de paye (art. XLVIII). Il sera retenu 18 deniers par jour sur la paie de chaque soldat pour la valeur des habits et hardes envoyés de France (art. L). La solde des soldats morts ne pourra être étendue au delà du jour de leur décès. La paie des soldats morts aux Hôpitaux, le compte des habits déduits, sera remise auxdits établissements. Les farines sont livrées aux soldats, tous les mois, dans des barils entiers sur le pied de la facture, en faisant vérifier le poid et la qualité de la farine (art. LV). La solde doit être fournie aux soldats, en argent, par les mains du Trésorier,

(1) Lambert de Sainte-Croix : Histoire de l'Administration de la Marine de France, 1892, f° 38.

dans les mêmes espèces et sur le même pied qu'elles leur ont été envoyées de France, en présence de leurs Capitaines, du Major et du Commissaire, sans qu'elles puissent être remises à leurs créanciers, sous quelque prétexte que ce puisse être, pas même à leurs Officiers, si ce n'est pour les avances à eux faites à l'occasion de leurs armes et habits, pour les avoir aidés dans quelque maladie, ou pour nourriture nécessaire fournie en attendant leur solde, et seront les Etats de paiement arrêtés dans la huitaine et signés à chaque page par les Capitaines (art. LVI). Lorsque les soldats se marieront, leurs farines et soldes seront continuées pendant six mois, sans qu'ils soient obligés de faire aucun service ; ils se présenteront seulement aux Revues ; et les six mois expirés, il leur sera donné un congé absolu par le Gouverneur Général. Les soldats malingres et incapables de devenir meilleurs seront aussi congédiés (art. LVII). Il était réservé au Gouverneur Général, seul, le droit d'interdire les Officiers (art. LX). Enfin, un article LXI et dernier, accorde aux Majors des Troupes le droit de rendre compte au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine de la conduite des Officiers.

Tel est l'exposé de l'un des premiers textes qui ont assuré pendant plus de deux siècles la Police et la Discipline des Troupes Régliées des Colonies.

Dès la reprise en main à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, on s'efforce de limiter les dégâts. Les sénéchaussées et la maréchaussée prêtent leurs concours aux autorités militaires.

Les fautes légères contre la discipline font l'objet de sanctions infligées par les Chefs de Corps et par les Gouverneurs qui, ne l'oublions pas, sont, pour la plupart, des Lieutenants Généraux ou des Chefs d'Escadre, donc commandent, en fait, aux deux pouvoirs civil et militaire.

Les délits graves et les crimes sont du ressort, soit des sénéchaussées, soit des Conseils de Guerre.

Les délits simples, la maraude, la contrebande, les voies de fait, les duels entre soldats et bas-officiers sont punis des baguettes, des courroies ou bretelles de fusil, du piquet, du cheval de bois, du fouet, de la marque, de la prison, du cachot.

Les délits graves, le vol avec effraction ou à main armée, le pillage en troupe, les voies de fait envers les supérieurs la désertion, la trahison, sont sanctionnés au moyen de peines infamantes, l'estrapade, la roue, la mort par pendaison ou la fusillade.

Dès le début du XVIII^e siècle, on n'a plus recours à l'estrapade. Cependant, les ordonnances prescrivent de percer d'un fer chaud la langue de ceux qui troublent le silence des troupes rangées en bataille ou qui blasphèment le saint nom de Dieu, de la Vierge Marie et des Saints.

Les vols légers, (on dirait présentement le chapardage), étaient punis des baguettes. La troupe forme la haie, le coupable, nu jusqu'à la ceinture, précédé et suivi de deux caporaux, reçoit des coups de baguettes, cependant que les tambours battent la charge. Les courroies ou bretelles de fusil se donnaient au corps de garde par un caporal, en présence d'un ou de deux officiers, au patient qui présentait le torse nu. Le soldat condamné au piquet devait poser le pied sur une pièce de bois aiguisée par un bout et rester dans cette position pendant un certain temps. Le condamné au cheval de bois était placé à califourchon sur le tranchant d'une poutre taillée en biseau, quelquefois avec un boulet attaché à chaque pied pour accentuer la douleur. Le soldat puni pouvait rester dans cette position plusieurs heures, pendant plusieurs jours. On appliquait aux femmes le fouet et le cheval de bois sans boulet. Enfin, pour la peine de l'estrapade, le patient est attaché assez haut à une potence dont la corde se déroule brusquement précipitant la victime près du sol.

Pour les fautes et délits simples, les officiers sont frappés des arrêts simples ou des arrêts de rigueur. Sous le coup des arrêts simples, l'officier, hors le service, doit rester chez lui et n'en sortir sous aucun prétexte. Les officiers mis aux arrêts de rigueur sont généralement enfermés dans une forteresse. En cas de crime, officiers et soldats sont déférés aux Conseils de Guerre et encourent les galères, la mort, la dégradation militaire, l'emprisonnement perpétuel ou à temps. Enfin, dans certains cas déterminés, l'officier pouvait être renvoyé, sans aucune pension, cette dernière n'étant pas de droit.

Les militaires qui exercent des voies de fait sur les parti-

culiers sont passibles de punitions corporelles. Le trafic des outils est puni du fouet ou de la marque. L'entretien des filles débauchées expose l'officier à la perte du grade, le soldat à la prison. Les filles de mauvaise vie qui causent du scandale dans les casernes ou parmi les troupes dans les camps sont punies du fouet, des baguettes ou de l'exposition sur le cheval de bois en place publique.

Le civil lui-même, en cas de couardise, pouvait encourir les rigueurs d'une punition. Un arrêt du Conseil Souverain de la Martinique du 2 août 1666(1) condamne deux habitants qui s'étaient cachés au moment où l'on avait donné l'alarme, à être exposés pendant deux heures sur le cheval de bois avec une quenouille à leur côté, plus, à une amende de cinq cents livres de petun.

Il y avait bien, pour les soldats les coups de canne et les soufflets, mais, à cette époque, ces peccadilles constituaient la menue monnaie du service en ville ou en campagne. La contrebande du tabac est punie la première fois de la prison, la seconde des baguettes. La trahison et la désertion sont punies de mort. La trahison, en temps de paix, est sanctionnée par les galères ; en temps de guerre, par la mort. Le condamné est livré au bourreau, quelquefois, rompu vif, mais toujours pendu. Ainsi, le Conseil de Guerre de la Petite Rivière (Saint Domingue), condamne le 4 juin 1712 (2), François Tardif, convaincu d'intelligence avec les Anglais, à être rompu, roué et décapité. De même, le Conseil Souverain de Port-Royal (Martinique) condamne, le 3 mai 1757 (3), Jean Lataste, de Bordeaux, qui avait servi de pilote côtier à un navire anglais, à faire amende honorable avec un écriteau, devant et derrière, portant ces mots : « Traître au Roi et à la Patrie », puis, à être pendu. Les biens des condamnés sont acquis et confisqués au profit du Roi. L'arrêt recevait son exécution généralement le jour même, quelquefois, le lendemain.

Sont considérés comme déserteurs et passibles de la peine des galères ceux qui sont trouvés à une trop grande distance

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f° 152.

(2) Id., *Ibid.*, f° 323.

(3) Rufz de Lavison : Etudes historiques et Statistiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome, I, f° 405.

du lieu où la troupe a pris ses cantonnements ou qui arrivent trop en retard à l'étape. Le rançonnement des habitants des campagnes, le vol des bestiaux, le vol avec effraction sont passibles de la peine de mort. Sont pendues les sentinelles qui s'endorment ou abandonnent la faction. La même peine frappe les militaires qui indiquent à l'ennemi le mot d'ordre ou qui conspirent contre le service du Roi ou la sûreté de l'Etat. L'ordonnance du Roi du 1^{er} Juillet 1727, qui réglemente les délits et les peines, punissait de quinze jours de cheval de bois le soldat qui vendait sa poudre et son plomb. Les voies de fait envers un supérieur valent la potence ; envers un sergent dans le service, la mort ; hors du service les galères perpétuelles.

La désertion, par suite de la non-évolution de l'idée nationale, n'était pas considérée comme un crime de lèse-patrie. Le soldat déserte, d'abord parce qu'il est astreint à faire du service dans de très mauvaises conditions de nourriture et de paiement et, ensuite, du fait des mauvais traitements qu'il subit. Le Gouverneur Général des Isles du Vent, de La Varenne affirme dans une lettre au Conseil de la Marine « qu'à notre arrivée à la Martinique près de la moitié des soldats étaient déguenillés à faire pitié, à estre pris plutôt pour des gueux que pour des soldats, nous apprîmes, en même temps, que les troupes des autres garnisons étaient dans les même estat pitoyable » (Lettre du 1^{er} avril 1717) (1).

Le plus fort, c'est que le soldat considère que c'était son droit de désertre, les engagements pris vis-à-vis de lui, n'étant pas tenus. Les déserteurs trouvent facilement le moyen de se soustraire aux recherches, on dirait actuellement qu'ils avaient pour eux l'opinion publique. Plus tard des peines seront édictées contre ceux qui les reçoivent. La désertion se pratique sous une moindre échelle, dans les formations coloniales, étant données les circonstances de lieu. Le déserteur emploie les moyens qui se trouvent à sa portée. Au Canada, il passe chez les Iroquois ou chez les Anglo-Américains ; aux Antilles chez les propriétaires des grands domaines ou dans les Iles voisines. A Saint Domingue, il passe la frontière et fuit « vers

(1) Archives Nationales : Colonies, C 8. A 22. Correspondance Générale 1717, de La Varenne, Gouverneur Général.

l'Espagnol.». Plus d'une fois les Gouverneurs Généraux des Iles sous le Vent durent passer cartel avec leurs collègues espagnols en vue de la répression de la désertion des militaires et des esclaves dans les deux colonies française et espagnole. Ainsi, pour cette raison, les deux gouvernements conclurent l'arrangement provisoire, dit Traité de Police, « sub sperati », passé à la date du 29 février 1776 (1) entre les Comtes d'Ennery et de Solano, Gouverneurs Généraux des Parties française et espagnole de Saint Domingue. Le traité définitif fut signé les 3 juin et 4 décembre 1777 (2), pour l'Espagne, par le Marquis d'Ossun et le Comte de Florida Blanca, et pour la France, par le Comte d'Argout. Aux termes de ce traité, les soldats et matelots déserteurs étaient repris au taux de 5 Escalins, les esclaves, de 12 piastres gourdes. De même, l'arrangement des 1^{er} février et 1^{er} Mai 1779 (3) entre le Gouverneur anglais de la Jamaïque, John Darling, et le Gouverneur Général de Saint Domingue, Comte d'Argout, est un cartel militaire. Il attribue 50 livres pour chaque matelot, capitaine, patron ou soldat ramenés de part et d'autre.

Le soldat déserte pour se retirer dans la Colonie, dans une colonie voisine, pour passer dans une autre unité ou pour servir dans l'armée d'une colonie étrangère. En temps de guerre, le dernier cas était d'autant plus fréquent que le transfuge faisant prime, était recherché par l'adversaire. En outre, l'ennemi pouvait profiter des renseignements du fuyard. Dans les deux premiers cas, les déserteurs encouraient la fusillade, dans le troisième, la pendaison. Lorsque les coupables sont nombreux, ils tirent « la mort au billet ». Le mauvais billet était fusillé, les deux autres condamnés aux galères. Le déserteur avait « trois jours du Roi pour se repentir ». En cas de retour, il en était quitte pour un séjour à la prison.

Le 9 juin 1696 (4), un Conseil de guerre tenu au Petit Goave (Saint Domingue) condamne le soldat déserteur Jean

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 663.

(2) Id. *Ibid.*, f^o 771.

(3) Id., *Ibid.*, Tome I, f^o 853.

(4) Id., *Ibid.*, Tome V, f^o 553.

Lulion, à être rasé, à avoir le bout du nez et les oreilles coupés, puis, à être conduit aux galères.

La lettre du Gouverneur Général des Iles du Vent de Pas de Feuquières du 28 Juin 1723 nous renseigne sur la désertion de neuf troupiers en 1722 (1) :

« La lettre du Conseil de Marine du 20 janvier (1723) contient différents articles ; par le premier, il aprouve que j'aye fait justicier les deux plus coupables des 9 soldats de la Compagnie de la Guarigue pour lors en garnison au fort de la Trinité, qui ayant enlevé un batteau du quartier s'étaient réfugiés à l'Île Danoise de Saint-Thomas don le Gouverneur me les avait renvoyés en intercédant pour eux, sur quoy je jugeai à propos de suspendre le jugement des sept autres auxquels S.A.R. a fait grâce à la considération dudit Gouverneur, que j'ay eu ordre de remercier en luy promettant d'en user de même à l'égard de leurs soldats qui se retireraient icy, mais il m'a esté ordonné d'envoyer à St-Domingue ces 7 soldats déserteurs pour y être incorporés dans les Compagnies, ce qui a esté exécuté les ayant fait partir dans le « Héros ».

Le Gouverneur de Feuquières, fait parvenir au Secrétaire d'Etat de la Marine, le jugement prononcé contre le Soldat déserteur, Jacques Baron, dit Saint-Louis, à la date du 10 juillet 1723 (2) « Nous avons l'honneur de vous envoyer le jugement rendu ce matin par le Conseil de Guerre contre le nommé Jacques Baron, dit Saint-Louis, soldat de la Compagnie de M. de Clieux, atteint et convaincu du crime de désertion ; lequel a été condamné à avoir la tête cassée jusqu'à ce que mort s'ensuive ; en conformité de l'article 4 de l'ordonnance du 2 janvier 1717 ». Le jugement fut exécuté le jour même.

De ce même Gouverneur, cette lettre du 21 août 1724 (3), au Secrétaire d'Etat de la Marine : « Il nous a été remis une lettre de M. le Comte de Morville du 7^e May de l'année dernière, avec un brevet de sa Majesté qui accorda à Pierre

(1) Archives Nationales : Colonies, C. 8. A. 31. Correspondance Générale 1723, De Pas de Feuquières.

(2) Id., Colonies, C. 8, A. 32, Correspondance Générale, 1723, de Feuquières, Gouverneur et Blondel, Intendant.

(3) Id., *Ibid.*, A. 33.

Couroyer, soldat de l'Île Royale, la décharge de la peine du carcan, du fouet et du bannissement à laquelle il a été condamné par Arrest du Conseil Supérieur de Louisbourg, à condition de servir pendant sa vie en qualité de soldat dans les Troupes que Sa Majesté entretient en ces Isles, sans pouvoir jamais revenir en France. Nous avons l'honneur de vous informer que cet homme est arrivé en ces Isles, que les conditions de son brevet ont été exécutées, et qu'elles le seront à l'avenir très punctuellement en ce qui nous concerne ».

L'Intendant Blondel de Jouvancourt mande le 4 juin 1725 (1) au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine :

« Le Chevalier de Feuquières n'a pas manqué de vous
« rendre compte de l'enlèvement du bateau « Le Castor »,
« commandé par le Capitaine Brouard fait à Marie Galande
« par sept soldats de la garnison qui l'ont conduit à St-Eusta-
« che. Le Gouverneur de cette isle a renvoyé ledit bateau et a
« gardé les sept soldats, offrant cependant de les remettre
« si on leur faisait grâce de la vie. M. de Feuquières a ré-
« pondu à ce Gouverneur qu'il ne pouvait se dispenser de les
« mettre au Conseil de Guerre qui pourrait se porter à les
« faire tirer la mort au billet, mais qu'il ne pouvait à cet
« égard rien promettre, parce qu'il était obligé de se con-
« former aux ordonnances du Roy. Les soldats sont encore
« à St.-Eustache et vraysemblablement le Gouverneur ne les
« renvoyera pas. J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la
« déclaration faite à ce sujet dans ladite Isle et copie de celle
« que M. de Chassagne fist le 3 avril dernier à la Guade-
« loupe, où il relascha ce jour là, le bateau sur lequel il
« s'était embarqué pour courir sur celui enlevé, n'étant point
« assez bon voilier pour le suivre, et étant d'ailleur chargé de
« bœufs et de farines pour la Basse-Terre, (Guadeloupe) ».

A la date du 21 septembre 1725 (2), le Gouverneur Général de Feuquières et l'Intendant Blondel de Jouvancourt

(1) Archives Nationales : Colonies C 8 A 34, Correspondance Générale, 1725, Blondel, Intendant.

(2) Id., Colonies, C. A. 84, Correspondance Générale, Martinique, 1725, n° 84, de Feuquières et de Jouvancourt.

mandent au Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine : « Nous avons l'honneur de vous envoyer un jugement rendu le 17 de ce mois par le Conseil de Guerre qui a déclaré Jacques Chéron, dit Fleur d'Epine, soldat de la Compagnie de Landon, atteint et convaincu d'avoir tué d'un coup de fusil le nommé Claude dit Saint-Claude, son camarade dans la même Compagnie pour réparation de quoy il a esté condamné à estre pendu et étranglé.

« Joseph Caillin dit Saumur, soldat déserteur de la Compagnie de la Chassagne s'estant sauvé le 8 de ce mois du cachot de la baterie royale où il avait esté enfermé le quatre après la sortie des prisons royaux où il estait détenu pour vol, on a dressé le procès-verbal ci-joint, jour de son évacion ».

Par lettre du 21 Juin 1727 (1), le Gouverneur Général de Feuquières fait parvenir au Secrétaire d'Etat de la Marine la copie d'un jugement du Conseil de Guerre de la Guadeloupe :

« Nous avons l'honneur de vous envoyer un jugement au Conseil de Guerre tenu à la Guadeloupe le 3^e May dernier, contre François Tarnaux, soldat de la Compagnie de Prevèreau accusé d'avoir donné un coup de bayonnette à Colin son Sergent. Si le Conseil de Guerre ne l'a condamné qu'à passer par les baguettes et à garder pendant un mois le cachot, c'est qu'il a résulté de la procédure contre ledit sergent qu'il aurait provoqué ledit soldat à se défendre des coups qu'il luy donnait. C'est pourquoi il est dit par ledit Jugement que ledit Colin sera cassé de ses fonctions de Sergent et mis à la queue de la Compagnie. »

A la date du 1^{er} Juillet 1727 (2), le même Gouverneur rend compte des condamnations suivantes prononcées en Conseil de Guerre :

« Le nommé Joseph Girard, dit Jolibois, soldat de la Compagnie de Bailleul en garnison à la Grenade, ayant esté convaincu d'avoir tué d'un coup d'épée par derrière, le nommé

(1) Archives Nationales : Colonies, C 8, A 37, Martinique 1727, Correspondance Générale, de Feuquières, Gouverneur.

(2) Id., *Ibid.*

Jacques Baudy, dit Parisien, son procès a esté fait par le Conseil de Guerre, le 18 Décembre dernier, et il a esté condamné a estre dégradé des armes et estre pendu, mais comme il n'y avait point d'exécuteur dans l'Isle, le même Conseil de Guerre a ordonné qu'il aurait la teste cassée, ce qui a esté exécuté.

« Le nommé Charles Lenoir, dit La Croix, soldat de la compagnie de Bailleul, en garnison à la Grenade, convaincu d'avoir dit qu'il mettrait le feu aux poudres. Son procès lui a esté fait par le Conseil de Guerre et il a esté condamné le 18 décembre 1726 a estre dégradé des armes à la teste des Troupes, à garder prison pendant six mois et banni à perpétuité des Isles du Vent. »

Le 31 Octobre 1752 (1), huit soldats, un sergent et un caporal de la garnison du Marin (Martinique) de la Compagnie du Capitaine de Sarsay passent à l'île voisine de Sainte Lucie. Le 1^{er} novembre, le Capitaine de Sarsay s'embarque pour aller à la recherche de ses hommes. Il parvint à arrêter quatre soldats, plus le sergent. Le 13 Novembre 1754 (2), un Conseil de Guerre réuni au Fort-Royal juge les délinquants. Le sergent est pendu, un soldat fusillé, et les trois autres condamnés aux galères perpétuelles.

L'ordonnance du 29 Mars 1722 (3) du Gouverneur de la Louisiane défend d'acheter des hardes ou des armes aux soldats déserteurs sous peine de huit jours de prison et cent livres d'amende applicables à l'hôpital de la Nouvelle-Orléans.

L'ordonnance royale du 26 Janvier 1727 (4) concerne les soldats déserteurs de la Compagnie des Indes. Elle se réfère à l'ordonnance du 2 Juillet 1716, qui s'applique aux formations métropolitaines. Ce texte punissait de mort tout déserteur des troupes de Sa Majesté après comparution devant un Conseil de Guerre. Le déserteur qui se retirait dans les provinces du Royaume « devait être passé par les armes jusqu'à ce que mort s'ensuive ». Il est défendu à tout cavalier, dragon

(1) Rufz de Lavison : Etudes historiques et Statistiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome I, f° 381.

(2) Id., *Ibid.*, f° 382.

(3) Archives Nationales : Colonies, A 23, f° 36.

(4) Id., *Ibid.*, f° 80.

ou soldat de s'éloigner à plus de deux lieues de sa résidence (art. 4). Deux soldats déserteurs ensemble, subissent la peine de mort ; s'ils sont plusieurs condamnés à mort, ils tirent au billet trois à trois. Le mauvais billet est fusillé ; les deux autres envoyés aux galères perpétuelles. Sont exceptés de la faveur de tirer au billet les déserteurs pendant la faction ou la garde. Ils seront tous passés par les armes (art. 7.) Les déserteurs en pays étranger, seront pendus et étranglés en quelque nombre qu'ils soient, sans pouvoir être admis à tirer au sort. Le même procédé doit être employé à une demi-lieue de la place où leur Compagnie sera en garnison, marchant du côté du pays étranger (art. 8.). Tout soldat arrêté comme déserteur par son officier sera par lui remis dans les vingt-quatre heures au Conseil de Guerre (art. 16) Les congés sont signés (ar. 9.) des Capitaines des Compagnies. Ils sont expédiés par les colonels Mestres de Camp et Majors des Régiments, et lorsque ces unités sont en garnison dans une place de guerre, ils sont visés par le Gouverneur ou Commandant. Tout cavalier, dragon ou soldat qui se sera absenté de la garnison ou du quartier sans congé expédié dans la forme précédente, ou qui ne s'y sera pas rendu quinze jours après l'expiration dudit congé sera réputé déserteur, et le Capitaine sera obligé de le dénoncer en Conseil de Guerre, à peine d'être cassé (art. 17). Il est interdit à tous, Gouverneurs ou Commandants, de surseoir l'exécution d'un jugement rendu pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit (art. 21). Ceux qui favorisent le passage des déserteurs peuvent être condamnés à 200 livres d'amende (art. 30 et 31).

Les textes du Département de la Marine qui règlent la discipline des Troupes aux Colonies à l'époque sont : l'ordonnance du 15 Avril 1689, le règlement du 1^{er} Août 1731, les ordonnances des 27 septembre 1776 et 25 Mars 1785.

Les déserteurs des troupes métropolitaines, au lieu d'être envoyés aux galères sont embarqués pour six ans dans les Compagnies détachées de la Marine aux Colonies. C'est ce qui ressort d'une lettre du Gouverneur Général des Iles du Vent du Pas de Feuquières au Conseil de la Marine du 10

Décembre 1717 (1) : « Le nommé Dutour, dit Sans Soucy, soldat déserteur, du régiment du Bourbonnais, dont la peine avait été commuée à venir servir six ans dans ces colonies, qui était venu dans « la Valeur » et ensuite avait été incorporé dans une des compagnies de cette garnison, tomba malade huit ou dix jours après son arrivée, fut transporté à l'hôpital de St.-Pierre (de la Martinique) et y mourut le lendemain ».

Le premier Conseil de Guerre qui fonctionne aux Iles d'Amérique est celui créé par ordonnance du Gouverneur Général pour le Roi, Patrocles de Thory, le 1^{er} Août 1646 (2). Ce texte est daté du fort de la Basse-Terre de la Guadeloupe. On se souvient que de Thoisy s'était réfugié à la Guadeloupe, après le refus du Commandeur Longvilliers de Poincy de lui remettre à St.-Christophe le Commandement de la Lieutenance Générale des Iles d'Amérique. Avant cette époque, le Canada était doté déjà de Conseil de Guerre.

Le Conseil de Guerre se tient tous les premiers dimanches du mois, après le service divin. A la date du 11 Juin 1680 (3), le Roi ordonne à M. de Blénac, Gouverneur Général des Iles d'Amérique de ne tenir les Conseils de Guerre qu'avec les Officiers des Troupes Régliées : « Observez aussi que tout crimes commis entre habitants, entre soldats et habitants ou même par des soldats, doivent être de la connaissance des Juges ordinaires, hors pour les cas dans lesquels ces derniers seraient accusés de désertion ou de contravention aux ordres de la guerre ; vous connaissez par là que vous avez eu tort de faire juger au Conseil de Guerre un soldat qui avait volé dans le Fort Royal, et que la connaissance et la punition de ce crime appartenait aux Juges ordinaires ».

Cette lettre est importante : le Roi proscriit non seulement la tenue des Conseils de Guerre avec les Officiers de Milice, mais l'autorité centrale stipule bien que la connaissance des crimes et délits commis contre les habitants en dehors du service, relève des Juges civils.

La présidence du Conseil de Guerre est déferée au Com-

(1) Archives Nationales : Colonies C 8 A 23. Correspondance Générale 1717, Du Pas de Feuquières.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome I, f^o 64.

(3) Id. Ibid., f^o 336-337.

mandant de place ; en temps de guerre, elle est assurée par le Gouverneur Général ou le Gouverneur Particulier. Le Commandant de Place ou l'Officier qui commande en Chef les Troupes sous les ordres du Gouverneur, dénommé le Commandant en second, préside donc, assisté de six juges choisis parmi les officiers et les Bas-officiers. Les membres du Conseil prennent séance suivant le grade et à égalité de grade, suivant l'ancienneté. Un Commissaire de la Marine ou des Guerres assiste aux audiences en qualité du Commissaire du Roi avec voix délibérative.

L'accusé est placé sur une sellette, s'il est passible d'une peine afflictive ; il reste debout, s'il s'agit d'une peine infamante. A la fin des débats, le Président recueille les voix, en commençant par le grade inférieur. Le major lit la sentence à l'accusé dans sa prison. Ce dernier se met à genoux, s'il est condamné à la peine capitale. Le condamné est passé par les armes, le jour même, en tout cas, dans les vingt-quatre heures, à moins, de cas de force majeure. Les troupes défilent en silence devant le corps après l'exécution.

Lors d'une condamnation à une peine infamante, le coupable est livré au bourreau. Mais, au préalable, après lecture du jugement on le dégrade : « Te trouvant indigne de porter les armes, nous t'en dégradons ». Cette cérémonie a lieu au milieu des troupes formées en bataille ; après quoi, le condamné est livré au bourreau ou envoyé aux Galères.

L'Ordonnance du 14 Septembre 1680 commue la peine de mort prononcée contre les déserteurs en celle des galères. Mais bientôt l'accroissement de la désertion oblige le Roi à prendre l'ordonnance du 2 janvier 1717, qui condamne les déserteurs à la peine de mort, tout en laissant la faculté aux Lieutenants Généraux de commuer la peine capitale en celle des Galères. Cette dernière était quelquefois appliquée aux Colonies, mais, le plus souvent, les condamnés étaient affectés aux Travaux Publics.

L'Ordonnance du Gouverneur et de l'Intendant de la Martinique (1) du 3 Janvier 1764 porta commutation de la

(1) Archives Nationales : Colonies, A 26, n° 121.

peine de mort en celle des galères perpétuelles pour les déserteurs.

Par lettre du 26 juin 1718 (1) le Gouverneur Général du Pas de Feuquières signalait au Conseil de Marine, au sujet d'un soldat nommé Jean Detournelles, dit Leguille, Tambour de la Compagnie de Courpon, de la garnison de la Martinique, arrêté et condamné aux galères comme déserteur par un Conseil de Guerre réuni au Fort-Royal : « Je prendrai sur cela la liberté de représenter au Conseil que la peine des galères attachée au crime de la désertion est icy peu capable de contenir beaucoup de soldats libertins, desquels il m'est revenu qu'ils aimeraient autant estre aux galères que de servir. Il faut donc une peine plus sévère pour les retenir dans leur devoir ».

Le nommé Jean Detournelle, dit l'Eguille, fut embarqué pour Marseille le 21 juin 1718 (2). Le nommé Pierre Bouneau, dit Saint-Palais, soldat à la Compagnie de la Guarigue, en garnison au fort de la Trinité, fut condamné le 20 septembre 1718 par un Conseil de Guerre tenu au Fort-Royal sous la Présidence du Gouverneur de Feuquière, et pendu pour avoir « estant dans le Fort de la Trinité, frappé son sergent d'un coup de bayonnette » (3).

Le 11 Mars 1718 (4) un Conseil de Guerre est assemblé par ordre de M. de Feuquières, Chevalier de l'Ordre Militaire de Saint-Louis, Gouverneur et Commandant en chef des Iles du Vent pour juger le nommé François Dorvillier, dit Saint-Denis, soldat de la Compagnie de Courpon, détaché de la Marine en garnison au Fort-Royal de l'Ile Martinique, accusé du crime de désertion. Le Conseil de Guerre adopte les conclusions du Capitaine Dupoyet, des compagnies détachées de la Marine, faisant fonction de Major, et Dorvillier, dit Saint-Denis est condamné aux galères perpétuelles. Le lendemain, le condamné est dégradé et désarmé à la tête des

(1) Archives Nationales, C8, A. 24, Correspondance Générale, Martinique, 1718, du Pas de Feuquières.

(2) Id., *Ibid.*, Correspondance Générale, Colonies, C8 A. 25. M. Menier, Commissaire Ordonnateur au Conseil de Marine.

(3) Id., *Ibid.*

(4) Id. *Ibid.*, C. 8. A. 24, 1718, Correspondance Générale, Du Pas de Feuquières.

troupes « pour servir d'exemple » dans la forteresse du Fort-Royal.

L'Ordonnance du 2 Octobre 1777 (1) concerne les peines prévues contre les embaucheurs de soldats et les fauteurs de désertion. Est réputé « embauteur » et puni comme tel, quiconque qui, par menaces ou autrement sera convaincu d'avoir sollicité un soldat à désertir (art. 1). Ceux qui sollicitent un soldat à désertir en temps de guerre sont punis de mort (art. 2). Ceux qui sollicitent un soldat à désertir à l'étranger en temps de paix, sont condamnés aux galères pour trente ans (art. 3). Ceux qui sont condamnés aux galères seront flétris des lettres G.A.L. (art. 8). Ceux qui donnent retraite aux déserteurs sont passibles d'une amende de mille livres (art. 9.). Les dénonciateurs d'un déserteur reçoivent une récompense de deux cent livres (art. 10).

Un Conseil de Guerre tenu à Port-au-Prince (Saint-Domingue) condamne le nommé Noël (Suzanne), embauteur de soldats, le 18 Mars 1751 (2) « à être pendu et étranglé ». Le Conseil présidé par le Gouverneur Général Comte de Conflans ; de Laporte Lalanne, Intendant, Henri de Massip, Lieutenant de Roi à Léogane, cinq Capitaines d'Infanterie : de la Tour, Olivier de Vieux Châtel, de Mitton, de Senneville, de Baupré, de Sellière et de Massip, Lieutenant d'Infanterie. Auparavant, le condamné fut conduit devant le front des troupes rangées en bataille, puis, livré à l'exécuteur de la Haute Justice. Noël Suzanne avait séduit et débauché plusieurs soldats de la Compagnie de Guichen. Quant au nommé Belair, Tambour de la Compagnie de Guichen, contre lequel les présomptions n'avaient pu être complètement établies, il fut condamné à trois mois de cachot, et à assister à l'exécution de Noël Suzanne.

Les gens de naissance qui abandonnent l'enseigne au combat sont dégradés des armes, déclarés « ignobles » et remis à la taille. En 1762, Nadau du Treil, Gouverneur, et de la

(1) Archives Nationales : Colonies Martinique, Correspondance C8, A. 24, A 16, f° 167, 1718. Du Pas de Feuquières.

(2) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f° 59.

Poterie, Lieutenant de Roi, à la Guadeloupe, traduits à Rochefort devant un Conseil de Guerre, furent dégradés à la tête des troupes assemblées, et leurs biens confisqués. Ils furent condamnés à la détention perpétuelle, à l'île Marguerite, pour n'avoir pas su défendre la Guadeloupe contre les Anglais (1). Les deux condamnés furent grâciés, puis réhabilités par la suite, une nouvelle enquête ayant prouvé que l'escadre de Bompar et les troupes du Gouverneur Général de Beauharnais avaient mis trop longtemps pour se porter au secours de la colonie attaquée.

Le Conseil de Guerre spécial aux opérations de terre et de mer est réglementé par l'ordonnance du 13 octobre 1761 (2) pour les Iles du Vent et Sous-le-Vent de l'Amérique. Le nombre des membres du Conseil doit être au moins de neuf, le Président compris (art. 3). Lorsque la réunion a lieu à terre, et à l'instigation du Lieutenant Général Gouverneur, ce dernier en a la présidence, avec, à sa droite et à sa gauche, les Officiers Généraux de mer et de terre, puis les brigadiers, les capitaines de vaisseaux, les Colonels, les Gouverneurs particuliers, les Lieutenants de Roi, enfin, les Lieutenants-Colonels (art. 2). Au contraire, si le Conseil est assemblé à bord d'un vaisseau sur l'initiative de l'Officier général commandant les forces navales, c'est ledit Officier Général qui occupe la Présidence, le Gouverneur Général obtenant le second rang, à la droite du Président (art. 4).

Aux Colonies fonctionne un Tribunal du ressort du Tribunal des Maréchaux de France, présidé par le Lieutenant Général Gouverneur et composé des Officiers les plus élevés dans la hiérarchie militaire. Ces juges du point d'honneur règlent les pénalités consécutives aux affaires de ce genre. Le jugement des matières de point d'honneur entre les Officiers de Milices et autres citoyens notables est de la compétence du Général et les Juges ordinaires, même ceux des Conseils

(1) Archives Nationales : Colonies, Guadeloupe, C. 7, 18 à 22. Correspondance Générale, 1759-1760, Nadau du Trell, Gouverneur. — D. Ruz de Lavison : Etudes historiques et Statistiques sur la population de la Martinique, 1850. Tome I, f° 433. — Hanotaux et Martineau : Histoire des Colonies françaises, 1929. Tome I, f° 475.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome IV, f° 419.

Supérieurs ne doivent pas s'en occuper.

Les Tribunaux des Maréchaux aux Colonies, à l'instar de ceux de la Métropole, punissent de six mois de prison, ceux qui, ayant assisté aux affaires de duels n'en avaient pas informé les autorités. Le duel est très en honneur aux Colonies et dans les Troupes des Colonies, en dépit des ordonnances prohibitives du 4 décembre 1679 (1), de 1725, 1744, et 1751.

Les coups de bâtons donnés « dans la chaleur des démêlés » sont punis de deux ans de prison ; la préméditation, par quinze ans de prison ; le guet-apens, par vingt ans de détention. Enfin, le soldat, qui, hors le cas de légitime défense, mettait l'épée à la main, était passible de galères perpétuelles.

Mais le Pouvoir Central comprend de bonne heure que la tactique des sanctions n'est pas toujours efficace ; il faut savoir user de clémence. De nombreuses amnisties permettent aux déserteurs de rentrer à leurs unités. Cette mesure a généralement une durée d'un an. Les bénéficiaires s'engagent dès lors à servir pendant une durée de six années (2).

L'Ordonnance du 20 Octobre 1713 (3) accorde une amnistie aux Officiers et Matelots de la Marine. Celle du 26 Décembre 1715 (4) concerne la restitution réciproque des déserteurs de France et d'Espagne ; ce texte concerne surtout la colonie de Saint-Domingue.

L'Ordonnance royale du 2 février 1717 (5) porte amnistie en faveur des soldats des compagnies franches de la Marine. L'ordonnance royale du 26 février 1727 (6) porte amnistie en faveur des soldats de la compagnie des Indes ; celle du 10 avril 1737 (7) concerne les troupes de la Nouvelle-France ; celle du 4 décembre 1743 (8) porte amnistie en faveur des désertions des troupes des Iles du Vent. Elle signale que cette mesure est accordée en raison de la

(1) Archives Nationales : Colonies A. 21, f° 78.

(2) Id., *Ibid.*, 13, f° 32.

(3) Id., *Ibid.*, 28, f° 14.

(4) Id., *Ibid.*, 25, f° 120.

(5) Id., *Ibid.*, 25, f° 103.

(6) Id., *Ibid.*, 23, f° 80.

(7) Id., *Ibid.*, 21, f° 151.

(8) Id., *Ibid.*, 25, f° 276.

misère que supportent les déserteurs, soit dans les Colonies étrangères soit dans les bois de la Martinique et de la Guadeloupe. L'ordonnance du 29 décembre 1757 (1) porte amnistie en faveur des déserteurs des Troupes des Colonies d'Amérique; celle du 30 décembre 1772 (2) comporte la même mesure en faveur des déserteurs des troupes des Iles du Vent.

Mais, à la fin du XVIII^e siècle, sous l'influence des Encyclopédistes et des doctrines humanitaires, les châtiments corporels soulèvent des discussions passionnées. On renonce à l'estrapade, mais on garde le cheval de bois, le piquet, les baguettes, les courroies. Quelque temps avant la Révolution, on adopte dans l'armée métropolitaine, les coups de plat de sabre du Ministre de la Guerre Comte de Saint-Germain. Ce châtiment qui nous vint directement des armées prussiennes, dans l'esprit de son promoteur, devait remplacer toutes les peines corporelles. Les éléments coloniaux n'eurent point à prendre part à la discussion, mais un peu seulement à l'exécution. L'arsenal des punitions n'avait pas besoin de ce nouvel adjuvant et fonctionnait au gré de tous, grâce à la tolérance des autorités et aussi à la liberté d'esprit de la plupart des supérieurs qui évitèrent d'outrepasser les exigences de la discipline.

Mais, à l'horizon politique, des nuages sombres s'amasent. Pour la première fois, l'armée coloniale, de même que la métropolitaine, va sortir de son rôle strict. La politique, donc la haine, pénètre dans les troupes d'outre-mer au lendemain des troubles politiques de la Révolution. Un historien de cette époque (3), déclare : « L'armée était devenue la proie des démagogues. Pas un régiment n'avait échappé à l'influence des clubs. Les bas-officiers et les soldats résistent mal aux conseils néfastes des hommes de désordre. La griserie révolutionnaire les affolait, la discipline semblait à ces égarés le plus odieux vestige d'un ancien ordre de choses que tout sapait. »

(1) Archives Nationales, Colonies, 6, f^o 334.

(2) Id., *Ibid.*, A. 13, f^o 13.

(3) Bittard des Portes : Histoire de l'armée de Condé pendant la Révolution Française, 1905, f^o 2.

A Lille, les deux régiments Royal-Vaisseaux et de la Couronne en vinrent aux mains. Ces faits expliquent également aux Colonies, d'une part, l'assassinat, le 4 novembre 1790, à Port-Louis (Ile de France), du Comte Mac Némara, Capitaine de Vaisseau commandant le Vaisseau du Roi *La Thétis*, par les Grenadiers et Chasseurs du régiment de l'Ile de France et, d'autre part, l'assassinat consommé, le 4 mars 1791, à Port-au-Prince (Saint-Domingue), sur le Chevalier de Mauduit, Colonel du Régiment de Port-au-Prince, par les factieux des bataillons d'Artois et de Normandie. Ces bataillons avaient été envoyés à Saint-Domingue en remplacement du régiment de Bassigni, dont on appréhendait l'énergie révolutionnaire. Après l'assassinat du Colonel de Mauduit, un noir, nommé Pierre, qu'il avait pour domestique, rassembla de nuit ses restes épars, leur donna la sépulture qu'on leur refusait et, après les avoir arrosés de ses larmes, se brûla la cervelle sur le tombeau élevé par sa pitié (1).

Plus tard, le Régiment de Port-au-Prince fut puni, les coupables désarmés et renvoyés prisonniers en France (2).

La Révolution emporta la discipline et ses sanctions. L'Empire, discrètement, puis la Restauration, reviennent aux vieilles ordonnances monarchiques. L'Infanterie et l'Artillerie de Marine sont créées. Mais les punitions corporelles ont vécu : la loi du 21 août 1790 en avait décrété la suppression. La consigne, la prison, le Conseil de Guerre survécurent. On arrive ainsi au Code de Justice Maritime (Loi du 4 juin 1858), qui est le dernier état du droit avant le passage des Troupes Coloniales sous l'autorité du Ministre de la Guerre (Loi du 7 juillet 1900). Cette dernière loi eut comme corollaire l'application aux forces d'outre-mer du Code de Justice de l'Armée de Terre. C'est l'objet du décret provisoire du 6 janvier 1901, dont l'article 4 dispose que les Conseils de Guerre permanents des Colonies appelés à juger des militaires ou assimilés des Troupes Coloniales appliqueront les péna-

(1) Lieutenant Général Baron Pamphile de Lacroix : Mémoires sur la Révolution de Saint-Domingue, 1820, f° 77, tome I.

(2) Colonel de Poyen : Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue, 1899, f° 9.

lités prévues par le Code de Justice Militaire des armées de Terre. Le décret qui fixe définitivement la mesure est celui du 23 octobre 1903. Depuis, l'article 10 du Code de Justice Militaire révisé, accorda la Présidence des Conseils de Guerre aux Colonies à un magistrat de l'ordre judiciaire, par assimilation avec la même décision découlant de la loi du 9 mars 1928, portant revision du Code de Justice Militaire, laquelle institue la même mesure pour les Tribunaux militaires permanents métropolitains.

On aura l'occasion de voir, en ce qui concerne l'Ordre de Saint-Louis, que les Membres reconnus indignes étaient dégradés (Edit d'avril 1693).

Le Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur remplit les fonctions de Conseil de Discipline, à l'égard des Membres de l'Ordre et des décorés de la Médaille Militaire et des Ordres Coloniaux et Etrangers.

En ce qui concerne l'action disciplinaire à exercer contre les Officiers, Sous-Officiers et Soldats, Membres de la Légion d'Honneur, titulaires de la Médaille Militaire, des Ordres Coloniaux et Etrangers, le siège de la matière réside en premier lieu dans l'arrêté du 24 Ventôse, An XII (1), puis dans les décrets-lois des 16 mars et 24 novembre 1852, la loi du 25 juillet 1873 et le règlement d'administration publique du 14 avril 1874. Les peines prévues sont les suivantes : 1° la censure; 2° la suspension temporaire; 3° l'exclusion définitive.

La mesure disciplinaire prise contre un Légionnaire ou un Médaillé Militaire est tantôt la conséquence forcée d'une disposition de la loi et en découle naturellement, tantôt le résultat d'une appréciation des faits par le pouvoir de discipline, le signe de l'honneur étant incompatible avec une flétrissure (2).

Les articles 42 et 43 du décret-loi du 16 mars 1852 (3) disposent, en effet, que « les Procureurs Généraux auprès

(1) Manuel du Légionnaire : Rondonneau, 1808, f° 36.

(2) Léon Auroc : La Discipline de la Légion d'Honneur et le Contrôle des Nominations, Paris, 1890, f° 5.

(3) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire, 1934, f° 11.

des Cours d'Appel et les Rapporteurs auprès des Conseils de Guerre ne peuvent faire exécuter aucune peine infamante contre un Membre de la Légion qu'il n'ait été dégradé » et que « pour cette dégradation, le Président de la Cour d'Appel, sur le réquisitoire de l'Avocat Général, ou le Président du Conseil de Guerre, sur le réquisitoire du Rapporteur, prononce immédiatement après la lecture du jugement la formule suivante :

« Vous avez manqué à l'honneur; je déclare, au nom de la Légion, que vous avez cessé d'en être Membre ».

L'article 6 du décret du 24 novembre 1852 stipule « que les dispositions du Titre VI du décret du 16 mars 1852 sur l'ordre de la Légion d'Honneur, ainsi que le présent décret, sont applicables aux décorés de la Médaille Militaire ». Les dispositions du Code Pénal, articles 28 et 34, l'article 2 de la loi du 31 mai 1854, le Code de Justice Militaire (articles 138 et 190) sont conformes aux dispositions précédentes. Le Président de la Cour d'Appel ou du Conseil de Guerre prononce la formule suivante pour les Médaillés Militaires : « Vous avez manqué à l'honneur; je déclare que vous cessez d'être décoré de la Médaille Militaire ». (Décret du 24 novembre 1852, art. 6) (1).

Le condamné est conduit devant les troupes sous les armes. Lecture est donnée de nouveau du jugement et le Commandant des troupes prononce à haute voix la formule suivante : « Vous êtes indigne de porter les armes; au nom de la République, nous vous dégradons ». Les décorations dont le condamné est revêtu lui sont enlevées, en même temps que les insignes militaires (2).

Le décret du 27 janvier 1899 (3) autorise, par délégation du Grand Chancelier, les Généraux commandant en Chef les Troupes en Indochine et à Madagascar, à suspendre de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité de Membre de la Légion d'Honneur ou de décoré de la

(1) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire, 1934, f° 15.

(2) Code de Justice Militaire pour l'armée de Terre, article 190, § 1 et 2.

(3) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire, 1934, f° 30.

Médaille Militaire, les Sous-Officiers cassés de leur grade et les Soldats et Marins renvoyés à la suite d'une condamnation les faisant tomber sous l'application des dispositions disciplinaires des décrets des 16 mars et 24 novembre 1852, jusqu'à ce que le Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur ait statué sur la décision à intervenir.

Les Compagnies de Discipline de la Marine et des Colonies datent, la première, du 21 avril 1824, la seconde, du 24 mai 1860. Ces corps furent des bataillons de correction, mais non pas des unités où étaient versés d'autorité des condamnés. Ils tinrent successivement garnison, ceux de la Marine à Lorient, à Saint-Pierre-et-Miquelon, aux Saintes (Guadeloupe), à la Martinique ; ceux de l'Infanterie de Marine, au Sénégal, à la Martinique, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Madagascar.

Le principe de la discipline fut sauvegardé à toute époque, sauf pendant les vicissitudes de la période révolutionnaire. La cohésion et l'action des dirigeants ne peuvent rendre leur maximum d'effet que par l'unité des troupes dans la main de ceux appelés à les commander. Ce qui a fait la force, l'allant et l'esprit de sacrifice des corps coloniaux, c'est, en dépit d'un esprit particulier que d'aucuns pourraient qualifier de frondeur, une obéissance, une fidélité et une confiance dans le commandement qui ne se comparent qu'à celles des vieux Grognauds de l'Empereur, qui murmuraient mais qui marchaient dès que le moment était venu. Ainsi s'explique la popularité dont jouirent les d'Amblimont, Montcalm, d'Estaing, de Grasse, Rochambeau, de Bouillé, et, plus près de nous, Francis Garnier, Rivière, Monteil, Borgnis-Desbordes, Galliéni, Lyautey, Joffre, Archinard, Marchand, Mangin, Boichut et tant d'autres que nous renonçons à citer.

L'Officier moyen sera peut-être satisfait de lui-même lorsqu'il aura fait respecter les règlements et, par là, l'essence de la discipline. Mais, au regard de troupes qui, quoique jeunes, sont déjà vieilles, en raison des traditions glorieuses laissées par les aînés, il ne suffit pas de triompher de ce penchant naturel qui entraîne tout homme vers la désobéissance, et qui, déjà, se trouve à l'état latent chez l'enfant. Il devient, dès lors, nécessaire que la retenue ne laisse aucune rancœur

aux exécutants. Si force il y a, la contrainte doit être entourée de garanties de loyauté et de bonté. C'est la doctrine, nous devrions dire la jurisprudence, qui, sans avoir vu le jour dans aucune académie, trouva son application à toute époque dans les « Troupes Réglées » des Colonies. La cloison étanche n'exista pas entre ceux qui furent les bras ; de sorte que la fable « Les membres et l'estomac » ne peut trouver ici son application. C'est là, croyons-nous, le secret de la force de la discipline et celui de la solidarité, qui unirent, comme dans une même famille, ceux qui, héritiers d'une même pensée, plantèrent aux quatre coins du monde les pavillons fleurdelisé et tricolore. Ce drapeau, de quelque couleur qu'il fût, représente ce que S. A. Mgr le Duc d'Aumale avait si bien défini, en 1873, lorsque, présidant le Conseil de Guerre de Trianon, il répondit à l'accusé : « S'il n'y avait pas de Gouvernement, il restait au-dessus de nous, la France ».

CHAPITRE XV

Les Récompenses

Toutes les légendes créées autour des Monarques et de la Monarchie ne sauraient empêcher de constater, en toute impartialité, que l'Ancien Régime savait récompenser les services rendus à la collectivité. Il en est des distinctions comme des condamnations. Dans le premier cas, il vaut mieux féliciter le sujet; dans le second, il est préférable de retenir le bras justicier, de crainte de sévir contre un innocent.

Nous avons vu comment, soit en raison des besoins immédiats, soit du fait des circonstances, les Compagnies franches de la Marine, celles de la Guerre, les Canonniers-Bombardiers, les Dragons, les Gouverneurs, les divers Etats-Majors, les Intendants, les Médecins et Chirurgiens du Roi coopérèrent à la défense des différentes possessions d'outre-mer.

Comment la Royauté répondait-elle aux efforts de ses loyaux sujets ?

Le Roi avait cinq manières de manifester sa satisfaction à ceux qui l'avaient bien servi, soit par des actions d'éclat, soit en remplissant, à la satisfaction générale, les devoirs de leur charge.

En premier lieu, la question des honneurs et préséances qui revêtait une importance considérable aux XVII^e et XVIII^e siècles et peut-être encore de nos jours.

Pour nous fixer, nous aurons recours à plusieurs témoignages.

Le premier est celui du Marquis de Pas de Feuquières, Gouverneur Général des Isles du Vent. Dans sa lettre au Conseil de Marine du 14 juin 1719 (1), le Gouverneur déclare :

(1) Archives Nationales. Colonies Martinique, Correspondance Générale, 1719, N^o 26. Le Marquis de Pas de Feuquières, Gouverneur Général.

« Les honneurs, jusqu'à présent, ne sont rendus que par usage.

« Pour le Général, on prend les armes et on bat aux champs;

« Pour le Lieutenant de Roy au Gouvernement, on prend les armes et on donne quelques coups de baguette en rappelant;

« Pour le Gouverneur Particulier de l'Isle et même les autres, on donne toujours la haye.

« On en use de même pour le Lieutenant de Roy au Fort-Royal servant sans le Général, quelquefois pour ceux des autres quartiers de la Martinique, et rarement à ceux des autres isles.

« On donne aussi la haye à l'Intendant, et par honneur, à tous les Capitaines des Vaisseaux du Roy qui entrent ou sortent des forts de Sa Majesté, ce qu'on pratique pareillement pour tous les Capitaines des Vaisseaux étrangers. Il a été réglé par le Conseil (Souverain) qu'il n'était rien dû au Commissaire ».

Dans une seconde lettre du 23 octobre 1719 (1), le même Gouverneur s'exprime ainsi, lors d'un voyage qu'il fit au bourg Saint-Pierre de la Martinique en compagnie de l'Intendant Bénard :

« A notre arrivée dans ce bourg, M. l'Intendant et moi avons été reçus au bruit du canon et toutes les batteries qui y sont. Le curé de la paroisse avait dessein de venir nous recevoir, comme à l'ordinaire, au bord de la mer où nous devons débarquer, pour de là nous conduire à l'église, mais nous n'avons pas jugé à propos de luy donner cet embaras ».

Nous avons ensuite le règlement du 11 octobre 1740 (2), pris à Saint-Domingue par de Larnage et Maillart, Gouverneur et Intendant de la Colonie.

Lors des grandes fêtes de l'année, et dans les circonstan-

(1) Archives Nationales. Colonies Martinique, Correspondance Générale, 1719, N° 26. Le Marquis de Pas de Feuquières, Gouverneur Général.

(2) Moreau de Saint-Méry. Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784, tome III, f° 636.

ces solennelles où il était ordonné de chanter un *Te Deum*, il était tiré, au lever et au coucher du soleil, une salve de vingt-et-un coups de canon. A leur arrivée et à leur départ de la Colonie, le Gouverneur Général, l'Intendant et le Gouverneur Particulier ont droit respectivement à des salves de 17, 15 et 13 coups de canon,

L'Intendant Bénard, des Iles du Vent, rend compte au Conseil de Marine, à la date du 16 novembre 1721 (1), du *Te Deum* qui a été chanté le Dimanche précédent dans l'église paroissiale de Fort-Royal de la Martinique, en actions de grâce du rétablissement de la santé de Sa Majesté : « On tira le canon et trois décharges de mousqueterie furent exécutées tant par les troupes du Roy que par les Milices que M. de Feuquières a fait assembler à cet effet ».

Quant aux honneurs funèbres, le Gouverneur et l'Intendant ont droit à une salve de 13 coups; le Lieutenant de Roy, 11 coups; le Major et le Commissaire, 9 coups; l'Ingénieur en Chef, 9 coups; les Capitaines, 7 coups; les Lieutenants, 5 coups, et les Enseignes 3 coups.

Enfin, on a vu précédemment, en ce qui a trait au Gouverneur Général et à l'Intendant, les règlements du Roi sur les honneurs du 15 novembre 1728 (2), pour les Isles du Vent, et du 31 juillet 1743 (3), pour les Iles-sous-le-Vent, le rang attribué à l'Eglise et dans les cérémonies au Gouverneur Général et à l'Intendant qui, seuls, ont droit aux honneurs de l'encens, de même que le Lieutenant de Roy au Gouvernement Général a droit aux honneurs précités en l'absence du Gouvernement Général (art. 11 du règlement royal du 15 novembre 1728).

On trouve, en second lieu, l'attribution de lettres de noblesse ou d'une pension. Le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine propose au Roi d'accorder des lettres de noblesse ou une pension à des Lieutenants-Généraux Gouverneurs, aux Intendants et à d'autres Officiers qui se sont distingués dans leur commandement.

(1) Archives Nationales, Colonies, C. 8, A. 29. Correspondance Générale, Intendant Bénard.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784, tome III, f° 263.

(3) Id., Ibid., f° 752.

Dès 1410 (1) des lettres du roi Charles VI portent que les « sergents d'armes », du jour où ils auront été nommés à cette charge, se trouveront anoblis sans même être tenus de prendre des lettres d'anoblissement. En 1534 (2), un édit confère la noblesse aux roturiers des légions d'infanterie qui seront parvenus au grade de lieutenant.

L'édit du mois de novembre 1750 (3), auquel le Comte d'Argenson, Ministre de la Guerre, a attaché son nom, porte création d'une noblesse militaire. Aux termes de cet édit, tout officier au service sera exempté de la taille ; sera également exonéré, sa vie durant, de la même imposition, tout Officier Chevalier de Saint-Louis, qui aura servi pendant trente années dont vingt avec la Commission de Capitaine. Les Officiers Généraux sont anoblis, avec leur postérité, née et à naître en légitime mariage. La noblesse était acquise à la troisième génération.

Il est résulté de cet édit que peu d'Officiers de fortune pouvaient obtenir la noblesse militaire, réservée à la haute bourgeoisie, à qui il était aisé d'arriver de bonne heure au grade de Capitaine. Tout le monde n'est pas d'accord sur ce point. On sait qu'un an après sa création, un nouveau corps de Cadets, formé en 1726, était « rempli de toute la roture des provinces, au préjudice des gentilshommes pour qui il avait été institué » (4). (Projet pour un nouvel établissement de Cadets Gentilshommes). En 1734, Prosper Bauyn d'Angervilliers, Secrétaire d'Etat à la Guerre, écrit aux Intendants d'exciter les roturiers riches de leur généralité à demander pour leurs fils des emplois d'Officiers (5).

Les enfants des Officiers concouraient pour l'entrée dans les écoles royales, notamment celle du Génie, à Mézières. Nous trouvons parmi ceux à qui les lettres d'examen sont refusées (1764) (6), le fils d'un commis au greffe du siège royal de la ville de Saint-Marc (Saint-Domingue) : A déjà

(1) Tuetey (Louis). Les Officiers sous l'Ancien Régime, Plon, 1908, chapitre VII, f° 257.

(2) Id., *Ibid.*, f° 257.

(3) Id., *Ibid.*, Pièces annexes, f° 367

(4) Id., *Ibid.*, f° 89.

(5) Pierredon (Comte Michel de). Contribution à l'Histoire des Ordres de Mérite, 1923, f° 21.

(6) Tuetey (Louis), *Op. cit.*, pièces annexes, f° 360.

été refusé dans l'Artillerie pour « défaut de naissance ». Parmi ceux admis à concourir pour l'école de Mézières (1777) (1) on trouve :

1. Fauconnet, dont le bisaïeul était Capitaine au régiment royal des Vaisseaux ;

2. Pérault, dont le père était Major Général des Milices du Canada et qui est mort à Cayenne au service du Roi. Le dit Pérault jouit d'une pension qui lui a été accordée en considération des services de son père ;

3. Gaillot, petit-fils du Commissaire Général de la Marine qui a été chargé en différentes occasions de missions honorables et délicates ;

4. Galien de Préval, né créole d'une famille distinguée et vivant noblement ; son frère, trois de ses cousins sont actuellement au service.

Enfin, parmi les sujets qui n'ont pas encore eu de lettres d'examen et qui en sollicitent cette année (15 octobre 1781), on trouve Chaigneau, fils d'un chevalier de Saint-Louis, Bougainville, petit-neveu du Maréchal de Camp, Chef d'Escadre.

Après la bataille du Fort-Royal de la Martinique (20 juillet 1674), contre l'escadre hollandaise, commandée par l'Amiral de Ruyter, Louis XIV, sur présentation du Gouverneur de Sainte-Marthe, anoblit Antoine Cornette, Lieutenant de Milice, et le sieur Aicard, propriétaire des navires marchands coulés dans la passe du Carénage (2). Quant au sieur Aicard, n'ayant que des filles, il refuse l'anoblissement. Mais le Roi l'exempte lui et tous ses descendants de tous droits fiscaux et lui donne l'autorisation d'arborer pavillon blanc sur ses navires de commerce (3).

Le troisième moyen officiel de satisfaction est l'attribution

(1) Tuetey (Louis). Les Officiers sous l'Ancien Régime. Plon, 1908, pièces annexes, f^{os} 361-63.

(2) Du Motey (Vicomte). Guillaume d'Orange et les Origines des Antilles Françaises, 1908, f^o 320.

(3) Annales du Conseil Souverain de la Martinique, tome I, f^o 142.

d'une pension. Elle est accordée soit au moment où l'officier se retire du service, soit lors du licenciement des Troupes, à la paix. Mais, en aucun cas, elle n'était de droit. Après le traité de Paris (10 février 1763), les officiers réformés aux Isles du Vent reçoivent les pensions suivantes (Ordonnance du 25 août 1763) (1) :

Gouverneurs	2.000 livres
Ingénieurs en chef et Lieutenants de Roi	1.500 —
Majors	1.000 —
Ingénieurs ordinaires et Capitaines ..	1.000 —
Capitaines de Compagnies	600 —
Sous-Ingénieurs, Lieutenants	600 —
Lieutenants de Compagnies	400 —
Enseignes	200 —

A la date du 2 octobre 1720 (2), le Conseil de Marine informe le Gouverneur Général de Feuquières :

« Le Conseil a reçu, Monsieur, votre lettre du 16 Juillet
« dernier.

« Les témoignages avantageux qu'il a rendu de votre bonne
« administration ont déterminé le Roy à vous accorder une
« pension de 2.000 livres sur le Trésor Royal, c'est une
« marque que Sa Majesté est contente de vos services, et
« le Conseil l'a assuré que vous les continueriez toujours
avec le même zèle ».

Signé : L. A. de Bourbon ».

Mais la pension n'était parfois qu'un moyen extraordinaire de satisfaction. Quelquefois, l'officier la recevait et restait en service. L'Intendant de la Guyane Thibault de Chanvalon obtint, après son procès 10.000 livres de pension et 100.000 livres d'indemnité, mais cette dernière somme représentait une réparation (3) (Décision du Conseil du Roi du 28 Août 1781).

(1) Rutz de Lavison. Etudes historiques et Statistiques sur la population de la Martinique, 1850, tome 1, f° 437.

(2) Archives Nationales, oClonies, C8, A 34, 1725. Correspondance Générale, Martinique, de Feuquières, Gouverneur Général.

(3) E. Daubigny. Choiseul et la France d'outre-mer après le Traité de Paris, 1892, chapitre X, f° 127.

On a vu aux chapitres précédents, pour les bas-officiers et soldats qui contractent un nouvel engagement que la solde était majorée à l'aide de hautes paies. Ces militaires sont autorisés à porter sur le bras gauche des chevrons de laine qui indiquent le nombre d'engagements accomplis.

Les officiers subalternes obtiennent des Lettres de Vétérance, qui leur permettent, à eux et à leurs veuves, pendant la viduité « de jouir des mêmes honneurs auctorités, prééminences, exemptions, franchises, libertez et immunitiez dont ledit a jouy jusques à présent et dont jouissent les vétérans de notre royaume... » (Archives Nationales O. t 11 Folio 622) (1)

Quant aux officiers qui n'ont pu obtenir leur inscription sur la feuille des pensions ou qui ne servent pas dans les États-Majors, ils n'ont, comme les soldats, qu'une ressource : se faire admettre à l'Hôtel des Invalides, institué par l'ordonnance royale du 24 février 1670, inauguré par Louis XIV en 1674. Un arrêt du Conseil d'Etat, rendu sous Henri II, le 21 novembre 1554, avait destiné l'hôpital de Saint-Jacques du Haut Paris, aux soldats blessés au service du Roi, mais cette tentative semble n'avoir pas eu de suites (2).

Les officiers sont le plus souvent, promus au grade supérieur sur la place et conservent les fonctions exercées par eux antérieurement, sauf exception.

Pour les Gouverneurs, la promotion se traduit souvent par le passage dans un autre gouvernement. On voit le comte de Blénac, Chevalier, Seigneur de Romégou, Sénéchal de Saintonge, gouverner la Martinique pendant dix-huit ans, de 1672 à 1690. MM. d'Eragny d'Amblimont et d'Esnotz, le premier qui a remplacé de Blénac pendant un congé ; les deux autres lui ayant succédé, les trois succombent dans la colonie au mal de Siam (fièvre jaune). Le comte d'Ennery passe successivement du gouvernement des Isles sous le Vent, au Cap, à Saint-Domingue, à celui des Isles du Vent, au Fort-Royal de la Martinique (1767). Cet Officier Général

(1) Tuetey (Louis). Les Officiers sous l'Ancien Régime, Plon, 1908, Pièces annexes, f^o 367.

(2) Grente (Abbé). Une Paroisse de Paris sous l'Ancien Régime, Saint-Jacques-du-Haut-Pas (1566-1793), Paris 1897, pages 13-14.

ayant été sur le point de supplanter M. de Sartines en qualité de Secrétaire d'Etat au département de la Marine, dut retourner, sur les instances du Roi Louis XVI, une seconde fois, à Saint-Domingue pour y mourir, accidentellement frappé de la foudre le 13 décembre 1776 (1).

Citons les grands administrateurs qui reçoivent des marques de satisfaction du Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine. Ce sont pour les Isles du Vent, les marquis de Fénelon et de Bouillé, Gouverneurs Généraux ; de Peynier et Mercier de la Rivière, Intendant ; pour les Isles sous-le-Vent, les comtes d'Estaing, de Nolvos, d'Ennery, d'Argout, Gouverneurs-Généraux ; de Bongars, de Montarcher, Malouet, de Vaivre, de Barbé-Marbois, Intendants.

Le Roi accordait enfin, à ses bons serviteurs différentes distinctions, mais ce sujet oblige à retracer l'hitoire sommaire des Ordres Monarchiques.

Les Ordres de Chevalerie sont les successeurs des Ordres Religieux monastiques dans lesquels on introduisit la collation de l'Ordre de Chevalerie à certains de leurs membres, qui, aux trois vœux de religion en ajoutaient un quatrième, celui de combattre les infidèles.

Les Ordres de Chevalerie se divisent en :

1. — Ordres Religieux Militaires. Leurs membres prononcent des vœux et vivent en commun sous une règle approuvée par l'Eglise. Tels sont, en France, les ordres de Saint-Jean de Jérusalem et de Saint-Lazare de Jérusalem(1) ;

2. — Ordres Chapitraux. Leurs membres s'engagent à certaines pratiques religieuses et s'assemblent à intervalles réguliers, comme en France l'Ordre de la Cosse de Genêt, celui de Notre-Dame de Noble maison, de Saint-Michel, du Saint-Esprit, de Notre-Dame du Mont-Carmel, de Saint-Lazare de Jérusalem, du Saint-Esprit de Montpellier (2) ;

3. — Ordres de Mérite, qui, à l'inverse des précédents, sont réservés à la récompense de mérite acquis. Dans la suite

(1) Malouet (Baron). Mémoires, 1874, tome I, Appendice, f° 386.

(2) De Pierredon (Comte Michel). Contribution à l'Histoire des Ordres de Mérite, 1923, f° 8.

(3) Id., *Ibid.*

des temps, ces ordres dont le point de départ est l'idée religieuse deviennent laïcs. Ces ordres sont ceux de Saint-Louis, du Mérite Militaire, de la Légion d'Honneur, de la Réunion, de la Couronne de Fer, de la Médaille Militaire et les Ordres Coloniaux.

Les Ordres Hospitaliers de l'ancienne France sont :

1. — Les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, fondés, à la fin du onzième siècle, par Gérard de Martigues. Cet ordre est plus connu sous le nom de Chevaliers de Rhodes, puis, enfin, de Malte. Ces Chevaliers furent possesseurs d'importants domaines. L'ordre souverain de Malte fit la police de la Méditerranée pendant plusieurs siècles et c'est sur les Turcs qu'il remporta ses plus grands succès. Il perdit son pouvoir temporel en 1798, lors du passage de Bonaparte à l'île de Malte. Sa marque est formée d'une croix d'or à huit pointes émaillées de blanc ; ses armes sont de gueules à la croix d'argent avec la devise : « Pro fide ».

L'Ordre de Malte est toujours en activité ; il possède actuellement des dignitaires et des Chevaliers en Italie, en France, en Autriche et en Allemagne. Son représentant actuel en France est M. le Comte Michel de Pierredon, Bailli de l'Ordre, Commandeur de l'Ordre de la Légion d'Honneur.

C'est ici le lieu de faire remarquer que l'un des fondateurs de la puissance française aux Antilles, le Chef d'Escadre Philippe de Longvilliers de Poincy, fut Commandeur de l'Ordre de Malte (1653). Ce dignitaire de l'Ordre de Malte fut le premier Lieutenant Général du Roy aux Isles d'Amérique.

2. — L'Ordre des Templiers, fondé par des Français en Palestine en 1118. Il fut aboli au Concile Général de Vienne (1312), par le pape Clément V et le Roi Philippe le Bel.

Les Templiers portaient la croix rouge sur la robe blanche.

3. — L'Ordre Royal hospitalier Militaire du Saint-Sépulcre de Jérusalem fondé par Sainte Hélène, mère de l'Empereur Constantin, fut relevé par Godefroy de Bouillon en 1099. Sa raison d'être était la garde du Saint-Sépulcre. En 1673, Louis XIV réunit cet ordre à ceux du Mont-Carmel et de Saint-Lazare ; toutefois, en 1692, il lui rendit son indé-

pendance. Les Chevaliers du Saint-Sépulcre portaient la croix rouge brodée sur le vêtement ou suspendue à un ruban noir. La décoration se compose d'une croix potencée d'or, émaillée de rouge cantonnée de quatre croisettes de même, attachée à la boutonnière par un ruban noir. De nos jours, les Chevaliers du Saint-Sépulcre figurent aux grandes cérémonies religieuses.

4. — L'Ordre de Saint-Lazare de Jérusalem, fondé vers 1060. Louis VII établit une portion de l'ordre au château de Boigny, près d'Orléans. Il fut chargé d'administrer les maladreries du royaume. Chassés des Lieux Saints en 1253, les Chevaliers de Terre Sainte se joignirent aux Chevaliers de Saint-Lazare sous le règne de Saint-Louis. Le 31 octobre 1608, Henri IV réunit l'Ordre de Saint-Lazare à celui du Mont-Carmel. Au début, cet Ordre portait la croix verte sur le côté gauche de l'habit.

Les Ordres politiques de la Monarchie française sont :

1. — L'Ordre de Notre-Dame de la Noble Maison ou de l'Etoile, fondé en 1351 par Jean II, presque en même temps que l'Ordre de la Jarretière, créé par Edouard III d'Angleterre. Le Roi en était le Grand Maître. Il tenait son Assemblée Générale à Saint-Ouen près de Saint-Denis, la veille de l'Assomption. Ses membres, qui comprenaient des princes des bannerets et des chevaliers, se montaient à cinq cents. Aux devoirs envers la religion, les veuves, les orphelins s'ajoutait celui de la fidélité envers le Roi. La décoration se composait d'une bague et d'une agrafe de mantel portant une étoile à six branches en émail blanc, cerclée d'un filet d'or au centre, un médaillon d'azur avec comme champ un soleil d'or. La devise de l'Ordre était : *Monstrant regibus astra viam* (Les astres guident les rois).

2. — L'Ordre de Saint-Michel, fondé le 1^{er} août 1469 par Louis XI. Il comprenait trente-six chevaliers, choisis parmi les gentilshommes de nom et d'armes. Les quinze premiers étaient nommés par le Roi, les autres élus au scrutin secret. L'ordre avait pour but la défense des droits de la couronne et l'autorité du souverain. Il avait à sa tête un Conseil de cinq officiers : le Chancelier, le Trésorier, le Greffier, le Héraut dit Mont Saint-Michel, plus en 1476, un Prévôt,

Maître des Cérémonies. Après la création de l'ordre du Saint-Esprit (1578), Henri III décide que les nouveaux Chevaliers seraient reçus auparavant Chevaliers de l'Ordre de Saint-Michel. En 1665, Louis XIV en fixe le nombre à cent ; à cette époque, l'Ordre fut décerné à des avocats, à des artistes, à des gens de lettres et à des fonctionnaires méritants. L'Ordre de Saint-Michel fut supprimé par la Révolution (Loi du 30 Juillet, 6 août 1791) ; il fut rétabli par Louis XVIII, le 16 novembre 1816. Il cesse d'être conféré en 1830. Son grand collier était formé de coquilles d'argent entrelacées l'une dans l'autre par des aiguillettes d'or, auxquelles était attaché une médaille représentant Saint-Michel foulant aux pieds le dragon. La devise de l'Ordre était : *Immensi tremor Oceani*.

Les Chevaliers portaient la Médaille suspendue à une chaîne d'or. La décoration était composée d'une croix d'or à huit pointes émaillées de blanc, cantonnées de quatre fleurs de lys d'or, chargées en cœur d'un Saint-Michel foulant aux pieds le dragon. Sur l'habit, les Chevaliers portaient le grand ruban de soie noire moiré, passé de l'épaule droite au côté gauche, auquel était attachée la croix de l'ordre ; (1)

Voici quelques noms coloniaux de l'Ordre de Saint-Michel :

1758 : Cochon-Dupuis, Premier Médecin de la Marine du Roi (2).

1769 : Poissonnier des Perrières, ancien Médecin du Roi par quartier (3).

1775 : Poivre, ci-devant Commissaire Ordonnateur de la Marine faisant les fonctions d'Intendant aux Isles de France, admis dès 1767 (4).

3. — L'Ordre du Saint-Esprit, créé par Henri III en décembre 1578, pour le maintien de la religion catholique et la restitution de la noblesse en sa dignité et son honneur, fut, au début, une mesure politique d'opposition à la Ligue.

(1) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations françaises 1911 f° 42.

(2) Comte de Colleville et F. Saint Christo. Les Ordres du Roi, Paris, Jouve et Cie, f° 143.

(3) Id., *Ibid.*, f° 145.

(4) Id., *Ibid.*

Il se composait de cent Chevaliers, y compris les prélats et grands officiers Commandeurs, nommés par le Roi à l'assemblée du Chapitre. Les étrangers n'étaient pas compris dans ce chiffre. Pour être nommé membre de l'ordre du Saint-Esprit, il fallait remplir trois conditions : faire preuve de noblesse ancienne, être de religion catholique et faire partie de l'ordre de Saint-Michel. Durant l'émigration, Louis XVIII procéda à des nominations dans l'ordre. Il le rétablit sous la Restauration, mais après la Révolution de Juillet 1830, il ne fut plus procédé à des nominations dans l'Ordre.

Le collier, en or émaillé, se compose de fleurs de lys, de trophées d'armes d'où naissent des flammes, des bouillons de feu et de lettres H couronnées. La décoration consiste en une croix d'or, à huit pointes pommetées d'or, émaillée de blanc par les bords, flamboyée d'émail vert au milieu, avec une fleur de lys aux quatre angles. Elle est chargée en cœur d'une colombe d'argent d'un côté ; de l'autre, elle présente l'image de Saint-Michel, aussi d'argent. La croix des ecclésiastiques représente une colombe des deux côtés (1).

Pour les Chevaliers, la croix était suspendue à un large ruban bleu céleste moiré, passé sur l'épaule de droite à gauche en forme de baudrier, (d'où le nom de Cordon Bleu), qui désignait couramment les titulaires de l'Ordre. Ces derniers portaient cette croix brodée sur le côté gauche de leur habit, avec une colombe au milieu et les angles garnis de fleurs de lys brodés en argent. La devise de l'Ordre du Saint-Esprit était : *Duce et auspice*.

Avec l'Ordre du Saint-Esprit, nous rentrons dans le cycle des récompenses conférées par le Roi à ses troupes de la Marine et des Colonies. Mais l'Ordre du Saint-Esprit n'était accordé qu'aux grands seigneurs, Gouverneurs Lieutenants Généraux, qui s'intitulaient alors Chevaliers des Ordres du Roi.

Voici quelques dignitaires de l'Ordre du Saint-Esprit pour les Colonies.

(1) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations françaises, 1911, f° 42.

Chevaliers

1757 : Etienne François de Choiseul, duc de Choiseul, pair de France, Maréchal des Camps et Armées du Roi, Ambassadeur Extraordinaire à Rome et à Vienne, Ministre des Affaires Etrangères (1) ;

1762 : 2 février. César, Gabriel de Choiseul, duc de Praslin, pair de France, Ambassadeur près leurs Majestés Impériales et Royales, Ministre des Affaires Etrangères (2) ;

1762 : 30 Mai. Charles, Eugène, Gabriel de la Croix, duc de Castries, Maréchal de France, Ministre et Sous-Secrétaire d'Etat du Département de la Marine, Commandant Général et Inspecteur du Corps de la Gendarmerie (3) ;

1767 : 1^{er} Janvier. Charles, Henri, Comte d'Estaing, Vice-Amiral de France, Lieutenant Général des Armées du Roi (4) ;

1784 : 1^{er} Janvier. Jean Baptiste, Donatien de Vimeur, Comte de Rochambeau, Lieutenant Général des Armées du Roi, Grand Croix de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis (5) ;

1784 : 1^{er} Janvier. François Claude, Amour, Marquis de Bouillé, Lieutenant Général des Armées du Roi, Gouverneur Général des Iles du Vent de l'Amérique, ci-devant Chambellan de Monsieur, frère du Roi (6) ;

4. — Henri IV crée en 1607, l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel qu'il réunit en 1608 à celui de Saint-Lazare. Ces ordres furent confirmés par Louis XIV et Louis XV, mais, à la Restauration, ils ne furent pas reconstitués. Le règlement du 21 Janvier 1779 confère trois petites croix de Notre-Dame du Mont-Carmel aux jeunes gentilshommes, élèves de l'école royale militaire. La croix portait d'un côté l'image de la Vierge et sur le revers un écusson à trois fleurs de Lys. Le ruban était cramoisi.

(1) Comte de Colleville et F. St. Christo : Les Ordres du Roi. Paris, Jouve et Cie, f° 38.

(2) Id., *Ibid.*, f° 40.

(3) Id., *Ibid.*, f° 40.

(4) Id., *Ibid.*, f° 46.

(5) Id., *Ibid.*, f° 46.

(6) Id., *Ibid.*, f° 47.

5. — L'Ordre de Saint-Hubert fut fondé en 1416 par Louis I, duc souverain de Bar. Bientôt, l'ordre passe aux ducs de Lorraine, au Roi Stanislas, enfin, à Louis XV. Sous la Révolution, cet ordre tint ses assemblées générales à Francfort. Reconnu par Louis XVIII en 1816, ce dernier revint sur sa décision en 1824. Dès lors, l'ordre s'éteignit. La décoration consistait en une croix à quatre branches émaillée de blanc, bordée d'or. Au centre, enchâssé dans un cor de chasse d'or figurait un médaillon de sinople sur lequel était représenté la conversion de Saint-Hubert. Au revers, sur fond d'azur, figuraient les armes du duché de Bar avec la légende : *Ordo nobilis sancti Huberti, institus anno 1416*. La décoration était portée suspendue à un ruban vert moiré liseré ponceau. Antérieurement à Louis XVI, le ruban était de couleur ponceau liseré vert. (1)

6. — Jusqu'ici, il avait fallu faire preuve de noblesse pour faire partie des ordres que nous venons de dénombrer. Louis XIV innove sur ce chapitre. Le 5 avril 1693 (2), il crée l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis. Le nouvel ordre avait pour but la récompense du mérite militaire sans distinction. Il était conféré à tout officier des armées de terre et de mer faisant profession de la religion catholique et justifiant de vingt-huit années de services ou d'une action d'éclat.

L'Ordre de Saint-Louis est inauguré le 10 mai 1693 à Versailles. Il est le père de l'Ordre National de la Légion d'honneur, car on sait qu'il y a beaucoup d'affinités et de ressemblances entre les règles des deux Ordres.

Les bas-officiers et les soldats en sont exclus. En fait, l'Ordre de Saint-Louis devint le privilège de l'aristocratie lorsque Louis XVI eut réglementé l'avancement et réservé aux seuls nobles le port de l'épaulette. Le Roi affecte à l'Ordre une dotation de 300.000 livres prise sur les revenus de la Couronne. Il en est le Grand-Maître. L'Ordre comprenait au début 8 Grands-Croix, 4 Commandeurs et un nombre illimité de Chevaliers.

(1) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations françaises, 1911, f° 42.

(2) Mazas (Alexandre), Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, 1860. Tome I, f° 28.

L'Edit d'avril 1693 prévoit pour les nouveaux Chevaliers les formalités du serment et de l'accolade ; les membres reconnus indignes sont dégradés (1).

L'ordonnance du 11 Juillet 1749 (2) condamne à la dégradation « des armes et de noblesse » et à vingt années d'emprisonnement avec exclusion définitive de tout emploi militaire, tout officier ou gentilhomme qui se pare, sans droit, de la croix de Saint-Louis, et punit des galères à perpétuité « toute autre personne qui, n'étant ni noble, ni revêtue du grade d'officier tombe dans le même cas ». L'Edit de Janvier 1779 porte le nombre des Grands-Croix à 40 et celui des Commandeurs à 80 ; celui du 21 août 1779 assigne comme siège à l'ordre l'Hôtel Royal des Invalides, à Paris.

Les grades sont les suivants :

1. — Chevalier (5 avril 1693, 2. Commandeur (5 avril 1693), 3. Grand-Croix (5 avril 1693), 4. Officier sans décoration (5 avril 1693) et officiers avec décorations spéciale en sautoir pour ceux de la deuxième catégorie, attachée sur la poitrine, pour ceux de la troisième (avril 1719), 5. Grand Officier, avec grand cordon et plaque (avril 1719). Les Grands-Croix jouissaient d'une pension de 4.000 livres ; les Commandeurs de 3.000 livres ; les chevaliers de 200 à 800 livres. Le ruban est de couleur rouge.

Sur huit titulaires, on avait au moins un Officier de Marine (3). Les navires qui s'étaient battus glorieusement portaient à leur grand mât la Croix de Saint-Louis. L'Ordre était administré par un Conseil dont la Présidence était assurée par le Chancelier, Garde des Sceaux, assisté de 2 Grands-Croix, 4 Commandeurs, 6 Chevaliers, renouvelables chaque année. Le Conseil était lui-même assisté de trois Officiers : le Trésorier, le Greffier et l'Huissier.

La Croix de Saint-Louis jouissait, sous l'Ancien Régime, d'un prestige immense. Elle ne fut pas supprimée par l'Assemblée Nationale par la loi du 30 juillet-6août 1791, les statuts de l'ordre ne reposant sur aucune distinction de nais-

(1) De Pierredon (Comte Michel) Contribution à l'Histoire des Ordres de mérite 1923. f° 24.

(2) Id. Ibid. f° 25.

(3) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion et les Décorations françaises, 1911, f° 45.

sance. Mais elle fut fondue avec l'Ordre du Mérite Militaire sous le nom de Décoration Militaire. Rétablie par Louis XVIII, en 1814, et recherchée par les tenants de l'Ancien Régime, la Croix de Saint-Louis ne fut pas reconnue par le Gouvernement de Louis-Philippe, d'où son extinction. Le Roi Charles X, par ordonnance du 14 juillet 1830, signée à Rambouillet, accorda les dernières décorations de l'Ordre de Saint-Louis.

La marque de l'Ordre est une croix à huit pointes pommetées émaillée de blanc bordée d'or; dans chaque angle, une fleur de lys d'or; au milieu, l'image de Saint Louis cuirassé d'or, couvert du manteau royal tenant de la dextre une couronne de laurier et de la senestre une couronne d'épines. Le fond du médaillon est rouge; il est parsemé de clous de la Passion, entouré d'un cercle d'azur sur lequel est inscrit la légende : « *Ludovicus Magnus instituit 1693* ». Au revers est un autre médaillon de gueules, à une épée flamboyante la pointe passée dans une couronne de laurier, liée par l'écharpe blanche; sur une bordure d'azur, on voit la devise de l'ordre : *Bellicæ virtutis præmium*.

L'Edit d'avril 1693 indique que les Chevaliers de l'Ordre de Saint-Louis portent la croix attachée sur la poitrine, les Commandeurs, en écharpe, et les Grands-Croix ajoutent, à la croix des Commandeurs une croix en broderie d'or sur le justaucorps et sur le manteau. L'Edit d'avril 1719 prescrit, en outre, que les grands Officiers ont droit au port du grand cordon et de la croix en broderie; les Officiers de la seconde catégorie mentionnée à celui de la croix « attachée à un cordon large », et les autres Officiers à la croix portée par les Chevaliers. Cet édit créait même un costume spécial pour les diverses catégories des membres de l'Ordre (1). Enfin, lorsqu'un Grand-Croix ou Commandeur de l'ordre de Saint-Louis recevait l'ordre du Saint-Esprit, il renonçait au grand cordon du premier ordre pour n'en plus porter que la croix. Il la suspendait généralement par un petit ruban rouge au bas du cordon du Saint-Esprit et à côté de la croix de cet ordre.

(1) de Pierredon. (Comte Michel) : Contribution à l'Histoire des Ordres de Mérite 1923 f° 32.

Les troupes chargées de la défense des Colonies de l'Inde et de l'Amérique se composaient de bataillons et de compagnies soumises à une organisation particulière; elles dépendaient directement du ministère de la Marine. Ces forces militaires savent résister durant toute la guerre de la Succession aux attaques des Anglais et des Hollandais réunis. Louis XVI, jaloux de témoigner sa satisfaction aux troupes coloniales, leur affecte une large part dans les récompenses accordées à ses armées de terre et de mer (1).

Aux Colonies, à certaines époques et après les hostilités, le Gouverneur Lieutenant Général recevait un certain nombre de croix de Saint-Louis à l'intention des Officiers de la garnison.

Par lettre du 2 septembre 1721 (2), le Gouverneur Général de Feuquières sollicite la Croix de Saint-Louis pour le Commissaire d'Artillerie aux Iles du Vent de Malherbe.

Par lettre du 26 avril 1721 (3), M. de Larnage, Lieutenant de Roi à la Martinique, réclame la Croix de Saint-Louis. Par lettre du 25 février 1722 (4), le Gouverneur Général de Feuquières informe le Conseil de Marine que le 20 janvier 1722, « étant à Sainte-Marie (Martinique), chez M. de Merville, il a reçu Chevalier de Saint-Louis M. de Larnage, conformément aux ordres et instruction ».

Par lettre du 22 avril 1721 (5), M. Binoist, Ingénieur du Roi à l'Ile de la Grenade, sous les ordres de M. de la Roulais, réclame la Croix de Saint-Louis; à la date du 27 septembre 1721, même requête de l'intéressé, qui est occupé à la construction d'un fort à la Grenade. Par lettre du 15 janvier 1722 (6), M. de Feuquières informe le Conseil de Marine qu'il a reçu l'Ordre, la lettre de Cachet et l'instruction de Sa Majesté pour recevoir en qualité de Cheva-

(1) Mazas (Alex.). Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de St-Louis, 1860. Tome I. f° 307.

(2) Archives Nationales : Colonies, C. 8. A. 28. Correspondance Générale. Marquis de Feuquières, Gouverneur Général.

(3) Id., *Ibid.*

(4) Id., *Ibid.*, 29. Correspondance Générale. De Larnage.

(5) Id., *Ibid.*, 29. Correspondance Générale. M. Binoist, Ingénieur.

(6) Id., *Ibid.*, 30, Correspondance Générale, Marquis de Feuquières, Gouverneur Général.

lier de Saint-Louis le sieur Durieux, Major à la Martinique, qui fut reçu par le Gouverneur Général à la date du 1^{er} janvier 1722. La Croix de Saint-Louis, destinée à M. de Larnage, était parvenue dans le même temps, mais ce dernier se trouvant souffrant chez son beau-frère, à la Capesterre de Sainte-Marie, le Gouverneur dut remettre la cérémonie au 20 janvier suivant, date de son passage dans cette localité, comme on l'a vu plus haut.

Les Officiers de Milices, par l'ordonnance royale du 1^{er} avril 1768 (1) concernant « la numération des Grâces de Sa Majesté auxquelles les Officiers de Milice auront droit et pourront prétendre » obtinrent l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, sous certaines conditions. Les Commandants de quartier, après 24 ans de commission d'Officier, les Capitaines, après 28 ans de commission d'Officier, les Lieutenants et Sous-Lieutenants après 36 ans. Les articles 3 et 5 de l'ordonnance sont importants. Le premier déclare que les années de guerre, pour l'obtention de ces grâces, comptent pour deux ans. Le second stipule que S. M. se réserve de récompenser par des grades, pensions et décorations, suivant les circonstances, ceux qui les auront méritées par des actions pendant la guerre, ou qui auront été blessés, et même de récompenser dans les personnes des veuves et des enfants ceux qui perdraient la vie pour la défense des Colonies.

A la date du 27 août 1781 (2), intervient une Ordonnance contenant les règles que Sa Majesté veut être observées pour la nomination aux places de Chevalier dans l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, à l'égard des Officiers employés au département des Colonies. Ce texte contient deux parties : la première concerne les « troupes réglées », la seconde les Milices Coloniales.

I. — *Troupes Réglées*. La Croix de Saint-Louis est accordée à tout colonel ayant dix-huit ans de services; au

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f^o 174.

(2) Id., *Ibid.*, Tome VI, f^o 157.

Lieutenant-Colonel et au Chef de Bataillon pour vingt ans de services; au Major pour vingt-deux ans; au Capitaine et au Lieutenant pour vingt-six ans. Les services du bas-Officier ou du Soldat seront comptés à raison de deux années pour une. Les services ne sont comptés qu'à partir de l'âge de quinze ans. Les mois d'une campagne de guerre sont comptés doubles. Les Officiers qui se sont distingués dans des occasions périlleuses par une action d'éclat, auront droit, quel que soit leur âge, à la Croix de Saint-Louis. L'action de bravoure est constatée par un procès-verbal. Sa Majesté ne donnera plus, à l'avenir, ni promesses ni expectatives de la Croix de Saint-Louis aux Officiers en activité de service, non plus qu'à ceux qui se retireront. Les Officiers réformés des Régiments qui ne sont pas rentrés au service ou n'y rentreront pas de dix ans, du jour de leur réforme, ne pourront prétendre à la Croix de Saint-Louis. Les Commandants en second des Isles principales seront assimilés aux mestres de camp; les Lieutenants-Colonels aux Lieutenants de Roi, les Majors de place aux Majors de Troupes et les Aides-Majors aux Capitaines.

II. — *Milices des Colonies.* Le règlement supprime les Officiers nommés à la suite des milices; les titulaires pourront prétendre à la croix de Saint-Louis, les Commandants de Bataillon obtiendront la croix de Saint-Louis après 28 ans de services effectifs, les Majors après 30 ans, les Capitaines après 32 ans, les Lieutenants après 36 ans. Les services de guerre leur seront comptés double comme Officiers des Troupes Régliées.

L'Ordonnance du 27 août 1781 est l'œuvre du Maréchal de la Croix de Castries, Ministre Secrétaire d'Etat au Département de la Marine. Dans un paragraphe *in fine*, elle se référerait, pour le surplus, à celle du 13 décembre 1779 (1) relative « aux Grâces militaires, avancements et Grades qui seraient accordées à l'avenir aux Officiers des Troupes et Etats-Majors employés au Département des Colonies ». Ce dernier texte dispose dans son article III que les Officiers de fortune ne pourraient obtenir la croix de Saint-Louis s'ils ne

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784. Tome V, f° 918.

sont au moins Lieutenants, qu'après dix ans au moins de services. Enfin, le rang de Colonel (art. 7), ne pouvait être accordé qu'à des Lieutenants-Colonels en pied, et après six ans de services en cette qualité.

Aux Colonies, les Chevaliers de Saint-Louis figurent dans les revues de leurs quartiers respectifs. Leur place se trouvait à la droite du rang des Gendarmes et des Volontaires.

Voici quelques noms de dignitaires et titulaires de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis.

Chevalier en 1698, Marquis de Vaudreuil, Capitaine de Vaisseau, Gouverneur du Canada, Grand'Croix de l'Ordre en 1721 (1). Marquis de Sorel (2), Capitaine Inspecteur, Chevalier de Saint-Louis le 8 mai 1693, Gouverneur Général de Saint-Domingue en 1718. Le Comte de Choiseul-Beaupré, Capitaine de Vaisseau (1705), Gouverneur de Saint-Domingue (1706), tué en commandant la *Thétis*, le 18 mai 1711. Chevalier de 1705 (3).

Cacqueray de Valmenier (Louis), Enseigne de Vaisseau (1693). Lieutenant de Roi à la Martinique (1715). Chevalier de Saint-Louis le 25 février 1713. Se retire le 16 août 1721. Mort à la Martinique le 18 août 1724 (4).

De Fayet, Capitaine de Frégate (1712), Gouverneur Général de Saint-Domingue en 1732 ; retiré le 1^{er} juin 1737, décédé à Saint-Domingue le 11 août 1737. Chevalier de Saint-Louis le 28 juin 1718 (5).

Dorvilliers, Major à Cayenne. Chevalier de Saint-Louis (1736) (6).

De Vaudreuil (Rigaud), Capitaine au Canada, Chevalier de Saint-Louis le 25 mars 1738 (7), Gouverneur Général de Saint-Domingue en 1753.

(1) Mazas (Alexandre) : Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, 1860, tome II, f° 105.

(2) Id. Ibid.

(3) Id. Ibid., f° 108.

(4) Id. Ibid., f° 114.

(5) Id., Ibid., f° 115.

(6) Id., Ibid., f° 133.

(7) Id., Ibid., f° 134.

De la Rocheguyon, Lieutenant de Roi à la Martinique. Chevalier de Saint-Louis en 1718 (1).

Le Roy de la Potherie, Capitaine aux Isles du Vent. Enseigne (1725), aide-major (1727), Capitaine (1733), Chevalier de Saint-Louis (1^{er} septembre 1748) (2).

Ganteaume, Capitaine de Milices à la Martinique. Chevalier de Saint-Louis le 19 juin 1756 (3). Reçu en 1758 à la Martinique par M. de Beauharnais, Gouverneur de cette colonie.

MM. Dargy, Goupil, de Combault, d'Auteuil, de Bussy, Capitaines dans les Troupes de Pondichéry, Chevaliers de Saint-Louis le 29 janvier 1751 (4).

De Bougainville, fait Chevalier de Saint-Louis le 18 février 1759 (5) (six ans de services).

En ce qui regarde la Compagnie des Indes, la valeur des croix de Saint-Louis accordées aux officiers à son service était payées par la Compagnie et non par le Roi (6).

Dupleix, Gouverneur de Pondichéry, Grand-Croix de Saint-Louis (28 juin 1749) (7).

Bertrand de la Bourdonnais, Gouverneur des Iles de France et de Bourbon (1735), Chevalier de Saint-Louis (1737) (8).

Marquis de Montcalm, Colonel du Régiment de l'Auxerrois. Chevalier de Saint-Louis (novembre 1740) (9). On a reconnu le héros du Canada (13 septembre 1759) Montcalm, en 1757, fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis ; en 1759, Lieutenant-Général.

Commandeur de Saint-Louis (1757), le Comte de Lally, Lieutenant Général. Il s'agit du Grand Capitaine des Indes (10).

(1) Archives Nationales : Colonies Martinique, 1719, n° 26, Correspondance Générale.

(2) Mazas (Alexandre) : Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, 1860, tome II, f° 154.

(3) Id. *ibid.*, f° 158.

(4) Id. *Ibid.*, Tome I, f° 166.

(5) Id. *Ibid.*, Tome II, f° 487.

(6) Id. *Ibid.*, f° 179.

(7) Id. *Ibid.*, Tome I, f° 180.

(8) Id. *Ibid.*, f° 436.

(9) Id. *Ibid.*, f°s 314 et 585.

(10) Id. *Ibid.*, f° 585.

Le brigadier d'Infanterie de Choiseul-Meuse, Major Général de la Martinique, Chevalier de Saint-Louis (1770) (1).

Le Marquis de Bouillé (Claude-François), Colonel du Régiment du Vexin, Gouverneur de la Guadeloupe, Chevalier de Saint-Louis (1770) (2). On a reconnu également le futur Gouverneur Général des Iles du Vent.

Le Comte de Rostaing (Philippe-Joseph), Commissaire Extraordinaire d'Artillerie, ancien élève de l'école de Metz, passe aux Indes, en 1741, pour donner « une forme à l'artillerie », y établir une école et une manufacture de poudre. Il organise l'artillerie à l'Île de France, y établit une raffinerie de salpêtre et un moulin à poudre. En 1748, il commande l'artillerie de terre et de mer du Chevalier de la Bourdonnais. Il dirige l'artillerie au siège de Madras. En 1749, il commande les habitants et les troupes de l'île de France et s'oppose au débarquement des Anglais. Chevalier de l'Ordre de Saint-Louis en 1748 (3), de Rostaing reçoit (1758) une pension de 1.000 livres du Roi pour la nouvelle pièce de canon qu'il a inventée. Il fut fait maréchal de camp en 1780 ; il est présent au bombardement du Havre, en 1759, par l'amiral anglais Rodney.

Capitaine de Clieu, des Troupes de la Marine à la Martinique. Chevalier de Saint-Louis (1725). On a reconnu celui qui importa aux Antilles le premier plant de caféier en mai 1723 (4).

Gaigneron Desravinières, Major des Milices du Fort-Royal, île de la Martinique, Chevalier de Saint-Louis le 21 juin 1774 (5).

De Pontevès, officier de Milices à la Martinique, reçu Chevalier de Saint-Louis le 20 octobre 1774 et Dupuy des Islets, officier de Milices de la Guadeloupe, reçu Chevalier de Saint-Louis le 22 octobre 1774 (6).

Le Chevalier Tascher de la Pagerie, Capitaine de port

(1) Mazas (Alexandre) : Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, tome I, f° 585.

(2) Id., Ibid.

(3) Id., Ibid.

(4) Id., Ibid., tome I, f° 309.

(5) Id., Ibid., tome II, f° 220.

(6) Id., Ibid.

à la Martinique ; de Valori, Capitaine des grenadiers au régiment de l'Île de France, Chevaliers de Saint-Louis en 1777 (1).

Relevons, « dans le service de mer » et parmi les dignitaires, (Grands Croix), (1778), le Comte d'Orvilliers, (1780), le Comte de Guichen (1784), le Comte de la Mothe-Picquet, le Comte de Barras Saint-Laurent, le Marquis de Vaudreuil (2).

De Pécault, chef de Brigade du régiment du Corps Royal de l'artillerie des colonies, Chevalier de Saint-Louis en 1784 (3).

Villaret de Joyeuse, Lieutenant de Vaisseau (1784, Chevalier de Saint-Louis (juillet 1783) reçu le 24 juin 1785 (4). L'Amiral Villaret de Joyeuse sera le futur Capitaine Général de la Martinique et de Sainte-Lucie.

Guy Coustard de Saint-Lô, ou Coustard (Guy), dit de Saint-Lô, originaire de la Croix des Bouquets (Saint-Dominique) Volontaire dans Choiseul-Dragons (1762) Capitaine de Cavalerie le 17 Janvier 1773, Chevalier de Saint-Louis le 25 Mai 1791. Lieutenant-Colonel au 2^e Régiment de Chasseurs le 6 novembre 1791, Coustard, futur général, sera fait membre de la Légion d'Honneur le 25 Prairial, An XII (5).

Chevaliers :

1698 — Grisafy de Grimaldi (de), Lieutenant de Roi de Montréal en Canada (6) ;

Brouilland (de), Gouverneur du Port Louis de Plaisance dans l'Île de Terre-Neuve (7) ;

1699 — Forbin de Gardane (Claude, Comte de), Chef d'Escadre des Armées Navales, Grand Amiral et Généralissime des Troupes du Roi de Siam (depuis mort Commandeur le 2 mars 1733) (8) ;

(1) Mazas (Alexandre) : Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, 1860, tome II, f^o 256.

(2) Id., Ibid., f^o 441.

(3) Id., Ibid., f^o 377.

(4) Id., Ibid., f^o 392.

(5) Liévyns, Verdol et Bégot. Fastes de la Légion d'Honneur ; 1847. Tome V, f^o 432.

(6) Comte de Colleville et F. Saint-Christo : Les Ordres du Roi, Paris, Jouve et Cie, f^o 178.

(7) Id., Ibid., f^o 179.

(8) Id. Ibid., f^o 179.

- Courbon (Louis de), Comte de Blénac, Capitaine de Vaisseaux du Roi, Gouverneur de l'Île de la Tortue et Côte Saint-Domingue (1) ;
- 1700 — Galliffet (Joseph de), Capitaine d'une Compagnie franche de la Marine, Commandant de l'Île de la Tortue et Côte Saint-Domingue, Gouverneur de l'Île de Sainte-Croix (2) ;
Pas de Feuquières (François du), Capitaine de Vaisseaux du Roi (3) ; Gouverneur de la Martinique ;
Gabaret (de), Capitaine de Vaisseaux du Roi, Gouverneur de la Martinique (4) ;
- 1703 — De la Varenne, Capitaine de Vaisseaux du Roi (5) ;
- 1715 — Larnage (le Marquis de), Capitaine de Vaisseaux du Roi en 1737, Gouverneur Général des Îles du Vent (6) ;
- 1717 — Bienville (Lemoyne de), Lieutenant de Roi à la Louisiane (7) ;
- 1724 — Rancogne, Colonel de Milices à Saint-Domingue (8) ;
- 1725 — Bouville, Major de l'Île Royale (9) ;
Lignery (de), Capitaine d'Infanterie au Canada ;
Egly, Major à Québec, de Gabaret, Capitaine et Ingénieur au Canada ;
Garanville (de), Capitaine d'Infanterie à Cayenne ;
Longuillière de Bellebrune, Capitaine aux Îles du Vent de l'Amérique (10) ;
- 1726 — Diozé, Lieutenant de Roi de l'Île Bourbon ;
Desfarges-Boucher, Gouverneur de l'Île Bourbon ;
Louvilliers de Poincy, Lieutenant pour le Roi de Marie-Galante (11) ;
- 1732 — *Commandeur* : Beauharnais (Charles, Marquis de), Lieutenant Général des Armées Navales, Gouverneur du Canada (12) ;

(1) Comte de Colleville et F. Saint-Christo : Les Ordres du Roi, Paris, Jouve et Cie, f° 179.

(2) Id. Ibid., f° 181.

(3) Id. Ibid., f° 182.

(4) Id. Ibid., f° 183.

(5) Id. Ibid., f° 190.

(6) Id. Ibid., f° 200.

(7) Id. Ibid., f° 364.

(8) Id. Ibid., f° 365.

(9) Id. Ibid., f° 365.

(10) Id. Ibid., f° 366.

(11) Id. Ibid., f° 367.

(12) Id. Ibid., f° 240.

Chevaliers :

- 1742 — Karrer (Chevalier Louis-Ignace), Colonel du Régiment de Karrer (1) ;
- 1751 — Duvivier, Commandant la Milice au Cul-de-Sac, à Saint-Domingue ; les Capitaines dans les troupes de Pondichéry ; Dargy, Goupil, Combault d'Auteuil (de), Bussy (de) (2) ;
- 1759 — Les Capitaines dans les Troupes du Canada : Herbin, Saintours des Chaillons, Bonne (de), Lorimier (de), La Pérade de la Naudière, Beaujeu de Villemonde, La Corne Saint-Luc, Léry (de), Bellestre ; les Officiers de Milices aux Iles du Vent : Hocquincourt (d'), Le Vassor, Ville (de), Baillardel La Reinty, Le Pelletier de Surierey, Roy (3) ;
- 1771 — *Grand' Croix* : Ennery (Comte d'), Maréchal de Camp, Commandeur en 1765 (4) ; Gouverneur Général des Iles du Vent, puis des Iles Sous-le-Vent de l'Amérique ;

Chevaliers :

- 1771 — Charitte (Chevalier de), ci-devant Major du Cap, Ile de Saint-Domingue ; Duplessis-Vigoureux, Major des Troupes de l'Inde ; Tortais de Keroant, Capitaine en second à la garde du port à Lorient (5) ;
- 1774 — Michon, Capitaine au Régiment de la Guadeloupe ; Hertel, Capitaine au régiment de l'Ile de France ; de Noailles (de), Prévôt Général de la Maréchaussée à Saint-Domingue (6) ;
- 1780 — Villiers (de), ci-devant Capitaine Commandant une Compagnie d'Artillerie de Saint-Domingue, Lieutenant de Roi à la Louisiane (7) ;

(1) Colleville et Saint-Christo : Les Ordres du Roi, f° 275.

(2) Id. Ibid., f° 371.

(3) Ibid, 373.

(4) Id. Ibid., f° 337.

(5) Id. Ibid., f° 375.

(6) Id. Ibid., f° 380.

(7) Id. Ibid., f° 393.

Année 1791

Chevaliers de Saint-Louis nommés en 1791 (1)

Barré de Saint-Venant, Chef d'Escadron dans la garde nationale parisienne, auparavant Capitaine de Dragons maîtres des Milices de Saint-Domingue — 41 ans 4 mois de services.

Paulpiquet de Coatles, Capitaine de Grenadiers au Régiment de la Martinique — 30 ans et 4 mois de services.

Gaudin (Jean-François), Commandant les Milices au Quartier de la Trinité à la Martinique — 30 ans 10 mois de services.

Gaudin de Beaumont, Commandant la paroisse du Gros Morne de la Martinique — 30 ans 10 mois de services.

Chevannes, Capitaine au Régiment de la Guadeloupe — 36 ans 9 mois de services.

Pontèves (Jacques-Antoine-Joseph), Capitaine-Commandant au Régiment de la Guadeloupe — 30 ans un mois de services.

Du Vivier (François-Marie), Lieutenant en troisième au Régiment du corps royal d'artillerie des Colonies, Gardemagasin de l'Artillerie à l'Île Bourbon — 24 ans 4 mois 9 jours de services.

Service des Colonies
Chevaliers

1814 — La Barthe (François-Jean-Anne-Caron), Commandant en second à la Martinique ; Boyer (Eugène-Edouard-Caron), Adjudant Commandant en second à la Guadeloupe ; Malherbe (de), Colonel du Régiment de la Martinique ; Vatable (Louis), Colonel du Régiment de la Guadeloupe ; Parny (Claude, Marquis de), Commandant d'Armes à Saint-Paul Île de Bourbon ; Rancey (Charles de), Lieutenant Colonel, Commandant un bataillon de

(1) Alex Mazas. Histoire de l'Ordre de St-Louis, 1860. Tome II, f° 493.

Milices à la Martinique ; Leroy de Chauvigny (Jean-René), Capitaine de Milices de Saint-Domingue en 1781 ; Barentin de Montchal (Charles-Antoine-Louis-Caron), ancien Capitaine au Régiment de la Martinique (1).

7. — L'Ordre du Mérite Militaire fut créé par Louis XV, le 10 Mars 1759, pour récompenser les services des Officiers protestants, notamment, les Suisses et autres étrangers qui servaient dans les Troupes royales, et ne pouvaient être admis dans l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis (2).

Les Officiers Suisses, de religion catholique, recevaient la Croix de Saint-Louis. Tel fut le cas du Capitaine Pick, officier suisse au Fort-Royal de la Martinique qui reçut la croix de Saint-Louis le 30 novembre 1753 (3).

L'Ordonnance du 10 mars 1759 institue « une marque extérieure de distinction » en faveur des officiers qui ne pouvaient être admis dans l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis (4). L'Edit du 13 août 1784 affecte 32.000 livres de rentes aux pensions de l'ordre. Comme dans l'ordre de Saint-Louis, les degrés y sont au nombre de trois « où un Chevalier peut monter à la dignité de Commandeur et un Commandeur à celle de Grand' Croix ».

Les conditions requises pour l'obtention de la croix du Mérite Militaire étaient les mêmes que celles de la Croix de Saint-Louis.

L'Ordonnance royale du 10 mars 1759 stipule la dégradation des membres indignes et prévoit contre les usurpateurs de la croix du Mérite Militaire les mêmes peines disciplinaires que pour l'ordre de Saint-Louis.

Les deux premiers grands-croix du Mérite Militaire furent le Comte de Waldner, Maréchal de Camp (10 mars

(1) Mazas. Histoire de l'Ordre de St-Louis, 1860, f° 469.

(2) Idem, Ibidem.

(3) Ruz de Lavison : Etudes Historiques et Statistiques sur la population de la Martinique, 1850, tome I, f° 386.

(4) Pierredon (Comte Michel de) : Contribution à l'Histoire des Ordres de Mérite, 1923, f° 45.

1759), et le prince de Nassau-Saarbruk (29 juin 1759). Les quatre premiers Commandeurs furent : le Baron Wurmser (10 mars 1759), le Baron de Dieskau (1), qui servit au Canada, le Baron d'Erlach, et M. Inner (29 juin 1759).

L'ordonnance royale du 1^{er} janvier 1785 créait des pensions en faveur des différents grades : les officiers allemands et suisses en étaient les bénéficiaires. En effet, jusqu'à la Révolution, le Mérite Militaire ne fut pas accordé aux Officiers français, ainsi qu'en témoigne le Cahier des Doléances, plaintes et remontrances du Tiers-Etat de la sénéchaussée de la ville et gouvernement de La Rochelle. Ce cahier sera remis aux députés de l'Ordre pour être présenté aux Etats Généraux (1789). Il dispose (art. 103) que « le Roi sera également supplié d'accorder aux officiers français non-catholiques la Croix du Mérite Militaire, en attachant l'obtention de cette récompense aux mêmes règlements qui sont observés pour les officiers français catholiques qui obtiennent la Croix de Saint-Louis » (2).

Nous avons dit ailleurs que le décret du 26 septembre 1791 confondit l'ordre de Saint-Louis avec celui du Mérite Militaire. Le Mérite Militaire devenait dès lors accessible aux officiers français et inversement. Mais la Convention Nationale, par un décret du 15 octobre 1792 (3), supprime le port de la Croix de Saint-Louis comme décoration militaire. A son tour, le Comte de Provence, devenu Louis XVIII, procède à des nominations dans le Mérite Militaire sous la Révolution, l'Empire et la Restauration. Les anciens statuts du 10 mars 1759 furent remis en vigueur suivant l'ordonnance du 28 novembre 1814 (4), le ruban devait être le même que celui de l'ordre de Saint-Louis. L'ordonnance du 22 mai 1816

(1) Mazas (Alexandre) : Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, 1860 ; tome I, f° 500.

(2) Archives Parlementaires de 1787 à 1860 : Recueil complet des Débats Législatifs et Politiques des Chambres Françaises, imprimé par ordre du Corps Législatif sous la direction de MM. Mavidal et Laurent, 1^{re} série (1787 à 1799), tome III, Etats-Généraux, suite des cahiers des sénéchaussées et bailliages, Paris 1868, in-8° p. p. 479 et 485.

(3) Pierredon (Comte Michel de) : Contribution à l'Histoire des Ordres de Mérite 1923, f° 47.

(4) Id., Ibid.

règle la préséance de l'Institution du Mérite Militaire par rapport aux ordres royaux de Saint-Louis et de la Légion d'Honneur ; les ordres de Saint-Esprit et de Saint-Michel avaient la prééminence sur tous les autres ; l'Ordre de Saint-Louis, le Mérite Militaire et la Légion d'Honneur venaient sur le même rang.

D'après l'ordonnance du 10 mars 1759, les insignes du Mérite Militaire étaient un ruban gros bleu avec une croix d'or à huit pointes pommetées et anglées de quatre fleurs de lys de même, au centre, de gueules, chargé d'une épée en pal, la pointe en haut, entouré de la légende : « *Pro virtute bellica* », au revers, une couronne de laurier avec la légende : « *Ludovicus XV instituit 1859* ».

Les dernières promotions de l'Ordre du Mérite Militaire remontent, pour la dignité de Grand'Croix, au 3 novembre 1827, et, pour le grade de Commandeur, au 29 octobre 1826 (1).

8° Le Médaillon de Vétérance, créé par ordonnance de Louis XV du 16 avril 1771, en faveur des soldats qui avaient servi pendant vingt-quatre ans sous les drapeaux, représente deux épées croisées sur une plaque ovale cerclée de cuivre et garnie de drap rouge. Il était porté à la boutonnière du côté gauche et valait trois chevrons d'ancienneté. Remis solennellement aux vétérans devant le front du régiment en parade, cette distinction fut conservée par la Révolution. On créa aussi de doubles médaillons de Vétérance pour récompenser quarante-huit années de services. Les Vétérans de la Marine, donc, ceux des troupes des colonies, portaient un modèle spécial, le Médaillon de Vétérance de la Marine, qui se différenciail du premier par une ancre comprise entre les deux épées en sautoir.

9° Par ordonnance du 15 janvier 1765 (2), Charles Théodat, Comte d'Estaing, Lieutenant Général, Gouverneur Général des Iles Sous-le-Vent rétablit les Milices et crée (Section IV) les Médailles de la Valeur et de la Vertu à

(1) Annuaire de l'Etat Militaire de France pour l'année 1830, f° 106.

(2) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784, tome IV, f° 812.

l'intention des mulâtres, griffes et noirs libres en service dans lesdites Milices.

Pouvaient être titulaires de la Médaille de la Valeur, les militaires qui avaient accompli à la guerre une action d'éclat, art. I, II, III). De même, dans la vie civile, la fidélité, la bonne conduite et le travail étaient récompensés par l'attribution de la Médaille de la Vertu (art. IV).

Les deux médailles devaient être d'argent, de forme ovale, percées dans leur partie supérieure, ayant d'un côté le nom de Sa Majesté et de l'autre, la devise : Prix de la Valeur ou Prix de la Vertu. Elles étaient portées à la boutonnière, celle de la Valeur, avec un ruban mi-partie blanc et bleu pour les Mulâtres et Griffes, et mi-partie noir et bleu pour les Noirs ; celle de la Vertu, au moyen d'un ruban mi-partie rouge et blanc par les Mulâtres et Grilles, mi-partie rouge et noir par les Noirs (art. V. VI, VII).

Une caisse spéciale accorde des gratifications aux titulaires des Médailles de la Valeur et de la Vertu. Les propositions sont établies par l'Intendant, les médailles décernées solennellement par le Gouverneur Général, avec un brevet le jour de la fête du Roi. Le Gouverneur, avant la remise de la Médaille qu'il accompagne de la formule : « C'est au nom de Sa Majesté que cette médaille vous a été accordée » (1), fait prêter à l'impétrant le serment de fidélité au Roi (art. XV et XVI).

Les usurpateurs des Médailles de la Valeur et de la Vertu étaient passibles d'un an de prison.

Il était entendu que l'on ne devait pas multiplier les Médailles, néanmoins, le nombre en était illimité. Le même titulaire pouvait obtenir les deux distinctions, qui devaient être renvoyées au Gouverneur Général, après le décès des titulaires. Le Gouverneur Général, au moyen d'un état spécial, faisait connaître au Secrétaire d'Etat de la Marine le nombre de Médailles décernées et les noms des bénéficiaires (art. XIX, XX, XXI) (2). Enfin, les Médailles accordées directement par le Gouverneur Général devaient faire l'objet d'un

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent, 1784, tome V, f^o 823.

(2) Id., *ibid.*, f^{os} 823-824.

rapport spécial au Secrétaire d'Etat de la Marine (art. XXII) (1).

Par le décret du 30 juillet 1791, l'Assemblée Constituante supprime tout ordre de Chevalerie, corporation, décoration, tout signe extérieur qui suppose des distinctions de naissance, sauf pour les militaires. Bientôt, les Ordres Militaires eux-mêmes, deviennent suspects. La Convention, à son tour, ordonne le dépôt des Croix de Saint-Louis aux municipalités.

Mais, déjà en 1789, les Cahiers du Tiers-Etat de Paris demandent aux Etats-Généraux, l'institution d'une récompense honorable, purement personnelle et non héréditaire décernée aux Citoyens de toutes les classes qui la mériteraient « par l'éminence de leurs vertus patriotiques ou l'éminence de leurs services ». En 1791, l'Assemblée Constituante discute d'une décoration unique, destinée à la récompense des vertus, talents et services rendus à l'Etat.

Les Consuls créent à la fin de 1799, des armes d'honneur à l'intention « des guerriers qui avaient rendu des services éclatants en combattant pour la République ». Ces armes sont des fusils, sabres, mousquetons ou carabines, haches de sapeur ou d'abordage, ainsi que des trompettes d'honneur, des baguettes de tambour d'honneur, garnis d'argent avec les noms des militaires auxquelles ces distinctions sont accordées et l'action à laquelle ils ont pris part. Les pointeurs habiles reçoivent des grenades d'or portées sur le parement de l'habit, d'après l'arrêté consulaire du 4 Nivôse An VIII, on compte que ces distinctions s'élèvent à plus de 1.800 (2) Leurs titulaires ont droit à une haute paie de cinq centimes par jour. Furent titulaires d'armes d'honneur :

1. — Angos (Bastien), canonnier au 8^e Régiment d'Artillerie à pied, qui fait à l'Ile de France les campagnes de 1792 à l'An VI et obtient une grenade d'honneur le 6 Frimaire, An XII (3).

(1) Moreau de Saint-Méry : Lois et Constitutions de l'Amérique-sous-le-Vent ; 1784. Tome V, f^o 824.

(2) Joseph Durieux, P. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations Françaises, Paris, 1911, f^o 1.

(3) Liévyns, Verdout et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur, Paris, 1843, f^o 461, tome I.

2. — Brouthière (François), Sergent au 89^e de Ligne qui prend part à l'expédition de Saint-Domingue en l'An X; est titulaire d'un sabre d'honneur en l'an XI (1);

3. — Degras (Joseph), dit Gras, canonnier au 3^e Régiment d'Artillerie à pied (10 octobre 1776). Il prend part à l'expédition de l'Inde sous le Marquis de Bussy. Sergent le 2 octobre 1782, il se distingue le 13 Juin 1783 à l'affaire de Gondelour. A la suite de la bataille de Hohenlinden (19 Brumaire, An X), il reçoit un sabre d'honneur (2).

4. — Maugin (Jacques), Grenadier au Régiment du Roi. Infanterie (14 mai 1784), Capitaine le 25 Floréal An X. Il prend part à la campagne des Antilles (affaire de Matouba-Guadeloupe), où il obtint un sabre d'honneur (3). Maugin fut, par la suite, promu Officier de la Légion d'Honneur le 25 Prairial, An XII et servit à la Guadeloupe jusqu'à la prise de l'île par les Anglais (4 février 1810) ;

5. — Hercule Damingue, dit Joseph, Soldat au régiment de Champagne-Infanterie (6 juillet 1793), Capitaine au 22^e Régiment de Chasseurs à Cheval, est breveté d'un sabre d'honneur en raison de sa conduite à Arcole (4).

On se souvient que le décret du 30 juillet 1791, supprimant tous les Ordres de l'Ancien Régime, réservait à l'Assemblée Nationale le droit « de statuer sur une décoration nationale unique qui pourrait être accordée aux vertus, aux talents, aux services rendus à l'Etat (5). De même, la Constitution du 22 Frimaire An VIII (art. 87) stipule qu'« il sera décerné des récompenses nationales aux guerriers qui auront rendu des services éclatants en combattant pour la République » (6).

En 1802, Bonaparte résolut de reprendre le projet de l'Assemblée Constituante et d'en développer le principe. Le projet se heurta à une vive opposition chez les républi-

(1) Liévyns, Verdot et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur, Paris, 1843, tome I, f^o 487.

(2) Id., Ibid., tome II, f^o 23.

(3) Id., Ibid., f^o 86.

(4) Id., Ibid., tome V, f^o 450.

(5) Ordres Français et Etrangers, 1903, chapitre I, f^o 2.

(6) Id., Ibid., f^o 3.

cains lors de sa présentation devant le Conseil d'Etat par Rœderer, le 4 Mai 1802. Il occupa quatre séances. Bonaparte défendit le projet en personne, il fut combattu par le Général Mathieu-Dumas, qui voulait faire de la décoration nouvelle un ordre strictement militaire ; par Berlier, qui, déjà, défendait les droits de la démagogie, prétendant que la nouvelle distinction allait fonder une aristocratie nouvelle (1). Pour Thibaudeau, on s'acheminait vers la création de hochets : « C'est avec ces hochets tant dédaignés qu'on fait des héros ! » riposta Bonaparte (2). Après une manœuvre parlementaire de dernière heure de Thibaudeau, qui réclame l'ajournement, le projet est adopté par 14 suffrages contre 10. Voté par le Tribunat à la majorité de 56 boules blanches contre 38 boules noires, le projet est voté par le Corps Législatif par 166 voix contre 110 (3).

La loi du 29 floréal An X (19 Mai 1802) crée l'Ordre de la Légion d'Honneur; elle fut promulguée le 9 Prairial suivant (29 Mai 1802). Bonaparte dénomma la nouvelle distinction du nom de la Légion d'Honneur, (*Legio honoraturum conscripta*), parce que les Romains désignaient du nom « d'honorati » les légionnaires qui obtenaient de leurs généraux, et quelquefois de la main de l'Impérator, des armes d'honneur, des couronnes ou d'autres récompenses militaires.

Aux termes de la loi précitée et des arrêtés consulaires des 13 et 23 Messidor An X, l'Ordre de la Légion d'Honneur comprend un Grand Conseil d'Administration et seize Cohortes. Chaque Cohorte compte :

- 7 Grands Officiers,
- 20 Commandants,
- 30 Officiers,
- 350 Légionnaires nommés à vie.

A chacune d'elle était alloué au Chef-lieu particulier, des biens nationaux portant 200.000 livres de rente, un hospice et des logements (4). Le Grand Conseil, composé des Trois

(1) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations Françaises, 1911, f° 2.

(2) Maréchal (P.) : Histoire Contemporaine, 1899, tome I, f° 207.

(3) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : Op. cit., f° 2. d'Honneur et les Décorations Françaises, 1911, f° 2.

(4) Manuel du Légionnaire : Rondonneau, 1808, f^{es} 7 et 19.

Consuls et de quatre Grands-Officiers, nomme les membres de la Légion.

Le légionnaire jure, sur son honneur, de se vouer au service de la République, de son Gouvernement, de ses Lois, de la Liberté et de l'Egalité. (Loi 29 Floréal, An X, art. VIII) (1).

La Légion, admit, en premier lieu tous les militaires qui furent titulaires des armes d'honneur, à dater du 24 septembre 1803. Dans la suite, elle comprit les militaires et marins qui avaient rendu des services à la guerre et les citoyens qui, par leurs talents et leurs vertus, avaient contribué à asseoir et à défendre le gouvernement de la République.

A la différence des ordres anciens de Chevalerie, destinés seulement à une aristocratie de naissance ou à une classe spéciale de la société française, la Légion d'Honneur constituait une corporation démocratique ouverte à toutes les ambitions nobles, une distinction qui comportait l'égalité dans le point de départ et à laquelle pouvaient prétendre, pour de méritoires services, tous les citoyens du pays (2). La Légion d'Honneur est destinée à récompenser les services civils, aussi bien qu'à honorer les services militaires, « les confondant dans la même gloire comme la nation les confond dans sa reconnaissance ». Elle n'exige que des services personnels, admettant à faire partie de cette élite tous les citoyens, quels que soient leur origine, leur classe, leur religion, leurs antécédents de famille.

Napoléon I^{er}, Empereur, inaugure le nouvel Ordre par une cérémonie solennelle, à l'occasion du quinzième anniversaire de la prise de la Bastille. Le dimanche 26 Messidor An XII (15 Juillet 1804), en l'Eglise Saint-Louis des Invalides, l'Empereur, après la prestation de serment et un discours du Comte de Lacépède, Grand Chancelier de l'Ordre, remet aux Grand-Officiers, Commandants, Officiers et Légionnaires les décorations contenues dans un plat d'or que lui présentait le Grand Maître des Cérémonies. La même cérémonie s'accomplit le 28 Thermidor, An XII (16 Août

(1) Manuel du Légionnaire : Rondonneau, 1808, f° 3.

(2) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations françaises 1911, f° 3.

1804) suivant au Camp de Boulogne. En présence des navires embossés dans la rade, les troupes furent massées en vingt colonnes aboutissant à un point convergent qui était une éminence où se trouvait placé le fauteuil de Dagobert, où l'Empereur était assis. Ce dernier lut la formule du serment. C'est aux cris de « Nous le jurons », poussés par les troupes, au bruit des fanfares et des salves d'artillerie, que s'accomplit la remise des aigles d'or et d'argent, contenus dans les casques et boucliers de Duguesclin et de Bayard, aux nouveaux Légionnaires, « aux braves de l'armée ». Des cérémonies semblables eurent lieu aux Colonies, en Belgique, en Hollande, en Italie et au Luxembourg.

Au début, l'Ordre de la Légion d'Honneur comprend quatre grades :

1. — Les Légionnaires (19 Mai 1802), dénommés ensuite Chevaliers (1^{er} Mars 1808) ;

2. — Les Officiers (19 Mai 1802) ;

3. — Les Commandants (19 Mai 1802), qui devinrent plus tard les Commandeurs, (17 février 1815) ;

4. — Les Grands-Officiers (19 Mai 1802), puis, les Grands Cordons ou Grands Aigles (2 décembre 1804 - 30 janvier 1805), puis Grands-Croix (21 Juin 1814) ; et enfin les titulaires du Collier (2 décembre 1804).

Napoléon, jusqu'à la première abdication (6 avril 1814), nomme 64 grands aigles, 137 Grands Officiers, 649 Commandants, 3.069 Officiers et 32.906 Légionnaires (1).

Ci-après, nous citons quelques Aigles d'Honneur :

Grands Aigles

De Beauharnais (Eugène), Prince de Venise, Archi-Chancelier d'Etat de l'Empire Français, Vice-Roi d'Italie, Grand Aigle du 2 février 1805 (2) ;

Amiral Bruix (Emile, Eustache), Chef de la 13^e Cohorte, Inspecteur Général des Côtes de l'Océan, Grand Aigle du 2 février 1805 (3).

(1) J. Durieux, L. Feuillâtre, M. Bucquet et Brasier : La Légion d'Honneur et les Décorations Françaises, 1911, f^o 4.

(2) Liévyns, Verdout et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur, 1843, tome I, f^o 304.

(3) Id. Ibid., f^o 366.

Amiral Villaret de Joyeuse (Louis Thomas), Capitaine Général Vicomte Pamphile de Lacroix, Commandant Général de la Martinique et de Sainte-Lucie, Grand Aigle du 2 février 1805 (1).

Grands-Officiers :

Général Comte Decaen, Gouverneur Général des Iles Maurice et Bourbon, Grand-Officier du 14 juin 1804 (2) :

Le sénateur Comte de Beauharnais, Grand-Officier du 30 juin 1811 (3) ;

Comte François de Neufchâteau, Avocat Général au Conseil Supérieur de St.-Domingue, Ministre de l'Intérieur, Grand-Officier du 25 Prairial An XII (14 juin 1804 (4) ;

Comte de Barbé-Marbois, ancien Intendant à Saint-Domingue, Président de la Cour des Comptes, Grand-Officier du 14 juin 1804 (5).

Commandants :

Moreau de St.-Méry, ancien Avocat au Conseil Supérieur de St.-Domingue, Conseiller d'Etat, Commandant du 14 juin 1804 ;

Général Gobert, qui prend part à l'expédition de la Guadeloupe, Commandant du 25 Prairial, An XII (6) ;

Général Comte Donzelot, Capitaine Général de la Martinique, du 25 Prairial, An XII (7) ;

Baron Malouet, Conseiller d'Etat ;

Général Donatien de Vimeur de Rochambeau, Commandant en chef de l'armée de Saint-Domingue, après la disparition du Général Leclerc ;

Le Commissaire Général de la Marine Baron Lescalier (Daniel) ;

Général Comte Boudet, de l'armée de Saint-Domingue (8) du 25 Prairial, An XII ;

(1) Liévyns, Verdot et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur, 1843, tome IV, f° 31.

(2) Id. Ibid., tome IV, f° 157.

(3) Id. Ibid., f° 454.

(4) Id. Ibid., tome II, f° 317.

(5) Id. Ibid., f° 228.

(6) Id. Ibid., tome III, f° 244.

(7) Id. Ibid., f° 181.

(8) f° 99.

Général Baron de la Houssaye ;

Officiers :

Général Léziart de Dudezerseul (Jean Julien), Directeur des Fortifications à la Martinique, 25 Prairial, An XII (1) ;

Général Marquis Law de Lauriston, Commandant de l'expédition du Rocher du Diamant à la Martinique, 25 Prairial, An XII (2) ;

Colonel Anouilh (Esprit), Chef de la 7^e 1/2 brigade de Ligne, blessé mortellement au Cap Français, le 9 Frimaire An XII, 25 Prairial, An XII (3) ;

Général Comte Mathieu Dumas, Chef d'Etat Major Général du Général de Rochambeau à l'Armée de Saint-Domingue, 25 Prairial, An XII (4) ;

Général Vicomte Pamphile de Lacroix, Commandant d'une division à l'Armée de Saint-Domingue aux combats de l'Artibonite, de la Crête à Pierrot, aux Matheux et à l'Arcahaïe 19 Frimaire, An XII (5) ;

Colonel Crabbé (Jean, Louis) Aide de Camp du Général Richepanse à la Guadeloupe, Aide de Camp du Maréchal Ney, promu officier le 25 Prairial, An XII (6) ;

Gras, dit Degras, Major d'Artillerie servit dans l'Inde sous Bussy, membre de la 8^e Cohorte de la Légion d'Honneur, Officier du 25 Prairial, An XII (7) ;

Commandant Pastre de Laval (Raymond) du Régiment d'Angoulême-Infanterie, prend part à l'expédition de Sainte-Lucie (30 Ventôse An III), Commandant du poste de la Soufrière, officier du 25 Prairial, An XII (8) ;

Puton (Frédéric) Baron de They, Chef de Bataillon à la 157^e 1/2 brigade, blessé de quatorze coups de sabre au combat du Môle Saint Nicolas (27 Brumaire An XI), Officier du 25 Prairial, An XII (9) ;

(1) Lévyns, Verdot et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur 1843. Tome III, f^o 192.

(2) Id. Ibid., f^o 324.

(3) Id. Ibid., tome I, f^o 461.

(4) Id. Ibid., tome II, f^o 289.

(5) Id. Ibid., tome III, f^o 465.

(6) Id. Ibid., tome I, f^o 514.

(7) Id. Ibid., tome II, f^o 23.

(8) Id. Ibid., tome II, f^o 110.

(9) Id. Ibid., tome II, f^o 135.

Général Dery (Pierre), de Saint-Pierre (Martinique), du 12^e Régiment de Chasseurs à cheval, Officier du 14 Mai 1807 (1).

Légionnaires :

Colonel Montbrun de Pomarède, originaire de Saint-Domingue, Légionnaire du 4 Germinal An XII (2).

Sergent Pascal (Antoine), originaire de St-Domingue, Légionnaire du 12 Prairial An XII, du 69^e Régiment de Ligne, Héraut d'armes de l'Empereur, et qui obtint plus tard de Louis XVIII la croix d'Officier (3) ;

Rostan (Louis, Achille), originaire de la « Paroisse de St-Laurent du Lamentin (Martinique) », sert au Bataillon Auxiliaire des Colonies ; il est fait légionnaire le 12 Prairial An XII (4).

Chef d'Escadron Abdallah d'Asbonne de la Garde des Mamelucks de l'Empereur, Légionnaire du 25 Prairial An XII ; officier du 9 août 1832 (5).

Vicomte d'Arnauld (Pierre, Louis), Capitaine au Régiment de Bassigny (32^e Régiment d'Infanterie), Général de Brigade, Légionnaire du 25 Prairial An XII, Officier du 8 mai 1809, Commandant du 12 Janvier 1813, Grand-Officier du 1^{er} Mai 1821, Chevalier de Saint-Louis le 21 janvier 1814 (6) ;

Général Comte Bailly de Monthion (François), reçoit le 25 Prairial An XII le brevet de légionnaire des mains du Premier Consul, Officier le 1^{er} Mars 1806, Commandant le 11 Juillet 1807 (7) ;

Capitaine de Cavalerie Chaponnel (Claude), de l'Armée de Saint-Domingue, fait Chef d'Escadron et Légionnaire (An VIII), après l'affaire de la Crête à Pierrot (8) ;

Capitaine Chevalier (Joseph), dit Beaucousin, des Milices

(1) Liévyns, Verdot et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur 1843. Tome IV, f° 83.

(2) Id. Ibid., f° 322.

(3) Id. Ibid., f° 370.

(4) Id. Ibid., f° 374.

(5) Id. Ibid., f° 380.

(6) Id. Ibid., f° 402.

(7) Id. Ibid., f° 428.

(8) Id., Ibid., Tome V, f° 72.

Coloniales, Colonel en 1812, Légionnaire le 25 Prairial, An XII, Officier le 17 Mars 1815 (1);

Contre-Amiral Collet (Joseph), de l'expédition de Saint-Domingue, Légionnaire du 25 Prairial, An XII, Officier du 3 octobre 1811, Commandant en 1823 (2);

Capitaine Delor (Etienne), Légionnaire le 25 Prairial, An X, officier de la Légion d'Honneur et Chevalier de Saint-Louis le 30 septembre 1816 (3);

Hercule Damingue, dit Joseph, originaire de la Havane, (Ile de Cuba), le 19 Mars 1761, Chef d'Escadron de Cavalerie de la Garde Impériale, Légionnaire du 15 Prairial An IV, pour sa brillante conduite à Arcole, Officier du 25 Prairial, An XII (4).

L'arrêté consulaire du 13 Messidor An X (2 Juillet 1802) ordonne la réception solennelle des membres de la Légion. La décision du Grand Conseil de la Légion du 3 Prairial An XII (23 Mai 1804) en excepte les membres étrangers « qui seront admis, et non reçus » (5). D'après la même décision, les étrangers ne sont pas astreints au serment et ne sont pas compris dans les effectifs fixés pour les différents grades.

L'arrêté consulaire du 24 Ventôse An XII (6) 15 mars 1804) stipule la dégradation des membres indignes de la Légion ; ce texte est le premier qui s'applique à la discipline de l'Ordre. On sait que le pouvoir disciplinaire a existé pour les ordres précédents, tels que ceux du Saint-Esprit, de Saint-Louis et du Mérite Militaire.

L'arrêté du Grand Conseil de la Légion d'Honneur du 4 Germinal, An XII (7) 25 mars 1804) institue un Comité de Consultation de la Légion d'Honneur, qui, est la première formation du Conseil de l'Ordre.

Le comité de Consultation était composé de neuf membres, les citoyens :

(1) Liévyns, Verdot et Bégat : Fastes de la Légion d'Honneur 1843. Tome V f° 450.

(2) Id., Ibid., Tome V, f° 108.

(3) Id., Ibid., f° 181.

(4) Id., Ibid., f° 450.

(5) Manuel du Légionnaire, Paris. Rondonneau, 1808, f° 46.

(6) Id., Ibid., f° 46.

(7) Id., Ibid., f° 41.

Chabert, Directeur de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort, légionnaire;

Fleurieu, Conseiller d'Etat, Président de la Section de la Marine, Légionnaire,

François de Neufchâteau, Sénateur, Légionnaire,

Gondin, de la Section d'Architecture de l'Institut National, Légionnaire,

Lacué, Conseiller d'Etat, Président de la Section de la Guerre, Légionnaire,

Joubert, Tribun, Légionnaire,

Siméon, Tribun, Légionnaire,

Tranchet, Sénateur, Légionnaire,

Neinar, Sénateur, Légionnaire,

Le décret du 10 Pluviôse An XIII (30 janvier 1805) fixe le nombre maximum des Grands-Cordons qui ne pouvaient être conférés qu'aux Grands-Officiers, au nombre de 60, sans compter les Princes Impériaux et les étrangers. Ses derniers peuvent recevoir le Grand-Cordon, sans avoir, au préalable, fait partie de la Légion.

Le décret du 1^{er} Mars 1808 (1) octroie aux membres de la Légion le titre de Chevalier déclarant que ce titre « transmissible à leur descendance masculine, directe et légitime, naturelle ou adoptive, par ordre de primogéniture, en se retirant devant l'Archichancelier de l'Empire, afin d'obtenir à cet effet, les lettres patentes et en justifiant d'un revenu net de trois mille francs au moins ». La Légion d'Honneur fut enfin dotée par Napoléon I^{er}, à l'instar des Légions romaines, d'une enseigne ou aigle légionnaire exécutée sur les dessins de l'architecte et Membre de l'Institut Peyre.

Aux termes du décret impérial du 2 Messidor An XII (2) (11 juillet 1804), la décoration de la Légion d'Honneur consiste dans une étoile à cinq rayons doubles. Le centre de l'étoile entouré d'une couronne de chêne présente avec la légende : Napoléon Empereur des Français, et, de l'autre, l'aigle français tenant la foudre et la devise : Honneur et Patrie.

(1) Manuel du Légionnaire. Paris. Rondonneau, 1808, f° 47.

(2) Id., Ibid., f° 75.

La décoration est émaillée de blanc, avec pointes non pommetées au feuillage léger, le lien qui réunit les extrémités inférieures des branches de feuillage n'a pas de bouts pendants ; un chevalet avec boule, dans laquelle passe l'anneau d'attache uni surmonte le rayon supérieur ; sur le médaillon l'effigie de l'empereur est laurée à droite sur fond rayonnant ; au revers, l'aigle sur fond uni regarde à gauche. L'étoile qui a un diamètre de 37 millimètres est en or pour les Grands-Officiers, Commandants et Officiers ; et en argent pour les Chevaliers.

Primitivement, le ruban devait varier avec les grades : rouge liseré blanc pour les Grands-Officiers ; bleu liseré de rouge pour les Commandants ; blanc liseré de rouge pour les Officiers, rouge sans liseré pour les Légionnaires, en vertu de l'article du 2 Messidor An XII (1). Mais, par la suite, l'Empereur se ravisa, et prescrivit le ruban rouge pour tous les grades.

En vertu du Sénatus-Consulte organique du 28 Floréal An XII (2) (art. 56), les titulaires des Grandes Dignités de l'Empire, les Grands-Officiers, prêtent serment en ces termes : « Je jure obéissance aux Constitutions de l'Empire et fidélité à l'Empereur. »

Le serment des Légionnaires a été aboli par le décret du 5 septembre 1870, mais, aux termes de l'article 30 du décret organique du 16 mars 1852, « l'officier chargé de la réception d'un militaire, le frappe du plat de l'épée sur chaque épaule et, en lui remettant son brevet, ainsi que sa décoration, au nom du Président de la République, lui donne l'accolade. »

Après la Légion d'Honneur, Napoléon crée trois autres distinctions.

1. — L'Ordre de la Couronne de Fer, fondé à Milan le 5 juin 1805 est destiné à récompenser les services rendus à la Couronne d'Italie, tant dans la carrière des armes que dans celle de l'Administration, de la Magistrature, des Lettres et des Arts. Cette distinction consiste dans la représentation de la couronne lombarde, surmontée d'un aigle, avec ces mots : « Dieu me l'a donnée, gare à qui y touchera ».

(1) Manuel du Légionnaire. Paris. Rondonneau, 1808. f° 47.

(2) Id. Ibid., f° 45.

Cet ordre, qui comprenait des dignitaires, des Commandeurs, des Chevaliers, fut inauguré solennellement à Milan par le Prince Eugène, Vice-Roi d'Italie, le 15 mai 1806. L'Ordre de la Couronne de Fer existe encore en Autriche.

2. — L'Ordre des Trois Toisons d'Or fut créé, le 15 Août 1809 à Schœnbrunn. Il devait comporter 100 Grands Chevaliers, 400 Commandeurs et 1.000 Chevaliers. Le Grand Chancelier de Lacépède fut chargé, le 24 septembre 1809 de remplir les fonctions de Grand Chancelier du nouvel ordre. Le 27 septembre 1813, un décret réunit cet ordre à celui de la Légion d'Honneur.

3. — Un décret du 18 Octobre 1811 rendu à Amsterdam crée l'ordre de la Réunion, pour la récompense des services rendus dans l'exercice des fonctions judiciaires ou administratives et dans la carrière des armes. Cet ordre comporte 200 Grands-Croix, 1.000 Commandeurs et 10.000 Chevaliers. L'ordre de la Réunion fut aboli par l'ordonnance royale du 28 Juillet 1815.

Enfin, il y a lieu de mentionner une Médaille Coloniale qui relève de l'Empire Français. La Médaille de l'Intrépidité et du Dévouement fut créée le 14 juin 1811 par le Général Janssens, Gouverneur Général des Etablissements alors Français des Iles de la Sonde. On sait que Napoléon, après l'abdication du Roi Louis de Hollande, avait, par décret impérial du 9 juillet 1810, réunit la Hollande à l'Empire. Cette médaille en argent, établie à l'intention des sous-officiers et soldats, devait porter gravée d'un côté, l'aigle impériale, et, sur le revers, le nom du bénéficiaire, avec l'inscription : « Intrépidité et Dévouement ». Cette marque de distinction donnait droit à une haute paie égale à la moitié de la solde, même après la retraite du titulaire. Cette médaille ne fut probablement accordée qu'aux trois militaires suivants : le sergent Mattijs, le grenadier Auguste Sawalette et le chasseur Iidia, qui s'étaient distingués lors de l'attaque anglaise de Saleira (Java), le 5 juin 1811 (1).

L'ordonnance royale du 21 juin 1814 stipule que la décoration de la Légion d'Honneur porterait à l'avenir, d'un

(1) E. Bauve : Anciennes Médailles Coloniales françaises. Aix-en-Provence. 1922. f° 8.

côté, l'effigie de Henri IV, Roi de France et de Navarre, et de l'autre, trois fleurs de lys avec la devise : « Honneur et Patrie ».

Le gouvernement de 1848 décide de replacer au centre de l'étoile : « Bonaparte Premier Consul - 19 Mai 1802 » et de l'autre côté : « République Française ».

Par décret du 31 Janvier 1852, le Prince-Président, restitue à la décoration de la Légion d'Honneur sa forme primitive avec la couronne à huit aigles. Le décret-loi du 16 mars 1852 stipule que le diamètre de l'étoile sera de 40 millimètres pour les Chevaliers et Officiers et de 60 millimètres pour les Commandeurs. Ce fut à cette époque que la législation de l'Ordre fut réunie en deux textes organiques, les décrets-lois des 16 et 24 novembre 1852 (1).

D'après le décret du 8 novembre 1870, la décoration consiste en une étoile à cinq rayons doubles, surmontée d'une couronne de chêne et de laurier. Le centre, entouré de branches de chêne et de laurier, présente la tête de la République avec l'exergue : « République Française. 1870 », et, de l'autre côté, deux drapeaux tricolores avec la devise : « Honneur et Patrie ». La plaque de Grand-Officier et de Grand-Croix portent au centre l'effigie de la République et, en exergue « République Française. 1870 » « Honneur et Patrie ».

Aux termes de la loi du 29 Floréal An X, le Premier Consul était, de droit, chef de la Légion d'Honneur et Président du Grand Conseil d'Administration (art. V) (2). A ce titre, dans certaines cérémonies, il porte le Grand Collier, qui est en or, formé de seize médaillons, correspondant aux seize cohortes, entourés de couronnes de chêne reliées entre elles par des aigles d'or.

Deux maillons formant chaînes en abeilles et étoiles viennent rejoindre le motif central représentant la lettre N, posé sur deux couronnes de feuillage d'or superposées, au bas duquel est suspendu une Grand-Croix de l'ordre couronnée. Ce Collier avait été offert à l'Empereur par la ville de Paris. Il a été remis par Joseph Bonaparte aux Invalides en 1843. Il

(1) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire, 1934
nos 5 et 14.

(2) Manuel du Légionnaire. Rondonneau, 1808. f° 2.

est conservé dans la crypte avec le Grand Cordon et une plaque portée par Napoléon I^{er}.

Depuis cette époque tous les souverains, successeurs de l'Empereur, ont porté le titre de Chef et de Grand-Maître de l'Ordre. En vertu du décret-loi organique du 16 Mars 1852 (art. 2), le Président de la République est le Chef Souverain et Grand-Maître de l'Ordre de la Légion d'Honneur. C'est le titre que prirent, après Napoléon III, tous les Chefs d'Etat qui se sont succédé jusqu'à nos jours.

Le collier actuel est en or ciselé. Il est formé de deux rangs de faisceaux consulaires séparés par des étoiles, au milieu desquels se trouvent seize attributs, avec le fermoir, enfermés dans des couronnes de chêne reliées par les initiales H. P. entrelacées. Les extrémités inférieures du collier se rejoignent sur une double couronne de chêne, de laurier et de palmes enrubannés avec, au centre, le monogramme R. F. auquel est suspendue une étoile de 81 millimètres. Au revers des médaillons est inscrit le nom d'un Président et la durée de sa magistrature. Le Président ne porte pas ordinairement le collier, à part le jour de son investissement, mais revêt les insignes du grade de Grand-Croix, dont il reste le titulaire de droit.

Depuis sa création, (29 Floréal, An X, 19 mai 1802), la Légion d'Honneur compte comme Grands Chanceliers :

Comte de Lacépède, qui en assumait par deux fois les fonctions au 3 fructidor An XI et pendant les Cent Jours (1^{er} Avril 1815).

Abbé de Pradt, Archevêque de Malines (7 avril 1814).

Vicomte de Bruges (13 Février 1815).

Maréchal Macdonald, Duc de Tarente, (2 Juillet 1815).

Maréchal Mortier, Duc de Trévise (11 septembre 1831), qui fut tué aux côtés du Roi Louis-Philippe (1835).

Maréchal Gérard (4 février 1836).

Maréchal Oudinot, Duc de Reggio, (17 Mars 1839).

Maréchal Molitor (23 Décembre 1848).

Maréchal Comte Excelmans (15 Août 1849).

Général Comte d'Ornano (13 août 1852).

Général Lebrun, Duc de Plaisance (26 Mars 1853).

Maréchal Pélissier, Duc de Malakoff (23 Juillet 1859).

Amiral Hamelin (24 Novembre 1860).

Général Comte de Flahaut (27 Janvier 1864), qui meurt rue de Lille le 2 septembre 1870.

Général Vinoy (6 avril 1871).

Général Faidherbe (28 février 1880).

Général Février (10 octobre 1889).

Général Davout, Duc d'Auerstadt (5 décembre 1895).

Général Florentin (23 septembre 1901).

Général Dubail (14 juin 1918), décédé au Palais le 7 Janvier 1934.

Général Nollet (9 Janvier 1934).

M. le Général Nollet (Edouard), Grand-Croix de la Légion d'Honneur, ancien Président de la Commission Militaire Interalliée de contrôle en Allemagne, Ancien Ministre de la Guerre, est le vingt-deuxième Grand Chancelier de l'Ordre de la Légion d'Honneur.

Grand-Croix de la Légion d'Honneur en Décembre 1925, M. le Général Nollet reçoit, en juillet 1928, la Médaille Militaire avec la citation suivante :

« S'est particulièrement distingué comme Commandant de Corps d'armée pendant la Guerre, puis, comme Président de la Commission Militaire Interalliée de contrôle en Allemagne. Dans les hautes fonctions de Ministre de la Guerre, a rendu au pays les services **les plus éminents.** »

M. le Général Nollet est l'une des plus hautes incarnations de la culture scientifique, s'alliant à des facultés inlassables de travail, suivant une de ses expressions favorites, de travail large » (1). Ces qualités, croyons-nous se greffent sur une très fine psychologie, témoin ces sages réflexions qu'on croirait extraites de Platon :

« Si la roche Tarpéienne s'est trouvée, pour tous les grands conquérants, si proche du Capitole, c'est parce qu'ils ont vu trop large et ont dressé contre eux une somme de forces antagonistes qui a eu tôt fait d'épuiser leurs réserves

(1) Général Nollet : Une Expérience de Désarmement; Cinq ans de contrôle militaire en Allemagne, 1932. Préface.

d'énergie », (1) et la remarque suivante, à propos du Dr. Stresemann : « Il est difficile de sonder les cœurs, mais il est plus facile de juger les actes » (2).

C'est à la fois à un noble cœur, à un grand caractère, en même temps qu'à un esprit toujours en éveil, qu'est échu la succession du Général Dubail. Ainsi que l'a affirmé la notice consacrée à M. le Grand Chancelier Nollet dans l'étude de notre savant collègue, M. Jules Renault, sur la Médaille Militaire, « ici le passé est garant de l'avenir, et avec le Général Nollet, la glorieuse lignée des Grands Chanceliers se perpétuera pour le plus grand prestige et le rayonnement de notre Ordre National » (3). La devise de M. le Grand Chancelier Nollet semble vouloir se concrétiser dans l'heureuse formule, illustrée par un autre esprit scientifique, Louis Pasteur : « En face du bien à répandre, le devoir ne cesse que là où le pouvoir manque ».

Le 13 Floréal An XII (3 Mai 1804), Eugène de la Ville sur Ilon, Comte de Lacépède, nommé Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, par décret du Premier Consul, le 3 Fructidor An XI (21 Août 1803), acquit pour en faire le siège de l'Ordre, le Palais du Prince Frédéric de Salm-Kyrbourg, moyennant le prix de 251.000 francs (4). Le terrain délimité par le quadrilatère quai d'Orsay, rue de Bellechasse, rue de Lille (anciennement rue de Bourbon), et rue de Solférino, était la propriété du Prince de Conti. L'édifice fut élevé, de 1783 à 1787, par l'architecte Pierre Rousseau.

Du côté du quai d'Orsay, on remarque une rotonde, des colonnes corinthiennes et des bustes à la romaine. A la base de la rotonde, on aperçoit six statues symboliques, sur les galeries extérieures, donnant sur la façade de la rue de Bellechasse, un certain nombre de bas-reliefs. Enfin, la rotonde est enserrée de trois côtés par des massifs de verdure.

Le Palais est situé au N° 64 de la rue de Lille. Son entrée se compose d'un arc de triomphe flanqué de chaque

(1) Général Nollet : Une expérience de Désarmement. Cinq ans de contrôle militaire en Allemagne, 1932. Partie II, Ch. V. f° 102.

(2) Id. Ibid., Chap. VI f° 106.

(3) Renault (Jules) La Médaille Militaire 1935 f° 39.

(4) Beaudza (Louis) : Le Palais de la Légion d'Honneur, 1928. f° 15.

côté d'une colonnade d'ordre ionique, qui s'appuie à des corps de bâtiments dont la masse est parallèle à celle de la porte d'entrée, et dont l'attique, orné de bas-reliefs de Roland, rattache ces corps avancés à la décoration et au motif de l'ensemble. La colonnade se réunit, dans l'intérieur de la cour d'honneur à celle des ailes, aux parties latérales de cette cour et forme sous les deux faces principales, un promenoir couvert et continu qui aboutit à un portique élevé, supporté par des colonnes d'ordre corinthien. Au centre de la cour d'honneur est un parterre. Le portique sus-indiqué est décoré à l'intérieur, d'un bas-relief, d'après l'antique, d'un très beau caractère, et qui surmonte les portes à incrustations de reliefs de bronze donnant directement accès au Palais.

Si l'on gravit quelques marches, on arrive à l'escalier d'honneur et au grand vestibule.

Des statues de bronze et de marbre remplissent les niches placées sur le pourtour du vestibule ou surmontent des piédestaux élevés sur la gauche et sur les portes donnant accès aux diverses salles du Palais.

Dans le vestibule, on remarque quatre statues. En bas de l'escalier, à droite, la Prière d'Abel, de Croisy, à gauche, le Jeune Pâtre, de Vauréal ; en haut de l'escalier, à droite, l'Odyssée, de Cavelier ; à gauche, la Pénélope, de Taluet.

Les six panneaux de la salle d'attente sont : le Palais de la Légion d'Honneur, vu du quai, par Lansyer, une Distribution des Prix dans la salle des Gardes du Château d'Ecouen, par Naulet ; une vue extérieure du château d'Ecouen, par Naulet, la maison des Loges, par Alexandre Desgoffe ; une Procession dans le Cloître de Saint-Denis, par Chardin ; une vue prise du Parc, de la Maison de Saint-Denis, par Paul Flandrin.

La Salle des Grands Chanceliers fait suite au Grand Vestibule. Cette salle est dotée d'un éclairage particulier au moyen de grandes baies ovales s'ouvrant sur un plafond vitré. Elle met en relief les portraits des vingt-deux Grands Chanceliers qu'elle renferme.

Les autres grands appartements sont : les salons de la Rotonde, de l'Aurore et des Muses, la Grande Salle à manger, le Cabinet du Grand Chancelier, la Salle du Conseil de

l'Ordre, les cabinets du Directeur et du Chef de Cabinet Militaire.

Le Salon, dit de la Rotonde mérite une mention particulière. Il sépare les appartements officiels des appartements privés. Il est orné de panneaux de glaces et de fresques remarquables. Les fresques de la partie supérieure présentent l'apothéose de Napoléon, fondateur de l'Ordre, par Maillot. Les fresques de la partie inférieure montrent Charlemagne couronné par la Victoire ; la création du Collège de France par François I^{er}, les conquêtes de Louis XIV, et Napoléon créant le Code Civil.

L'Hôtel de Salm, élégant édifice, qui vit passer Lieuthraud, et peut-être le Général Junot, Gouverneur militaire de Paris, (1) fut incendié le 23 Mai 1871 par les bandes de la Commune, après son occupation par le « Général Eudes ».

En 1872, le Grand Chancelier, Général Vinoy ouvrit, avec l'autorisation du Maréchal de Mac-Mahon, Président de la République, Grand-Maître de l'Ordre, une souscription parmi les Légionnaires pour le relèvement du Palais de Salm. La souscription recueillit une somme totale de 1.603.306 fr. 65 ; le travail de réfection fut exécuté par l'architecte Mortier pour une somme de 1.500.000 francs. L'inscription suivante gravée sur la façade du Quai d'Orsay **rappelle cet événement** :

« Ancien Hôtel de Salm, construit par Pierre Rousseau, de 1782 à 1786, acquis par la Légion d'Honneur en 1804 et affecté à la Grande Chancellerie. Restauré aux frais des Légionnaires après l'incendie de 1871 ».

Le Palais de la Légion d'Honneur a été, depuis trois ans, l'objet d'une complète restauration, d'abord intérieure, grâce aux efforts incessants de M. le Grand Chancelier Nollet, assisté de M. le Colonel Klein et de l'artiste délicat qu'est M. Jean de la Morinerie, architecte du Palais, sans cesse disposé à tenter de rapprocher l'architecture actuelle de l'édifice dont il a la charge de celle de son illustre prédécesseur, Pierre Rousseau, architecte du Prince de Salm.

En 1924, le Général Dubail, Grand Chancelier, eut

(1) Turquan (J.) : La Générale Junot, Duchesse d'Abrantès. 1914. f° 66.

l'idée de faire construire sur la façade de la rue de Belle-chasse le Musée de la Légion d'Honneur. Suivant l'appel adressé aux Légionnaires par l'ancien Commandant en Chef du groupe des Armées de l'Est, cette place « serait un lieu de pèlerinage où tous les Légionnaires de toutes les nations de l'Entente viendraient, devant les vestiges d'un passé magnifique, resserrer s'il est possible, les liens d'une amitié née de la lutte héroïque soutenue pour le Droit et pour l'Humanité. »

Le Musée de la Légion d'Honneur a été inauguré, le 25 Mars 1925, par le Président de la République Gaston Doumergue et le Général Dubail.

Il se compose de sept salles :

1. — La Salle des Ordres de Chevalerie ;
2. — Celle du Consulat et de l'Empire ;
3. — Celle de la Légion d'Honneur contemporaine ;
- 4°. — La salle Franco-Américaine ;
- 5°. — La salle des Armées Alliées ;
- 6°. — La salle consacrée à l'Ordre de Malte ;
- 7°. — La salle Michel de Pierredon.

Dans les diverses salles du Musée, des objets précieux viennent, de jour en jour, s'ajouter à ceux signalés dans une précédente étude (1).

C'est ainsi que, dans celle du Consulat et de l'Empire, l'attention du visiteur est attirée par :

1°. — Un minuscule tableau présentant la forme d'un camée, gravé par l'artiste Parent, représentant le petit Roi de Rome conduit et soutenu par sa Mère vers le buste de l'Empereur à l'aide du Grand Cordon de la Légion d'Honneur ;

2°. — Une épée et une paire de pistolets de luxe, offerts par Napoléon 1^{er} à l'Empereur Alexandre 1^{er} de Russie, don du Prince de Talleyrand au Musée ;

3°. — Les baguettes d'Honneur du tambour d'Arcole et une trompette d'honneur ;

4° — Le Grand-Cordon et la Croix du Grand Chan-

(1) Beaudza (Louis), Le Palais de la Légion d'Honneur, 1928, Paris, L. Fournier.

celier Maréchal Macdonald posés au bas de son portrait.

Si, au Palais, dans la Salle des Grands Chanceliers, figure un Officier Général du Génie, Gouverneur du Sénégal, le Grand Chancelier Faidherbe (1880), nous retrouvons dans la partie franco-américaine du Musée certaines de nos anciennes connaissances Maritimes et Coloniales. On remarque ici les portraits du Comte de Grasse, des Marquis de Rochambeau et de Bouillé.

Enfin, le Musée de la Légion d'Honneur est apparenté à celui de l'Impératrice Joséphine, situé au bourg des Trois-Islets (Martinique). Le premier fut inauguré à la date du 25 mars 1925; le second, le 7 février 1926 (1). Si le Musée de la Légion d'Honneur est dû à l'heureuse initiative du grand Capitaine qui résista vaillamment à Charmes et à la Chipotte, celui de la Martinique doit sa naissance à celle d'un Officier de la Légion d'Honneur, M. Hayot (Gabriel), Maire de la commune des Trois-Islets, où naquit Joséphine Tascher de la Pagerie.

Le Palais de la Légion d'Honneur est la résidence du Grand Chancelier. Créé par arrêté des Consuls du 13 Messidor, an X, ce haut dignitaire ne peut être choisi que parmi les Grands-Croix ou Grands-Officiers de l'ordre.

Sa première et la plus importante prérogative est dans la responsabilité de l'Administration de l'Ordre. A cet effet, il travaille directement avec le Chef de l'Etat. Il a entrée au Conseil des Ministres, toutes les fois que le Président juge convenable de l'y appeler pour discuter les intérêts de l'Ordre (2). Il présente au Chef de l'Etat les rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à la Légion d'Honneur.

Le Grand Chancelier préside et veille avec le Conseil de l'Ordre à l'observation des règlements de l'Ordre. Il est dépositaire du Sceau de l'Ordre (3).

De par le décret impérial du 24 Messidor, An XII, art. 1^{er} (4 février 1806), le Grand Chancelier est Grand Officier

(1) Beaudza (Louis). Le Palais de la Légion d'Honneur, Paris, L. Fournier, 1928, f^o 28.

(2) Décret-loi du 16 mars 1852, art. 47.

(3) Id., Ibid., art. 49.

de l'Empire. Dans l'ordre des présences, il vient immédiatement après les Ministres. Il vise les décrets concernant l'Ordre, désigne les Membres de la Légion d'Honneur chargés de recevoir les nouveaux admis. Il représente l'Ordre en Justice, contresigne les brevets des Légionnaires; il est ordonnateur secondaire pour les dépenses de la Légion d'Honneur. Ses prérogatives les plus importantes sont contenues dans les textes suivants : décrets des 29 Floréal, An x (19 mai 1802), 24 Ventôse, An xii, 26 mars 1816; 16 et 24 novembre 1852, 25 juillet 1873, 14 avril 1874, 20 décembre 1926, 25 juin 1934. Enfin, en matière répressive, c'est le Grand Chancelier qui met en mouvement l'action disciplinaire.

Le Conseil de l'Ordre siège au Palais de la Légion d'Honneur. Après l'incendie du Palais, en 1871, le Conseil se réunissait au N° 22 de la Place Vendôme.

La loi du 29 Floréal, An x, crée un Grand Conseil de la Légion d'Honneur composé comme suit :

Bonaparte, Premier Consul, Chef de la Légion, Président;

Cambacérès, Consul;

Lebrun, Consul;

Lucien Bonaparte, élu le 7 juillet 1802, par le Tribunal;

Kellermann, élu par le Sénat Conservateur le 2 juillet 1802;

Lacépède, représentant le Corps Législatif.

Le 18 mai 1804, jour de la proclamation de l'Empire, le Grand Conseil fut constitué comme suit :

Napoléon, Empereur des Français, Chef de la Légion, Président du Conseil de l'Ordre;

S.A.I. le Prince Joseph Bonaparte, Grand-Electeur, Grand Officier de la Légion d'Honneur;

S. A. I. le Prince Louis Bonaparte, Connétable de l'Empire, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

S. A. S. Mgr Cambacérès, Archi-Chancelier de l'Empire, Sénateur et Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

S. A. S. Mgr Lebrun, Archi-Trésorier de l'Empire, Sénateur, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

S. E. Mgr Kellermann, Maréchal de l'Empire, Sénateur et Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

Le Comte de Lacépède, Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

Dejean, Directeur, Ministre de la Guerre, Grand Trésorier d'Honneur, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

Firent partie successivement du Grand Conseil de l'Ordre : Louis Bonaparte en 1805, Eugène de Beauharnais et Murat en 1806, Berthier, Talleyrand en 1808 et le Prince Camille Borghèse en 1810 (1).

L'origine de l'actuel Conseil de l'Ordre se trouve dans le Comité de Consultation prévu par arrêté du Grand Conseil d'Administration du 4 Germinal, An XII (25 mars 1804). Ce Comité, qui était composé du Président du Sénat, trois Sénateurs, un Tribun, quatre Conseillers d'Etat, dont les Présidents des Sections de Législation, de la Marine et de la Guerre, le Directeur de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort et un membre de la Section d'Architecture de l'Institut, se réunissait au Palais de Salm, sur la convocation et sous la Présidence du Grand Chancelier.

Le Grand Conseil d'Administration de la Légion d'Honneur, le Comité de Consultation et les Seize Cohortes furent supprimés par l'Ordonnance royale du 19 juillet 1814. Le Comité de Consultation fut rétabli par l'Ordonnance du 5 juillet 1820, mais ce fut le décret du 24 mai 1851 qui donna au Comité de Consultation le titre de Conseil de l'Ordre National de la Légion d'Honneur qu'il a gardé jusqu'à nos jours.

Le décret-loi du 16 mars 1852 (art. 54), dispose que le Grand Chancelier préside le Conseil, qui est composé de dix membres. Depuis, la loi du 16 avril 1930 a porté ce nombre de dix à quatorze (2). Les membres du Conseil ont voix délibérative et sont choisis dans les différents grades de l'Ordre (3). Ils sont nommés par décrets et renouvelés par

(1) Liévyns Verdot et Bégat. *Fastes de la Légion d'Honneur*. 1843. Tome 1, f° 332.

(2) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire. 1934.

(3) Id., Ibid.,

moitié tous les deux ans. Les membres sortants peuvent être renommés.

Le Conseil de l'Ordre a deux sortes d'attributions : les unes, administratives, les autres, juridictionnelles. Il donne son avis :

1°. — Sur les modifications à apporter aux statuts et aux règlements de l'Ordre;

2°. — Sur la répartition des nominations et promotions dans la Légion d'Honneur entre les divers Ministères et la Grande Chancellerie;

3°. — Sur l'établissement du budget annuel de la Légion d'Honneur et sur sa répartition entre les différentes branches de service de la Grande Chancellerie;

4°. — Sur le règlement des comptes de recettes et de dépenses de ces services;

5°. — Sur les mesures de discipline à prendre envers les Membres de la Légion d'Honneur et les Médailleurs Militaires;

6°. — Sur toutes les questions pour lesquelles le Grand Chancelier jugera utile de provoquer son avis.

En vertu de l'article 53 du décret-loi du 16 mars 1852 (1), la Cour des Comptes est chargée de l'apurement et règlement des comptes annuels de la Légion d'Honneur.

La réorganisation du Conseil de l'Ordre date du décret-loi du 16 mars 1852 dont l'article 56 prévoit que le Grand Chancelier et le Conseil de l'Ordre veillent à l'observation des statuts, règlements et établissements qui en dépendent. Les textes antérieurs ne comportaient pas cette clause.

La loi du 25 mai 1738 stipule que les décrets portant nominations ou promotions dans l'Ordre de la Légion d'Honneur seront communiqués au Conseil de l'Ordre, qui vérifie si les nominations ou promotions sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur. La déclaration du Conseil de l'Ordre, à la suite de cette vérification, doit être obligatoirement mentionnée dans chaque décret (art. 3). Ce texte est complété par l'article 34 de la loi de finances du 16 avril 1895 qui prévoit un avis spécial en cas de proposi-

(1) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire. 1934.
f° 13.

tion pour services exceptionnels; le décret doit mentionner cet avis (1).

La formalité du serment pour les Légionnaires fut abolie par le décret du 5 septembre 1870. Le décret du 25 mai 1873 abroge, par son article 7, celui du 28 octobre 1870, pris par le Gouvernement de la Défense Nationale, et aux termes duquel « la Légion d'Honneur devait être exclusivement réservée à la récompense des services militaires et des actes de bravoure et de dévouement accomplis en présence de l'ennemi ».

Le décret du 28 octobre 1870 a son histoire : il constitue la dernière position du Gouvernement de la Défense Nationale lors de la proposition de suppression de l'Ordre de la Légion d'Honneur par Henri Rochefort.

Le Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur est composé comme suit :

M. le Général Nollet, Grand-Croix de la Légion d'Honneur, Grand Chancelier, Président;

M. le Vice-Amiral Le Bris, Grand-Croix de la Légion d'Honneur;

M. le Général Boichut, Grand-Croix de la Légion d'Honneur;

M. le Directeur Général Labbé, Grand-Croix de la Légion d'Honneur;

M. le Premier Président de la Cour de Cassation Lescouvé, Grand-Croix de la Légion d'Honneur ;

M. l'Ingénieur-Directeur Renault (Louis), Grand-Croix de la Légion d'Honneur;

M. l'Académicien Bédier, Grand-Croix de la Légion d'Honneur; (2)

M. le Recteur Charléty, Grand-Croix de la Légion d'Honneur (X) ;

M. le Médecin-Général Polin, Grand-Croix de la Légion d'Honneur;

M. le Général Lasson, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

M. le Président de Section du Conseil d'Etat Romieu, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

(1) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire. 1934, f° 13.

(2) Décédé le 30 août 1938.

M. le Colonel d'Aéronautique Wateau, Grand-Officier de la Légion d'Honneur;

M. le Gouverneur Général des Colonies Olivier (Martel), Grand-Officier de la Légion d'Honneur, nommé par décret du 20 mai 1936, en remplacement de M. le Gouverneur, Ministre Plénipotentiaire Lagarde (Léonce), Commandeur de la Légion d'Honneur, décédé à la date du 15 février 1936.

Le décès de M. le Ministre Plénipotentiaire Léonce Lagarde prive la France d'un de ses meilleurs artisans coloniaux. Par un effort patient et continu, ce colonial courtois et affable, avait su faire apprécier et aimer le nom, la civilisation et l'intelligence de la France en Afrique Orientale. Un éminent historien, Pierre de la Gorce, a exalté quelque part (1) le sort de ces hommes vaillants qui luttèrent, moururent à Frœchwiller (6 août 1870) et à qui « une Providence bien-faisante, plus encore que sévère, fermait à temps les yeux, n'entrevoyant la défaite qu'à travers les vagues et fuyantes perspectives de leur agonie ». De même, M. le Ministre Lagarde disparaît, trois mois avant d'assister au spectacle d'une dynastie, qu'il avait aimée et aidée de ses conseils, contrainte d'abandonner la direction des destinées de l'Empire d'Ethiopie.

Le Gouverneur Lagarde, alors Commandant d'Obock, fut le fondateur de la Colonie de Djibouti, en 1884 : ce fut lui qui plaça sous l'influence française les deux rives du golfe de Tadjourah (2).

M. le Ministre Plénipotentiaire Becq de Fouquières, Grand-Officier de la Légion d'Honneur, nommé par décret du 15 décembre 1937, en remplacement de M. le Directeur Général Bénac, Grand-Croix de la Légion d'Honneur, décédé à la date du 20 Octobre 1937 ;

M. de Barral de Montauvrard, Commandeur de la Légion d'Honneur, Secrétaire Général de la Confédération Nationale des Anciens Combattants, nommé par décret du 15 décembre 1937.

(1) De la Gorce (Pierre). Histoire du Second Empire, 1903. Tome VI, f° 416.

(2) Girault (Arthur). Principes de Colonisation et Législation Colon. 1922. Partie II, f° 77.

Les fonctions de Secrétaire du Conseil de l'Ordre sont assurées par notre distingué collègue, M. Vayssie, Chef du Bureau du Cabinet, Officier de la Légion d'Honneur.

Le Cabinet Militaire du Grand Chancelier comprend :

M. le Colonel de Cavalerie Klein, Officier de la Légion d'Honneur, *fidus Achates*, qui remplit avec distinction et bienveillance les fonctions de Directeur du Cabinet de M. le Grand Chancelier;

MM. le Lieutenant-Colonel de Cavalerie Stefani et le Commandant Marty, Officiers de la Légion d'Honneur, qui remplissent les importantes fonctions de Chef de Cabinet.

Les services de l'Administration comprennent :

1° — Le Bureau du Cabinet (Secrétariat du Conseil de l'Ordre, Discipline des Membres de l'Ordre, des Médaillés Militaires, Candidatures à la Légion d'Honneur, Budget, Personnel et Matériel);

2° — Le Premier Bureau (Administration et Traitements des Membres de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire);

3° — Le Deuxième Bureau (Administration des Maisons d'Education de la Légion d'Honneur, Secours, Legs et Fondations);

4°. — L'Agence Comptable (Comptabilité Générale, Rapports avec les services Financiers et la Cour des Comptes).

D'après l'ordonnance royale du 28 mars 1816, les grades dans la Légion d'Honneur sont :

- 1° — Grand-Croix;
- 2° — Grand-Officier;
- 3° — Commandeur;
- 4° — Officier;
- 5° — Chevalier.

D'après le décret du 7 juillet 1927, qui a modifié sur ce point l'article 13 du décret-loi du 16 mars 1852, les délais entre les grades sont ainsi fixés :

Huit ans pour le grade de Chevalier à Officier;

Cinq ans dans celui d'Officier pour Commandeur;

Trois ans dans celui de Commandeur pour Grand-Officier;

Trois ans dans celui de Grand-Officier pour Grand-Croix.

L'article 2 du même décret stipule que les propositions pour services exceptionnels doivent réunir obligatoirement les deux tiers des membres présents du Conseil de l'Ordre.

Le décret du 15 octobre 1937, qui modifie le décret précédent du 1^{er} août 1933, a fixé comme suit le tarif des droits de Chancellerie à verser par les Légionnaires :

Grand-Croix	1.000 Frs
Grand Officier	750 —
Commandeur	500 —
Officier	300 —
Chevalier	150 —

Le décret du 16 avril 1930 (1) a fixé le taux des arrérages annuels perçus par les Militaires Légionnaires :

Grand'Croix	6.000 Frs
Grand-Officier	4.000 —
Commandeur	2.000 —
Officier	1.000 —
Chevalier	500 —

En vertu de l'article 19 du décret du 25 juin 1934, ces traitements sont soumis à la règle de la prescription quaternaire (2).

L'Ordre de la Légion d'Honneur est propriétaire de l'Abbaye de Saint-Denis, du Château d'Ecouen et de la Maison des Loges, près de Saint-Germain-en-Laye, ce sont les Maisons d'Education de l'Ordre. Ces établissements, placés sous la haute autorité du Grand Chancelier, sont dirigés respectivement :

L'Etablissement de Saint-Denis par Madame la Surintendante Rogez (Adèle), Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Celui d'Ecouen, par Madame l'Intendante Lagneau, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Celui des Loges, par Madame l'Intendante Rogez (Elisabeth), Chevalier de la Légion d'Honneur.

(1) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire. 1934. f° 85.

(2) Journal Officiel de la République Française du 8 Juillet 1934. f° 6854.

Le principe de ces Maisons d'instruction se trouve dans le décret adopté par le Conseil d'Etat, le 30 novembre 1805, et approuvé par l'Empereur Napoléon 1^{er} à Schoebrunn, le 15 décembre 1805. Les Maisons d'Education dispensent l'instruction secondaire à huit cents jeunes filles de Légionnaires, de préférence à des orphelines dont les pères ont été tués à l'ennemi, ceci pour rester dans la pensée initiale du fondateur Napoléon 1^{er}. Le dernier état du droit pour les Maisons de la Légion d'Honneur est dans le décret du 18 décembre 1926 (1), dont l'article 3 est modifié par le décret subséquent du 29 avril 1933.

Les états de service de la Société de la Légion d'Honneur datent du 29 octobre 1921. Ses Présidents d'Honneur actuels sont M. le Président Lebrun et M. le Grand Chancelier Général Nollet. Son Président en activité est M. l'Amiral Le Bris, ancien chef d'Etat-Major Général de la Marine, Grand-Croix de la Légion d'Honneur, Médaillé Militaire, Membre du Conseil de l'Ordre (2).

Nous trouvons ici la solidarité en action. Les Légionnaires de tous pays se rencontrent là sous l'égide de l'assistance mutuelle, car la Société groupe plus de 50.000 membres répartis en 48 sections et 300 comités siégeant en France, aux Colonies et à l'Etranger, formant un total de 57.050 membres (3).

Les fonctions de Secrétaire Général de la Société furent, en premier lieu, assurées par le Colonel Petit, dont la disparition prématurée, en novembre 1934, donna lieu à de profonds regrets. C'est M. le Colonel Buttin, Commandeur de la Légion d'Honneur, dont la bonne grâce égale l'exquise courtoisie, qui, actuellement, assume ces fonctions.

La Société de la Légion d'Honneur a converti, à la date du 8 octobre 1927, en Maison de retraite pour Légion-

(1) Code de la Légion d'honneur et de la Médaille Militaire, 1934, f° 67.

(2) M. l'Amiral Le Bris est l'ancien Capitaine de vaisseau, commandant le croiseur « Suchet » (1902). L'Amiral Le Bris, assista aux Antilles, à l'éruption volcanique du 8 mai 1902 et rendit à la Martinique des services aussi héroïques que généreux en recueillant à bord de son navire un grand nombre de rescapés. (Note de l'auteur).

(3) Société de la Légion d'Honneur. Bulletin N° 43. Avril 1936, f° 14.

naires, le magnifique Château du Val, au Mesnil, dans la forêt de Saint-Germain, ancien rendez-vous de chasse sous Louis XIII et demeure historique du Maréchal et de la Maréchale de Beauvau au XVIII^e siècle.

Ce coup d'œil rétrospectif sur notre Ordre National serait incomplet si on n'y joignait pas les unités et établissements concourant à l'expansion de la France d'Outre-Mer, et dont les emblèmes sont décorés de la Croix de la Légion d'Honneur. Ce sont :

<i>Unités et Ecoles</i>	<i>Date des décrets</i>
1 ^{er} Régiment d'Infanterie Coloniale . .	21 mai 1910 ;
1 ^{er} Régiment d'Artillerie Coloniale . .	21 mai 1910 ;
1 ^{er} Régiment de Tirailleurs Sénégalais	27 février 1913 ;
24 ^e Régiment d'Infanterie Coloniale . .	13 octobre 1914 ;
Régiment Colonial du Maroc	13 novembre 1916 ;
Régiment de Marche de la Légion Etrangère	4 décembre 1917 ; 5 juillet 1919 ;
43 ^e Régiment d'Infanterie Coloniale	
Ecole Polytechnique	12 avril 1914 ;
Ecole Spéciale Militaire	16 décembre 1934 ;
Ecole du Service de Santé Militaire de Lyon	21 novembre 1934 ;
Ecole Principale du Service de Santé de la Marine de Bordeaux	20 octobre 1934 ;
Ecole Nationale de la France d'Outre- Mer	12 avril 1914 ;

Après les emblèmes, il y a lieu d'accorder une place d'honneur aux femmes courageuses des Colonies.

On cite, en premier lieu, une fillette de quatorze ans, Marie-Madeleine de Verchères, fille d'un gentilhomme dau-phinois, qui repousse, pendant un siège de huit jours, au manoir de l'Ile aux Prunes, au Canada, une attaque des Iroquois (1). Au cours de la célébration du quatrième cen-

(1) Hanotaux et Martineau. Histoire des Colonies Françaises, 1929. Tome I, f^o 76. — Revue des Deux Mondes, 1^{er} Septembre 1934. H. Bordeaux. France et Canada, f^o 127.

tenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier, M. Henry Bordeaux, de l'Académie Française, mit en relief ce beau fait d'armes dans son discours prononcé à Québec, le 30 août 1934.

Si, du Canada, on passe aux Iles d'Amérique, on y assiste à la conduite héroïque de Madeleine d'Orange, épouse Jean Valence, aïeule de Joséphine Tascher de la Pagerie, qui approvisionna la batterie de Saint-Sébastien, à Saint-Pierre-de-la-Martinique, pendant l'attaque de la flotte anglaise, les 6 et 7 juillet 1667. Dans ce duel glorieux avec la flotte anglaise, Madeleine d'Orange vit succomber son mari et son beau-frère, Claude Papin de Lépine (1).

A l'époque moderne, Mademoiselle Dodu (Juliette), Receveuse des Télégraphes à Pithiviers, sauve un corps d'armée en 1870, au moyen de renseignements fournis aux nôtres. Elle est décorée, par décret du 30 avril 1877, de la Médaille Militaire et nommée Chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 30 juillet 1878 (2). Née à Saint-Denis (Ile de la Réunion), le 15 juin 1848, Mademoiselle Dodu est décédée à Clarens (Suisse), le 24 octobre 1909; ses obsèques furent célébrées le 30 Octobre suivant à l'Eglise du Val-de-Grâce, à Paris .

Le créateur de la Médaille Militaire est le Prince Louis-Napoléon Bonaparte, Président de la République.

Après les Romains, distributeurs de phalères (3) (*phaleræ*), il faut en arriver à l'Edit de François 1^{er} du 24 juillet 1534, daté de Saint-Germain-en-Laye, qui accorde, par analogie avec le vieil insigne des chevaliers romains, l'autorisation, aux Colonels et aux Capitaines, de récompenser les actions d'éclat par l'attribution d'un anneau d'or. Nous avons men-

(1) Du Tertre. Histoire des Antilles habitées par les Français. 1667. Tome IV., f° 288. — Sidney Daney. Histoire de la Martinique 1846. Tome II., f° 173. — A. Dessales. Histoire Générale des Antilles. 1847. Tome I., f° 472. — Du Motey (Vicomte). Guillaume d'Orange et les Origines des Antilles Françaises. 1908. f° 289.

(2) Archives de la Légion d'Honneur. Dossier Dodu (Juliette), N° 20670.

(3) Homo (Léon). L'Empire Romain. La Défense du Monde 1926. Tome II, Chapit. I., f° 148. Pierredon (Comte Michel de). Contribution à l'Histoire des Ordres de Mérite 1923, f° 140.

tionné plus avant la plaque de Vétérance de la Marine ainsi que les Médailles de la Valeur et de la Vertu. C'est au fil de la Reine Hortense qu'il était réservé de créer une Médaille destinée à récompenser exclusivement les services militaires, par décret du 22 janvier 1852 (1).

La première Médaille est d'argent, d'un diamètre de 28 millimètres, avec l'effigie de Louis Napoléon, d'un côté, et de l'autre, dans l'intérieur du médaillon, la devise « Valeur et Discipline », surmontée d'un aigle. Le ruban est jaune liseré de vert.

La Médaille est destinée à récompenser les services militaires des Sous-Officiers, Caporaux ou Brigadiers, Soldats et Marins :

- 1° — Ayant accompli quatre campagnes effectives ;
- 2° — Cités à l'ordre de l'armée ;
- 3° — Qui ont reçu une ou plusieurs blessures en combattant devant l'ennemi ou en service commandé ;
- 4° — Qui se sont signalés par un acte de courage ou de dévouement ;

5° — A tous employés, gardes et agents militaires qui, dans les armées de terre et de mer, n'étaient pas considérés ou traités comme Officiers (art. 5 du décret du 29 février 1852).

La première distribution de la Médaille Militaire eut lieu au Jardin des Tuileries, le 21 mars 1852 (2), lors de la revue de la 1^{re} Brigade de la 1^{re} Division de l'armée de Paris. Ce fut à cette occasion que le Prince-Président prononça le discours inséré au *Moniteur Universel* du 22 mars 1852 (3).

Les titulaires de la Médaille Militaire ne forment pas, dans leur ensemble, comme les Membres de la Légion d'Honneur, un Ordre de Chevalerie. Un auteur, fort expert en la matière, nous indique « que le décret du 22 janvier 1852 a plutôt fondé une institution analogue à l'Institution du Mérite Militaire, créée par l'Ordonnance du 10 mars 1759 » (4). En effet, il y a lieu de reconnaître que le Mérite Militaire

(1) Renault (Jules). La Médaille Militaire. 1935, f° 21.

(2) Id., Ibid., f° 25.

(3) Id., Ibid., f° 26.

(4) Id., Ibid., f° 23.

était décerné aux Officiers étrangers, religionnaires pour la plupart, mais il faut constater surtout que le Mérite Militaire n'était point un Ordre de Chevalerie.

Les premières concessions de Médailles Militaires, au nombre de 48, furent publiées au *Moniteur Universel* du 26 mars 1852 (1).

Le décret du 8 novembre 1870 du Gouvernement de la Défense Nationale modifie l'insigne de la Médaille Militaire. Dorénavant, elle portera, d'une côté, l'effigie de la République avec l'exergue « République Française 1870 », et, de l'autre, la devise « Valeur et Discipline », l'aigle impérial étant remplacé par un trophée d'armes.

Le décret organique du 22 janvier 1852 accordait aux titulaires de la Médaille Militaire un traitement viager annuel de 100 francs. Ce taux a été porté à 200 francs par le décret du 16 avril 1930 (2).

Les décisions présidentielles des 13 juin et 7 juillet 1852 accordent la Médaille Militaire aux Officiers Généraux de la Guerre et de la Marine qui ont exercé des Commandements en chef et des fonctions ministérielles (3).

De même, les décisions présidentielles des 20 octobre 1888 et 24 octobre 1909 accordent la même distinction (4) :

1° — Aux Officiers Généraux qui ont exercé pendant deux périodes triennales, au moins, le commandement d'un Corps d'Armée, siégé au Conseil Supérieur de la Guerre et obtenu la Grand'Croix de la Légion d'Honneur;

2° — Aux Généraux de Division, Grand'Croix de la Légion d'Honneur, qui ont commandé un corps d'armée pendant plus de trois ans ou qui ont, pendant plus de trois ans, exercé ces hautes fonctions ou celles de Membre du Conseil Supérieur de la Guerre et rendu des services exceptionnels à la Défense Nationale.

(1) Renault (Jules). La médaille Militaire. 1935, f° 24.

(2) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire 1934. f° 85.

(3) Id., *Ibid.*, f° 119.

f° 119.

(4) Id., *Ibid.*, f°s 124 et 127.

Les décorés de la Médaille Militaire sont soumis aux mêmes règles disciplinaires que les Membres de la Légion d'Honneur, c'est-à-dire aux décrets organiques des 16 mars et 24 novembre 1852 et aux décrets des 25 juillet 1873, 14 avril 1874, 20 décembre 1926 et 25 juin 1934.

Les Régiments de l'Armée Coloniale décorés de la Médaille Militaire sont les suivants :

Régiment d'Infanterie Coloniale du Maroc du 5 juillet 1919;
Régiment de marche de la Légion Etrangère du 26 août 1919;

Les Ordres Coloniaux sont au nombre de cinq :

- 1° — L'Ordre du Dragon de l'Annam;
- 2° — L'Ordre Royal du Cambodge;
- 3° — L'Ordre de l'Etoile Noire du Bénin;
- 4° — L'Ordre du Nichan El-Anouar ;
- 5° — L'Ordre de l'Etoile d'Anjouan.

La réglementation de ces distinctions a été centralisée dans les décrets des 12 janvier, 10 et 23 mai 1896 et 14 juillet 1933.

Les Ordres Coloniaux comprennent cinq classes : Grand-Croix, Grands-Officiers, Commandeurs, Officiers et Chevaliers. L'ordre de l'Etoile Noire seule comprend le grade de Commandeur avec plaque au lieu de comporter le grade de Grand-Officier.

1° — L'Ordre du Dragon de l'Annam a comme fondateur l'Empereur d'Annam Dong-Khanh, successeur de l'Empereur Tu-Duc. Le ruban de cet ordre est vert avec un liseré rouge;

2° — L'Ordre Royal du Cambodge a pour créateur Norodom I, Roi du Combodge, le 8 février 1864. Son ruban est blanc avec un large liseré jaune;

3° — L'Ordre de l'Etoile Noire et de Porto-Novo, créé le 1^{er} décembre 1889, par le Roi de Porto-Novo, Toffa. Le ruban de l'Ordre est bleu ciel;

4° — L'Ordre du Nichan El-Anouar a eu comme fondateur, en octobre 1887, le sultan Tadjourah Hamed ben Mohamed. Son ruban est bleu foncé, avec bande centrale blanche;

5° — L'Ordre de l'Etoile d'Anjouan forme une distinction spéciale; elle englobe : l'Etoile du Comore, l'Etoile du

Moheli et l'Etoile d'Anjouan. Cette dernière a eu le privilège de devenir un ordre colonial. La réorganisation de la distinction est l'œuvre du sultan Mohamed Saïd Omar. Le ruban est bleu ciel avec deux étroits liserés orange de chaque côté.

A la suite des Ordres coloniaux français, il convient de mentionner deux Ordres étrangers qui, par leur attribution commune aux Troupes des colonies, demeurent les voisins des premiers. Ce sont :

1° — L'Ordre du Nichan Iftikar, créé en 1837, par le Bey de Tunis Ahmed Bey. Cette distinction a reçu des modifications en 1844, 1855, 1857; elle est conférée par S. A. le Bey de Tunis. Elle comprend cinq classes : Grand-Croix, Grand-Officier, Commandeur, Officier et Chevalier. Le ruban est vert jaune comportant, de chaque côté, deux étroits liserés rouges.

2° — Le Dahir du Sultan du Maroc du 11 janvier 1913, en même temps qu'il supprime l'ancien Ordre du Ouissam Hafidien, crée le Ouissam Alaouite Chérifien. Cette distinction, d'après le Dahir du 5 avril 1934 (20 Hija 1352), comprend cinq classes : 1^{re} classe (Grand-Cordon) ; 2^e classe, (Grand Officier) ; 3^e classe (Commandeur) ; 4^e classe (Officier) ; 5^e classe (Chevalier). Le ruban de cette distinction est de couleur orange, marqué aux deux extrémités par deux raies blanches.

Aux termes du décret du 14 juillet 1933 (art. 6) (1), nul ne peut être décoré d'un ordre colonial s'il ne réunit dix ans de services civils ou militaires et s'il n'est âgé de vingt-neuf ans révolus.

1° — Au premier rang des distinctions commémoratives, il faut compter la Médaille de Sainte-Hélène, créée en 1857 par l'Empereur Napoléon III, en souvenir des militaires des armées de terre et de mer français et étrangers qui combattirent dans les armées françaises de 1792 à 1815. L'insigne représente un entourage de lauriers surmonté de la couronne impériale, d'un côté, l'effigie de Napoléon 1^{er} laurée, de l'autre la légende : « Campagne de 1792 à 1815. A ses compagnons de gloire, sa dernière pensée, 5 mai 1821 ». Le ruban est vert foncé alterné par cinq raies rouges verticales.

(1) Code de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire. 1934.

2° — La Médaille commémorative de l'expédition de Chine (1860), tire son origine du décret du 23 janvier 1861. Cet insigne présente, sur la face, les noms des rencontres de l'expédition : « Takou, Chiang-Kia-Wan, Palikiao, Péking », et de l'autre, « Expédition de Chine - 1860 ». Le ruban est bleu avec le mot « Péking » en jaune.

3° — La Médaille du Mexique est créée par Napoléon III suivant le décret du 29 août 1863. Elle est en argent, et présente, d'un côté, l'effigie de Napoléon III, Empereur, et, de l'autre, les mots « Cumbres, Cerro-Berrego San Lorenzo, Puebla, Mexico », avec la légende « Expédition du Mexique, 1862-1863 ». Le ruban est blanc, traversé d'une bande rouge posée en croix sur une bande verte, brochée au centre par l'aigle mexicain tenant en son bec un serpent.

4° — La loi du 6 septembre 1885 crée la Médaille du Tonkin. L'insigne est en argent : il représente d'un côté l'effigie de la République casquée dans un entourage de lauriers ; de l'autre côté, on voit l'inscription « Tonkin, Chine, Annam, 1885 », avec au centre Sontay, Bac-Ninh, Fou-Tchéou, Formose, Tuyen-Quan, Pescadores. Le modèle consacré à la Marine porte l'inscription Can-Giaï. Le ruban de la Médaille du Tonkin est jaune avec quatre raies verticales vertes.

5° — La Première Médaille commémorative de Madagascar a été créée par la loi du 31 juillet 1886, en souvenir de la première expédition dans la Grande Ile de l'Océan Indien. Cette distinction, en argent, représente, à l'avvers, l'effigie de la République et, au revers, la mention « Madagascar, 1883-1886 ». Le ruban est mi-vert, mi-bleu, marqué de raies horizontales.

6° — C'est le décret du 24 novembre 1892 qui crée la Médaille du Dahomey à l'intention des Officiers, Marins et Soldats qui prirent part aux colonnes du Dahomey et du Soudan. L'insigne porte, au revers, la légende « Dahomey ». Le ruban se compose de raies verticales (trois jaunes et quatre noires avec liserés jaunes).

7° — La deuxième Médaille commémorative de Madagascar est réservée aux Militaires et Marins qui ont participé à la deuxième campagne de Madagascar (8 décembre 1894-

31 décembre 1895). C'est une création de la loi du 15 janvier 1896. La Médaille est en argent : le ruban porte également une agrafe en argent formée de branches de chêne et de laurier réunies avec la mention « 1895 ».

Les titulaires de la Médaille de Chine, sont, aux termes de la loi du 15 avril 1902 et du décret du 1^{er} juillet 1902, les Officiers, Sous-Officiers, Soldats, Marins, civils, qui ont pris part à l'expédition de Chine de 1900-1901, ou qui ont contribué à la défense des légations. La médaille est en argent et porte, d'un côté, l'effigie de la République coiffée du casque colonial avec la légende « République Française » et, de l'autre, des insignes militaires et la mention « 1900-Chine-1901 ». Le ruban est jaune avec quatre raies verticales vertes et est soutenu par deux dragons. L'agrafe d'argent porte la même mention que la Médaille.

9° — La loi du 22 juillet 1909 accorde la Médaille commémorative du Maroc aux Officiers, Sous-Officiers, Soldats et Fonctionnaires civils qui ont pris part aux diverses opérations dans ce pays. L'insigne est en argent : il représente, à l'avvers, la République casquée avec les mots : « République Française » et, au revers, des insignes militaires et le mot « Maroc ». Le ruban de la médaille, qui est de couleur vert clair, comporte une large raie blanche verticale et deux autres raies plus petites aux extrémités et est joint à la médaille par une bélière, formée de branches de laurier reposant sur le Croissant. La médaille est portée avec les agrafes « Casablanca », « Oudjda », « Haut-Guir ».

10° — La Médaille Coloniale est une création de la loi de finances du 26 juillet 1893 (art. 75), à l'effet de récompenser les services militaires aux Colonies et dans les pays de protectorat.

La Médaille est en argent. D'un côté, elle représente l'effigie de la République avec l'exergue « République Française », de l'autre côté, la sphère terrestre reposant sur un faisceau de drapeaux avec l'inscription « Médaille Coloniale ».

Le ruban de la Médaille Coloniale est de couleur bleu ciel avec une bande blanche verticale et des liserés blancs.

Il se porte orné d'agrafes ou barrettes sur lesquelles sont inscrites les campagnes auxquelles le titulaire a pris part.

Les barrettes en or portent les mentions : de l'Atlantique à la Mer Rouge (mission Marchand) ; Mission Saharienne ; Gabon-Congo ; Centre Africain.

Les barrettes en argent portent les noms de : Adrar, Afrique Occidentale Française, Algérie, Centre Africain. Cochinchine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Côte d'Or, Dahomey, Gabon-Congo, Guinée Française, Guyane, Haut-Mékong, Haut-Oubanghi, Iles de la Société, Iles Marquises, Laos et Mékong, Madagascar, Mauritanie, Nossi-Bé, Nouvelle-Calédonie, Sahara, Sénégal et Soudan, Tchad, Tonkin, Tunisie.

La médaille Coloniale a été depuis sa création (1893), augmentée d'un grand nombre barrettes, en outre de celles citées plus haut. Le décret du 6 mars 1894 détermine les actions ou campagnes donnant droit à l'obtention de la Médaille. L'article 77 de la loi de finances du 13 avril 1898 attribue la Médaille Coloniale aux fonctionnaires civils qui ont pris part aux opérations de guerre aux Colonies. Le décret du 30 juin 1903 donne la nomenclature des missions d'études ou d'explorations donnant droit à la Médaille Coloniale.

La loi du 9 novembre 1911 crée une Médaille commémorative en faveur des anciens combattants de tous grades qui ont pris part à la campagne de 1870-1871.

La Médaille Coloniale sans agrafe a été réglementée par la loi du 27 mars 1914 et le décret subséquent du 5 octobre 1920.

La Croix de Guerre a été créée par la loi du 8 avril 1915. Elle commémore les citations individuelles à l'ordre du jour pour faits de guerre durant les hostilités de 1914 à 1918. Cette distinction présente l'effigie de la République. Le ruban est vert rayé rouge ; il peut être orné des marques suivantes :

- 1° — La palme, pour la citation à l'ordre de l'armée ;
- 2° — L'étoile de vermeil, pour la citation à l'ordre du corps d'armée ;
- 3° — L'étoile d'argent, pour la citation à l'ordre de la division ;

4° — L'étoile de bronze, pour la citation à l'ordre de la brigade ou du Régiment (1).

L'armée de Mer bénéficie, dans les mêmes conditions que les troupes de terre, de la Croix de Guerre.

Le décret du 23 avril 1916 a complété les dispositions prévues par la loi du 8 avril 1915 précitée. La Croix de Guerre peut être conférée aux civils, qui, pendant les hostilités, ont bénéficié d'une citation.

La Croix de Guerre, pour les Théâtres d'Opérations Extérieures, a été créée par la loi du 30 avril 1921. Elle fait l'objet d'un arrêté du Ministre de la Guerre, en date du 18 octobre 1921. Cette distinction récompense les citations pour faits de guerre obtenues par les militaires en service en Orient, au Levant, au Maroc, en Afrique Equatoriale Française et ceux faisant partie des missions militaires françaises dans les Pays Baltes, Haute-Silésie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, Russie, Caucase, Sibérie, Hongrie et Roumanie.

Le droit de citation est attribué au Maréchal de France, Résident Général au Maroc, ainsi qu'au Haut Commissaire de Syrie, pour les faits postérieurs à l'arrêté du Ministre de la Guerre du 18 octobre 1921 susvisé.

La Médaille Commémorative de la Grande Guerre a fait l'objet de la loi du 23 juin 1920 et celle de la Victoire est une création de la loi du 20 juillet 1922.

La loi du 18 juillet 1922 et le décret du 12 septembre 1922 créent la Médaille dite de Syrie en faveur des militaires et marins qui ont pris part aux opérations militaires de Syrie et de Cilicie.

Le décret du 6 janvier 1926 prévoit l'attribution de la Médaille Coloniale, avec agrafe spéciale en vermeil « Maroc 1925 » au profit du personnel des troupes d'occupation du Maroc, ayant servi entre le 15 avril et le 31 décembre 1925 dans la partie avant de la zone des opérations du front Nord-Marocain.

La loi du 15 juin 1926 institue une « Médaille Commémorative d'Orient » en faveur des Militaires et Marins ayant

(1) Durieux et Vovard (A). Les Décorations Françaises. 1926. f° 58.

pris part aux opérations militaires des Dardanelles et d'Orient au cours de la Guerre 1914-1918. Le décret du 8 juillet suivant crée la Médaille d'Orient et des Dardanelles. Elle est en bronze : elle présente, à l'avvers, l'effigie de la République; au revers, un trophée militaire avec l'inscription « Orient 1915-1918 ».

La circulaire ministérielle (Guerre) N° 5268/M du 24 janvier 1928, ainsi que la nomenclature qui y est jointe, détermine les diverses opérations militaires et missions périlleuses donnant droit à la Médaille Coloniale (1).

Les titulaires des Médailles Coloniales et Commémoratives étaient précédemment soumis aux mêmes règles de discipline que les titulaires de la Légion d'Honneur et de la Médaille Militaire. Depuis le décret du 24 février 1916, il en est autrement. Dès lors, les dispositions relatives à la discipline des Membres de la Légion d'Honneur et des décorés de la Médaille Militaire ont cessé d'être applicables aux titulaires des différentes Médailles Commémoratives et de la Médaille Coloniale (2).

Il nous reste à mentionner, enfin, les distinctions étrangères conférées aux Troupes des Colonies. Elles sont au nombre de cinq :

1° — L'Ordre de Cincinnatus, fondé le 10 mai 1783 par les Officiers de l'Armée Fédérale, pour conserver le souvenir de leur amitié pour leurs collègues français et l'alliance de la France avec la jeune République Américaine. Le Général Washington en fut le premier Président. Louis XVI autorisa les Officiers qui avaient pris part à la Guerre de l'Indépendance Américaine à porter la décoration (3). La distinction est en or : elle présente un aigle aux ailes éployées, inscrit dans une couronne de laurier, portant de part et d'autre un médaillon ovale. Sur un côté, Cincinnatus échange sa charrue contre l'épée de dictateur; sur l'autre, il reprend les travaux des champs. Sur une face, on lit : « Omnia reliquit

(1) Bulletin Officiel du Ministère de la Guerre. 1933. N° 301, f° 128.

(2) Id., *Ibid.*, f° 3.

(3) Durieux, Feuillâtre, M. Bucquet, Brasier; La Légion d'honneur et les Décorations françaises ; 1911, f° 19.

severe rem publicam » ; sur la seconde face, figure l'inscription : « Soc Cincinnatorum instituit A. D. 1783. Virtutis præmium ». Le ruban de l'ordre est bleu foncé avec liseré blanc pour marquer l'union des deux nations. L'ordre de Cincinnatus existe encore aux Etats-Unis, mais il ne forme qu'une Société, non un Ordre reconnu par l'Etat Fédéral.

2° — La Médaille de Crimée est d'origine britannique. Sa fondatrice est la Reine Victoria d'Angleterre (1856). Elle fut décernée aux militaires ayant pris part à la guerre de Crimée. Napoléon III en autorise le port par décret du 26 avril 1856. Cette distinction est en argent. A l'avvers, elle présente l'effigie de la Reine Victoria et la mention « Victoria Regina - 1854 », et, au revers, la Victoire couronnant un guerrier tenant une épée et un bouclier, avec, à gauche, le mot « Crimée ». Le ruban de la Médaille de Crimée est de couleur bleu ciel liseré de jaune de chaque côté. Elle comporte cinq agrafes : Alma, Balaklava, Inkermann, Sébastopol, Traktir ; la mention « Azof », restant spéciale aux marins de la flotte.

3° La Médaille de la Baltique a, également, pour fondatrice la Reine d'Angleterre Victoria, en 1856. Elle commémore l'expédition franco-anglaise contre la Russie (1854). Le décret impérial qui en autorise le port est du 10 juin 1857. La Médaille présente, d'un côté, l'effigie de la Reine Victoria ; de l'autre, la Grande-Bretagne faisant face aux fortifications de Bomarsund avec la légende « Baltic — 1854-1855 ». Le ruban est de couleur jaune avec, de chaque côté, un liseré bleu ciel.

4° La Médaille de la Valeur Militaire a été fondée le 20 mars 1833 par le Roi de Sardaigne, Charles-Albert, à l'intention des armées de terre et de mer. Elle a été décernée aux armées qui ont pris part aux campagnes de Crimée (1854) et d'Italie (1859). Le ruban de cette distinction est bleu foncé. La médaille, en argent, présente sur une face, l'écu de Savoie et la mention « Al Valor militare », et sur l'autre face, une couronne de lauriers avec les mots : « Spedizione d'Oriente , 1855-1856 », et pour les troupes métropolitaines « Guerre d'Italie 1859 ».

5° La Médaille du Dragon du Mérite de Chine fut fondée

en 1863 par l'Empereur de Chine, en faveur des troupes françaises qui ont participé à l'expédition contre les Tai-Pings. La Médaille de première classe est en or ; celle de deuxième classe est en argent. La décoration est suspendue par un ruban jaune ; elle est percée d'un orifice carré, sur un côté elle représente deux dragons ; de l'autre elle porte, une inscription en langue chinoise.

Si, à la fin de cette vue rétrospective sur les Récompenses décernées à l'Armée Coloniale, on jette un coup d'œil d'ensemble sur le passé, on constate que c'est la volonté, on peut dire, l'instinct de tous les régimes qui se sont succédé depuis la Monarchie jusqu'à la Troisième République, d'avoir assuré aux formations coloniales une sorte de continuité. Les révolutions survinrent : l'idée resta.

Les troupes coloniales, dignes héritières des régiments royaux des Isles d'Amérique et de Bourbon, surent acquérir par leur esprit d'héroïsme et de sacrifice, le droit pour leurs drapeaux, leurs officiers et elles-mêmes aux étoiles de la Légion d'Honneur et à la Médaille Militaire, dignes et fortunées héritières de la devise gravée en lettres d'or sur la bordure d'azur de la Croix de Saint-Louis : « *Bellicae virtutis proemium* ». C'est pour cette formule, d'abord royale, puis nationale, que les ancêtres des troupes coloniales s'illustrèrent en Canada, en Nouvelle Angleterre, aux Isles d'Amérique, aux Indes et à Bourbon. Déjà, aux yeux de ces hommes que le sort réunit loin de la France, les possessions coloniales forment partie intégrante de la Nation. N'est-ce pas pour que la puissance coloniale française vive que s'immortalisèrent les Montcalm, les Dupleix, les Lally-Tollendal, les La Bourdonnais ?

Les formations coloniales modernes se sont inspirées, à juste titre, des exemples de leurs généreux aînés. En 1914, ces vaillants défenseurs surent montrer que les Colonies, d'un même élan, luttaient pour l'indépendance de la Mère-Patrie. Il en serait de même, au cas où la Métropole, de nouveau pourrait se trouver menacée dans sa liberté ou dans son existence.

L'Armée Coloniale française, qu'elle soit du XVIII^e ou du XX^e siècle a, comme raison d'être et d'espérer, deux prin-

cipes que ne sauraient affecter les changements de régime : La Valeur et l'Initiative, mises au service de l'Intelligence.

Les distinctions, qu'elles se dénomment Croix de Saint-Louis, ou Croix de la Légion d'Honneur, représentent une valeur relative, comparée aux hauts faits et aux œuvres. La base de l'esprit de sacrifice, pour le soldat, en général, pour le colonial en particulier, est l'amour profond de son pays. C'est ce puissant levier qui assure la pérennité de l'œuvre coloniale française encore discutée, bien que réalisée. L'armée coloniale tout entière, y compris nos bons vieux Régiments de la Monarchie, pourrait se voir appliquer, à juste titre, les paroles prononcées le 8 juillet 1934, au Havre, par le Ministre de la Guerre, M. le Maréchal Pétain, à l'inauguration du monument du Général Archinard (1), ancien Commandant du Corps d'Armée des Troupes Coloniales :

« Il est peu de nations qui puissent s'enorgueillir d'une aussi
« grande constance dans l'effort colonial. En dépit des diffi-
« cultés, des désastres, des révolutions, nous avons, aux
« quatre coins du monde, planté notre drapeau, bâti des
« villes, creusé des ports, défriché des terres et étendu sur
« près de 60 millions d'hommes, la paix et la civilisation
« françaises. »

(1) Archinard (Louis), Général de Division, Grand-Croix de la Légion d'Honneur, par décret du 11 juillet 1914, Membre du Conseil Supérieur de la Guerre, Membre du Conseil de l'Ordre, né au Havre, le 11 Février 1850, décédé à Paris, le 8 Mai 1932. — Archives de la Légion d'Honneur, Dossier N° 26.820).

CHAPITRE XVI

Les Armées coloniales Etrangères

Au cours des chapitres précédents nous avons vu comment était née, composée et s'était développée l'Armée Coloniale Française.

On a assisté aux efforts incessants du Pouvoir Central et des pouvoirs locaux des Colonies pour mettre sur pied des forces capables de maintenir l'ordre à l'intérieur et de repousser les attaques venues de l'extérieur. Avant de clore une étude déjà longue, nous voudrions, au moyen d'une étude rapide entretenir nos lecteurs des armées coloniales étrangères des nations qui ont colonisé avant et en même temps que la France.

A une époque où le Droit et l'Histoire comparés voient un champ de plus en plus vaste s'ouvrir devant leurs investigations, il est nécessaire de rechercher comment procédèrent nos devanciers et nos rivaux. Mais la concurrence est d'ordre essentiellement humaine, car c'est elle qui forme l'émulation colonisatrice. A ce titre, il paraît intéressant de jeter un rapide coup d'œil sur ce qui se passait aux siècles précédents chez les peuples colonisateurs de la vieille Europe.

I. — ESPAGNE

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les possessions espagnoles sont considérées comme des provinces éloignées de la Métropole. Elles sont organisées comme des provinces métropolitaines. Elles comprennent environ la moitié du continent américain et forment les quatre vice-royautés de la Nouvelle-Espagne ou du Mexique, du Pérou, de la Nouvelle-Grenade ou de Terre Ferme, de Buenos-Ayres, et les Capitaineries Générales du Nouveau Mexique, de Guatémala, du Chili, de Caracas avec Cuba et la Floride.

La défense des possessions espagnoles est assurée par des troupes empruntées à l'armée continentale. Il n'y a donc pas en Espagne, de troupes spéciales pour la garde des possessions d'outre-mer.

Nous possédons, un tableau complet et détaillé de l'armée d'outre-mer ou des Indes au XVIII^e siècle, grâce à un envoi du Marquis de Grimaldi au duc de Choiseul le 24 décembre 1770 (1) avec la répartition par colonie et par arme.

I. — *Troupes Régliées — Vétérans*

Infanterie groupée par bataillons : 39 bataillons	25.955	hommes
Infanterie légère groupée par bataillons : 1 Bataillon	408	»
Infanterie détachée par Compagnie : 18 Compagnies	971	»
Infanterie légère détachée par Compagnie : 8 Compagnies	800	»
Troupes choisies (Sergents, Caporaux, Soldats) destinés au remplacement	84	»
Artillerie	1.057	»
Cavalerie et Dragons : 15 Escadrons ..	1.870	»
Cavalerie détachée par Compagnie : 8 Compagnies	360	»
	31.505	hommes

II. — *Milice*

Elle est disciplinée, à la manière des troupes réglées, encadrée par des Officiers et Sous-Officiers de ces troupes.

11 Bataillons groupés par Bataillon	8.800	hommes
19 Compagnies détachées par Compagnie	1.900	»
1 Escadron de Cavalerie et de Dragons	890	»
	11.590	hommes

auxquels il faut ajouter :

1 ^o les Officiers encadrant les Troupes réglées	1.553	»
2 ^o ceux des Milices	446	»
	1.999	hommes

(1) Affaires Etrangères. Correspondance Générale Espagne. Vol. 501, f^{os} 483-489.

<i>Récapitulation</i>		
Troupes Régliées	31.505	hommes
Milice	11.590	»
Officiers des Troupes Régliées et de la		
Milice	1.999	»
Total général	45.094	hommes

A ces troupes, dites réglées, on doit ajouter :

- 1° — (a) à Porto-Rico,
 - 1 Etat-Major composé de :
 - 1 Colonel d'Infanterie,
 - 1 Lieut.-Colonel d'Artillerie,
 - 5 Capitaines d'Infanterie,
 - 5 Sous-Lieutenant d'Infanterie
- (b) 400 soldats déserteurs employés aux travaux de la Place et qui peuvent être armés utilement en cas de siège
2. — A Buenos-Ayres,
 - La Milice irrégulière est de . .
3. — au Chili
 - 3 bataillons d'Infanterie et
 - 1 régiment de cavalerie de milice, soit
4. — Enfin, au Pérou et au Mexique
 - de nombreuses milices,
 - moins disciplinées que celles de Cuba et de Porto-Rico ;

on arrive à un chiffre approximatif d'environ soixante mille hommes.

Les Troupes Régliées des Colonies espagnoles sont provisoirement distraites de celles de la Métropole. On y retrouve des unités extraites des régiments de Savoie, de Majorque, de Grenade, qui sont relevées par d'autres unités des mêmes régiments.

Les véritables Troupes coloniales de l'Espagne sont les Milices, mal disciplinées. Elles se composent de vétérans des troupes réglées, de métis espagnols, de matelots, de sol-

datés déserteurs étrangers, encadrés d'officiers et de bas-officiers des troupes réglées. Les Milices sont recrutées sur place.

Les troupes coloniales espagnoles sont armées du fusil avec baïonnette, de canons de campagne et de mortiers de troupe, c'est-à-dire susceptibles d'être transportés par véhicules.

Au XIX^e siècle, la défense des colonies est toujours assurée par des troupes empruntées à l'armée continentale, par des détachements de soldats de marine, enfin, par des corps spéciaux recrutés dans les provinces d'outre-mer. L'armée continentale fournit les trois quarts des effectifs. En 1887, la garnison de Cuba est de 26.200 hommes, celle de Porto-Rico à 3.700, celle des Philippines à 8.700, soit un total de 38.600 hommes, plus 2.500 chevaux, 40 canons.

On sait que la plus grande partie de l'empire colonial espagnol est rendue indépendante de 1810 à 1824. Les derniers vestiges lui sont arrachés par la guerre hispano-américaine (1898). Le traité de Paris (17 mars 1899) enlève à l'Espagne les Philippines, Cuba et Porto-Rico. A part, ses colonies d'Afrique, le territoire colonial le plus important que possède l'Espagne est la zone espagnole du Maroc, qui est située au Nord du Maroc français. Cette colonie est gardée par des troupes tirées de l'armée continentale espagnole et celles de la Légion Etrangère (Tercio).

L'Espagne, pendant trois siècles, avait voulu fonder une « société vieille dans une contrée neuve (1) ». En dépit des défauts de son système colonisateur, elle a couvert de sa langue, de sa foi, de sa civilisation l'Amérique Centrale et les deux tiers de l'Amérique du Sud. Elle a donné naissance à de jeunes nations. Les liens politiques, rompus pendant quelque temps, entre les anciennes colonies et la Métropole sont devenus plus forts depuis environ une cinquantaine d'années, et c'est le même jour, le 12 octobre, que l'Espagne, Cuba, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud espagnole fêtent, d'un commun accord, la Fête de la Race.

(1) Leroy-Beaulieu (Paul). De la colonisation chez les peuples modernes 1908. Chapitre I, f^o 5.

II. — PORTUGAL

Comme les troupes de colonies espagnoles les établissements portugais sont défendus par des unités provenant de la Métropole et par des milices recrutées sur place. Lors de la domination du Portugal par l'Espagne, l'infanterie est divisée en bataillons (*terços*), eux-mêmes subdivisés en compagnies (*Companhias*) de deux cents cinquante à trois cents hommes. Au XVIII^e siècle, le bataillon fut remplacé par le régiment (*regimiento*). En 1777, les établissements portugais sont défendus par deux régiments de marine comprenant près de trois mille hommes (1).

Les troupes coloniales portugaises sont formées d'infanterie, d'artillerie et de quelques éléments de cavalerie.

L'infanterie comprend :

1. — des régiments de troupes réglées se renouvelant par contingents provenant de la Métropole et aussi par des unités recrutées dans les colonies portugaises ;

2. — des bataillons de milice ou auxiliaires, qui sont habillés et armés à leurs frais. Ces troupes ne perçoivent pas de solde ;

3. — les bataillons d'ordonnance, sorte de milice qui est chargée de la défense du territoire colonial et ne doit pas être déplacée ;

4. — le bataillon des privilégiés, comprenant les nobles, les notables ayant exercé des charges publiques ainsi que leurs descendants. Ces unités s'arment et s'équipent à leurs frais ; elles sont en général, mal exercées. Elles représentent les troupes françaises de l'arrière-ban aux XVI^e et XVII^e siècles ;

5. — La cavalerie de milices. Elle est peu nombreuse, recrutée parmi la bourgeoisie rurale. Elle s'équipe à ses frais.

L'artillerie ne forme pas un corps spécialisé. Les canonniers sont des fantassins affectés au service du canon.

En 1767, au Brésil, la garnison de Rio de Janeiro comprend :

(1) Legrand (Th.). Histoire du Portugal. 1928, f^o 115.

3 Régiments d'Infanterie, le Vieux, le

Nouveau et celui de l'Artillerie	1.400	hommes
2 bataillons d'auxiliaires, le Citadin et le		
Rural	1.200	»
1 bataillon d'ordonnance	300	»
1 bataillon de privilégiés	3.000	»
1 Escadron de Cavalerie milicienne	200	»

Total 6.300 »

D'autres troupes, formant quelques Compagnies d'Infanterie tiennent garnison à la Baye de Tous-les-Saints, à l'Ile Sainte-Catherine, et à Santos.

Il y a lieu d'ajouter à ces contingents les dragons, chargés d'assurer la police intérieure et de protéger les convois des Mines Générales à Rio-de-Janeiro. Les mineurs des Mines Générales constituent une Milice locale d'une dizaine de mille hommes, mais ils ne reçoivent ni équipement, ni armement.

Les autres établissements portugais sont défendus, soit par des unités d'infanterie, soit par des milices locales, composées en partie de troupes indigènes.

L'armée coloniale portugaise moderne est distincte de l'armée continentale. Elle comprend un régiment d'outre-mer, formé d'engagés et de condamnés militaires (mille deux cents hommes), et de bataillons de chasseurs coloniaux en nombre variable, composés de volontaires européens et indigènes (huit mille hommes), outre ces forces de première ligne, **il y a** des forces de deuxième, de troisième lignes, de milices et de compagnies mobiles.

Relativement à son étendue et à sa population, le Portugal a réalisé aux XV^e et XVI^e siècles, une véritable épopée coloniale. Il a donné naissance à un grand Etat, le Brésil, à qui il a légué sa langue et sa civilisation. En définitive, il a exercé et continué d'exercer, de par ses colonies, une très grande influence sur la civilisation générale.

III. — PAYS-BAS

La Compagnie des Indes Orientales Néerlandaises prend pied à Sumatra en l'année 1600 ; en 1619, elle s'établit

avec un capital de 6.600.000 florins (1).

Les premières troupes de la Compagnie sont des mercenaires allemands. Le commandement en chef des forces de terre et de mer est exercé par le Gouverneur Général des Iles de la Sonde, mais les troupes sont à la solde de la Compagnie des Indes Orientales Néerlandaises. La conquête des Iles Moluques donne aux Hollandais la muscade et la girofle : ils possèdent désormais le monopole des épices et le conserveront jusqu'au milieu du XVIII^e siècle.

Le grand Empire des Indes Néerlandaises est définitivement fondé, et « resplendit comme une émeraude autour de l'Equateur (2) ».

Le gouvernement des Pays-Bas n'expédie pas aux Indes Néerlandaises des corps organisés de l'armée métropolitaine, mais un contingent de deux mille hommes d'Infanterie, quelques artilleurs et une Compagnie de cavaliers démontés. Le Gouvernement Général dispose d'un corps de cipayes de deux mille Wurtembourgeois et de troupes indigènes (1804).

L'article 36 de la Constitution de 1806 accorde au Roi le Gouvernement des Colonies. En 1807, le Roi Louis Bonaparte nomme Gouverneur Général des Iles de la Sonde le Général Daendels. Le contingent colonial (3) se compose alors de :

580 Officiers Européens ;
4.130 Soldats Européens ;
158 Officiers Indigènes ;
14.400 Soldats Indigènes.

En 1811, le Gouverneur Général Daendels a sous ses ordres dix sept mille hommes, dont quatorze mille indigènes. A cette époque, il est remplacé par le Général Janssens, dont il a été question au sujet de la création de la Médaille de la Valeur et de l'Intrépidité, au chapitre précédent.

(1) Bonnasieux (P.) Les Grandes Compagnies de Commerce. 1892. Chapitre II, f^o 46.

(2) Id., *Ibid.*, f^o 51.

(3) Revue des Troupes Coloniales. N^o 59. Capitaine Maroix. L'Armée des Indes Néerlandaises, f^o 459.

Après la remise des établissements de la Sonde par les Anglais aux Hollandais (1815), l'armée coloniale néerlandaise s'élève à dix mille cinq cents hommes, soit :

Infanterie

1. — 1 Régiment européen à 2 bataillons ; chaque bataillon à 6 compagnies dont 2 de flanqueurs (100 hommes) et 4 de fusiliers (150 hommes), soit au total 800 hommes par bataillon ;

2. — 6 bataillons mixtes à 6 compagnies, dont 2 de flanqueurs européens et 4 de fusiliers indigènes à cadres européens, soit 1.700 européens et 3.180 indigènes ;

3. — 2 Bataillons indigènes à cadres européens à 6 Compagnies de 150 hommes, soit 250 Européens (cadres) et 1.600 indigènes.

Les autres armes (cavalerie, artillerie de campagne, de montagne, de siège, train des équipages, intendance), sont représentées par petites portions. Elles comportent des unités mixtes.

Le personnel européen est recruté parmi les volontaires provenant de la Métropole. Cette manière de procéder n'ayant pas donné des résultats suffisants, un sixième du contingent annuel fut affecté à la relève des garnison coloniales. Mais, dans la suite ces mesures devinrent impopulaires, d'où la création du dépôt colonial d'Hardewyck, qui fonctionne encore de nos jours. Là, les citoyens hollandais et étrangers ont la faculté de s'engager pour une période de huit ans dans les unités coloniales.

A partir de 1830, l'armée coloniale néerlandaise cesse de relever du Ministère de la Guerre. Le Gouverneur Général Van der Bosch obtient à cette époque, la séparation absolue des troupes métropolitaines et coloniales.

En 1840, les forces coloniales hollandaises comprennent :

1. — 820 Officiers et 6.100 soldats européens ;

2. — 763 soldats amboinais, 1.500 africains de la côte de Guinée ;

3. — 60 Officiers et 10.800 soldats indigènes, soit un total de 21.000 hommes, pouvant être porté au chiffre de 30.000 hommes, compte tenu des réserves indigènes .

A compter du 18 janvier 1882, l'armée coloniale néerlandaise reçoit le statut qu'elle détient encore actuellement, sauf certaines modifications. Le principe de réforme est que le recrutement des naturels est proportionnel au contingent européen.

Le commandement en chef des forces coloniales est confié au Gouverneur Général des Indes néerlandaises, mais le commandement effectif est exercé par un Officier du grade de Lieutenant Général, placé sous l'autorité du Gouverneur Général. L'Etat-Major Général est dirigé par un Général Major. L'Infanterie et l'Artillerie ont chacune à leur tête un Général Major. La Cavalerie, l'Intendance, le Service de Santé, le Service Géographique, sont respectivement dirigés par un Officier supérieur, du grade de Colonel.

En 1906, les forces militaires des Indes néerlandaises comprennent un total de 1.374 Officiers et 35.076 sous-officiers et soldats (1) se répartissant ainsi :

1. — pour l'Infanterie, en bataillons de campagne, bataillons de garnison, bataillons de dépôt ;

2. — pour la Cavalerie, en escadrons de campagne et en dépôt ;

3. — pour l'Artillerie, en batteries de campagne, de montagne, de mitrailleuses et d'artillerie de forteresse.

Il existe, en outre, un corps de Gendarmerie et des corps auxiliaires et de police armée qui ne relèvent de l'autorité militaire qu'en cas de mesures exceptionnelles.

Les troupes sont endivisionnées. A Java, elles forment trois divisions ; ailleurs elles sont groupées, suivant les besoins.

Organisation des Corps de Troupe

I. — Troupes Régliées

(a) Infanterie.

1. — 20 bataillons de campagne à 4 compagnies ;

2. — 9 bataillons et 6 compagnies de garnison. Ces unités sont composées de naturels avec cadres européens ;

3. — 4 bataillons de dépôt (mixtes) et 1 bataillon de réserve (amboinais).

(1) Revue des Troupes Coloniales. N° 59. Capitaine Maroix. Notice sur l'Armée des Indes néerlandaises, f° 465.

Le bataillon de dépôt compte 1 compagnie européenne et deux ou trois compagnies indigènes. L'Infanterie est armée du fusil Mannlicher.

(b) Cavalerie.

4 Escadrons de campagne et 1 de dépôt (mixtes) ;
2 Pelotons européens ;
2 Pelotons indigènes, composés de Javanais des provinces du centre.

(c) Artillerie.

Elle comprend des troupes d'Artillerie, celle des arsenaux et des ateliers (ateliers de Soerabaja ; école d'armurerie de Meester Cornelis, manufacture de N'Garvi, où il existe des ouvriers européens et indigènes.

L'Artillerie proprement dite est composée de :

1. — 6 batteries d'Artillerie de campagne ;
2. — 6 batteries d'Artillerie de montagne ou mitrailleuses (Vickers Maxim 7 m/m 5) avec des servants européens et des conducteurs indigènes ;
3. — 7 compagnies d'Artillerie de forteresse (européens).

Les autres services comprennent le Train des Equipages, le Génie, l'Intendance, le Service de Santé et des Sections de Secrétaires d'Etat Major.

II. — La Maréchaussée

Elle a été créée en 1892. Elle forme une division de 12 brigades de 20 hommes. Cette unité est armée de la carabine et du Klewang, sorte de sabre court. La demi-brigade est commandée par un sergent amboinais ou indigène, la brigade par un sergent européen.

Quatre brigades sont placées sous les ordres d'un Officier. Déjà, en 1896, la Maréchaussée des Indes Néerlandaises compte 6 divisions de 12 brigades. Son budget est compris dans le budget général des Indes Orientales.

III. — Corps Auxiliaires

Ce sont :

1. — Les Dragons-Gardes du Corps de l'Empereur de Soerakarta et du Sultan de Djokjakarta, formés de pelotons de cavaliers européens ;

2. — les Barisans de Madoera (1.400 hommes). Ils comprennent trois bataillons à quatre compagnies, dits de

Bangkalou, de Soemeneo et de Pamekasan, composées de Madoeraï, ainsi que leurs Officiers, à part un capitaine européen par bataillon, soit 3 Officiers hollandais pour l'unité ;

3. — Les légions de Mangkoe, Bégoro et de Poka-Alam. Ces troupes, qui forment la garde des deux princes javanais, constituent une force d'un demi-bataillon et d'un escadron (300 cavaliers). Ces unités sont placées sous les ordres d'un Capitaine d'Infanterie et d'un lieutenant de Cavalerie européens.

IV. — Police Armée

C'est la Gendarmerie locale des Indes Néerlandaises (Servapone politie). Cette formation ne forme pas partie intégrante de l'Armée des Indes Orientales. Elle obéit aux fonctionnaires civils, chefs de district, les Résidents. Elle est composée, en majorité, d'Amboinaï, peuple loyaliste à l'égard du gouvernement Néerlandais. Cette force n'est pas casernée, mais elle est nourrie, habillée, armée et équipée aux frais du Gouvernement. La police est dotée de la carabine Beaumont de 11 m/m. Les Officiers proviennent des Officiers et Sous-Officiers retraités de l'armée coloniale néerlandaise.

La police armée des Indes Orientales peut être assimilée aux Milices ou Gardes Indigènes de l'Indochine française.

Les cadres de l'armée coloniale néerlandaise se recrutent, soit aux Pays-Bas soit aux Indes Néerlandaises. Les Officiers proviennent des Ecoles Militaires hollandaises ou, en petit nombre, de l'armée métropolitaine. Il existe, en outre, des formations spéciales pour l'instruction des cadets de l'armée des Indes, à qui on enseigne la langue malaise. Les Officiers de l'Intendance et les Médecins sont tirés de l'armée métropolitaine, mais depuis quelque temps l'armée coloniale batave emploie pour une certaine partie, des médecins indigènes provenant de l'Ecole de Batavia.

Les Officiers servant aux colonies sont astreints à un séjour de cinq ans ; leur solde est de plus du double de celle de leurs collègues servant aux Pays-Bas. En outre, chaque année passée aux Indes Néerlandaises ou dans toute autre colonie, leur est comptée double. La plupart des cadres de

l'armée coloniale hollandaise se recrute aux Indes Orientales. Les aspirants officiers passent, en premier lieu, à l'Ecole Militaire de Meeseter Cornélis (aspirants-officiers et sous-officiers). Après deux années d'études, les aspirants officiers sont nommés Officiers et passent, en second lieu, à l'Ecole Militaire de Bréda, en Hollande.

Les Officiers spécialisés ont la faculté de suivre plus tard les cours supérieurs de l'Ecole de Bréda ou de Haarlem. Les Officiers d'Etat-Major vont à l'Ecole Supérieure de Guerre de La Haye, où chaque année, six ou sept places sont réservées aux Officiers des Troupes des Colonies. Ces Officiers n'ont le droit, comme Lieutenant, de se présenter, que deux fois au concours de l'Académie de guerre de La Haye, outre les matières militaires du concours, les candidats doivent présenter quatre langues : le malais, le français, l'anglais et l'allemand.

Les Officiers indigènes passent également à l'Ecole des Cadets de Meester Cornélis aux fins de préparation des examens d'entrée de l'Ecole Militaire de Bréda. Ces Officiers parviennent jusqu'au grade de Capitaine ; à leur retraite, ils sont promus à des fonctions civiles dans les diverses provinces de la Sonde.

La direction des Troupes Coloniales néerlandaises a compris de bonne heure l'importance du sous-officier colonial. On a admis de bonne heure que, du fait, que ce gradé était appelé souvent à devenir chef de détachement, il devait posséder une instruction et une valeur professionnelle supérieures à celle de ses collègues métropolitains. Les sous-officiers coloniaux des troupes coloniales néerlandaises sont formés :

1. — Par des Ecoles de pupilles, avec admission des élèves de 7 à 14 ans ;

2. — Les Ecoles régionales de cadres pour sous-officiers et soldats de l'Infanterie, de l'Artillerie et du Génie ;

3. — Les Ecoles de corps pour l'Infanterie et la Cavalerie. Ces dernières admettent des sous-officiers et soldats indigènes.

L'armée coloniale néerlandaise est constituée uniquement par des engagements et rengagements.

Au XVIII^e siècle, la colonie de Surinam (Guyane hol-

landaise) est occupée par un bataillon néerlandais et deux mille hommes de milices locales (1).

La Hollande, avec ses grandes colonies, continue à jouer un rôle important dans la civilisation. Cette mission est la conséquence du caractère entreprenant et de la position géographique de ce pays, qui fit le succès de ses entreprises maritimes et coloniales.

IV. — GRANDE-BRETAGNE

L'armée active anglaise constitue une armée coloniale plutôt qu'une armée métropolitaine. Pour un effectif total de 118.000 hommes présents en Angleterre, 125.000 hommes servent aux colonies. La relève anglaise annuelle s'élève environ à 25.000 hommes. Chaque régiment dispose d'un bataillon colonial et d'un bataillon métropolitain, de sorte qu'il se fait un échange continu entre la Métropole et ses Colonies.

L'armée coloniale anglaise comprend :

1. — Des contingents de l'armée active nationale pouvant être employés hors du territoire du royaume britannique ;
2. — Des contingents des Troupes de la Marine ;
3. — Des contingents indigènes (Native Army) ;
4. — Des contingents étrangers.

Les hommes de troupe s'engagent pour sept ans. Ils passent un ou deux ans en Angleterre, quatre ou cinq ans aux colonies, particulièrement dans l'Inde. Les régiments de cavalerie vont en entier aux Indes. Les batteries d'Artillerie de l'armée des Indes correspondent à des batteries d'instruction stationnées en Angleterre qui alimentent les premières en personnel.

Les petites colonies anglaises ont pour garnison des détachements de Marines (Soldats de Marine) ou soldats de ligne, aidés de la police locale. En outre, les régiments suivants servent ailleurs que dans l'Inde, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie :

(1) Malouet (Baron). Mémoires sur les Colonies. 1803. Tome III.,
f° 85.

- 1 Régiment des Indes Occidentales ;
- 1 Régiment des Tirailleurs de Ceylan ;
- 1 Régiment de Tirailleurs de Sainte-Hélène ;
- 1 Compagnie de Chasseurs à cheval du Cap ;
- 2 Compagnies de Vétérans (1 pour Malte, 1 pour Terre Neuve).

Parmi les petites Colonies, si l'on veut prendre comme colonie type l'Île de Ceylan, en raison de son importance géographique, on voit que cette garnison indépendamment des forces de police qui comptent 3.100 Officiers et hommes, s'élève à 180 Officiers et 3.000 Sous-Officiers et soldats se décomposant comme suit : (1)

- 1. — Des cadres permanents ;
- 2. — 2 Escadrons de fusiliers montés ;
- 3. — 2 Batteries d'Artillerie de garnison ;
- 4. — 3 Compagnies de Génie ;
- 5. — 6 Compagnies d'Infanterie légère ;
- 6. — 1 Corps de fusiliers planteurs ;
- 7. — Des services ;
- 8. — 1 Bataillon de Cadet à six Compagnies.

Les Dominions (Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Australie) ont droit à des forces de milices permanentes. C'est pourquoi nous prendrons comme armées coloniales-types les armées de deux contrées :

- 1. Le Canada,
- 2. L'Inde.

Nous concentrerons notre attention sur l'organisation militaire de ces deux importantes Colonies anglaises.

I. — Canadian Army (Armée Canadienne).

La Milice Canadienne prend naissance quelque temps après l'arrivée des Français de Jacques Cartier au Canada (voir chapitre V.) En 1627, un arrêté requiert les habitants de la Banlieue de Port-Royal de prêter main-forte aux troupes régulières. Cette formation joue un rôle très honorable, étant donné le peu de moyens qui lui furent accordés, dans les luttes contre l'envahisseur anglais et aussi contre les milices des colonies de l'Amérique du Nord, alors anglaises, parti-

(1) Revue des Troupes Coloniales. N° 229. Mars-Avril 1936, f° 265.

culièrement de la Virginie. Les Milices canadiennes sont aux rencontres de la Prairie (1691), à Port-Royal (1707), à Great Meadows (1754), à Carillon (1758) à Abraham (1756), sous Montcalm, à Québec (1760) sous le Chevalier de Lévis.

Mais, en 1763, au traité de Paris le Canada passe définitivement sous la domination anglaise. Le Gouverneur anglais Amherst décrète le désarmement des milices canadiennes. Mais, à la longue, les Canadiens gardèrent leurs armes et les officiers pour la plupart furent commissionnés par la Couronne.

La Milice Canadienne sert, pour la première fois, sous la souveraineté britannique lors du soulèvement des Indiens, en 1764, dans la colonne suivante :

1. — 17^e de ligne anglais, complété par des hommes du 55^e ;

2. — 4 Compagnies de 80 réguliers de divers régiments ;

3. — 500 Miliciens de New-Jersey ;

4. — 500 Miliciens de New-York et Connecticut ;

5. — 300 Miliciens du Canada ;

6. — 50 hommes du Royal Artillery ;

7. — 10 pièces légères de campagne ;

soit au total, 2.000 hommes, sous le commandement du Général Bradstreet.

Pour la constitution de la colonne les villes de Montréal et de Québec doivent fournir chacune 120 hommes et celle de Trois-Rivières, 60 hommes (1). Cette expédition dura quelques mois, après quoi les Canadiens furent licenciés et renvoyés dans leurs foyers.

La Milice Canadienne sert, en partie, pendant la Guerre de l'Indépendance Américaine (1778-1783). De 1800 à 1811, il n'y a au Canada que 445 artilleurs, 3.783 soldats de ligne, 1.226 chasseurs à pied (2). En 1794, il est créé des Régiments provinciaux, dont le Royal Nova Scotia Régiment (1793) et le Royal Canadian Régiment (1794). Avant la

(1) Tricoche (G.). Les Milices françaises et anglaises au Canada. 1900, f^o 59.

(2) Id., *Ibid.*, f^o 77.

guerre anglo-américaine de 1812, les 8°, 41° 49° et 100° Régiments de ligne sont en garnison au Canada.

En 1867, le British North American Act transforme la Milice Canadienne en Armée coloniale. Le Militia Act de 1868 divise la Milice en deux contingents :

1. — La Milice active,
2. — La Milice sédentaire.

Enfin, le 3 septembre 1870, l'Angleterre rappelle ses troupes régulières en garnison au Canada. En 1899, pendant la guerre Sud-Africaine, le Canada fournit à la Métropole un bataillon d'Infanterie de 1.000 hommes divisé en huit compagnies de 125 fusils. Le 18 février 1900, à Paardeberg, les Canadiens reçoivent le baptême du feu. A cette époque, le Canada crée :

- a) le Canadian Mounted Rifles, à deux bataillons ;
- b) trois batteries d'artillerie à cheval, rattachées au Royal Canadian Artillery. La brigade comprend 539 Officiers et soldats, 427 chevaux, et 18 pièces de canon.

A partir de l'année 1883, le Canada fonde les corps-écoles destinés à servir de base à son armée :

1. Le Royal Canadian Dragoons, formé de 2 escadrons pour 151 hommes, stationné à Toronto et Winnipeg ;

2. Le Royal Canadian Artillery, composé de 2 batteries d'artillerie de campagne et 2 batteries à pied, avec 24 officiers, 361 hommes, soit un total de 385 hommes, stationné à Québec et Kingston ;

3. Le Royal Canadian Infantry, composé de quatre compagnies pour 329 hommes. Ces unités sont en garnison à London, Toronto, Saint-John et Frédérickton.

Le régiment d'Infanterie canadienne est commandé par un Lieutenant-Colonel. Voici les cadres de l'Etat-Major d'un régiment.

- 2 Majors ;
- 2 Capitaines ;
- 4 Lieutenants ;
- 2 Adjudants-Majors ;
- 1 Chirurgien-Major ;
- 1 Vétérinaire (Lieutenant)

L'uniforme est, en hiver, le bonnet de fourrure ; en été.

le casque colonial, avec le chiffre G.R.I. (1) surmonté de la couronne impériale ; tunique rouge à parements bleus, avec au collet, le signe distinctif du Canada, le castor ; pantalon noir à bande jaune, bottes à l'écuylère.

L'uniforme du Royal Canadian Artillery est bleu à parements rouges avec le casque colonial comportant deux canons en croix avec la devise : « Quo fas et gloria ducunt ».

Depuis 1920, l'armée canadienne est dotée d'un corps d'aviation. L'aéronautique royale canadienne comporte présentement (2) :

1. Huit Escadrilles permanentes (combat, bombardement, hydravions) ;

2. Deux Ecoles tactiques et de navigation à Camp Borden et à Trenton ;

3. Sept Escadrilles non permanentes (coopération avec l'armée, combat et bombardement).

L'Académie militaire du Canada (Royal Military College) est à Kingston, ses cours durent trois ans. Les Ecoles Militaires sont :

Pour l'Artillerie, à Québec-Kingston (20 octobre 1871), la Cavalerie, à Toronto depuis 1893, antérieurement, à Québec (21 Décembre 1883) ;

Pour l'Infanterie, à Toronto, Saint-John, Frédéricion (21 décembre 1883) ;

Pour la cavalerie, à Winnipeg (1885) ;

Pour l'Infanterie, à Québec, (octobre 1899).

C'est en vertu du Militia Act de 1868 que les troupes du Canada, de provinciales sont devenues nationales. Il y a quatre bans :

1. — de 18 à 30 ans : célibataires ou veufs sans enfants ;

2. — de 30 à 45 ans : célibataires ou veufs sans enfants ;

3. — de 18 à 45 ans : mariés ou veufs sans enfants ;

4. — de 45 à 60 ans : hommes de toute catégorie.

Sont exemptés du service ou « disqualified » :

1. — Les Juges ;

2. — Le Clergé ;

3. — Les Professeurs de Collège ;

(1) Georges, Rex, Imperator.

(2) Revue des Troupes Coloniales, N° 229. Mars-Avril 1936, f° 261.

4. — Ceux des Ordres Religieux ;
5. — Les Directeurs d'Asiles d'Aliénés ;
6. — Les Fils uniques de veuves (soutiens de famille) ;
7. — Les individus reconnus physiquement inaptes au service.

L'armée canadienne a pour chef suprême le Gouverneur Général du Dominion du Canada, (on sait que ce dernier est nommé par le Roi d'Angleterre), mais, elle est commandée en fait par un officier du grade de Major Général de l'armée régulière britannique.

L'armée canadienne comprenait en 1900 (1), environ 35.557 hommes, 3.720 chevaux, 114 pièces de canon, se répartissant comme suit :

Infanterie :

90 bataillons ;

8 Compagnies indépendantes.

28.516 hommes

Cavalerie :

8 Régiments ;

5 Compagnies indépendantes.

37 escadrons, 4.158 hommes

Artillerie :

6 Régiments à pied ;

5 Batteries à pied indépendantes ;

17 — de campagne ;

31 — de campagne.

4.112 hommes

Génie :

2 Compagnies.

151 hommes

Infirmiers :

1 Section

64 hommes

La Garde du Gouverneur Général du Dominion est composée de :

1. — 4 Escadrons de Dragons formant un total de 193 hommes ;

2. — 6 Compagnies de Gardes à pied avec 25 Officiers et 378 hommes.

(1) Tricoche (G.). Les Milices françaises et anglaises au Canada. (1627-1900), f° 219.

Le service Médical de l'armée canadienne se compose de médecins allant du grade de Lieutenant à celui de colonel. Le service se divise en deux branches :

1. — Le Canadian Militia Army Medical Staff service ;
2. — Le Regimental Medical Service.

Les drapeaux, par régiment, sont au nombre de deux ; le premier, national, porte, au milieu le numéro du Corps ; le second, est régimentaire.

L'armée canadienne a servi avec vaillance et distinction, pendant la campagne de 1914-1918, aux Dardanelles, au front de Salonique, et durant le même temps, sur le front du Nord-Est de la France, aux côtés des troupes métropolitaines de la Grande-Bretagne.

Le 26 Juillet 1936, le Dominion du Canada a inauguré sous les hautes présidences de H. M. Edward VIII d'Angleterre, du Président de la République Lebrun et les hautes notabilités canadiennes le monument élevé à Vimy, à la mémoire des 60.000 Canadiens tombés, il y a vingt ans, pour la défense du droit et de la liberté du monde.

II. — India Army (Armée des Indes)

L'armée des Indes (India Army) est considérée, comme étant, par excellence, l'armée coloniale anglaise. Si, de par sa position, l'armée canadienne joue le rôle d'armée défensive, l'armée des Indes est bien celle destinée, non seulement aux opérations d'offensive, mais encore à être transportée rapidement d'un point à un autre, en vue d'opérations de police coloniale.

La Compagnie des Indes Orientales a été fondée sous le règne d'Elisabeth le 31 décembre 1599 (1), d'après les uns, le 31 décembre 1600 (2), d'après d'autres. Son but est le commerce avec les populations des Indes. Le premier comptoir est établi à Surate, en 1611, le second, à Madras, en 1624. En 1662, l'Infante de Portugal, Catherine, apporte en dot à Charles II, l'Ile de Bombay. Trente-trois ans plus tard, le Fort William est bâti au Bengale, sur l'Hoogley (1696).

(1) Bonnassieux (P.). Les Grandes Compagnies de Commerce. 1892. Chapitre III., f° 101.

(2) Maréchal (E.). Histoire de l'Europe (1610-1789). 1886, f° 964.

La Compagnie des Indes, dès le début de la puissance britannique dans l'Hindoustan, est propriétaire de son armée. Elle recrute des mercenaires, par suite du déficit considérable causé par les maladies dans les détachements de marins ou de soldats de marine venus d'Angleterre. C'est ainsi qu'elle lève à Hoogley en 1685, un corps d'infanterie portugaise. Au XVIII^e siècle, des troupes d'Infanterie et d'Artillerie occupent Madras, de même le Bengale, en 1756 (1).

Les unités anglaises et indigènes sont commandées par des Officiers anglais. Les bataillons indigènes sont à effectif de mille hommes, avec, comme cadres, un Capitaine, un Lieutenant, un Enseigne, quatre bas-officiers européens. Ces bataillons comportent dix Compagnies, dont deux de Grenadiers. Chaque compagnie est commandée par un Subadar (Capitaine indigène), et trois Jemmadars (lieutenants indigènes). Les circonstances obligent bientôt la Compagnie des Indes à augmenter les troupes indiennes. En 1760, elle lève des troupes de cavalerie européenne, ainsi que la « Mogol Horn », corps de cavalerie indien. Le cavalier fournit son cheval harnaché et son habillement et reçoit, par mois, 50 roupies.

Au XVIII^e siècle, l'armée de la Compagnie des Indes comprend, en définitive :

1. — des troupes blanches de l'armée anglaise, dénommées *Queen's Troops* (Troupes de la Reine) ;
2. — des troupes blanches recrutées et soldées par la Compagnie des Indes ;
3. — des troupes indigènes recrutées et soldées par la Compagnie, mais commandées par des Officiers anglais.

Mais, voici l'heureux rival de Duplex, Robert Clive, d'abord Commis au Service de la Compagnie des Indes Orientales, soldat, Enseigne, Lieutenant-Colonel et Gouverneur du Fort Saint-David (1753), puis enfin, Baron de Plassey et Pair d'Irlande (1764).

En 1762, Lord Clive organise l'India Army. Les troupes

(1) Chef de Bataillon Maroix. Notice sur l'Armée des Indes anglaises. 1910. f° 22.

sont dorénavant réparties en brigades de même force, ainsi composées : (1)

1. — Une compagnie d'Artillerie ;
2. — 1 Régiment d'Infanterie Européenne ;
3. — 7 bataillons d'Infanterie indigène ;
4. — 1 Groupe de cavalerie indigène.

Le Bataillon indigène est composé de :

- 1 Capitaine,
- 2 Lieutenants,
- 2 Enseignes,
- 3 Sergents anglais,
- 1 Commandant,
- 40 Officiers,
- 1 Adjudant ,
- 10 Trompettes,
- 30 Tambours,
- 130 Officiers non commissionnés,
(sous-officiers),
- 600 hommes indigènes.

A chaque bataillon sont rattachés deux pièces de canon de trois livres.

La Cavalerie indigène est commandée par un Officier anglais, assisté de bas-Officiers européens et indigènes.

En octobre 1764, le corps du Génie est créé. Il comprend un Ingénieur en chef, deux Sous-Directeurs, quatre Sous-Ingénieurs, quatre Ingénieurs stagiaires. Les Compagnies spéciales d'Artillerie sont chargées de l'entretien et de la garde des ouvrages fortifiés.

Enfin, Lord Clive dote l'armée des Indes d'une loi des cadres, d'une loi de recrutement et d'un Code de Justice Militaire (1766).

A partir de 1796, on assiste à de nouvelles réformes : les promotions d'Officier jusqu'au grade de major sont faites par régiment; le grade d'Adjudant indigène est supprimé; la solde est payée par mois. La Cavalerie est formée en brigades.

(1) Chef de Bataillon Maroix. Notice sur l'Armée des Indes anglaises. 1910, f° 23.

Pour l'Infanterie, on exige la taille de cinq pieds six pouces, l'âge des recrues variant entre 16 et 30 ans. La durée du service est de trois ans, mais, en temps de guerre, les réservistes peuvent être rappelés. La tenue est uniforme. En 1801, le Major Général John donne à l'armée des Indes son premier règlement de manœuvres. En 1810, chaque homme est armé de deux pistolets au lieu d'un, chaque escadron armé de quinze fusils. Le corps de pionniers est porté à huit compagnies. La loi du 6 mai 1834 double le nombre des Officiers anglais employés dans les corps indigènes.

En mars 1827, les peines corporelles sont supprimées dans l'armée des Indes. En 1837, on crée les Ordres Militaires de l'Inde anglaise et du Mérite. Le premier, (2 classes), est attribué aux Officiers indigènes pour services rendus. Le second, (3 classes), récompense la bravoure et les actions d'éclat. A l'ordre de l'Inde est attaché un traitement de deux roupies par jour; à l'ordre du Mérite, une allocation égale à la solde.

En 1837, les Officiers indigènes sont commissionnés et, en 1838, les militaires indigènes reçoivent des pensions, soit pour blessures reçues en service, soit pour inaptitude physique contractée dans le service.

A cette époque, l'armée de la Compagnie des Indes s'élève à 280.000 hommes, dont 40.000 Européens. Les corps européens forment :

4 Régiments de Cavalerie ;

22 Bataillons d'Infanterie;

ce sont les troupes dites « Queen's Troops ».

Les troupes de la Compagnie des Indes Orientales comprennent :

9 Bataillons d'Infanterie,

155 Régiments d'Infanterie indigène,

21 Régiments de Cavalerie indigène, plus l'Artillerie et le Génie.

Ces troupes sont placées sous le commandement de trois Commandants en chef, ceux des Présidences du Bengale, de Madras et de Bombay.

Après la révolte des Cipayes de 1857, de nombreux régiments indigènes sont licenciés, notamment huit régiments

de cavalerie, qui sont remplacés par huit régiments de cavalerie européenne.

Le 1^{er} novembre 1857, le gouvernement de la Reine Victoria prend possession du commandement intégral de l'armée des Indes. Le Vice-Roi devient le Chef suprême de l'India Army. Un tel changement appelle une réorganisation. Le Vice-Roi est assisté d'un Conseil Militaire. L'Infanterie est dotée du fusil Enfield, la Cavalerie de la carabine Victoria. Les troupes indigènes sont dotées de la tenue kaki; elles obtiennent deux jours de repos par semaine. En 1874, les troupes indiennes sont armées du fusil Snider. En 1895, l'Infanterie anglaise est dotée du fusil Lee Metford à magasin, et l'Infanterie native, du système Martini Henry. Enfin, au point de vue du commandement, les armées des Présidences du Bengale, Madras et Bombay, sont abolies en 1895. Les troupes de l'armée des Indes sont dorénavant placées sous le commandement d'un Officier général commandant en chef, sous l'autorité du Vice-Roi des Indes.

Actuellement, le Commandement en Chef de l'India Army revient à un Officier Général, nommé par le Roi d'Angleterre et ne relevant que du Vice-Roi. Le Commandant en chef de l'armée des Indes est, de droit, membre du Conseil des Indes. Il est assisté d'un Etat-Major qui comprend six sections ou divisions :

1° — Chef d'Etat-Major Général, « Division of the Chief of the Staff »;

2° — Adjudant Général - Adjudant General's Division;

3° — Maître de Camp Général - Quarter Master General's Division;

4° — Médical Division;

5° — Division de l'Artillerie « Ordnance Division »;

6° — Military Works Division.

En réalité, le Grand Etat-Major de l'armée des Indes constitue un véritable Département militaire, « Army Département », capable de passer, dans le minimum de temps, du pied de paix sur le pied de guerre. Toutes les sections ou divisions relèvent de l'autorité d'Officiers Généraux ou de Colonels .

L'Etat-Major du Général Commandant en Chef de l'armée des Indes est assisté de trois Comités, qui ont charge de la coordination des différents services :

1° — Le Comité Consultatif « Advisory Council » ;

2° — Le Comité de Mobilisation « Mobilisation Committee » ;

3° — Le Comité de Défense, « Defence Committee ».

Le recrutement des Officiers est assuré par l'Ecole de Guerre de Quetta (1906). La durée des cours est de deux ans. Une douzaine d'Officiers de l'armée des Indes suivent, en Angleterre, les cours de l'Ecole de Caberly.

L'Inde fabrique dans ses usines les armes, les munitions et le matériel nécessaires à son armée. L'India Army est dotée, depuis 1920, d'une aviation importante, notamment d'une aviation de bombardement.

En 1900, Lord Kitchener of Khartoum, Commandant en chef de l'Armée des Indes, fonde une Ecole de Cadets Indigènes à l'intention des fils de princes indiens et des grandes familles. Avant cette date, les Officiers indigènes ou « natives » sortaient du rang, et n'avançaient qu'à l'ancienneté par sélection, leur avenir étant limité au grade de Capitaine. Ils ne devenaient pas Officiers avant quinze années de services. Il n'y avait pas d'assimilation entre ces derniers et les Officiers européens, ces derniers ayant toujours autorité sur leurs collègues natives, quel que soit leur grade. Les grades des Officiers natives sont : Subadar-Major (Capitaine le plus ancien) ; Subadar (Capitaine) ; Jemadar (Lieutenant). Ils sont dotés du même uniforme que les Officiers européens, sauf que les Officiers anglais portent le casque colonial, alors que les Officiers indiens sont coiffés du turban, frangé d'or. Enfin, bien que placés sous les ordres des mêmes Officiers Généraux, les troupes anglaises et natives sont absolument distinctes les unes des autres.

En 1907, Lord Kitchener, Commandant en Chef de l'armée des Indes, décide que cette armée serait divisée en deux grands commandements :

1° — L'armée du Nord (Quartier Général Rawal-Pindi) ;

2° — L'armée du Sud (Quartier Général Poona).

En principe, chaque armée se mobilise en deux échelons, le premier constituant un corps d'opérations destiné à être, au besoin, transporté hors de la contrée, le second, comprenant les troupes mobilisées concourant avec les forces auxiliaires à la défense de la colonie, au maintien de la sécurité intérieure et à la surveillance des Etats vassaux.

Les deux armées sont placées, dès le temps de paix, sous les ordres d'un Lieutenant Général commandant, « General Officer Commanding Army », assisté d'un Etat-Major. Elles sont composées des divisions, des brigades de Cavalerie et d'Artillerie et des troupes non embrigadées (Compagnies de pionniers, train, ambulanciers). A l'heure de la mobilisation, elles reçoivent des réservistes, augmentés par des corps de volontaires organisés et instruits dès le temps de paix.

L'armée du Nord (1) comprend les cinq divisions de Peschawar (3 brigades) ; Rawal-Pindi (4 brigades), Lahore (4 brigades), Meerut (3 brigades) et Luknow (5 brigades), ainsi que les brigades de Kohat, Bannu et Derajat ;

L'armée du Sud comprend les cinq divisions de Quetta (2 brigades), Mhow (3 brigades), Poona (4 brigades), Secunderabad (7 brigades), et de Burma (2 brigades), et la brigade d'Aden.

Les Généraux de Division, « General Officers Commanding division, » sont aidés par un Etat-Major dans lequel chaque service de l'armée est représenté par un Officier. La division est, ici, en effet, une unité dotée de tous ses moyens, tant pour le combat que pour l'approvisionnement. Elle rappelle, en grand, ce qui est, en petit, au Maroc, le Groupe Mobile (2). Les Généraux de brigade, « General Officers commanding brigade », n'ont à leur disposition qu'un Officier d'ordonnance, « deputy assistant », et un « brigade major ». Quant aux colonels commandant une brigade, « Colonels of the staff commanding brigade », ils n'ont droit qu'à un « brigade major ».

La brigade d'Infanterie est formée de deux bataillons anglais, deux bataillons de natifs, huit mitrailleuses, un hôpi-

(1) Chef de Bataillon Maroix. Notice sur l'armée des Indes anglaises. 1910, f° 50.

(2) Colonel Fabre. La Tactique au Maroc, 1931, f° 31.

tal de campagne anglais, un hôpital de campagne natif et une colonne de vivres.

La brigade de Cavalerie comprend : un régiment anglais à 4 escadrons, deux régiments natifs à 4 escadrons, une batterie à cheval, une colonne de munitions, un bataillon d'Infanterie à quatre compagnies, huit mitrailleuses, un demi-hôpital de campagne anglais, un demi-hôpital de campagne natif et une colonne de vivres.

Les troupes anglaises stationnées dans l'Inde sont composées comme suit :

Infanterie	50 bataillons
Cavalerie	43 régiments
Artillerie de campagne ou de montagne	64 batteries
Artillerie de siège	27 compagnies

Les troupes natives comprennent :

Infanterie	150 bataillons
Cavalerie	9 régiments
Artillerie de montagne	12 batteries
Artillerie de siège	1 compagnie
Sapeurs mineurs	2 compagnies
Chemins de fer	3 bataillons

En 1910, l'Inde pouvait mettre sur pied une armée active de 236.000 hommes, dont 60.000 non combattants, 75.000 de troupes anglaises, pour 155.000 hommes de troupes natives; 280 canons et 240 mitrailleuses, avec 30.000 réservistes et 31.000 volontaires. Cette armée pouvait constituer, pour l'extérieur, un splendide corps expéditionnaire. On le vit bien, lors des événements de 1914.

L'India Army est, enfin, dotée d'une aviation de chasse et de bombardement depuis 1920.

Outre les troupes que nous venons d'énumérer, l'autorité militaire dispose, en cas de mobilisation, des forces ci-après :

1° — Contingents irréguliers indiens : 7.000 hommes des Milices locales et 16.000 hommes chargés de la garde des postes avancés sur la frontière nord-ouest de la Birmanie;

2° — Troupes du service impérial : 17.000 hommes levés et entretenus par les princes feudataires.

D'après l'auteur des « Théories Stratégiques (1), les for-

(1) Amiral Castex. Théories Stratégiques. 1935. Tome V, f° 673.

ces des Indes peuvent aligner sur le pied de paix (Officiers et hommes de troupe) :

Britanniques. — 64.898 hommes (45 bataillons d'Infanterie, 5 Régiments de Cavalerie, 65 batteries d'Artillerie, dont 11 lourdes, 8 compagnies d'Autos-Mitrailleuses, 8 escadrilles d'Aviation;

Indiens. — 156.132 hommes, 139 bataillons d'Infanterie, 21 Régiments de Cavalerie, 39 compagnies du Génie.

Forces des Etats Indigènes Vassaux. — 35.807 hommes, dont la moitié seulement pourrait être jointe à l'armée anglo-indienne.

Forces des Etats Indigènes alliés (Cachemire, Népaul, Boutam) : 50.000 hommes environ.

En cas de guerre, ces effectifs pourraient être accrus par :

Réserves Indiennes. — 37.757 hommes.

Forces auxiliaires (territoriale britannique) : 30.104 hommes, sorte de milice apte au maintien de l'ordre à l'intérieur.

Force territoriale indienne : 14.505 hommes.

L'auteur précité reconnaît, néanmoins, que cet organisme militaire, malgré de réelles qualités, présente de nombreuses et graves insuffisances, dont les principales résultent de la faiblesse numérique des troupes britanniques et de la faiblesse de l'effort militaire indigène comparé à la population (320 millions).

Les principales opérations auxquelles l'Indian Army a pris part sont les suivantes :

- Guerre de Mysore (1799);
- Campagne d'Egypte (1810) ;
- Expédition de Maurice (1810);
- Siège de Bartport (1810);
- Campagne contre les Mahrates (1814);
- Expédition de Sakharat (1834);
- Guerre d'Afghanistan (1836);
- Guerre de Chine (1842);
- Guerre contre le Sikhs (1846);
- Expédition de Perse (1850);
- Expédition de Chine (1860);

En 1900, 1901, 1902, environ 30.000 hommes de l'armée des Indes ont servi en Afrique du Sud, en Chine, et dans d'autres colonies.

En 1914-1918, l'Indian Army et les troupes des princes indiens ont servi avec loyalisme, bravoure et distinction, à la fois, aux Dardanelles, à Salonique, en Mésopotamie, en Palestine et sur le front français du Nord-Est, côte à côte avec les troupes britanniques, dans la campagne contre l'Allemagne.

Après ce tour d'horizon que nous venons d'accomplir chez les puissances coloniales, il y a lieu de présenter quelques remarques.

Il faut tenir compte des facteurs qui agissent sur la conduite du peuple colonisateur. On serait tenté de dire que la formation de l'armée coloniale de chaque peuple est une affaire de tempérament. Les Espagnols et les Portugais n'ont pas considéré l'armée coloniale comme formant un tout. Ce furent pourtant d'illustres navigateurs et colonisateurs. Les Hollandais ont donné, de prime abord, tous leurs soins à leur entreprise de roulers des mers, laissant à la Grande Compagnie des Indes Orientales Néerlandaises le soin d'organiser la défense des possessions d'outre-mer. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que l'Etat prend en mains l'organisation militaire de ses Colonies. On doit reconnaître que cette formation suffit à son but. Elle est d'autant plus perfectionnée que les Hollandais ont travaillé avec les données de l'expérience. Pour la Grande-Bretagne, les instructions de Lord Clive sont appliquées jusqu'à la révolte des Cipayes (1857). A partir de ce moment, l'India Army est constamment en voie d'amélioration. Elle forme l'armée coloniale anglaise, car, depuis deux siècles, elle prend part à toutes les expéditions d'outre-mer de la Grande Métropole Britannique.

L'Armée Coloniale Française, bien que recrutée par voie d'engagements et de rengagements, est tirée de la nation même. Ses auxiliaires indigènes font partie intégrante de ses troupes.

Chez les Romains, la Légion et un certain nombre de corps auxiliaires, infanterie et cavalerie, qui lui étaient adjoindues à titre permanent, les auxilia, de telle ou telle légion, et

dont les effectifs étaient égaux à ceux de la Légion même, formaient brigade sous le commandement d'un Chef commun, le Légat de la Légion (1).

De tous les peuples colonisateurs, la France est la seule qui applique la vieille règle romaine.

(1) Homo (L.). L'Empire Romain (La Défense du Monde). 1925. Chapitre I, f° 153.

CHAPITRE XVII

L'ARMÉE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Après les tâtonnements du XVII^e siècle, les formations plus solides des XVIII^e et XIX^e siècles, l'Armée Coloniale aboutit au statut de la Loi du 7 juillet 1900. Cette législation comporte trois innovations :

1° — La création d'une Direction des Troupes Coloniales au Ministère de la Guerre;

2° — La formation de services administratifs et de santé spéciaux aux troupes coloniales;

3° — L'achèvement de l'unité de direction et de commandement.

Les Troupes de la Marine, sous l'autorité des Officiers de Marine, les régiments Métropolitains qui, faute d'acclimatation, font place à des formations spéciales, donnent à la France un premier empire colonial qui fut compromis après le traité de Paris (1763). Les régiments coloniaux, mieux compris, en raison de l'expérience acquise, sauvent l'honneur au Traité de Versailles (20 janvier 1783). Une nouvelle étape s'accomplit sous la Restauration, la Monarchie de Juillet et la Deuxième République. Les éléments coloniaux sont préparés à leur rôle de défenseurs des établissements d'outre-mer. Sous le Second Empire et la III^e République, nous parvenons à une troisième phase, qui nous conduit à la constitution d'un second Empire Colonial. Avec le marquis de Chasseloup-Laubat, les Amiraux Rigault de Genouilly, Courbet, les Commandants Rivière et Francis Garnier, les Généraux Brière de l'Isle, Négrier, nous prenons pied en Cochinchine et dans le delta du Tonkin. Sous Faïdherbe, Borgnis-Desbordes, Humbert, Combes, Monteil, Dodds, Savorgnan de Brazza, Binger, Archinard, Marchand, Mangin, Gouraud, notre emprise sur le continent africain, commencée avec Bugeaud en Algérie, s'affirme et marque son point culminant au Maroc, sous Lyautey. Pendant ce temps, à Madagascar, Duchesne, Joffre et Galliéni jettent les fondements d'une France africaine orientale.

Les vieilles troupes réglées d'avant 1789, celles de la période contemporaine, ont bien mérité de la Patrie. Un Empire Colonial fortement désorganisé, en 1763 et en 1814 complètement rétabli à l'aurore du XX^e siècle, telle est la tâche splendide des Coloniaux au XIX^e siècle, tâche à laquelle la France ne saurait trop rendre hommage, « la grandeur des nations se mesurant à la résistance de leurs souvenirs » (1).

Mais nul ne peut se dérober à la loi du mouvement, qui entraîne les civilisations en avant. Indépendamment du fait concret, à savoir que le monde étant limité, il n'est plus possible de coloniser et de reconstituer un Nouvel Empire Colonial; le perfectionnement de l'instrument qu'est l'Armée Coloniale entraîne à des obligations consécutives à la future coordination de l'Empire Colonial Français.

En outre, la vieille Europe porte en elle des germes de discorde dus aux vils sentiments d'envie, de jalousie des peuples tout comme chez certains individus.

En 1935, MM. le Dr. Goebbels et Paul Rohrbach (2) proclament que « les colonies sont une nécessité pour l'Allemagne, » en raison de l'extraction et de l'utilisation des matières premières qui font défaut au Reich.

En second lieu, le monde asiatique, prenant peu à peu conscience, sinon de sa force, du moins de sa densité, avant de se lever, de s'organiser, s'agite. D'ores et déjà, l'esprit européen a lieu de s'éveiller. L'Europe entière, unie, doit se préoccuper de faire front et de se mettre d'accord sur les principes et les formules vraies de civilisation, car, suivant M. André Duboscq, si l'Europe est divisée, l'Asie serait spirituellement unie (3).

Il en résulte que l'une des premières préoccupations de la France, au milieu de ces causes de conflits éventuelles, est l'organisation de la défense politique, économique et militaire des territoires d'outre-mer. Il semble que la formule à venir découle, en premier lieu, de l'organisation politique, « la

(1) Poincaré (R.). Questions et Figures Politiques. 1907, f^o 62.

(2) Rohrbach (Paul). Les Revendications Coloniales allemandes. 1935. 1 vol.

(3) Duboscq (André). Unité de l'Asie 1936. 1 vol. — Mahan (Amiral). Perspective du XX^e siècle, 1897. 1 vol.

Stratégie et la Politique étant toutes deux, à des titres équivalents, les servantes et les réalisatrices d'une volonté supérieure de lutte et de concurrence vitale, inspirée des intérêts de la Nation » (1).

Le système exige la dévolution de l'Administration des territoires d'outre-mer à un nouvel organe : le Département de la France d'Outre-Mer, englobant, en plus des établissements actuels, la Tunisie, le Maroc et les Territoires sous Mandat. Ce nouveau Département devrait, en premier lieu, comprendre trois organes principaux :

- 1° — Le Département Politique,
- 2° — Le Département Economique,
- 3° — Le Département Militaire,

complètement indépendants les uns des autres, mais travaillant toujours en liaison étroite.

1° — Au Département Politique revient le soin d'écouter les doléances, de les signaler au Pouvoir Central ; surtout, celui de déceler les foyers éventuels de discorde et de révolution.

2° — Le Département Economique aurait la haute main sur le bloc des matières premières existant dans les établissements coloniaux. Il a le soin d'en faire un inventaire permanent et d'en suivre la répartition, suivant les besoins de la Métropole.

La superficie du domaine colonial de la France était, en 1789, de 139.198 kilomètres carrés, avec une population de 744.134 habitants. En 1930, cette même superficie représente 12.270.000 kilomètres carrés avec 65.000.000 d'habitants.

Après 1763, nos affaires avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, d'après Arnould, s'élevaient à 250 millions par an, le tiers de nos échanges avec les pays européens (2).

En 1789, les échanges entre la France et ses colonies d'Amérique s'élèvent à 296 millions dont 78 pour les importations métropolitaines aux Iles (farine, viandes salées, vins, étoffes), et 218 millions de denrées pour les importations coloniales en France (sucre, café, cacao, bois des Iles, indigo,

(1) Amiral Castex. *Théories Stratégiques*. 1931. Tome III, f° 3.

(2) Tramond (Joannès). *Manuel d'Histoire Maritime de la France*. 1927, f° 537.

cotons, cuirs). Or, de ces 218 millions de denrées, la France en consomme pour 71 millions et en exporte 147 millions (1).

En 1791, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt affirme que la ruine du commerce colonial atteindrait plus de trois millions d'individus (2).

Enfin, de 1900 à 1929, l'ensemble du commerce extérieur des Colonies est passé de 7.340.051.980 Frs à 34 milliards 379.829.068 Frs.

Mais notre balance commerciale, pour chacune des années 1934 et 1935, a subi un déficit d'environ 5 milliards. Ce déficit pourrait être résorbé, d'après M. l'Inspecteur Général des Travaux Publics des Colonies, Maître-Devallon, par la substitution d'une augmentation de la production coloniale à notre chiffre d'achats à l'étranger, qui est d'un peu plus de 5 milliards de matières d'origine agricole et pastorale qui pourraient être progressivement produites par nos colonies (3).

3° — Le Département Militaire, seul responsable de la garde et de la défense des Colonies, formerait un organe autonome, nanti de ses différentes armes, y compris son aviation (4).

En principe, l'Armée Métropolitaine, seule, doit préserver le territoire national, son principe résidant dans la théo-

(1) Deschamps (Léon). Les Colonies pendant la Révolution. 1898, f° 5.

(2) Id., Ibid., f° 7.

(3) Jacobson (Alfred) : Mémoires de la Société des Ingénieurs civils de France. « L'Ingénieur et notre domaine d'outre-mer », 1926 ; f° 12.

(4) Ces lignes étaient déjà écrites, lorsque le Décret du 12 mai 1938, pris sur l'initiative de M. le Ministre des Colonies, G. Mandel, (J.O.R.F. du 19 mai 1938, f° 5631), a créé un nouvel organe dans le Commandement des Troupes coloniales : le chef d'Etat-Major Général.

Nous applaudissons vivement à une réforme qui consacre l'autonomie de l'Armée Coloniale et son assimilation à la Métropolitaine.

C'est M. le Général de Division Buhner, Inspecteur Général des Troupes Coloniales, ancien Commandant en chef des Troupes de l'Indochine, qui devient le premier titulaire de cette haute et nouvelle fonction.

En outre, par un Décret en date du 12 mai 1938 (J.O.R.F. du 19 mai 1938 ; f° 5692), le Ministre des Colonies siège au Conseil Supérieur de la Défense Nationale, lorsque cette haute Assemblée examine des questions qui ressortissent à ce département.

Cette dernière réforme était plus que mûre. C'est une véritable lacune qui a été ainsi comblée. Il semble étrange que le deuxième empire colonial du monde n'ait pas été jusqu'ici représenté à la plus haute Assemblée de la Défense Impériale !

rie de la nation armée. A l'Armée Coloniale revient le soin d'assurer la sécurité des territoires d'outre-mer. Cependant, en cas de périls, elle coopérerait étroitement avec les contingents métropolitains. Et, s'il est vrai que c'est sur les champs de bataille d'Europe que se décide le sort de la Patrie, il est aussi possible que, à une époque à venir, les forces coloniales aient à remplir une mission de défense des métropoles secondaires, comme ce fut le cas pour le Maroc en 1914.

On ne saurait trop rendre un inoubliable hommage à la Marine, qui crée, organise et administre les Troupes des Colonies, pendant une longue carrière. Les Colonies sont, en effet, filles de la Marine, qui guida et soutint leur enfance difficile. Néanmoins, sous ce régime, il était nécessaire que la défense d'outre-mer passât en seconde ligne, après les soins donnés à la Flotte. Un deuxième stade se poursuit depuis le passage des Troupes Coloniales sous l'administration du Département de la Guerre. Le mécanisme a donné des résultats satisfaisants. Mais le législateur de la réforme de juillet 1900 avait, intentionnellement, laissé de côté la question de savoir à quel Département serait rattachée l'Armée Coloniale (1).

Le Général Famin estime que « l'aménagement présenté par la loi du 7 juillet 1900 n'est qu'un arrangement provisoire, qu'il serait dangereux de laisser subsister trop longtemps (2) ». L'intérêt de l'Armée Coloniale commande de franchir le reste de l'étape. Il y a donc lieu d'envisager la création d'un quatrième Ministère Militaire, (après ceux de la Guerre, de la Marine et de l'Air), Ministère qui ferait partie intégrante du Département nouveau de la France d'outre-mer (3). Enfin, l'idée de la réunion de nos colonies, pays de protectorat et Territoires sous mandat, constitue un ensemble compact et de grand intérêt. Un savant auteur, doublé d'un technicien de la matière, en déduit que le Ministère de la France Extérieure sera un grand Ministère (4).

(1) Général Famin. Propos d'un Colonial. 1912, f° 14.

(2) Id., Ibid., f° 1.

(3) Warren (comte de). Vers le Ministère unique de la France d'outre-mer (Bulletin du Comité de l'Afrique Française). Février 1927.

(4) Duchêne (Albert). La politique Coloniale de la France 1928, f° 315.

On peut faire valoir à l'appui de cette thèse les arguments suivants :

1° — Un Ministère de la France d'outre-mer, organe nouveau, tenant dans ses pouvoirs tout le territoire d'outre-mer, est seul qualifié, au point de vue politique et économique, pour travailler avec des méthodes nouvelles à la bonne organisation et à l'utilisation des débouchés économiques des établissements coloniaux;

2. — Un Ministère de la France d'Outre-Mer peut seul entreprendre et réaliser la défense des possessions coloniales. L'unité de direction serait ici pleinement réalisée. Enfin, ce Département, seul responsable de la défense des Colonies, serait intéressé à avoir à sa disposition tous les moyens lui permettant de remplir sa mission.

L'idée de fusion de l'Armée Coloniale avec les Troupes Métropolitaines est repoussée par la première. D'une part, l'Armée Coloniale pense que, dans cette éventualité, ses services ne peuvent être appréciés comme il convient. Il est, en effet, fait grief aux officiers des cadres métropolitains de sous-estimer les guerres coloniales, comme manquant de technique, parce que n'exigeant pas la conduite de grandes unités. Par contre, les Officiers des cadres coloniaux ne sont pas éloignés de penser que, sur les théâtres d'opérations d'outre-mer, leurs collègues métropolitains, sauf exceptions, ne peuvent s'assimiler rapidement la tactique coloniale, d'où une source d'erreurs et de déboires. En outre, l'Armée Coloniale n'entend pas jouer le rôle de parente pauvre vis-à-vis de sa consœur métropolitaine. Il semble que, d'après les avis les plus modérés, la nécessité d'avoir des Troupes Coloniales, distinctes des Troupes métropolitaines, s'impose, étant donné que leur organisation, leur instruction et leur recrutement sont différents, en raison même du but pour lequel elles sont créées (1).

Cette dernière opinion est celle de Paul Leroy-Beaulieu. Le grand économiste estime « que toute nation qui veut coloniser doit se garder, autant que possible, d'employer à la défense de ses Colonies, une partie de l'armée métropolitaine » (2).

(1) Famin (Général). *Propos d'un Colonial*, 1912, f° 9.

(2) Leroy-Beaulieu (Paul). *De la colonisation chez les peuples modernes* 1908. Tome II, chapitre V, f° 531.

Un palliatif de cette situation serait la fusion de l'armée d'Afrique avec l'armée Coloniale. Cette idée est conforme aux avis du regretté Doyen de la Faculté de Droit de Poitiers, Arthur Girault (1), ainsi qu'aux travaux parlementaires de MM. Lucien Hubert (2), Cavaignac et Messimy (3). Enfin, cette dernière opinion est également celle du Général Famin, Premier Directeur des Troupes Coloniales au Ministère de la Guerre, l'expérimentateur de la loi de 1900. Le Général Famin est convaincu que la période actuelle n'est qu'une situation d'attente, et que l'instrument doit être, par ce moyen ou par un autre, porté à une plus grande perfection.

« L'Armée Coloniale, ayant en France, en Algérie, en Tunisie, une base suffisamment large, les dépôts aux colonies deviendront moins fréquents, ce qui diminuerait la mortalité et éviterait de nombreuses retraites anticipées dont nous avons parlé. De plus, l'Armée Coloniale, comprenant toutes les armes, serait capable de se suffire à elle-même, et de remplir le rôle qui lui incombe sans être obligée de faire des emprunts continuels aux Troupes métropolitaines ; cela n'empêcherait d'ailleurs, en rien les passages par permutation, d'une armée à l'autre. L'Armée Coloniale étant ainsi fortement constituée, il y aura lieu de la rattacher tout entière au Ministère auquel on donnera la charge de la défense des Colonies. L'un ne va pas sans l'autre. Il est logique, il est nécessaire que le Département qui aura la lourde responsabilité de la défense de nos possessions d'outre-mer dispose entièrement de l'armée créée uniquement en vue de cette mission. Agir autrement, c'est vouloir créer la confusion et l'irresponsabilité (4).

Lignes prophétiques, qui laissent supposer que le Général Famin aurait prévu le reproche qui, depuis, a été fait à la France, à la Société des Nations, de ne pas tenir compte,

(1) Girault (Arthur). Principes de colonisation et de législation Coloniale. 1922. Partie II, f° 390.

(2) J. O. Documents Parlementaires. Chambre des Députés. Session Extraordinaire 1902, f° 179.

(3) J. O. Documents Parlementaires. Chambre des Députés. Session Ordinaire 1903, f° 907.

(4) Famin (Général). Propos d'un Colonial 1912, f° 11.

dans ses états d'effectifs et d'armement de ses Troupes d'Afrique et de celles des territoires d'outre-mer.

Indépendamment des raisons strictement militaires invoquées précédemment, nous avons à considérer des arguments de sentiment et d'humanité qui trouvent ici leur place après la discussion. L'Armée Coloniale n'est pas seulement appelée à jouer un rôle militaire important. L'étude des contrées occupées, l'éducation des indigènes, leur collaboration graduelle à l'œuvre civilisatrice, qui est la raison d'être de la colonisation, telle est la tâche grandiose qui incombe à l'Armée de la France d'outre-mer. C'est aussi la mission définie par deux de nos illustres grands chefs, le Maréchal Lyautey (1), en 1900, et plus tard, M. le Général Nollet, en 1932.

Pour le Maréchal Lyautey, dont le travail fit sensation à l'époque, « la vérité, c'est que la vie du dehors, la mise aux prises constante avec la misère, les obstacles, les périls, la lutte quotidienne contre les hommes et les éléments, plongent dans la même trempe, tous les tempéraments ».

M. le Général Nollet envisage la question, à la fois du point de vue européen et colonial : « Les conséquences de la guerre ne sont pas toutes nocives. Ainsi l'occupation française, en Rhénanie, au siècle dernier, a apporté à ce pays, alors moins évolué que le nôtre, le bénéfice d'une meilleure administration et n'y a pas laissé de souvenirs amers. Il en est souvent, de même, des guerres de colonisation. Cependant, les Galliéni, les Lyautey, qui ont construit notre empire colonial, se sont attachés à ne recourir à la force qu'en cas de nécessité absolue » (2).

En dépit des partisans d'une fusion, qui, du point de vue principe apparaît impossible, l'Armée Coloniale, tout en restant la sœur cadette de l'Armée Métropolitaine, doit demeurer distincte de cette dernière. L'autonomie de l'Armée Coloniale forme une des parties de son originalité, elle a son esprit de corps particulier, ses traditions glorieuses. Son commandement reste spécial, car, aux Colonies les qualités requises sont diffé-

(1) Lyautey (Maréchal). *Revue des Deux Mondes*, N° 15, février 1900. Le rôle colonial de l'Armée.

(2) Mollet (Général). Une expérience de désarmement. 5 ans de contrôle militaire en Allemagne, 1932. Partie IV, f° 245.

rentes de celles exigées en Europe. A chaque degré de l'échelle hiérarchique, il faut faire preuve d'initiative, d'énergie et de décision.

L'observateur impartial en conclut que chaque armée a ses points de vue et ses exigences respectives. Ces différences viennent toutefois se fondre dans le patriotisme commun, au jour où l'existence du territoire national est en jeu, toute armée vivant à la fois d'honneur et de savoir, l'honneur engendrant la bravoure, et le savoir rendant la bravoure elle-même efficace.

L'Armée de la France d'Outre-Mer reste en étroite liaison avec le corps splendide où elle prit naissance : La Marine. Si la sécurité des Colonies ne repose pas entièrement sur la Flotte, on ne saurait ne pas envisager la coopération certaine des deux organes (1).

La défense des Colonies est réglementée par :

1. — Le décret du 9 Novembre 1901, sur les relations entre les Gouverneurs des Colonies et les Commandants Supérieurs des Troupes ;

2. — Le décret du 24 Août 1929, sur la Défense des Colonies.

L'Aviation Coloniale date du décret du 19 Janvier 1920, ses formations aux Colonies du décret du 13 octobre 1934. D'après M. le Général Armengaud, elle représente environ le quart de nos forces aériennes (2).

Un décret du 22 Janvier 1936 règle les rapports des Gouverneurs des Colonies avec les trois Commandants Militaires aux Colonies, à savoir :

1° — Le Commandant Supérieur des Troupes ;

2° — Le Commandant de la Marine ;

3° — Le Commandant de l'Air.

Il est logique que le décret du 22 janvier 1936 ait délimité le champ de chacun des Commandants et réglé les rapports de ces derniers avec les Gouverneurs. Mais, si nous nous en référons à l'opinion d'un des illustres Chefs de l'Armée

(1) Baron Malouet. Mémoires sur les Colonies, An X, Tome IV, f° 240. — Amiral Castex : Théories stratégiques, 1929. Tome I, f° 88.

(2) Armengaud (Général). Une politique d'Aviation d'outre-mer. Revue des Deux Mondes. 1^{er} juillet 1936 f° 144.

Française (1), quel est le mécanisme aux Colonies, surtout dans les grandes, qui sera choisi pour coordonner l'action des trois Commandements ?

Un avis du Comité Consultatif de Défense des Colonies (2) pose en ces termes les principes qui servent de base à la répartition des troupes entre les diverses colonies :

1° — Utiliser, dans l'extrême mesure possible, les éléments tirés des colonies elles-mêmes, afin de réaliser progressivement l'autonomie défensive de chaque colonie, tout en réduisant, autant que possible, les contingents empruntés à la Métropole et en laissant ainsi un plus grand nombre d'hommes disponible pour la défense de la mère patrie.

2° — Concentrer les efforts sur les colonies les plus importantes, tout en fournissant aux autres les moyens de se défendre contre des agresseurs possibles, en utilisant leurs ressources propres. Ces moyens sont des armes, des munitions, des instructeurs et une organisation appropriée.

3. — Réunir les colonies voisines en groupes, de manière à concentrer les éléments de force de toutes ces colonies et à les utiliser sur les points les plus importants, c'est-à-dire sur ceux où l'on peut obtenir des résultats positifs aussi bien dans la défense que dans l'offensive.

4° — Rassembler, dans la mesure où les progrès de notre influence le permettent, les troupes, actuellement éparses dans toute l'étendue de nos possessions en une infinité de petits détachements, et constituer de fortes unités bien encadrées et bien commandées, pourvu de tout le matériel et des services nécessaires, capables en un mot de résister à des armées européennes ou organisées à l'europpéenne.

La défense de chaque groupe de colonies, de par les enseignements actuels de la guerre totale, serait d'après M. le Général Inspecteur Général des Troupes Coloniales Billotte (3) « une notion périmée ».

(1) Pétain (Maréchal). Défense Nationale et Commandement Unique. Revue des Deux Mondes, 1^{er} mai 1936.

(2) J.O.R.F. Documents parlementaires session ordinaire 1903, 1^{re} 461

(3) M. le Général Billotte assume présentement les hautes fonctions de Gouverneur Militaire de Paris (note de l'Auteur).

D'après le même auteur, « les nécessités de la défense coordonnée de notre empire militent en faveur d'une organisation d'exécution large et cohérente, comportant la préparation, dès le temps de paix, et l'exécution en temps de guerre des opérations combinées des forces de terre, de mer, de l'air, conçues par le Commandement suprême de la Défense Nationale » (1).

Les pouvoirs militaires du Gouverneur aux Colonies ont été supprimés par le décret du 21 Janvier 1888 (2). Ce fonctionnaire ne peut plus, comme sous la Monarchie, prendre le commandement des forces de terre et de mer, ni exercer les pouvoirs militaires d'un Commandant en Chef. Il est regrettable que, à cet égard, on ne soit pas entré franchement dans une voie radicale, comme chez les Anglais. Dans les colonies anglaises, à côté du Gouverneur civil ou militaire, se trouve un Commandant Militaire. Le Gouverneur, quel que soit son grade, ne peut exercer aucun commandement.

Aux Colonies, en matière militaire, le pouvoir délibérant est le Conseil de Défense, réorganisé par les décrets des 31 Octobre 1902, 26 Mai 1903 et 29 mars 1935 (3). Mais, à côté de ce Conseil, n'y a-t-il pas lieu de prévoir un organe d'exécution, chargé de départager les volontés des trois commandants ? Cet organe resté à envisager et à créer, à l'instar de celui que préconise pour l'armée métropolitaine, M. le Maréchal Pétain dans sa récente étude sur la Défense Nationale et le Commandement Unique (4). Ici, le problème, tout en gardant son importance, ne présente pas l'ampleur sous laquelle on peut le considérer du point de vue métropolitain. Il existe bien aux Colonies, le Gouverneur Général ou le Gouverneur. Si ce haut fonctionnaire est responsable de la défense de la Colonie devant le Pouvoir Central, il n'appartient pas à l'Ordre Militaire ; il ne peut exercer lui-même

(1) Général Billotte. Les Troupes Coloniales et la Défense de l'Empire Coloniale Français. Revue Militaire Générale, n° 1, Janvier 1937, f° 54.

(2) Dislère (Paul). Traité de Législation Coloniale. 1897. Partie I, f° 270.

(3) Girault Arthur. Principes de Colonisation et de Législation Coloniales 1922. Partie II, f° 399.

(4) Pétain (Maréchal). Défense Nationale et Commandement Unique. Revue des Deux Mondes, 1^{er} mai 1936.

les fonctions le commandement vis-à-vis des trois parties. Jusqu'à présent, le Gouverneur doit déléguer ses fonctions, en cas de péril extérieur, au Commandant des Troupes. Encore faudrait-il que ce Commandant soit issu du Centre des Hautes Etudes Militaires indiqué par M. le Maréchal Pétain. Etant donné l'indépendance qui a été conférée par les textes susvisés aux trois Commandants des Troupes, de la Marine et de l'Air, le Mécanisme paraît assez délicat à mettre au point. Dans l'affirmative, il **faudrait souhaiter que**, soit pour une réforme, soit pour une création, les questions de personnes fussent réduites au minimum. Ici encore, il faut se souvenir que la défense du territoire colonial, confiée à trois Départements que leur bien commun doit maintenir distincts, n'en demeure pas moins indivisible. Elle **ne trouve sa vraie force que dans leur étroite union**.

Cette question vient d'être résolue par l'établissement du Collège des Hautes Etudes de Défense Nationale (Décret du 19 Août 1936. J.O.R.F. du 21 Août 1936, f° 9049), qui a pour but la création de l'unité de sentiment, de pensée et de doctrine entre les trois armes. Le premier Directeur de cette Académie militaire est M. l'Amiral Castex, qui préconisa dans la série des « Théories Stratégiques, » la liaison des trois armes. Rappelons ici que, depuis 1926, l'Angleterre a établi la formation similaire, « l'Impérial Defense College ».

Le défaut de maîtrise de la mer et l'éloignement des escadres des bases métropolitaines, posent de graves problèmes qui ont été étudiés par des techniciens compétents, en particulier par M. l'Amiral Castex.

On sait que, suivant la vieille parole de Razilly, « qui-conque est maître de la mer a par cela même un grand pouvoir sur terre » (1). D'ailleurs, la coopération stratégique, et même tactique, des escadres est presque toujours précieuse aux armées en vertu du principe de l'unité de la guerre (2).

Les décrets des 4 Octobre, 22 Novembre, 2, 9, 16, et 22 décembre 1898 ont créé de nombreux points d'appui de la flotte. Le dernier état du droit pour cette matière est le

(1) Tramond (Joannès). Manuel d'Histoire Maritime de la France. 1927 f° 8.

(2) Amiral Castex. Théories Stratégiques. Tome I. f° 88.

quatre :

décret du 12 septembre 1929, qui les réduit au nombre de

1° — Saïgon - Cap Saint-Jacques ;

2° — Dakar ;

3° — Diégo-Suarez ;

4° — Fort-de-France.

L'éminent auteur de la série des « Théories Stratégiques », estime, à propos de certaines bases, telles que Fort de France, Nouméa, et Tahiti, impossibles à conserver en présence d'un ennemi, maître de la mer, que, en matières de bases, « les possibilités de défense victorieuses, et même « d'existence de bases s'appuyant sur la flotte dépendent, « en effet, essentiellement, de la mesure dans laquelle on est « en état de disputer à l'adversaire la domination des routes « maritimes. Ce n'est qu'à ce prix qu'elles peuvent être utiles « à la flotte. C'est là, d'ailleurs, un très vieil enseignement. « Pendant la Guerre de Sept ans, nous avons fait figure au « début, et nous avons même pris Minorque aux Anglais. « Puis, quand nous avons été chassés de la mer, le Canada, « les Antilles, Pondichéry nous ont été enlevés. De même, « pendant les guerres de l'Empire, et pour la même raison, « on voit tomber successivement la Martinique, la Guyane, « le Sénégal, l'Île Rodrigue, la Guadeloupe, La Réunion et « l'Île de France. Par contre, pendant la guerre de l'Indé- « pendance Américaine, où nous tenons sur mer la balance « égale entre les Anglais et nous, nous réussissons aisément à « sauvegarder nos possessions des Antilles, à part Ste-Lucie, « l'Île de France et les Indes » (1).

La liaison avec la Marine est consécutive à la question de l'organisation défensive de chaque groupe de Colonies qui comprend, en particulier, la construction et l'entretien des ouvrages de fortifications. En ce qui regarde les travaux de défense, la priorité a été accordée aux métropoles secondes de l'Afrique Occidentale, de l'Indochine, de Madagascar. Si l'Inde, la Côte des Somalis, les Îles Saint-Pierre et Miquelon sont dénuées de toute défense, ce n'est pas une raison pour

(1) Castex (Amiral). *Théories Stratégiques* 1931. Tome III, f° 211, Tome V. f° 89.

que cette situation s'éternise. La Nouvelle-Calédonie, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, possèdent quelques ouvrages qu'il serait peut-être bon de consolider.

Il appartient également aux Troupes Coloniales d'assurer le recrutement, l'encadrement et l'instruction des contingents coloniaux. D'après les données les mieux établies, la population de l'Empire Colonial français (65 millions) peut mettre à la disposition de la Métropole en cas de péril extérieur, un chiffre d'environ un million de combattants.

Pendant la campagne 1914-1918, les Colonies ont fourni, (1) 800.000 hommes se décomposant comme suit :

100.000 hommes affectés à la Garde des Colonies ;

200.000 travailleurs ;

35.000 créoles des Vieilles Colonies ;

250.000 Nord-Africains ;

134.000 Sénégalais ;

43.000 Indochinois ;

34.000 Malgaches ;

2.000 Somalis ;

2.000 Océaniens.

En outre, dans l'intérêt de la Métropole et de l'Armée Coloniale, il y a lieu de souhaiter la réalisation prochaine du projet de chemin de fer dénommé « Transsaharien ». Il importe, en effet, que les troupes du continent africain puissent être rendues dans les ports des littoraux algérien et marocain dès les premiers jours d'un conflit où la Métropole doit assurer sa défense.

Le rôle de l'Armée de la France d'Outre-mer est de sauvegarder les domaines acquis et d'étendre la paix française. La France ne saurait faillir à son rôle tutélaire auprès des peuples de son empire colonial. La fonction de l'armée d'outre-mer est de réserver nos droits de premiers occupants. Nul doute que, livrées à d'autres nations, les populations coloniales ne soient frustrées des garanties généreuses qu'accorde la France libérale.

A l'heure où une crise économique sans précédent ravage

(1) Chef de bataillon breveté Regnault. Revue Militaire Générale. Le rôle de l'Empire Colonial Français. N° 2. Février 1938.

le Monde et où les Nations se renterment en un protectionnisme rigoureux, la France peut, au moyen d'une entente économique avec ses filiales d'outre-mer, constituer une zone économique (quelque arrangement semblable au Zollverein qui liait la Prusse et les Etats allemands d'avant 1870), à l'abri duquel les transactions peuvent s'accomplir entre les différentes parties de l'Empire Colonial sans danger pour le signe monétaire national. Cette même entente permettrait de tirer de ses territoires coloniaux les matières premières nécessaires à son industrie. Au cours des hostilités de 1914, la Métropole a pu s'assurer de l'opportunité des débouchés ouverts, grâce à la maîtrise de la mer et aux services passés de l'Armée Coloniale.

C'est là le magnifique héritage qui échoit à l'Armée de la France d'outre-mer. Ici, ce n'est pas dans le désarmement que se fonde la sécurité. L'élément de sécurité n'est pas dans les discours « verba volant », mais réside dans le fait concret : l'Armée de la France d'outre-mer, formée autant par ses victoires que par ses échecs successifs, que par la science des aînés. Nanties de ces traditions, les forces coloniales envisagent fièrement le destin, qui saura leur réserver le rôle glorieux de soutiens et d'artisans du maintien de la grandeur de l'Empire Colonial Français.

L'auréole de l'Armée de la France d'outre-mer brille dans les fastes de Ticonderoga, Chibouctou, des Antilles, de la Guyane, d'Indochine, de Madagascar, de l'Afrique; sur les champs de bataille de 1870, à Bazeilles; sur ceux de 1914 et à Verdun, sous les ordres des Montcalm, Dupleix, La Bourdonnais, Villaret de Joyeuse, Bruix, Hamelin, Rigault de Genouilly, Bouvet, Magon, de Vassoigne, Courbet, Rivière, de Négrier, Brière de l'Isle, Faidherbe, Aube, Galliéni, Dodds, Marchand, Archinard, Mangin, Lyautey, Gouraud, Mazillier, Blondlat.

Le 20 Janvier 1936, quelques instants avant de rendre à Dieu son âme de parfait gentilhomme, le Roi George V d'Angleterre, questionne son entourage familial : « Comment va l'Empire ? » La dernière pensée que le Roi-Marin dispense à ses peuples et à la Flotte, notre étude l'accorde à l'Armée de la France d'outre-mer.

A l'Armée Coloniale pourrait s'adresser également l'émouvant hommage rendu à la Marine le 30 Mai 1936 (1) par un de ses plus éminents ministres, M. François Piétri, lors de la cérémonie de l'inauguration de l'Ecole Navale de Brest :

« Oui, certes, il existe une ferveur de la mer aussi soudaine que l'amour, aussi durable que la foi. Mais, quand elle se mêle au besoin de servir, elle forme ce corps exceptionnel, resté pareil à lui-même dans les remous de notre histoire, sourd aux appels et aux passions du dehors, fidèle à son constant idéal, enfermé dans le dogme impérieux qu'on fixe pour toujours les tables de sa loi et qui confond inséparablement la Patrie et l'Honneur. »

C'est à l'Armée de la France d'Outre-Mer à préserver les poulx de l'Empire Colonial Français, par sa vigilance à assurer dans les possessions d'outre-mer la paix française, tout comme autrefois, en l'an 23, les Huit Légions Romaines (II^e Augusta, XIII^e et XIV^e Gemina, XVI^e Gallica, I^e Germinaca, V^e Alauda, XX^e Valeria Victrix, XXI^e Rapax), préposées à la garde du limes de la Germanie, et les deux Légions (III^e Augusta, IX^e Hispana), affectées au contrôle du limes africain de Tébessa.

L'Armée Métropolitaine remplit le long des frontières françaises la mission similaire à celle de sa sœur cadette aux antipodes. Alors que la première, par son entraînement intensif, sauvegarde à la fois l'existence et la liberté de la Nation, la seconde, par sa présence, développe sans cesse l'œuvre de civilisation française. L'Armée Coloniale monte, par delà les Océans, la faction de préservation, sous l'égide du drapeau tricolore, comme les valeureux aînés l'accomplirent, sous celle de l'étendard fleurdelysé de France.

Paris, le 17 Juillet 1936.

(1) Revue Maritime. n° 199. juillet 1936. f° 102.

PIECES ANNEXES

N^o 1

ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C7 — A4 — Correspondance Générale,
Guadeloupe, 1699,
M. AUGER, Gouverneur.

Le 5 mai 1699.

A Monseigneur de Pontchartrain,

Ayant appris depuis le despart de M. Depontac que des Officiers des Isles ont des mesures prises pour représenter à Vostre Grandeur que l'Isle de la Grande Terre estant aussi grande que celle de la Guadeloupe, a besoin d'un gouverneur particulier. Et que son esloignement de la ditte Isle la rend difficile à conserver dans la guerre, estant sous les ordres d'un seul gouverneur. Sur quoy mon devoir m'oblige de vous représenter, Monseigneur, que ces deux isles n'estant séparées que par un petit destroit de mer de trente pas au plus de large dans les endroits les plus grands, et que ces deux isles ne pouvant se passer l'une de l'autre, ne doivent estre que sous le même commandement, autrement la Colonie en souffrirait tout entier.

Cet établissement en serait retardé considérablement et seraient plus exposées dans la guerre par la différence ordinaire des oppinions des différents commandans, les intérêt particuliers des dis officiers qui cherchent à se placer, les font parler, et le seul intérêt du Service de Sa Majesté me fait prendre la liberté d'envoyer le présent mémoire à Votre Grandeur.

A la Guadeloupe, le 5 mai 1699.

Signé : AUGER.

PIECE ANNEXE N° II
ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C7, A24 — Guadeloupe,
Correspondance Générale, 1704,
de Bourlamaque, Gouverneur.

Mémoire sur les Isles Saintes, dépendant de la Guadeloupe.

Les Saintes, par leur position, sont utiles en tous les tems à la Guadeloupe. Elles sont situées à trois lieues au vent de cette Isle, et sept de l'Isle Dominique. Elles ont différents ports, fort sûrs et deviennent par là nécessaires à nos caboteurs qui y trouvent un état de tranquillité au milieu de la tempête. En tems de guerre, elles nous sont encore plus chères parce qu'elles peuvent être regardées alors comme le flambeau de la Guadeloupe. Tous les bâtimens qui viennent du large ou de la Martinique sont obligés de les ranger à l'honneur, pour attraper les mouillages de la Basse-Terre. Ces ports dont je viens d'éprouver l'utilité peuvent se tourner contre nous en devenant le refuge des corsaires ennemis qui peuvent s'y cacher à l'abry des terres qui sont fort hautes, de là faire des courses sur les navires venant d'Europe et les caboteurs et ruiner tout commerce en cette partie. Elles sont encore le flambeau de la Guadeloupe, parce que personne ignore que lorsque les Anglais voudront faire quelque expédition sur cette Isle ou celle de la Martinique, le lieu d'assemblée et de rendez-vous doit être à l'Isle Dominique. Les habitants des Saintes avec ceux-cy ont toujours été dans une liaison et une intimité singulières, de façon qu'un officier qui y serait établi et non passager, s'appliquant à mériter la confiance de ces habitants, donnerait au Roy autant d'espions de la Dominique qu'il y a de sujets, d'où l'on retirerait des lumières très essentielles pour la conservation des deux Métropoles que nous avons dans cette partie.

Elles sont encore utiles parce qu'elles contribuent au commerce en apportant à la Basse-Terre ses productions de coton, farine de magnoc et un peu de café, y prenant toutes les choses nécessaires à leur consommation. Elles avitaillent presque ce chef-lieu en volaille, moutons et cabris. Elles cont

une fabrique de Jarres à l'eau que l'on estime infiniment meilleures que celles de Provence, chose indispensable et que l'on seaurait trop encourager pour la Grande Terre Guadeloupe qui n'a pas d'eau, attend celle du ciel et la met en réserve dans ces vaisseaux. Je crois qu'elles ont aussi une autre fabrique de poterie si nécessaire aux manufactures de sucre. C'est toujours, c'est toujours évidemment là où celle des Trois Rivières va prendre les Terres dont elle a besoin.

Il y monte une garde de trente hommes et un Lieutenant qui est relevé tous les mois. Cet officier qui y commande se regarde là comme campé, s'occupe peu de leur bien, de la connaissance du pays et de ce qui pourrait estre bon à sa deffense, en cas de besoin. Les habitants le regardent aussi comme Etranger et ne s'attachent point à Luy, ce qui peut estre préjudiciable au bien du Service, à l'accroissement de ces petites colonies, et au commerce, ce que l'on peut concilier en y attachant un officier. Je joui de quinze cent livres d'appointements; je suis employé à l'Isle de la Désirade dont l'Etat-Major est composé d'un Gouverneur, d'un Major et deux Aides-Majors. Je m'y regarde comme de trop, parce que ce qui y reste suffit pour le service. Je pourrais l'être bien plus utilement aux Saintes, et j'en serais flatté si l'on m'y Honnait le grade de Major.

Signé : le Chevalier de VILLEJOUIN.

PIECE ANNEXE N° III

ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C8, A27 - Correspondance Générale, 1720, f° 477.

Martinique. M. de la Roulais, Ingénieur.

Copie de la lettre de M. de Champigni

à M. Gaudion de Rochefort

A Paris, le 16 avril 1720.

Le Roy donne Monsieur à M. de la Roulais, Ingénieur en Chef des Fortifications des Iles du Vent, 400 fcs d'appointement par mois, 600 fcs par an pour son logement et 1.200 fcs par an pour un dessineur. L'intention du Conseil est qu'il soit payé avant son départ de tout ce qui lui sera dû pour l'année entière en prenant caution pour ce qui sera payé d'avance; il n'a point eu besoin d'argent à Paris, il prendra le tout à Rochefort, il vous prie de luy donner quand il y sera l'argent qu'il demandera, et de prendre seulement vos suretés pour ce qui ne lui sera point acquit avant son départ, ces sommes seront employées dans l'Etat des Isles du Vent.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : CHAMPIGNI.

PIECE ANNEXE N° IV

ARCHIVES NATIONALES

Correspondance Générale, 1720, Colonies, C8. A27, F° 187

La Compagnie des Milices des quartiers du Cul de Sac à Vache et ances d'Arletz dans l'Ile de la Martinique, estant vacante par la mort de M. Collart, Colonel d'un Régiment, et estant du bien du Service de comettre à cet employ jusqu'à ce qu'il ait pleu au Conseil y nommer ou confirmer. Il est ordonné au Sieur Daubigny, actuellement Lieutenant de la dite Compagnie, d'y faire à l'avenir les fonctions de Capitaine, aux prérogatives, privilèges et honneurs attachés à cet employ. Enjoignons à Monsieur de Roussel, Lieutenant Colonel et Commandant du Régiment cy devant de Collart, de faire recevoir, reconnaistre et servir le sieur Daubigny en qualité de Capitaine de la Compagnie de milices des quartiers du Cul de Sac à Vache et Ances d'Arletz, et de le faire obéir par les officiers ses subalternes et autres miliciens de lad. Compagnie et tout ce que dans cette fonction il leur commandera pour le service du Roy.

Donné au Fort Royal de la Martinique, le 1^{er} de juin 1720.

Signé : de PAS FEUQUIERES.

PIECE ANNEXE N° V

ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C. 8 A. 29. Correspondance Générale Artillerie.

N° 29 — 1721.

Artillerie Iles du Vent, 1721.

Mémoire concernant les officiers d'artillerie et les Canonniers
des Iles françaises du Vent de Lamérique

Le Roy n'entretient aux dites Iles que cinq Canonniers, dont 3 à la Martinique, un à la Guadeloupe et le cinquième à la Grenade auxquels le Domaine a payé jusques à présent 2.400 livres par an :

	seavoir	
Au maître-canonnier du Fort Royal		
de la Martinique	600 L	} 2.400 Livres
Au second canonnier	360 L	
A celuy du Fort Saint-Pierre	480 L	
Au canonnier de la Guadeloupe..	600 L	
A celuy de la Grenade	360 L	

Le Sr Dez aujourdhuy Directeur du Domaine prétend se conformer aux Estats qui luy ont été envoyez par lesquels il n'est passé par an à chacun de ces cinq canonniers que 360 livres faisant pour les cinq 1800 Liv.

J'ai représenté audit Sr Dez que les 600 Livres au dessus de celle de 1.800 L. pour former les 2.400 L. ce sont toujours pris sur les revenans bons des charges, à quoy il ne veut point entendre et m'a déclaré qu'il n'en ferait rien sans un ordre de la Cour. Ce qui met lesdits canonniers dans la nécessité de demander leur congé faisant connaître l'impossibilité qu'ils puissent subsister en ce pays avec une somme si modique.

Le maître canonnier du Fort Royal incommodé d'une maladie dont il ne peu guerir en ces Isles et se trouvant absolument hors d'estat de faire le service, ce qui m'a mis depuis deux mois dans la nécessité de me servir des canonniers des vaisseaux marchands pour les saluts de Saint-Sacrement et autres. Ledit canonnier nommé Bitauveau demande son congé

pour passer à son département de Rochefort où il pourra recouvrer sa santé.

Le second canonnier dudit fort Royal a eu son congé il y a 4 mois, de manière que laditte forteresse se trouve à ce moyen dépourvue de canonniers.

J'ay plusieurs fois pris la liberté de représenter à la Cour du tems de Monsieur de Pontchartrain la nécessité d'avoir en ces isles 10 canonniers et 4 bombardiers pour le bien du service dont 3 canonniers et 2 bombardiers seraient au fort Royal, 2 canonniers à Saint-Pierre et un à la Trinité, 2 canonniers et un bombardier à la Guadeloupe, un canonnier au fort Louis de la Grande-Terre et à la Grenade, un canonnier et un bombardier. Je prens encore aujourd'huy cette mesme liberté et dassurer que ce nombre n'est point trop grand attendu les fréquentes maladies et mortalités en ces Isles, que d'ailleurs l'on ne pourrait en avoir moins si quelques-unes étaient attaquées ou que l'on voulut faire quelque entreprise sur les autres.

J'ay eu l'honneur d'informer le Conseil que pendant le tems de la Révolte j'avais la permission de tirer un soldat par compagnie et leur avaient fait instruire au canonage, à chacun desquels on payait un sol par jour audessus de leur paye, et étaient exempts de tout autre service que celui de l'artillerie. Ces soldats étaient contents, le service se faisait et je pouvais compter sur un nombre suffisant de canonniers dans l'occasion, mais les officiers depuis la Révolte causée, ayant prétendu avec le service de l'Artillerie, leur faire monter la garde, les ont tous faits abandonner.

Si le Conseil ne juge point à propos d'envoyer de France l'augmentation cy dessus des canonniers pour faire le nombre de dix, je le supplie très humblement de me permettre de prendre un soldat par compagnie aux conditions cy devant d'un sol d'augmentation, et exempts de tout autre service que celui de l'Artillerie. Je m'appliqueray à les faire instruire et les rendre capables.

Le grand nombre de batteries édifiées sur la coste des dites Isles, obligea feu Mr de Phelipeaux, en 1712, de nommer des officiers d'Artillerie pour les quartiers éloignés et des canonniers pour les servir, lesquels furent tous tirés des

milices qui serviraient sans appointements, et seraient seulement exempts du service de laditte milice, et chacun des officiers qui sont au nombre de 4, tant en cette Isle qu'à la Guadeloupe et la Grenade de leur personne et 8 Nègres du droit de capitation et les canonniers chacun deux nègres et leur personne et aussy 12 nègres et ma personne. Tant que mon dit sieur de Phelipeaux a vécu, lesdits officiers canonniers, et moy pour 12 nègres, avons jouy de laditte exemption, mais depuis, les Directeurs cy devant ont prétendu ne point passer les dittes exemptions, et Mr Dez, pour cette année, fait les mesmes difficultés et demande un Ordre de la Cour à ce sujet, et comme ils pressent les dits Officiers et canonniers, lesquels demandent tous à quitter s'ils ne jouissent pas de laditte exemption qui leur a été promise, et en vertu de quoy ils ont servi jusques à ce jour depuis 1712 si ces Officiers et canonniers quittent les Batteries de la Coste qu'ils servaient et dont ils avaient soin en temps de paix et de guerre, et qui ont beaucoup coûté aux Colonies, se trouveront par ce moyen abandonnées, ce qui serait facheux pour une si petite dépense. A quoy le Conseil et je très humblement supplie d'avoir égard.

Fait à la Martinique, le 11 juillet 1721.

Signé : de MALHERBE.

Veu : De Pas Feuquières.

Veu : Bénard.

PIECE ANNEXE N° VI
ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C. 8 A. 30. Correspondance Générale Martinique.
1722. Le Marquis de Feuquières, Gouverneur Général.

L'Enseigne de la Compagnie de Cloche de la Malmaison du détachement de la Marine en garnison au Fort Royal de la Martinique étant vacante, par la cassation du sieur de Saint Laurent et le service du Roy pouvant souffrir de cette vacance et du nombre d'officiers absens ou malades en cette forteresse. En attendant que Sa Majesté ait pourvu à ce remplacement, il est ordonné au sieur Le Roy de la Potherie fils, actuellement Cadet dans une Compagnie de ce fort, d'y faire sous le bon plaisir du Roy et du Conseil de Marine, les fonctions d'Enseigne dans ladite Compagnie de la Malmaison. Enjoignons à M. Dupoyet, Lieutenant de Roy en cette isle et commandant pour Sa Majesté en cette forteresse, de faire recevoir et reconnaître le sieur Le Roy de la Potherie fils, en qualité d'Enseigne de la Compagnie de la Malmaison, aux honneurs, prérogatives et émoluments attachés audit employ, et de faire obéir par les troupes du Roy en tout ce que dans cette fonction il leur commandera pour le service de Sa Majesté. Donné au Fort Royal de la Martinique, le premier juillet 1722.

Signé : de PAS FEUQUIERES.

PIECE ANNEXE N° VII

Archives Nationales - Colonies - Martinique - Correspondance
Générale - 1722, N° 30 - C. 8, A. 30. Le Marquis de
Feuquières, Gouverneur Général.

Mémoire du Roy au Sr Chevalier de Feuquières, Gouverneur
et Lieutenant Général aux Iles du Vent de l'Amérique.

Sa Majesté ayant été informée que le Roy d'Angleterre a fait don des Isles de Saint-Vincent et de Sainte-Alouzie au Duc de Montaigu, en a fait porter ses plaintes à la Cour d'Angleterre; il y a esté dit que l'une et l'autre de ces deux Isles n'appartenaient point à cette Couronne, la première devant rester aux Caraïbes suivant les conventions faites avec ces peuples, et la seconde appartenant à la France qui en avait bien voulu suspendre l'établissement sur la demande du Roy d'Angleterre; malgré ces raisons, Sa Majesté n'a point été informée que ce don ait été révoqué. Elle a appris au contraire que le duc de Montaigu se disposait à envoyer prendre possession de ces Isles et à y faire passer nombre de familles. Cette entreprise étant contraire aux droits de Sa Majesté, son intention est qu'en cas que les Anglais veuillent prendre possession de Sainte-Alouzie et qu'ils veuillent s'y établir, le Sr Chevalier de Feuquières les chasse, somme de se retirer dans quinzaine, attendu que cette Isle appartient à la France, et s'ils ne le font pas, il les y contraindra par la force des armes. Il observera de charger de cette expédition des officiers sages et entendus, Sa Majesté ne veut diffuser de sang que le moins qu'il se pourra. Elle ne veut point aussi qu'il y ait aucun pillage.

Elle souhaite seulement que les Anglais se retirent et ne s'emparent point d'un pays qui lui appartient.

Fait à Versailles, le 21 septembre 1722.

Signé : LOUIS.

Veu et approuvé,

Signé : Philippe d'Orléans.

PIECE ANNEXE N° VIII
ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C A. 31 - Correspondance Générale, 1723 - Benard, Intendant.

Le Fort-Royal de la Martinique, 1723, 2^e janvier 1723.

Extrait de la Revue des Compagnies du détachement de la Marine qui tiennent garnison en ces Isles du Vent de l'Amérique faite par Nous, Intendant aux dites Isles en janvier 1724, le sieur Mesnier, Commissaire, estant malade.

Compagnies	Sergents	Caporaux	Ansposables	Tambou et filir	Anciens et factionnaires	Total	Non employés au total		
							Morts	Désertiez	Compétiez
de la Rocheguyon de Cloche de Clieu	2	3	4	1	34	44			
	2	3	3	1	32	42			
	2	3	4	2	34	44	1		1
Compagnie Suisse Officiers majors compris	»	»	»	»	»	131			
Total		9	11	4	100	261	1		1

Fait au Fort Royal de la Martinique, le 2^e janvier 1723.

Signé : BENARD.

PIECE ANNEXE N° IX

ARCHIVES NATIONALES

Colonies, C 8, A 31. Correspondance générale. Martinique, 1723. De Feuquières.
Liste générale des officiers servans aux Isles Françaises du Vent de l'Amérique, suivant l'ordre de leur ancienneté.

ESTAT MAJOR

Lieutenans de Roi

Messieurs,

Il est fort agé, et menace de laisser bientôt sa place vacante.
A congé du Conseil pour aller en France vaquer à ses affaires et rétablir sa santé.

De Bègue, Commandant au Bourg St-Pierre de la Martinique.

De Larnage, Commandant au fort de la Trinité, Martinique.

De Pradines, Commandant à l'Ile de la Grenade.

De Savigny à la Basse-Terre, Guadeloupe.

Dupoyet, Commandant au Fort-Royal de la Martinique.

La Rocheguyon, Commandant à la Grande Terre, Guadeloupe.

De Rovary, Commandant à Marie-Galante.

A congé du Conseil pour aller en France.

Majors

Messieurs,

Bachelier, de la Guadeloupe.

Durieux, de la Martinique.

Binoist, de la Grenade.

Lonvilliers de Bellebrune, de Marie Galante.

OFFICIERS SUBALTERNES

Capitaines

Les sieurs,

La Guarigue, du 5 mars 1703.

Depuis que je comande en ces Isles je ne l'ay point encore veu en ce fort, mais seulement lorsque j'ay fait la tournée de l'Isle avec M. Bénard, dans sa maison à la Trinité, dont il ne peut sortir à cause de ses continuelles incomodités, ce qui m'avait fait proposer au Conseil de l'honorer d'une croix de St-Louis et de luy envoyer sa démission pour qu'il fit place à un autre qui ferait le service. Je ne scay si la proposition n'a pas esté goûtée, du moins a-t-elle esté sans réponse.

Lonvilliers de Poincy, du 10 juillet 1710.
 Cloche de la Malmaison, du 3 novembre 1711.
 Sinson, du 5 août 1714.
 Rocourt, du 23 mai 1716.
 Declieux, du 12 novembre 1717.
 Monsaint Rémy, du 19 novembre 1717.
 Morienne, 22 novembre 1718.
 Préveraud, du 23 avril 1720.
 Landon, du 23 avril 1720.

La Chassagne, du 23 avril 1720.

Il est très malade en France, d'où on l'a dit mort.
 Je crois sans fondement.

Depuis la désertion à St-Thomas de 17 soldats de la Compagnie de la Guarigue pour lors en garnison à Marie Galante, j'ay envoyé sous le commandement du sieur La Chassagne un détachement de 30 hommes tirés des dix Compagnies de ces Isles. J'en ay esté approuvé par le Conseil de Marine, qui, depuis en suprimant le Gouvernement de Marie Galante a nommé M. de Ravary, Lieutenant de Roy et M. Lonvillier de Bellebrune, major pour y commander alternativement.

Lieutenants

Les sieurs,

Bailleul, 1715.

Hurault de Ligny, du 6 novembre 1715.

Poulain de Guerville, du 15 may 1716.

St-Michel, du 12 novembre 1716.

Dornicourt, du 18 novembre 1717.

Chevalier de la Longeville, du 23 avril 1720.

Venu en cette isle dans le *Héros*, il servait auparavant à l'Île Royale en cette qualité et en celle de Sous-Ingénieur.

Avant fait un bon mariage en cette Isle avec mon agrément, il m'a depuis prié de demander son congé absolu au Conseil de Marine.

Fontenay, du 11 juillet 1720.

Tonty, du 18 mars 1721.

Pellerin, du 18 mars 1721.

Nadeau, du 6 décembre 1722.

Enseignes

Les sieurs,

Febre d'Amphoux, du 1^{er} novembre 1715.

Fiché, du 12 novembre 1717.

Fait les fonctions d'ayde major en ce fort. La place de Lieutenant du Sr Pellerin serait très bien occupée par le sieur de Cherbonnière, auquel il donnerait plus de relief et d'autorité pour continuer les fonctions d'ayde major, et le sieur de la Potherye remplirait à merveille la place d'Enseigne dudit sieur de Cherbonnière.

Fait les fonctions d'ayde major au fort St-Pierre de cette Isle.

De Cherbonnière, du 23 avril 1720.

Lonvilliers, du 23 avril 1720.

Ste-Marie, du 23 avril 1720.

Forestier-Desmonts, du 23 avril 1720.

La Rocheguyon, du 18 mars 1721.

Chevalier d'Ormicourt, du 18 mars 1721.

Lignery, du 18 mars 1721.

La Potherye, Enseigne expectatif par mon ordre du 1^{er} juillet 1722.

Signé : du *PASFEUQUIERES.*

Au Fort Royal de la Martinique, le 28 juin 1723.

PIECE ANNEXE N° X

Archives Nationales - Colonies, C8, A 34 - Martini que, 1725 - Correspondance Générale - de Feuquères, Gouverneur Général, de Jouvancourt, Intendant.

Martinique - Conseil de mai 1725.

Liste des Officiers du Conseil Supérieur qui ont assisté ou qui se sont absentés de celui tenu depuis le 7^e du mois de May jusques et compris le 19^e du dit mois.

Absent, incommode

Présent à toutes les séances hors celles de l'après-midy

Présent à la plupart des séances

Absent à Saint-Pierre

Absent en France

Absent à Saint-Pierre

Présent

M. le Chevalier de Feuquères, Gouverneur Général.

M. Blondel de Jouvancourt, Intendant.

M. le Marquis de Champigny, Gouverneur.

M. Bègue, Lieutenant de Roy.

M. de Larnage, Lieutenant de Roy.

M. du Rieux, Lieutenant de Roy.

M. Mesnier, Premier Conseiller.

Conseillers honoraires

M. Desnots, au Bourg Saint-Pierre.

M. Thibault, Cul-de-Sac Marin.

M. Houdin, au Fonds-Capot.

M. Girardin père, au Fort-Royal.

M. Girardin fils, au Fort-Royal.

Absent à Saint-Pierre

Absent

Absent à une partie des séances

Présent

Présent

Conseillers titulaires

Absent
 Absent aux séances des premières semaines
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent
 Présent, hors à quelques séances

 Présent, hors les derniers jours, à cause
 d'un accident survenu à son épouse
 Présent

M. Despres, Doyen, au Fonds-Capot.
 M. Pocquet, à la Basse-Pointe.
 M. Rahault, à la Rivière Lezard.
 M. de Jauna, à Saint-Pierre.
 M. de Montigny, au Cul-de-Sac-à-Vache.
 M. Erard, au Fort-Royal.
 M. Poisson, à Saint-Pierre.
 M. Fevrier, au Cul-de-Sac Robert.
 M. de Saint-Sulpice, au Gaillon.
 M. Duval de Grinouille, à la Rivière Pilote.
 M. Astier, à la Rivière Sallée.

 M. Marin, au Fort-Royal.

Conseiller Assesseur

Gens du Roi

M. Dumay, Procureur Général, à Saint-Pierre.
 M. Le Sauvage, Substitut au Potiche.

Greffiers

Présent
Présent

M. Moreau, Greffier en Chef au Fort-Royal.

Le sieur Clerat, commis-greffier au Fort-Royal.

Fait au Fort-Royal de la Martinique, le 21 May 1752.

Signé : BLONDEL DE JOUVANCOURT.

PIECE ANNEXE N° XI

Archives nationales. Colonies, C 8, A 36.
Martinique. Correspondance générale, 1726.

L'an mil sept cent vingt six le vingt quatrième jour du mois de Septembre, nous, Jacques Marin, Commissaire et Controlleur de la Marine en ces Isles, nous estant transporté à bord de la flutte du Roy Le Portefaix, commandé par Monsieur Meschin Lieutenant de vaisseau et mouillée dans le port de Fort Royal de cette isle, où elle est arrivée le 21^e dudit présent mois pour y faire par ordre de Monsieur l'Intendant la visite des farines embarquées dans ladite flutte pour les troupes des dites isles, et ayant fait ouvrir en présence de Monsieur le Général et de mondit sieur l'Intendant six barils des premiers qui se sont présentés de ceux portés de la cale sur le gaillard, nous avons reconnu que trois des dits six barils contenaient de la farine dont on pourra faire du pain mangeable et que celle des trois autres barils estait en partie échauffée, de mauvaise odeur et même pourrie et estant informés que ces farines sont de la même fourniture que celles cy devant envoyées en ces dites Isles dans le vaisseau du Roy « Le Héros » lesquelles étaient en gros aussy deffectueuses, mondit sieur le Général et mondit sieur l'Intendant pour économiser et menager les Intérêts du Roy et pour subvenir cependant à la nourriture des soldats sans nuire à leur santé ont délibéré et ordonné, premièrement, que les cinq cent soixante douze quarts de farine qui sont dans la dite flutte seraient incessamment mis à terre ; qu'il en serait porté deux cent soixante dans le fort Royal, et le surplus, envoyé aux autres garnisons ; qu'il en serait mis aussitôt vingt cinq barils à l'air en grenier dans le haut de la maison servant de logement à mondit sieur le Général dont en les livrant, ce qui se trouvera pourry sera mis à part, et le surplus distribué aux autres boulangers dudit fort Royal, avec de la farine nouvelle que mondit sieur l'Intendant a achetté du sieur Thouard, négociant en cette Isle, que cette distribution sera faite, sçavoir les trois quarts de la farine du Portefaix, et

le quart de celle du sieur Thouard, poids pour poids, pour estre meslée de même par les boulangers, à mesure qu'ils feront le pain du soldat ; qu'il sera envoyé aux autres garnisons de la farine du sieur Thouard suffisamment pour y estre fait le même mélange du quart avec les trois quarts de celle du Portefaix et que l'on y prendra les mêmes précautions qu'au Fort Royal pour mettre la farine à l'air avant de la livrer pour les soldats, de sorte que on ne puisse y rebuter que ce qui se trouvera réellement pourry dont sera fait un procès-verbal, et qu'enfin la consommation de cette farine sera continuée sur ce pied jusque à la fin ou jusqu'à ce qu'il soit arrivé d'autre secours par les vaisseaux que sa Majesté a ordonné estre armé pour les Colonies. De quoy, nous avons dressé le présent procès-verbal en présence de mondit sieur le Général et de mondit sieur l'Intendant que nous avons requis de vouloir bien le signer. Fait à bord de la flutte les jour et au susdits. Signé : De Pas-Feuquières, Bondel Jouvancourt et Marin.

Envoyé le 28 septembre 1726.

Signé : BLONDEL JOUVANCOURT.

PIECE ANNEXE N° XII

Archives nationales. Colonies. Guadeloupe. Correspondance générale. 1743-1748. M. de Clieu, Gouverneur, C7, A 15.

Le 7 janvier 1743

Nous, Charles Auguste Le Roy de la Potherye, Chevalier sieur de Bacqueville, Capitaine des Troupes du Détachement de la Marine et ayde major de l'Isle Guadeloupe de dépendances faisant fonction de Procureur du Roy, en vertu de la plainte faite par nous à Monsieur Declieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis et Gouverneur pour le Roy de la ditte Isle Guadeloupe et dépendances. contre les nommés Pierre Demiez dit Poitevin et Barthelemy La France dit La France, Soldats de la Compagnie de Bégue lesquels sont accusez du crime de désertion du fort Louis de la Grande Terre où leur Compagnie tient actuellement garnison en datte du six Janvier mil sept cent quarante trois, au bas de laquelle est l'ordre de mon dit sieur Declieu pour y être procédé, et en vertu de quoy avoir instruit le présent procez, fait les informations et recollements des témoins. Le tout bien considéré après avoir de la certitude du délit des susdits accusez, nous les trouvons duement atteints et convaincus du crime de désertion pour réparation d'icel, nous concluons pour le Roy et les condamnons par contumace à estre passé par les armes, et la susdite sentence sera leue à la teste des Troupes qui seront pour cet effet assemblés et mises en bataille en la place du fort St-Charles de la Basse-Terre, et ensuite envoyée au Prévost de la Maréchaussée pour estre publiée et affichée aux lieux principaux des villes d'où sont les condamnez, lesquels du jour de cette affiche seront réputez, mort civilement. Conformément à l'ordonnance du dix sept Janvier mil sept cent trente fait au fort Saint-Charles de la Basse-Terre (Guadeloupe) le six Janvier mil sept cent quarante trois, signé : La Potherye.

Le Conseil de guerre estant assemblé chez Monsieur Declieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis et

Gouverneur pour le Roy de l'Isle Guadeïoupe et dépendances composé de mon dit sieur le Gouverneur qui y a présidé de Messieurs Marin, Commissaire de la Marine, Ordonnateur et subdélégué par sa Majesté à l'Intendance des Isles du Vent de l'Amérique en celle de la Guadeloupe, de Lafond, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Lieutenant du Roy en la dite Isle et Commandant au Petit cul de Sacq, de Guerville, Capitaine d'une Compagnie du détachement de la Marine, Duchâtel, Lieutenant, Cornette et Honel, Enseignes, et de la Potherye, Capitaine ayde major de la dite Isle, faisant fonctions de procureur du Roy, assisté de moy, Jean Claude, Dauphin, Greffier à la suite de la place, après avoir veu la plainte faite par ledit sieur de la Potherye, Capitaine ayde major contre les nommés cy-après :

Pierre Desmie, dit Poitevin,

Barthélemy La France, dit La France,

Soldats de la Compagnie de Bègue au bas de laquelle est l'ordre de mon dit sieur Desclieu pour en estre informé en date du six du présent mois en exécution de quoy information et recollement faits, les conclusions dudit sieur de la Potherye, Capitaine ayde major données, le tout bien considéré.

Le Conseil de Guerre ayant jugé du délit les susnommez deument atteints et convaincus du crime de désertion, pour réparation d'iceluy les condamne par contumace à estre passé par les armes. La ditte sentence sera leue à la teste des troupes qui seront pour cet effet assemblées et mises en bataille demain matin huitième de ce mois, en la place du fort St-Charles de la Basse-Terre et celle du fort Louis de la Grande Terre, ensuite envoyée au Ministre et Secrétaire d'Etat ayant le département de la Marine pour estre remise au prévost des Maréchaussées. Fait à La Basse-Terre, Guadeloupe, le sept Janvier mil sept cent quarante trois. A signé : Declieu, Marin, Lafond, Guerville, Duchastel, Duchastel, Cornette, Houël, Lapotherye et Dauphin, Colastioné : Signé DAUPHIN.

PIECE ANNEXE N° XIII

Archives nationales

Colonies. C 7, A 15. Guadeloupe. Correspondance générale (1743-1749). De Clieu, Gouverneur.
Extrait de la Revue des Trois Compagnies du détachement de la Marine, en garnison au fort de la Basse-Terre et au fort Louis, Grande-Terre de l'Isle Guadeloupe, faite au mois de juillet 1746.

Quartiers	Capitaines	Lieutenans	Enseignes	Sergens	Caporaux	Aspécato	Tambour	Soldats	Recrues	Total	non empris au total		
											morts	désertés	congédié
BASSE TERRE	MM. p. BEBUE	les Sieurs fait fonctions d'aide-major à la Grande Terre	les Sieurs COMETE, est à la Grande Terre										
			p. de MONT- ST-REMY, Enseigne réformé	2	3	3	1	29		38	»	»	»
FORT LOUIS	p. DAMPHOUX	p. de SAVIGNY	p. CHEVALIE	2	3	3	1	33	1	42	3		
	de ROCHE- CHOUART, est à la Martinique	p. HURAUULT	p. de FOURA	2	3	3	2	31		41			
Total				9		9	4	93	1	121	3		

Fait à la Guadeloupe au mois de Juillet 1746

Signé : MARIN PHILIPPE.

PIECE ANNEXE N° XIV

Archives nationales. Colonies. Guadeloupe. Correspondance générale 1743-1748). M. de Clieu, gouverneur, C7, A 15.

La Guadeloupe

Conseil de May 1748

May 1748

Liste des Officiers du Conseil Supérieur de la Guadeloupe qui y ont assistés ou s'en sont absentés à la séance tenue à la Basse-Terre, les 6 et 7 May 1748.

Messieurs,

Présent de CLIEU, Lieutenant du Gouvernement Général et Gouverneur ;

MARIN, Commissaire Ordonnateur et Premier Conseiller ;

de MONT SAINT-REMY. Commandant ;

du BUCLAY

DELAFOND

} Lieutenans de Roy.

Conseillers

Présent CELLERAN, doyen ;

de MONTERAY ;

FILLASSIER DE SAINT-GERMAIN ;

de RES ;

DAUSSEUR ;

LE BLOND ;

Malade de BOURG de MERIGNY ;

Présent GADET du BROIS ;

Présent de BOURG d'ECLAINVILLIERS ;

Malade LA BORDE ;

Présent COQUILLE cadet ;

Présent CHOBERT de PRAILLES.

Assesseurs

Malade de MACHICOURT ;

LE COINTRE BELLECOUR.

Procureur général

COQUILLE.

Greffier en chef

Présent BAUDOT.

Fait à la Guadeloupe, le 8 May 1748.

Signé : MERIN.

PIECE ANNEXE N° XV

Archives nationales. Colonies. A 26, F° 131

Consigne du Corps de Garde de l'Hôpital Militaire établi par François Louis de Salignac, Marquis de la Motte Fénélon, Baron de Lambert et autres lieux, Lieutenant Général des armées du Roy, Gouverneur et son Lieutenant Général à l'Ile de la Martinique.

Et Paul Pierre Mercier de la Rivière, Chevalier, Conseiller du Roy en ses Conseils et honoraires en sa Cour de Parlement de Paris, Intendant de Justice, Police, Guerre, Finances et Marine de ladite Isle, etc...

Il est ordonné ce qui suit :

Article 1^{er}. — *Le sergent, caporal ou appointé de garde ne laissera entrer aucun soldat que lorsqu'il sera porteur d'un billet d'entrée signé d'un officier du régiment d'où il vient, l'entrée de l'hôpital devant être interdite à tout autre soldat et à quelque autre personne que ce soit, excepté à ceux que leur ministère et les ordres du Commandant y appellent ; et les soldats que l'on pourrait envoyer pour voir leurs camarades et les soigner, seront tenus de présenter un billet de permission signé d'un officier major de la place.*

Article 2. — *Il ne laissera entrer aucune boisson ou aliment que ceux destinés pour la consommation dudit hôpital et qui y seront apportés par les infirmiers ou autres gens de service.*

Article 3. — *Il ne laissera sortir aucun soldat malade que lorsqu'il sera porteur de son billet de sortie.*

Article 4. — *Il est défendu aux malades ou convalescents de sortir ou de se promener hors de l'enceinte de l'hôpital et le sergent, caporal ou appointé y tiendra la main.*

Article 5. — *Le sergent, caporal ou appointé de garde audit hôpital aura soin d'y entretenir le bon ordre dans les salles, d'empêcher que les malades n'aient de disputes avec*

les infirmiers ou autres gens de service, et à cet effet, il se transportera souvent dans les salles pour empêcher que les malades ne fassent du bruit.

Article 6. — *Il sera tenu d'assister aux pansemens et aux visites des Médecins et Chirurgiens qui se feront le matin à six heures et le soir à quatre heures.*

Article 7. — *Il sera tenu pareillement aux distributions des aliments à l'heure du repas qui sera le matin, à onze heures, et le soir, à cinq heures ; il aura soin que chaque malade soit à son lit, et que le silence soit gardé pendant la distribution qui leur sera faite des aliments prescrits sur la visite du Médecin ou Chirurgien-major et non autre.*

Article 8. — *Il empêchera, sous quelque prétexte que ce soit, que les garçons infirmiers ne soient insultés ni maltraités et encore qu'on manque de respect aux Religieux.*

Article 9. — *Lorsqu'il y aura des plaintes, le sergent, caporal ou appointé de garde, les portera à l'officier de visite de jour lorsqu'il viendra à l'hôpital, pour qu'il puisse rendre compte au Commandant ou Gouverneur, et il en rendra compte aussy dans l'instant, où elles seront faites au Commissaire des Guerres chargés de la police de l'hôpital, s'il y en a sur les lieux.*

Article 10. — *Le sergent, caporal ou appointé verra soir et matin mettre la viande dans la marmite : la pesée en sera faite devant luy, à raison d'une livre par chaque malade et l'entrée de la cuisine sera interdite à tous les malades sous quelque prétexte que ce soit.*

Article 11. — *Il empêchera les soldats malades de laver leur linge dans les salles et dans les cours ; de faire dans lesdites cours et jardins aucunes malpropretés ; il empêchera pareillement de commettre aucune dégradation dans ledit hôpital.*

Article 12. — *Lorsque la cloche sonnera le soir à six heures, il aura soin que tous les malades soient couchés au*

moins à leurs lits, de faire observer le silence dans les salles jusqu'au lendemain que l'on sonnera pareillement la cloche.

Article 13. — Tous les matins, après la visite du Chirurgien-major, le sergent, caporal ou appointé de garde ira faire son rapport sur ce qui se sera passé dans l'hôpital au Commissaire des Guerres qui en a la police, s'il y en a sur les lieux, et à l'officier de visite de jour lorsqu'il viendra à l'hôpital, pour qu'il puisse en rendre compte au Commandant de Place.

Article 14. — Le sergent, caporal ou appointé de garde aura soin de faire rendre aux Religieux de l'hôpital par les soldats malades qui en sortiront les différents effets qui leur auront été confiés pour leur usage pendant leur maladie comme gobelets, écuelles, etc... ; et, si par hazard, il se trouvait aucun de ces ustensiles égarés, il sera remplacé par le malade à qui on en fera la retenue sur la solde.

Donné à la Martinique, le 6 Septembre 1763.

Signé : Le MARQUIS DE FÉNELON.

Le Mercier de la Rivière.

PIECE ANNEXE N° XVI

Extrait de la brochure intitulée « Le Retour de l'île Maurice à la France ». (Documents publiés par la Délégation Mauricienne de Paris).

(Les Imprimeries J. Brard,
Ch. Bezançon, Gendre et Successeur,
83-85, rue Nationale, Méru (Oise),
1919.

Cette délégation était composée de :
MM. le Dr Joseph Rivière, Officier de la Légion d'Honneur,
Paul Carié, Propriétaire d'usine à sucre à l'île Maurice,
Ange Galdemar, Homme de lettres, Chevalier de la Légion d'Honneur,
Hervé de Rauville, Publiciste,
Dr G. Baschet,
Loïs Dabbadie,
David Edwards,
Le Baron Eugène de Rosnay, Propriétaire à l'île Maurice,
et de Coulhac-Mazérieux.

Nous regrettons de ne pouvoir publier ici la lettre éloguente, datée de Paris, du 4 avril 1919, adressée aux Premiers Ministres des Gouvernements de la Grande-Bretagne et de la République Française par la délégation Mauricienne, par laquelle cette dernière réclame la rétrocession de l'île Maurice à la France et de laquelle nous extrayons cette phrase qui résonnera aux cœurs français :

« Les soldats de La Bourdonnais, les marins de Suffren sont nos Pères ».

Mauriciens engagés dans l'Armée Française ou qui y servaient déjà au moment de la Guerre. (1914-1918) :

Achard (Dr J.).

Adam (Gustave), détaché à l'armée russe.

Aliplon (Maxime).

Antelme (Fernand), a été fait prisonnier, s'est évadé et a repris du service; citation et croix de guerre.

Antelme (Maurice).

Armand (Jacques).

Aubert (André).

Avrillon (Gaston), mort à la suite de ses blessures.

Avrillon (Raoul).

Bertin (Raoul).

Bétuel (Raoul), médecin major de 2^e classe; décoré de la Légion d'Honneur.

Bonnemaison.

Boucherville (Charles-Albert de), Capitaine au 23^e Régiment d'Infanterie ; décoré de la Légion d'Honneur.

Boulanger (Auguste), décoré, croix de guerre.

Boyer (de la Giroday), Capitaine interprète.

Cadet (Emmanuel).

Caltaux (Maxime), 6^e Tirailleurs algériens, tué à l'ennemi.

Campenon (Joseph), Capitaine au 2^e Régiment d'Artillerie, 3 citations, croix de guerre.

Carié (Paul), obtient sa réintégration au début de la guerre pour servir dans l'armée française.

Carié (Paul), fils du précédent.

Cassiau (F.), blessé à l'ennemi, 2 citations, croix de guerre.

Chazal-Mayer (Franché de), sergent au 111^e de ligne, croix de guerre.

Chazal (Chamarel de).

Chazal (Guy de).

Chevreau (Raymond), Légion étrangère, blessé en Champagne.

Chevreau (Roger), Légion étrangère, blessé, cité, croix de guerre ; réformé, se rengage dans l'armée anglaise.

Closet d'Errey (Henri de).

Couellan de Saint-Pern (Edgar), 107^e de ligne.

Coulhac de Mazérieux (Joseph de), avait 18 ans et était étudiant en médecine avant la guerre ; s'engagea comme simple soldat, dans l'infanterie ; à la 4^e année de guerre, était Sous-Lieutenant au 47^e de ligne, avait obtenu 4 citations, la croix de guerre et la Légion d'Honneur. A

commandé au front le groupe franc du 47^e, le célèbre régiment de Saint-Malo.

Coulhac de Mazérieux (Ernest de), 57^e de ligne.

Coutanceau (Henri), Général de division, gouverneur de la Place d'Épinal.

Coutanceau (Maurice), Médecin auxiliaire avec le grade d'adjudant chef.

Coutanceau (Paul), 144^e d'Infanterie.

Cugnet (Henri), contrôleur des poudres, tué à l'ennemi.

Dabbadie (Loïs), fonctionnaire mauricien, marié 6 enfants, se fait mettre en congé administratif, pour s'engager dans l'armée française ; est attaché aux missions françaises près des troupes anglaises ou américaines, en qualité d'interprète.

Dabbadie (Philippe), frère du précédent, 7^e colonial, mort de la maladie contractée au front.

Damel (Georges), 57^e d'Infanterie, tué à Soissons.

Daruty de Grandpré (Gustave), croix de guerre.

David (Raoul), médecin attaché à la Croix Rouge.

Deglos (Dr Edmond), Médecin major.

Deglos (Jacques).

Descombes (Alphonse).

Descombes (Volcy).

Ducler des Rauches (Edgar), engagé comme simple soldat, atteint le grade d'adjudant-chef ; obtient la croix de guerre et est tué à l'ennemi.

Ducomet (Dr Eugène), service d'ambulance.

Dupouy (Emmanuel).

Dupouy (Joseph).

Dupuis (Maurice).

Egal (Henri).

Erhmann (France), officier de liaison.

Erhmann (René), Sous-Lieutenant d'Infanterie.

Ehrmann (Paul), Sous-Lieutenant d'Infanterie.

Epinay (Georges d').

Epinay (Henri d'), tué devant Verdun.

Emmery de Charmoy (René d'), meurt à Nice, le 25 février 1917, des suites de ses blessures.

Faget, Capitaine d'artillerie.

Ferrat (Raoul), blessé.

Fraise (fils).

Gonard (Dr).

Gallet (Edouard), Infanterie.

Giraud (Maurice).

Guardia de Ponté (François de), 369^e d'Infanterie, croix de guerre.

Guardia de Ponté (Antoine), 20^e régiment d'Infanterie.

Guardia de Ponté (Gabriel), 20^e régiment d'Infanterie.

Guérard (Georgy), pilote aviateur.

Guérard (Paul), sapeur 8^e régiment de génie (T.S.F.).

Guimbeau (André), blessé à Salonique, cité à l'ordre du jour du régiment

Guimbeau (Louis).

Guimbeau (Léopold).

Hart de Kaeting, chargé d'un laboratoire de radiographie pour les blessés de la guerre.

Haye Duponsel (de la), infanterie ; un frère dans l'armée anglaise.

Hein (Henri), caporal au 67^e d'Infanterie, décoré de la croix de guerre.

Hein (René), Caporal d'Infanterie.

Huguenin (Jean).

Koenig (Xavier).

Lacaze (Joseph).

Lacaze (Roger).

Lacoste (André).

Lacoste (Maxime).

Lanier (France), engagé dans le 418^e d'infanterie, a été tué sur le front. Il avait rédigé un testament qui se termine par ces lignes : « Je suis fier et content de mourir pour notre France chérie. Donnez à vos enfants cette France pour patrie, c'est la plus belle et la plus digne d'être servie ! Adieu à tous les amis et quand même Vive la France !... »

Lassime (Dr Paul).

Lauret (Elysée).

Lauret (Gontran).

Lauret (Louis).

Lecomte (Louis).

Legras (Henri), pilote aviateur, décoré de la croix de guerre.

Legras (René).

Lenferna de Lamothe (Léon), adjudant au 37^e régiment de la croix de guerre ; a été versé ensuite dans l'aviation.

Lenferma de Lamothe (Léon), adjudant au 37^e régiment d'infanterie. Blessé en Argonne, décoré de la croix de guerre.

Lenoir (Marc), blessé devant Verdun.

L'Estrange (Roger), après avoir servi dans l'armée française, a été envoyé en Angleterre, où il s'est enrôlé dans le génie britannique.

Loizeau (Hippolyte), tué à l'ennemi.

Longevialle (Guy), blessé.

Lucas (Claude).

Maillard (France).

Maillard (Lysis), caporal d'infanterie tué à l'ennemi.

Maillard (Louis), capitaine du 14^e régiment d'infanterie, tué en Champagne.

Maingard (Maurice).

Malet (Roger).

Malet (André).

Malet (Sylvio).

Marion de Procé (Donatien), aspirant au 187^e de ligne.

Marion de Procé (Paul), 65^e régiment d'infanterie.

Martin (Henri), infanterie.

Martin (Abbé), aumônier militaire.

Mayer (François), sergent tué à l'ennemi.

Mayer (Loïs).

Némorin (Docteur E.).

Némorin (E.).

Pellereau (Georges).

Pépin (Eugène), attaché au service des ambulances.

Pignolet de Fresne (Gaston), caporal.

Pitray (Elysée de).

Plantaz (Vincent).

Plantaz (James).

Poncelet (Donatien).

Pons (Pierre).

Rampal (Gaston), 112^e régiment d'artillerie lourde.

Rampal (Paul), 34^e d'infanterie.

Rauville (Victor de), 4^e colonial, réformé par suite de maladie contractée au service.

Rauville (Marc de), 28^e colonial, puis 27^e artillerie à pied.

Ribet (Maurice), engagé dans la Légion étrangère, a été blessé, puis réformé ; s'est ensuite engagé dans l'armée anglaise.

Rigondeau (Henri), décoré de la croix de guerre.

Rivière (Jean), 155^e d'infanterie ; blessé.

Rivière (Lucien), 34^e régiment d'infanterie.

Rivière (Richard), lieutenant d'artillerie, a été affecté à une escadrille d'avion comme officier observateur ; décoré de la croix de guerre avec palme.

Robillard (Joseph de), attaché aux services des ambulances.

Rochecouste (Maurice de), lieutenant d'infanterie, a été fait prisonnier au début de la guerre.

Rochecouste (Philippe de), automobiliste, mort des suites de maladie contractée sur le front.

Rochery (André).

Sinnasamy (Marcel), décoré de la croix de guerre et de la Médaille Militaire.

Suzor (Docteur Renaud), aidé de sa fille comme infirmière, a fait la retraite de Serbie et, rentré en France, a ouvert un hôpital pour les blessés.

Talbot (Emile).

Taochy (Joseph).

Théveneau (Léon).

Théveneau (Octave), 59^e régiment d'infanterie.

Tronche (André).

Toulorge (Emile).

Toulorge (Jean), blessé sur le front.

Villecourt (René de), un frère dans l'armée canadienne.

Vincent-Georges (Dr R.), tué à l'ennemi.

Vitry (Dr).

Wilmann (Dr).

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE GENERAL

I. — ARCHIVES DIVERSES

- Archives Nationales* *Marine Série B.*
Idem *Colonies séries A1 à A28 inclus.*
Idem *Colonies Série C.*
Idem *Colonies Séries C8, A24 à*
27. (Correspondance Générale).
Idem *Colonies Série F3Ns 1 à 289.*
Archives de la Marine *Code manuscrit de la Martinique.*
Archives du Ministère des Affaires Etrangères — *Corres-*
pondance Générale Espagne Vol. 501.
Idem *Amérique, Vol. IV, V, VI.*
Archives du Ministère des Colonies — (*Dépôt des forti-*
fications — *Iles du Vent* — *Saint-Domingue*).
Annales du Conseil Souverain de la Martinique.
Archives du Ministère de la Guerre — *Etat Général des*
Troupes pour 1753.
Bibliothèque Nationale *Série LF, LI.*

II. — OUVRAGES IMPRIMES

- ADVIELLE (Victor).* — *L'Odyssée d'un Normand à*
Saint-Domingue au XVIII^e siècle. 1902. 1 vol.
ALMANAC (Mauritius). — *Colonial Office List.*
AMADE (A. d'). — *Légion d'Honneur. Médailles mili-*
itaires ou commémoratives. Ordres Etrangers — *1 vol.*
in-8 — 1873.
ANTOINE (Félix). — *Etude historique et juridique des*
traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille
militaire — *in-8 — 1901.*
ANTONELLI. — *Manuel de Législation Coloniale* —
1926.
ARNOULD. — *De la balance du Commerce* — *1792.*
ASTRAUDO. (Duc). — *Les Ordres de Chevalerie* —
1936. 1 vol.

- AUMALE (d'). — *Les Institutions militaires de la France.*
— 1867. 1 vol.
- AUCOC (Léon). — *La discipline de la Légion d'Honneur et le contrôle des nominations.* — 1890.
- Archives du Ministère des Affaires Etrangères — *Idem.*
- AVENEL (Vicomte d'). — *Richelieu et la Monarchie absolue.* — 1894. 1 vol.
- AZAN (Général). — *L'armée d'Afrique.* — 1 vol. 1935.
- AZEMA (G.). — *Histoire de l'Île Bourbon* — 1862. 1 vol.
- BABEAU. — *La vie militaire sous l'ancien régime.* 1 vol.
- BALLET (J.). — *La Guadeloupe.* — 1899. — *Tomes I à IV.*
- BARRE DUPARC (de la). — *Histoire de l'Art de la Guerre.* — 1864. 1 vol.
- BANBUCK (C. A.). — *Histoire de La Martinique sous l'Ancien Régime.* — 1935. 1 vol.
- BARREY (Ph.). — *Les Origines de la Colonisation française aux Antilles.* — 1918. 1 vol.
- BARRIERE. — *Mémoires du Marquis de Bouillé* — *Tome XXI.* — 1890.
- BARBE MARBOIS. — *Journal d'un déporté non jugé.* — 1834. 1 vol.
- BARBE MARBOIS. — *Histoire de la Louisiane.* — 1828. 1 vol.
- BASSET (Cap. d'Art). — *La formation du Corps Royal de l'Artillerie aux Colonies* — *Revue des Troupes Coloniales.* — N° 225. — Juillet-août 1935.
- BEAUDZA (L.). — *Le Palais de la Légion d'Honneur.* — 1928. 1 vol.
- BEAUDZA (L.). — *Les Ancêtres de l'Armée Coloniale (Le journal des Coloniaux, années 1933 et 1934).*
- BEQUET. — *Répertoire du Droit administratif, articles « Colonies » et « Marine »* — *Tomes IV et XX.* — 1885.
- BELIDOR. — *Le Bombardier français.* — 1731. 1 vol.
- BENJAMIN SULTE. — *Histoire des Canadiens français* — 1884. 8 vol.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de Droit Civil.* — *Tomes I, II, III.* — 1912.

- BAUVE (E.). — *Anciennes Médailles coloniales françaises.* — 1922.
- BESSON (M.). — *Vieux papiers du Temps des Isles.* — 1925. 1 vol.
- BESSON (M.). — *Les Frères de la Coste, flibustiers, corsaires.* — 1928. 1 vol.
- BIELFELD (Bon de). — *Institutions politiques.*
- BILLIARD. — *Politique et organisation coloniales.* — 1899. 1 vol.
- BILLOTTE (Général). — *Les Troupes Coloniales et la Défense de l'Empire Colonial Français (Revue Militaire Générale N° 1. — Janvier 1937.*
- BIONNE (H.). — *Dupleix.* — 1881. 2 vol.
- BITTARD des PORTES. — *Histoire de l'Armée de Condé.* — 1905. 1 vol.
- BOBLAYE (de). — *Essai historique sur les Ecoles d'Artillerie.* — 1858. 1 vol.
- BOCQUET, DURIEUX et FEUILLATRE. — *La Légion d'Honneur et les Décorations françaises.* — 1911. 1 vol.
- BOISSONNADE (P.). — *Saint-Domingue à la veille de la Révolution.* — 1906. 1 vol.
- BONNAFY (Dr). — *Médecin en chef de la Marine.* —
- BONNASSIEUX (P.). — *Les Grandes Compagnies de Commerce.* — 1892. 1 vol.
- BONNEVILLE (de). — *Lois sur la Tactique.* 1 vol.
L'armée Coloniale. — 1898.
- BONNECHOSE (de). — *Montcalm et le Canada français.* — 1881. 1 vol.
- BONNEVILLE de MARSANGY (L.). — *La Légion d'Honneur.* — 1900. 1 vol.
- BOUCHER (F.). — *Le faubourg 'Saint-Germain.* — 1927. 1 vol.
- BOUDET (Dr L.). — *Le Corps de Santé de la Marine et le Service médical aux Colonies.*
- BOUFFLERS (Chevalier de). — *Correspondance avec la Comtesse de Sabran.* — 1875.

- BOUILLE (R. de). — *Essai sur la vie du Marquis de Bouillé*. — 1858.
- BOUTARIE. — *Les Institutions militaires de la France*. — 1863. 1 vol.
- BOUTON (R. P.). — *Relation de l'établissement des Français en l'an 1635 en l'île de la Martinique, l'une des Antilles de l'Amérique*. — I. 1640.
- BOYER-PEYRELEAU (Colonel). — *Les Antilles Françaises*. — Tomes I à III. — 1823.
- BRASIER (L.). — *Histoire des Maisons d'Education de la Légion d'Honneur*. — 1901. 1 vol.
- BRAU (Dr P.). — *Trois siècles de Médecine Coloniale française*. — 1931. 1 vol.
- BRUNET. — *Histoire Générale de l'Artillerie*. — 1842. 1 vol.
- BRYAN MARTIN. — *History of the West Indies*.
- BURGUET. — *Le Duc de Choiseul et l'Alliance espagnole*. 1 vol.
- CAILLARD (Chanoine V.). — *La Vénérable Mère Javouhey*. — 1909.
- CASGRAIN (Abbé). — *Montcalm et Lévis*. — 1891.
- CASTEX (Lieutenant de Vaisseau). — *La manœuvre de la Prayar*. Paris Fournier, 1913. — 1 volume.
- CAILLET. — *Histoire de l'Administration en France sous Richelieu*. — 1861.
- CARNOT. — *Eloge de Vauban*. — 1784.
- CASTEX (R.). — *Les Idées Militaires de la Marine du XVIII^e siècle*. — 1911. 1 vol.
- CASTEX (Amiral). — *Théories Stratégiques*. — 1934. — Tomes I à V, particulièrement les Tomes I, III et IV.
- CASTEX (Amiral). — *L'envers de la Guerre de course*. — 1912. 1 vol.
- CASTONNET des FOSSES (L. H.). — *La Révolution de Saint-Domingue*. — 1893. 1 vol.
- CASTONNET des FOSSES (L.). — *L'Inde Française au XVIII^e siècle*. — 1 vol.
- CHAMANT (Chanoine L.). — *La vénérable Mère Javouhey*. — 1909. 1 vol.
- CHAMBRUN (Général de). — *Brazza*. 1 vol.

- CHARLEVOIX (le P. de). — *Histoire de la Nouvelle France.* — 1744.
- CHARLEVOIX (le P. de). — *Histoire de l'Île Espagnole ou de Saint-Domingue.* — 1733.
- CHAPAIN. — Jean Talon, Intendant de la Nouvelle-France.
- CHARBONNEAU (Colonel). — *Du Soleil et de la Gloire. La grandiose épopée de nos contingents coloniaux.* 1 vol. — 1936.
- CHEMIN DUPONTES. — *Les Colonies de Colonisation en Afrique Occidentale sous Colbert.*
- CHESNEL. — *Histoire de Cavelier de la Salle.*
- CHEVALIER. — *Histoire de la Marine Française pendant la Guerre de l'Indépendance américaine.* Paris Hachette. — 1877.
- CHOISEUL (Duc de). — *Mémoires.* — 1778.
- CLEMENT (P.). — *Histoire du Système Protecteur.*
- CODE de JUSTICE MILITAIRE pour l'ARMÉE de MER.
- CODE de la GUYANE FRANÇAISE. — 1824. 2 vol.
- CODE des ILES de FRANCE et de BOURBON. — 1777. 2 vol.
- CODE de JUSTICE MILITAIRE pour l'ARMÉE de TERRE.
- CODE de la LEGION D'HONNEUR et de la MÉDAILLE MILITAIRE. — 1934.
- COLBERT. — *Lettres, Instructions, Mémoires.* — 1861.
- COLLEVILLE (Comte de) et F. SAINT-CHRISTO. — *Les Ordres du Roi.* — Paris Jouve. — 1 vol.
- COLOMBIER. — *Code du Médecin Militaire.* — 1772.
- COLOMBIER. — *Précepte sur la Santé des gens de Guerre.* — 1775.
- CORBETT (J.). — *England in the Seven's Year War.*
- CORBETT (Y.). — *Some principles of maritime strategy.* — 1911. — 1 vol.
- CORTOT (Colonel). — *La France d'au delà des Mers.* — 1 vol. — 1936.

- CREPIN. — *Mahé de la Bourdonnais*.
CULTRU (P.). — *Le Commandeur de Poincy à Saint-Christophe*. — 1915.
CULTRU (P.). — *Histoire du Sénégal*. — 1910.
CULTRU (P.). — *Dupleix, ses plans politiques, sa disgrâce*. — 1901.
DAGNAUD. — *L'Administration Contrôle de la Marine sous l'Ancien Régime*. — 1908.
DAMPIERRE (I. de). — *Essai sur les Sources de l'Histoire des Antilles françaises*. — 1 vol. 1904.
DANEY (Sydney). — *Histoire de la Martinique*. — 1846. *Tomes I à VII*.
DANIEL (R. P.). — *Carte militaire de la France*.
DANIEL (R. P.). — *Histoire de la Milice Française*. — 1721.
DARQUITAIN (V.). — *Seize ans au Maroni*. — *Notice sur la Guyane française*. — 1911.
DAUBIGNY. — *Choiseul et la France d'Outre-Mer après le Traité de Paris*. — Vol. 1892.
DEFFAND (Mme du). — *Correspondance*. — 1859.
DELARBRE (I.). — *Les Colonies Françaises, leur organisation, leur administration*. — 1878.
DELARBRE (I.). — *Législation de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire*. — 1887.
DELABARRE de NANTEUIL. — *Législation de l'Île de la Réunion*. — 1862. Vol. I-VI.
DELAUNAY (Dr P.). — *La Vie médicale aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*. — 1935.
DEPREAUX (Alb.). — *Le Commandant Baudry de Lozières et la Phalange de la Crête Dragons*. — 1924.
DEPREAUX (A.). — *Les Uniformes des Troupes coloniales de 1666 à 1875-1931*.
DELONCLE (P.). — *La Caravane aux Eperons verts*. — 1927.
DEMAUTES (V.). — *La Colonisation militaire sous Bugeaud*. — Paris. 1917.
DENIS (S.). — *Nos Antilles*. — 1 vol. 1935.

- DESJARRIE-DESCOMBES (A.) et DURIEUX (I.).
— *Deschamp du Rausset, Gouverneur de la Tortue.* —
DESCHAMPS (L.). — *Histoire de la Question Coloniale
en France.* — 1891.
DESCHAMPS (L.). — *Les Colonies pendant la Révo-
lution.* — 1898.
DESSALLES (A.). — *Histoire Générale des Antilles.* —
1847. — *Tomes I à V.*
DISLÈRE (P.). — *Traité de Législation Coloniale.* —
1901. — *Tomes I à III.*
DITTE (Colonel). — *Observations sur la Guerre dans
les Colonies.* — 1905.
DOIVO-SOULASTRE. — *Voyage de Santo-Domingo
au Cap Français.* — 1809.
DREYFUS (Ferdinand). — *Un Philanthrope d'autrefois:
La Rochefaucault-Liancourt.* — 1903.
DUBOIN (Colonel). — *Causerie sur l'Armée Coloniale.*
— 1933.
DUBOIS et TERRIER. — *Un siècle d'Exposition colo-
niale.* — 1902.
DUBOSQ (A.). — *Unité de l'Asie.* — 1936.
DUBUISSON. — *Nouvelles Considérations sur Saint-
Domingue.* — 1780. — *Tomes I à III.*
DUCHÈNE (A.). — *La Politique Coloniale de la Fran-
ce.* — 1928.
DUCHÈNE (A.). — *Chasseloup Laubat.* — 1932. 1 vol.
DUCHÈNE (Albert). — *Histoire des Finances Coloniales
de la France* — 1938 — 1 vol.
DUCLOS. — *Mémoires sur les règnes de Louis XIV et
Louis XV.* — 1791. *Tomes I et II.*
DURAND-MOLARD. — *Code de la Martinique.* —
Tomes I à V. 1817.
1926.
DURIEUX (I.). — *Le R. Pierre Boutin, de la Compa-
gnie de Jésus, Apôtre de Saint-Domingue.* — Périgueux.
— 1902.
DURIEUX (I.). — *Le Pouvoir disciplinaire de la Légion
d'Honneur.* — 1900.

- DURIEUX (I.) et VOVARD (A.). — *Les Décorations Françaises.* — 1926.
- DUVERGIER. — *Collection complète des Lois.*
- EDWARD BRYAN. — *The History civil and commercial of the British West Indies* Londres. — 1793.
- ELICONA (A. L.). — *Moreau de Saint-Méry.* — 1934.
- EMILY (Médecin Général). — *Fachoda.* — 1935.
- ESQUER (G.). — *Les Commencements d'un Empire.* — *La Prise d'Alger (1830).* — 1923.
- ETIENNE (Eugène). — *Son œuvre coloniale.* — 1907.
- FABRE (Colonel). — *Au Maroc.* — *Le Bataillon au Combat.* — 1929.
- FABRE (Colonel). — *La Tactique au Maroc.* — 1931.
- FAIDHERBE (Général). — *Le Sénégal.* — 1889.
- FALZONE. — *Metropoli e colonie contemporane.* — 1901.
- FAMIN (Général). — *Propos d'un Colonial.* — 1912. 1 vol.
- FARRERE (Claude). — *Histoire de la Marine Française.* — 1935.
- FAVE (Général). — *Histoire de l'Artillerie.* — 1864.
- FERRADINI. — *Essai sur la Défense des Colonies.* — 1905.
- FIDDES (Sir Georges V). — *The Dominions and Colonial Office.* — Londres. — 1926.
- FIEFFE. — *Histoire des Troupes Etrangères au Service de la France.* — 1854. 2 vol. Paris-Dumaine.
- FOLARD. — *L'Esprit du Chevalier de Folard.* — 1761.
- FORBONNAIS (Véron de). — *Recherches sur les finances de la France.* — 1758.
- GAFFAREL (P.). — *Les Colonies Françaises.* — 1885. — 2 vol. 1905.
- GALLIENI (Général). — *Madagascar de 1896 à 1905.*
- GALTIER-BOISSIERE et BURNIER (Drs). — *Larousse Médical Illustré.*
- GARRAN. — *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue* — An V.

- GARNEAU. — *Histoire du Canada*. — 1882. Vol. I à IV.
- GASTON-MARTIN. — *Nantes au XVIII^e siècle*. — *L'Ere des Négriers*. — 1931.
- GAZIN. — *Bibliographie de la Martinique*. — 1926.
- GENLIS (M^{me} de). — *Mémoires*. — 1825.
- GIRAULT (A.). — *Principes de Colonisation et de Législation Coloniale*. — 1922. Tomes I à IV.
- GEORGE C. LEWIS (Sir). — *On the Government of Dependencies*. — 1841.
- GERIN (Colonel). — *Le Combat des Petites Unités*. — 1935.
- GONTAUT-BIRON (Comte de). — *Le Duc de Lauzun*. — Paris Plon. — 1 vol. — 1937.
- GORGE (P. de la). — *Histoire du Second Empire*. — 1903. Tomes I à VII.
- GOYAU (G.). — *Les Origines religieuses du Canada*. — 1924.
- GRIMARET (de). — *Fonctions de généraux ou l'Art de conduire une armée*. La Haye. — 1710.
- GRIMOARD (de). — *Essai théorique et pratique sur les batailles*. Paris. — 1775.
- GREGOIRE (Abbé). — *Mémoire en faveur des gens de couleur*.
- GREGOIRE (Abbé). — *Lettre aux Noirs de St-Domingue*.
- GREGOIRE (Abbé). — *Mémoires*. — 1839. Tomes I et II.
- GRENIER. — *L'Armée Coloniale*. — 1902.
- GRENSE (Abbé). — *Une Paroisse sous l'Ancien Régime : Saint-Jacques du Haut-Pas*. — 1897.
- GROS (Docteur). — *Archives de Médecine navale*. — *Un médecin des Colonies au XVIII^e siècle*. — 1896.
- GUET. — (I.). — *Les Origines de l'Île Bourbon*. — 1885.
- GUET (I.). — *Le Colonel François de Collart et la Martinique de son temps*. — 1893.

- GUIBERT (Comte de). — *Essai Général de Tactique.* — 1772.
- GUILLERMIN (G.). — *Précis Historique sur les événements de St-Domingue.* — 1811.
- GUY (C.). — *La mise en valeur de notre domaine colonial.* — 1900.
- HAMONT (Tib.). — *Dupleix.*
- HAMONT (Tib.). — *Lally-Tollendal.*
- HANOTAUX (G.). — *Histoire du Cardinal de Richelieu.* — 1893.
- HANOTAUX (G.). — et MARTINEAU (A.). — *Histoire des Colonies Françaises.* — 1932. Tomes I à VI.
- HANOTEAU (J.). — *Le Ménage Beauharnais.* — 1935.
- HANOTEAU (J.). — *Les Beauharnais et l'Empereur.* — 1936.
- HARMAND (Jules). — *Domination et Colonisation.* — 1910.
- HARDY (G.). — *La mise en valeur du Sénégal.* — 1921.
- HARDY (G.). — *Histoire de la Colonisation française.* — 1918.
- HAZARD. — *Santo-Domingo past and present.* — Londres. — 1873.
- HAWING. — *The Buccaneers in the West Indies in the XVIIIth Century.*
- HENNET. — *Les Compagnies de Cadets et les Ecoles.* — 1889.
- HEROUVILLE (R. P. de). — *Les Missions des Jésuites au Canada aux XVII^e et XVIII^e siècles.* — 1929.
- HERICOURT (d'). — *Eléments de l'Art militaire.* — La Haye. — 1739.
- HILLIARD d'AUBERTEUIL. — *Considérations sur la Colonie de Saint-Domingue.* — 1770.
- HOMBERG (O.). — *La France des Cinq Parties du Monde.* — 1927. 1 vol.
- HOMO (L.). — *L'Empire Romain.* — 1926.
- IDRAC (Michel). — *Un Français : Le Lieutenant Colonel Jean Ferrandi.* — Paris. — 1 vol. — 1936

- JACOBSON (Alf.). — *Mémoires de la Société des Ingénieurs Civils*. Janvier 1936.
- JANIN (R. P. Joseph). — *Le Clergé colonial de 1815 à 1850-1936*.
- JOLY de MAIZEROY. — *Traité de Tactique*. — 1767.
- JOMINI. — *Traité des grandes opérations militaires*. — 1816.
- JOUCLA. — *Le Conseil Supérieur des Colonies et ses antécédents*. — 1929. (1 vol.).
- JOURDON et ISAMBERT. — *Collection des anciennes lois françaises* (28 Vol. in-8).
- KAEPPELIN. — *La Compagnie des Indes orientales et François Martin*.
- KERALLAIN (de). — *La Jeunesse de Bougainville*.
- KERMOGANT. — *Annales d'hygiène et de Médecine Coloniales*.
- KINGSFORD. — *History of Canada*. — 1894. (Vol 1 à VII).
- LABAT (P.). — *Nouveau Voyage aux Iles d'Amérique*. 1722. Tomes I à VI.
- LACOUR. — *Histoire de la Guadeloupe*. — 1858. — Tomes I à VII.
- LACOUR-GAYET. — *La Marine française sous les règnes de Louis XV et Louis XVI*.
- LAFERRIERE. — *Traité de la Juridiction administrative*. — Paris. — 3 vol. — 1896.
- LAFFITTE (P.). — *Toussaint-Louverture*. — 1882.
- LAMBERT de SAINTE-CROIX. — *Histoire de l'Administration de la Marine*. — 1892. 1 vol.
- LANESSAN (de). — *Principes de la Colonisation*. — 1897.
- LANOY (Ch. de) et VAN DEN LINDEN. — *Histoire de l'Expansion Coloniale des Peuples européens*. — 1911. Tomes I et II.
- LAS CASES. — *Mémorial de Ste-Hélène*. — 1825.
- LAUVRIERE (E.). — *La tragédie d'un peuple (Histoire du Peuple Acadien)*. — 1923. 2 vol.

- LAVIGNE SAINTE-SUZANNE (M.). — *La Martinique au premier siècle de la Colonisation.* — 1935.
- LEFEVRE (A.). — *Histoire du Service de Santé, de la Marine militaire et des Ecoles de Médecine Navale.* — 1867.
- LEHUGEUR (P.). — *Histoire de l'Armée française.*
- LEMERY (H.). — *La Révolution Française à la Martinique.* — 1936.
- LERONDEAU (Ct.). — *Au Drapeau.* — 1933. 1 vol.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — *De la Colonisation chez les Peuples modernes.* — 1908. Tomes I et II.
- LEVASSEUR. — *Histoire du Commerce de la France.*
- LICHTENBERGER (A.). — *Bugeaud.* — 1931.
- LIEVYNS, VERDOT et BEGAT. — *Fastes de la Légion d'Honneur.* — Tomes I à V. — 1840.
- LHOMEL (Comte de). — *Jean Pierre Antoine, Comte de Béhague, Lieutenant Général des Armées du Roi.* — 1907.
- LONGIN. — « *Le Journal des Coloniaux* », année 1934.
— « *Les Troupes Coloniales à travers les âges.* ».
- LORIN (H.). — *Le Comte de Frontenac.* — 1895.
- LORIN (H.). — *La France, puissance coloniale.* — 1906.
- MABLY. — *Œuvres complètes.* — Londres. — 1789.
- MAGNAC (Dr.). — *La perte de St-Domingue.*
- At. MAHAN (Amiral). — *La Perspective du XX^e siècle.* 1897. — 1 vol.
- At. MAHAN (Amiral). — *Influence de la puissance maritime dans l'Histoire (1660-1783).* — 1890. — 1 vol.
- MAISSIN (E.). — *Etudes sur la Marine militaire.*
- MALO (Ch.). — *La grande Guerre des Corsaires.*
- MALLESAN. — *Les Français dans l'Inde.*
- MALZAC (R. P.). — *Histoire du Royaume Hova depuis ses origines jusqu'à sa fin.* — 1912.
- MANCERON (Colonel). — *Histoire du 43^e Régiment d'Infanterie.* — (Royal-Vaisseaux). — 1936.
- MANGIN (Colonel). — *L'Armée Noire.* — 1910. 1 Vol. à V. — an X.

MANUEL DU LEGIONNAIRE. — Rondonneau. — 1808.

MARGRY (P.). — *Origines transatlantiques : Belain d'Esnambuc et les Normands aux Antilles.* — 1863.

MARECHAL (E.). — *Histoire de l'Europe (1610-1789).* 1886. 1 Vol.

MAROIS (Ct.). — *Notice sur l'Armée des Indes anglaises.* — 1910.

MARTIN (Ernest). — *Les Exilés acadiens en France au XVIII^e siècle et leur établissement en Poitou.* — 1936. 1 Vol.

MARTINEAU (A.). — *Dupleix et l'Inde française.* — 1927.

MARTINEAU (A.) et MAY (P.). — *Trois siècles d'Histoire antillaise.* — 1935.

MAURILLE de St-MICHEL. — *Voyage des Isles Cameranes.* — 1652.

MAY (Ph.). — *Histoire économique de la Martinique.* — 1930.

MAY (Ph.). — *Le Mercier de la Rivière, Intendant des Iles du Vent.* — 1932.

MASSON. — *Marseille et la Colonisation française.*

MAZAS (A.). — *Histoire de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis.* — 1860. Tomes I et II.

MALOUET. — *Mémoires sur les Colonies.* — Tomes I à V. — au X.

MENTION (L.). — *L'Armée de l'Ancien Régime.* — 1 Vol.

MENTION (L.). — *Le Comte de St-Germain et ses Réformes.* — 1884. 1 Vol.

MERAINE (Emile). — *Colbert du Terron.* — 1 vol. — 1937.

MESNIL DURAND (de). — *Projet d'un ordre français en tactique.* — 1772.

METRAL. — *Histoire de l'expédition des Français à St-Domingue.* — 1825.

MONTCALM de St. VERAN. — *Journal.*

MONTANDRE (de). — *Etat militaire de la France pour 1758.*

MONTCHRETIEN (A. de). — *Traité d'Economie Politique.* — 1615.

MONTEILHET. — *Le Duc de Lauzun, Gouverneur du Sénégal (Bullet. A. O. F.).* — 1920.

MONTESQUIEU (de). — *Esprit des Lois.* — 1721.

MOREAU de St-MERY. — *Lois et Constitutions de l'Amérique sous le Vent.* — 1784. Tomes I à VI.

MOREAU de St-MERY. — *Description de la partie française de Saint-Domingue.* — 1796.

MOREAU de St-MERY. — *Description de la partie espagnole de St-Domingue.* — 1797.

MOREAU-VAUTHIER (Paul). — *Un chef : Le Général Mangin.* — Paris Lavauzelle. — 1 vol. — 1936.

MOUILLARD (L.). — *Les Régiments sous Louis XV.* — 1882.

MORRIS. — *Le Bailli de Suffren dans l'Inde.*

MORRIS (H.C.). — *The history of Colonisation.* — 1900.

MORDRELLE (Colonel). — *Conférences sur la Guerre Coloniale.* — 1909.

MOREAU de JONNES (M.A.). — *Aventures de Guerre au temps de la République et du Consulat.* — 1858. Tomes I et II.

MOTÉY (Vicomte du). — *Guillaume d'Orange et les Antilles Françaises.* — 1908.

NAPOLÉON. — *Maximes de Guerre.* — 1827.

NEMOURS (Colonel). — *Histoire militaire de la Guerre de St-Domingue.* — 1925. Tomes I et II.

NEMOURS (Colonel). — *Histoire de la captivité et de la mort de Toussaint-Louverture.* — 1929. 1 vol.

NED NOLL. — *Histoire de l'Armée Coloniale.* — 1896. 1 vol.

NED NOLL. — *Almanach du Marsouin.*

NICOLAS. — *Livre d'Or de l'Infanterie de Marine.* — 1896. 1 Vol.

- NIOX (Colonel). — *L'Expansion européenne*. — 1893.
- NOLLET (Général). — *Une Expérience de Désarmement : Cinq ans de Contrôle militaire en Allemagne*. — 1932. 1 vol.
- ORLIAC (Jehanne d'). — *Suisses et Grisons, Soldats de France*. — Arrault à Tours. — 1 vol. — 1936.
- ŒXMELIN (A.). — *Les aventuriers et les Boucaniers d'Amérique*. — 1744.
- PACIFIQUE de PROVINS (R.P.). — *Briève relation du Voyage des Isles de l'Amérique*. — 1646.
- PAMPHILE de LACROIX (Lieutenant Général). — *Mémoires sur la révolution de St-Domingue*. — 1820. Tomes I et II.
- PAPUCHON (Général). — *La Colonie acadienne du Poitou*. — 1908.
- PARDON (Commandant). — *Le Martinique*. — 1877.
- PARDON (Commandant). — *La Guadeloupe*. — 1881.
- PARKMAN. — *Pioneers of France in the New World*.
- PARKMAN. — *The Jesuits in the North America, in the seventeenth Century*.
- PASSAC (de). — *Essai sur Gribenauval*. — 1816.
- PAULIAT (L.). — *Louis XIV et la Compagnie des Indes orientales*. — 1886.
- PAULIAT (L.). — *La Politique coloniale sous l'Ancien Régime*. — 1887.
- PETIT (Emilien). — *Droit Public sur le Gouvernement des Colonies Françaises*. — 1771. Tomes I et II.
- PEYTRAUD. — *L'Esclavage aux Antilles françaises avant 1789-1889*. 1 vol.
- PICAVET. — *Les Commis des Affaires Etrangères au temps de Louis XIV*. — 1926. 1 Vol.
- PIQUET (V.). — *Histoire des Colonies françaises*. —
- PIERREDON (Comte M. de). — *Contributions à l'Histoire des Ordres du Mérite*. — 1923. 1 Vol.
- PITOT (Alb.). — *L'Ile de France (1715-1810)*.
- PITOU (Louis-Ange). — *Voyage à Cayenne*. — An XIII. Tomes I et II.

- PLACIDE (Justin). — *Histoire de l'Île d'Hayti-St-Domingue*. — 1826. 1 Vol.
- PLANIOI (M.). — *Traité de Droit Civil*. — 1911. *Tomes I et III*.
- POINCARÉ (R.). — *Portraits et Figures politiques*. — 1907. 1 Vol.
- PORTAL (baron). — *Mémoires sur la Marine*. — 1846.
- POYEN (Colonel de). — *Les Guerres des Antilles*. — 1896. 1 Vol.
- POYEN (Colonel de). — *Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue*. — 1820. 1 Vol.
- PRADEL DE LAMASE. — *L'Hôtel de la Marine*. — 1924.
- PRENTOUT. — *L'Île de France sous Decaen*. — 1901. 1 Vol.
- PUYSEGUR. — *L'Art de la Guerre par principes et par règles*. — 1748.
- QUEBEC. — *Documents*.
- RAIMOND. — *Véritable origine des troubles de Saint-Domingue*. — 1792.
- RAPSON. — *The struggle between England and France for supremacy in India*. — 1887.
- RAMBAUD (A.). — *La France Coloniale*. — 1895.
- RAMBAUD. (A.). — *Les Colonies Françaises* — 1901. — *Tomes I et II*.
- RAPHANAUD. — *Le Baron Malouet*. — 1907.
- RAYNAL (Abbé). — *Histoire philosophique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*. — Genève 1780. *Tomes I à X*.
- RAYNAL (Abbé). — *Essai sur l'administration de Saint-Domingue*. — 1786.
- REBOUL (Colonel.) — *L'Armée au XVIII^e siècle*.
- REGISMANSET. — *Le Miracle français en Asie*. — 1922.
- RENAULT (Jules). — *La Légion d'Honneur et les anciens Ordres français de Chevalerie*. — 1924.
- RENAULT (Jules). — *La Médaille militaire*. — 1935.
- RICHELIEU (Cardinal de). — *Mémoires*.

- RENNARD (Abbé). — *Essai sur l'histoire religieuse des Antilles françaises.* — 1931.
- RENNARD (Abbé). — *Précis d'histoire de la Martinique.* — 1929.
- RENOUARD de SAINTE CROIX. — *Statistique de la Martinique.* — 1822. *Tomes I et II.*
- REY (Dr.). — *Etude sur la Colonie de la Martinique.* — 1881.
- REY (Dr.). — *Etude sur la Colonie de la Guadeloupe.* — 1882.
- RESBECQ (H. de). — *L'Administration centrale de la Marine et des Colonies.* — 1880. — (*Revue maritime et coloniale*).
- ROCHEFORT (César de). — *Histoire naturelle et morale des Iles Antilles de l'Amérique.* — 1658. — Rotterdam.
- ROCHEMONTEIX (R. P. Camille de la). — *Le Père Antoine Lavalette de la Martinique.* — 1907.
- ROHRBACH (P.). — *Les Revendications coloniales allemandes.* — 1935.
- ROMANET (Général J. de). — *Voyage à la Martinique.* — 1804.
- RONCIERE (Charles de la). — *Histoire de la Marine.* — 1933. — *Tomes I à VI.*
- RONCIERE (Charles de la). — *Origines de la Marine française.* — 1889.
- RONCIERE (Charles de la). — *Nègres et Négriers.* — 1933.
- RONCIERE (Charles de la). — *Au fil du Mississipi avec le Père Marquette.* — 1935.
- ROUGET (F.). — *L'expansion coloniale au Congo français.* — 1906.
- ROUGIER. — *Précis de Législation et d'Economie coloniales.* — 1894.
- ROUSSET. — *Histoire de Louvois.* — 1863.
- ROUSSIER (P.). — *Un projet de colonie française dans le Pacifique à la fin du XVIII^e siècle.* — *Revue du Pacifique.* — 15 Décembre 1927.

- RUFZ de LAVISON (Dr.). — *Etudes historiques et Statistique sur la population de la Martinique.* — 1850. — *Tomes I et II.*
- SAGNAC. — *La Législation Civile de la Révolution.* — 1926.
- SAXE (Maréchal de). — *Esprit des Lois de la Tactique.* — 1762.
- SAINT-SIMON (Duc de). — *Mémoires.*
- SAINTOYANT. — *La Colonisation française sous l'Ancien Régime.* — 1929. — *Tomes I et II.*
- SAINTOYANT. — *La Colonisation pendant la Révolution.* — 1931.
- SALAUN (L.). — *L'Indo-Chine.* — 1903.
- SARRAUT (A.). — *La mise en valeur des colonies.* — 1923.
- SATINEAU (M.). — *Histoire de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime.* — 1928.
- SAULNIER (E.). — *L'Hôtel du Ministère des Colonies.* R. H. C. F. 1916.
- SAVINE (A.). — *St-Domingue à la veille de la Révolution.* — 1911.
- SCHEFER (Christian). — *La France moderne et le Problème colonial.* — 1907.
- SCHEFER (Christian). — *La Monarchie de Juillet et l'Expansion coloniale.* — *Revue des deux Mondes.* — 1^{er} Septembre 1912.
- SCHOELCHER (V.). — *Vie de Toussaint-Louverture.* — 1889. — 1 Vol.
- SCHOELL (F.). — *L'agonie du français en Louisiane.* — *Revue de Paris.* — 15 Février 1925.
- SOULIE (M.). — *La Grande aventure.* — *Le Roman d'une Parisienne au Canada.* — 1640-1650. — 1927.
- SCELLE (G.). — *Histoire de la Traite Négrière aux Indes de Castille.* — 1906. — *Tomes I et II.*
- SPENCER ST JOHN. — *Haïti ou la République noire.* — 1886.
- SCHONE (L.). — *La Politique coloniale sous Louis XV et Louis XVI.* — 1907.

- SERRIGNY (Gal). — *Réflexions sur l'Art de la Guerre.*
SICARD. — *Histoire des Institutions militaires des Français.* — 1831.
SEE. — *L'Evolution commerciale de la France sous l'Ancien Régime.*
SOLARD. — *Histoire de l'Hôtel Royal des Invalides.* — 1845.
SOULAFON (L.). — *Les Cohortes de la Légion d'Honneur.* (1802-1809). — 1890.
SUSANE. — *Histoire de l'Artillerie.* — 1874.
SUSANE. — *Histoire de l'Infanterie française.* — 1876.
STUART-MILL (John). — *Principes d'Economie Politique.*
STODDARD (J. Lathrop). — *The French Revolution in San Domingo-Boston.* — 1914. — 1 Vol.
TAINE (H.). — *Origines de la France contemporaine.* — 1884.
TANTET (V.). — *Survivance de l'Esprit français aux Colonies perdues.* — 1900.
TARBE (Ch.). — *Rapport à l'Assemblée Nationale sur les troubles de St-Domingue.* — 1791.
TERRIER (A.). et MOUREY (Ch.). — *L'Expansion française et la formation de l'Afrique occidentale française.* — 1910.
TERTRE (R. P. - J. B. du). — *Histoire Générale des Antilles habitées par des Français.* — 1672. — Tomes I à IV
THIERS. — *Histoire du Consulat et de l'Empire.* — 1865.
THIRION (H.). — *Le Palais de la Légion d'Honneur.* — 1883.
THOMAZI (Capitaine de Vaisseau). — *Les Flottes de l'Or.* — 1 vol. Paris. — 1937.
TOCQUEVILLE (Alexis de). — *L'Ancien Régime et la Révolution.* — 1866.
TRAMOND (J.). — *Manuel d'Histoire maritime de la France.* — 1927.
TRAMOND (J.). — *Les Troubles de St-Domingue.* — (1722-1724). — 1929.
TRAMOND (J.) et REUSSNER (A.). — *Eléments d'Histoire maritime et coloniale.* — 1924.

- TREBOS (Charles). — *De la contribution de la Normandie à la colonisation des Antilles françaises.* — 1912.
- TRICOCHÉ (G.). — *Les Milices Françaises et Anglaises au Canada.* — 1901.
- TRONÇON du COUDRAY. — *Discussion de l'ordre profond et de l'ordre mince.* — 1776.
- TUÉTEY (L.). — *Les Officiers sous l'Ancien Régime.* — 1908.
- TRUBLET. — *Histoire de la Compagnie de l'Inde.*
- TURQUAN (J.). — *La Générale Junot, Duchesse d'Abbrantès.* — 1914.
- UMBERTO BORSI. — *Studi di diritto coloniale.* — 1918.
- VAISSIÈRE (P. de). — *Saint-Domingue.* — 1909.
- VAISSIÈRE (R. de la). — *La Martinique.* — 1910.
- VALONS (Marquis de). — *Avec les Rouges aux Isles du Vent.* — 1930.
- VAUBAN. — *Traité des sièges et de l'attaque des places.* — 1704.
- VILLARS (Capit. de). — *Madagascar.* — 1934.
- VILLIERS du TERRAGE. — *Histoire de la fondation de la Nouvelle Orléans.*
- VIGNON (Louis). — *L'Expansion de la France.* — 1893.
- WARREN (Comte). — *Vers le Ministère unique de la France d'Outre-Mer.* — *Bulletin du Comité de l'Afrique française.* — Février 1927.
- WEBER (H.). — *La Compagnie française des Indes.* — 1904.
- WEELLEN (J.-E.). — *Rochambeau.* — 1934.
- WRONG. — *The Fall of Canada.* — 1914.
- ZIMMERMANN. — *Kolonial Politik.* — 1905.

III

OUVRAGES ET PUBLICATIONS PARUS SANS NOM D'AUTEUR

Mémoires sur la Régence.

Lettres critiques et politiques sur les Colonies et le Commerce des villes de France, adressées à G.T. Raynal par X, Genève et Paris, 1786. (Auteur supposé : Du Buc (J.-B.).

Suite des Mémoires sur l'administration de la Marine et des Colonies, par un Officier général de la Marine, doyen des Gouverneurs Généraux de Saint-Domingue, Paris, 1790. (Attribué à M. de Bory).

Réponse à l'écrit de M. Malouet sur l'esclavage des Nègres par un membre de la Société des Amis des Noirs, 1789.

Notice sur le Chêne Chapelle d'Allouville-Bellefosse, Balbec, 1863.

Ordres Français et Etrangers. — Législation et Organisation, 1903.

Mémoire historique concernant l'ordre royal de Saint-Louis et du Mérite militaire, 1785.

Lettre sur la désertion, la milice et le recrutement des Troupes Réglées, Paris, 1770.

Réflexions sur la désertion et la peine des déserteurs. — Lettre au Duc de Choiseul, Paris, 1768.

Ministère de la Marine. — Précis historique de l'expédition de Kourou, 1842.

Ministère de la Marine. — Revue maritime, N° 109, juillet 1936.

Ministère de la Marine. — Précis sur la colonisation des bords de la Mana, à la Guyane française, 1835.

Ministère de la Guerre. — Bulletin Officiel, 1933, N° 302.

Ministère de la Guerre. — Les Armées françaises d'outre-Mer. — Le Service de l'Intendance aux Colonies, 1931.

Ministère de la Guerre. — Les Armées françaises d'outre-Mer. — Le Service de Santé aux Colonies, 1931.

Ministère de la Guerre. — Les Uniformes des Troupes de la Marine et des Troupes Coloniales et Nord-africaines.

Ministère de la Guerre. — Revue des Troupes Coloniales, Armées 1906, 1907 (N^{os} 59-60), année 1935.

IV. — RECUEILS GÉNÉRAUX

Le Moniteur Universel.

*Le Journal Officiel de la République Française (Débats
Parlementaires).*

*Les Collections : du Bulletin du Comité de l'Afrique fran-
çaise, du Bulletin du Comité de l'Asie française, du Bulletin
de l'Océanie française.*

Almanach royal, impérial, national de 1731 à nos jours.

*Annuaire de la Marine et des Colonies, puis Annuaire de
la Marine depuis 1861.*

*Annuaire du Ministère de l'Algérie et des Colonies pour
l'année 1859.*

*Annuaire Colonial, puis Annuaire du Ministère des Colo-
nies depuis 1887.*

*Revue des Deux-Mondes, années 1900, 1933, 1934,
1935, 1936.*

Carnet de la Sabretache, année 1931, N^{os} 349, 350, 353.

*Revue d'Histoire des Colonies, année 1933 (novembre-
décembre).*

TABLE DES SOMMAIRES

I. — Du principe de souveraineté de la Métropole à l'égard des Colonies	1
II. — De la nécessité d'une Armée Coloniale ..	7
III. — Les débuts de l'Armée Coloniale	10
IV. — Les Troupes à pied	16
V. — Les Corps Auxiliaires de l'Infanterie	78
VI. — Les Canonniers-Bombardiers du Roy ..	136
VII. — Les Juridictions et les Compagnies de Maréchaussée	174
VIII. — Les Gouverneurs Lieutenants Généraux ..	204
IX. — Les Intendants de Police, Justice, Finances	225
X. — Aumôniers et Missionnaires du Roy	267
XI. — Fraters, Médecins, Chirurgiens, Apothicaires et Botanistes du Roy	276
XII. — L'Armement. — Les Ecoles. — Les Grades	342
XIII. — La Tactique et la Stratégie Coloniales	387
XIV. — La Discipline et les Sanctions	411
XV. — Les Récompenses	437
XVI. — Les Armées Coloniales Etrangères	509
XVII. — L'Armée de la France d'Outre-Mer	538
Pièces annexes	554
Index Bibliographique Général	588
Table des Matières	612

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I. — *Du Principe de souveraineté de la Métropole à l'égard des Colonies.* — Les attributs de la souveraineté. — La garde et la défense des Colonies. — Délégation de la souveraineté aux Compagnies de Colonisation. — Reprise de cette souveraineté lors du rachat des Colonies par la Couronne 1

CHAPITRE II. — *De la nécessité d'une Armée Coloniale.* — Son rôle : (a) en temps de paix ; (b) en temps de guerre. — Raisons et faits qui déterminent la création d'une armée coloniale par la Monarchie. — L'organisation moderne, bénéficiant des dispositions prises par les régimes antérieurs, a pratiqué la coordination et le développement des unités 7

CHAPITRE III. — *Les débuts de l'Armée Coloniale.* — Les premiers occupants du Canada, des Iles d'Amérique, de la Tortue et Coste Saint-Dominque. — Les plantations et le service de défense. — Les Cinquante Pas du Roi 10

CHAPITRE IV. — *Les troupes à pied.* — Les Compagnies franches de la Marine. — Les régiments de Karrer, d'Halwyll, de Lally, Clare-Irlandais, Dillon, Walsh. — Les régiments du Roi au Canada et aux Isles. — Les diverses Ordonnances. — Les régiments du Cap, de Port-au-Prince, de la Martinique, de la Guadeloupe, de Pondichéry, des Iles de France et de Bourbon. — Les Ordonnances. — Les Volontaires Etrangers de la Marine. — Le Bataillon auxiliaire des Colonies. — La Révolution. — Les Chasseurs Africains. — La Restauration. — Les ordonnances organiques. — L'Infanterie de Marine. — L'Infanterie Coloniale 16

CHAPITRE V. — *Les Corps auxiliaires de l'Infanterie.* — Les Milices. — Organisation. — Suppression. — Rétablissement. — Ordonnances de 1763, 1765 et 1772. — Les Etats-Majors. — Les Chasseurs de Saint-Domingue. — Les Volontaires de Bourbon. — Les Laptots de Gorée. — Les Tambours Noirs. — La Révolution. — Les Pionniers Noirs. — Les Cipayes de l'Inde. — Les Volontaires de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion. — Les différents Corps de Tirailleurs Coloniaux. — Les Tirailleurs Sénégalais

78

CHAPITRE VI. — *Les Canonniers-Bombardiers du Roy.* — Les fantassins bombardiers des Vaisseaux. — Les Canonniers-Bombardiers du Canada, des Iles et des Indes Orientales. — L'Ecole d'Artillerie du Dépôt de Ré. — Ordonnances des 15 mars 1780 et 24 octobre 1784. — Le Corps Royal du Génie. — Les Compagnies d'ouvriers. — La Révolution. — La Restauration. — L'Artillerie de Marine. — Les Conducteurs d'Artillerie. — L'Artillerie Coloniale

136

CHAPITRE VII. — *Les Juridictions et les Compagnies de Maréchaussée.* — Les Juridictions aux Colonies. — Sénéchaussées. — Sièges d'Amirauté. — Conseils Supérieurs ou Souverains. — La Police intérieure des Colonies à l'origine. — Ordonnances des 17 mars 1721 et 31 juillet 1743. — Les Compagnies de Maréchaussée. — Les Prévôts. — Les Exempts. — La Légion de Saint-Domingue. — Les Dragons des Iles d'Amérique (1769). — La Gendarmerie Coloniale. — Les Gardes Indigènes

174

CHAPITRE VIII. — *Les Gouverneurs-Lieutenants Généraux.* — Les Capitaines Généraux. — Les Gouverneurs-Lieutenants Généraux. — Les Commandants Généraux. — Les Gouverneurs Généraux. — La Révolution. — Les Capitaines Généraux. — Les Gouverneurs. — Rôle important des Officiers Généraux de la Marine dans le gouvernement des territoires d'outre-mer

204

CHAPITRE IX. — *Les Administrateurs des Compagnies de Colonisation.* — Les Intendants de Police (1680). — Les Intendants de Police, Justice, Finances, Guerre et Marine. — Les Commissaires Généraux, Subdélégués Généraux, Contrôleurs, Commissaires de la Marine, des Classes et Ecrivains de la Marine. — Les Ordonnances et les Edits. — La Révolution. — La Restauration. — Rétablissement de l'Intendant. — Création de l'Ordonnateur. — Les Chefs des services militaires et maritimes. — Loi du 7 juillet 1900 et décrets subséquents. — L'Intendance des Troupes Coloniales. — Le Directeur de l'Intendance. — Rôle considérable que jouèrent les Intendants des XVII^e et XVIII^e siècles dans l'Economie Coloniale 225

CHAPITRE X. — *Aumôniers et Missionnaires du Roy.* — Les Congrégations aux Colonies: Franciscaïns, Jacobins, Dominicains, Récollets, Jésuites. — Les Frères de la Charité de l'ordre de Saint-Jean-de-Dieu. — Rôle prépondérant du Clergé dans le domaine d'outre-mer aux XVII^e et XVIII^e siècles 267

CHAPITRE XI. — *Médecins, Chirurgiens, Fraters, Apothicaires et Botanistes du Roy.* — Règlementation. — Concurrence. — Abus. — Tarification. — L'Inspection Générale de la Santé au XVIII^e siècle. — Les Hôpitaux des Colonies. — Les Frères de la Charité. — Le Corps de Santé de la Marine. — Le Corps de Santé des Colonies. — Le Corps de Santé des Troupes Coloniales 276

CHAPITRE XII. — *L'Armement, Les Ecoles.* — *Les Grades.* — Le Mousquet et le Fusil. — La Baïonnette à douille. — Le fusil modèle 1777. — L'Artillerie. — Vallière et Gribeauval. — Le Génie. — Vauban et Vallière. — La confusion des deux armes. — Leur séparation. — Les Ecoles de Cadets. — Les Sept Ecoles d'Artillerie : Auxonne, Douai, La Fère, Grenoble, Strasbourg, Valence. — L'Ecole du Génie : Mézières 342

CHAPITRE XIII. — *La Tactique et la Stratégie Coloniales.* — Gustave-Adolphe et Frédéric. — Les Ordonnances de 1755. — Le Chevalier de Folard, Maizeroy, de Mesnil-Durand, Guibert. — L'Ordre Profond. — L'Ordre Mince. — L'Ordre Dispersé. — La Tactique Coloniale. — Ses exécutants. — Aux Anilles : d'Amblimont et les Hollandais , aux Indes : le Bailli de Suffren, Dupleix et La Bourdonnais. En Amérique : Kochambeau , aux Antilles : de Bouillé, de Grasse, d'Estaing. — La période contemporaine : Francis Garnier, Rivière, Joffre et Galliéni 387

CHAPITRE XIV. — *La Discipline et les Sanctions.* — Les Baguettes. — Le Piquet. — L'Estrapade. — Le Cheval de Bois. — La Prison. — Le Cachot. — Les Arrêts. — La Pendaïson. — La Fusillade. — Les Galères et les Travaux Publics. — Le Duel. — Le Tribunal des Maréchaux. — Les Conseils de Guerre. — La Dégradation. — Les Compagnies de Discipline 411

CHAPITRE XV. — *Les Récompenses.* — Les Préséances. — Lettres de Noblesse. — Pensions. — Avancement. — Les Ordres monarchiques et autres : Ordres des Templiers, de Malte, de Saint-Michel, du Saint-Esprit, de Saint-Louis, du Mérite Militaire, Médaillon de Vétérance. — Les Médailles de la Valeur et de la Vertu. — La Révolution. — Les Armes d'Honneur. — L'Ordre de la Légion d'Honneur. — La Médaille Militaire. — Les Ordres Coloniaux. — Les Médailles Commémoratives. — Les Ordres Etrangers décernés aux Troupes des Colonies 437

CHAPITRE XVI. — *Les Armées Coloniales Etrangères.* — Espagne, Portugal, Hollande, Angleterre 509

CHAPITRE XVII. — <i>L'Armée de la France d'Outre-Mer.</i> — Services rendus par l'Armée Coloniale aux Colonies et à la France. — Avenir de l'Armée Coloniale. — Evolution nécessaire. — A l'Empire Colonial Français doit correspondre l'Armée de la France d'Outre-Mer	538
PIECES ANNEXES	554
— INDEX BIBLIOGRAPHIQUE GÉNÉRAL	588
TABLE DES SOMMAIRES	611
TABLE DES MATIERES	612

IMPRIMERIE MILITAIRE UNIVERSELLE

— L. FOURNIER & Cie —

264, Boulevard Saint-Germain, 264

———— PARIS-VII^e ————

